



# CONTRAT DE SITE UNIVERSITE DE LYON

CONTRAT PLURIANNUEL 2016 - 2020

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche  
Communauté d'Universités et Établissements Université de Lyon



# CONTRAT DE SITE UNIVERSITE DE LYON 2016-2020

Entre,

Le ministère de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la recherche

La Communauté d'universités et  
établissements Université de Lyon

Après délibération de son conseil  
d'administration du 14 juin 2016

d'une part,

d'autre part,

Il est établi le présent contrat pour les années 2016 à 2020.

Ce contrat fera, avant son renouvellement, l'objet d'une évaluation de ses résultats au regard des objectifs poursuivis et des engagements pris.

Fait à Lyon, le

***La ministre de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la recherche***

***Le président de la Communauté  
d'universités et établissements  
Université de Lyon***

***Najat VALLAUD-BELKACEM***

***Khaled BOUABDALLAH***



**Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche parties prenantes au  
contrat de site Université de Lyon**

***Le président de l'Université Claude Bernard  
Lyon-I***

***La présidente de l'Université Lumière  
Lyon-II***

***Frédéric FLEURY***

***Nathalie DOMPNIER***

Université Claude Bernard Lyon 1



UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2

***Le président de l'Université Jean Moulin  
Lyon-III***

***La présidente de l'Université Jean Monnet  
Saint-Etienne***

***Jacques COMBY***

***Michèle COTTIER***





**Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche parties prenantes au  
contrat de site Université de Lyon**

***Le président de l'École normale supérieure  
(ENS) de Lyon***

***Jean-François PINTON***



***Le directeur de l'École centrale de Lyon***

***Frank DEBOUCK***



***Le directeur de l'Institut national des  
sciences appliquées (INSA) de Lyon***

***Éric MAURINCOMME***



***Le directeur de l'Institut d'études politiques  
de Lyon***

***Renaud PAYRE***







**Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche parties prenantes au  
contrat de site Université de Lyon**

***Le directeur de l'École nationale  
d'ingénieurs de Saint-Etienne (ENISE)***

***Le directeur de l'École nationale supérieure  
des arts et techniques du théâtre (Ensatt)***

***Roland FORTUNIER***

***Thierry PARIENTE***



***Le directeur de l'École nationale supérieure  
des sciences de l'information et des  
bibliothèques (Enssib)***

***Yves ALIX***





En présence de l'organisme de recherche suivant :

***Le président du CNRS***

***Alain FUCHS***





# CONTRAT DE SITE UNIVERSITE DE LYON 2016-2020

## SOMMAIRE

<b>VOLET COMMUN DU CONTRAT</b>	<b>3</b>
Trajectoire contractuelle et jalons	4
Annexe financière	13
Indicateurs	14
Annexe formation et recherche	27
<b>VOLETS DES ÉTABLISSEMENTS</b>	
Université Claude Bernard Lyon-I	31
Université Lumière Lyon-II	87
Université Jean Moulin Lyon-III	139
Université Jean Monnet Saint-Etienne	187
École normale supérieure de Lyon	243
École centrale de Lyon	269
Institut national des sciences appliquées de Lyon	303
Institut d'études politiques de Lyon	351
École nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne	383
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	407
École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	427
<b>Plan d'amélioration de la qualité de vie étudiante et de promotion sociale</b>	



---

# **CONTRAT DE SITE UNIVERSITE DE LYON (UdL) 2016 - 2020**

---

## **VOLET COMMUN DU CONTRAT**

---

### **Sommaire**

---

---

#### **I - Trajectoire contractuelle 2016 - 2020**

---

##### **Introduction**

---

##### **I- Stratégie globale et pilotage**

---

##### **II- Formation et vie étudiante**

---

##### **III- Recherche et valorisation**

---

##### **IV- Diffusion des savoirs**

---

##### **Récapitulatif des jalons UdL**

---

#### **II - Annexe financière**

---

---

#### **III - Indicateurs du contrat de site**

---

---

#### **IV - Annexe formation et recherche**

---

# **VOLET COMMUN DU CONTRAT 2016 - 2020**

## **COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS**

### **UNIVERSITE DE LYON**

## **Trajectoire contractuelle 2016 - 2020**

### **Introduction**

Depuis sa création en mars 2007, l'Université de Lyon (UdL) s'est affirmée comme un espace efficace de coopération entre établissements, consolidant ainsi des bases solides au « site universitaire » Lyon-Saint-Étienne. Ce site est riche de 130 000 étudiants (soit 2/3 de Rhône-Alpes) dans un alliage unique en France d'universités et de grandes écoles rassemblant près de 6 000 doctorants, 200 laboratoires de recherche pour un total de 12 000 chercheurs et enseignants-chercheurs. Ce potentiel pèse pour au moins 10 % des publications scientifiques françaises, permettant d'atteindre un rythme de 1 000 thèses par an et d'entretenir plus de 300 familles de brevets actifs. Écoles et universités de l'UdL proposent pour les étudiants une offre de formation dans une logique de complémentarité, en phase avec leur environnement et attractive au plan national et international.

Les principaux volets académiques autour des humanités, de l'ingénierie et la chimie, du secteur bio-santé et du numérique sont en résonance avec les secteurs économiques dynamiques et leaders du territoire. Au sein de structures telles que les pôles de compétitivité, les Instituts Carnot, les IRT les ITE, etc., l'Université de Lyon s'investit pleinement en mobilisant tout son potentiel académique et en incluant les organismes de recherche très impliqués à ses côtés dans la politique de site.

Forte des acquis du précédent contrat quinquennal, acquis transversaux de dialogue et de travail en commun, l'Université de Lyon entend poursuivre et intensifier sa capacité à promouvoir une culture de l'efficacité dans l'intégration des projets communs et des actions collectives.

La communauté d'universités et d'établissements (ComUE), créée par décision de ses membres en 2014, permettra, sur les cinq ans du contrat, la mise en œuvre d'un projet qui marquera une ambition encore plus élevée illustrée par le projet #IDEXLYON2016.

Une étape majeure dans la coopération et le rapprochement des établissements sera franchie, débouchant à terme sur une Université de Lyon intégrée visant une attractivité internationale de premier plan, tant en formation qu'en recherche et contribuant au développement intellectuel, économique, social et culturel d'un territoire. Territoire qui est, selon l'Insee, le "moteur de la création d'emplois en Rhône-Alpes" et le plus dynamique et innovant de France.

Le contrat de site présente les principaux axes de cette stratégie et les objectifs opérationnels que l'Université de Lyon se fixe pour réaliser son ambition.



## I- Stratégie globale et pilotage

### I-1- Les 5 axes majeurs :

- Améliorer la visibilité du potentiel de formation et de recherche.

La stratégie de recherche est fondée sur les 3 thèmes structurants que porte également le projet IdEX : Bio santé et société, Sciences et ingénierie, Humanités et urbanité. L'offre de formation est articulée à la recherche et en phase avec les besoins et enjeux économiques et sociétaux. L'ensemble est coordonné par la mise en place des 8 collèges académiques qui produiront des éléments de prospective, animeront la réflexion scientifique. Ils disposeront d'une feuille de route validée annuellement pour les différents champs disciplinaires. Ils constitueront un élément de la structuration du site dans le cadre de #IDEXLYON2016.

La structuration des SHS bénéficiera également de projets structurants tels que la Maison Internationale des Langues et des Cultures (MILC) et du renforcement de l'Institut des Sciences de l'Homme (ISH), de Persée et du Collegium de Lyon (IEA-Institut d'Etudes Avancées).

Le renforcement de la position de leader de l'UdL dans le domaine de l'ingénierie s'appuie sur le collège académique « ingénierie et technologie » et l'Alliance des Écoles d'Ingénieurs de Lyon Saint-Étienne (AEILyS) ainsi qu'en recherche sur la Fédération INGELYSE (Institut d'ingénierie Lyon-Saint Etienne).

**Jalon 1 - Mise en place de nouveaux indicateurs de site élaborés par la ComUE (2018)**

**Jalon 2- Bilan de la politique commune dans le domaine de l'ingénierie (2018)**

- Renforcer le positionnement international du site.

Après la construction d'une « Alliance internationale » impliquant cinq zones géographiques prioritaires (la Chine, le Brésil, le Canada, le Japon ainsi que le plateau lémano-transalpin, Genève–Lausanne-Turin-Milan), l'Université vise à renforcer sa politique européenne notamment via les coopérations transfrontalières et la présence au sein des instances programmatiques européennes. Au plan international, le passage de collaborations bilatérales à des collaborations multipartites sera poursuivi au sein du réseau en cohérence avec le triptyque formation-recherche-innovation.

La francophonie est également au cœur des développements engagés aussi bien en termes de formations adaptées que de représentation politique avec un instrument original et visible qu'est l'Institut international de la Francophonie de Lyon.

Ce positionnement international s'appuie sur des outils dédiés qui vont des dispositifs d'accueil d'étudiants et de chercheurs à une démarche coordonnée dans la formation en langues étrangères et en FLE.

**Jalon 3 - Bilan des actions menées à l'international : Alliance internationale/ Institut de la francophonie/ établissements transfrontaliers (2018)**

### Indicateur ISi 2 – Relations internationales

- Une stratégie numérique au service du développement des grandes missions.

L'UdL a développé une culture du travail en réseau, construit des outils indispensables à sa stratégie et généralisé les bonnes pratiques. Elle considère qu'un niveau supérieur d'intégration est possible et souhaitable. Cela passe par la mise en œuvre d'une stratégie numérique ambitieuse et partagée.

La mutualisation doit être encore développée autour des expériences déjà mises en œuvre (Learning labs, pratiques pédagogiques innovantes, production et diffusion de ressources pédagogiques labellisées). L'harmonisation des référentiels indispensable à l'interopérabilité des SI sera engagée en commençant par les référentiels RH. La mise en place puis le déploiement d'une stratégie autour des data centers se fera sur la base d'une étude approfondie qui montrera les arbitrages à opérer entre les options d'internalisation ou d'externalisation et les investissements prioritaires à réaliser.

Les méthodes de travail collaboratives et les expertises acquises ou présentes dans les établissements seront mises à disposition de l'ensemble des établissements membres ou associés. Le réseau des learning labs devra être mieux formalisé et connu. L'expérience de production et de diffusion des MOOC sera étendue en particulier en articulation avec les projets de développement de ressources pour la formation continue.

*Jalon 4 - Créer un réseau learning labs de proximité, « une université du numérique » (2017)*

*Jalon 5 - Interopérabilité des systèmes d'information (2019)*

*Jalon 6 - Data centers, étude stratégique et évolution vers un système plus efficient (2019)*

**Indicateur ISI 3 - Pilotage du développement numérique**

- Un acteur essentiel du développement économique territorial.

Valoriser les technologies et les savoir-faire innovants, contribuer au développement d'une culture d'entrepreneuriat et mieux intégrer les docteurs au sein de l'entreprise sont les trois axes structurant de l'action de l'UdL au service du développement économique territorial et de la création d'emplois.

L'ambition de l'Université de Lyon sur le développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation a trouvé une première concrétisation, en 2015, avec la mise en place de Beelys et du D2E et sera poursuivi avec la création et la construction de la « Fabrique de l'Innovation » sur trois thèmes (innovation, entrepreneuriat, créativité/design) en réseau entre les différents campus et en lien étroit avec l'écosystème territorial. L'action d'intégration des docteurs au sein de l'entreprise sera intensifiée grâce aux dispositifs comme doctor conseil, le carnet de compétences ou le « doctorat pour l'entreprise ». Le dynamisme des Instituts Carnot du site permet également de rapprocher le mode de l'entreprise des laboratoires de l'Université de Lyon.

L'appui sur la SATT Pulsalys constitue un élément central de la stratégie de l'université pour le transfert et la création d'entreprises innovantes.

- Un projet #idexlyon2016 au service des ambitions du site.

Le projet #IDEXLYON2016 construit à partir des 4 axes majeurs exprimés ci-dessus, porte la forte ambition du site dans le cadre d'un renforcement de sa structuration en termes de recherche, formation et gouvernance.

Trois volets guident la dynamique #IDEXLYON2016 : la construction d'une "marque" académique de l'Université de Lyon, assise sur ses domaines d'excellence ; l'excellence de la recherche et de la formation, du rayonnement et de l'attractivité ; le renforcement d'un pilotage intégré et efficace. Plusieurs outils seront déployés au bénéfice de cette dynamique : les collèges académiques, éléments clés de la structuration du site, créés en décembre 2015, assureront la mise en place de collaborations constructives en matière de formation et de recherche. Les programmes de recherche soutiendront le développement des équipes dans les domaines de spécialisation du site. Les actions transversales porteront notamment sur une politique de RH, une politique de publications scientifiques et le développement d'une mission Europe.

**I-2- Une stratégie immobilière au service de l'attractivité et de la qualité de vie sur les campus.**

En étroite collaboration avec les établissements qui développent des programmes pluriannuels d'investissement ambitieux, la stratégie immobilière collective portée par l'UdL est déployée au service de la stratégie de formation et de recherche en cohérence avec le développement territorial. A ce titre, l'Université de Lyon pilote et met en œuvre le plan Campus (575 millions d'euros de dotation), pilote les opérations CPER du site (204 millions). Elle est l'interlocutrice unique des collectivités pour la mise à jour des schémas directeurs du développement universitaire Lyon Saint-Etienne. L'Université de Lyon s'est engagée en 2015, avec les établissements, dans un plan de transition énergétique qui se déroulera sur toute la période du contrat.

L'Université de Lyon s'attache à aborder les projets dont elle a la charge sous l'angle de l'optimisation du patrimoine, de surfaces de locaux, d'évolutions programmatiques à moyen terme, de soutenabilité pour les gestionnaires notamment en anticipant sur les coûts de maintenance et de Grands Equipements de Recherche (GER).

Son action s'appuie sur une connaissance centralisée du parc immobilier du site via les outils de gestion du parc (dont le système d'information).

*Jalon 7 - Premier bilan du schéma de développement immobilier de site (2019)*

*Jalon 8 - Lancement du plan Climat Énergie de l'université (2017)*

**Indicateur ISI 4 – Evolution des surfaces immobilières**

**Indicateur ISI 6 – Développement durable**

### **I-3- Une organisation au service du projet collectif de site qui repose sur :**

- Les différents modes d'intervention de la ComUE : l'Université de Lyon peut intervenir soit en maîtrise d'ouvrage ou en conduite d'opération complète (de la conception à la conduite d'opération) pour ses membres, soit dans une répartition entre la phase conception/réalisation entre l'UdL et les établissements.
- Une organisation qui favorise, chaque fois que possible, la mutualisation et contribue à la structuration du site par un rapprochement des établissements.
- Une organisation qui fonctionne avec des compétences et des rôles clairement établis. Cette organisation facilite la mise en synergie des actions du projet de site et celles des PIA.
- L'action de la fondation pour l'Université de Lyon dont la double vocation est d'assurer une interaction forte avec le milieu socioéconomique territorial pour les projets de l'université et de contribuer au développement de projets phares par la mobilisation de fonds privés.
- Une politique de Ressources Humaines au service de l'attractivité et de la convergence.  
Au-delà de la gestion des emplois de site par l'UdL, toute une série d'objectifs sont initiés pour structurer une politique de site en soutien à la stratégie de recherche et de formation. Amorcée avec la mise en œuvre des packages dans le cadre de PALSE, la politique de ressources humaines sera développée, en particulier sur les points suivants :
  - l'intensification du dispositif package qui permet d'offrir à un(e) enseignant(e) chercheur(e) un environnement de travail attractif,
  - le rôle confié aux collèges académiques : prospective et avis sur l'orientation des campagnes d'emplois.
  - la convergence des politiques de ressources humaines sur différents aspects: la reconnaissance de manière coordonnée de certaines fonctions et missions assurées par les EC ; l'harmonisation des grilles de recrutement des chercheurs contractuels ; la politique de formation des personnels (mise en œuvre d'objectifs et d'une offre de formations communs) ; la concertation sur les politiques indemnitaires ; la coordination de l'action sociale à destination des personnels.

Ces actions qui reflètent la volonté des établissements du site à s'engager dans une démarche commune, en synergie avec les organismes nationaux, seront renforcées et sont à la base de la dynamique proposée dans le projet #IDEXLYON 2016.

### **Indicateur ISI 5 – Ressources humaines**

## **II- Formation et vie étudiante**

### **II-1- Formation**

L'ambition est de disposer d'une offre cohérente et lisible répondant aux grands enjeux socio-économiques et visant à améliorer la réussite des étudiants. L'UdL développera les actions suivantes :

- Poursuivre la structuration de l'offre de formation.
- L'Université de Lyon a engagé un processus de convergence de l'offre de formation master pour donner davantage de visibilité et de lisibilité, aux étudiants et à leur famille mais également aux futurs employeurs de ces étudiants au titre de la campagne d'accréditation 2016. Ce travail sera poursuivi pour le niveau master et sera engagé pour le niveau licence dans la perspective des prochaines accréditations.
- L'Université de Lyon est fortement attachée à la formation des futurs enseignants, c'est pourquoi elle portera une attention particulière au développement de l'ESPE. De la même façon, les recherches sur l'éducation seront encouragées en s'appuyant sur les atouts du site, en particulier sur l'IFE et la structure fédérative de recherche en cours de constitution.

- L'Université de Lyon soutient les initiatives de ses membres qui visent à renforcer la cohérence de l'offre de formation et à améliorer la visibilité et l'attractivité du site. Ainsi, le développement de l'IEP métropolitain à l'échelle de la métropole Lyon Saint-Etienne est soutenu par la ComUE.
- Renforcer au niveau du site les procédures de partage et de diffusion du travail réalisées au sein des établissements pour l'organisation, les pratiques et l'innovation pédagogiques (mise en place des portails, des conseils de perfectionnement ou des stages) et la réorientation.
- Favoriser l'intégration des nouveaux métiers dans l'offre de formation en lien avec les spécificités des domaines de recherche de l'UdL : pluridisciplinarité et complémentarité médicale et paramédicale, numérique et big data, environnement, chimie verte.
- Développer une offre de formations transversales (entrepreneuriat, professionnalisation, innovation, création, langues).
- Favoriser l'insertion professionnelle des étudiants par des liens renforcés avec le milieu socio-économique (valorisation des IUT et des licences en alternance).
- Construire une offre de formation continue de site : l'Université de Lyon retenue comme site pilote par le ministère se donne pour objectif de construire une offre de formation continue en lien avec les pôles de compétitivité et les dispositifs issus des PIA. Elle prendra appui notamment sur la Fondation pour l'Université de Lyon, ses partenaires économiques et travaillera avec la Région Auvergne Rhône-Alpes.

*Jalon 9 - Bilan de la poursuite de la structuration de l'offre de formation (2018)*

*Jalon 10 - Plateforme commune de certification en langues (2017)*

*Jalon 11 - Mise en place de dispositifs communs de suivi de l'insertion des étudiants (2019)*

*Jalon 12 - Bilan des processus et actions de partage de bonnes pratiques pour l'organisation, les pratiques et l'innovation pédagogiques, le continuum bac-3/bac +3, la réorientation (2018)*

*Jalon 13 - Bilan des actions et de la pérennisation de PEPITE (2018)*

*Jalon 14 - Bilan de la politique d'harmonisation de la formation continue (2018)*

## **II-2- Vie étudiante**

Le plan d'amélioration de la vie étudiante 2016-2020, complémentaire au projet de site est construit avec l'ensemble des acteurs du site (Crous, représentants d'établissements, représentants des étudiants, collectivités). Il a pour axes majeurs l'accès aux services, l'épanouissement de chaque étudiant(e), la recherche d'une citoyenneté active.

Des axes qui se déclinent sur plusieurs thématiques :

- Améliorer l'accès aux services en matière de logement, transport, santé, restauration, aide sociale et d'accueil,
- Améliorer la qualité de vie étudiante et favoriser une citoyenneté active à travers le sport, la culture et l'engagement associatif.

L'amélioration des accès aux services sera facilitée par la mise en place, notamment de dispositifs d'accès aux soins cohérents avec les besoins des étudiants du site, par l'intensification du développement de l'offre de logement.

L'accès aux BU sera facilité par une politique concertée de plus grande ouverture sur des horaires étendus répondant à la forte demande des étudiants.

Un fonds d'initiative étudiante, piloté par les VP étudiants, est mis en œuvre pour soutenir les projets inter établissements à l'échelle du site.

*Jalon 18- Bilan des premières actions du plan d'amélioration de la qualité de vie étudiante et de promotion sociale (2018)*

### III- Recherche et valorisation

#### III-1- Les priorités et grands axes de déploiement de la stratégie de recherche

Une des ambitions de l'université est de développer les approches interdisciplinaires à partir des trois grands axes structurants (cf. plus haut). Une démarche en phase avec les priorités européennes et en cohérence avec les défis sociétaux de la Stratégie Nationale de la Recherche (SNR) et les grands enjeux économiques et sociaux régionaux qui articulent le Schéma Régional de l'Innovation et sa Spécialisation Intelligente (SRI-SI) pour lequel l'université de Lyon doit être l'interlocutrice de référence.

- Organiser les communautés scientifiques et renforcer les synergies inter établissements et organismes. Les huit collèges académiques vont coordonner le travail des communautés scientifiques autour de grands thèmes et auront comme principales missions de promouvoir et cultiver une recherche au cœur des disciplines au plus haut niveau d'excellence.
- Renforcer le pôle lyonnais de la recherche en éducation par une mise en cohérence plus forte des entités et des dispositifs.
- Soutenir les projets émergents ou interdisciplinaires.  
Développement de la transversalité pour répondre aux enjeux scientifiques de demain (impact des Projets Exploratoires Premier Soutien –PEPS- conduit avec le CNRS et de l'Appel à Projets Emergence)
- Développer de nouveaux équipements scientifiques de site.
- Intensifier une recherche partenariale qui est déjà une des plus performantes au niveau national.
- Consolider les partenariats avec les organismes de recherche pour renforcer une stratégie commune (accroissement des collaborations, notamment avec l'IRSTEA et l'INRIA).
- Améliorer la visibilité de la production scientifique de site, avec le déploiement du protocole de signature commun pour toutes les publications scientifiques des établissements membres de la ComUE et la mise en œuvre d'une politique d'open access intégrée.

*Jalon 19 - Opérations d'attractivités (chaires/packages) permettant d'attirer une vingtaine de nouvelles équipes (2018)*

*Jalon 20 - Bilan du premier appel d'offres de l'Institut Carnot de l'éducation (2017)*

*Jalon 21 - Bilan des collaborations avec l'IRSTEA et l'INRIA (2019)*

#### III-2- Des outils de mise en œuvre d'une stratégie commune de valorisation

La capacité d'innovation des établissements de l'UdL sera démultipliée par la mise en réseau sur les différents campus des dispositifs existants constituant les maillons d'une « Fabrique de l'Innovation » qui incarne la volonté de l'Université de Lyon de renforcer ses capacités d'innovation et d'entrepreneuriat, en misant sur le potentiel de ses étudiants et de son excellence scientifique, en cohérence avec les ambitions stratégiques du territoire. La SATT Pulsalys contribue à cette ambition.

La pérennisation des objets du PIA pour amplifier l'impact socio-économique sera recherchée :

- par un renforcement du pilotage de ces outils ;
- par la mise en œuvre des moyens pour accompagner la réussite des outils issus du PIA conduisant à des structures de valorisation de l'innovation (ITE, IRT) ;
- par une plus forte insertion de la SATT dans l'écosystème en veillant à son articulation avec les autres objets du PIA.

*Jalon 22 - Création de la fabrique de l'innovation (2017)*

*Jalon 23 - Bilan de l'insertion de la SATT dans l'écosystème du site et de son articulation, sous l'égide du MENESR, avec les autres structures de valorisation et de transfert (2018)*

### **III-3- La dimension européenne et internationale de la recherche.**

Une démarche menée en lien avec les EPST et en particulier le CNRS permettra de soutenir la création des LIA et UMI dans les domaines matériaux et énergie, nanosystèmes et nanotechnologies, santé et biosciences.

**Indicateur ISi 1 - Présence du site dans les projets PCRD financés par l'Union Européenne**

### **III-4- Une ambition d'excellence pour le doctorat de l'Université de Lyon.**

La délivrance par l'UdL du « diplôme de doctorat Université de Lyon » a pour double objectif d'asseoir nationalement et internationalement la notoriété du label « Doctorat de l'Université de Lyon » au service de l'insertion des docteurs et de l'attractivité du territoire, et d'assurer la qualité la plus élevée de la formation scientifique, technique et humaine des doctorants.

La valorisation passe également par la mise en place d'outils partagés de recensement des activités et domaines de spécialisation des enseignantes chercheurs du site et d'outils de communication avec les partenaires culturels, les médias, les collectivités territoriales, les chambres consulaires, etc., en vue de répondre efficacement et de manière coordonnée aux expertises dans les différents domaines de spécialisation des équipes du site.

**Jalon 15 - Diffusion auprès des partenaires socio-économiques du carnet des compétences (2017)**

**Jalon 16 - Disposer d'un réseau d'alumni des docteurs (2017)**

**Jalon 17 - Bilan des actions et résultats obtenus sous l'égide du comité doctoral de site (2019)**

**Indicateur ISi 7 – Réussite en doctorat**

**Indicateur ISi 8 – Insertion professionnelle des docteurs**

## **IV- Diffusion des savoirs**

La politique de l'UdL aura pour objectifs l'accès de tous les publics aux ressources et la valorisation de la production scientifique :

- La politique documentaire fait l'objet d'une coordination renforcée après la désignation d'une Vice-Présidence dédiée et d'une commission documentaire. L'objectif de mettre à jour et de rendre opérationnel un schéma directeur documentaire du site est une des priorités. Le fonctionnement en réseau sera particulièrement étudié.
- La valorisation de la plateforme mutualisée de valorisation des revues scientifiques en SHS (Persée).
- La création d'une maison d'éditions UdL.

L'Université de Lyon intensifiera le dialogue réflexif science/société proposé à travers divers dispositifs qui seront renforcés et adaptés au fur et à mesure des besoins thématiques retenus en lien avec les axes de la recherche du site : événements comme la nuit des chercheurs, dispositif « Et si on en parlait », boutiques des sciences, plateforme « sciences pop ».

**Jalon 24 - Assurer l'accès de tous au réseau documentaire avec une carte unique UdL (2019)**

**Jalon 25 - Faire de Persée une référence en termes de valorisation numérique du patrimoine scientifique (2018)**

**Jalon 26 - Elaboration d'un schéma directeur documentaire (2018)**

**Jalon 27 - Bilan de la politique de diffusion des savoirs (2018)**

Ces objectifs sont assortis de jalons et d'indicateurs de site qui feront l'objet d'une évaluation au cours du contrat.



## Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'UdL

OPERATIONS	Années d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>STRATEGIE GLOBALE ET PILOTAGE</b>					
1- Mise en place de nouveaux indicateurs de site élaborés par la ComUE					
2- Bilan de la politique commune dans le domaine de l'ingénierie					
<b>POLITIQUE INTERNATIONALE</b>					
3- Bilan des actions menées à l'international : Alliance internationale/ Institut de la francophonie/ établissements transfrontaliers					
<b>NUMERIQUE</b>					
4- Créer un réseau learning labs de proximité, « une université du numérique »					
5- Interopérabilité des systèmes d'information					
6- Data centers, étude stratégique et évolution vers un système plus efficient					
<b>IMMOBILIER</b>					
7- Premier bilan du schéma de développement immobilier de site					
8- Lancement du plan Climat Énergie de l'université					
<b>FORMATION</b>					
9- Bilan de la poursuite de la structuration de l'offre de formation					
10- Plateforme commune de certification en langues					
11- Mise en place de dispositifs communs de suivi de l'insertion des étudiants					
12- Bilan des processus et actions de partage de bonnes pratiques pour l'organisation, les pratiques et l'innovation pédagogiques, le continuum bac-3/bac +3, la réorientation					

13- Bilan des actions et de la pérennisation de PEPITE					
14- Bilan de la politique d'harmonisation de la formation continue					
<b>FORMATION DOCTORALE</b>					
15- Diffusion auprès des partenaires socio-économiques du carnet des compétences					
16- Disposer d'un réseau d'alumni des docteurs					
17- Bilan des actions et résultats obtenus sous l'égide du comité doctoral de site					
<b>VIE ETUDIANTE</b>					
18- Bilan des premières actions du plan d'amélioration de la qualité de vie étudiante et de promotion sociale (incluant plan santé, sport, engagement étudiant)					
<b>RECHERCHE</b>					
19- Opérations d'attractivités (chaires/packages) permettant d'attirer une vingtaine de nouvelles équipes					
20- Bilan du premier appel d'offres de l'Institut Carnot de l'éducation					
21- Bilan des collaborations avec l'IRSTEA et l'INRIA					
<b>VALORISATION</b>					
22- Création de la fabrique de l'innovation					
23- Bilan de l'insertion de la SATT dans l'écosystème du site et de son articulation, sous l'égide du MENESR, avec les autres structures de valorisation et de transfert					
<b>DIFFUSION DES SAVOIRS</b>					
24- Assurer l'accès de tous au réseau documentaire avec une carte unique UdL					
25- Faire de Persée une référence en termes de valorisation numérique du patrimoine scientifique					
26- Elaboration d'un schéma directeur documentaire					
27- Bilan de la politique de diffusion des savoirs					



## ANNEXE FINANCIERE AU CONTRAT DE SITE

### UNIVERSITE DE LYON (UdL)

### POUR LA PERIODE 2016-2020

Les moyens mis à disposition pour l'accompagnement du contrat de site Université de Lyon en application de l'article L 718-5 du code de l'éducation se décomposent de la façon suivante :

**Le site Université de Lyon se verra attribuer au titre du présent contrat, des moyens en emplois (cf. tableau 1)** sous réserve des crédits inscrits en loi de finances pour 2017. Les emplois créés sont conditionnés au respect des engagements de l'établissement tels que mentionnés dans le contrat.

Tableau 1 : MOYENS EN EMPLOIS				
Site	Rappel 2015 (*)	2016 (**)	2017 (***)	2015 à 2017
	Emplois créés	Emplois créés	Emplois créés	Emplois cumulés
UdL	23	29	35 (****)	88 (****)

(\*) : 23 emplois créés en part d'année ; montant de la masse salariale en part d'année au budget 2015 : un emploi = 30 176 €.

(\*\*) : 23 emplois en année pleine ; au budget 2015 : un emploi = 59 730 € ; 29 nouveaux emplois créés en part d'année.

(\*\*\*) : 52 emplois en année pleine ; 35 nouveaux emplois créés en part d'année.

(\*\*\*\*) : 35 emplois en année pleine en 2018

(\*\*\*\*) : 87 + 1 emploi créé en anticipation en 2014 pour l'UJM

**Pour l'année 2016**, les dotations prévisionnelles initiales, avant application de la mise en réserve, des établissements publics financés par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 « vie étudiante » sont les suivantes :

Tableau 2 : Dotations prévisionnelles initiales pour les établissements publics du P150 et du P231 (*)	
Site UdL	2016
Masse salariale (**)	661 092 968 €
Fonctionnement	81 415 731 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>742 508 699 €</b>

(\*) Université de Lyon, université Lyon 1, université Lyon 2, université Lyon 3, université Saint-Etienne, EC Lyon, ENISE, ENSSIB, ENS Lyon, IEP Lyon, INSA Lyon, ENSATT

(\*\*) Non compris les établissements non RCE

**Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020**, les dotations prévisionnelles de ces mêmes établissements feront l'objet d'une notification qui en précisera le montant.

## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE DU SITE LYON-SAINT-ETIENNE

<b>Indicateurs communs de site</b>
ISi 1 - Présence du site dans les projets PCRD financés par l'Union Européenne
ISi 2 – Relations internationales
ISi 3 - Pilotage du développement numérique
ISi 4 – Evolution des surfaces immobilières
ISi 5 – Ressources humaines
ISi 6 – Développement durable

<b>Indicateurs spécifiques de site</b>
ISi 7 – Réussite en doctorat
ISi 8 – Insertion professionnelle des docteurs

ISi 1	PRESENCE DU SITE DANS LES PROJETS FINANCES PAR LE PCRD DE L'UNION EUROPEENNE	Université de Lyon
-------	--	--------------------

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Euros (€)
Date de la mesure	31/12/ année n
Champ de la mesure	Établissements d'enseignement supérieur

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche ayant qualité d'opérateur et participant à l'exécution du programme 150 dans le cadre d'une contractualisation avec le MENESR.
Source	ComUE
Mode de calcul	Le taux de coordination est calculé en divisant le nombre de projets retenus et coordonnés par la ComUE par le nombre total des projets retenus des établissements membres. Les valeurs 2015 portent sur l'ensemble du 7 <sup>ème</sup> PCRD. A partir de 2016, les valeurs porteront sur le programme Horizon 2020. La ComUE est invitée à commenter les résultats et expliciter l'effet de coordination.

	Réalisation 2014 (période 2007-2014)	Cibles 2020
Nombre de projets retenus financés par le PCRD	233	250
Montant des financements obtenus	95 M€	120

Taux de coordination de la ComUE dans les projets retenus financés	75	80
--	----	----

## Pour information

Existence au sein du site d'une structure ou d'une plateforme d'appui au montage de projets pour l'Europe : OUI

## Leviers d'action :

Au titre des stratégies Recherche et International, la création d'une cellule Europe est prévue dans le projet #IDEX2016 pour accroître le taux de réponse et de réussite. Elle s'appuiera sur le fort potentiel et les compétences en ingénierie déjà présentes dans les établissements

## Commentaires de la ComUE :

ISI 2	RELATIONS INTERNATIONALES	Université de Lyon
-------	---------------------------	--------------------

Action	Relations internationales
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des ComUE

## Sous-Indicateur 1 : Attractivité – ouverture

Unité de mesure	Nombre
Date de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Enseignants-chercheurs
Source	ComUE

	Situation 2014-2015	Prévisions 2016-2017	Cible 2020
E-C et chercheurs étrangers (dont UE), accueillis en mobilité entrante		Cet indicateur sera produit pour 2018	
E-C et chercheurs en mobilité sortante		Cet indicateur sera produit pour 2018	

## Sous -Indicateur 2 : Mobilité étudiante entrante et sortante

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	étudiants
Source	ComUE

	Situation 2014-2015	Prévisions 2016-2017	Cible 2020
<b>Mobilité entrante</b>			
Proportion d'étudiants étrangers parmi l'ensemble des inscrits en Doctorat	40%	41%	45 %
Proportion d'étudiants ayant eu leur Master à l'étranger parmi l'ensemble des inscrits en doctorat	22%	23%	35%

## Sous-Indicateur 3 : Doubles diplômes et diplômes conjoints

Unité de mesure	Nombre
Date de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Doubles diplômes et diplômes conjoints
Source	ComUE

	Situation 2014	Prévisions 2016-2017	Cible 2020
<b>Doubles diplômes</b>			
Avec Etats membres de l'UE	80	86	94
Autres Etats étrangers	60	70	84
<b>Diplômes conjoints</b>			
Avec Etats membres de l'UE	6	6	9
Autres Etats étrangers	1	1	5

## Sous-Indicateur 4 : Cotutelle de thèses

Unité de mesure	Nombre
Date de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Cotutelles de thèses à l'international
Source	ComUE

	Situation 2014-2015	Prévisions 2016-2017	Cible 2020
Nombre de cotutelles de thèses en cours à l'international		455 soit 9%	15 %

**Leviers d'action :**  
Actions dans le cadre de l'Alliance Internationale

**Commentaires de la ComUE :**

ISI 3	PILOTAGE DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE	Université de Lyon
-------	-------------------------------------	--------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>0. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>1. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>2. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>3. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>4. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>5. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de la ComUE
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
<p>1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information</p> <p><i>(Définition d'une stratégie de site formalisée sur le numérique et le SI en cohérence avec la stratégie globale de site. Mise en œuvre d'une gouvernance formalisée sur le numérique à l'échelle du site. Démarche de schéma directeur numérique. Articulation entre schéma directeur immobilier et schéma directeur handicap. Démarche de mutualisation à l'échelle du site et au-delà. Dispositif d'évaluation).</i></p>	<p>VP numérique désigné, commission numérique formalisée et active</p> <p>Feuille de route numérique validée</p> <p>Schéma de mutualisation sur certains aspects (Fun, rescom, carte cumul, plagiat) : 2</p>	<p>Articulation numérique avec handicap, immobilier et doc, extension de la démarche de mutualisation, réactualisation du schéma directeur</p> <p>3</p>
<p>2-Le système d'information et les services numériques</p> <p><i>(Stratégie de mise en cohérence des SI et/ou de fusion. Stratégie d'urbanisation à l'échelle du site. Mutualisation d'infrastructures numériques...).</i></p>	<p>Réflexion en cours sur la mise en cohérence SI (articulation des référentiels), mutualisation des pratiques et réflexion sur data centers</p> <p>1</p>	<p>Référentiels RH compatibles, déploiement de la stratégie de mutualisation des DC</p> <p>3</p>

3-Le numérique au service de la formation des étudiants ( <i>Mutualisation des portails, stratégie d'offre de formation « commune » et de portail commun, formation professionnelle, nouveaux espaces favorisant l'innovation pédagogique avec le numérique, mutualisation des services de soutien à la pédagogie...</i> )	Adhésion et fonctionnement commun à FUN, stratégie de création de nouveaux outils pédagogiques en évolution, mise en réseau des learnings labs et mutualisation des expériences et de la formation aux pédagogie innovantes 1	Un portail unique pour l'offre de formation numérique incluant FTLV 3
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique). ( <i>Production de ressources numériques, démarche qualité, indexation et référencement des ressources, mutualisation de plateformes...</i> ).	Démarche de réflexion sur un politique éditoriale commune et sur l'indexation des ressources. Articulation des plateformes (Claroconnect et moodle) à l'étude 1	Politique éditorial de production d'outils pédagogiques, indexation opérationnelle. Finalisation de l'articulation des plateformes 3
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation ( <i>Infrastructures et services numériques de soutien, HAL, Open Data, ressources documentaires de site...</i> )	Hal utilisé par certains établissements. Identification de DC recherche. Réflexions sur le déploiement de Open Data Ressources Doc ? 1	Finalisation des DC recherche, généralisation de HAL, déploiement stratégie open data 3
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique (Politique incitative de développement numérique, observatoire des usages du numérique, formation à la pédagogie avec le numérique)	Formation à la pédagogie par le numérique en action. Début de réflexion sur le transfert de sup vers secondaire (relation ESPE et ICE)) Réflexions sur l'observatoire et la politique incitative de développement numérique 2	Déploiement de l'observatoire, validation de la politique incitative ; actions concrètes de transferts sup /secondaire 3

Leviers d'action : politique incitative des partenaires (région, état) en particulier pour la stratégie Data center

Commentaires de la ComUE :

ISI 4	EVOLUTION DES SURFACES IMMOBILIERES	Université de Lyon
-------	-------------------------------------	--------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Données Surfaces immobilières
Source	ComUE
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

	Situation existante en 2015	Objectifs 2020		
Etablissements	Total des surfaces occupées par les établissements (m² existants)	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Université Lyon 1	472 315	25 080	30 498	477 733 / + 5 418
Université Lyon 2	141 543	16 054	21 993	147 482 / +5 939
Université Lyon 3	109 495	500	13 760	122 755 / +13 260
UJM	150 553	5 800	6 600	151 353 / + 800
ENS	130 386	3 313	4 100	131 173 / +787
Insa	230 316	6 319	8 770	232 867 / +2 451
Ecole Centrale	58 341	7 500	7500	58 341 / 0
Total site	1 292 949	64 566	93 221	1 321 604 / +28 655

Précisions :

Par m² libérés on entend les surfaces que les établissements n'occupent plus et qui ont été remises aux domaines, cédées, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou destinées à la démolition.

Les m² nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

**Leviers d'action :** Actuellement les données dont dispose directement la COMUE concernent le patrimoine sur lequel elle intervient au titre de LCC et du CPER, soit environ 35% du patrimoine du site.  
Le choix acquis du même logiciel de SI de patrimoine de tous les établissements du site va permettre dans le cadre de ce contrat de disposer d'un SI sur le patrimoine consolidé à l'échelle du site.

**Commentaires de la ComUE**



ISI 5	RESSOURCES HUMAINES	Université de Lyon
-------	---------------------	--------------------

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	
Date de la mesure	
Champ de la mesure	

Les différents indicateurs proposés :

- indicateurs d'harmonisation de la politique de RH
  - o Nombre de formations communes offertes aux personnels du site :
  - o % des recrutements annuels fléchés sur les axes du projet de site
- Le nombre de recrutements exogènes

Leviers d'action :

Commentaires de la ComUE :

ISI 6	DEVELOPPEMENT DURABLE	Université de Lyon
-------	-----------------------	--------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Recenser les actions de développement durable menées par les acteurs de l'ESR

*Description de l'indicateur*

Nature de la base de données	Actions stratégiques envisagées et évaluées dans le cadre de la stratégie nationale de la transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) et résultats obtenus.
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Cet indicateur évalue le niveau de maturité du site et son engagement dans la démarche «Développement Durable »

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Unité de mesure	<p>Le référentiel se décline en 5 grands domaines d'activité.</p> <p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>0. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>1. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>2. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>3. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>4. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>5. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Source	ComUE
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse des actions prévues.

Grand Domaine	Situation 2015-2016	Prévision 2016-2017	Cible 2020
<b>Stratégie et Gouvernance</b> (Consommation déclarée de produits écolabellisés, politique d'achat exemplaire, mise en place d'Agenda 21, communication)	<b>Comité de pilotage</b> <b>Etat des lieux</b> Monographie de site Monographies d'établissements  2	<b>Stratégie achat à l'échelle du site</b> définie dans la vision stratégique de site. Groupements d'achats inter établissements Réduction de la facture énergétique Définition des montages financiers, Priorisation des actions à l'échelle du site  3	4
<b>Politique sociale et ancrage territorial</b> (Plan de déplacement, plan des risques professionnels)	Révision du PDU et du PLUH : Récolement et	Lancement d'un plan de déplacements inter établissements	Plan de Déplacements Validé

	coordination des informations de chaque établissement, Rédaction des avis en phase d'enquête publique.		
	2	3	4
Gestion environnementale (Gestion des déchets, aménagement des espaces extérieurs, bilan carbone...)	Etat des lieux dans Monographie de site et d'établissements	Estimation tonnages Stratégie de tri et recyclage Groupement d'achats inter établissements Lancement des bilans carbone pour tous les établissements	Valorisation des déchets, tris, recyclage.
	1	2	3

**Précision :** la Stratégie nationale de la transition écologique vers un développement durable 2015-2020 (SNTEDD) a été adoptée par le Comité interministériel pour le développement durable (CIDD) présidé par le Premier ministre, ainsi que le prévoit l'article D134-9 du code de l'environnement. Celle-ci se décline au niveau de chaque opérateur.

**Leviers d'action :** Vision stratégique de site, déclinaison et priorisation des enjeux dans les plans d'actions de chaque établissement.

Mutualisation des compétences : ingénierie d'animation des campagnes éco gestes à l'échelle du site, compétences partagées d'energy managers,

**Commentaires de la ComUE :** nécessité de développer les outils financiers. A l'échelle du site et pour chaque établissement selon sa capacité d'engagement.

ISI 7	REUSSITE EN DOCTORAT	Université de Lyon
-------	----------------------	--------------------

Action	Formation initiale et continue de niveau doctorat
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire) / Objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Les valeurs de réalisation sont disponibles en juillet de l'année n+1 pour les docteurs de l'année civile n.
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Les données sont issues d'une enquête sur les doctorants et les docteurs menée auprès des écoles doctorales. Celles-ci répartissent les effectifs de docteurs ayant soutenu l'année n selon 4 modalités décrivant la durée de réalisation de la thèse (moins de 40 mois, 40 à moins de 52 mois, de 52 à moins de 72 mois, plus de 72 mois)
Source :	ComUE
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP-SIES

Précisions : la mesure propose une vision partielle de la réussite en D puisqu'elle ne porte que sur les thèses soutenues et donc sur les doctorants ayant abouti sur le parcours en D. L'indicateur ne permet pas de statuer sur la réussite globale de l'ensemble des inscrits en D puisque ne sont pas comptabilisés les doctorants n'ayant pas soutenus pour diverses raisons, qui ne sont d'ailleurs pas toujours significatives d'un échec dans le parcours de formation et relèvent souvent d'une insertion professionnelle anticipée

		Nombre de soutenances à l'UDL en 2014	Taux de soutenance en 2014	Nombre de soutenances en 2015	Taux de soutenance en 2015	Cible 2020 (en %)
Part des doctorats obtenus en moins de 40 mois	SHS +DEG	37	4,16%	24	2,7%	
	Sciences Exactes (SE)	237	26,63%	243	27,2%	
	Sciences de la Vie (SV)	91	10,22%	92	10,3%	
	Ensemble	365	41,01%	359	40,1%	45%
Part des doctorats obtenus entre 40 et moins de 52 mois (pour information)	SHS +DEG	54	6,07%	43	4,8%	
	Sciences Exactes (SE)	145	16%	172	19,2%	
	Sciences de la Vie (SV)	86	9,66%	76	8,5%	
	Ensemble	285	32,02%	291	32,5%	30%
Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois	SHS + DEG	91	10,22%	67	7,5%	
	Sciences Exactes (SE)	382	43%	415	46,4%	
	Sciences de la Vie (SV)	177	19,89%	168	18,8%	
	Ensemble	650	73,03%	650	72,6%	75%
Part des doctorats obtenus entre 52 et moins de 72 mois (pour information)	SHS + DEG	96	10,79%	77	8,6%	
	Sciences Exactes (SE)	20	2,25%	31	3,5%	
	Sciences de la Vie (SV)	22	2,47%	24	2,7%	
	Ensemble	138	15,51%	132	14,7%	12%
Part des doctorats	SHS + DEG	98	11%	108	12,1%	

obtenus en plus de 72 mois (pour information)	Sciences Exactes (SE)	1	0,11%	2	0,2%	
	Sciences de la Vie (SV)	3	0,34%	3	0,3%	
	Ensemble	102	11,46%	113	12,6%	13%
	Nombre total Docteurs	890		895		

**Commentaires de la ComUE :**

Insertion des docteurs : nous disposons des chiffres à 2 ans (et pas 3 comme demandé). Nous avons prévu préparer le glissement à 3 ans pour la prochaine enquête.

ISI 8	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DOCTEURS	Université de Lyon
-------	--	--------------------

Action	Insertion professionnelle des diplômés en formation initiale
Objectif	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Enquête sur la situation des docteurs (moins de 35 ans) sortis du système éducatif, 3 ans après leur sortie de formation initiale
Champ de la mesure	Etudiants, inscrits dans un établissement en n-4/n-3, et n'ayant pas repris leurs études pendant l'année qui a suivi leur entrée sur le marché du travail

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Est retenu pour le renseignement de cet indicateur les étudiants diplômés de D l'année n-3
Source	ComUE
Mode de calcul	L'année de référence n pour les valeurs de l'indicateur est celle de la réalisation de l'enquête mais ces valeurs ne sont pas disponibles, du fait des délais d'exploitation de l'enquête, avant le PAP de n+2.
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

	Insertion en 2011 des diplômés en D année 2009	Insertion en 2012 des diplômés en D année 2010	Insertion en 2013 des diplômés en D année 2011	Insertion en 2014 des diplômés en D année 2012	Cible insertion en 2020 des diplômés en D années en 2017
Taux des docteurs en emplois	89%	91%	87%	90%	92%
Taux de réponses aux enquêtes	68%	60%	73%	72%	75%

**VOLET COMMUN  
UNIVERSITE DE LYON**

**ANNEXE FORMATION ET RECHERCHE  
ECOLES DOCTORALES**

## Accréditation : Liste des Ecoles Doctorales

### Annexe de l'arrêté du 10 juin 2016

Académie de Lyon

COMUE Université de Lyon

L'établissement susvisé est accrédité, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

#### Doctorat

DS	n° ED	intitulé de l'école doctorale	établissement(s) accrédité(s)	établissement(s) délivrance partagée	établissement(s) en délivrance conjointe	établissement(s) partenaires	date d'accréditation	durée
8, 4,9, 3,2	34	École doctorale matériaux de Lyon	COMUE Université de Lyon				2016	6 ans
7	49	École doctorale de droit	COMUE Université de Lyon				2016	6 ans
2, 3	52	Physique et astrophysique de Lyon (PHAST)	COMUE Université de Lyon				2016	6 ans
8, 9	160	Électronique, électrotechnique, automatique (EEA)	COMUE Université de Lyon				2016	6 ans
8, 5	162	MEGA de Lyon (Mécanique, énergétique, génie civil, acoustique)	COMUE Université de Lyon			IFPEN, ECAM, INSERM, IFSTARR	2016	6 ans
5, 7	205	École doctorale interdisciplinaire Sciences-Santé (EDISS)	COMUE Université de Lyon				2016	6 ans
4, 2	206	École doctorale de chimie (Chimie, procédés, environnement)	COMUE Université de Lyon			IFPEN	2016	6 ans
5	340	Biologie moléculaire, intégrative et cellulaire (BMIC)	COMUE Université de Lyon				2016	6 ans
10, 1,5,3	341	Évolution, écosystèmes, microbiologie,	COMUE Université de Lyon				2016	6 ans



		modélisation (E2M2)					
5, 6,7	476	Neurosciences et cognition (NSCO)	COMUE Université de Lyon		2016	6 ans	
7, 6	483	Sciences Sociales (Histoire, géographie, aménagement, architecture, urbanisme, archéologie, science politique, sociologie, anthropologie, ergonomie)	COMUE Université de Lyon	ENSA Lyon	2016	6 ans	
6	484	Lettres, langues, linguistique, arts	COMUE Université de Lyon	CNSMD Lyon ESAD St-Etienne	2016	6 ans	
6, 7	485	École doctorale éducation, psychologie, information et communication	COMUE Université de Lyon	ENSSIB	2016	6 ans	
7	486	Sciences économiques et de gestion	COMUE Université de Lyon	EM Lyon	2016	6 ans	
6	487	École doctorale de philosophie	COMUE Université de Lyon	COMUE Université Grenoble-Alpes	Institut Catholique de Lyon	2016	6 ans
8, 5,1,3 4,9, 10	488	Sciences, Ingénierie, Santé	COMUE Université de Lyon		2016	6 ans	
9, 1	512	École doctorale en informatique et mathématiques de Lyon	COMUE Université de Lyon		2016	6 ans	

Domaines scientifiques (DS)	
1	Mathématiques et leurs interactions
2	Physique
3	Sciences de la terre et de l'univers, espace
4	Chimie
5	Biologie, médecine, santé
6	Sciences humaines et humanités
7	Sciences de la société
8	Sciences pour l'ingénieur
9	Sciences et technologies de l'information et de la communication
10	Sciences agronomiques et écologiques



## **VOLET SPECIFIQUE**

### **UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1**

#### **I-Formation et vie étudiante**

- 1.1 Poursuivre le développement d'une offre de formation attractive dans un environnement de travail propice à la réussite*
- 1.2 Donner une dimension nouvelle à la vie étudiante des campus*

#### **II- Recherche et documentation**

- 2.1 Inscrire la recherche dans les grands enjeux mondiaux*
- 2.2 Amplifier la valorisation de la recherche, développer les partenariats et promouvoir l'innovation*
- 2.3 Poursuivre la stratégie documentaire et de diffusion de l'information scientifique*

#### **III- International (en lien avec l'Université de Lyon)**

- 3.1 Ouvrir des formations à l'international et particulièrement des masters ; développer des diplômes conjoints internationaux.*
- 3.2 Renforcer les ouvertures vers les USA et le Canada, les puissances émergentes (BRIC).*
- 3.3 Renforcer les partenariats existants et développer des coopérations nouvelles.*
- 3.4 Utiliser le levier des attachés de coopération universitaire et scientifique.*

#### **IV-Gouvernance et pilotage**

- 4.1 Assurer le développement harmonieux de l'université au sein du site Lyon Saint-Etienne.*
- 4.2 Consolider les outils de pilotage et poursuivre la modernisation de l'université, de sa gouvernance et la qualité de son pilotage.*
- 4.3 Développer le système d'information et sa cohérence globale.*
- 4.4 Promouvoir les responsabilités sociales, l'égalité et la diversité et lutter contre le harcèlement et les discriminations.*
- 4.5 Mettre l'immobilier au cœur de la stratégie de développement.*

#### **Récapitulatif des jalons de la trajectoire de Lyon 1**

##### **Annexe financière**

##### **Indicateurs de performance**

##### **Annexe formation et recherche**

Université de sciences, de technologies et de santé, l'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) est convaincue des responsabilités qui lui incombent dans le développement économique, la cohésion et la prospérité de la société et du territoire. La diversité de son offre de formation, son fort potentiel de recherche et d'innovation, en font un acteur majeur du site Lyon Saint-Etienne. Elle est consciente qu'elle a des atouts à valoriser et à exploiter. Forte de cette conviction, l'UCBL développera ses activités en cohérence et en synergie avec les autres établissements du site, regroupés au sein de la COMUE « Université de Lyon » (UdL).

Les principales actions prévues pour la période contractuelle 2016-2020 s'articulent autour des axes stratégiques suivants :

## **I- Formation et vie étudiante**

L'UCBL a la volonté d'assurer l'excellence et l'attractivité nationale et internationale de ses formations avec le maintien d'un ancrage fort des cursus de formation avec la recherche et en cohérence avec les besoins de la société. Elle renforcera l'accompagnement des étudiants et poursuivra le développement d'un environnement de travail propice à leur réussite, à leur épanouissement et à leur insertion professionnelle.

### **1.1 Poursuivre le développement d'une offre de formation attractive dans un environnement de travail propice à la réussite**

#### **1.1.1 Accroître les collaborations avec les lycées pour conforter le continuum -3/+3.**

Le continuum -3/+3 sera conforté en renforçant les liens avec les lycées, avec ou sans classes préparatoires ou STS. Il s'agit en particulier d'informer au mieux les lycéens sur l'offre de formation de l'établissement, afin de faciliter leur choix et la définition de leur projet professionnel. L'information sur les conditions de réussite et l'insertion professionnelle dans les différentes filières sera accrue. Les collaborations favorisant les réorientations de l'université vers les STS seront renforcées. Le contrôle continu, déjà généralisé en L1 scientifique, sera étendu en licence STAPS.

#### **1.1.2 Amplifier la réflexion sur les dispositifs à mettre en œuvre pour augmenter la réussite en licence.**

Fort de son expérience dans le soutien des étudiants en difficulté, l'établissement poursuivra la mise en œuvre de dispositifs adaptés à la nature du diplôme, au niveau d'études et aux cursus antérieurs des étudiants. C'est ainsi que sera reconduit le dispositif appelé « RÉUSSIR Lyon 1 » :

- qui propose aux étudiants titulaires d'un bac technologique, une année universitaire préparatoire (AUP), pour leur permettre une remise à niveau;
- qui permet au semestre de printemps, via le semestre universitaire de réussite (SUR), la remise à niveau des étudiants en difficulté (exclus de la Première Année Commune aux Etudes de Santé - PACES, étudiants de DUT et de licence) et la remotivation autour d'un nouveau projet professionnel.

Par ailleurs, le semestre de « REBOND », testé depuis le printemps 2015, est destiné au printemps aux meilleurs étudiants de PACES n'ayant pas obtenu la moyenne S1, et leur permet de se réorienter en intégrant directement le semestre 2 de licence, et dans la plupart des cas de valider ainsi une année de L1 sans perte d'une année universitaire.

Ces dispositifs continueront d'être affinés ou complétés suivant les retours d'expérience.

Une attention particulière sera portée au suivi de ces dispositifs, mis en place récemment, en associant étroitement les équipes pédagogiques et les étudiants concernés. Une analyse fine, tant quantitative que qualitative, des capacités d'accueil des licences scientifiques permettra de faire évoluer ces dispositifs. Un suivi de gestion pédagogique de ces flux d'étudiants, en particulier issus de PACES, est déjà engagé.

L'UCBL a aussi mis en place le tutorat au sein de ses composantes comme véritable levier de la réussite des étudiants. Ce dispositif est bien ancré dans les pratiques pédagogiques des composantes du secteur de santé, avec le soutien financier de l'établissement, de la Région et l'accompagnement des associations étudiantes. L'établissement mettra tout en œuvre pour développer le tutorat au sein du secteur « sciences ».

Par ailleurs, l'UCBL encouragera l'assiduité des étudiants aux enseignements en apportant des solutions efficaces contre l'absentéisme, en complément de pratiques pédagogiques diversifiées et innovantes.

Un cadrage clair garantira la mise en place de cette politique qui s'appuiera sur le financement à la fois d'appels à projets pédagogiques innovants et l'attribution d'heures de soutien.

Ces dispositifs d'aide à la réussite, adaptés tant à un public étudiant large et hétérogène qu'à la diversité des formations, feront l'objet d'un suivi notamment en termes d'efficacité et de soutenabilité financière et humaine.

#### **Jalon 5 Bilan de la réflexion sur les dispositifs à mettre en œuvre pour augmenter la réussite en licence**

**Indicateur commun de performance IC 1 : Taux de réussite en licence en trois ans.**

**Indicateur commun de performance IC 2 : Taux de réussite en licence en quatre ans.**

**Indicateur spécifique de performance IS 1 : Taux de réussite au DUT.**

##### **1.1.3 Conforter l'impact de l'évaluation des enseignements sur les pratiques pédagogiques et généraliser les conseils de perfectionnement.**

La politique d'évaluation des enseignements sera poursuivie. L'établissement accompagnera les composantes dans la mise en place de comité de suivi des évaluations. Il s'agira notamment d'aider les équipes pédagogiques dans l'analyse de ces évaluations afin qu'elles soient exploitées au mieux et qu'elles se traduisent par une réelle valeur ajoutée aux formations. Ces évaluations guideront l'établissement dans ses choix en matière de pratiques pédagogiques.

L'établissement fera une priorité du pilotage de ses formations. Les conseils de perfectionnement sont un maillon important dans ce dispositif. L'établissement veillera à la mise en place effective de ces conseils. En éclairant les équipes pédagogiques, ils permettront un meilleur ancrage des formations avec le monde socio-économique.

#### **Jalon 1 Evaluation des enseignements et son impact sur les pratiques d'enseignement**

#### **Jalon 2 Systématisation des conseils de perfectionnement**

**Indicateur commun de performance IC 6 : Evaluation des formations et des enseignements.**

##### **1.1.4 Poursuivre le suivi des étudiants bénéficiant du dispositif de Projet d'Intégration en Licence Professionnelle (PILP).**

Les formations de l'UCBL sont professionnalisantes, bien ancrées dans leur territoire, tant en formation initiale que continue. Elles développent à tous les niveaux l'alternance par apprentissage ou contrat de professionnalisation. L'établissement poursuivra la mise en place de dispositifs favorisant l'accès des étudiants issus de licences générales aux licences professionnelles, qui rencontrent plus de difficultés que les étudiants provenant de l'IUT pour intégrer ces filières. Le PILP (Projet d'intégration en licence professionnelle), mis en œuvre depuis peu s'inscrit bien dans cette perspective et l'établissement engagera une réflexion sur la mise en œuvre de dispositifs complémentaires allant dans cette direction. L'établissement élaborera également un schéma directeur de l'aide à l'insertion professionnelle et se dotera d'outils de suivi.

#### **Jalon 4 Suivi du dispositif du Projet d'Intégration en Licence Professionnelle (PILP)**

**Indicateur commun de performance IC 5 : Insertion professionnelle des diplômés.**

##### **1.1.5 Assurer une place en master à tous les diplômés de licence UCBL.**

En master, une stratégie de contingentement-orientation sera développée dans le cadre d'une politique de site au niveau de la COMUE UdL, afin d'assurer une place en master à tous les étudiants de l'UCBL diplômés de licence générale.

**Indicateur commun de performance IC 3 : Réussite en master en deux ans.**

#### **1.1.6 Développer des cursus de master double compétence (entrepreneuriat, ingénieur commercial).**

Des cursus de master double compétence tels que les parcours entrepreneuriat et ingénieur commercial, seront développés en master M2. Leur mise en place et leur promotion seront soutenues par l'établissement.

#### **1.1.7 Assurer la réingénierie des formations paramédicales.**

La réingénierie des formations paramédicales s'appuie sur le développement de ressources pédagogiques en ligne. Dans le secteur de la santé, le développement de l'enseignement par simulation restera un axe fort, notamment via l'Initiative d'excellence en formations innovantes (IDEFI) SAMSEI (Stratégies d'Apprentissage des Métiers de Santé en Environnement Immersif).

#### **1.1.8 Développer les pratiques pédagogiques innovantes et la formation ouverte à distance.**

Les appels à projets pour la modernisation des plateformes d'enseignement et les pratiques pédagogiques innovantes resteront une priorité forte de l'établissement. La plateforme « SPIRAL connect » sera amenée à évoluer et à intégrer de nouvelles fonctionnalités afin de renforcer la formation ouverte à distance (e-learning) et notamment dans le cadre de la formation continue.

### **Jalon 6 Bilan du développement des formations à distance**

#### **1.1.9 Développer la formation continue sous forme modulaire et en alternance et inscrire les DU de santé en Développement Professionnel Continu.**

La formation continue sera développée sous forme modulaire, en synergie avec les branches professionnelles identifiées. Le développement de l'alternance restera une priorité : la quasi-totalité des formations de licences professionnelles étant ouvertes en alternance sous contrat, c'est en direction des masters que l'UCBL portera son effort. Les diplômes d'université des professionnels de santé seront progressivement remodelés pour s'inscrire dans le cadre du Développement Professionnel Continu (DPC).

*Indicateur commun de performance IC 7 : Développement de la formation continue.*

*Indicateur spécifique de performance IS 2 : Nombre d'étudiants sous contrat en alternance.*

#### **1.1.10 Conforter l'approche par compétences et utiliser le portefeuille d'expériences et de compétences.**

Le développement des compétences pré-professionnelles, l'approche par compétences et l'utilisation du Portefeuille d'Expérience et de Compétences (PEC) constitueront un axe important de travail pour la période 2016-2020. En lien avec les comités de perfectionnement, les équipes pédagogiques et les étudiants seront sensibilisés à cette approche. L'objectif de l'établissement est de permettre au PEC de devenir un véritable outil accompagnant l'étudiant dans sa réflexion sur ses acquis afin qu'il puisse affiner son projet d'étude tout au long de sa formation.

### **Jalon 3 Extension de l'approche par compétences à partir de l'expérience de la filière chimie-environnement aux autres formations**

## **1.2 Donner une dimension nouvelle à la vie étudiante des campus**

### **1.2.1 Conforter la vie étudiante, notamment sur les sites délocalisés.**

Les conditions dans lesquelles les étudiants sont accueillis et effectuent leurs études resteront une préoccupation majeure de l'établissement. L'UCBL dynamisera la vie étudiante et encouragera les initiatives des associations. En lien avec la COMUE, l'établissement favorisera la communication entre les sites et notamment ceux délocalisés (Bourg-en-Bresse, Roanne), par la mise en place d'outils et d'applications numériques à destination des étudiants. Cette action sera conduite en tirant partie de la présence des autres établissements de la COMUE sur ces sites délocalisés.

### **1.2.2 Poursuivre la politique ambitieuse en matière d'activités culturelles et sportives et de prise en compte du handicap.**

L'université doit rester un lieu d'épanouissement et d'intégration : elle poursuivra une politique ambitieuse en matière d'activités culturelles et sportives notées dans les cursus et de la prise en compte du handicap. Les activités sportives seront développées dans l'objectif de contribuer au rayonnement de l'A.S. Lyon1. Pour mettre en place cette politique ambitieuse, l'UCBL s'appuiera sur la mission handicap et ses services : le SUAPS, le SIUAPS et la cellule « vie culturelle » de même que sur le Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SUMPPS). Elle attribuera à ces services les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions essentielles en termes de prévention, de prise en compte du handicap et de toute action de promotion en matière de santé publique.

L'aménagement des locaux associatifs, la création des espaces mutualisés seront des actions que l'UCBL portera en lien avec les associations étudiantes.

### **1.2.3 Animer les campus et développer la politique d'emplois étudiants.**

Les actions spécifiques qui ont été développées durant le quinquennat précédent pour renforcer le sentiment d'appartenance à l'université seront confortées et élargies et, en particulier, l'animation des 14 campus par l'organisation d'actions ciblées : Journée de l'étudiant, marathon des campus, actions contre la sédentarisation, actions de prévention des addictions, etc. Le développement de la politique d'emplois étudiants, par l'augmentation de l'offre disponible à travers le portail « bourse à l'emploi », la promotion de la participation des étudiants à des actions humanitaires, la détection précoce des étudiants en situation précaire et l'amélioration de l'information sur les aides du CROUS et de l'université à travers le « fonds d'urgence », feront partie du dispositif.

## **II- Recherche et documentation**

La réussite indéniable de l'UCBL en matière de recherche et de valorisation, soulignée par le HCERES, et son implication dans 12 Labex, six Equipex, 11 pôles de compétitivité, deux Instituts Carnot, une fondation de coopération scientifique, cinq réseaux thématiques de recherche témoignent des relations solides et fructueuses entretenues avec le monde socio-économique et industriel.

### **2.1 Inscrire la recherche dans les grands enjeux mondiaux**

#### **2.1.1 Développer des projets multidisciplinaires en santé.**

La construction de projets multidisciplinaires sera encouragée pour pallier l'insuffisance de développement de ces recherches. La politique scientifique dans le domaine de la santé sera axée notamment sur l'appui aux thématiques reconnues d'excellence comme la cancérologie, les neurosciences, l'inféctiologie, la physiologie (y compris la nutrition et les maladies cardiovasculaires et métaboliques) ou émergentes à fort potentiel, capables d'obtenir une visibilité internationale, se situant aux interfaces comme cancérologie et inféctiologie, dans le cadre du labex DEVweCAN, ou acoustique et santé, dans le cadre du labex CeLyA. Des actions incitatives sous forme d'appels à projets ou de chaires en lien avec l'UdL seront entreprises pour développer ces recherches notamment à l'interface entre sciences et santé. Plus précisément, ces actions s'inscriront entre la biologie fondamentale et la recherche clinique et entre la santé et les sciences formelles (chimie, physique et mathématiques). Dans le même esprit, l'accent sera mis sur les plateformes interdisciplinaires qui viendront consolider ces recherches multidisciplinaires et aux interfaces.

#### **2.1.2 Orienter les recherches vers les projets les plus actuels sur les systèmes environnementaux complexes et la biodiversité.**

Les recherches en environnement font appel à un large spectre disciplinaire couvrant de nombreux aspects allant de la prévention, de la détection, du traitement des pollutions, à la prise en compte des effets anthropiques dans le cadre de catastrophes naturelles, à l'impact sur la biodiversité, avec bien sûr l'enjeu majeur du développement durable. Le domaine de l'environnement a fait l'objet, en 2016, d'un appel à projets incitatifs, commun entre le CNRS et l'UdL, dans lequel les équipes de l'UCBL ont été très majoritairement impliquées. Cette action sera amplifiée à l'échelle de l'UCBL en partenariat avec l'UdL. Elle permettra, en intégrant plus fortement le volet SHS, de conforter la dynamique qui se construit dans le



domaine de la prévention des risques : étude et modélisation des effets anthropiques sur l'environnement, pollution de l'air et de l'eau, sécurité alimentaire, impacts sur la biodiversité, etc.

### **2.1.3 Se focaliser sur les matériaux innovants.**

Les nouveaux matériaux, leur conception, leur fabrication, leur caractérisation, l'étude et la modélisation de leurs propriétés et leurs applications, constituent l'un des thèmes majeurs de la recherche à l'UCBL, avec de nombreuses interfaces entre la chimie, la physique, l'ingénierie, etc. Plus précisément, ces recherches se focaliseront sur les matériaux innovants, notamment via des approches théoriques et expérimentales multi-échelles, permettant de relier les propriétés aux échelles macroscopique et moléculaire (Labex iMUST). L'UCBL soutiendra ces développements qui seront menés dans une démarche motivée par des préoccupations sociétales (développement durable, transports, énergie, communications) ainsi que la valorisation des nouveaux savoir-faire, en se basant sur les aspects interdisciplinaires.

### **2.1.4 Se positionner dans les nouveaux enjeux scientifiques.**

L'une des priorités stratégiques de l'UCBL sera de s'impliquer dans les grands enjeux scientifiques et les domaines de recherche en forte évolution : « big data », NTIC, modélisation des systèmes complexes, etc. Forte de la visibilité à l'échelle nationale et internationale qu'elle a su construire avec ses partenaires dans le domaine des systèmes complexes, l'UCBL étendra son action à d'autres domaines tels que le stockage et le traitement d'informations, en particulier à travers le pilotage des unités mixtes de recherche. Cette action sera placée dans une démarche commune avec les partenaires de Lyon, Grenoble et Clermont-Ferrand, dans le but de constituer un pôle majeur pour le calcul scientifique et le stockage d'informations. Ce pôle bénéficiera de la dynamique de proximité du CERN et du soutien de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui seront des atouts pour sa réussite.

### **2.1.5 Elaborer un schéma concerté de développement pluriannuel et international des unités de recherche communes et des infrastructures.**

L'UCBL développera une stratégie de recherche ambitieuse, avec un fort accent sur l'interdisciplinarité, en s'appuyant sur ses nombreux domaines d'excellence. Cette stratégie sera déclinée en un schéma concerté de développement pluriannuel et international dont la réussite reposera sur la capacité de l'UCBL, acteur majeur de la COMUE UdL, à l'élaborer avec les établissements partenaires. Cette stratégie sera aussi articulée avec l'environnement socio-économique et ses structures représentatives : pôles de compétitivité, clusters, etc. Dans ce cadre, une aide ciblée pour le démarrage de partenariats internationaux sera mise en place, en étroite coordination avec la COMUE UdL, partenariats qui auront vocation à être à l'origine de projets internationaux plus vastes et ambitieux (laboratoire international associé, unité mixte internationale, ou projets européens par exemple). La politique d'attractivité internationale est une préoccupation majeure de l'UCBL qui sera poursuivie en particulier dans le cadre de chaires ou d'appels à projets de l'UdL et du projet de Programme Avenir Lyon Saint-Etienne (PALSE).

### **Jalon 7 Bilan du schéma concerté de structuration, d'internationalisation et de mutualisation des infrastructures avec les partenaires du site**

## **2.2 Amplifier la valorisation de la recherche, développer les partenariats et promouvoir l'innovation**

L'UCBL ambitionne de porter le niveau de sa recherche aux plus hauts standards internationaux. Le corollaire de cette volonté sera l'accroissement de son potentiel recherche fondamentale et appliquée, en intensifiant ses relations avec le monde socio-économique. Les activités de valorisation et de transfert, fortement ancrées dans la culture de l'UCBL, seront amplifiées. L'UCBL continuera à soutenir et à promouvoir le transfert de technologies : sensibilisation des enseignants-chercheurs, veille technologique et détection des projets innovants, soutien à la négociation des contrats de recherche partenariale et accompagnement des porteurs de projets innovants. Dans sa stratégie de développement, l'UCBL s'appuiera sur ses filiales (LIP et EZUS) qui ont déjà permis d'obtenir de nombreux succès dans les appels à projets nationaux et européens et de conclure de multiples contrats privés.

Afin d'élargir les domaines d'excellence de l'UCBL et de favoriser l'épanouissement de l'ensemble de ses acteurs, la promotion de l'innovation (brevets, création de start-up, etc.) génératrice d'activité économique se



poursuivra en synergie avec les filiales de l'UCBL, la Fondation abritée Lyon 1 intégrée dans la Fondation pour l'Université de Lyon et la SATT (Pulsalys).

A travers la coordination des stratégies des unités de recherche, par l'attribution d'allocations doctorales, l'UCBL entend participer au développement économique et social à l'échelle régionale et nationale. Par cette politique, l'UCBL contribuera au rayonnement de la COMUE UdL qui est en charge de la formation doctorale.

#### ***Jalon 8 Bilan de la stratégie d'innovation et de brevets, en particulier concernant le partenariat avec la Satt Pulsalys***

***Indicateur spécifique de performance IS 3 : Nombre de brevets déposés.***

***Indicateur commun de performance IC 4 : Réussite en doctorat.***

### **2.3 Poursuivre la stratégie documentaire et de diffusion de l'information scientifique**

#### **2.3.1 Valoriser le patrimoine documentaire et renforcer le service d'accueil des usagers.**

Fort de ses importantes ressources documentaires, l'UCBL a le potentiel d'un acteur majeur du domaine de l'information scientifique et technique, au service de la recherche et de la formation. L'intégration des ressources documentaires numériques à l'environnement de travail des scientifiques et des étudiants, la politique des CADIST ainsi que la valorisation du patrimoine documentaire, resteront une priorité dans la stratégie de développement de l'UCBL. La documentation électronique demeurera un axe important dans la politique de développement de l'UCBL. Cette politique sera menée en cohérence avec la politique du site et en concertation avec les établissements membres de la COMUE.

En appui aux missions fondamentales du service de documentation, l'élargissement des amplitudes horaires d'ouverture aux usagers continuera à faire l'objet d'efforts particuliers.

En matière d'infrastructure, l'UCBL poursuivra les opérations de modernisation de ses locaux afin de fournir des espaces adaptés aux besoins des usagers : 2<sup>ème</sup> tranche de la BU de Rockefeller, extension de la BU Lyon sud, etc.

***Indicateur commun de performance IC 8 : Variation des horaires d'ouverture du SCD.***

#### **2.3.2 Accompagner la communauté universitaire à distance et dans les bibliothèques.**

Dans le souci constant d'assurer la visibilité et l'accessibilité des données de la recherche et en collaboration avec ses partenaires de la COMUE UdL, l'UCBL assurera le maintien d'une offre documentaire de qualité et diversifiée pour les étudiants, en complément de formations renforcées à la recherche documentaire. La priorité sera donnée aux services personnalisés d'accompagnement de la communauté universitaire, à distance et dans les bibliothèques.

### **III- International (en lien avec l'Université de Lyon)**

La politique d'internationalisation de l'université, qui s'inscrit pleinement dans celle menée par la COMUE UdL, mettra davantage l'accent sur une amélioration qualitative de la mobilité étudiante, l'internationalisation des cursus de formation du niveau master et le développement de coopérations de recherche internationale de haut niveau. Elle s'organisera autour d'objectifs prioritaires dont :

#### **3.1 Ouvrir des formations à l'international et particulièrement des masters ; développer des diplômes conjoints internationaux.**

L'ouverture à l'international des formations et particulièrement des masters, dont certains seront proposés en français et en anglais, demeurera un objectif prioritaire de l'UCBL, inscrit dans le PALSE. D'importantes incitations seront mises en place pour le développement de diplômes conjoints internationaux, ouverts sur les enjeux mondiaux et l'organisation d'écoles thématiques internationales en lien avec l'excellence de la recherche de l'établissement. A l'échelle européenne, une meilleure coordination des dispositifs existants permettra d'accroître la mobilité entrante des étudiants et des enseignants. La création de master Erasmus +

sera encouragée et soutenue par une aide effective dans l'élaboration des dossiers et la gestion des crédits de fonctionnement à travers la cellule Europe de la filiale LIP de l'UCBL.

*Indicateur spécifique de performance IS 4 : Nombre d'étudiants UCBL et partenaires double diplômés ou ayant obtenu un diplôme multiple*

### **3.2 Renforcer les ouvertures vers les USA et le Canada, les puissances émergentes (BRIC).**

Les actions déployées durant ce quinquennat seront confortées avec un renforcement des ouvertures vers les USA et le Canada, les puissances émergentes (BRIC) avec des axes prioritaires tels que Shanghai, Sao Paulo ainsi que la Zone de Solidarité Prioritaire (Afrique francophone).

### **3.3 Renforcer les partenariats existants et développer des coopérations nouvelles.**

L'UCBL entend accroître l'implication de ses unités de recherche à des réseaux européens et internationaux d'excellence, et pour ce faire, elle s'appuiera sur sa filiale « LIP » en renforçant sa politique de réponse aux appels d'offres européens et internationaux. De même, la coordination de l'activité internationale des laboratoires fera l'objet d'une attention particulière. Afin de mieux pérenniser les relations de coopérations et d'insérer les laboratoires de recherche dans des réseaux internationaux, la mobilité des enseignants-chercheurs sera favorisée. Le renforcement de l'attractivité de l'UCBL, au centre de cette stratégie d'ouverture à l'international, sera mené en partenariat avec la COMUE UdL, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et les Hospices Civils de Lyon, ainsi que les pôles de compétitivité et les entreprises du territoire.

*Indicateur spécifique de performance IS 5 : Nombre de projets européens*

### **3.4 Utiliser le levier des attachés de coopération universitaire et scientifique.**

Afin de mener à bien les projets d'ouverture à l'international et de favoriser la réussite de la politique de partenariats internationaux, les attachés de coopération universitaire et scientifique, identifiés à travers le monde, seront des leviers efficaces. La mise en place d'une charte internationale qualité, basée sur des indicateurs de performance et de satisfaction, intégrant l'intensité et la qualité de l'activité scientifique et de formation, viendra soutenir la visibilité et l'attractivité de l'établissement.

*Indicateur spécifique de performance IS 6 : Nombre de thèses préparées à Lyon 1 après l'obtention d'un master à l'étranger*

## **IV- Gouvernance et pilotage**

### **4.1 Assurer le développement harmonieux de l'université au sein du site Lyon Saint-Etienne.**

Fort de ses atouts, l'UCBL renforcera ses partenariats avec les établissements du site Lyon Saint-Etienne, en mettant en synergie ses compétences et ses expériences au bénéfice d'une meilleure cohérence, d'une plus grande lisibilité et de l'enrichissement de l'offre de formation. L'UCBL veillera au sein d'une politique de site commune, à l'excellence de la recherche, à son attractivité internationale et à sa valorisation. L'UCBL approfondira ses relations avec les organismes de recherche avec lesquels elle a les plus fortes collaborations : CNRS et INSERM ; ces deux organismes disposent déjà de représentants dans les instances statutaires de l'université (Conseil d'Administration et Conseil Académique). L'UCBL cherchera, avec ses partenaires du site, la meilleure façon d'organiser, de mutualiser et de développer les infrastructures (plateformes technologiques, équipements et services communs, moyens de calcul et d'archivage, etc.) afin d'utiliser au mieux les moyens disponibles.

### **4.2 Consolider les outils de pilotage et poursuivre la modernisation de l'université, de sa gouvernance et la qualité de son pilotage.**

La réactualisation des schémas directeurs pluriannuels (immobilier, handicap et systèmes d'information, etc.) sera réalisée afin de les maintenir en phase avec les exigences de la modernisation de l'université. Le

renouvellement d'outils et l'acquisition de nouvelles compétences de gestion pour la fonction financière et comptable, la gestion des ressources humaines, les systèmes d'information, la fonction immobilière et les services juridiques seront au centre de la politique de modernisation de l'université. L'UCBL maintiendra sa politique proactive qui s'inscrit dans une démarche globale de formation et de professionnalisation de son personnel.

Afin de renforcer la qualité du pilotage et de mieux éclairer la prise de décision, la démarche qualité se conjuguera d'une part à l'audit interne, mis en place durant le quinquennal précédent et finalisé pour la gestion des contrats, et d'autre part, à la comptabilité analytique qui permettra de dégager la notion de coûts complets.

L'université sera attentive au renforcement de la qualité de la fonction juridique. En effet, compte tenu de l'importance des aspects juridiques dans le fonctionnement de l'établissement, le positionnement de toutes les décisions de l'université dans un cadre juridique conforme à la loi, devient indispensable.

L'efficacité d'une gouvernance passe par sa capacité à informer, à s'informer et à faire partager le projet de l'université. Dans un souci d'efficacité, l'UCBL maintiendra l'essor important qu'elle a donné à sa communication et restera vigilante sur les nouveaux outils et méthodes de communication, afin que celle-ci reste réactive et pertinente.

L'attention portée à tous les personnels est une dimension essentielle pour accompagner la mise en œuvre du projet de l'université dont la réussite reposera sur l'engagement de chacune et de chacun.

Afin d'améliorer le recrutement des personnels, enseignants, enseignants-chercheurs, et personnels BIATSS, l'université utilisera toutes les possibilités offertes par la législation pour adapter les critères de sélections aux exigences de chaque champ disciplinaire. Plus largement, afin d'assurer une meilleure efficacité du recrutement des enseignants-chercheurs et des personnels BIATSS, l'UCBL déploiera, sur toute la durée du contrat, une politique de communication visant à une meilleure visibilité nationale et internationale des postes ouverts au concours. Parallèlement, l'établissement engagera la direction des personnels dans une démarche qualité destinée à accroître la professionnalisation des équipes, à mieux accompagner les agents par la formation et à mieux documenter l'ensemble des processus de recrutement et de gestion. A cet égard, la mise en place au cours du prochain contrat d'un système d'information de gestion des ressources humaines devra permettre de gagner en efficacité lors des campagnes d'emplois.

Dans le cadre de sa politique d'accueil des nouveaux enseignants et enseignants-chercheurs, l'établissement apporte un soin particulier à l'intégration des primo-entrants, en allégeant leur service d'enseignement à raison de 50 heures équivalent TD les trois premières années. Dans ce contexte, il privilégie le temps d'accueil et d'accompagnement de l'ensemble des personnels (formation à l'intégration d'une durée de trois jours).

L'augmentation sans cesse du coût de fonctionnement de l'université lui impose de s'inscrire dans une dynamique de gestion efficiente de ses ressources. Afin de continuer à répondre pleinement à ses missions de service public, l'UCBL agira à deux niveaux : rationalisation des moyens attribués par l'État et diversification de ses ressources propres. L'ouverture de l'établissement au monde socio-économique et la dynamique de sa recherche doivent lui permettre de diversifier et d'accroître ses ressources propres. À cet égard, la participation des contrats de recherche aux coûts du fonctionnement et le développement de la formation professionnelle de même que l'élaboration d'accords stratégiques avec les acteurs économiques majeurs et l'initiation d'une politique de levée de fonds seront des leviers dans la réussite de cette politique d'accroissement des ressources propres.

#### **Jalon 9 Poursuite et bilan des expérimentations « démarche qualité » engagées**

**Indicateur commun de performance IC 9 : Endorecrutement des enseignants chercheurs : bilan et prévision.**

**Indicateur commun de performance IC10 : Développement des ressources propres hors subventions pour charges au service public.**

**Indicateur commun de performance IC 11 : Pilotage financier.**

### **4.3 Développer le système d'information et sa cohérence globale.**

Le système d'information (SI) est présent à chaque niveau de l'organisation et des projets de l'université. La modernisation, le maintien de la cohérence globale du système et son harmonisation avec ceux des établissements membres de la COMUE UdL sont des enjeux stratégiques pour le développement de l'UCBL.

Ces enjeux sont multiples et touchent à toutes les fonctions : pilotage et aide à la décision, gestion et information. Ces dimensions seront prises en compte lors de la réactualisation du schéma directeur du système d'information. Ce dernier fixera également les axes d'évolution du numérique dans le fonctionnement de l'université. Outre le renouvellement des applications vieillissantes (HARPEGE, APOGEE), les nouvelles applications seront plus intégrées, plus adaptées et fonctionnellement plus riches. Le traitement automatique et dématérialisé des données et des circuits de validation permettra à l'UCBL un gain de productivité. Dans sa définition, le système d'information évoluera sur une base de données de référence relative aux personnes et aux structures qui, combinée à des outils logiciels adéquats, assurera une cohérence forte des données entre les applications.

*Jalon 10 Etat des lieux de la construction d'un SI global*

*Jalon 11 Développement du volet prospectif du schéma directeur du système d'informations*

*Jalon 12 Elaboration d'outils de pilotage (tableaux de bord consolidés) s'appuyant sur un entrepôt de données*

*Indicateur commun de performance IC12: Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers.*

### **4.4 Promouvoir les responsabilités sociales, l'égalité et la diversité et lutter contre le harcèlement et les discriminations.**

Le projet que porte l'UCBL repose sur un socle de valeurs communes qui doivent irriguer, non seulement sa politique de formation et de recherche, mais aussi ses pratiques professionnelles. L'UCBL poursuivra sa politique de promotion de l'égalité, de la diversité et de lutte contre les discriminations au sein de l'université, en élargissant les actions déjà menées par la mission pour l'égalité Femmes/Hommes.

L'UCBL soutiendra les actions de la mission « handicap » en faveur de l'accompagnement et de l'insertion professionnelle des usagers et des personnels en situation de handicap, en particulier la sensibilisation et la formation aux métiers du handicap. Par ailleurs, un correspondant handicap au sein de la DRH sera identifié pour l'accompagnement des salariés dans leurs démarches administratives et un effort significatif sera réalisé pour l'accessibilité aux locaux, à la documentation et à l'environnement numérique de travail.

L'UCBL s'attachera à l'amélioration de la qualité de vie au travail de ses personnels et veillera à ce que l'espace de dialogue avec les représentants de personnels sur les sujets d'intérêt commun soit le plus large possible. Elle portera une attention particulière à la problématique des risques psychosociaux et des addictions qui sont l'un des champs d'action des cellules « groupe d'études des situations de travail » (GEST) et « gestion des risques alcool et substances psychoactives sur le lieu de travail » (GRASP).

*Jalon 13 Bilan des actions de promotion de l'égalité, de la diversité et de lutte contre le harcèlement et les discriminations*

### **4.5 Mettre l'immobilier au cœur de la stratégie de développement.**

Avec les opérations campus, l'UCBL améliorera significativement la qualité de son patrimoine (25% des surfaces concernées par les rénovations/constructions) et les conditions d'accueil au sein de ses campus. L'université aura donc à maintenir/développer sa capacité à piloter l'ensemble de ces projets en lien étroit avec la COMUE UdL.

L'accessibilité aux personnes en situation de handicap et la mise en sécurité des locaux non concernés par ces grandes opérations de rénovation, feront l'objet d'une attention particulière. Afin d'assurer le meilleur accueil des étudiants et les meilleures conditions de travail pour les personnels ; un plan de rénovation des locaux et amphithéâtres sera mis à l'étude, ainsi qu'une optimisation dans l'utilisation des surfaces disponibles.

Une meilleure connaissance du coût des projets permettra de mieux adapter les moyens humains et financiers dédiés à la fonction immobilière et logistique. Pour atteindre cet objectif, l'UCBL se dotera d'un nouvel outil de gestion de données patrimoniales qui permettra, à terme, une approche intégrée des problématiques liées au patrimoine et un gain tant en efficacité qu'en efficience. Pour compléter cette politique dynamique de gestion du patrimoine immobilier, l'UCBL réactualisera chaque année le « Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière » (SPSI).

***Jalon 14 Réalisation d'un schéma directeur de l'immobilier***

***Jalon 15 Bilan des actions initiées dans le cadre du plan de professionnalisation des agents des services immobiliers***

***Indicateur commun de performance IC 13 : Taux d'occupation des locaux.***

***Indicateur commun de performance IC 14 : Evolution des surfaces immobilières.***

**Récapitulatif des jalons du suivi de la trajectoire de l'UCBL**

Opérations	Année d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION ET VIE ETUDIANTE :</b>					
1 Evaluation des enseignements et son impact sur les pratiques d'enseignement					
2 Systématisation des conseils de perfectionnement					
3 Extension de l'approche par compétences à partir de l'expérience de la filière chimie-environnement aux autres formations					
4 Suivi du dispositif du Projet d'Intégration en Licence Professionnelle (PILP)					
5 Bilan de la réflexion sur les dispositifs à mettre en œuvre pour augmenter la réussite en licence					
6 Bilan du développement des formations à distance					
<b>RECHERCHE :</b>					
7 Bilan du schéma concerté de structuration, d'internationalisation et de mutualisation des infrastructures avec les partenaires du site					
8 Bilan de la stratégie d'innovation et de brevets, en particulier concernant le partenariat avec la Satt Pulsalys					
<b>GOUVERNANCE -PILOTAGE :</b>					
9 Poursuite et bilan des expérimentations « démarche qualité » engagées					
10 Etat des lieux de la construction d'un SI global					
11 Développement du volet prospectif du schéma directeur du système d'informations					
12 Elaboration d'outils de pilotage (tableaux de bord consolidés) s'appuyant sur un entrepôt de données					
13 Bilan des actions de promotion de l'égalité, de la diversité et de lutte contre le harcèlement et les discriminations					
14 Réalisation d'un schéma directeur de l'immobilier					
15 Bilan des actions initiées dans le cadre du plan de professionnalisation des agents des services immobiliers					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### Université Claude Bernard Lyon 1

- L'université Claude Bernard Lyon 1 qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site de la ComUE «Université de Lyon» recevra chaque année, conformément à l'article L 712-9 du code de l'éducation, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat en distinguant les montants affectés à la masse salariale, les autres crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement.
- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.
- L'établissement s'est fixé des objectifs, en matière d'endorecrutement des professeurs et des maîtres de conférences, conformément à l'article L 952-1-1 du code de l'éducation.
- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- **Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'université Lyon 1 financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
Université Claude Bernard Lyon 1	2016
Masse salariale	264 513 636 €
Fonctionnement	24 667 179 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>289 180 815 €</b>

- **Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020**, la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.





## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE

<b>FORMATION ET RECHERCHE</b>
IC 1 – Taux de réussite en licence en trois ans
IC 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans
IC 3 – Réussite en Master en 2 ans
IC 4 - Réussite en doctorat
IC 5- Insertion professionnelle
IC 6 – Evaluation des formations et des enseignements
IC 7 – Développement de la formation continue
IC 8 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD
<b>PILOTAGE</b>
IC 9 – Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision
IC 10 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public
IC 11 – Pilotage financier
IC 12 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers
IC 13 – Taux d'occupation des locaux
IC 14 – Evolution des surfaces immobilières

### INDICATEURS SPECIFIQUES DE PERFORMANCE

IS 1 - Taux de réussite au DUT
IS 2 - Nombre d'étudiants sous contrat en alternance
IS 3 – Nombre de brevets déposés
IS 4 - Nombre d'étudiants UCBL et partenaires double diplômés ou ayant obtenu un diplôme multiple
IS 5 – Nombre de projets européens
IS 6 – Nombre de thèses préparées à Lyon 1 après l'obtention d'un master à l'étranger

**INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE**

<b>IC 1</b>	<b>TAUX DE RÉUSSITE EN LICENCE EN TROIS ANS</b>	<b>UNIVERSITE LYON 1</b>
-------------	---	--------------------------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en L

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2011 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2011

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur public inscrits pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclus les étudiants ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - <u>Méthode 1</u> : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1 <sup>ère</sup> année - - <u>Méthode 2</u> : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômés à celui des inscrits en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - <u>Méthode 3</u> : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année (voir précisions ci-dessous)
Service responsable de l'indicateur	MESR, DGESIP-DGRI, SIES

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	<i>Ecart taux observé – taux attendu (M3)</i>
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômés 2013 (cohorte 2010) pour mémoire	20,6%	89,6%	31,2%	-7,9
	Diplômés 2014 (cohorte 2011)	21,9%	87,8%	33,0%	-5,0
	<b>Moyenne nationale (cohorte 2011)</b>	<b>27,2%</b>	<b>86,6%</b>	<b>42,4%</b>	
	<b>Cible 2020 (méthode 3 uniquement)</b>			<b>42 %</b>	

**A compléter par l'établissement**

Leviers d'action : L'effort portera en grande partie sur la première année (L1). Plusieurs leviers sont proposés dans le document stratégique pour améliorer la réussite en L1 et dont la mise en œuvre sera réalisée en collaboration renforcée avec le Service Orientation et Insertion des Étudiants (SOIE) : définition des projets professionnels, orientation dynamique des étudiants, le cas échéant, dans des filières hors établissement selon leur choix, décroisement des systèmes de formation, travail en amont avec les lycées sur la question « bac -3 à bac +3 » avec pour objectif la promotion de l'accès à l'enseignement supérieur et la connaissance réciproque des cultures spécifiques du supérieur et du secondaire.

La portée de ces mesures sera analysée en considérant également « l'évaporation », notamment pour les étudiants quittant l'Université pour intégrer des Grandes Ecoles.

**Commentaires de l'université :**

Même si elle constate une augmentation de deux points entre 2013 et 2014, l'UCBL assume le fait de se situer très légèrement en-dessous de la moyenne nationale. En effet, dans un souci d'améliorer l'accessibilité à la formation

universitaire et la réussite des étudiants aux profils diversifiés, l'établissement offre de nombreuses voies de réorientation à ses étudiants, ce qui explique une part de ce faible taux de réussite de la Licence en trois ans. Chaque année, le taux de réorientation des étudiants sera examiné. Il constituera un indicateur pris en compte dans l'évaluation des mesures mises en œuvre pour la réussite des étudiants.

Précisions apportées par le SIES (mars 2011)

Définition des indicateurs de réussite

Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiants.

La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.

Pour un établissement :

Taux de réussite de la méthode 1 :

La méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en L1.

Base (dénominateur) : étudiants du champ inscrit en L1 dans l'établissement l'année  $n / n+1$ .

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu la Licence à la session  $n+3$  (ou  $n+2$ ) quelle que soit l'université où le diplôme a été obtenu.

Taux de réussite de la méthode 2 :

La méthode 2 tient uniquement compte des résultats en L3.

Base (dénominateur) : étudiants du champ inscrits en L3 dans l'établissement l'année  $n+2 / n+3$  (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant obtenu le diplôme à la fin de l'année.

Taux de réussite de la méthode 3 :

La méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année.

Base (dénominateur) : étudiants du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l'établissement (successivement en  $n / n+1$ ,  $n+1 / n+2$ ,  $n+2 / n+3$ ) ou qui se sont inscrits dans l'établissement deux années (en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$ ) et sont sortis du système universitaire l'année  $n+2 / n+3$ .

Sont également inclus les étudiants inscrits dans l'établissement en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$  qui ont obtenu la Licence à la session  $n+2$  (quelle que soit leur situation en  $n+2 / n+3$ ).

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiants de la base ayant réussi la Licence à la fin de la deuxième ou de la troisième année (en  $n+2$  ou  $n+3$ ).

Au niveau national :

Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :

Ligne « Inscriptions principales » : elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un étudiant est compté autant de fois qu'il a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement.

Ligne « Etudiants » : sur cette ligne, un étudiant est compté une seule fois dans l'effectif. Il est compté dans la réussite dès l'instant qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris s'il est en échec dans un autre établissement).

Valeur ajoutée

Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques.

Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiants était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :

- sexe
- âge au baccalauréat (4 modalités : à l'heure ou en avance, en retard d'un an, en retard de plus d'un an, non bachelier)
- ancienneté d'obtention du baccalauréat (4 modalités : baccalauréat obtenu l'année de l'entrée à l'université, obtenu un an avant, obtenu deux ans avant ou plus, non bachelier)
- série du baccalauréat (7 modalités : Littéraire, Economique, Scientifique, Technologique STG, Autre technologique, Professionnel, non bachelier)
- pcs des parents (5 modalités : très favorisé (cadres, enseignants...), favorisé (professions intermédiaires), assez défavorisé (employés...), défavorisé (ouvriers...), non réponse)
- discipline d'inscription en L1 (regroupée en 3 modalités : Droit, Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)

L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la **valeur ajoutée**. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.

Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.

IC 2	TAUX DE REUSSITE EN LICENCE EN QUATRE ANS	UNIVERSITE LYON 1
------	---	-------------------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en L

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2010 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2010

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur public inscrits pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclus les étudiants ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - Méthode 1 : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1ère année ; - Méthode 2 : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômés à celui des inscrits en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - Méthode 3 : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année. En cas d'échec en troisième année, seule la réussite dans le même établissement est prise en compte.
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP-DGRI SIES

Taux de réussite constaté en %	Périodes	Réussite en 3 ans	Réussite en 4 <sup>e</sup> année	Cumul 3 et 4 ans	Valeur ajoutée (en points) en 3 et 4 ans
<b>Etablissement</b>	cohort 2010	31,2%	17,5%	48,7%	-5,8
<b>Cible 2020 (méthode 3)</b>	cohort 2016	42 %	18 %	60%	
Taux de réussite constaté en % <b>Données nationales</b>	cohort 2010	42,9%	13,9%	56,8%	0,0

## Pour information

Filières d'origine des bacheliers (méthode 3)	Cohorte 2010	Cohorte 2010
	établissement	National
Bac général	86,8%	78,5%
Bac technologique	6,2%	12,3%
Bac professionnel	1,1%	3,7%
Non bacheliers	5,9%	5,5%

Leviers d'action : L'UCBL confortera les mesures prises pour la réussite des étudiants titulaires d'un bac général. Elle mettra en œuvre de nouvelles mesures (tutorat ciblé, mise à niveau, suivi régulier...) pour les titulaires de bacs technologiques et professionnels.

Commentaires de l'établissement :

La cible de 18 % ramène le « cumul 3 et 4 ans » à 60 %, soit au-dessus de la moyenne nationale.

IC 3	RÉUSSITE EN MASTER EN 2 ANS	UNIVERSITE LYON 1
------	-----------------------------	-------------------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en M

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Entrées en n, diplômés en n+2
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2011-2012, diplômés en 2013, inscrits en 2012-2013, diplômés en 2014.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	<p>Champ : étudiants ayant pris une inscription principale en M1 l'année n / n+1 et qui n'étaient pas inscrits en M1 l'année précédente.</p> <p>Les formations prises en compte en Master sont le master LMD (hors Master enseignement) et le master ingénieur, la Maîtrise et la Maîtrise IUP, le DEA et le DESS.</p> <p>Les ESPE ne sont pas comprises dans l'indicateur.</p>
Mode de collecte des données de base	Données administratives recueillies via le Système d'information sur le suivi de l'étudiant (SISE)
Services ou organismes responsables de la collecte des données de base	SD-SIES
Service responsable de la synthèse des données	DGESIP/SD-SIES
Validation de l'indicateur	DGESIP/SD-SIES
Mode de calcul	<p><b>Définition des indicateurs de réussite</b>  Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiants.  La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.</p> <p><b>Pour un établissement :</b>  <b>Taux de réussite de la méthode 1</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits dans l'établissement l'année n / n+1.  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2 quel que soit l'établissement où le diplôme a été délivré.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 2</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits en M2 dans l'établissement l'année n+1 / n+2 (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 3</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ qui se sont inscrits deux années de suite dans l'établissement (en n / n+1 et en n+1 / n+2) ou qui se sont inscrits dans l'établissement l'année n / n+1 et qui sont sortis du système universitaire l'année n+1 / n+2.  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Au niveau national :</b>  Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :  <b>Ligne « Inscriptions principales » :</b> elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un étudiant est compté autant de fois qu'il a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement.  <b>Ligne « Etudiants » :</b> sur cette ligne, un étudiant est compté une seule fois dans l'effectif. Il est compté dans la réussite dès l'instant qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris s'il est en échec dans un autre établissement).</p> <p><b>Valeur ajoutée</b>  Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques.</p>

	<p>Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiants était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>âge à l'entrée en M1</b> (3 modalités : 22 ans ou moins ; 23 ans ; plus de 23 ans)</li> <li>- <b>formation suivie l'année précédente</b> (3 modalités : Bac+3, autre niveau, non inscrit). Lorsqu'il y a plusieurs inscriptions l'année précédente avec des niveaux différents, on conserve le cas Bac+3</li> <li>- <b>discipline de l'inscription en M1</b> (regroupées en 4 modalités : Droit ; Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)</li> <li>- <b>voie du diplôme en M1</b> (3 modalités : générale ou indifférenciée, professionnelle, recherche).</li> </ul> <p>L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la <b>valeur ajoutée</b>. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.</p> <p>Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.</p>
--	--

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	<i>Ecart taux observé – taux attendu (M3)</i>
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômés 2013 (cohorte 2011) pour mémoire	58,5	90,5	59,4	-5,7
	Diplômés 2014 (cohorte 2012)	58,4	86,2	58,9	-6,2
	Moyenne nationale (cohorte 2012) en %	52,2	87,9	52,4	0,0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			64 %	

#### Leviers d'action :

L'UCBL s'attachera à s'appuyer plus sur l'évaluation des enseignements afin d'améliorer la qualité des enseignements, à mieux accompagner l'étudiant dans son projet professionnel et, dans la construction de son projet professionnel, l'informer sur les passerelles possible. Elle veillera à faire progresser l'apprentissage qui est un facteur important facilitateur de la réussite et de l'insertion professionnelle.

#### Commentaires de l'université :

L'augmentation de la réussite en licence participera à améliorer le taux de réussite au master. Par ailleurs, les inscrits en n+1 et non en n+2 ne sont pas forcément des étudiants en situation d'échec : ils ont pu suivre une spécialité de master hors Lyon 1, intégrer une formation d'ingénieur ou la vie active. La méthode 2 situe l'UCBL au niveau national pour le taux de réussite de M2.

IC 4	REUSSITE EN DOCTORAT	UNIVERSITE LYON 1
------	----------------------	-------------------

Action	Formation initiale et continue de niveau doctorat
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés au 31 décembre 2014
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Source :	Etablissement
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP-SIES

	Taux de l'établissement en 2014		Cible 2020 En %	Soutenances 2014 (données nationales)	Cible 2017 (PAP 2016)
<b>Part des doctorats obtenus en moins 40 mois</b>	DEG	0,54%			
	SHS	1,36%			
	Sciences	52,86%			
	<b>Ensemble</b>	<b>54,77%</b>	<b>58</b>	<b>41,4%</b>	<b>46%</b>
<i>Part des doctorats obtenus entre 40 et moins de 52 mois (pour information)</i>	DEG	1,09%			
	SHS	0,82%			
	Sciences	33,24%			
	<b>Ensemble</b>	<b>35,15%</b>		%	%
<b>Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois</b>	DEG	1,63%			
	SHS	2,18%			
	Sciences	86,10%			
	<b>Ensemble</b>	<b>89,92%</b>	<b>90</b>	<b>72,8%</b>	<b>80%</b>
<i>Part des doctorats obtenus entre 52 et 72 mois (pour information)</i>	DEG	0,82%			
	SHS	1,91%			
	Sciences	7,08%			
	<b>Ensemble</b>	<b>9,81%</b>		%	%
<i>Part des doctorats obtenus en plus de 72 mois (6 ans) (pour information)</i>	DEG	--			
	SHS	--			
	Sciences	0,27%			
	<b>Ensemble</b>	<b>0,27%</b>		%	%

**Précisions :** la mesure propose une vision partielle de la réussite en D puisqu'elle ne porte que sur les thèses soutenues et donc sur les doctorants ayant abouti sur le parcours en D. L'indicateur ne permet pas de statuer sur la réussite globale de l'ensemble des inscrits en D puisque ne sont pas comptabilisés les doctorants n'ayant pas soutenus pour diverses raisons, qui ne sont d'ailleurs pas toujours significatives d'un échec dans le parcours de formation et relèvent souvent d'une insertion professionnelle anticipée

**Leviers d'action :** Le taux d'obtention du doctorat en moins de 52 mois est améliorable sur la faible part des thèses en DEG et en SHS. En revanche, une amélioration du taux d'obtention du doctorat en moins de 40 mois est envisageable en améliorant le suivi, à travers la généralisation de la mise en place d'un comité de suivi de thèses dans toutes les écoles doctorales.

**Commentaires de l'université :** Les formations doctorales de l'UCBL concernent essentiellement le secteur Sciences avec un financement assuré par les ressources de l'établissement. En 2015-2016, sur 1500 doctorants, 19 % sont financés via un contrat doctoral, 9 % via une bourse CIFRE, le reste est financé par des ressources provenant de contrats publics ou privés, ou des gouvernements étrangers. L'établissement examinera plus en détail la durée de thèse pour chacune de ces catégories afin de mieux agir sur la durée de thèse.



IC 5	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS	UNIVERSITE LYON 1
------	--	-------------------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés 2012 au 1er décembre 2014
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Situation professionnelle au 1er décembre 2014 et au 1 <sup>er</sup> décembre 2013 des diplômés 2012 de master et de licence professionnelle, de nationalité française, issus de la formation initiale, âgés de moins de 30 ans et n'ayant pas poursuivi ou repris des études dans les deux années suivant l'obtention du diplôme.
Source :	Données collectées dans le cadre de la sixième enquête nationale sur l'insertion professionnelle des diplômés de Master et de licence professionnelle.
Mode de calcul	<p>Le <b>taux de réponses exploitables</b> est égal au nombre de questionnaires recueillis qui permettent de connaître la situation du diplômé rapporté au nombre total de diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête. Les diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête forment une sous-population de l'ensemble des diplômés.</p> <p>On distingue 4 situations pour les diplômés interrogés : hors champ (poursuites d'études après le diplôme ou interruption d'études supérieures de plus de deux ans), inactivité, en emploi, en recherche d'emploi. Les diplômés hors champ ou inactifs ne sont pas pris en compte dans le calcul des indicateurs d'insertion.</p> <p>Le <b>nombre de réponses prises en compte</b> est égal au nombre de réponses exploitables émanant de diplômés vérifiant les critères de l'enquête et présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p>Le <b>poids de la formation</b> est le pourcentage de diplômés de cette formation dans l'ensemble des diplômés de l'université qui sont dans le champ de l'enquête et présents sur le marché du travail. Les effectifs sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p> <p>Le <b>taux d'insertion</b> est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, quel qu'il soit, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage). Les effectifs portés au numérateur et au dénominateur sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP/DGRI-SIES



IC 5	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS (SUITE)	UNIVERSITE LYON 1
------	--	-------------------

*Implication dans l'enquête nationale menée en 2014 sur les diplômés 2012*

	Nombre de diplômés université	Nombre de réponses exploitables université	Taux de réponses exploitables université	Moyenne nationale
Master	651	529	81,3%	70,7%
LP	743	601	80,9%	66,8%

*Insertion des diplômés 2012 de Master et de Licence professionnelle*

	Master				Licence Pro			
	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)
Ensemble DEG	13	3	ns	91	103	21	98	92
Droit				91				93
Economie	13	3	ns	89	17	3	Ns	91
Gestion				93	86	17	99	92
Autres DEG				84				93
Lettres, Langues, Arts				86				82
Ensemble SHS	4	1	ns	86	9	2	Ns	86
Histoire-Géographie				83				89
Psychologie				90				92
Information communication	1	0	ns	87	2	0	Ns	87
Autres SHS	3	1	ns	84	7	1	ns	85
Ensemble STS	420	96	92	90	370	77	95	93
Sciences de la vie et de la terre	136	31	88	84	48	10	88	90
Sciences fondamentales	80	18	93	90	75	16	96	91
Sciences de l'ingénieur	82	19	93	92	217	45	96	94
Informatique	56	13	95	95	25	5	Ns	92
Autres STS	66	15	97	92	5	1		90

*Éléments de contexte socio-économique*

Taux de chômage au 4ème trimestre 2014	Régional	8,9	% de diplômés boursiers	Master	Université	28	LP	Université	65
	National	10,1			National	29		National	52

**Leviers d'action :** l'UCBL confortera la qualité de ses enseignements afin de préserver le taux élevé d'insertion professionnelle de ses étudiants, tant en licence qu'en master. Elle renforcera les actions visant à aider les étudiants dans leur recherche d'emploi, ainsi que les unités d'enseignement d'ouverture vers le monde socio-économique. Elle veillera à une meilleure information des étudiants : sur les nouvelles formations interdisciplinaires à fort potentiel d'embauche, sur les conditions de réussite et l'insertion professionnelle dans les différentes filières. L'UCBL ouvrira davantage les formations de master en alternance et tout au long de la vie. Elle sera vigilante sur une meilleure adéquation entre la formation et le choix des stages.

**Commentaires de l'université :** Le taux d'insertion professionnelle des diplômés de l'UCBL est supérieur à la moyenne nationale, que ce soit en licence professionnelle ou en master. Une partie des étudiants en master (8%) peut avoir poursuivi en thèse. En licence les 5 % non insérés professionnellement peuvent inclure des étudiants ayant poursuivi en master. Malgré un taux de boursiers supérieur à la moyenne nationale (+ 13 points) dans cette étude, l'UCBL obtient un résultat relativement performant dans le domaine de l'insertion professionnelle de ses étudiants.

IC 6	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS	UNIVERSITE LYON 1
------	--	-------------------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en L (hors licences professionnelles) en M et dans les autres diplômes

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	% de mentions de L, M et autres diplômes dont les enseignements font l'objet d'une évaluation de la part des étudiants. Par évaluation, il faut entendre un dispositif de mesure de la satisfaction des inscrits dans la mention, en vue de l'amélioration des services rendus. L'évaluation peut concerner chaque enseignement pris séparément, et/ou porter sur le dispositif pédagogique pris globalement. En toute hypothèse, il convient d'indiquer, en commentaire, la périodicité de l'évaluation, son périmètre (tout ou partie des enseignements, tout ou partie du dispositif pédagogique), la démarche d'amélioration continue dans laquelle elle s'inscrit.
Source :	établissement
Mode de calcul	(nombre de mentions de L évaluées / nombre total des mentions) X 100 (nombre de mentions de M évaluées / nombre total des mentions) X 100

## A compléter par l'établissement

	Données de l'université	2014-2015	Cible 2020
Niveau L Hors LP	Nombre de mentions de L dans l'établissement	12	
	Effectifs d'étudiants inscrits en L	7 460	
	Part des mentions de L faisant l'objet d'une évaluation	100%	100 %
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation de L évaluée	7 460	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	35%	50 %
Niveau M Hors ingénieurs, IEP	Nombre de mentions de M dans l'établissement	31	
	Effectifs d'étudiants inscrits en M	6 272	
	Part des mentions de M faisant l'objet d'une évaluation	81%	85%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation de M évaluée	5 228	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	45%	60 %
Autres diplômes DUT (x spécialités), LP (x mentions), Ingénieurs (x diplômes), Classes préparatoires (x classes) et PACES	Nombre de diplômes concernés	90	
	Effectifs d'étudiants inscrits	11 772	
	Part des diplômes faisant l'objet d'une évaluation	93%	95 %
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation Autres diplômes évaluée	11 526	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	80%	85 %

	2014-2015
Taux de réponse aux enquêtes	68%
Part des mentions et diplômes faisant l'objet d'au moins une évaluation	91%

Cibles 2020 (réponses cumulées au terme du contrat)	
Taux de réponse aux enquêtes	76 %
Part des mentions et diplômes faisant l'objet d'au moins une évaluation	96 %

Précisions pour la licence

L'article 19 de l'arrêté licence du 1<sup>er</sup> août 2011 fixe les motifs et les conditions générales de l'évaluation des enseignements :

« Au sein des établissements, des dispositifs d'évaluation sont mis en place pour chaque formation ou pour un groupe de formations, notamment à travers la constitution de conseils de perfectionnement réunissant des représentants des enseignants, des étudiants et du monde socio-professionnel.

Une évaluation des formations et des enseignements est également organisée au moyen d'enquêtes régulières auprès des étudiants.

Ces dispositifs favorisent le dialogue entre les équipes de formation, les étudiants et les employeurs potentiels. Ils éclairent les objectifs de chaque formation, contribuent à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et permettent d'en améliorer la qualité.

Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés.

Les résultats des évaluations font l'objet d'un débat au sein du conseil de la composante concernée et du conseil des études et de la vie universitaire ».

**Leviers d'action :** L'UCBL accompagnera les composantes dans la mise en place de comités de suivi des évaluations. Elle agira sur l'amélioration des taux de réponses aux enquêtes, et sur la fréquence des évaluations. Elle développera l'Année Universitaire Préparatoire (AUP) pour une remise à niveau des étudiants souhaitant accéder au cycle de licence.

Commentaires de l'université

La politique d'évaluation des enseignements sera poursuivie. Il s'agira notamment d'aider les équipes pédagogiques dans l'analyse de ces évaluations afin qu'elles soient exploitées au mieux et qu'elles se traduisent par une réelle valeur ajoutée aux formations. Ces évaluations guideront l'établissement dans ses choix en matière de pratiques pédagogiques.

IC 7	DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE	UNIVERSITE LYON 1
------	--	-------------------

Action	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
Objectif	Favoriser l'accroissement de la formation continue
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	- Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie (objectif 1 du programme 150) - Améliorer l'efficacité des opérateurs (objectif 6 du programme 150, évolution des ressources propres)

## Description des indicateurs

Unités de mesure	1 – heures-stagiaires en millions (les heures-stagiaires sont le cumul des heures suivies par chaque personne en formation) 2 – nombre de diplômés en formation continue (dont VAE) 3 – recettes en euros (€)
Date de la mesure	Année civile précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Prestations de formation continue, diplômante ou non, assurées par l'établissement. L'apprentissage, qui relève de la formation initiale, est exclu du champ.

Mode de renseignement de l'indicateur	établissement
---------------------------------------	---------------

## A compléter par l'établissement

	Situation 2014 (S)	Cible 2020 (C)	Taux de croissance attendu (C-S)/S*100, en %
1-Heures stagiaires	3 449 603	4 500 000	30,4 %
2- Nombre de diplômés en formation continue	3 820	4 200	9.9 %
<i>Dont Validation des acquis de l'expérience (VAE)</i>	76	75	0 %
3- Chiffre d'affaires de la formation continue	13 730 229 €	19 000 000 €	38.4%

**Précisions :** cette fiche peut être adaptée en fonction des orientations retenues dans le contrat. Il n'est pas obligatoire de déterminer une cible chiffrée pour tous les items proposés (colonne « Cible ») : seuls ceux qui correspondent aux priorités de l'établissement doivent faire l'objet d'une cible. En revanche, pour une meilleure compréhension de la situation de l'établissement, il est demandé de compléter tous les items de la colonne « Situation ».

## Levers d'action :

- Augmenter les diplômes ouverts en alternance.
- Communiquer l'offre de formation en direction du monde socioéconomique.
- Réévaluer le coût de la formation.
- Développer les formations à distance et améliorer la visibilité de l'offre de formation.
- Accompagner les porteurs de projet pour la création et l'ouverture de formations existantes à l'alternance.
- Ouvrir la formation continue à l'international.
- Améliorer la visibilité des plateformes technologiques de l'université, en lien avec les compétences des unités de recherche.

**Commentaires de l'université :** L'UCBL attribuera les moyens nécessaires à son service FOCAL, en charge de l'organisation et de la gestion de la formation continue, pour atteindre cet objectif ambitieux.

IC 8	VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD	UNIVERSITE LYON 1
------	--	-------------------

Action	Bibliothèques et documentation
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche par l'augmentation des horaires d'ouverture
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date et source de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Sont prises en compte dans le calcul de la cible les bibliothèques universitaires et les bibliothèques intégrées du SCD ou du SICD, et répondant également aux deux critères suivants : - ouvertes au moins 45 heures par semaine ; - dotées de plus de 100 places assises. Les bibliothèques non intégrées au SCD ou au SICD sont exclues du champ de la mesure.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Pourcentage d'augmentation globale de l'ouverture hebdomadaire dans l'ensemble des bibliothèques universitaires et intégrées répondant aux critères définis dans la rubrique « Champ de la mesure », entre l'année 2014 et l'année d'échéance du présent contrat. La moyenne est calculée sur la base des horaires en vigueur durant la plus grande partie de l'année pour chaque bibliothèque prise en compte dans le calcul. Les extensions ou réductions ponctuelles ne doivent donc pas être prises en compte dans ce calcul ; elles peuvent en revanche être signalées dans la partie Commentaires comme élément d'appréciation complémentaire.
Mode de calcul	Vd (valeur de départ) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année 2013, en nombre d'heures. Va (valeur d'arrivée) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année de l'échéance du contrat, en nombre d'heures. La cible correspond à la marge de progression réalisée, exprimée en pourcentage, et calculée de la manière suivante : $T = (Va - Vd) / Vd \times 100$

Compte tenu de sa situation propre et des orientations stratégiques définies pour le contrat quinquennal, l'Université se donne les objectifs suivants :

## A compléter par l'établissement

Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (Vd)	69,7
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées à l'échéance du contrat (Va)	86,25
Variation (Va-Vd)	16,55
Cible 2020 (%)	+23,74

## Commentaire :

L'établissement, en cohérence avec la politique du site menée par la ComUE UdL, fera aboutir la démarche structurante d'un schéma directeur de la documentation universitaire qui doit, au-delà d'une simple logique de coopération, définir la politique et ses enjeux à long et moyen termes.

## Précisions

L'indicateur est destiné à mesurer l'effort accompli par l'établissement pour améliorer l'accessibilité des ressources documentaires à son public. Le « Plan Renouveau des Bibliothèques » lancé en 2010 par le MENESR a souligné l'importance de l'extension des horaires dans la réalisation de cet objectif.

Pour autant, l'histoire et les spécificités propres à chaque établissement peuvent impliquer des stratégies différenciées en la matière, telles que :

- privilégier une amélioration des services offerts par la bibliothèque à une augmentation des horaires (dans le cas, par exemple, d'une bibliothèque déjà très ouverte)
- maintenir le niveau d'ouverture hebdomadaire mais augmenter le nombre de jours d'ouverture dans l'année (périodes de vacances, notamment)
- concentrer les efforts sur un ou deux sites stratégiques en proposant une extension significative des horaires, ou au contraire, chercher à harmoniser les horaires des différentes sections du SCD.

Le contrat peut également être marqué par des regroupements de bibliothèques ou des fermetures temporaires de sites, voire des constructions de nouvelles bibliothèques, constituant autant d'éléments susceptibles de faire varier la politique poursuivie en matière d'horaires d'ouverture.

L'établissement est donc invité à donner en commentaires toutes les précisions ou compléments d'information qui lui paraîtraient utiles à une juste interprétation de la cible, notamment en ce qui concerne les bibliothèques restant à intégrer.

IC 8

VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD (SUITE)

UNIVERSITE LYON 1

A compléter par l'établissement

Leviers d'action : Attribuer des moyens humains (emplois étudiants moniteurs) et financiers pour le soutien aux coûts d'infrastructure et de fonctionnement (gardiennage, chauffage, entretien des locaux).

Commentaires de l'université : L'UCBL a récemment augmenté les plages horaires d'ouverture de la BU sur le site Rockefeller. Elle prévoit d'étendre les plages horaires d'ouverture des bibliothèques sur les sites de la Doua et de Lyon-Sud. La proposition de l'UCBL cible une augmentation de 20,71 % d'ouverture des horaires de bibliothèques.

4 bibliothèques remplissent les critères (+ 100 places et ouverture supérieure à 45h par semaine)

Bibliothèques	Amplitude hebdomadaire 2014	Amplitude hebdomadaire 2015
Bu Sciences Doua	75	80
BU Santé Rockefeller	86	88
BU Santé Lyon Sud	67.5	67.5
BU Education Croix-Rousse	50.5	50.5
Moyenne	69.7	71.5

L'évolution de la variation des horaires pourrait prendre cette forme :

	Amplitude horaire 2016/2017	Amplitude horaire 2017/2018	Amplitude horaire 2018/2019	Amplitude horaire 2019/2020
BU Sciences Doua	90 h	90 h	90 h	104 h
BU Santé Rockefeller	91 h	91 h	91 h	105h
BU Lyon sud	80 h	80 h	80 h	80 h
BU Education Croix-Rousse	50.5	55,75h	55,75h	55,75h

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IC 9	ENDORECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS / BILAN ET PRÉVISION	UNIVERSITE LYON 1
------	---	-------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international et accroître le dynamisme des équipes de recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignants-chercheurs titulaires et stagiaires ; pourcentages
Date de la mesure	Recrutements avec affectation au cours de l'année civile considérée
Champ de la mesure	Toutes disciplines du Conseil national des universités (CNU) hors médecine et odontologie

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	<p>Pour les maîtres de conférences (MCF), le recrutement interne correspond d'abord aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou le titre jugé équivalent dans l'établissement mais ne comprend pas, dans le cas d'une mutation, le MCF titulaire exerçant précédemment dans l'établissement.</p> <p>Pour les professeurs des universités (PR), le recrutement interne recense seulement les personnes qui occupaient précédemment, en qualité de titulaire, un emploi de MCF dans l'établissement (les PR en première affectation après concours d'agrégation ne sont pas comptabilisés).</p>
Mode de calcul	Le numérateur dénombre les recrutements internes. Le dénominateur comprend tous types de concours d'enseignants-chercheurs titulaires.
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGRH

## A compléter par l'établissement

Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endorecrutement		2013	2014	2015	Données cumulées 2013, 2014, 2015	Cible 2020 (données cumulées sur la période contractuelle)
Maîtres de conférences	Effectifs*	5/32	10/37	5/24	20/93	
	%**	16%	27%	21%	21,5%	20 %
Professeurs des universités	Effectifs*	12/16	6/10	2/12	20/38	
	%**	75%	60%	17%	52,6%	40 %

\* recrutement interne

\*\* 'recrutement interne / (recrutement total \*100)

Levers d'action : L'UCBL renforcera sa communication lors de la publication des postes ouverts aux concours et affichera des profils de postes plus larges. Elle développera, au sein de la ComUE, dans le cadre d'une politique de site, des mesures incitatives aux recrutements exogènes. Une réflexion pluriannuelle sur la possibilité d'ouverture de postes sera engagée dans le but de pouvoir susciter des candidatures externes plus nombreuses.

Commentaires de l'université : Le faible taux d'endorecrutement des maîtres de conférences révèle une grande dynamique de la recherche de l'établissement. Le taux d'endorecrutement des professeurs diminue depuis 2013 révélant une attractivité croissante de l'UCBL.

IC 10	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public	UNIVERSITE LYON 1
-------	--	-------------------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€) (tableaux financiers de l'établissement en €)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613)</li> <li>2. les recettes de la formation continue (7065)</li> <li>3. la taxe d'apprentissage (7481)</li> <li>4. les contrats et prestations de recherche</li> <li>5. les subventions (hors subvention pour charges de service public)</li> <li>6. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587)</li> <li>7. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778)</li> <li>8. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 -70681 – 70688 – 707- 708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76)</li> </ol> Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

## A compléter par l'établissement

	2014 (€)	2015 (€)	Cible 2020 (€)
<b>Droits d'inscription (1)</b>	7 087 676	7 509 329	<b>8 000 000</b>
<b>Formation continue (2)</b>	13 730 229	14 522 918	<b>19 000 000</b>
<b>Taxe d'apprentissage (3)</b>	2 284 569	1 903 706	<b>2 500 000</b>
<b>Contrats et prestations de recherche (4)</b>			
ANR investissements d'avenir (74411)	7 052 705	3 747 013	<b>4 000 000</b>
ANR hors investissement d'avenir (74412)	9 607 745	11 869 071	<b>12 000 000</b>
Hors ANR (704 – 705 – 7062 – 751)	1 556 979	927 089	<b>1 000 000</b>
<b>Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)</b>			
Régions (7442)	7 647 393	8 770 561	<b>9 000 000</b>
Union européenne (7446)	9 154 588,27	16 492 944	<b>16 000 000</b>
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)	15 424 755	14 119 042	<b>15 000 000</b>
<b>Dons et legs des fondations (6)</b>	0	0	<b>100 000</b>
<b>Produits exceptionnels (7)</b>	44 008	1 498 550	
<b>Autres ressources propres (8)</b>	21 547 947	17 434 432	<b>17 000 000</b>
<b>Total</b>	<b>95 138 593</b>	<b>98 794 656</b>	<b>103 600 000</b>

**Précisions** : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

**Leviers d'action** : L'UCBL perfectionnera, via sa filiale LIP et le bureau de la commission recherche, son soutien aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs dans leur démarche de montage et de dépôt de projets en réponse aux AAP nationaux et européens. Elle renforcera les relations avec les partenaires socio-économiques pour la collecte de la taxe d'apprentissage. Elle dynamisera la formation continue en assurant la promotion du potentiel de formation et de recherche de l'établissement.

**Commentaires de l'établissement** :

Les produits exceptionnels correspondent par définition à des produits qui ne renvoient pas au cycle d'exploitation courant et qui n'ont pas vocation à se reproduire chaque année.

Ainsi, le chiffre 2015 constate une recette de 1,2 M€ liée à un contentieux immobilier.



IC 11	PILOTAGE FINANCIER	UNIVERSITE LYON 1
-------	--------------------	-------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description des indicateurs

Unité de mesure	<p><b>Objectif I-1</b> (Sincérité des prévisions budgétaires) : <b>taux d'exécution</b> des prévisions de fonctionnement et d'investissement, exprimé en pourcentage.</p> <p><b>Autres objectifs</b> : réalisation de l'objectif mesurée à l'aide d'une cote.  0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi  1 = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel  2 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels</p>
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

## I - Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :

## A compléter par l'établissement

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
<b>1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires</b> par la mise en place d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/ Budget modifié).	Fonctionnement : 95,4 % Investissement : 76,4 %		<b>Fonctionnement 98 %</b> <b>Investissement 85 %</b>
<b>2- Se doter d'outils permettant un suivi financier infra annuel</b> , pour accompagner son effort de maîtrise des taux d'exécution, l'établissement devra se doter de tableaux de bord permettant le suivi infra annuel des principaux agrégats de gestion : résultat, CAF, variation du fonds de roulement...	2		<b>2</b>
<b>3- Élaborer les annexes relatives aux opérations pluriannuelles</b> (et notamment plan pluriannuel d'investissement).	2		<b>2</b>
<b>4- Se doter des outils de pilotage et de gestion de la masse salariale</b> , la masse salariale devra faire l'objet d'un suivi particulier : tableaux prévisionnels et plan de suivi infra-annuel adaptés (l'écart entre le budget primitif approuvé et l'exécution finale devrait être comprise entre -0.5 et +0.5%).	2		<b>2</b>

Commentaire : en investissement, d'importantes opérations immobilières peuvent influencer le taux de réalisation en investissement.

## II - Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Cible 2020
1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan	1	<b>2</b>
2 -Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)	2	<b>2</b>

IC 12	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGERS	UNIVERSITE LYON 1
-------	--	-------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>6. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>7. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>8. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>9. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>10. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>11. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	Situation actuelle : année précédant la première année du contrat Cible : dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	3	4
2-Le système d'information et les services numériques	4	5
3-Le numérique au service de la formation des étudiants	4	5
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	4	5
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	4	4
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	4	5

**Commentaire :** La cotation de la situation actuelle du thème 1 a été ramenée de 4 à 3 par rapport au document d'autoévaluation transmis à la MIPNES dans le cadre de l'expertise du volet numérique du contrat quinquennal de site Lyon Saint Etienne. La modification de cette cotation résulte de la révision de 4 à 3 de la note du sous-thème « Définition et mise en œuvre d'une stratégie de mutualisation adaptée au contexte de l'établissement ».

IC 13	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	UNIVERSITE LYON 1
-------	------------------------------	-------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{U/S}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles,  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)</p> <p><i>A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :</i></p> $\frac{58\,195\,h / 66\,salles}{1\,120\,h} \text{ soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées}$ <p><i>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ;</i></p> <p><i>Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\,m^2) + (79\% \times 5\,100\,m^2)}{8\,100\,m^2} = 73\%</math>.</i></p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71% en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements.  
Cible 2017 à 72%. (PLF 2015).

Occupation des locaux	Situation actuelle (2015)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	56 565	68	23 890	74,27%	80%
Salles banalisées	319 700	450	35 058	63,43%	70%
<b>Total</b>	<b>376 265</b>	<b>518</b>	<b>58 948</b>	<b>67,8%</b>	<b>74%</b>

## Leviers d'action :

- Acheter la campagne de collecte des données.
- Déployer l'outil de gestion de patrimoine.

Commentaires de l'établissement : Afin de fiabiliser les données patrimoniales, l'UCBL a initié, début 2016, une enquête en redéfinissant la procédure et sera donc en mesure de transmettre, en juillet 2016, de nouveaux taux d'occupation pour 2015

IC 14	MESURE DES EVOLUTIONS DE SURFACES IMMOBILIERES (solde en m²)	UNIVERSITE LYON 1
-------	--	-------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Surfaces immobilières recensées dans l'enquête immobilière DGESIP

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Enquête immobilière de la DGESIP
Source	établissement
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

Années	Situation existante			Objectifs		
	Dénomination bâtiment	Situation domaniale	m² existants	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Situation initiale	Tous bâtiments établissement		472 315			
2016			458 391	13 924	-	-13 924
2017			465 374	-	6 983	+ 6 983
2018			478 159	-	12 785	+ 12 785
2019			488 889	-	10 730	+ 10 730
2020			477 733	11 156	-	- 11 156
soldes				25 080	30 498	+5 418
Evolution des m² à l'issue du contrat			472 315	25 080	30 498	477 733

Précisions :

Par m² libérés on entend les surfaces inutiles qui ne sont plus occupées par une activité de l'établissement, les surfaces remises aux domaines ou cédés, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou vouées à la démolition.

Les m² nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

Commentaires de l'établissement :

Ces évolutions de surfaces sont en cohérence avec le Schéma Directeur de Programmation Immobilière (SPSI) 2015-2020 et les grands projets immobiliers du Plan Campus et du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, tant pour les constructions neuves (extension de la faculté de médecine et maïeutique de Lyon Sud, NeuroCampus, Axel One, Chimie Bio, Cens Eli, INL CPE...), que pour les démolitions ou les fermetures de site (démolition des bâtiments Lavoisier, Curien, des préfabriqués, fermeture du site de la Soie...). La démolition du bâtiment Nétien, mentionnée dans le SPSI, n'interviendra qu'après 2021 et n'est donc pas prise en compte dans ce bilan.

## INDICATEURS SPÉCIFIQUES DE PERFORMANCE DE LA FORMATION

IS 1	TAUX DE REUSSITE AU DUT	UNIVERSITE LYON 1
------	-------------------------	-------------------

Action	Donner aux étudiants l'accès à une pédagogie innovante et favoriser leur réussite
Objectif	Favoriser la réussite au DUT

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage de réussite
Date de la mesure	Valeur 2015 et cible 2020
Champ de la mesure	Réussite au DUT des étudiants inscrits en première année d'IUT et qui ne se sont pas réorientés, en %

INDICATEUR SPECIFIQUE UCBL	Valeur 2015	Cible 2020
Taux de réussite au DUT en 2 ans	69,35%	>75 %

## COMMENTAIRES ETABLISSEMENT

**Commentaires :**

Les missions prioritaires de l'IUT Lyon 1 s'articulent selon le triptyque suivant : un étudiant, un diplômé, un emploi.

**Leviers :**

La cible de 75 % sera atteinte grâce à un échange avec les lycées, afin de réduire la différence de niveau d'exigence entre nos deux structures, par un accompagnement des étudiants en difficultés et par la mise en place de passerelles vers les formations d'autres filières des universités françaises et internationales.

IS 2	NOMBRE D'ETUDIANTS SOUS CONTRAT EN ALTERNANCE	UNIVERSITE LYON 1
------	---	-------------------

Action	Développer la formation continue et l'alternance
Objectif	Augmenter le nombre d'étudiants en formation par alternance

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre d'étudiants
Date de la mesure	Valeur 2015 et cible 2020
Champ de la mesure	Etudiants sous contrat en alternance

INDICATEUR SPECIFIQUE UCBL	Valeur 2015	Cible 2020
Nombre d'étudiants sous contrat en alternance	1 454	1 800

## COMMENTAIRES ETABLISSEMENT

## Commentaires :

L'essentiel des formations en alternance se situe en licence et en master.

## Leviers :

- En Licence : le nombre de parcours de licences professionnelles pour 2016 évolue sensiblement (+4). L'objectif de l'établissement est d'ouvrir tous ces parcours en alternance, ce qui entraînera une augmentation significative du nombre d'étudiants sous contrat en alternance
- En Master : une politique incitative d'ouverture des formations à l'alternance est mise en œuvre par l'établissement, ce qui devrait conduire à une augmentation du nombre d'étudiants sous contrat en alternance
- Les diplômes d'université des professionnels de santé seront progressivement remodelés pour s'inscrire dans le cadre du Développement Professionnel Continu (DPC).

## INDICATEURS SPÉCIFIQUES DE PERFORMANCE DE LA RECHERCHE

IS 3	NOMBRE DE BREVETS DEPOSES	UNIVERSITE LYON 1
------	---------------------------	-------------------

Action	Améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche
Objectif	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité nationale par le transfert et la valorisation des résultats de la recherche

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre de brevets déposés
Date de la mesure	31/12/ année n
Champ de la mesure	Établissements d'enseignement supérieur et structures externes chargées de la valorisation de leurs activités recherche

INDICATEUR SPECIFIQUE UCBL	Valeur Période 2011- 2015	Cible Période 2016- 2020
Nombre de brevets déposés	274	301

## COMMENTAIRES ETABLISSEMENT

## Commentaires :

L'UCBL se positionne en tête du classement universitaire français.

Rappel de chiffres sur la période 2011-2015 :

- Nombre de brevets déposés: en 2011 : 53, en 2012 : 62, en 2013 : 48, en 2014 : 69, en 2015 : 42
- Nombre de brevets exploités : en 2011 : 22, en 2012 : 19, en 2013 : 10, en 2014 : 21, en 2015 : 7.

## Leviers :

A travers la nomination d'un chargé de mission Valorisation et partenariats socio-économiques, l'UCBL ambitionne de dynamiser sa politique de valorisation, en améliorant ainsi le nombre de brevets déposés (+ 10%). Cette politique se conjuguera :

- à un soutien des enseignants-chercheurs dans la mise en œuvre des projets d'innovation à la frontière des disciplines
- à un plus fort accompagnement des enseignants-chercheurs dans leurs démarches administratives de dépôt de brevet.

## INDICATEURS SPÉCIFIQUES DE PERFORMANCE DE LA FORMATION

IS 4	NOMBRE D'ETUDIANTS UCBL ET PARTENAIRES DOUBLE DIPLOMES OU AYANT OBTENU UN DIPLOME MULTIPLE	UNIVERSITE LYON 1
Action	Construire une politique de relations internationales	
Objectif	Augmenter le nombre d'étudiants double diplômés ou ayant obtenu un diplôme multiple	
Description de l'indicateur		
Unité de mesure	Nombre d'Etudiants	
Date de la mesure	Valeur 2015 et cible 2020	
Champ de la mesure	Etablissements d'enseignement supérieur partenaires internationaux de l'université Lyon I	

INDICATEUR SPECIFIQUE UCBL	Valeur 2015	Cible 2020
Nombre d'étudiants UCBL et partenaires double diplômés ou ayant obtenu un diplôme multiple	85	95

## COMMENTAIRES ETABLISSEMENT

**Commentaires :**

Le projet d'ouverture à l'international des formations, et particulièrement des masters, est un objectif prioritaire de l'UCBL, inscrit dans le PALSE. D'importantes incitations seront mises en place pour atteindre les objectifs fixés.

**Leviers :**

La création de master Erasmus+ sera encouragée et soutenue par une aide effective dans l'élaboration des dossiers et la gestion des crédits de fonctionnement, à travers la cellule Europe de la filiale LIP de l'UCBL.

Par ailleurs, l'objectif d'accroître le nombre de double diplômés ou ayant obtenu un diplôme multiple sera atteint via :

- le développement de diplômes conjoints internationaux, en lien avec les enjeux mondiaux.
- l'organisation d'écoles thématiques internationales en lien avec l'excellence de la recherche de l'établissement.
- une meilleure coordination des dispositifs existants.



IS 5	NOMBRE DE PROJETS EUROPENS (EUROPEAN RESEARCH COUNCIL – HORIZON 2020)	UNIVERSITE LYON 1
------	--	-------------------

Action	Renforcer la politique de recherche à l'échelle européenne
Objectif	Augmenter le taux de succès aux appels d'offre européens

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre de contrats
Date de la mesure	Valeur 2015 et cible 2020
Champ de la mesure	Nombre de pays partenaires, financements obtenus

## A - Nombre de projets en cours

INDICATEUR SPECIFIQUE UCBL	Valeur 2015	Cible 2020
ERC + H 2020	24	30

## COMMENTAIRES ETABLISSEMENT

**Commentaires :**

L'UCBL s'appuiera sur sa filiale « LIP » en renforçant sa politique de réponse aux appels d'offres européens et internationaux. Le renforcement de l'attractivité de l'UCBL, au centre de cette stratégie d'ouverture à l'international, sera conduit en partenariat avec la ComUE UdL, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et les Hospices Civils de Lyon, ainsi que les pôles de compétitivité et les entreprises du territoire.

**Leviers :**

- Accompagnement des enseignants-chercheurs dans la réponse aux appels d'offres (programme H2020...)
- Déploiement de mesures incitatives pour permettre aux enseignants-chercheurs de renforcer les collaborations à l'échelle européenne (création de réseaux, mobilité, accueil de chercheurs et d'enseignants-chercheurs étrangers, montage de projets).

IS 6	NOMBRE DE THESES PREPAREES A LYON 1 APRES OBTENTION D'UN MASTER A L'ETRANGER ET/OU D'UN DIPLOME ADMIS EN EQUIVALENCE AU GRADE DE MASTER	UNIVERSITE LYON 1
------	---	-------------------

Action	Renforcer la visibilité et le rayonnement international de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Objectif	Augmenter le nombre de thèses soutenues après obtention d'un master à l'étranger

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre de thèses préparées après obtention d'un master obtenu à l'étranger
Date de la mesure	Valeur 2015 et cible 2020
Champ de la mesure	Nombre de thèses

## A - Nombre de projets en cours

INDICATEUR SPECIFIQUE UCBL	Valeur 2015	Cible 2020
Nombre de thèses préparées à Lyon 1 après obtention d'un master à l'étranger et/ou d'un diplôme admis en équivalence au grade de Master	82 (24 %)	102 (30 %)

## COMMENTAIRES ETABLISSEMENT

**Commentaires :** Cet indicateur est associé à l'attractivité des unités de recherche de l'UCBL et à leur visibilité à l'international.

Il intègre notamment des financements des pays partenaires permettant aux étudiants de réaliser leur thèse au sein de l'établissement.

Il constitue également un message vers les étudiants de l'UCBL pour les encourager à effectuer une partie de leur parcours à l'étranger.

**Leviers :**

- Rendre plus visibles les unités de recherche et leur activité scientifique à l'international
- Afficher les sujets de recherche
- Inciter la diffusion à l'international des sujets de recherche, dans le cadre des thèses financées hors contrats doctoraux ou CIFRE (70 %)

**VOLET SPÉCIFIQUE**  
**UNIVERSITÉ LYON 1-CLAUDE BERNARD**  
**ANNEXE « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## Université Claude Bernard – Lyon 1 - FORMATION

Annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2016

Académie de LYON  
Université Lyon I

L'établissement susvisé est accrédité à compter de l'année universitaire 2016-2017 en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

## Diplôme(s) universitaire(s) de technologie « cursus licence »

## IUT de LYON I

<i>Spécialités</i>	<i>implantation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
Génie biologique <u>Option(s) :</u> Analyses biologiques et biochimiques Agronomie Diététique	VILLEURBANNE-LA DOUA	2016-2017	5 ans	2020-2021
Chimie <u>Option(s) :</u> Chimie analytique et de synthèse	VILLEURBANNE-LA DOUA	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie chimique – Génie des procédés <u>Option(s) :</u> Procédés	VILLEURBANNE-LA DOUA	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie civil – Construction durable	VILLEURBANNE-LA DOUA	2016-2017	5 ans	2020-2021
Informatique	VILLEURBANNE-LA DOUA			
Gestion des entreprises et des administrations <u>Option(s) :</u> Gestion comptable et financière Gestion et management des organisations Gestion des ressources humaines	VILLEURBANNE-LA DOUA	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie biologique <u>Option(s) :</u> Industries agroalimentaires et biologiques	BOURG-EN-BRESSE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie thermique et énergie	BOURG-EN-BRESSE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Informatique	BOURG-EN-BRESSE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie électrique et informatique industrielle	VILLEURBANNE-GRATTE CIEL	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie électrique et informatique industrielle	VILLEURBANNE-GRATTE CIEL	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie mécanique et productique	VILLEURBANNE-GRATTE CIEL	2016-2017	3 ans	2018-2019
Génie mécanique et productique	VILLEURBANNE-GRATTE CIEL	2016-2017	3 ans	2018-2019
Génie industriel et maintenance	VILLEURBANNE-GRATTE CIEL	2016-2017	5 ans	2020-2021

Techniques de commercialisation	VILLEURBANNE-GRATTE CIEL	2016-2017	5 ans	2020-2021
Techniques de commercialisation	VILLEURBANNE-GRATTE CIEL	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION****Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20140755 Economie et gestion	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES****Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160329 Sciences et techniques des activités physiques et sportives		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ****Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20141137 Chimie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141138 Electronique, énergie électrique, automatique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141139 Génie civil		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141140 Informatique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141141 Mathématiques		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141142 Mécanique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160330 Physique, Chimie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141143 Physique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141144 Sciences de la Terre		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141146 Sciences de la vie et de la Terre		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141145 Sciences de la vie		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160336 Gestion et développement des organisations, des services sportifs et de loisirs		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160331 Bio-industries et biotechnologies		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160569 Chimie analytique, contrôle, qualité, environnement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160332 Chimie de synthèse		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160333 Chimie industrielle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160334 Commercialisation de produits et services		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160335 E-commerce et marketing numérique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160338 Génie des procédés et bioprocédés industriels		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160339 Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160340 Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques		2016-2017	5 ans	2020-2021

20160341 Maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160342 Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160343 Maintenance et technologie : technologie médicale et biomédicale	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160344 Management des activités commerciales	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160346 Management et gestion des organisations	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160347 Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160349 Métiers de l'industrie : conception de produits industriels	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160353 Métiers de l'industrie : conception et amélioration de processus et procédés industriels	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160357 Métiers de l'industrie : conception et processus de mise en forme des matériaux	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160361 Métiers de l'industrie : mécatronique, robotique	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160364 Métiers de l'industrie : métallurgie, mise en forme des matériaux et soudage	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160367 Métiers de l'information : archives, médiation et patrimoine	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160370 Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160373 Métiers de l'informatique : applications web	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160374 Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160376 Métiers de l'informatique : systèmes d'information et gestion de données	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160379 Métiers de l'électricité et de l'énergie	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160381 Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160382 Métiers de la GRH : assistant	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160383 Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160384 Métiers de la radioprotection et de la sécurité nucléaire	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160385 Métiers de la santé : nutrition, alimentation	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160386 Métiers des réseaux informatiques et télécommunications	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160387 Métiers du BTP : bâtiment et construction	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160388 Métiers du BTP : performance énergétique et environnementale des bâtiments	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160389 Métiers du BTP : travaux publics	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160390 Métiers du commerce international	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160568 Productions animales	VET AGRO SUP, U GRENOBLE ALPES	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160391 Productions végétales	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160392 Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement	2016-2017	5 ans	2020-2021	
20160393 Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle	2016-2017	5 ans	2020-2021	

## Domaine SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

### Diplôme(s) d'études universitaires scientifiques et techniques

Spécialité	établissement(s) co-accrédité(s)	année d'accreditation	durée	fin d'accreditation
19990417 METIERS DE LA FORME		2011-2012	10 ans	2020-2021
20070342 ANIMATION ET GESTION DES ACTIVITES PHYSIQUES, SPORTIVES OU CULTURELLES		2011-2012	10 ans	2020-2021

## Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION

### Master(s)

mention(s)	établissement(s) co-accrédité(s)	année d'accreditation	durée	fin d'accreditation
20160416 Management stratégique	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, EC LYON, ENTPE LYON, LYON 2,	2016-2017	2 ans	2017-2018

## LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM

**Domaine SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160492 STAPS : activité physique adaptée et santé		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160493 STAPS : entraînement et optimisation de la performance sportive	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160494 STAPS : management du sport		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20080022 EDUCATION ET SANTE PUBLIQUE spécialité(s) : EDUCATION A LA SANTE DES ENFANTS, ADOLESCENTS ET JEUNES ADULTES	EHESP RENNES, CLERMONT-FERRAND 1, CLERMONT-FERRAND 2	2012-2013	5 ans	2016-2017
20160426 Etudes sur le genre	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160434 Information, communication	SAINT-ETIENNE, ENSSIB LYON, LYON 2, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160470 Philosophie	LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160452 Sciences de l'eau	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160491 Sciences de l'information et des bibliothèques	ENSSIB LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160486 Acoustique	EC LYON, ENTPE LYON, INSA LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160487 Actuariat		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160488 Bio-informatique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160489 Biochimie, biologie moléculaire		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160490 Biodiversité, écologie et évolution	VET AGRO SUP	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160419 Biologie intégrative et physiologie	VET AGRO SUP	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160437 Biologie moléculaire et cellulaire	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160439 Biologie végétale		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160472 Biologie	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160440 Cancer	VET AGRO SUP	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160445 Chimie et sciences des matériaux	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160448 Chimie physique et analytique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160442 Chimie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160451 Didactique des sciences	ENS LYON, MONTPELLIER	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160460 Econométrie, statistiques	EC LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160461 Electronique, énergie électrique, automatique	SAINT-ETIENNE, EC LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160462 Energie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160463 Génie civil	ENI ST ETIENNE, EC LYON, ENTPE LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160464 Génie des procédés et des bio-procédés	ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160459 Informatique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, LYON 2, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160465 Ingénierie de la santé	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160466 Mathématiques appliquées, statistique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021

20160468 Mathématiques et applications	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160475 Microbiologie	VET AGRO SUP	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160476 Mécanique	ENI ST ETIENNE, ENSM ST ETIENNE, EC LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160477 Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises - MIAE		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160478 Nanosciences et nanotechnologies	EC LYON, INSA LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160479 Neurosciences		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160480 Physique	MONTPELLIER	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, EC LYON, ENTPE LYON, LYON 2, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018
20160482 Santé publique	EC LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160481 Santé		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160452 Sciences de l'eau	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160483 Sciences de l'océan, de l'atmosphère et du climat	EC LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160474 Sciences de la Terre et des planètes, environnement	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160473 Sciences de la matière	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160484 Sciences du médicament	VET AGRO SUP	2016-2017	5 ans	2020-2021

## FORMATIONS DE SANTE REGLEMENTEES

### MEDECINE

<i>Intitulé du diplôme conformément à la réglementation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
<b>1<sup>er</sup> cycle</b>			
Diplôme de formation générale en sciences médicales (DFGSM) Lyon Est Lyon Sud	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>2<sup>ème</sup> cycle</b>			
Diplôme de formation approfondie en sciences médicales (DFASM) Lyon Est Lyon Sud	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>3<sup>ème</sup> cycle : Diplôme d'Etat de docteur en médecine</b>			
Diplômes d'études spécialisées (DES)	2016-2017	5 ans	2020-2021
<u>Spécialités médicales :</u>			
Anatomie et cytologie pathologiques			
Cardiologie et maladies vasculaires			
Dermatologie et vénéréologie			
Endocrinologie, diabétologie, maladies métaboliques			
Gastro-entérologie et hépatologie			
Génétique médicale			
Hématologie			
Médecine interne			
Médecine nucléaire			
Médecine physique et de réadaptation			
Néphrologie			



Neurologie  
Oncologie  
Pneumologie  
Radiodiagnostic et imagerie médicale  
Rhumatologie

Spécialités chirurgicales :

Chirurgie générale  
Neurochirurgie  
Ophtalmologie  
Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale

Autres spécialités :

Anesthésie-réanimation  
Biologie médicale  
Gynécologie médicale  
Gynécologie-obstétrique  
Médecine générale  
Médecine du travail  
Pédiatrie  
Psychiatrie  
Santé publique et médecine sociale  
Chirurgie orale

---

**3<sup>ème</sup> cycle :**

Diplômes d'études spécialisées complémentaires de type II (qualifiants) (DESC II)	2016-2017	5 ans	2020-2021
--	-----------	-------	-----------

Chirurgie infantile  
Chirurgie maxillo-faciale et stomatologie  
Chirurgie orthopédique et traumatologie  
Chirurgie plastique reconstructrice et esthétique  
Chirurgie thoracique et cardio-vasculaire  
Chirurgie urologique  
Chirurgie vasculaire  
Chirurgie viscérale et digestive  
Gériatrie  
Réanimation médicale

---

**3<sup>ème</sup> cycle :**

Diplômes d'études spécialisées complémentaires de type I (non qualifiants) (DESC I)	2016-2017	5 ans	2020-2021
--	-----------	-------	-----------

Addictologie  
Allergologie et immunologie clinique  
Andrologie  
Cancérologie  
Dermatopathologie  
Foetopathologie

Hémodiagnostic-transfusion  
 Médecine de la douleur et médecine palliative  
 Médecine de la reproduction  
 Médecine légale et expertises médicales  
 Médecine du sport  
 Médecine d'urgence  
 Médecine vasculaire  
 Néonatalogie  
 Neuropathologie  
 Nutrition  
 Pathologie infectieuse et tropicale, clinique et biologique  
 Pharmacologie clinique et évaluation des thérapeutiques  
 Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent

---

**Diplômes de formation continue :**

Capacités	2016-2017	5 ans	2020-2021
Addictologie clinique			
Allergologie			
Angiologie			
Evaluation et traitement de la douleur			
Gérontologie			
Médecine et de biologie du sport			
Médecine de catastrophe			
Pratiques médico-judiciaires			
Technologie transfusionnelle			

---

**ODONTOLOGIE**

<i>Intitulé du diplôme conformément à la réglementation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
<b>1<sup>er</sup> cycle</b>			
Diplôme de formation générale en sciences odontologiques (DFGSO)	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>2<sup>ème</sup> cycle</b>			
Diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques (DFASO)	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>3<sup>ème</sup> cycle court : Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire</b>			
Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>3<sup>ème</sup> cycle long : Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire</b>			
	2016-2017	5 ans	2020-2021
DES Médecine bucco-dentaire			
DES Chirurgie orale			
DES Orthopédie dento-faciale			

---

**PHARMACIE**

<i>Intitulé du diplôme conformément à la réglementation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
---	----------------------------------	--------------	--------------------------------

<b>1<sup>er</sup> cycle</b> Diplôme de formation générale en sciences pharmaceutiques (DFGSP)	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>2<sup>ème</sup> cycle</b> Diplôme de formation approfondie en sciences pharmaceutiques (DFASP)	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>3<sup>ème</sup> cycle court : Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie</b> Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>3<sup>ème</sup> cycle long : Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie</b>  DES de Pharmacie. <u>options :</u> Pharmacie hospitalière-pratique et recherche (PH-PR) Pharmacie industrielle et biomédicale (PH-PIBM) DES Innovation pharmaceutique et recherche DES Biologie médicale	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>3<sup>ème</sup> cycle Diplômes d'études spécialisées complémentaires (DESC I)</b> DESC Radiopharmacie et radiobiologie DESC Biologie des agents infectieux DESC Cytogénétique humaine DESC Pharmacocinétique et métabolisme des médicaments	2016-2017	5 ans	2020-2021

## MAÏEUTIQUE

<i>Intitulé du diplôme conformément à la réglementation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
<b>1<sup>er</sup> cycle</b> Diplôme de formation générale en sciences maïeutiques (DFGSMa)	2016-2017	5 ans	2020-2021
<b>2<sup>ème</sup> cycle</b> Diplôme d'Etat de sage-femme	2016-2017	5 ans	2020-2021

## ORTHOPTIE

<i>Intitulé du diplôme conformément à la réglementation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
<b>1<sup>er</sup> cycle</b> Certificat de capacité d'orthoptiste	2016-2017	5 ans	2020-2021

## ORTHOPHONIE –

<i>Intitulé du diplôme conformément à la réglementation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
<b>1<sup>er</sup> cycle et 2<sup>ème</sup> cycle</b> Certificat de capacité d'orthophoniste	2016-2017	5 ans	2020-2021

## AUDIOPROTHESE

<i>Intitulé du diplôme conformément à la réglementation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
<b>1<sup>er</sup> cycle</b> Diplôme d'Etat d'audioprothésiste	2016-2017	5 ans	2020-2021



## Université Claude Bernard – Lyon 1 - RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Organismes	Tutelles Établissements	Partenaires
<b>DS1 Mathématiques</b>					
UMR 5208	INSTITUT CAMILLE JORDAN (ICJ)	BENZONI Sylvie	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , U- ST Etienne, EC Lyon, INSA Lyon	INRIA
FR 3490	FEDERATION DE RECHERCHE EN MATHEMATIQUES RHONE-ALPES-AUVERGNE	GUILLIN Arnaud		<a href="#">U-Clermont-Ferrand 2</a> , U-Lyon 1, U- ST Etienne, EC Lyon, INSA Lyon, U-Grenoble-Alpes, INP Grenoble	
<b>DS2 Physique</b>					
UMR 5306	INSTITUT LUMIERE MATIERE (ILM)	DUGOURD Philippe	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5822	INSTITUT DE PHYSIQUE NUCLEAIRE DE LYON (IPNL)	CHANFRAY Guy	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5672	LABORATOIRE DE PHYSIQUE DE L'ENS DE LYON	DAUXOIS Thierry	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> , U-Lyon 1	
FR 3127	FEDERATION DE RECHERCHE ANDRE MARIE AMPERE	SAN MIGUEL Alfonso	CNRS INRA	<a href="#">U-Lyon 1</a> , EC Lyon, INSA Lyon, ENS Lyon	
<b>DS3 Sciences de la Terre et de l'Univers - Espace</b>					
UMR 5574	CENTRE DE RECHERCHE ASTROPHYSIQUE DE LYON (CRAL)	TRESSE Laurence	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , ENS Lyon	
UMR 5276	LABORATOIRE DE GEOLOGIE DE LYON : TERRE, PLANETES ET ENVIRONNEMENT (LGL-TPE)	MATTIOLI Emanuela	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , ENS Lyon	
FED 4271	CENTRE DE RESSOURCES POUR LES SCIENCES DE L'ÉVOLUTION (CERESE)	JOLY Pierre		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMS 3721	COMET	DANIEL Isabelle	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
<b>DS4 Chimie</b>					
UMR 5223	INGENIERIE DES MATERIAUX POLYMERES (IMP)	CASSAGNAU Philippe	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, U-ST Etienne	
UMR 5278	HYDRAZINES ET COMPOSES ENERGETIQUES POLYAZOTES	LACOTE Emmanuel	CNRS CNES	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5256	INSTITUT DE RECHERCHES SUR LA CATALYSE ET L'ENVIRONNEMENT DE Lyon (IRCELYON)	PINEL Catherine	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5246	INSTITUT DE CHIMIE ET BIOCHIMIE MOLECULAIRES ET SUPRAMOLECULAIRES (ICBMS)	PIVA Olivier	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , INSA Lyon, CPE Lyon	
UMR 5615	LABORATOIRE DES MULTIMATERIAUX ET INTERFACES (LMI)	BRIOUDE Arnaud	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
EA 4446	MOLECULES BIOACTIVES ET CHIMIE MEDICINALE (B2MC)	LE BORGNE Marc		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5280	INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES (ISA)	SCHILDKNECHT Nathalie	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , ENS Lyon	
UMR 5265	CHIMIE, CATALYSE, POLYMERES ET PROCEDES (C2P2)	MCKENNA Timothy	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , ESCPE Lyon	
UMR 5182	LABORATOIRE DE CHIMIE (LCH)	ANDRAUD Chantal	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> , U-Lyon 1	

FR 3023	INSTITUT DE CHIMIE DE LYON (ICL)	ANDRIOLETTI Bruno	CNRS, IRSTEA, CNES	<a href="#">U-Lyon 1</a> , INSA Lyon, CPE Lyon, ENS Lyon, U-St Etienne
------------	----------------------------------	----------------------	--------------------------	---

Label	Intitulé	Responsable	Organismes	Tutelles Établissements	Partenaires
-------	----------	-------------	------------	----------------------------	-------------

<b>DS5</b>	<b>Biologie, Médecine, Santé</b>				
EA 7424	LABORATOIRE INTERUNIVERSITAIRE DE BIOLOGIE DE LA MOTRICITÉ (LIBM)	COLLET Christian		<a href="#">U-St Etienne</a> , U-Lyon 1, U- Savoie	
UMR 5229	INSTITUT DES SCIENCES COGNITIVES Marc JEANNEROD	SIRIGU Angela	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UM 144 UMR 5308 UMR-S 1111	CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN INFECTIOLOGIE (CIRI)	COSSET François-Loïc	CNRS, INSERM, Institut Pasteur	<a href="#">U-Lyon 1</a> , ENS Lyon	
UMR_S 1208 USC 1361	INSTITUT CELLULE SOUCHE ET CERVEAU	DEHAY Colette	INSERM, INRA	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UM 145 UMR 5292 UMR-S 1028	CENTRE DE RECHERCHE EN NEUROSCIENCES DE LYON (CRNL)	BERTRAND Olivier	CNRS, INSERM	<a href="#">U-Lyon 1</a> , U-St Etienne	
EA 3738	CIBLAGE THÉRAPEUTIQUE EN ONCOLOGIE	GILLY François- Noel	HCL	<a href="#">U-Lyon 1</a> , U-St Etienne	
EA 7425	QUALITE SECURITE PERFORMANCE EN SANTE (HESPER)	SCHOTT ANNE- MARIE	HCL	<a href="#">U-Lyon 1</a> , U-St Etienne	
UMR 5305	BIOLOGIE TISSULAIRE ET INGENIERIE THERAPEUTIQUE (LBTI)	VERRIER Bernard	CNRS, HCL	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UM 146 UMR 5310 UMR-S 1217	INSTITUT NEUROMYOGÈNE (INMG)	SCHAEFFER Laurent	CNRS, INSERM	<a href="#">U-Lyon 1</a>	U-St Etienne
UMR 5086	MICROBIOLOGIE MOLECULAIRE ET BIOCHIMIE STRUCTURALE (MMSB)	JAULT Jean- Michel	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
EA 4130	IMMUNOGENOMIQUE ET INFLAMMATION	MIOSSEC Pierre	HCL	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR_S 1213	NUTRITION ET CERVEAU	MITHIEUX Gilles	INSERM	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5304	LABORATOIRE SUR LE LANGAGE, LE CERVEAU ET LA COGNITION (L2C2)	NAZIR Tatjana	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UM 92 UMR-S 1060 UMR-A 1235	LABORATOIRE DE RECHERCHE CARDIOVASCULAIRE, MÉTABOLISME, DIABÉTOLOGIE ET NUTRITION (CARMEN)	VIDAL Hubert	INSERM, INRA	<a href="#">U-Lyon 1</a> , INSA Lyon	
UMR_S 1032	APPLICATIONS DES ULTRASONS A LA THERAPIE (LABTAU)	LAFON Cyril	INSERM Centre Léon Bérard	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5240	MICROBIOLOGIE, ADAPTATION ET PATHOGENIE (MAP)	NASSER William	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , INSA Lyon	
UMR_S 1033	PHYSIOPATHOLOGIE, DIAGNOSTIC ET TRAITEMENTS DES MALADIES OSSEUSES (LYOS)	CLEZARDIN Philippe	INSERM	<a href="#">U-Lyon 1</a>	

UMR_T 9405	UNITÉ MIXTE DE RECHERCHE ÉPIDÉMIOLOGIQUE ET DE SURVEILLANCE TRANSPORT TRAVAIL ENVIRONNEMENT (UMRESTE)	HOURS Martine	IFSTTAR	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UM 93 UMR 5286 UMR-S 1052	CENTRE DE RECHERCHE EN CANCEROLOGIE DE LYON (CRCL)	PUISIEUX Alain	CNRS, INSERM, HCL, CENTRE LEON BERARD	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UM 148 UMR 5239 UMR_S 1210	LABORATOIRE DE BIOLOGIE ET MODELISATION DE LA CELLULE	JALINOT Pierre	CNRS INSERM	<a href="#">ENS Lyon</a> , U-Lyon 1, U-St Etienne	<i>U-Grenoble- Alpes</i>
UMR 5242 USC 1370	INSTITUT DE GENOMIQUE FONCTIONNELLE DE LYON (IGFL)	RUGGIERO Florence	CNRS INRA	<a href="#">ENS Lyon</a> , U-Lyon 1	
EA 4609	HEMOSTASE, INFLAMMATION ET SEPSIS	NEGRIER Claude	HCL	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMS 3453	SANTE LYON-EST - Louis Léopold OLLIER	MOUCHIROUD Guy	CNRS INSERM	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMS 3	INSTITUT DE BIOLOGIE ET CHIMIE DES PROTÉINES (IBCP)	GEOURJON Christophe	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
EA 7426	PHYSIOPATHOLOGIE DE L'IMMUNODEPRESSION ASSOCIEE AUX REPONSES INFLAMMATOIRES SYSTEMIQUES (PI3)	MONNERET Guillaume		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMS 3421	BIOLOGIE DE CAENORHABDITIS ELEGANS	CARRE- PIERRAT Maïté	CNRS INSERM	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMS 3444	BIOSCIENCES	MARVEL Jacqueline	CNRS INSERM	<a href="#">ENS Lyon</a> , U-Lyon 1	

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles	Partenaires
			Organismes Établissements	

<b>DS6</b>	<b>Sciences Humaines et Humanités</b>				
EA 4148	SCIENCES, SOCIÉTÉ, HISTORICITÉ, ÉDUCATION, PRATIQUES (S2HEP)	LAUTESSE Philippe		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5138	ARCHÉOLOGIE ET 'ARCHÉOMÉTRIE (ArAr)	POUX Matthieu	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> , U-Lyon1	
EA 4129	PARCOURS SANTÉ SYSTEMIQUE (P2S)	DUSSART Claude		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
EA 4147	EQUIPE DE RECHERCHE DE LYON EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ELICO)	GARCIN- MARROU Isabelle		<a href="#">U-Lyon 2</a> , U-Lyon 1, Lyon 3, ENSSIB Lyon, IEP Lyon	
FED 4272	CONFÉDÉRATION RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SPORT (CRIS)	BELLI Alain		<a href="#">U-Lyon 1</a> , U-St Etienne, U- Savoie	

<b>DS7</b>	<b>Sciences Sociales</b>				
EA 7428	LABORATOIRE SUR LES VULNÉRABILITÉS ET L'INNOVATION DANS LE SPORT (L-VIS)	SOULE Bastien		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
EA 2429	LABORATOIRE DE SCIENCES ACTUARIELLE ET FINANCIÈRE (SAF)	ROBERT Christian Yann		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5824	GROUPE D'ANALYSE ET DE THÉORIE ÉCONOMIQUE LYON - ST-ETIENNE (GATE L-SE)	PATY Sonia	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> , U-Lyon 1, U-St Etienne, ENS Lyon	
FED 4273	MANAGEMENT ET ÉCONOMIE LYON SAINT ETIENNE ('MAELYSE)	WIRTZ Peter		<a href="#">U-Lyon 3</a> , U-Lyon 1, U-St Etienne, EC Management Lyon, U-U-Lyon 2, ENS Lyon	

Label	Intitulé	Responsable	Organismes	Tutelles Établissements	Partenaires
<b>DS8 Sciences pour l'Ingénieur</b>					
UMR_T 9406	LABORATOIRE DE BIOMÉCANIQUE ET MECANIQUE DES CHOCS (LBMC)	MITTON David	IFSTTAR	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5509	LABORATOIRE DE MÉCANIQUE DES FLUIDES ET D'ACOUSTIQUE (LMFA)	BLANC-BENON Philippe	CNRS	<a href="#">EC Lyon</a> , U-Lyon 1, INSA DE Lyon,	U-St Etienne
UMR 5005 USC 1407	LABORATOIRE AMPÈRE	ALLARD Bruno	CNRS INRA	<a href="#">EC Lyon</a> , U-Lyon 1, INSA de Lyon	
UMR 5008	CENTRE D'ENERGETIQUE ET DE THERMIQUE DE LYON (CETHIL)	BONJOUR Jocelyn	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1	
UMR 5510	MATÉRIAUX : INGÉNIERIE ET SCIENCE (MATEIS)	CHEVALIER Jérôme	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1	
EA 7427	LABORATOIRE DES MATERIAUX COMPOSITES POUR LA CONSTRUCTION (LMC2)	FERRIER Emmanuel		<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5007	LABORATOIRE D'AUTOMATIQUE ET DE GENIE DES PROCEDES (LAGEP)	BRIANÇON Stéphanie	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	
UMR 5285	LABORATOIRE DE GENIE DES PROCEDES CATALYTIQUES (LGPC)	FONGARLAND Pascal	CNRS	<a href="#">ESCPE Lyon</a> , U-Lyon 1	
FED 4092	CONSORTIUM LYON-SAINT-ETIENNE DE MICROSCOPIE (CLYM)	MASENELLI-VARLOT Karine		<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, U-St Etienne, ENSM St Etienne, EC CENTRALE Lyon/ENISE, ENTPE, VETAGRO SUP Lyon, ENS Lyon	
FED 4161	OBSERVATOIRE DE TERRAIN EN HYDROLOGIE URBAINE (OTHU)	BARRAUD Sylvie		<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, EC CENTRALE Lyon, VETAGRO SUP Lyon, U-Lyon 2, U-Lyon 3, ENTPE Lyon	
FR 3411	INGÉNIERIE LYON SAINT-ETIENNE (INGELYSE)	LANCE Michel		<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, U-St Etienne, ENSM St Etienne, EC Lyon/ENISE, CPE, ECAM, ENTPE	

<b>DS9 Sciences et technologies de l'information et de la communication</b>					
EA 4570	DECISION, INFORMATION POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION (DISP)	BOTTA-GENOULAZ Valérie		<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, U-Lyon 2	
UMR 5205	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE EN IMAGES ET SYSTEMES D'INFORMATION (LIRIS)	HACID Mohan-Saïd	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, U-Lyon 2, U-Lyon 3, EC Lyon	U-Lyon 3
UM 147 UMR 5220 UMR-S 1206	CENTRE DE RECHERCHE EN ACQUISITION ET TRAITEMENT D'IMAGES POUR LA SANTE (CREATIS)	BEUF Olivier	CNRS INSERM	<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, U-St Etienne	
UMR 5270	INSTITUT DES NANOTECHNOLOGIES DE LYON (INL)	BRU-CHEVALLIER Catherine	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> , U-Lyon 1, EC. Centrale Lyon, CPE Lyon	
UMR 5668	LABORATOIRE DE L'INFORMATIQUE DU PARALLELISME (LIP)	HANROT Guillaume	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> , U-Lyon 1	
EA 3083	ENTREPOTS, REPRESENTATION ET INGENIERIE DES CONNAISSANCES (ERIC)	DARMONT Jérôme		<a href="#">U-Lyon 2</a> , U-Lyon 1, EPHE	
FR 3403	FEDERATION LYONNAISE DE MODELISATION ET SCIENCES NUMERIQUES (FLMSN)	BUFFAT Marc	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , U-Lyon 2, ENS Lyon, INSA Lyon, EC. Centrale Lyon	U-Lyon 3



Label	Intitulé	Responsable	Organismes	Tutelles Établissements	Partenaires
<b>DS10</b>	<b>Agronomie</b>				
EA 3733	BIOINGENIERIE ET DYNAMIQUE MICROBIENNE AUX INTERFACES DES ALIMENTS (BIODYMIA)	DEGRAEVE Pascal		<a href="#">U-Lyon 1</a> , ISARA	
UMR 5023 USC 1369	LABORATOIRE D'ECOLOGIE DES HYDROSYSTEMES NATURELS ANTHROPISES (LEHNA)	DOUADY Christophe	CNRS, INRA	<a href="#">U-Lyon 1</a> , ENTPE	
UMR 5557 USC 1364	LABORATOIRE D'ECOLOGIE MICROBIENNE (LEM)	MOENNE- LOCCOZ Yvan	CNRS, INRA	<a href="#">U-Lyon 1</a>	<i>U. St Etienne</i>
UMR_A 754	INFECTIONS VIRALES ET PATHOLOGIE COMPAREE (IVPC)	ARCHER Fabienne	INRA	<a href="#">U-Lyon 1</a> , EPHE	
UMR 5558	BIOMÉTRIE ET BIOLOGIE EVOLUTIVE (LBBE)	GOUY Manolo	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , VETAGRO SUP Lyon	
UMR 5667	REPRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES PLANTES (RDP)	VERNOUX Teva	CNRS,	<a href="#">ENS Lyon</a> , U-Lyon 1	
FR 3728	BIO-ENVIRONNEMENT ET SANTE	MOUCHIROUD Dominique	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , VETAGRO SUP Lyon, INSA Lyon, ENTPE Lyon	



## VOLET SPECIFIQUE

### UNIVERSITE LUMIERE – LYON 2

#### Introduction

#### I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE UdL

- I-1- Etre un acteur essentiel du pôle LLSHS du site*
- I-2- Poursuivre la construction d'une offre de formation de site*
- I-3- Renforcer les liens avec les acteurs socio-économiques, les acteurs institutionnels et culturels*

#### II- La formation

- II-1- Garantir la diversité des formations disciplinaires et valoriser les compétences transversales*
- II-2- Développer la pluridisciplinarité et faciliter l'orientation par la spécialisation progressive*
- II-3- Internationaliser les formations*
- II-4- S'ouvrir à des publics diversifiés*
- II-5- Renforcer les usages du numérique et de la pédagogie dans le supérieur*
- II-6- Mettre en place une démarche qualité dans le pilotage des formations*

#### III- La recherche

- III- 1 – Soutenir une recherche innovante et pluridisciplinaire ouverte sur les enjeux de société*
- III- 2 - Accroître la visibilité internationale de la recherche*
- III- 3 - Développer les outils de pilotage et la valorisation de la recherche*
- III- 4 – Renforcer l'articulation recherche/formation et accompagner l'évolution du doctorat*

#### IV- Une organisation et des structures au service des missions de l'université

- IV-1- Renforcer la communication interne et la coopération entre services*
- IV-2- Poursuivre la mise aux normes des locaux et amplifier les travaux sur le campus Porte des Alpes*
- IV-3- Mettre en place une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines*
- IV-4- Assurer le renforcement des Systèmes d'Information (SI)*
- IV-5- Contribuer à la création du pôle LLSHS au sein de la ComUE UdL*

#### Jalons

#### Annexe financière

#### Indicateurs de performance

#### Annexe formation et recherche

## INTRODUCTION

L'université Lumière Lyon 2 est actuellement l'une des deux grandes universités de Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales du site de Lyon-Saint-Etienne. Cette position et ces domaines de spécialités appellent le développement de stratégies permettant tout à la fois de valoriser les spécificités de l'établissement et de jouer un rôle moteur dans le déploiement d'orientations partagées sur le site.

Le premier enjeu est de mettre en œuvre une politique de formation initiale et continue exigeante au service des étudiant.es, garantissant un cadre commun aux formations de l'établissement tout en laissant aux équipes pédagogiques la définition des modalités et de l'organisation des enseignements. Cette politique vise à favoriser l'orientation et la spécialisation progressive des cursus, assure dans un cadre concerté entre les composantes et les services centraux la souplesse nécessaire à l'organisation de la formation continue et des formations en alternance, organise la mise en commun de formations entre établissements du site lorsque cela contribue à une meilleure lisibilité de l'offre de formation et correspond à des projets pédagogiques partagés.

Il s'agit aussi de mener une politique de recherche respectueuse de la diversité des disciplines et de leur structuration, qui organise de manière concertée au sein des conseils et avec les directions des laboratoires la répartition des moyens et des crédits, qui défend les SHS au sein de la COMUE et qui s'attache à y développer des services de support et d'accompagnement mutualisés, notamment par la restauration d'une véritable Maison des Sciences de l'Homme.

Ces ambitions pour les formations et la recherche en SHS nécessitent également, de manière transversale, une politique internationale permettant, au-delà d'un renforcement de la mobilité enseignante et étudiante (licence, master, mais aussi doctorat), d'établir et de garantir de véritables relations internationales en matière de formation et de recherche.

### **I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE Udl**

#### ***I-1- Etre un acteur essentiel du pôle LLSHS du site***

Les universités Lyon 2 et Lyon 3 sont les deux grandes universités de LLSHS du site Lyon-Saint-Etienne. Il leur revient, en partenariat et en s'appuyant sur leurs spécificités respectives, de soutenir la place et le développement des SHS sur le site. Cela passe par le renforcement des unités de recherche de ce domaine et notamment par la refondation d'une Maison des Sciences de l'Homme (MSH se substituant à l'actuel ISH) donnant un support aux activités de recherche par la mise à disposition de services et d'outils partagés et permettant le déploiement de projets communs en SHS, tant à l'échelle du site que dans le cadre de programmes nationaux et internationaux. Le développement des SHS passe aussi par une affirmation plus claire de leur place et de leur force fédératrice dans les projets pluridisciplinaires. Cette perspective pluridisciplinaire est encouragée par des projets de coopération et de mutualisation tels que celui de la MSH, qui est appelée à développer des axes de recherche structurants dans lesquels pourront se reconnaître l'ensemble des laboratoires, et par le soutien aux initiatives mobilisant des chercheur.euses issu.es de différentes unités de recherche et disciplines. Plus généralement, des rapprochements entre les deux universités Lyon 2 et Lyon 3 devront être envisagés pour rendre l'offre de formation en LLSHS plus lisible et pour assurer une meilleure visibilité de ces domaines de formation et de recherche, tant sur le site qu'à l'échelle nationale et internationale.

#### ***I-2- Poursuivre la construction d'une offre de formation de site***

Le travail de coopération mené sur le site au niveau des masters doit se poursuivre. Il en va de même pour les pôles formation-recherche qui se structurent dans le cadre des travaux préparatoires à la candidature IDEX et qui présentent les grands axes de développement du site de Lyon. Ce travail pourra également être mené au niveau des licences, notamment les licences professionnelles, où la concertation entre les quatre universités du site, incluant leurs IUT, est essentielle et facilite l'orientation des étudiant.es des premiers cycles.

L'enseignement des langues devra également donner lieu à une coopération plus poussée des centres de langues. Articulées à une découverte des cultures, ces formations de site peuvent encore dynamiser la mobilité internationale et rencontrer une demande de formation continue pour les acteurs de la vie socio-économique et culturelle de la Région.

Enfin, il sera envisagé d'unifier la préparation à l'agrégation en renforçant la coopération (déjà très avancée dans certaines filières) entre les établissements. Il importe également de mieux coordonner l'offre de formation en LLSHS avec l'université Lyon 3 afin de lui donner une meilleure lisibilité.

#### ***I-3- Renforcer les liens avec les acteurs socio-économiques, les acteurs institutionnels et culturels***

Les liens avec les acteurs du monde socio-économique, institutionnel et culturel sont renforcés par l'accent mis sur la formation continue et la formation en alternance, avec un pilotage politique renforcé par l'intermédiaire d'une vice-présidence dédiée en vue de mieux accompagner les équipes dans l'ingénierie de formation. L'introduction de stages dans l'ensemble des maquettes de master devra également s'accompagner de la mise en place de réseaux de partenaires et du développement de projets collectifs. Les différentes chaires impliquant des formations, des laboratoires, des partenaires économiques, associatifs et institutionnels doivent encore être valorisées et renforcées. Par ailleurs, l'établissement porte le projet de liens plus étroits entre les activités des campus et celles des communes de la métropole, à la fois en ouvrant les activités de l'université à un public diversifié et en participant aux projets développés par les communes. Dans le domaine de la recherche, les programmes impliquant, sous différentes formes, les collectivités locales, les acteurs du monde socio-économique ou des institutions culturelles seront encouragés. L'augmentation du nombre de thèses en contrat CIFRE – et donc l'accompagnement consacré à ces projets – constituera également une priorité.

## II- La formation

### ***II-1- Garantir la diversité des formations disciplinaires et valoriser les compétences transversales***

L'université Lyon 2 propose des formations dans des disciplines variées et parfois pas ou peu développées dans d'autres établissements du site ou de la région. Cette richesse doit être préservée, de la licence au doctorat. Elle doit s'accompagner, pour les formations à petits effectifs, d'un effort de mutualisation avec les établissements du site lorsque des cursus analogues y sont proposés. Elle doit aussi s'accompagner d'une meilleure valorisation des compétences acquises dans ces cursus pour soutenir les étudiant.es, tant dans leurs projets de formations que pour leur insertion professionnelle.

La politique des stages en licence et master, les options professionnalisantes et les UE transversales pourront être déclinées de manière différentielle selon les spécificités de chaque cursus. L'Unité d'Enseignement (UE) transversale, présente dans toutes les maquettes de licence, a pour vocation de favoriser la professionnalisation par l'accent mis sur l'entrepreneuriat et les initiatives étudiantes, par le renforcement de l'ouverture internationale (seconde langue ou programme Minerve<sup>1</sup>), par la pratique des stages ou bien par des niveaux avancés de certification informatique. Les enseignements de TIC sont ainsi intégrés dans l'ensemble des licences de l'établissement en L1 et L2 et doivent permettre l'accès au plus grand nombre d'étudiant.es à la certification C2I. Dans une partie des licences, ces enseignements se poursuivent en L3, avec le passage d'un enseignement général à un enseignement de TIC spécialisées dans les disciplines concernées. Le projet personnel et professionnel de l'étudiant passe enfin par l'acquisition tout au long du cursus de méthodes, d'outils, de compétences propres aux secteurs d'activité sur lesquels débouchent les formations.

### ***II-2- Développer la pluridisciplinarité et faciliter l'orientation par la spécialisation progressive***

La pluridisciplinarité est en premier lieu présente dans la nouvelle offre de formation de l'université Lyon 2 à travers les « portails » mis en place en première année. Alliant des disciplines qui s'articulent les unes aux autres dans la perspective d'une formation intellectuelle ouverte et de qualité, ces portails visent notamment à favoriser l'orientation des étudiant.es. A l'issue de leur première année, ils et elles ont ainsi la possibilité de choisir entre plusieurs mentions de licence. Ces portails donnent l'opportunité de poursuivre dans une perspective alliant plusieurs disciplines complémentaires dès la L2 ou en L3, avec des parcours ouverts, pour une partie d'entre eux, sur d'autres champs disciplinaires que celui de la mention du diplôme. Il s'agit de donner une solide formation intellectuelle aux étudiant.es en garantissant la maîtrise d'un socle disciplinaire tout en développant des connaissances et compétences en lien avec d'autres domaines. Il s'agit aussi de favoriser l'accès à des masters thématiques pluridisciplinaires, pour la plupart co-accrédités, qui engagent un partenariat étroit entre des équipes et des pratiques disciplinaires variées en vue d'une formation alliant des savoirs et des compétences complémentaires.

### ***II-3- Internationaliser les formations***

Le développement de l'internationalisation des formations dispensées par l'établissement ne pourra se faire sans une politique d'ouverture internationale ambitieuse, qui passe par la création et/ou le renforcement des synergies entre les formations et les relations internationales, avec les différentes ressources de l'établissement (CIEF<sup>2</sup>, Centre des langues, Minerve), la généralisation de la pratique d'une seconde langue

<sup>1</sup> MINERVE : Mobilité des Institutions d'Enseignement et de Recherche en Vue d'un Espace Educatif Européen.

<sup>2</sup> CIEF : Centre International d'Etudes Françaises

et le développement des mobilités. Cela se fera également par la construction d'une véritable stratégie d'établissement en matière de relations internationales (identification de zones prioritaires, développement fort de diplômes en partenariat international).

L'attractivité de l'université auprès des partenaires actuels et futurs passe également par le développement des enseignements en anglais ou autres langues étrangères, à tous les niveaux de formation. Il s'agit tout à la fois de permettre une formation linguistique renforcée et de favoriser la mobilité entrante et sortante. Ce modèle existe d'ores et déjà dans certaines composantes et sera si possible étendu à d'autres, en lien avec leurs projets pédagogiques.

Le programme Minerve proposant des cours et conférences en langue étrangère au sein des cursus suivis par les étudiant.es, sera poursuivi et étendu à d'autres langues, ainsi qu'aux formations de niveau master. Pour ce faire, sa visibilité sera renforcée, non seulement auprès des différents publics mais également auprès des partenaires nationaux et internationaux.

Enfin, cette internationalisation des formations nécessite une participation constante, voire augmentée, aux projets éducation et formation tout au long de la vie dans le cadre du programme Erasmus +. Le Service des Relations Internationales aura pour mission de soutenir les projets de ce type.

#### ***II-4- S'ouvrir à des publics diversifiés***

L'ouverture à des publics diversifiés passe par la mise en œuvre de tarification et de services adaptés. Il sera nécessaire de prolonger la réflexion entamée sur les tarifs de la formation continue en fonction du type de formation proposé et des publics visés afin de permettre au plus grand nombre de bénéficier de ces dispositifs. Par ailleurs, le développement des outils numériques et de formes alternatives de pédagogie doit être renforcé pour les étudiant.es ou stagiaires de la formation continue en cours d'emploi afin de proposer des formations adaptées aux conditions dans lesquelles se déroulent les reprises d'études.

L'ouverture de l'université vers les publics éloignés est aussi ancrée dans le paysage universitaire lyonnais par le biais de l'université Tous Ages (UTA). Il s'agit à présent, tout en s'assurant que ce service ne se substitue ni à celui de la formation continue de l'université, ni aux activités des associations d'éducation populaire, de développer et de mieux cibler son activité, pour permettre à différents publics de bénéficier de la diffusion des savoirs. A cet égard, les partenariats de l'université avec des institutions culturelles et artistiques du site de Lyon participeront activement à cette diffusion.

#### ***II-5- Renforcer les usages du numérique et de la pédagogie dans le supérieur.***

Les enseignements de TIC sont dispensés pour partie à distance, par le biais de cours et d'activités proposés sur la plateforme de cours dès la rentrée 2016. D'autres activités développées sur la plateforme de cours, en langue notamment, viennent en soutien à l'enseignement en présentiel. De manière plus générale, le recours aux outils numériques accompagne les cours en présentiel avec des ressources et exercices mis à disposition des étudiant.es par les enseignant.es-chercheur.es.

Plus largement, la question de la pédagogie doit être renforcée dans la réflexion des enseignant.es-chercheur.es sur leur métier, et dans le soutien qui leur est apporté par l'établissement. Aussi l'établissement développera une cellule de pédagogie du supérieur, rattachée à la Direction de la Formation et de la Vie Etudiante, dont la tâche principale sera de proposer son soutien aux collègues enseignant.es-chercheur.es qui souhaitent mettre en place des pratiques innovantes en matière de pédagogie ainsi qu'aux doctorant.es qui souhaitent bénéficier d'un accompagnement dans leurs premières expériences d'enseignement.

#### ***II-6- Mettre en place une démarche qualité dans le pilotage des formations***

L'université s'engage de manière plus approfondie dans la démarche d'évaluation des enseignements, et plus largement de la formation. L'ambition est de mettre en œuvre un système d'information partagé et négocié avec l'ensemble des acteurs/trices de Lyon 2, permettant de disposer d'indicateurs de suivi des formations et de fonder une politique d'orientation des moyens (campagne de postes, services, moyens pédagogiques, locaux).

L'établissement a mis en place des comités de perfectionnement des masters, ouverts aux partenaires de la formation ainsi qu'aux étudiant.es. Les formations co-accréditées se développeront en s'appuyant sur ces comités (évaluation, pilotage par objectifs, évolution des maquettes, requalification des parcours types, etc.) ainsi que sur une coordination collégiale des mentions de masters co-accréditées.

Afin de poursuivre l'amélioration des services rendus à l'étudiant.e, aux enseignant.es, aux agent.es en charge de la gestion des formations et de la vie étudiante, l'établissement souhaite renforcer un certain nombre de dispositifs en se dotant d'outils d'aide à l'orientation, de gestion des emplois du temps et des salles, d'évaluation des enseignements.

L'amélioration et la fiabilisation des données sur les effectifs étudiants et sur leur évolution par année et par cursus doit aussi permettre de mieux dimensionner les moyens (effectifs enseignants, nombre de groupe de TD, utilisation des locaux, etc.) à la mesure du volume des demandes d'inscriptions dans chaque formation.

- Jalons*
- 1 - Renforcement de l'évaluation des enseignements
  - 2 - Systématisation des conseils de perfectionnement
  - 3 – Evaluation et ajustement de l'offre de formation
  - 4 – Développement de la cellule de pédagogie du supérieur
  - 5 - Développement de la valorisation des projets personnels et des initiatives étudiantes

**Indicateur commun de performance IC1 : Taux de réussite en licence en trois ans**

**Indicateur commun de performance IC2 : Taux de réussite en licence en quatre ans**

**Indicateur commun de performance IC3 : Taux de réussite en master en deux ans**

**Indicateur commun de performance IC5 : Insertion professionnelle**

**Indicateur commun de performance IC6 : Evaluation des enseignements et des formations**

**Indicateur commun de performance IC7 : Développement de la formation continue**

**Indicateur commun de performance IC8 : Variation des horaires d'ouverture du SCD ou SICD**

**Indicateur spécifique de performance IS1 : Relations internationales**

### **III- La recherche**

L'université Lyon 2 est le principal établissement de recherche dans les secteurs Lettres Langues Sciences humaines et sociales et Economie-Droit-Gestion sur le site de Lyon-Saint-Etienne et couvre un très large champ d'expertise qui englobe également des disciplines qui relèvent des sciences du vivant (sciences cognitives) et des sciences de l'ingénieur (génie industriel et informatique pour l'entreprise, fouille, analyse et modélisation de données complexes). Elle est la tutelle, principale ou secondaire, de 32 unités de recherche qui regroupent environ un millier d'enseignant.es-chercheur.es et est impliquée dans 3 fédérations de recherche. Elle compte près de 1200 doctorant.es réparti.es dans 7 Ecoles doctorales pluridisciplinaires et pluri-établissements.

#### **III- 1 – Soutenir une recherche innovante et pluridisciplinaire ouverte sur les enjeux de société**

Au cours du quinquennal, l'université Lyon 2 s'attachera à maintenir le haut niveau scientifique de ses unités de recherche, UMR et EA, en leur donnant les moyens de développer, en toute liberté, des projets ambitieux, petits et grands, ancrés dans des champs disciplinaires qui ont leur propre dynamique. La création d'une UMR d'anthropologie d'envergure nationale participe de cette volonté de faire rayonner une discipline qui est un point fort de l'établissement, tant en matière d'enseignement que de recherche.

L'université Lyon 2 confirmera en outre son implication dans les LABEX et EQUIPEX portés par une dynamique de site dont elle est pleinement partie prenante comme en témoigne sa participation active à la définition des axes de recherche prioritaires du projet IDEX 2 dans lesquels les LLSHS auront un rôle structurant à jouer. Elle continuera en outre à soutenir les fédérations de recherche qu'elle a contribué à fonder et est prête à s'impliquer dans de nouvelles créations sur des thématiques fédératrices (éducation, santé, travail, humanités numériques, etc.) susceptibles de réunir, autour d'objets et de projets communs, des enseignant.es-chercheur.es venu.es de l'ensemble des disciplines des LLSHS mais aussi des sciences du vivant, des sciences de la nature et des sciences de l'ingénieur.e. Elle maintiendra en outre sa contribution à des structures de recherche thématiques organisées à l'échelle nationale ou régionale/locale (GIS, GIP et autres). Elle soutiendra activement le montage de nouveaux partenariats liant les unités de recherche avec les collectivités locales, les entreprises, les établissements sanitaires et médico-sociaux, les institutions culturelles ou le monde associatif.

L'université Lyon 2 s'engage par ailleurs à s'investir dans la refondation d'une Maison des sciences de l'homme du site Lyon-Saint-Etienne, pilotée par l'UDL, en lien étroit avec le CNRS et les autres universités et écoles concernées et en particulier à contribuer activement à la redéfinition de ses missions et à la construction de son projet scientifique, la nouvelle structure étant appelée à jouer le rôle d'incubateur de projets pluridisciplinaires ciblés sur une ou plusieurs thématiques structurantes susceptibles de mobiliser un grand nombre d'unités de recherche en LLSHS.

Dans une configuration dominée par les appels à projet fléchés (définis par les agences européenne et nationale, les structures d'excellence ou par la Région) qui ne permettent pas à toutes les unités de recherche et à tous les chercheur.es de trouver leur place, l'université Lyon 2 se donnera les moyens de lancer chaque année des appels à projets non fléchés qui permettront à ses enseignant.es-chercheur.es de développer des projets collectifs pluridisciplinaires qui ne s'inscrivent pas dans les axes prioritaires du site,



mais peuvent déboucher sur l'émergence de thématiques ou problématiques innovantes. Le dispositif d'Appel interne à projets (AIP) sera donc reconduit sous une forme renouvelée après consultation de la Commission de la recherche de l'établissement.

### III- 2 - Accroître la visibilité internationale de la recherche

Les initiatives visant l'accroissement de la visibilité internationale de la recherche à Lyon 2 devront s'articuler avec celles développées sur le site, en particulier par l'UDL. Afin de conforter son rôle d'accueil de chercheur.es et de doctorant.es étranger.es, l'université pourra s'appuyer sur les services proposés par l'espace Ulys. Elle pourra également renforcer ses liens avec l'Institut d'études avancées (Collegium) récemment restructuré en revoyant les modalités de son implication et en privilégiant, par exemple, le cofinancement d'allocations à destination de chercheur.es étranger.es confirmé.es dont elle estime qu'ils et elles peuvent contribuer à nourrir les axes prioritaires ou émergents de telle ou telle de ses unités de recherche.

L'accueil de ces chercheur.es étranger.es, comme celle des Professeur.es invité.es, pourra déboucher sur la signature de partenariats ou de conventions cadres avec des établissements étrangers. Il conviendra par ailleurs d'encourager les laboratoires à s'engager, dans le cadre du dispositif mis en place par le CNRS, à la création de Laboratoires internationaux associés (LIA) avec un partenaire européen ou non européen.

Le développement d'une politique d'internationalisation de la recherche impose également de renforcer les liens entre la Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) et le Service des relations internationales (SRI). Afin de répondre aux exigences du programme H2020, l'établissement devra s'engager dans le processus de labellisation européenne HRS4R (*Human Resources Strategy for Researchers*), qui impliquera la DRED et la DRH. Il est également nécessaire d'améliorer la communication en direction des partenaires internationaux sur les activités de recherche<sup>3</sup>.

L'augmentation du nombre de thèses réalisées en cotutelle (si possible dans le cadre de conventions cadre) par des doctorant.es de Lyon 2 constituera une autre priorité, de même que l'augmentation du nombre de thèses pouvant prétendre au Label européen du doctorat et la constitution de jurys internationaux. Le soutien à la mobilité des doctorant.es vers des régions non partenaires de la Région ou du PALSE devra également être développé et l'inscription de doctorant.es étranger.es facilitée.

### III- 3 - Développer les outils de pilotage et la valorisation de la recherche

Une meilleure visibilité de la production scientifique des enseignant.es-chercheur.es de Lyon 2, en particulier à l'international, supposera de fiabiliser la collecte de données bibliométriques avec le soutien du Service d'études statistiques et d'aide au pilotage de l'établissement dans le cadre du projet IPERU développé par l'Observatoire des sciences et des techniques (OST). Cette démarche implique de mettre au point une procédure de signature standardisée des publications, en lien avec la ComUE.

L'université Lyon 2 s'engage par ailleurs à définir une politique d'éthique et d'intégrité en recherche en lien avec le CNRS, la COMUE et les unités de recherche. Elle prévoit également d'associer de façon plus systématique les directeurs/trices d'unité à la définition de la politique documentaire et de recherche de l'établissement en les rencontrant régulièrement et en les invitant à participer, selon l'ordre du jour, aux séances de la Commission de la recherche. Une des priorités de l'établissement sera également d'instaurer un véritable dialogue de gestion avec les unités de recherche sur le modèle de ce qui se pratique déjà avec les UFR. L'enjeu sera de déterminer les besoins pluriannuels humains et financiers de chaque laboratoire. L'établissement devra donc fiabiliser ses données (via la recherche d'un outil adapté pour le SI Recherche) pour permettre d'identifier les apports humains, budgétaires et matériels respectifs des différentes tutelles et les moyens qui peuvent être alloués à chaque unité. La collaboration amorcée avec le CNRS dans ce domaine devra donc être poursuivie et élargie aux autres tutelles ainsi qu'aux EA. En parallèle, l'établissement devra repenser son système d'allocation des moyens en déterminant des critères objectifs de répartition de l'enveloppe recherche entre la dotation aux unités, les financements internes récurrents et les aides spécifiques. Ce travail de longue haleine sera entrepris en concertation avec les unités de recherche et discuté au sein de la Commission Recherche.

Le soutien de l'établissement aux Presses Universitaires de Lyon participera de la valorisation de la recherche produite par les enseignant.es-chercheur.es de Lyon 2. En lien avec le service communication,

<sup>3</sup> Le Livret de la recherche offre un panorama complet des unités de recherche liées à Lyon 2 avec mention de leurs domaines d'expertise et de leurs partenariats internationaux ou avec le monde socio-économique, et des pages recherche du site de l'établissement.



l'établissement confirmera en outre sa participation à un certain nombre d'initiatives telles que les éditions annuelles de la « Fête de la science » ou « La nuit européenne des chercheurs » (sic) et s'investira dans la Boutique des sciences.

La politique de valorisation de la recherche de l'établissement se concrétisera enfin par le maintien d'un dispositif de soutien aux manifestations scientifiques d'envergure impliquant un ou plusieurs laboratoires ayant pour tutelle Lyon 2 ainsi que des partenaires extérieurs.

### **III- 4 – Renforcer l'articulation recherche/formation et accompagner l'évolution du doctorat**

Afin de renforcer l'articulation recherche/formation, l'université Lyon 2 prendra, à l'échelle du site, toute sa place dans les nouveaux collèges académiques. En interne, elle perpétuera la politique d'association des directeurs/trices d'unités de recherche (UMR et EA) aux réunions mensuelles du Conseil des composantes. Elle s'engage également à promouvoir une politique d'emploi concertée entre les UFR ou Instituts et les unités de recherche (définition commune des priorités en matière de recrutement d'enseignant.es-chercheur.es) et à conforter l'adossement des masters à des équipes de recherche ou aux chaires thématiques existant sur le site.

Afin de garantir aux maîtres.sses de conférences nouvellement élu.es à Lyon 2 la possibilité de poursuivre leurs recherches et de s'intégrer à leur unité de recherche tout en s'investissant dans leurs nouvelles fonctions pédagogiques, l'université Lyon 2 envisage de mettre en place un système de décharge d'enseignement pendant la première année d'activité.

Dans le domaine de la formation doctorale, l'université Lyon 2 participera, à l'échelle du site, à la réflexion sur la promotion des spécificités des LLSHS. Elle encouragera en outre la concertation entre les 3 écoles doctorales dont elle est référente afin qu'elles mutualisent leurs bonnes pratiques et développent des initiatives communes privilégiant l'autonomie des doctorant.es dans le montage de projets pluridisciplinaires (universités d'été, laboratoires juniors). Elle s'engage par ailleurs à conforter sa politique de financement du doctorat et à renforcer l'accompagnement des doctorant.es dans la recherche de sources de financement alternatives aux contrats doctoraux uniques (conventions CIFRE, financements régionaux, fondations, bourses pour doctorant.es étranger.es, etc.). Elle s'efforcera en outre de donner la possibilité à l'ensemble des doctorant.es de faire des vacations d'enseignement. Enfin, en lien avec la COMUE, elle mettra en place des procédures de doctorat en formation continue et en VAE.

### *Jalon 6 - Mise en place de procédures et outils de pilotage de la recherche*

#### **Indicateur commun de performance IC4 : Taux de réussite en doctorat**

## **IV- Une organisation et des structures au service des missions de l'université**

### **IV-1- Renforcer la communication interne et la coopération entre services**

L'université Lyon 2 compte de très nombreux services et composantes de formation entre lesquels le dialogue et les échanges doivent être permanents. Par ailleurs, la direction d'un établissement repose sur des principes de subsidiarité et de démocratie, principes qui ne peuvent se concevoir sans une communication transparente et ouverte. Aussi, la communication interne sera un des axes du volet contractuel et passera par différentes actions telles que :

- La définition des missions et des cœurs de métiers de chaque direction et service, composantes et laboratoires, avec une clarification des fonctions,
- Une démarche d'évaluation des politiques mises en œuvre au sein de l'université,
- Le respect absolu des prérogatives des diverses instances,
- L'organisation d'événements rassembleurs pour les personnels.

Pour cela, il sera nécessaire :

- ✓ de développer la démarche de dialogue entre l'université et ses composantes de formation concernant les besoins et objectifs de chacune comme leur intégration dans le projet de l'établissement.

- ✓ d'associer une démarche d'évaluation intégrale *ex ante* et *ex post* des opérations entreprises et financées, des actions engagées, des conventions de recherche, de formation, de conventions internationales... La démarche qualité passe par la production d'indicateurs complets, quantitatifs et qualitatifs.
- ✓ d'anticiper davantage les changements, les orientations et les besoins, synthétisés sous la forme de lettres de cadrage (budgétaire...), de schémas directeurs (de stratégie immobilière, des SI,...). Il conviendra également d'harmoniser les pratiques de gestion des conventions (frais de gestion, valorisation, répartition des risques, amortissements, TVA, coûts environnés...), démarche initiée au niveau du site dans le cadre de la convention de gestion qu'il convient d'amplifier. Il sera important dans cette optique, de construire un véritable système d'information dédié à la gestion des conventions (internationales, de recherche, de formation, de ressources humaines, etc.) afin d'en améliorer le suivi et la gestion.

#### **IV-2- Poursuivre la mise aux normes des locaux et amplifier les travaux sur le campus Porte des Alpes**

Cette période contractuelle sera orientée autour de la rénovation des deux principaux campus, rénovation dont le Plan campus et le CPER seront les instruments :

- pour le site Berges du Rhône (BdR), le plan Campus permettra une mise en sécurité et une accessibilité des locaux, ainsi qu'un renfort de la performance énergétique par le biais d'une meilleure isolation et de performances énergétiques accrues.
- dans le cadre du CPER, un schéma directeur sera arrêté pour la réhabilitation du site Portes des Alpes (PDA). Ce dernier prévoira une remise à neuf des locaux, un renforcement de l'isolation et de façon générale, une amélioration significative des conditions de travail. Il s'inscrit dans une nécessaire réhabilitation urbaine d'ensemble.

Le projet de développement du campus PDA concerne à la fois la construction d'un Learning-centre / Lieu commun et le logement étudiant, mais également les déplacements, la performance énergétique, les espaces paysagers et récréatifs, l'aménagement des espaces publics, la création d'un centre de santé... Le CROUS mettra notamment en chantier une résidence universitaire devant atteindre 450 logements étudiants.

Concernant les moyens financiers, l'université devra veiller à assurer les frais de GER<sup>4</sup> (cf. les engagements liés au plan campus qui devront être assumés dès la fin des travaux).

Le pilotage des chantiers nécessitera, de la part de l'établissement, une amélioration de ses procédures et outils de suivi : gestion centralisée des contrats de maintenance, mise en place et suivi d'un schéma directeur de la logistique, inter-opérationnalité des outils de gestion immobilière et logistique avec d'autres outils de l'établissement, voire ceux de l'UdL. Il sera également procédé à la mise à jour de tous les documents et procédures en lien avec les aspects sécurité (DUER<sup>5</sup>, plan de continuité d'activité...), le SPSI devant faire l'objet d'une mise à jour à l'issue des travaux du campus PDA.

Enfin, il convient de mieux articuler les besoins des usagers avec les programmes de constructions neuves ou les opérations de réhabilitation.

#### **IV-3- Mettre en place une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines**

Les efforts entrepris par l'université en matière de structuration de la politique des ressources humaines devront se poursuivre, notamment au travers d'une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines. Cela passe en priorité par un renfort des outils RH à disposition de l'encadrement. Ainsi, l'effort de formation à la conduite des entretiens professionnels et à la rédaction des fiches de poste sera poursuivi. En parallèle, il est indispensable que l'établissement consolide ses procédures et affine sa cartographie des métiers, afin de mieux accompagner la mise en place de la nouvelle offre de formation.

Au cœur de cette politique de gestion prévisionnelle, le dialogue RH avec l'ensemble des services et composantes de l'université doit devenir structurel. Dans cet objectif, il conviendra de réaliser un état des lieux très précis par service. En complément, l'analyse prévisionnelle des besoins devra permettre de construire un plan de formation pluriannuel. De la même façon, les services seront encouragés et accompagnés par la Direction des Ressources Humaines afin d'élaborer leur projet de service.

Outre l'élaboration d'un plan de prévention des risques psychosociaux au cours de la période, la mise en œuvre effective du Schéma Directeur du Handicap adopté en juillet 2015 devra permettre d'atteindre 6% de personnels en situation de handicap en 2020, grâce notamment à des efforts marqués sur le recrutement, y

<sup>4</sup>GER : Gros Entretien Renouvellement

<sup>5</sup> DUER : Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels

compris en constituant des viviers pour les catégories BIATSS et enseignant.es-chercheur.es et le maintien dans l'emploi des agent.es en situation de handicap.

Enfin, des mesures de résorption de la précarité seront engagées, en particulier par l'accroissement de la part des contrats à 100% et de la part de titulaires parmi les agent.es. La limitation du temps partiel subi vise en particulier à améliorer la qualité de vie au travail, à limiter le nombre d'agent.es employé.es sur les mêmes fonctions et à stabiliser le personnel. Ces mesures doivent contribuer à améliorer le suivi et l'accompagnement des usagers et ainsi le service rendu.

#### **IV-4- Assurer le renforcement des Systèmes d'Information (SI)**

La Direction des systèmes d'information doit continuer le déploiement de son Schéma Directeur des systèmes d'information (SDSI).

Les faiblesses identifiées doivent orienter le plan d'action vers les secteurs non encore réellement pris en compte ou insuffisamment développés (SI patrimoine, Recherche, Relations Internationales). Pour répondre aux besoins identifiés en termes de pilotage de l'établissement, il conviendra de consolider le SI RH, par la mise en place des outils inter-opérationnels, ce qui est essentiel pour contrôler les flux prévisionnels de charges de personnel.

Le renforcement de la sécurité, le maintien en condition opérationnelle, le renforcement des réseaux sont aujourd'hui des questions centrales pour l'établissement. Il s'agira d'autre part de conforter la prestation de services aux étudiant.es et au personnel : renforcement de la couverture Wifi, passage à la téléphonie IP, renforcement du support utilisateurs et développement de l'environnement virtuel de travail et d'enseignement...

#### **IV-5- Contribuer à la création du pôle LLSHS au sein de la ComUE UdL**

Lyon 2 et Lyon 3 sont des partenaires naturels, à la fois par leur complémentarité des disciplines en LLSHS et par la force que ces deux universités représentent dans le domaine des Lettres, Langues, Sciences humaines et sociales. Les deux universités sont riches d'une histoire qui explique leurs particularités et leurs identités et fait la force de chacune. Cette symbiose, l'université Lumière Lyon 2 et l'université Jean Moulin Lyon 3 la rechercheront sur des projets précis, à la fois en matière de recherche où la complémentarité est déjà souvent source de projets féconds. En matière de formation, cela a permis de préserver des cursus à faible effectif, de monter des préparations très performantes pour les concours de l'agrégation, mais aussi de construire des masters interdisciplinaires et de peser face aux autres établissements importants du site, en sciences dures notamment. Les deux universités ont la volonté d'aller plus loin sur des projets dépassant le strict cadre de la recherche et de la formation, par exemple dans le domaine des Relations internationales, celui de la mutualisation des marchés publics quand c'est possible... La réalisation de la MILC (Maison Internationale des Langues et Culture) montre que même en matière de construction, le pôle SHS est une réalité.

#### *Jalons 7 - Mise en place d'une démarche qualité*

*8 - Généralisation des dialogues de gestion avec les composantes et les unités de recherche*

*9 - Elaboration d'un nouveau SDSI, mise en œuvre des SI patrimoine, recherche, international et renforcement des SI existants*

*10 - Développement des outils de communication*

*11- Point d'étape sur la résorption de la précarité*

**Indicateur commun de performance IC 9 : Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision**

**Indicateur commun de performance IC10 : Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public**

**Indicateur commun de performance IC11 : Pilotage financier**

**Indicateur commun de performance IC12 : Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers**

**Indicateur commun de performance IC13 : Taux d'occupation des locaux**

**Indicateur commun de performance IC14 : Evolution des surfaces immobilières**

### Récapitulatif des jalons de la trajectoire de Lyon 2

Opérations	Année d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION</b>					
1 - Renforcement de l'évaluation des enseignements					
2 - Systématisation des conseils de perfectionnement					
3 – Evaluation et ajustement de l'offre de formation					
4 – Développement de la cellule de pédagogie du supérieur					
5 - Développement de la valorisation des projets personnels et des initiatives étudiantes					
<b>RECHERCHE :</b>					
6 - Mise en place de procédures et outils de pilotage de la recherche					
<b>GOUVERNANCE ET PILOTAGE :</b>					
7 - Mise en place d'une démarche qualité					
8 – Généralisation des dialogues de gestion avec les composantes et les unités de recherche					
9 - Elaboration d'un nouveau SDSI, mise en œuvre des SI patrimoine, recherche, international et renforcement des SI existants					
10 - Développement des outils de communication					
11- Point d'étape sur la résorption de la précarité					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### Université Lumière Lyon 2

- **L'université Lyon 2 qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site Université de Lyon** recevra chaque année, conformément à l'article L 712-9 du code de l'éducation, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat en distinguant les montants affectés à la masse salariale, les autres crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement.
- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.
- L'établissement s'est fixé des objectifs, en matière d'endorecrutement des professeurs et des maîtres de conférences, conformément à l'article L 952-1-1 du code de l'éducation.
- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- **Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'université Lyon 2 financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
Université Lyon 2	2016
Masse salariale	103 116 615 €
Fonctionnement	10 352 668 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>113 469 283 €</b>

- **Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020** la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.

## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

Pages

<b>FORMATION ET RECHERCHE</b>	
IC 1 – Taux de réussite en licence en trois ans	
IC 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans	
IC 3 – Réussite en Master en 2 ans	
IC 4 - Réussite en doctorat	
IC 5– Insertion professionnelle	
IC 6 – Evaluation des formations et des enseignements	
IC 7 – Développement de la formation continue	
IC 8 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD	
<b>PILOTAGE</b>	
IC 9 – Endorecrutement des enseignant.es – chercheur.es : bilan et prévision	
IC 10 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public	
IC 11 – Pilotage financier	
IC 12 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usager.es	
IC 13 – Taux d'occupation des locaux	
IC 14 – Evolution des surfaces immobilières	

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

IC 1	TAUX DE RÉUSSITE EN LICENCE EN TROIS ANS	Lyon 2
------	--	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es), réussite en L

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2011 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiant.es inscrit.es en 2011

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux et nouvelles entrant.es dans l'enseignement supérieur public inscrit.es pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclu.es les étudiant.es ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant.e (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - <u>Méthode 1</u> : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1 <sup>ère</sup> année - <u>Méthode 2</u> : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômé.es à celui des inscrit.es en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - <u>Méthode 3</u> : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiant.es qui, s'étant inscrit.es en L1 dans l'établissement, se sont réinscrit.es dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sorti.es du système universitaire en troisième année (voir précisions ci-dessous)
Service responsable de l'indicateur	MESR, DGESIP-DGRI, SIES

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	Ecart taux observé – taux attendu (M3)
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômé.es 2013 (cohorte 2010) pour mémoire	36.2%	89.1%	56%	+ 9.1
	Diplômé.es 2014 (cohorte 2011)	41.4%	90%	60.5%	+ 11.8
	Moyenne nationale (cohorte 2011)	27.2%	86.8%	42.3%	0.0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			58 %	

## A compléter par l'établissement

## Leviers d'action

La spécialisation progressive a été placée au cœur de la réforme de la Licence. La nouvelle maquette de Licence qui entrera en vigueur à la rentrée 2016 organise la première année autour de 14 portails pour accéder en L2 aux 24 mentions de Licence donnant lieu à d'éventuels parcours type en L3.

Le travail réalisé autour des 14 portails proposés aux étudiant.es de L1 vise à encourager la mise en œuvre du principe de progressivité dans le choix des parcours. Avec son socle commun de connaissance et de compétences, la L1 est donc une année de découverte qui



permet de se familiariser avec plusieurs disciplines et de confirmer ou de repenser une orientation. À la fin de la première année, l'étudiant.e choisit une mention de L2, en continuité avec les enseignements du portail. En faisant le choix d'un portail, l'étudiant.e est moins « spécialisé.e » et son orientation en 2<sup>ème</sup> année en sera facilitée. Le portail facilite la réorientation en Semestre 2 si le choix initial d'orientation ne convient pas à l'étudiant.e.

La mise en place d'un outil statistique de gestion des flux depuis cette année va également permettre de déceler les étudiant.es en difficulté. Un meilleur suivi et une meilleure connaissance des étudiant.es en situation fragile permis par ce nouvel outil favoriseront la construction et la mise en place d'une politique d'orientation active.

Enfin, la création d'une cellule de Pédagogie du supérieur au sein de la Direction de la Formation et de la Vie étudiante vise à améliorer l'accompagnement des nouveaux et nouvelles enseignant.es-chercheur.es, à favoriser la mise en place de méthodes pédagogiques différenciées et adaptées aux différents publics, à apporter un soutien aux équipes dans la mise en œuvre d'outils et de pratiques pédagogiques alternatives.

## Commentaires de l'université

### Précisions apportées par le SIES (mars 2011)

#### Définition des indicateurs de réussite

Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiant.es.

La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.

#### Pour un établissement :

##### Taux de réussite de la méthode 1 :

La méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en L1.

**Base (dénominateur) :** étudiant.es du champ inscrit en L1 dans l'établissement l'année  $n / n+1$ .

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiant.es de la base ayant obtenu la Licence à la session  $n+3$  (ou  $n+2$ ) quelle que soit l'université où le diplôme a été obtenu.

##### Taux de réussite de la méthode 2 :

La méthode 2 tient uniquement compte des résultats en L3.

**Base (dénominateur) :** étudiant.es du champ inscrits en L3 dans l'établissement l'année  $n+2 / n+3$  (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiant.es de la base ayant obtenu le diplôme à la fin de l'année.

##### Taux de réussite de la méthode 3 :

La méthode 3 tient uniquement compte des étudiant.es qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrit.es dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sorti.es du système universitaire en troisième année.

**Base (dénominateur) :** étudiant.es du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l'établissement (successivement en  $n / n+1$ ,  $n+1 / n+2$ ,  $n+2 / n+3$ ) ou qui se sont inscrits dans l'établissement deux années (en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$ ) et sont sorti.es du système universitaire l'année  $n+2 / n+3$ .

Sont également inclus.es les étudiants inscrits dans l'établissement en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$  qui ont obtenu la Licence à la session  $n+2$  (quelle que soit leur situation en  $n+2 / n+3$ ).

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiant.es de la base ayant réussi la Licence à la fin de la deuxième ou de la troisième année (en  $n+2$  ou  $n+3$ ).

#### Au niveau national :

Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :

**Ligne « Inscriptions principales » :** elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e autant de fois qu'il ou elle a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement.

**Ligne « Etudiant.es » :** sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e une seule fois dans l'effectif. Il ou elle est compté.e dans la réussite dès l'instant qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris si il ou elle est en échec dans un autre établissement).

#### Valeur ajoutée

Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques.



Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiant.es était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :

- **sexe**
- **âge au baccalauréat** (4 modalités : à l'heure ou en avance, en retard d'un an, en retard de plus d'un an, non bachelier.e)
- **ancienneté d'obtention du baccalauréat** (4 modalités : baccalauréat obtenu l'année de l'entrée à l'université, obtenu un an avant, obtenu deux ans avant ou plus, non bachelier.e)
- **série du baccalauréat** (7 modalités : Littéraire, Economique, Scientifique, Technologique STG, Autre technologique, Professionnel, non bachelier.e)
- **pcs des parents** (5 modalités : très favorisé (cadres, enseignant.es...), favorisé (professions intermédiaires), assez défavorisé (employé.es...), défavorisé (ouvrier.es...), non réponse)
- **discipline d'inscription en L1** (regroupée en 3 modalités : Droit, Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)

L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la **valeur ajoutée**. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.

Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.

IC 2	TAUX DE REUSSITE EN LICENCE EN QUATRE ANS	Lyon 2
------	---	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es), réussite en L

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2010 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiant.es inscrit.es en 2010

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux et nouvelles entrant.es dans l'enseignement supérieur public inscrit.es pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclu.es les étudiant.es ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant.e (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - <u>Méthode 1</u> : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1ère année ; - <u>Méthode 2</u> : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômé.es à celui des inscrit.es en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - <u>Méthode 3</u> : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiant.es qui, s'étant inscrit.es en L1 dans l'établissement, se sont réinscrit.es dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sorti.es du système universitaire en troisième année. En cas d'échec en troisième année, seule la réussite dans le même établissement est prise en compte.
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP-DGRI SIES

Taux de réussite constaté en %	Périodes	Réussite en 3 ans	Réussite en 4 <sup>e</sup> année	Cumul 3 et 4 ans	Valeur ajoutée (en points) en 3 et 4 ans
Etablissement	cohorte 2010	56 %	11.1 %	67.1 %	+ 6.7
Cible 2020 (méthode 3)	cohorte 2016		10 %		
Taux de réussite constaté en % Données nationales	cohorte 2010	42.9 %	13.9 %	56.8 %	0.0

## Pour information

Filières d'origine des bachelier.es (méthode 3)	Cohorte 2010	Cohorte 2010
	établissement	National
Bac général	82.5 %	78.5 %
Bac technologique	11.0 %	12.3 %
Bac professionnel	2.4%	3.7 %
Non bachelier.es	4.1%	5.5 %

Leviers d'action Voir les leviers d'actions exposés pour IC 1 Taux de réussite en Licence en trois ans

Commentaires de l'établissement

IC 3	RÉUSSITE EN MASTER EN 2 ANS	Lyon 2
------	-----------------------------	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es), réussite en M

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Entrées en n, diplômé.es en n+2
Champ de la mesure	Étudiant.es inscrit.es en 2011-2012, diplômé.es en 2013, inscrit.es en 2012-2013, diplômé.es en 2014.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	<p>Champ : étudiant.es ayant pris une inscription principale en M1 l'année n / n+1 et qui n'étaient pas inscrit.es en M1 l'année précédente.</p> <p>Les formations prises en compte en Master sont le master LMD (hors Master enseignement) et le master ingénieur.e, la Maîtrise et la Maîtrise IUP, le DEA et le DESS.</p> <p>Les ESPE ne sont pas comprises dans l'indicateur.</p>
Mode de collecte des données de base	Données administratives recueillies via le Système d'information sur le suivi de l'étudiant.e (SISE)
Services ou organismes responsables de la collecte des données de base	SD-SIES
Service responsable de la synthèse des données	DGESIP/SD-SIES
Validation de l'indicateur	DGESIP/SD-SIES
Mode de calcul	<p><b>Définition des indicateurs de réussite</b>  Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiant.es.  La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.</p> <p><b>Pour un établissement :</b>  <b>Taux de réussite de la méthode 1</b>  Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrit.es dans l'établissement l'année n / n+1.  Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2 quel que soit l'établissement où le diplôme a été délivré.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 2</b>  Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrit.es en M2 dans l'établissement l'année n+1 / n+2 (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).  Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 3</b>  Base (dénominateur) : étudiant.es du champ qui se sont inscrit.es deux années de suite dans l'établissement (en n / n+1 et en n+1 / n+2) ou qui se sont inscrit.es dans l'établissement l'année n / n+1 et qui sont sorti.es du système universitaire l'année n+1 / n+2.  Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Au niveau national :</b>  Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :  <b>Ligne « Inscriptions principales »</b> : elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e autant de fois qu'il ou elle a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement..  <b>Ligne « Etudiant.es »</b> : sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e une seule fois dans l'effectif. Il ou elle est compté dans la réussite dès l'instant qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris si il ou elle est en échec dans un autre établissement).</p> <p><b>Valeur ajoutée</b>  Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le</p>

	<p>parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques. Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiant.es était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>âge à l'entrée en M1</b> (3 modalités : 22 ans ou moins ; 23 ans ; plus de 23 ans)</li> <li>- <b>formation suivie l'année précédente</b> (3 modalités : Bac+3, autre niveau, non inscrit). Lorsqu'il y a plusieurs inscriptions l'année précédente avec des niveaux différents, on conserve le cas Bac+3</li> <li>- <b>discipline de l'inscription en M1</b> (regroupées en 4 modalités : Droit ; Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)</li> <li>- <b>voie du diplôme en M1</b> (3 modalités : générale ou indifférenciée, professionnelle, recherche).</li> </ul> <p>L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la <b>valeur ajoutée</b>. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte. Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.</p>
--	---

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	<i>Ecart taux observé – taux attendu (M3)</i>
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômé.es 2013 (cohorte 2011) pour mémoire	38.6 %	84.3 %	36.7 %	- 8.1
	Diplômé.es 2014 (cohorte 2012)	37.1 %	83.6 %	35.4 %	- 9.2
	Moyenne nationale (cohorte 2012) en %	52.2 %	88.2 %	52.5 %	0.0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			38 %	

### A compléter par l'établissement

#### Leviers d'action

#### Commentaires de l'université

L'écart entre la moyenne nationale et les chiffres de l'établissement est clairement la conséquence d'une part de la structure socio-démographique des étudiant.es et d'autre part de l'organisation pédagogique des formations. Ainsi avec plus de 10% d'étudiant.es en formation continue ou en reprise d'études (certain.es bénéficient d'un régime particulier de master en 4 ans) et à la spécificité des pratiques dans certains domaines comme la psychologie, l'établissement ne pourra pas accroître sensiblement ce taux de réussite en 2 ans.

IC 4	REUSSITE EN DOCTORAT	Lyon 2
------	----------------------	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau doctorat
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Les valeurs de réalisation sont disponibles en juillet de l'année n+1 pour les doctorant.es de l'année civile n.
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Source :	Etablissement
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP-SIES

	Taux de l'établissement en 2014		Cible 2020 En %	Soutenances 2014 (données nationales)	Cible 2018 (PAP 2016)
<b>Part des doctorats obtenus en moins de 40 mois</b>	DEG				
	SHS	20 %			
	Sciences	20 %			
	<b>Ensemble</b>	18 %	20%	41.4 %	46 %
<i>Part des doctorats obtenus entre 40 et moins de 52 mois (pour information)</i>	DEG	33 %			
	SHS	20 %			
	Sciences	60 %			
	<b>Ensemble</b>	22 %		%	%
<b>Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois</b>	DEG	33 %			
	SHS	40 %			
	Sciences	80 %			
	<b>Ensemble</b>	40 %	50%	72.8 %	80 %
<i>Part des doctorats obtenus entre 52 et 72 mois (pour information)</i>	DEG	40 %			
	SHS	27 %			
	Sciences	20 %			
	<b>Ensemble</b>	28 %		%	%
<i>Part des doctorats obtenus en plus de 72 mois (6 ans) (pour information)</i>	DEG	27 %			
	SHS	34 %			
	Sciences				
	<b>Ensemble</b>	32 %		%	%

Précisions : la mesure propose une vision partielle de la réussite en D puisqu'elle ne porte que sur les thèses soutenues et donc sur les doctorant.es ayant abouti sur le parcours en D. L'indicateur ne permet pas de statuer sur la réussite globale de l'ensemble des inscrit.es en D puisque ne sont pas comptabilisé.es les doctorant.es n'ayant pas soutenu pour diverses raisons, qui ne sont d'ailleurs pas toujours significatives d'un échec dans le parcours de formation et relèvent souvent d'une insertion professionnelle anticipée

**A compléter par l'établissement**

## Leviers d'action

Pour le prochain contrat, l'établissement va poursuivre sa politique en faveur de la réussite en doctorat en utilisant les leviers d'action suivants, pour certains déjà votés par les conseils centraux :

Inciter les écoles doctorales à faire une sélection plus stricte à l'entrée,

Favoriser les thèses financées,

Former les encadrant.es,

Continuer à baisser le plafond du nombre maximum de doctorant.es encadré.es par HDR, fixé à 10 en 2014.

## Commentaires de l'université

### Commentaires sur l'indicateur lui-même tel que demandé :

Un indicateur qui n'utilise que des valeurs relatives (en %) sans que soient données les valeurs absolues par ailleurs ( $n = xxx$ ) ne permet pas de comparer des établissements les uns aux autres. En effet, une université dont 100% des doctorant.es soutiennent en moins de 52 mois peut avoir fait soutenir 15 thèses dans l'année, alors qu'une autre avec un score inférieur (75%, par exemple) peut avoir fait soutenir malgré tout 150 thèses. Se pose donc la question de la finalité de l'indicateur : déterminer si la politique en faveur de la formation doctorale a porté ses fruits ? savoir si la formation doctorale est de qualité ? L'Université est-elle une grande université de recherche ?

L'indicateur est un ratio rapportant des effectifs d'étudiant.es. La demande de la « Part des doctorats obtenus en moins de... » est ambiguë dès lors que la fiche ne précise pas si ce pourcentage est calculé par rapport à la totalité des thèses soutenues dans l'année tous secteurs confondus, ou seulement par rapport au total des thèses soutenues dans le sous-secteur correspondant (DEG, SHS, etc.). Autrement dit, on ne sait pas ce qui est relatif par rapport à quoi.

Dans le calcul du taux 2014 de l'établissement, nous avons décidé de rapporter le pourcentage au total des thèses soutenues dans le sous-secteur. La réussite est donc appréhendée au travers de la méthode de calcul décrite ci-dessous :

Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrit.es dans l'établissement l'année  $n$  et ayant soutenu leur doctorat au cours de l'année  $n/n+1$ .

Réussite en  $x$  mois (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme doctorat au cours de l'année  $n$  préparé en  $x$  mois.

La répartition des doctorant.es par champ a été déterminée en fonction des disciplines SISE (la discipline « Sciences politiques » a été intégrée dans le champ SHS).

### Commentaires généraux :

La réussite en doctorat peut s'expliquer par divers facteurs, mais améliorer l'accompagnement et le suivi des doctorant.es peut impacter cet indicateur.

L'établissement a donc déjà au cours du quinquennal précédent essayé d'influer sur cet indicateur en mettant en place différentes actions :

Réinscription systématique des doctorant.es chaque année : depuis deux ans, l'établissement demande une réinscription systématique des doctorant.es, en relançant les différents acteur/trices (doctorant.es, directeur/trices de thèse et directeur/trices d'école doctorale). Ces différentes relances permettent de mieux suivre les doctorant.es et de pouvoir donc identifier plus rapidement les doctorant.es qui abandonnent. Ce travail a aussi l'avantage de permettre de fiabiliser notre système d'information. Au cours du prochain quinquennal, il faudra que l'établissement systématise ce dispositif. Ce levier est le fruit d'un travail conjoint entre le pôle doctoral de la DRED et le service des inscriptions,

Instauration d'un plafond d'encadrement des thèses : la Commission Recherche a instauré, pour la première fois dans l'établissement, un plafond d'encadrement doctoral en septembre 2014.

Les chiffres 2014 montrent que notre établissement est assez loin de la moyenne nationale, mais cela s'explique par la spécificité LLSHS de notre université. En effet, les thèses en LLSHS sont généralement plus longues pour des raisons d'ordre scientifique et parce le/la doctorant.e n'a pas toujours de financement pour sa thèse. Cela explique pourquoi la cible pour 2020 ne propose pas d'atteindre la moyenne nationale car nous pensons que la spécificité LLSHS n'est pas prise en compte actuellement.

Par ailleurs, l'indicateur traite sans distinction la formation initiale et la formation continue. Or, les thèses en formation continue sont souvent plus longues car les doctorant.es cumulent un emploi (enseignant.es du Secondaire, praticien.nes salarié.es des métiers de la santé, etc.) et leur formation. Il serait peut-être intéressant d'avoir deux cibles, ce qui permettrait de mieux refléter la réalité du terrain.

Enfin, en tant qu'opérateur du doctorat, l'établissement va essayer de mettre en place les leviers d'action ci-dessus, mais la politique doctorale de l'établissement dépendra également de la politique portée par le collège doctoral au niveau du site et par les politiques menées au sein de chaque école doctorale, dont les attributions inscrites dans le prochain arrêté sont désormais plus larges encore.

IC 5	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉ.ES	Lyon 2
------	--	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômé.es

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés 2012 au 1er décembre 2014
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Situation professionnelle au 1er décembre 2014 et au 1 <sup>er</sup> décembre 2013 des diplômé.es 2012 de master et de licence professionnelle, de nationalité française, issu.es de la formation initiale, âgé.es de moins de 30 ans et n'ayant pas poursuivi ou repris des études dans les deux années suivant l'obtention du diplôme.
Source :	Données collectées dans le cadre de la sixième enquête nationale sur l'insertion professionnelle des diplômé.es de Master et de licence professionnelle.
Mode de calcul	<p>Le <b>taux de réponses exploitables</b> est égal au nombre de questionnaires recueillis qui permettent de connaître la situation du/de la diplômé.e rapporté au nombre total de diplômé.es à interroger dans le cadre de l'enquête. Les diplômé.es à interroger dans le cadre de l'enquête forment une sous-population de l'ensemble des diplômé.es.</p> <p>On distingue 4 situations pour les diplômé.es interrogé.es : hors champ (poursuites d'études après le diplôme ou interruption d'études supérieures de plus de deux ans), inactivité, en emploi, en recherche d'emploi. Les diplômé.es hors champ ou inactif/ves ne sont pas pris.es en compte dans le calcul des indicateurs d'insertion.</p> <p>Le <b>nombre de réponses prises en compte</b> est égal au nombre de réponses exploitables émanant de diplômé.es vérifiant les critères de l'enquête et présent.es sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p>Le <b>poids de la formation</b> est le pourcentage de diplômé.es de cette formation dans l'ensemble des diplômé.es de l'université qui sont dans le champ de l'enquête et présent.es sur le marché du travail. Les effectifs sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p> <p>Le <b>taux d'insertion</b> est défini comme étant le nombre de diplômé.es dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, quel qu'il soit, rapporté au nombre de diplômé.es dans le champ de l'enquête présent.es sur le marché du travail (en emploi ou au chômage). Les effectifs portés au numérateur et au dénominateur sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP/DGRI-SIES

## IC 5 INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉ.ES (SUITE)

Lyon 2

*Implication dans l'enquête nationale menée en 2014 sur les diplômés 2012*

	Nombre de diplômé.es université	Nombre de réponses exploitables université	Taux de réponses exploitables université	Moyenne nationale
Master	1093	786	72.4%	70.1%
LP	316	152	48.1%	66.8%

*Insertion des diplômé.es 2012 de Master et de Licence professionnelle*

	Master				Licence Pro			
	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)
Ensemble DEG	207	32	88	91	62	58	95	92
Droit	75	12	87	91	11	15	Ns	93
Economie	68	11	87	69	25	27	Ns	91
Gestion	57	9	96	93	26	16	ns	92
Autres DEG	7	1	ns	84				
Lettres, Langues, Arts	71	13	80	86	16	12	ns	82
Ensemble SHS	308	47	84	86	16	9	ns	86
Histoire-Géographie	61	9	85	83				
Psychologie	69	14	85	90				
Information communication	43	7	84	87	11	7	ns	87
Autres SHS	115	17	83	84	5	2	ns	85
Ensemble STS	55	8	85	90	20	21	ns	90
Sciences de la vie et de la terre								
Sciences fondamentales								
Sciences de l'ingénieur					20	21	ns	94
Informatique	55	8	85	95				
Autres STS								

*Éléments de contexte socio-économique*

Taux de chômage au 4ème trimestre 2014	Régional	
	National	10.1

% de diplômé.es boursier.es	Master	Université		LP	Université	
		National	29		National	52

**A compléter par l'établissement****Leviers d'action**

La systématisation des stages en Masters ainsi que la refonte des masters avec la suppression de la distinction PRO et RECHERCHE contribuent à une meilleure insertion professionnelle des diplômé.es.

Les « comités de perfectionnement » qui seront mis en place à la rentrée 2016 au niveau de la formation et qui associeront partenaires extérieurs, professionnel.les, équipes pédagogiques Lyon2 et étudiant.es auront pour objectif d'évaluer la formation et de l'adapter en fonction des réflexions et propositions d'actions qui émergeront de ces comités.

**Commentaires de l'université**



IC 6	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS	Lyon 2
------	--	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en L (hors licences professionnelles) en M et dans les autres diplômes

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	% de mentions de L, M et autres diplômes dont les enseignements font l'objet d'une évaluation de la part des étudiant.es. Par évaluation, il faut entendre un dispositif de mesure de la satisfaction des inscrit.es dans la mention, en vue de l'amélioration des services rendus. L'évaluation peut concerner chaque enseignement pris séparément, et/ou porter sur le dispositif pédagogique pris globalement. En toute hypothèse, il convient d'indiquer, en commentaire, la périodicité de l'évaluation, son périmètre (tout ou partie des enseignements, tout ou partie du dispositif pédagogique), la démarche d'amélioration continue dans laquelle elle s'inscrit.
Source :	établissement
Mode de calcul	(nombre de mentions de L évaluées / nombre total des mentions) X 100 (nombre de mentions de M évaluées / nombre total des mentions) X 100

## A compléter par l'établissement

	Données de l'université	2014-2015	Cible 2020
Niveau L Hors LP	Nombre de mentions de L dans l'établissement	31	
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es en L	13 391	
	Part des mentions de L faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es dans une formation de L évaluée	13 391	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondant.es/effectif total dans les mentions évaluées*100)	41%	50%
Niveau M Hors ingénieur.es, IEP	Nombre de mentions de M dans l'établissement	39	
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es en M	6 098	
	Part des mentions de M faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es dans une formation de M évaluée	6 098	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondant.es/effectif total dans les mentions évaluées*100)	39%	50%
Autres diplômes DUT (x spécialités), LP (x mentions), Ingénieur.es (x diplômes), Classes préparatoires (x classes) et PACES	Nombre de diplômes concernés	14	
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es	271	
	Part des diplômes faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es dans une formation Autres diplômes évaluée	271	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	42%	50%

Cibles 2020 (réponses cumulées au terme du contrat)	
Taux de réponse aux enquêtes	50%
Part des mentions et diplômes faisant l'objet d'au moins une évaluation	100%

IC 6	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS (SUITE)	Lyon 2
------	--	--------

Précisions pour la licence

L'article 19 de l'arrêté licence du 1<sup>er</sup> août 2011 fixe les motifs et les conditions générales de l'évaluation des enseignements :

« Au sein des établissements, des dispositifs d'évaluation sont mis en place pour chaque formation ou pour un groupe de formations, notamment à travers la constitution de conseils de perfectionnement réunissant des représentants des enseignants, des étudiants et du monde socio-professionnel.

Une évaluation des formations et des enseignements est également organisée au moyen d'enquêtes régulières auprès des étudiants.

Ces dispositifs favorisent le dialogue entre les équipes de formation, les étudiants et les employeurs potentiels. Ils éclairent les objectifs de chaque formation, contribuent à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et permettent d'en améliorer la qualité.

Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés.

Les résultats des évaluations font l'objet d'un débat au sein du conseil de la composante concernée et du conseil des études et de la vie universitaire ».

A compléter par l'établissement

## Leviers d'action

## Commentaires de l'université

L'Université Lumière Lyon 2 conduit depuis 2008 des enquêtes portant sur l'évaluation des formations. Ce dispositif est animé par un comité de pilotage présidé par le/la Vice-président.e chargé.e de la formation et de la vie étudiante.

L'évaluation de ce dispositif conduite en 2014 a mis en évidence la nécessité de le faire évoluer. Ainsi il a été décidé de dissocier dans l'évaluation ce qui relève des conditions de vie de l'étudiant.e de ses conditions d'études.

Une première enquête sur les conditions de vie a été conduite en 2014-2015, l'enquête sur les conditions d'études en 2015-2016. Il s'agit bien pour cette dernière d'identifier les facteurs qui relèvent de l'offre de formation, c'est-à-dire de l'établissement, de la formation et de l'organisation des conditions d'études.

Cette enquête a été déclinée en trois niveaux : les conditions d'études au niveau de la formation ; les conditions d'études au niveau de la composante ; les conditions d'études au niveau de l'Université (les services offerts et administrés en central, l'organisation de l'université...).

Le champ de l'enquête est les étudiant.es inscrit.es à l'Université Lumière Lyon 2 en 2015/2016, en excluant les étudiant.es qui ne suivent pas la totalité de leurs cours au sein de l'établissement (étudiant.es ayant une inscription dans une formation en convention, une inscription parallèle dans un autre établissement, étudiant.es en mobilité sortante, étudiant.es en formation à distance, etc.).

Cette enquête sera renouvelée en 2017-2018 et en 2020-2021.

L'université souhaite poursuivre de manière plus approfondie la **démarche d'évaluation des enseignements, et plus largement de la formation**. L'ambition est de mettre en œuvre pour le prochain contrat un système d'information partagé et négocié avec l'ensemble des acteur/trices, permettant de disposer d'indicateurs de suivi des formations. L'enjeu est bien de partager entre les composantes et les services centraux des indicateurs communs permettant de suivre au niveau de la CFVU les effets des politiques mises en œuvre pour atteindre les objectifs définis, et de fonder ainsi une politique d'orientation des moyens (campagne de postes, services, moyens pédagogiques, locaux).

A compter de la rentrée 2016, les résultats de ces enquêtes ont vocation à être utilisées notamment dans le cadre des « comités de perfectionnement » au niveau des Masters. Ces résultats devront contribuer à alimenter la réflexion critique et prospective sur l'évolution des formations. L'analyse et l'exploitation de ces résultats devront permettre un meilleur pilotage de l'offre de formation.

IC 7	DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE	Lyon 2
------	--	--------

Action	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
Objectif	Favoriser l'accroissement de la formation continue
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	- Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie (objectif 1 du programme 150) - Améliorer l'efficacité des opérateurs (objectif 6 du programme 150, évolution des ressources propres)

## Description des indicateurs

Unités de mesure	1 – heures-stagiaires en millions (les heures-stagiaires sont le cumul des heures suivies par chaque personne en formation) 2 – nombre de diplômé.es en formation continue (dont VAE) 3 – recettes en euros (€)
Date de la mesure	Année civile précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Prestations de formation continue, diplômante ou non, assurées par l'établissement. L'apprentissage, qui relève de la formation initiale, est exclu du champ.

Mode de renseignement de l'indicateur	établissement
---------------------------------------	---------------

**A compléter par l'établissement**

	Situation 2014 (S)	Cible 2020 (C)	Taux de croissance attendu (C-S)/S*100, en %
1-Heures stagiaires	630 497	670 000	6 %
2- Nombre de diplômé.es en formation continue	780	805	3 %
<i>Dont Validation des acquis de l'expérience (VAE)</i>	44	66	50 %
3- Chiffre d'affaires de la formation continue	3 353 514	3 600 000	7%

**Précisions :** cette fiche peut être adaptée en fonction des orientations retenues dans le contrat. Il n'est pas obligatoire de déterminer une cible chiffrée pour tous les items proposés (colonne « Cible ») : seuls ceux qui correspondent aux priorités de l'établissement doivent faire l'objet d'une cible. En revanche, pour une meilleure compréhension de la situation de l'établissement, il est demandé de compléter tous les items de la colonne « Situation ».

\* : la notion certification est ici entendue dans un sens large : un diplôme, un titre ou un certificat inscrit ou non au RNCP (répertoire national des certifications professionnelles) accréditant qu'une personne est capable d'appliquer des connaissances, des habilités, des attitudes et comportements nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle donnée.

**A compléter par l'établissement**

## Leviers d'action

Les choix stratégiques de l'établissement et la convergence avec la politique mise en œuvre sur ce même champ par l'Université de Lyon permettent d'envisager une évolution positive.

- Création de postes dédiés pour accompagner une nouvelle ingénierie afin d'accroître les possibilités de modularisation, de bénéficier de l'apport du numérique, d'engager une politique partenariale et d'asseoir davantage le lien avec la recherche. Mise en pratique dès 2016-2017.
- Réponse collective UdL à l'AMI Germinet pour créer une dynamique de développement et « un changement de paradigme et d'échelle » : mutualisation et valorisation des « bonnes » pratiques au sein de l'Université de Lyon afin de lever les freins identifiés dans les différents rapports. Le travail est amorcé sur 2016.
- Réflexion en profondeur sur la question de la certification (RNCP, inventaire, blocs de compétences) pour redynamiser l'offre DU. Plusieurs UFR sont déjà parties prenantes (Psychologie et IETL)

- Politique engagée de calcul des coûts complets (et non plus en coûts marginaux) des diplômes en formation continue avec une matrice budgétaire unique à toutes les composantes de formation (UFR et Instituts) comportant des items homogènes en termes de nature et de méthodes de valorisation
- Lancement d'« études de marché » sur le positionnement de l'offre en FC, en termes de nature de cours, de volume horaire, de prix par rapport aux autres opérateurs publics et privés dans le cadre du renouvellement de leur catalogue de formation continue
- Révision des prix proposés sur la base de ces analyses en coûts complets, selon les publics et les financements associés éventuels.
- Développement des parcours en alternance pour permettre une mixité accrue des publics et diversifier les sources de financement.

#### Commentaires de l'université

La mise en œuvre des mesures énoncées, associée à une valorisation efficace de l'offre et un travail sur les coûts réels, devra permettre de faire évoluer le chiffre d'affaires dans une proportion non négligeable. Le pari de la modularisation et de fait, d'actions de formation plus séquencées et ciblées, drainera un nouveau public et amorcera sous une nouvelle forme l'entrée dans une logique diplômante.

**NB** : la mise en œuvre progressive de la loi de 2014 et les difficultés de financement dans le cadre du CPF, du fait des restrictions des listes d'éligibilité, rendent actuellement l'octroi de financements difficile.

IC 8	VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD	Lyon 2
------	--	--------

Action	Bibliothèques et documentation
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche par l'augmentation des horaires d'ouverture
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date et source de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Sont prises en compte dans le calcul de la cible les bibliothèques universitaires et les bibliothèques intégrées du SCD ou du SICD, et répondant également aux deux critères suivants : - ouvertes au moins 45 heures par semaine ; - dotées de plus de 100 places assises. Les bibliothèques non intégrées au SCD ou au SICD sont exclues du champ de la mesure.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Pourcentage d'augmentation globale de l'ouverture hebdomadaire dans l'ensemble des bibliothèques universitaires et intégrées répondant aux critères définis dans la rubrique « Champ de la mesure », entre l'année 2014 et l'année d'échéance du présent contrat. La moyenne est calculée sur la base des horaires en vigueur durant la plus grande partie de l'année pour chaque bibliothèque prise en compte dans le calcul. Les extensions ou réductions ponctuelles ne doivent donc pas être prises en compte dans ce calcul ; elles peuvent en revanche être signalées dans la partie Commentaires comme élément d'appréciation complémentaire.
Mode de calcul	Vd (valeur de départ) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année 2013, en nombre d'heures. Va (valeur d'arrivée) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année de l'échéance du contrat, en nombre d'heures. La cible correspond à la marge de progression réalisée, exprimée en pourcentage, et calculée de la manière suivante : $T = (Va - Vd) / Vd \times 100$

Compte tenu de sa situation propre et des orientations stratégiques définies pour le contrat quinquennal, l'Université se donne les objectifs suivants :

## A compléter par l'établissement

Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (Vd)	60,5
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées à l'échéance du contrat (Va)	54
Variation (Va-Vd)	-6,5
Cible 2020 (%)	65

## Précisions

L'indicateur est destiné à mesurer l'effort accompli par l'établissement pour améliorer l'accessibilité des ressources documentaires à son public. Le « Plan Renouveau des Bibliothèques » lancé en 2010 par le MENESR a souligné l'importance de l'extension des horaires dans la réalisation de cet objectif.

Pour autant, l'histoire et les spécificités propres à chaque établissement peuvent impliquer des stratégies différenciées en la matière, telles que :

- privilégier une amélioration des services offerts par la bibliothèque à une augmentation des horaires (dans le cas, par exemple, d'une bibliothèque déjà très ouverte)
- maintenir le niveau d'ouverture hebdomadaire mais augmenter le nombre de jours d'ouverture dans l'année (périodes de vacances, notamment)
- concentrer les efforts sur un ou deux sites stratégiques en proposant une extension significative des horaires, ou au contraire, chercher à harmoniser les horaires des différentes sections du SCD.

Le contrat peut également être marqué par des regroupements de bibliothèques ou des fermetures temporaires de sites, voire des constructions de nouvelles bibliothèques, constituant autant d'éléments susceptibles de faire varier la politique poursuivie en matière d'horaires d'ouverture.

L'établissement est donc invité à donner en commentaires toutes les précisions ou compléments d'information qui lui paraîtraient utiles à une juste interprétation de la cible, notamment en ce qui concerne les bibliothèques restant à intégrer.

A compléter par l'établissement**Leviers d'action**

Il s'agit de développer une politique d'ouverture des horaires de SCD adaptée aux besoins évolutifs des usager.es et à leurs nouvelles pratiques de recherche documentaire. Cette adaptation des horaires d'ouverture se fera autant que possible dans le cadre d'une politique concertée de site.

Il convient cependant de garder à l'esprit que les contraintes budgétaires et les moyens en place ne sont pas les mêmes entre établissements (Université Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, ENS Lyon...). A titre d'illustration, le nombre d'ETPT titulaires dans les BU/SCD n'est pas le même entre la BU Diderot (ENS Lyon) et la BU Chevreul par exemple.... En outre les subventions versées au profit des SCD par les partenaires publics (MESR, CEDES Région Rhône-Alpes) ne sont pas identiques. Il n'est pas certain que le redéploiement de personnels et de moyens associés entre SCD soit envisagé à court terme.

L'amorçage de l'accroissement des amplitudes horaires sera fait dans le cadre de la mise en œuvre du programme Bibliothèque Ouverte déposé par l'Université de Lyon.

**Commentaires de l'université**

L'Université s'est engagée sur la dernière année à modifier les horaires d'ouverture du SCD, notamment celui du site Berges du Rhône. Les statistiques de fréquentation indiquent une baisse significative de la fréquentation du SCD aussi bien sur le site de Bron que celui du site Berges du Rhône (BU Chevreul) de plus de 10% en moyenne entre 2009 et 2014. Les statistiques de fréquentation des salles indiquent une baisse sensible après 19h et très faible sur le créneau 20h-21h.

Les facteurs explicatifs ont notamment trait à de nouvelles pratiques de recherche documentaire qui se font davantage en ligne que sur place – le SCD dans ses derniers budgets a pris acte de cette évolution en consacrant des ressources croissantes à la documentation électronique - et à la recherche par les étudiant.es de salles de travail en groupe plus que de salles de consultation individuelle d'ouvrages. Une autre explication tient à la mise en place d'horaires variables selon les jours. Le rétablissement d'horaires réguliers devrait permettre une meilleure visibilité du service pour les usager.es. La mise en place du dispositif Affluence ainsi que la coordination des horaires des bibliothèques du site dans le cadre du programme Bibliothèque ouverte devrait aussi aller dans ce sens.

Le financement de ces actions reste cependant incertain. Au titre des projets CEDES, l'établissement a soumis à la Région Rhône-Alpes le financement de vacations de monitorat en faveur du SCD. Au final, sur l'enveloppe globale destinée aux vacations de monitorat à destination principalement de la DFVE, de la DSI et du SCD, l'établissement a accru le montant versé au profit du SCD avec plus de 150 000 euros annuellement, en croissance de près de 10% sur la dernière année. Avec l'arrivée d'une nouvelle gouvernance à la Région Auvergne-Rhône-Alpes, il n'est pas certain que les crédits alloués au titre du Cedes restent identiques en termes de masses et de projets retenus.

**INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE**

IC 9	ENDORECRUTEMENT DES ENSEIGNANT.ES-CHERCHEUR.ES / BILAN ET PRÉVISION	Lyon 2
------	---	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international et accroître le dynamisme des équipes de recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignant.es-chercheur.es titulaires et stagiaires ; pourcentages
Date de la mesure	Recrutements avec affectation au cours de l'année civile considérée
Champ de la mesure	Toutes disciplines du Conseil national des universités (CNU) hors médecine et odontologie

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	Pour les maîtres.ses de conférences (MCF), le recrutement interne correspond d'abord aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou le titre jugé équivalent dans l'établissement mais ne comprend pas, dans le cas d'une mutation, le/la MCF titulaire exerçant précédemment dans l'établissement.  Pour les professeur.es des universités (PR), le recrutement interne recense seulement les personnes qui occupaient précédemment, en qualité de titulaire, un emploi de MCF dans l'établissement (les PR en première affectation après concours d'agrégation ne sont pas comptabilisés).
Mode de calcul	Le numérateur dénombre les recrutements internes. Le dénominateur comprend tous types de concours d'enseignant.es-chercheur.es titulaires.
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGRH

**A compléter par l'établissement**

Recrutement interne d'enseignant.es-chercheur.es ou endorecrutement		2013	2014	2015	Données cumulées 2013, 2014, 2015	Cible 2020 (données cumulées sur la période contractuelle)
Maîtres.ses de conférences	Effectifs*	4/20	8/24	3/8	15/52	
	%**	20%	33.33%	37.50%	28,84%	25%
Professeur.es des universités	Effectifs*	4/16	2/9	10/16	16/41	
	%**	25%	22.22%	62,5%	39.02%	30%

\* recrutement interne

\*\* 'recrutement interne / (recrutement total \*100)

**A compléter par l'établissement****Leviers d'action**

La composition des comités de sélection a évolué dès cette campagne 2016, suite à des décisions de principe prises au sein du Conseil académique en formation restreinte, pour l'ensemble de l'établissement.

A l'avenir, les directeur/trices d'U.F.R. et de laboratoire ne pourront plus assister aux délibérations du comité de sélection avec voix consultative. Par ailleurs, le plafond des membres du comité appartenant au laboratoire sera calculé sur la totalité des membres extérieurs et internes selon le principe de la stricte minorité. A titre d'exemple, pour un comité de huit membres, le nombre de membres du laboratoire recruteur ne pourra être supérieur à trois.

**Commentaires de l'université**

IC 10	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public	Lyon 2
-------	--	--------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 9. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 10. les recettes de la formation continue (7065) 11. la taxe d'apprentissage (7481) 12. les contrats et prestations de recherche 13. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 14. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 15. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 16. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 – 70681 – 70688 – 707 – 708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777. (et hors classe 1, hors 7813, 7815 et 7873)
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

## A compléter par l'établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	5 871 125	5 863 262	5 928 964 (+ 1 %)
Formation continue (2)	3 194 940	3 330 414	3 600 000 (+ 7 %)
Taxe d'apprentissage (3)	699 548	582 843	700 000 (+ 20 %)
Contrats et prestations de recherche (4)	1 137 149	945 742	1 230 000 (+ 30 %)
ANR investissements d'avenir (74411)	460 886	421 181	500 000 (+ 19 %)
ANR hors investissement d'avenir (74412)	456 289	385 408	480 000 (+ 24,50 %)
Hors ANR (704 – 705 – 7062 – 751)	219 974	139 153	250 000 (+ 80 %)
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)	7 149 467	5 975 984	7 300 000 (+ 22 %)
Régions (7442)	1 763 328	1 350 949	1 500 000 (+11 %)
Union européenne (7446)	1 880 882	1 180 294	2 200 000 (+ 86 %)
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)(A)	3 505 257	3 444 741	4 600 000 (+ 4,50 %)
Dons et legs des fondations (6)	3 503	2 000	5 000 (+ 150 %)
Produits exceptionnels (7)	30 668	29 688	35 000 (+ 18 %)
Autres ressources propres (8)	3 416 767	2 734 014	3 000 000 (+ 10 %)
Total	21 503 167	19 463 947	21 798 964 (+ 12 %)

(A) : A partir de 2016, les crédits ANR / PALSE seront comptabilisés dans la rubrique Autre car versés par l'UDL et non par l'ANR directement.

**Précisions** : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

## A compléter par l'établissement

## Leviers d'action

L'accompagnement des équipes dans la mise en place de formations continues et en alternance et dans la collecte de la taxe comme le recrutement de personnes expertes en ingénierie de projets sur la Recherche, les Relations Internationales et la formation continue doit permettre des réponses adaptées aux différents appels à projets / candidatures dans ces champs de compétences et ainsi faire évoluer nos ressources propres de type contractuel.



IC 11	PILOTAGE FINANCIER	Lyon 2
-------	--------------------	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description des indicateurs

Unité de mesure	<p><b>Objectif I-1</b> (Sincérité des prévisions budgétaires) : <b>taux d'exécution</b> des prévisions de fonctionnement et d'investissement, exprimé en pourcentage.</p> <p><b>Autres objectifs</b> : réalisation de l'objectif mesurée à l'aide d'une cote.  0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi  1 = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel  2 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels</p>
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

## I - Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :

A compléter par l'établissement

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires par la mise en place d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/ Budget modifié).	Fonctionnement : 81% Investissement : 48,8%	Il faut dissocier la sincérité des prévisions et le niveau des taux d'exécution et ne pas avoir à rattacher toutes nos recettes tel que sollicité par le Rectorat lors du BR2 2015	Fonctionnement 95% Investissement 90%
2- Se doter d'outils permettant un suivi financier infra annuel : pour accompagner son effort de maîtrise des taux d'exécution, l'établissement devra se doter de tableaux de bord permettant le suivi infra annuel des principaux agrégats de gestion : résultat, CAF, variation du fonds de roulement...	2	Objectif 2016 : Développement de requêtes BO et envoi mensuel automatique auprès des différents acteurs/trices de l'université	2
3- Élaborer les annexes relatives aux opérations pluriannuelles (et notamment plan pluriannuel d'investissement).	2	Objectif 2016 : réunions régulières à tenir pour pouvoir acter des reprogrammations au fur et à mesure de l'avancement des travaux	2
4- Se doter des outils de pilotage et de gestion de la masse salariale : la masse salariale devra faire l'objet d'un suivi particulier : tableaux prévisionnels et plans de suivi infra-annuel adaptés (l'écart entre le budget primitif approuvé et l'exécution finale devrait être comprise entre - 0.5 et +0.5%).	2		2

## II - Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :

A compléter par l'établissement

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Cible 2020
1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan	1	2
2 -Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)	1	2

IC 12	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGER.eS	Lyon 2
-------	--	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>12. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>13. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>14. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>15. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>16. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>17. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	2	4
2-Le système d'information et les services numériques	2	4
3-Le numérique au service de la formation des étudiant.es	2	3
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	2	3
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	3	4
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	2	3

A compléter par l'établissement

Leviers d'action

Commentaires de l'établissement

IC 13	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	Lyon 2
-------	------------------------------	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U/S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles,  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)  <i>A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :</i></p> $\frac{(58\,195\,h / 66\,salles)}{1\,120\,h} \text{ soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées}$ <p><i>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ;</i>  <i>Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\,m^2) + (79\% \times 5\,100\,m^2)}{8\,100\,m^2} = 73\%</math>.</i></p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71% en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements.  
Cible 2017 à 72%. (PLF 2015).

Occupation des locaux	Situation actuelle (2016)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	26 313	23	5 241	102	99
Salles banalisées	346 451	322	20 765	96	98
Total				97	98

## Leviers d'action

Optimisation des emplois du temps et du temps universitaire (sans doute un levier à la marge car les enseignants-chercheurs assument également leur fonction de chercheurs lorsqu'ils et elles n'enseignent pas...).

Ouverture de nouvelles salles de grandes capacités et de deux amphis sur le site BDR (investissements nécessaires).

Mobilisation d'autres sites d'enseignement dans le cadre de la co-accreditation en cours.

## Commentaires de l'établissement

La mise à jour des relevés de surfaces et des plans des locaux entamée depuis 2012, informatisées sous AUTOCAD, a permis de fiabiliser année après année les surfaces SHON utilisées pour les enquêtes. D'autres données sont à conforter dans nos bases comme la nomenclature des salles qui n'est pas stable et explique pour partie les écarts entre les enquêtes. Reste qu'au final, l'ensemble de nos locaux est saturé. Les chiffres présentés ci-dessus englobent l'ensemble des locaux de l'établissement mais notre campus Berges du Rhône présente des taux d'occupation encore supérieurs.

Malgré l'optimisation de la gestion de nos locaux, nous sommes en difficulté du fait de l'augmentation, années après années de nos effectifs, d'une offre de formation renforcée (Masters, Lpro, MEEF, DU) au cours du contrat qui s'achève, ainsi qu'à l'augmentation des événements scientifiques et culturels depuis la mise en place en 2013 d'un service dédié (bilan 2014 : 396 événements organisés allant d'1/2 journée à plus de 2 semaines).

Le passage pour la rentrée 2016 à la licence à 1 500 h, la réforme des L1 (portails), la volonté de développement de la formation tout au long de la vie, l'innovation par la création de nouvelles formations, la mise en accessibilité des locaux, et bien entendu la croissance des effectifs difficile à contenir, sont autant de facteurs pouvant générer de nouveaux besoins en locaux. L'adaptation de ces derniers, de nos modes d'enseignement et de notre calendrier universitaire, les mutualisations dans le cadre de la Comue, sont des pistes aujourd'hui mobilisées mais qui ne parviendront sans doute pas à totalement faire face aux besoins de nouvelles surfaces dédiées autant à la formation qu'à la production et à la diffusion des connaissances scientifiques... Le travail en cours portant sur la soutenabilité de notre nouvelle offre de formation permettra d'établir rapidement les nouveaux besoins liés à la formation.

Les données d'occupation communiquées sont celles de l'année universitaire 2014-2015.

IC 14	MESURE DES EVOLUTIONS DE SURFACES IMMOBILIERES (solde en m²)	Lyon 2
-------	--	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Surfaces immobilières recensées dans l'enquête immobilière DGESIP

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Enquête immobilière de la DGESIP
Source	établissement
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

Années	Situation existante			Objectifs		
	Dénomination bâtiment	Situation domaniale	m² existants	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Situation initiale	Tous bâtiments établissement		141 543			
2016	Musée des Moulages	Bien propre	2 773	2 773	-	-
	Blandan	Ville de Lyon	2 728	2 728	-	-
	MILC	Mise à dispo. FD	0	-	1 435	1 435
	N5 (BMP)	Bien propre	132	132		
2017	BMP « Z »	Location	4 318	4 318	-	-
	« Brumaire »	Location	202	202	-	-
	Bâtiment H (PDA)	Mise à dispo. FD	0	-	9 050	9 050
	Musée des Moulages	Bien propre	0	-	3 008*	3 008*
2018			-	-	-	-
2019	Learning center	A construire**	-	-	8 500	8 500
2020	Bâtiment J (PDA)	Mise à dispo. FD**	5 901	5 901	-	-
soldes				16 054	21 993	5 939
Evolution des m² à l'issue du contrat			141 543	16 054	21 993	147 482

\* La superficie correspondante est indiquée en Surface de Plancher.

\*\* Les surfaces indiquées seront à préciser en cours de contrat puisque nous ne sommes à ce stade du CPER qu'au début de la phase avant-projet. Il est également possible que la surface « m² libérés » puisse être augmentée en intégrant des éléments du bâtiment K.

*Précisions :*

Par m² libérés on entend les surfaces inutiles qui ne sont plus occupées par une activité de l'établissement, les surfaces remises aux domaines ou cédés, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou vouées à la démolition.

Les m² nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

**Commentaires de l'établissement :**

Notre établissement a mis en place une politique immobilière fonctionnelle détaillée dans son SPSI (2012), un schéma directeur pour son campus PDA (2014) et une étude de maîtrise d'œuvre urbaine est en cours. Elle dispose également d'un PPI ; l'ensemble étant évidemment articulé. La politique d'investissement a été confortée avec rigueur mais, malgré un gros effort financier consenti sur ses ressources propres, l'Université dépend encore très largement des ouvertures de crédits et des recettes correspondantes des partenaires territoriaux et de l'Etat (CPER, Plan Campus, etc.) afin d'améliorer la situation du bâti et les surfaces.

L'Université a mandaté un Bureau d'Etudes pour réaliser des études en vue de la mise en œuvre d'un Ad'AP, déposé le 27 septembre 2015, et validé depuis. L'Université a souhaité inscrire son engagement en créant une ligne Ad'Ap dans son PPI (à noter également la mobilisation de nos ressources internes (ateliers) pour réaliser les petites opérations de mise en accessibilité (ex. : marquages peintures).

Un point très fort, également à souligner, est que nous pratiquons depuis plusieurs années l'amortissement de notre patrimoine, ce qui nous permet d'alimenter correctement nos dotations au PPI, renforçant ainsi la capacité d'investissement.

Il est souhaitable que les équipes présidentielles, avec l'aide des compétences de la DIRPAT et du service de stratégie immobilière de la Comue de Lyon, poursuivent et intensifient les actions visant à la mise aux normes des bâtiments dédiés à l'enseignement, la recherche et la gestion. Il en va de même pour les projets immobiliers car les besoins sont évidents lorsqu'on regarde les taux d'occupation. Reste que sans un soutien continu et sans faille des pouvoirs publics (Etat et Collectivités), sa mission de service public ne pourra pas être assumée correctement et durablement. Face à cela, le prochain CPER 2015-2020 et le suivant seront déterminants pour les actions encore à mener notamment sur les sites non pris en compte pas le plan campus (3/5 de notre patrimoine...).

Notre campus Berges du Rhône bénéficiera dans les 4 ans qui viennent de travaux de mise aux normes mais aucune amélioration fonctionnelle n'est possible pour l'instant compte tenu du niveau des engagements financiers. Pourtant, il est clair que pour faire face à l'augmentation des effectifs, deux amphithéâtres de grande taille seraient nécessaires. Après les travaux du plan campus, des surfaces (actuellement dédiées aux opérations tiroirs) seront redéployées mais rien n'est envisageable pour l'instant pour des amphithéâtres.

## INDICATEUR SPECIFIQUE DE PERFORMANCE

IS1	RELATIONS INTERNATIONALES	Lyon 2
-----	---------------------------	--------

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

## Sous-indicateur 1 - Mobilité sortante – Nombre d'étudiant.es effectuant une mobilité non-diplomante

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre brut
Date de la mesure	Année n
Champ de la mesure	Etudiant.es inscrit.es en Licence et en Master
Objectif	Permet de mesurer le dynamisme à l'international de l'établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Sont indiqués le nombre de mobilités effectuées, en ventilant par destination (Europe, hors Europe) et par type (études intégrées ou stage)
Source	Etablissement
Mode de calcul	

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Total des mobilités en Europe, études /stages	258 / 34	291 / 23	353 / 23	340
Total des mobilités hors Europe, études /stages	340 / 114	326 / 106	311 / 66	480
Total des mobilités, tout confondu	746	746	693	820 (augmentation de 18%)

## Leviers d'action

Mieux informer les étudiant.es et les enseignant.es-chercheur.es des avantages indéniables de la mobilité d'études, en matière de professionnalisation, de connaissance linguistique et d'ouverture culturelle. Travailler de manière concertée avec les organismes financeurs (Erasmus, CROUS, Région) pour étendre l'accès aux bourses pour les étudiant.es concerné.es.

## Commentaires de l'université

La cible proposée peut sembler timide, mais elle dépend en grande partie de facteurs exogènes. En effet, l'Université travaillera encore et toujours pour accroître la mobilité étudiante sortante, sous toutes ces formes, car elle est gage de professionnalisation et d'ouverture, et nous tenons certaines des clés, dans la mesure où nous ouvrons de nouvelles coopérations et signons de nouveaux partenariats. Mais il faut aussi raisonner avec le fait que les diminutions des bourses rendent nettement plus difficile la mobilité pour



les étudiant.es, notamment celles et ceux aux moyens moins importants, et il faut aussi se rappeler que, plus marginalement, des événements géopolitiques jouent un rôle – il n'est pas certain que l'on puisse développer des relations structurées avec la Turquie dans les mois et les années qui viennent, par exemple.

## Sous-indicateur 2 - Mobilité dans le cadre de formations diplômantes (diplômes en partenariat international)

### Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre brut
Date de la mesure	Année n
Champ de la mesure	Etudiant.es inscrit.es en Licence et en Master

### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Est indiqué le nombre d'étudiant.es effectuant une mobilité <b>obligatoire</b> dans le cadre d'une convention de formation ou diplôme partagé ou conjoint. Sont séparées les mobilités entrantes et sortantes
Source	Établissement
Mode de calcul	Les chiffres sont donnés en ventilant par mobilité entrante et sortante, et par destination (Europe, hors Europe)

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Nombre d'étudiant.es sortant.es	Europe : 66 Hors Europe : 37 <b>103</b>	Europe : 75 Hors Europe : 54 <b>129</b>	Europe : 94 Hors Europe : 36 <b>130</b>	<b>160</b>
Nombre d'étudiant.es entrant.es	Europe : 100 Hors Europe : 2 <b>102</b>	Europe : 110 Hors Europe : 7 <b>117</b>	Europe : 106 Hors Europe : 3 <b>109</b>	<b>135</b>

### Leviers d'action

La négociation et signature de nouveaux accords de formation partagée, et notamment avec des partenaires hors Europe.

### Commentaires de l'université

Les formations partagées sont un vrai enjeu stratégique pour Lyon 2, et c'est pourquoi il convient de refléter cet état de fait dans des cibles un peu plus ambitieuses que pour la mobilité non-diplomante. Les mêmes remarques valent, évidemment, pour ce qui est de l'incertitude en matière de bourses et de conjoncture politique internationale, qui détermine les procédures d'obtention de visas et d'accès au terrain et aux institutions. Il sera particulièrement important de s'atteler à attirer plus d'étudiant.es de pays non-européen, car si l'équilibre entre les deux zones n'est pas atteint.



**VOLET SPÉCIFIQUE  
UNIVERSITÉ LUMIÈRE - LYON 2  
ANNEXES « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## Université Lumière – Lyon 2 – FORMATION

## Annexe de l'arrêté du 23 mai 2016

Académie de LYON Université Lyon-II

L'établissement susvisé est accrédité à compter de l'année universitaire 2016-2017 en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

## Capacité(s) en droit

	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
19990350 CAPACITE EN DROIT		2011-2012	10 ans	2020-2021

## Diplôme(s) d'accès aux études universitaires

<i>option</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
19990424 OPTION A		2011-2012	10 ans	2020-2021

## Diplôme(s) universitaire(s) de technologie « cursus licence »

## IUT de BRON

<i>Spécialités</i>	<i>implantation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
Qualité logistique industrielle et organisation	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Hygiène sécurité environnement	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Gestion des entreprises et des administrations	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Option(s) :				
Gestion comptable et financière (ex Finance-comptabilité)				
Gestion et management des organisations (ex Petites et moyennes organisations)				
Gestion des ressources humaines (ex Ressources humaines)				
Gestion logistique et transport	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Statistique et informatique décisionnelle	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021

## Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES

## Licence(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20140747 Arts du spectacle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140748 Langues étrangères appliquées		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140749 Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140751 Lettres, langues		2016-2017	5 ans	2020-2021

20140750 Lettres	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140752 Musicologie	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140765 Sciences du langage	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION**  
Licence(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160337 Administration publique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140753 Administration économique et sociale		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140754 Droit		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140755 Economie et gestion	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES**  
Licence(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20140756 Géographie et aménagement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140758 Histoire de l'art et archéologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140757 Histoire		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160495 Humanités	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140759 Information-communication	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140760 Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140761 Psychologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140762 Science politique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140763 Sciences de l'Homme, anthropologie, ethnologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140764 Sciences de l'éducation		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140767 Sciences et technologies		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160345 Sciences sociales		2016-2017	5 ans	2020-2021

20140766 Sociologie	2016-2017	5 ans	2020-2021
---------------------	-----------	-------	-----------

**Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160348 Techniques du son et de l'image		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160350 Activités juridiques : assistant juridique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160351 Activités juridiques : contentieux et recouvrement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160352 Activités juridiques : métiers du droit social		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160354 Assurance, banque, finance : chargé de clientèle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160355 Assurance, banque, finance : supports opérationnels		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160356 Logistique et pilotage des flux		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160358 Management des transports et de la distribution		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160359 Métiers de l'industrie : gestion de la production industrielle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160362 Métiers de la GRH : assistant		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160360 Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des associations		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160363 Métiers du BTP : travaux publics		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160365 Guide conférencier		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160366 Métiers de la communication : chef de projet communication		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160368 Métiers de la mode		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160369 Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement		2016-2017	5 ans	2020-2021

20160371 Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160372 Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160375 Métiers du tourisme et des loisirs	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160377 Logistique et systèmes d'information		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160378 Métiers du décisionnel et de la statistique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160380 Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement		2016-2017	2 ans	2017-2018

**Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160394 Arts de la scène et du spectacle vivant	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160395 Cinéma et audiovisuel	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160396 Didactique des langues	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160397 Français langue étrangère		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160398 Langues étrangères appliquées	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160399 Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160400 Lettres	SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160401 Mondes anciens	LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160402 Musicologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160403 Sciences du langage		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160404 Traduction et interprétation	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160405 Administration publique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160406 Analyse et politique économique	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160407 Droit des affaires	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160408 Droit privé	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160409 Droit public	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160410 Droit social	LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160411 Economie de l'environnement, de l'énergie et des transports	ENTPE LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160412 Economie du travail et des ressources humaines		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160413 Economie sociale et solidaire	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160414 Justice, procès et procédures	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160415 Management de l'innovation		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160416 Management stratégique	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160417 Monnaie, banque, finance, assurance	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, EC LYON, ENTPE LYON, LYON 1, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018
20160420 Sciences économiques et sociales	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

### Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>
20160421 Anthropologie		2016-2017	5 ans
20160422 Archéologie, sciences pour l'archéologie		2016-2017	5 ans
20160423 Communication des organisations	LYON 3	2016-2017	5 ans
20160424 Direction de projets ou établissements culturels		2016-2017	5 ans
20160425 Ergonomie		2016-2017	2 ans
20160426 Etudes sur le genre	LYON 1	2016-2017	5 ans
20160427 Gestion de l'environnement	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans



20160428	Gestion des territoires et développement local	LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160429	Géomatique	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160431	Histoire de l'art		2016-2017	5 ans
20160432	Histoire, civilisations, patrimoine	SAINT-ETIENNE, ENTPE LYON, ENSSIB LYON	2016-2017	5 ans
20160430	Histoire	SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160433	Humanités numériques	ENSSIB LYON, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160434	Information, communication	SAINT-ETIENNE, LYON 1, ENSSIB LYON, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160435	Intervention et développement social	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans
20160436	Journalisme		2016-2017	2 ans
20160438	Mode		2016-2017	5 ans
20160401	Mondes anciens	LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160441	Mondes médiévaux	LYON 3, CHAMBERY, EHESSE PARIS, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160444	Psychologie : psychopathologie clinique psychanalytique		2016-2017	5 ans
20160446	Psychologie de l'éducation et de la formation		2016-2017	2 ans
20160447	Psychologie sociale, du travail et des organisations	EC LYON	2016-2017	5 ans
20160443	Psychologie		2016-2017	5 ans
20160449	Science politique	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160450	Sciences cognitives	ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160452	Sciences de l'eau	LYON 1, LYON 3	2016-2017	5 ans
20160453	Sciences de l'éducation	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans
20160454	Sciences des religions et sociétés	LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160471	Sciences sociales	ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160420	Sciences économiques et sociales	ENS LYON	2016-2017	5 ans
20160455	Sociologie	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans

20160456	Tourisme			2016-2017	5 ans
20160457	Urbanisme et aménagement	ENTPE LYON		2016-2017	5 ans
20160458	Ville et environnements urbains	SAINT-ETIENNE, ENS ARCH ST ETIENNE, ENS ARCH LYON, ENTPE LYON, LYON 3, ENS LYON		2016-2017	5 ans

## Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ

### Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160427 Gestion de l'environnement	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160459 Informatique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, LYON 1, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, EC LYON, ENTPE LYON, LYON 1, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018
20160452 Sciences de l'eau	LYON 1, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

## Université Lumière – Lyon 2 - RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles		Partenaires
			Organismes	Établissements	
DS 6 Sciences Humaines et Humanités					
EA 4160	PASSAGES XX-XXI	Bérénice HAMIDI-KIM		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 4163	GROUPE DE RECHERCHE EN PSYCHOLOGIE SOCIALE (GREPS)	Nikos KALAMPALIKIS		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 4147	ÉQUIPE DE RECHERCHE DE LYON EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ELICO)	Isabelle GARCIN-MAROU		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 1 U-Lyon 3 IEP Lyon ENSSIB	
EA 3082	LABORATOIRE D'ETUDE DES MECANISMES COGNITIFS (EMC)	Bernard LETE		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 4571	EDUCATION, CULTURES et POLITIQUES (ECP)	Françoise LANTHEAUME		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne	
EA 653	CENTRE DE RECHERCHES EN PSYCHOPATHOLOGIE ET PSYCHOLOGIE CLINIQUE (CRPPC)	Anne BRUN		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 4162	CENTRE DE RECHERCHE EN TERMINOLOGIE ET TRADUCTION (CRTT)	François MANIEZ		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 3728	LABORATOIRE D'ETUDES RURALES (LER) - SOCIÉTÉS ET ESPACES RURAUX DE L'EUROPE CONTEMPORAINE 19È-21È SIÈCLES	Claire DELFOSSE		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 1853	LANGUES ET CULTURES EUROPEENNES (LCE)	Ralf ZSCHACHLITZ		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 4573	DROITS, CONTRATS ET TERRITOIRES (DCT)	Isabelle BON-GARCIN		<a href="#">U-Lyon 2</a>	
EA 4161	CONCEPTION DE L'ACTION EN SITUATION (COACTIS)	Martine SEVILLE		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne	
EA 7356	INSTITUT DES LANGUES ET CULTURES D'EUROPE, AMERIQUE, AFRIQUE, ASIE ET AUSTRALIE (ILCEA4)	Almudena DELGADO LARIO		<a href="#">U-Grenoble</a> U-Lyon 2	
UMR 5600	ENVIRONNEMENT, VILLE, SOCIÉTÉ (EVS)	Jean-Yves TOUSSAINT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne INSA Lyon ENSA Lyon ENS Lyon ENTPE ENSM-SE	
UMR 5189	HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES (HISOMA)	Véronique CHANKOWSKI	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon	
UMR 5190	LABORATOIRE DE RECHERCHE HISTORIQUE RHÔNE-ALPES (MODERNE ET CONTEMPORAINE) (LARHRA)	Bernard HOURS	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Grenoble ENS Lyon	
UMR 5648	HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE, LITTÉRATURE DES MONDES CHRÉTIENS ET	Jean-Louis GAULIN	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Avignon	

	MUSULMANS MÉDIÉVAUX (CIHAM)			ENS Lyon EHESS U-Lyon 3
UMR 5596	DYNAMIQUE DU LANGAGE (DDL)	Sophie KERN	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a>
UMR 5138	ARCHEOLOGIE ET ARCHEOMETRIE (ArAr)	POUX Matthieu	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon1
UMR 5133	ARCHEORIENT ENVIRONNEMENTS ET SOCIETES DE L'ORIENT ANCIEN	Christophe BENECH	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a>
UMR 5191	INTERACTIONS, CORPUS, APPRENTISSAGE, REPRESENTATIONS (ICAR)	Sandra TESTON-BONNARD	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> ENS Lyon
UMR 5317	INSTITUT D'HISTOIRE DES REPRÉSENTATIONS ET DES IDÉES DANS LES MODERNITÉS (IRHIM)	Oliver BARA	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne U-Clermont-2
UMR 5062	INSTITUT D'ASIE ORIENTALE (IAO)	Béatrice JALUZOT	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 IEP LYON
UMR 5593	LABORATOIRE AMENAGEMENT, ECONOMIE, TRANSPORTS (LAET)	Charles RAUX	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> ENTPE
USR 3155	INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ARCHITECTURE ANTIQUE (IRAA)	François QUANTIN	CNRS	<a href="#">U-Aix-Marseille</a> U-Lyon 2 U-Pau
FRE 3768	INSTITUT DES SCIENCES DE L'HOMME (ISH)	Jean-Louis GAULIN (administrateur provisoire)	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon IEP Lyon
FED 4147	INSTITUT SUPÉRIEUR POUR L'ÉTUDE DES RELIGIONS ET DE LA LAÏCITÉ (ISERL)	Philippe MARTIN		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne
FR 3621	SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES CULTURES ET SOCIETES NUMERIQUES (Agorantic) NB : sous réserve que la convention soit signée par l'ensemble des parties prenantes.	Eric TRIQUET Rachid ELAZOUZI	CNRS	<a href="#">U-Avignon</a> U-Lyon 2 U- Lyon 3 U-Aix Marseille (AMU) U-Nice Sofia Antipolis (UNS) EHESS ENS Lyon
FR 3747	MAISON DE L'ORIENT ET DE LA MÉDITERRANÉE - JEAN POUILLOUX (MOM)	Françoise LE MORT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a>
Label	Intitulé	Responsable	Tutelles Organismes	Partenaires Établissements

DS 7 Sciences Sociales				
Demande d'UMR	LABORATOIRE D'ANTHROPOLOGIE DES ENJEUX CONTEMPORAINS (LADEC)	Dejan DIMITRIJEVIC	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> ENS Lyon
UMR 5137	CENTRE DE RECHERCHES CRITIQUES SUR LE DROIT (CERCRID)	Mathieu DISANT	CNRS	<a href="#">U-Saint-Etienne</a> U-Lyon 2
UMR 5824	GROUPE D'ANALYSE ET DE THÉORIE ÉCONOMIQUE LYON-SAINT-ETIENNE (GATE L-SE)	Sonia PATY	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne ENS Lyon U-Lyon 1
UMR 5283	CENTRE MAX WEBER (CMW)	Bruno MILLY	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne ENS Lyon

UMR 5206	TRIANGLE : ACTION, DISCOURS, PENSÉE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE	Renaud PAYRE	CNRS	<a href="#">ENS LYON</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne IEP Lyon
FED 7273	MANAGEMENT ET ÉCONOMIE LYON SAINT-ETIENNE (MAELYSE)	Peter WIRTZ		<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Lyon 1 U-Saint-Etienne ENS Lyon EM Lyon

DS 8 Sciences pour l'ingénieur					
FED 4161	OBSERVATOIRE DE TERRAIN EN HYDROLOGIE URBAINE (OTHU)	Sylvie BARRAUD	IRSTEA	<a href="#">INSA Lyon</a> ECL U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ENTPE VetAgroSup	GRAIE

DS 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication					
EA 4570	DECISION, INFORMATION POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION (DISP)	Valérie BOTTA- GENOULAZ		<a href="#">INSA Lyon,</a> U-Lyon 1 U-Lyon 2	
EA 3083	ENTREPOTS, REPRESENTATION ET INGENIERIE DES CONNAISSANCES (ERIC)	Jérôme DARMONT		<a href="#">U-Lyon 2,</a> U-Lyon 1	
UMR 5205	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE EN IMAGE ET SYSTÈMES D'INFORMATION (LIRIS)	Mohand-Saïd HACID	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ECL	
FR 3403	FEDERATION LYONNAISE DE MODELISATION ET SCIENCES NUMERIQUES (FLMSN)	Marc BUFFAT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Lyon 2 ENS Lyon INSA Lyon ECL	



## VOLET SPECIFIQUE

### UNIVERSITE JEAN MOULIN – LYON 3

#### I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE Udl

*I-1- Etre un acteur essentiel du pôle SHS du site de Lyon-Saint-Etienne*

*I-2- Jouer un rôle clé dans le rayonnement international de l'UDL, en particulier dans le cadre de la francophonie et de l'Alliance internationale*

*I-3- Mobiliser fortement les équipes et les personnels sur des projets partagés et renforcer la dynamique de recherche du site, en particulier dans le cadre de l'IDEX*

*I-4- Participer à l'offre de formation des personnels existante au niveau du site de l'UDL*

*I-5- Assurer une contribution active aux réflexions menées par les 7 commissions thématiques de la COMUE, et aux réponses élaborées en commun aux appels à projets nationaux*

#### II- La formation

*II-1- Inscrire l'offre de formation de niveau licence (L, LP, IUT) dans la politique de site*

*II-2- Maintenir l'exigence d'un haut niveau disciplinaire*

*II-3-Accentuer la professionnalisation de la formation en renforçant les liens avec le monde socio-professionnel*

*II-4-Promouvoir l'internationalisation des formations et garantir des formations délocalisées de qualité*

*II-5-Accompagner le développement de la pédagogie numérique (production de contenus numériques (MOOC...), aménagement d'espaces numériques pédagogiques collaboratifs*

*II-6- Développer une démarche d'accompagnement « individualisée » des étudiants*

*II-7- Développement de la politique des bibliothèques universitaires*

#### III- La recherche

*III-1- Faire évoluer le Service général de la recherche vers une Direction de la recherche*

*III-2- Poursuivre et renforcer le pilotage de la recherche et la structuration des équipes de recherche*

*III-3- Consolider la capacité à lever des financements externes de la recherche : poursuivre le soutien et l'accompagnement des chercheurs pour construire des projets collaboratifs structurants et autofinancés (projets européens, ANR, partenariats industriels...)*

*III-4-Mettre en place à l'échelle de l'établissement et du site un Système d'Information Recherche efficient et partagé*

#### IV- La gouvernance

*IV-1-Accroître la mise en œuvre d'une démarche qualité (politique sociale, culture de projet, réorganisation, cellule de contrôle interne)*

*IV-2- Poursuivre la démarche de professionnalisation des personnels via la formation continue*

*IV-3- Rechercher de nouveaux espaces immobiliers (dans le cadre de la COMUE et en dehors)*

*IV-4- Poursuivre les actions de rapprochement et de collaboration avec Lyon 2*

#### Récapitulatif des jalons de la trajectoire de Lyon 2

**Annexe financière**

**Indicateurs de performance**

**Annexe formation et recherche**

L'université Jean Moulin Lyon 3 se veut créatrice de sens et d'avenir pour la société. Elle aspire, par la mobilisation de ses domaines de compétences, à devenir un creuset d'où peuvent émerger, par la formation de ses étudiants, la production des savoirs et la qualité de sa recherche, des réponses innovantes aux attentes et enjeux sociétaux. Cet objectif, qui répond à la responsabilité sociétale de l'université, passe par l'articulation de la recherche et des formations avec les attentes du monde socio-économique. Sans rien céder de leurs exigences méthodologiques et disciplinaires, les enseignants-chercheurs de l'université Jean Moulin Lyon 3, université pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales, sont ouverts à toutes les disciplines pour questionner de manière large le monde en relation avec la cité, les entreprises, les associations, les institutions culturelles... Face aux changements rapides de nos sociétés, l'université apporte ses compétences et sa vision à long terme, et les conjugue avec le pragmatisme du monde économique. C'est avec cette approche qu'elle forme et professionnalise ses étudiants, à la fois pour faciliter leur insertion professionnelle et pour leur permettre de répondre, en acteurs éclairés et responsables, aux enjeux du monde actuel.

Par ailleurs, le projet d'université s'opère par ailleurs, le projet d'université s'opère dans un contexte contraint, avec pour l'université un taux d'encadrement qui reste parmi les plus bas de France en dépit d'un effort important du ministère qui a attribué 104 emplois nouveaux depuis 2013. Cette situation nécessite d'inventer des solutions innovantes en termes de fonctionnement et de financement. Cela passe notamment par le recours à une organisation en mode projet, dans une logique d'ouverture et de travail collaboratif avec les partenaires académiques et socio-économiques. Outre le décloisonnement des disciplines destiné à favoriser la transdisciplinarité et l'émergence de projets collaboratifs de formation et de recherche, l'Université Jean Moulin Lyon 3 entend rapprocher ses catégories de personnel au sein d'équipes projet réunissant administratifs et enseignants. Cette approche de mixité des compétences de tous les personnels de l'université favorise le dialogue et le partage de solutions originales. L'Université Jean Moulin Lyon 3 a l'ambition d'être un acteur majeur dans l'environnement universitaire et socio-professionnel à l'échelle régionale, nationale et internationale afin d'assurer son développement, à la fois pour elle-même et pour chacune des entités qui la constituent, composantes, unités de recherche, équipes de formation... Pour jouer ce rôle d'interface et de catalyseur sur son territoire, avec la Région Auvergne Rhône-Alpes, la Métropole lyonnaise, le site de Bourg-en-Bresse, l'université s'appuie sur le dynamisme de la COMUE Université de Lyon (UdL) dont elle est un membre actif. Dans le cadre de cet engagement au sein de l'UdL, l'Université Jean Moulin Lyon 3 entend poursuivre ses actions de rapprochement avec l'Université Lumière Lyon 2, tant dans le domaine des formations et de la recherche que dans celui des thématiques administratives et techniques.

## **I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE UdL**

### ***I-1- Etre un acteur essentiel du pôle SHS du site de Lyon-Saint-Etienne***

L'Université Jean Moulin Lyon 3 entend non seulement être moteur dans tous les domaines d'activités du site (formation initiale et continue, recherche, relations internationales, gouvernance et administration de l'UdL), mais aussi développer son action au niveau des collectivités. Elle pense son ouverture comme une ouverture vers la société dans une logique de décloisonnement visant à assurer la promotion des Sciences Humaines et Sociales (SHS).

L'Université Jean Moulin Lyon 3 favorisera toutes les formes de mutualisation dès lors qu'elles porteront une valeur ajoutée pour la formation et/ou la recherche publiques. A titre d'exemple, le travail sur la mutualisation des achats au sein de l'UdL montre la voie à suivre ; celui conduit par les Vices Présidents CFVU (Conseil de la Formation et de la Vie Universitaire) des quatre universités indique les marges de progression en matière de formation. Ainsi, le rapprochement des formations de Lyon 3 avec celles de Lyon 2 sera poursuivi. Le projet MILC (Maison Internationale des Langues et des Cultures de Lyon 2 et Lyon 3), dont l'Université Jean Moulin Lyon 3 a pris la maîtrise d'ouvrage et assure la gestion de site et l'exploitation technique, est exemplaire de ce que les deux universités peuvent construire pour les SHS.



## ***I-2-Jouer un rôle clé dans le rayonnement international de l'UDL, en particulier dans le cadre de la francophonie et de l'Alliance internationale***

Le développement international de l'Université Jean Moulin demeure une priorité, mais il sera à la fois sélectif et partenarial. Ce développement international, qui a bénéficié largement aux formations, notamment aux formations délocalisées, mettra davantage l'accent sur la recherche. Là aussi, le mode projet sera privilégié pour parvenir à des co-constructions d'envergure européenne ou mondiale. L'objectif est d'être de plus en plus visible sur les domaines de compétences de Lyon 3, en étant plus largement présents dans l'octroi des projets, ce qui impose de se situer dans le cœur de cible des appels à projets (AAP). C'est la poursuite d'une stratégie de développement de projets coopératifs qui permettra d'atteindre cet objectif.

Au-delà des zones historiquement définies comme prioritaires (Europe, Amérique du Nord, Afrique), l'université a clairement défini les zones où elle entend être université de référence pour le site – c'est le cas par exemple de Sao Paulo (projet de double licence PITES dans le cadre d'une AAP d'amorçage UdL Palse / USP), de Shanghai et du Canada – et mettra les moyens nécessaires à la mise sur routes des projets avec ces zones (par exemple, dans le cadre du projet « Mémoire et reconstruction nationale »). Par ailleurs, elle continuera de mener son projet de soutien à l'Université française d'Arménie (UFAR).

Lors de la transformation de l'Iframond (Institut pour l'Étude de la Francophonie et de la Mondialisation) en Institut International pour la Francophonie (2IF) en 2014, mission a été donnée à ce dernier d'inscrire les actions francophones au niveau de l'UdL pour rayonner à l'international et répondre aux défis de la mondialisation. A cet effet, le nouveau site de l'institut a été ouvert en 2015 directement sur le site de l'UdL. La stratégie de la francophonie au sein de l'UdL conduite par l'institut sera organisée autour de 3 axes :

- Mise en place d'un site de ressources <https://2if.universite-lyon.fr/>, dont l'objectif est de rendre visible l'UdL sur le web et au-delà et d'être efficace en donnant une place aux ressources produites sur ce thème par les universitaires lyonnais.
- Evolution du DU « Francophonie et Mondialisation » en « Francophonie et Culture : outils du développement local » ; ce DU s'adresse à des cadres et élus d'administration territoriales, principalement africains, et deviendrait un DU de l'UdL.
- Rénovation de la revue de l'institut (revue internationale des mondes francophones), dont la ligne éditoriale est réécrite autour d'études transdisciplinaires en SHS sur la francophonie.

## ***I-3- Mobiliser fortement les équipes et les personnels sur des projets partagés et renforcer la dynamique de recherche du site, en particulier dans le cadre de l>IDEX***

Les établissements de l'UdL sont les partenaires naturels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dont le développement est lié à celui du site. Les projets initiés par Lyon 3 et pilotés par des membres de sa direction sont systématiquement proposés aux partenaires, afin de contribuer au rayonnement du site. C'est le cas de l'entrepreneuriat étudiant : dans ce contexte, l'Université Jean Moulin Lyon 3 fait l'acquisition du foncier, finance une partie du projet en complément du CPER et opère la réhabilitation de la « maison du Directeur », à proximité immédiate de la Manufacture des Tabacs, en vue d'y loger, au bénéfice de l'ensemble du site, le volet E-Fabrique de la Fabrique de l'innovation, dédié à l'entrepreneuriat étudiant. Elle est également à l'initiative de la structure fédérative d'économie gestion. C'est aussi le cas du projet de site majeur « Santé Globale », ainsi que du site Montluc que l'université est en train d'acquérir dans l'objectif de développer les projets « Mémoire et reconstruction nationale » et « Maison des assurances ».

Lyon 3 apporte ainsi sa contribution à la société de demain dans le cadre de l'UdL en contribuant fortement à la construction de l>IDEX. Des défis vitaux pour l'avenir, au cœur de la mission de service public, sont à relever :

- Comprendre les ressorts et dynamiques des grands enjeux sociétaux et les problématiser à travers une recherche fondamentale et appliquée d'excellence dans les différents champs disciplinaires ;
- Faire émerger des solutions pour l'avenir par la participation active à de grands projets interdisciplinaires, fédérateurs et transcendant largement les frontières des SHS en croisant santé, écologie, innovation, entrepreneuriat, transculturalité, mondes urbains, ou encore mémoire des traumatismes de nos sociétés contemporaines, autant d'éléments qui figurent dans le projet IDEX et placent les SHS au cœur de la démarche d'excellence.

- Contribuer au démarrage des collèges académiques, pièce maîtresse de la construction de l'IDEX et de la structuration du site de Lyon-Saint-Etienne.

#### ***I-4- Participer à l'offre de formation des personnels existante au niveau du site de l'UDL***

Le Bureau de l'Université de Lyon a identifié des points d'amélioration du fonctionnement inter-établissements dans le but de développer la qualité des services rendus, en assumant une convergence vers les meilleures pratiques professionnelles observées sur le site. L'université Jean Moulin Lyon 3 s'est vu confier dans ce cadre la mission de favoriser la cohérence et l'harmonisation de l'ensemble de l'offre de formation des personnels administratifs, techniques et des bibliothèques des établissements membres et associés, relevant du MENESR et de l'UdL. Dans un contexte en constante évolution, le maintien de la qualité d'un service public efficace dépend notamment de l'actualisation des compétences des agents qui concourent à sa mise en œuvre. Engager une véritable politique de formation professionnelle tout au long de la vie, associée aux objectifs stratégiques de la politique de site de l'université de Lyon apparaît donc comme un enjeu majeur. Cette offre de formation des personnels se traduit par la mise en ligne d'un catalogue des formations mutualisées, résultant pour l'essentiel des besoins exprimés par chaque établissement partenaire avec pour objectifs de proposer une offre plus large et plus complète, de favoriser les interactions entre les différents publics et de permettre l'échange de bonnes pratiques ainsi que la création de véritables réseaux professionnels. Ainsi la formation des personnels BIATSS contribuera-t-elle à la cohésion d'ensemble du site de l'UdL.

#### ***I-5- Assurer une contribution active aux réflexions menées par les 7 commissions thématiques de la COMUE et aux réponses élaborées en commun aux appels à projets nationaux***

Dans le cadre de la commission thématique Numérique de la COMUE, l'université Jean Moulin Lyon 3 est active dans les choix d'orientation et de scénarios des grands projets de site pour ce volet. En particulier, ses réflexions portent sur les grands projets de services ou d'infrastructures incluant une dimension numérique : le Centre de Développement et d'Innovation Pédagogique (CDIP), le réseau métropolitain ResCOM qui succédera à LyRES, la mutualisation inter-établissements des infrastructures informatiques, l'étude d'un système d'information décisionnel.

## **II- La formation**

#### ***II-1-Inscrire l'offre de formation de niveau licence (L, LP, IUT) dans la politique de site***

Les statuts de l'UdL impliquent le développement des partenariats de formation à l'échelle du site avec les objectifs suivants : offrir un espace de gestion partagé des diplômes mutualisés et enrichir l'offre de formation accessible aux étudiants du site.

Dans cette optique, l'université développera les formations à haut degré de transversalité ou de disciplinarité. La synergie entre formations de sciences humaines et formations de sciences dures sera recherchée pour mener à bien un projet de diplôme innovant porté par les établissements du site. Il s'agira en outre d'associer autour de différents pôles de formation l'ensemble des établissements intervenant dans un champ disciplinaire donné en associant leurs forces. Ce sera un moyen de renforcer la visibilité des secteurs de formation particulièrement actifs sur le site. Une telle stratégie est de nature à promouvoir la capacité des sciences humaines à œuvrer pour une meilleure connaissance des enjeux sociétaux auprès des publics scientifiques et à former des scientifiques aux problématiques liées à l'Éthique, au Droit, au Management, à la Gestion, aux Lettres, Sciences Humaines et aux Langues.

#### ***II-2- Maintenir l'exigence d'un haut niveau disciplinaire***

L'établissement poursuivra son développement en assurant l'excellence de ses formations dans tous les champs disciplinaires couverts par ses 6 composantes (Faculté de Droit, IAE, IUT, Faculté de Philosophie, Faculté des Lettres et Civilisations, Faculté des Langues). Il s'agira de renforcer l'adossement des formations à la recherche dès la licence et de miser sur les points forts de la recherche sur le site. Cela suppose qu'on conserve un poids significatif aux enseignements disciplinaires dans les maquettes et que la

formation puisse valoriser l'acquisition des connaissances en lien avec la maîtrise de savoir-faire et la démarche compétences.

### ***II-3- Accentuer la professionnalisation de la formation en renforçant les liens avec le monde socio-professionnel***

La professionnalisation des formations nécessite de développer les liens avec les réseaux socio-économiques, notamment en institutionnalisant la présence des professionnels dans les comités de perfectionnement des diplômes, en travaillant les relations avec les réseaux de diplômés et en poursuivant l'intégration des partenaires les plus impliqués dans les différents conseils de l'université.

L'établissement renforcera encore le caractère professionnalisant de son offre de formation. Dans le cadre du Plan Réussite en Licence, l'accent sera mis sur le premier cycle universitaire qui comportera des éléments de pré-professionnalisation permettant la maturation du projet professionnel, et assurera à l'étudiant qui le souhaite la possibilité d'acquérir une qualification professionnelle. En master, il conviendra de systématiser la pratique de l'expérience en milieu professionnel, en valorisant toutes les formes d'engagement, en entreprise, en association ou au sein d'un laboratoire de recherche. Enfin, en vue de renforcer la vocation professionnalisante du doctorat, il apparaît essentiel de valoriser l'ensemble des compétences mises en œuvre dans la réalisation de la thèse.

Afin d'assurer le développement et la visibilité de la professionnalisation, l'université s'appuiera sur la mise en œuvre de la démarche « compétence » au sein de l'établissement, à la fois en sensibilisant les étudiants et les équipes pédagogiques à cette démarche, et en délivrant aux professionnels un message clair sur l'articulation entre compétences disciplinaires et compétences professionnelles.

L'université entend aussi favoriser le développement des diplômes en apprentissage et en alternance co-construits avec le monde professionnel. En s'appuyant sur les relations approfondies avec les professionnels, le développement de l'offre de formation continue sera poursuivi en lien avec les partenaires et en réponse à leurs besoins. L'université poursuivra sa politique de veille sur les évolutions des métiers et des compétences recherchées afin de proposer des formations au plus près de la demande du monde socio-économique et d'anticiper l'émergence de nouvelles professions.

La professionnalisation passe enfin par le développement de l'entrepreneuriat. C'est un domaine où l'université Jean Moulin Lyon 3 a acquis une grande expérience (notamment avec son modèle d'incubateur), qui lui est reconnue et lui permet de piloter la mise en œuvre de l'entrepreneuriat au niveau de l'UdL.

### ***II-4- Promouvoir l'internationalisation des formations et garantir des formations délocalisées de qualité***

Cette démarche passera par des actions clairement ciblées :

- Soutenir et accompagner des projets de formation à l'international (diplômes délocalisés, doubles diplômes, etc.) ;
- Garantir, assurer la qualité et la continuité des formations en partenariat avec des établissements à l'international (les rendre collaboratives, structurantes et autofinancées) ;
- S'insérer en tant que porteur de projet ou partenaire, dans des réseaux européens innovants ;
- Encourager, développer et favoriser l'internationalisation de tous (étudiants, enseignants, administratifs) et l'internationalisation des formations : renforcer l'apprentissage et la maîtrise des langues ;
- Augmenter le nombre de formations ou de cours dispensés en anglais ;
- Développer les mobilités d'études à l'étranger et les stages à l'étranger ;
- Favoriser les cotutelles de thèse ;
- Accroître les mobilités entrantes et sortantes des enseignants et des personnels administratifs.

### ***II-5- Accompagner le développement de la pédagogie numérique (production de contenus numériques (MOOC...), aménagement d'espaces numériques pédagogiques collaboratifs***

Le Pôle d'Accompagnement à la Pédagogie Numérique (PAPN) a assuré la production des premiers MOOC de l'université en 2015. L'objectif stratégique poursuivi est désormais la mise en place d'un modèle économique destiné à financer les coûts de conception et de production. Ce modèle économique s'appuiera sur les potentialités de développement d'un enseignement à distance asynchrone dans le cadre de la

formation continue, reposant sur la production de cursus de SPOC spécifiques aux demandes des entreprises. Des actions pilotes seront rapidement conduites.

Par ailleurs, la refonte des salles pédagogiques numériques, initiée en 2014 avec les services concernés (DirPat, DirLog, Achats, SHS) dans une démarche projet transverse coordonnée par la DSI sera poursuivie. L'objectif est de refondre, selon ce modèle, toutes les salles informatiques de l'université de 2016 à 2020, selon un rythme de 3 à 4 par an.

## ***II-6- Développer une démarche d'accompagnement « individualisée » des étudiants***

L'université poursuivra, tout en évaluant son efficacité à partir des indicateurs, sa démarche d'accompagnement des étudiants dans leur réussite académique. En effet, de la préparation à l'entrée dans l'enseignement supérieur jusqu'à la diplomation, il s'agit d'accompagner efficacement l'étudiant dans la construction de son avenir professionnel. La démarche du projet personnel et professionnel sera généralisée. Dans la logique du Plan réussite en Licence qui veut que l'on tire de chaque étudiant le meilleur de lui-même, les actions de soutien à la réussite accompagneront l'ensemble des étudiants qui le nécessitent, de même que l'université accompagnera et valorisera l'excellence. L'université accompagnera tous ses étudiants, quel que soit leur profil et leur niveau de réussite.

## ***II-7- Développement de la politique des bibliothèques universitaires***

Les bibliothèques universitaires développeront des liens plus étroits avec les composantes, les services centraux et les partenaires publics et privés de l'université. Elles se donnent par ailleurs l'objectif de renforcer le bien-être au travail et de favoriser l'autonomie et l'initiative des personnels pour rendre un service de qualité à leurs publics. Enfin, les BU proposeront et mettront en place les politiques et outils de communication et d'évaluation autour de leurs actions pour les valoriser et rendre compte de leur impact et de leur efficacité.

*Jalons : 1 – Généralisation des conseils de perfectionnement au niveau de la mention*

*2 – Déploiement, au niveau de l'ensemble des composantes de l'université de l'évaluation des enseignements et des formations*

*3 – Développement de l'approche par compétences (niveau L/M) : point sur l'avancement du projet*

*4 – Point sur le développement de l'enseignement des langues pour spécialistes d'autres disciplines (renforcement pour les diplômes L et M orientés vers l'international).*

*5 – Point sur le développement des formations à l'international (formations délocalisées, délivrance de diplôme en partenariats, dispositif qualité).*

***Indicateur commun de performance IC1 : Taux de réussite en licence en trois ans***

***Indicateur commun de performance IC2 : Taux de réussite en licence en quatre ans***

***Indicateur commun de performance IC3 : Taux de réussite en master en deux ans***

***Indicateur commun de performance IC5 : Insertion professionnelle***

***Indicateur commun de performance IC6 : Evaluation des enseignements et des formations***

***Indicateur commun de performance IC7 : Développement de la formation continue***

***Indicateur commun de performance IC8 : Variation des horaires d'ouverture du SCD***

***Indicateur spécifique de performance IS1 : Taux d'obtention du DUT en 2 ou 3 ans***

***Indicateur spécifique de performance IS2 : Attractivité des Masters***

***Indicateur spécifique de performance IS3 : Relations avec les milieux économiques ou socio-économiques***

***Indicateur spécifique de performance IS4 : Relations internationales***

***Indicateur spécifique de performance IS7 : Développement culturel – Actions culturelles***

## **III- La recherche**

### ***III-1- Faire évoluer le Service général de la recherche vers une Direction de la recherche***

En termes organisationnels, certaines unités de recherche avec un ancrage disciplinaire marquant entretiennent traditionnellement des liens organiques forts avec les composantes ; d'autres unités avec

des orientations davantage interdisciplinaires sont directement rattachées au Service Général de la Recherche. Ce dernier, après s'être étoffé sur le plan des compétences en ingénierie de projets, propose désormais d'accompagner toutes les unités dans la recherche de solutions de financement de leurs activités, et dans le montage des projets individuels et collectifs portés par les chercheurs. A terme, sans créer de scission interne, l'objectif est bien le rattachement administratif de l'ensemble des unités de recherche de l'établissement au Service général de la recherche qui sera structuré en une véritable Direction de la recherche.

### ***III-2- Poursuivre et renforcer le pilotage de la recherche et la structuration des équipes de recherche***

L'activité du Service Général de la Recherche s'inscrit dans le cadre des actions stratégiques en matière de recherche qui sont discutées et entérinées par la commission recherche. Les actions stratégiques proposées font l'objet d'une large concertation entre l'équipe présidentielle et les différents acteurs concernés par la recherche : directeurs d'unités et d'ED, directeurs des composantes concernées. Elles s'articulent avec la dynamique du site Lyon-St-Etienne en contribuant à l'ingénierie du projet de réponse à l'appel IDEX pour la dimension SHS au travers des grands défis sociétaux de la stratégie nationale de la recherche et du programme européen H2020.

### ***III-3- Consolider la capacité à lever des financements externes de la recherche : poursuivre le soutien et l'accompagnement des chercheurs pour construire des projets collaboratifs structurants et autofinancés (projets européens, ANR, partenariats industriels...)***

Le fil directeur de la politique de la recherche de l'université de Lyon 3 consiste à donner aux unités et à leurs chercheurs un accompagnement renforcé en matière d'ingénierie de projet. L'accent est mis sur les projets collaboratifs. De façon générale, dans l'allocation des budgets aux unités de recherche, la part de financement sur projet a été augmentée et progressera encore. Parallèlement, les « projets juniors » permettent aux doctorants d'acquérir une culture de gestion de projet et de participer ainsi à la dynamique globale en matière de recherche.

Pour le contrat 2016-2020, il est prévu un renforcement supplémentaire de l'accompagnement mis en œuvre en matière d'ingénierie par le Service Général de la Recherche, ainsi qu'en matière de suivi et de gestion des contrats de recherche, ce qui impliquera une continuité de l'effort de consolidation des compétences en matière d'ingénierie et de gestion de la recherche. Outre la question des ressources humaines liée à cet axe de développement, des chantiers sur la mise en place et la réorganisation de certains outils (notamment le suivi des partenariats et des conventions) ont déjà été initiés. C'est une priorité stratégique de l'établissement.

Par ailleurs, en matière de développement de partenariats de la recherche à l'international, la vice-présidence de l'établissement a été mandatée pour assurer la coordination scientifique d'une série de workshops avec les universités de l'Etat de Sao Paulo, l'un des partenaires privilégiés du site, de manière à construire des projets structurants forts, dont celui de la santé globale. Plus généralement, Lyon 3 s'engage dans des partenariats de recherche avec les différentes zones cibles de l'Alliance Internationale de l'UdL (Canada, Chine...).

Ainsi, plusieurs thématiques s'inscrivant dans les défis sociétaux européens (H2020) et nationaux font l'objet d'un développement particulièrement fort au sein de l'établissement, en collaboration étroite avec les partenaires du site (santé globale, nutrition, vieillissement, ville durable et plus largement les défis environnementaux, l'innovation et l'entrepreneuriat, ainsi que les sociétés intégrantes et adaptatives, grâce notamment à la recherche sur les langues et les cultures (projet partagé avec Lyon 2 au sein de la MILC).

### ***III-4-Mettre en place à l'échelle de l'établissement et du site un Système d'Information Recherche efficient et partagé***

Lors du contrat précédent, l'établissement a mis en place un système d'information et de pilotage de la recherche, ayant pour but une meilleure connaissance des différentes activités des unités (publications, colloques, contrats) ainsi que de leurs ressources (enseignants-chercheurs, financements). Le système d'information de la recherche (GRAAL) est désormais opérationnel et a permis de mesurer des faiblesses qui existent encore au niveau d'un nombre restreint de petites équipes, et ainsi d'engager des discussions avec celles-ci et de définir les modes de restructuration. Le système d'information offre à l'établissement le moyen d'un pilotage actif de la recherche. Ce nouvel outil fera l'objet d'un effort d'amélioration continue.



*Jalons : 6 - Point sur l'évolution du pilotage de la recherche et de la structuration des équipes de recherche  
7- Rattachement de toutes les unités de recherche à la direction de la recherche en vue d'une meilleure coordination  
8 - Certification d'excellence sur le recrutement des EC (label HRS4R)*

**Indicateur commun de performance IC4 : Taux de réussite en doctorat**

**Indicateur spécifique de performance IS5 : Financement et pilotage de la recherche**

## **IV- La gouvernance**

### **IV-1- Accroître la mise en œuvre d'une démarche qualité (politique sociale, culture de projet, réorganisation, cellule de contrôle interne)**

La démarche qualité repose d'abord sur l'adhésion des personnels au projet d'établissement. L'objectif est bien, dans l'intérêt même de l'institution, de permettre à chacun de se réaliser individuellement par une amélioration de ses conditions de travail et de vie dans l'établissement et de se donner des perspectives d'évolution (formations, mobilités...).

Parallèlement, la politique d'intéressement sera renforcée. En utilisant le levier indemnitaire, l'université entend à la fois renforcer les revenus de chaque agent et gratifier ceux qui ont des compétences spécifiques ou un engagement marqué dans leur travail.

Sur les actions culturelles et sociales, l'Université Jean Moulin entend poursuivre son effort et aller plus loin que les prestations sociales classiques. L'objectif est de renforcer le lien social pour soutenir les personnels à bas salaire et développer là aussi l'esprit de communauté.

Par ailleurs, l'université ne pourra se développer qu'en maîtrisant ses ressources et en innovant tant dans les formations que dans la recherche. Ces innovations feront l'objet de projets spécifiques. L'université accompagnera les enseignants chercheurs dans le montage financier des projets. Des chaires industrielles ont déjà vu le jour en 2013 et 2014. D'autres sont en cours de réalisation. C'est une des voies qui permet d'assurer la pérennité des structures de recherche de l'université. Les projets financés doivent devenir la règle. Plusieurs initiatives sont ainsi en chantier dans les domaines du numérique, en matière de formation et de recherche.

La démarche qualité repose aussi sur la restructuration des services de l'université, déjà engagée dans certains domaines tel que la recherche, la formation, la DSI, le service des affaires générales et juridiques ou encore les relations internationales. Cette restructuration indispensable se poursuivra en prenant appui sur plusieurs expertises internes et externes.

De leur côté, les bibliothèques universitaires Lyon 3 sont aussi engagées dans un processus de réorganisation pour améliorer la qualité des services rendus et mettre en cohérence leur organisation avec les missions que leur fixe l'université. Pour y parvenir, un pilotage par management participatif a été mis en place, encadrant les différents projets de service et permettant, par un effort sensible en matière de formation continue, la nécessaire évolution des profils et compétences des personnels. Le développement de nouvelles missions et des nouveaux services et métiers qui leur sont associés, en particulier en lien avec le numérique, continueront à faire l'objet d'un investissement fort de l'établissement.

Tous les éléments de cette structuration s'inscrivent dans la perspective d'une démarche qualité que l'université entend mener à bien. Le travail sur l'amélioration des processus doit se poursuivre dans le cadre de l'audit et du contrôle interne mis en place. L'objectif est d'améliorer les outils utiles au pilotage, c'est-à-dire de faire en sorte que chaque membre de la communauté, à son niveau, s'approprie ces outils pour créer les conditions d'un processus continu d'évaluation et d'amélioration.

### **IV-2- Poursuivre la démarche de professionnalisation des personnels via la formation continue**

La formation est l'outil majeur du développement et de la professionnalisation des personnels. Il s'agit d'accompagner les personnels dans l'exercice de leurs missions dans l'établissement et spécialement dans

la conduite du changement, par exemple pour la mise en place de la GBCP<sup>6</sup>. Il faut aussi renforcer les compétences en management afin d'accompagner les changements d'organisation, la conduite de projet et la prévention des RPS<sup>7</sup>. Ceci passe notamment par l'instauration de parcours métiers : parcours de formation au métier de « gestionnaire RH », de « gestionnaire de scolarité », de « gestionnaire financier et comptable ». Cela se caractérise également par la mise en place de formations spécifiques permettant d'actualiser et/ou de renforcer ses compétences dans des domaines précis : formations linguistiques, formation destinées aux personnels enseignants pour l'usage des outils numériques dans une perspective pédagogique.

#### ***IV-3- Rechercher de nouveaux espaces immobiliers (dans le cadre de la ComUE et en dehors)***

La stratégie de l'Université Jean Moulin (Lyon 3) dans le domaine patrimonial est de rechercher des opportunités foncières dans un milieu urbain contraint en raison d'un manque de surfaces sur ses sites d'implantation.

La réflexion engagée sur la seconde vague de dévolution du patrimoine intéresse vivement Lyon 3 en vue de pérenniser et valoriser son patrimoine.

#### ***IV-4- Contribuer à la création du pôle SHS au sein de la ComUE UdL***

Lyon 2 et Lyon 3 sont des partenaires naturels, à la fois par leur complémentarité des disciplines en SHS et par la force que ces deux universités représentent dans le domaine des Lettres, Langues, Sciences humaines et sociales. Les deux universités sont riches d'une histoire qui explique leurs particularités et leurs identités et fait la force de chacune. Les fusionner les affaiblirait, mais les mettre en symbiose les renforce. Cette symbiose, l'université Lumière Lyon 2 et l'université Jean Moulin Lyon 3 la rechercheront sur des projets précis, à la fois en matière de recherche où la complémentarité est déjà souvent source de projets féconds, en matière de formation, ce qui a permis de préserver des cursus à faible effectif, de monter des préparations très performantes pour les concours de l'agrégation, mais aussi de construire des masters interdisciplinaires et de peser face aux autres établissements importants du site, en sciences dures notamment. Les deux universités ont la volonté d'aller plus loin sur des projets dépassant le strict cadre de la recherche et de la formation, par exemple dans le domaine des Relations internationales, celui de la mutualisation des marchés publics quand c'est possible... La réalisation de la MILC (Maison Internationale des Langues et Culture) montre que même en matière de construction, le pôle SHS est une réalité.

*Jalons : 9 - Point sur la mise en œuvre une démarche qualité*

*10 - Actions de rapprochement et de coordination avec Lyon 2 (ex : Gestion déléguée de la sécurité du campus des Quais...)*

*11 - Mettre en place un système d'information urbanisé s'appuyant notamment sur les solutions de l'AMUE. Cette approche concerne tous les domaines (gestion, formation, recherche, patrimoine). Le développement du SI décisionnel sera poursuivi pour faciliter le pilotage de l'établissement.*

*12 - Mise en place de services numériques orientés vers les besoins exprimés par les utilisateurs dans le cadre des grandes enquêtes étudiants (2015) / personnels (2016)*

***Indicateur commun de performance IC 9 : Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision***

***Indicateur commun de performance IC10 : Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public***

***Indicateur commun de performance IC11 : Pilotage financier***

***Indicateur commun de performance IC12 : Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers***

***Indicateur commun de performance IC13 : Taux d'occupation des locaux***

***Indicateur commun de performance IC14 : Evolution des surfaces immobilières***

***Indicateur spécifique de performance IS6 : Formation des personnels***

<sup>6</sup> GBCP / Gestion Budgétaire et Comptable Publique.

<sup>7</sup> RPS : Risques Psycho-Sociaux

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de Lyon 3**

Opérations	Année d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION</b>					
1 - Généralisation des conseils de perfectionnement au niveau de la mention.					
2 - Déploiement, au niveau de l'ensemble des composantes de l'université, de l'évaluation des enseignements et des formations.					
3 - Développement de l'approche par compétences (niveaux L et M) : point sur l'avancement du projet.					
4 - Point sur le développement des enseignements des langues pour spécialistes d'autres disciplines (renforcement pour les diplômes L et M orientés vers l'international).					
5 - Point sur le développement des formations à l'international (formations délocalisées ; délivrance de diplômes en partenariat ; dispositif-qualité)					
<b>RECHERCHE :</b>					
6 - Point sur l'évolution du pilotage de la recherche et de la structuration des équipes de recherche					
7 - Rattachement de toutes les unités de recherche à la direction de la recherche en vue d'une meilleure coordination					
8 - Certification d'excellence sur le recrutement des EC (label HRS4R)					
<b>GOUVERNANCE ET PILOTAGE :</b>					
9 - Point sur la mise en œuvre une démarche qualité (politique sociale, culture de projet, réorganisation, cellule de contrôle interne...)					
10 - Actions de rapprochement et de coordination avec Lyon 2 (ex : Gestion déléguée de la sécurité du campus des Quais...)					
11 - Mettre en place un système d'information urbanisé s'appuyant notamment sur les solutions de l'AMUE. Cette approche concerne tous les domaines (gestion, formation, recherche, patrimoine). Le développement du SI décisionnel sera poursuivi pour faciliter le pilotage de l'établissement <sup>8</sup> .					
12 - Mise en place de services numériques orientés vers les besoins exprimés par les utilisateurs dans le cadre des grandes enquêtes étudiants (2015) / personnels (2016) <sup>9</sup>					

<sup>8</sup> Mise en place par étape avec des jalons chaque année : SI financier GBCP en 2016, patrimoine et dématérialisation en 2016/2017, référentiel Sinaps en 2017, nouveau SI RH en 2018/2019...

<sup>9</sup> Mise en place itérative, donc jalons chaque année.



## Annexe financière pour la période 2016-2020

### Université Jean Moulin Lyon 3

- **L'université Lyon 3 qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site Université de Lyon** recevra chaque année, conformément à l'article L 712-9 du code de l'éducation, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat en distinguant les montants affectés à la masse salariale, les autres crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement.
- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.
- L'établissement s'est fixé des objectifs, en matière d'endorecrutement des professeurs et des maîtres de conférences, conformément à l'article L 952-1-1 du code de l'éducation.
- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- **Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'université Lyon 3 financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
Université Lyon 3	2016
Masse salariale	79 174 949 €
Fonctionnement	6 954 178 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>86 129 127 €</b>

- **Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020**, la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.



## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### FORMATION ET DE RECHERCHE

IC 1 – Taux de réussite en licence en trois ans

IC 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans

IC 3 – Réussite en Master en 2 ans

IC 4 - Réussite en doctorat

IC 5– Insertion professionnelle

IC 6 – Evaluation des formations et des enseignements

IC 7 – Développement de la formation continue

IC 8 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD

### PILOTAGE

IC 9 – Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision

IC 10 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public

IC 11 – Pilotage financier

IC 12 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

IC 13 – Taux d'occupation des locaux

IC 14 – Evolution des surfaces immobilières

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

IC 1	TAUX DE RÉUSSITE EN LICENCE EN TROIS ANS	Lyon 3
------	--	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en L

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2011 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2011

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur public inscrits pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclus les étudiants ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - Méthode 1 : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1ère année - Méthode 2 : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômés à celui des inscrits en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - Méthode 3 : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année (voir précisions ci-dessous)
Service responsable de l'indicateur	MESR, DGESIP-DGRI, SIES

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	Ecart taux observé – taux attendu (M3)
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômés 2013 (cohorte 2010) pour mémoire	28.5 %	88.2 %	42.5 %	- 4.4
	Diplômés 2014 (cohorte 2011)	27.8 %	82.3 %	41.7 %	- 3.6
	Moyenne nationale (cohorte 2011)	27.2%	86.8%	42.3%	0.0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			45.0%	

## Leviers d'action :

## Poursuivre le travail réalisé dans le cadre du plan réussite en licence

L'université s'est dotée d'un chargé de mission Plan Réussite en Licence (PREL) qui anime le comité PREL avec l'appui du Pôle Réussite, structure rattachée à la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU). Les actions visant à la réussite en licence sont ainsi réfléchies de façon transversale au niveau de l'établissement (toutes les composantes et les services concernés participent au comité de pilotage PREL) ; elles sont coordonnées et connues (travail sur la communication et l'échange de bonnes pratiques). Les actions envisagées ou à poursuivre :

- Développer le travail sur le continuum -3 / +3 et mieux comprendre la nature des acquis méthodologiques des lycéens et mieux faire connaître les méthodes de travail à l'université dans le but d'adapter au mieux la pédagogie à l'université.
- Poursuivre le travail sur l'aide au choix au moment de l'inscription : l'établissement est passé d'une orientation active généralisée à l'ensemble des candidats (avec un avis émis à l'issue de cette procédure donné à titre d'information au candidat et sans impact sur l'inscription) à une orientation sollicitée (l'avis est toujours donné pour information mais très peu de candidats le demandent désormais et ce sont plutôt les candidats au profil le plus adapté à la formation demandée qui nous sollicitent pour une confirmation de leur choix).

Il est essentiel de développer l'accompagnement des candidats au moment de leur inscription notamment avec la mise en place des portails : l'université organise un accueil des candidats en L1 sur la chaîne d'inscription avec la présence d'enseignants et du Pôle Réussite, et un accueil administratif.

- Poursuivre la mise en place de cursus adaptés (parcours Réussite en droit, Collège de Droit, cursus 4 ans en langues...) et des séminaires de rentrée
- Poursuivre et améliorer les outils d'accompagnement des étudiants, à travers le tutorat et la mise en place d'enseignants référents notamment, mais aussi à travers des dispositifs d'accueil et d'accompagnement de publics spécifiques (étudiants handicapés, sportifs et artistes de haut niveau, étudiants engagés dans des projets sportifs, culturels ou associatifs, étudiants salariés).

**Déploiement de la démarche compétences ou approche programme** : cette démarche doit contribuer à offrir aux étudiants une plus grande lisibilité dans la construction de leur parcours universitaire, en faisant ressortir les compétences qu'ils acquerront durant leur formation et que validera leur diplôme. Les étudiants peuvent ainsi mieux comprendre ce qui est attendu d'eux tout au long de leur parcours.

**Optimiser l'usage des outils numériques** en développant l'accompagnement des étudiants et en renforçant la formation des enseignants

**Continuer et développer encore le travail d'accompagnement à l'orientation pour les étudiants titulaires d'un baccalauréat technologique ou professionnel** : les résultats de ces étudiants dans nos DUT montrent bien que ces formations sont en règle générale davantage adaptées à leur profil.

**Développer les outils de connaissance et d'aide au pilotage**

L'université dispose d'outils à maintenir :

- Devenir en fin de 1<sup>ère</sup> année en fonction du baccalauréat et par filière : étude mise à disposition des équipes pédagogiques et des futurs étudiants (sur les salons, sur le site internet, dans APB)
- Devenir en fin de 3<sup>ème</sup> année de licence : étude également diffusée sur les salons et sur le site institutionnel
- Déclinaison de l'indicateur de réussite en 3 ou 4 ans par série de baccalauréat et par filière
- Items de l'enquête annuelle d'évaluation des conditions d'enseignement, des formations et de la vie universitaire

Elle va compléter ces outils :

- Avec une étude conjointe des 4 universités du site sur les facteurs de réussite des nouveaux bacheliers en 1<sup>ère</sup> année de licence
- L'analyse des indicateurs sur la réussite en licence en 3 ou 4 ans semble montrer que notre valeur ajoutée négative dans les indicateurs du ministère « provient » essentiellement des bacheliers ES et STMG : ces étudiants auraient un taux de réussite un peu moins bon à Lyon 3 qu'en moyenne nationale. Nous allons approfondir ces analyses et si c'est confirmé essayer d'en comprendre les raisons et réfléchir aux actions possibles.

**Commentaires de l'université :**

#### 1) Démographie étudiante et encadrement

L'université a connu une très forte poussée de ses effectifs étudiants sur le contrat précédent : on est passé de 24 187 étudiants en 2011-12 à 27 514 en 2015-16 et sur les licences de 12 461 inscriptions à 14 006 (données SISE au 15 janvier).

En parallèle l'établissement a obtenu des postes Fioraso qui ont tout juste accompagné la croissance de nos effectifs mais n'ont pas permis d'augmenter notre taux d'encadrement qui reste de ce fait l'un des plus bas de France, tant pour les enseignants que pour les administratifs.

Même si les nouveaux postes ont été fléchés et pourvus pour accompagner le plan réussite en licence (PREL), les évolutions d'effectifs ont eu des conséquences directes sur l'accompagnement en licence et sur la taille des groupes que l'établissement souhaitait voir diminuer dans le cadre du PREL. Cette mesure était d'autant plus souhaitée que l'établissement a accueilli sur la période un nombre croissant d'étudiants titulaires d'un baccalauréat technologique (de l'ordre de 400 primo-entrants en L1 sur le contrat 2007-2010, plutôt 500 sur le contrat 2011-15) ou d'un baccalauréat professionnel (moins de 100 primo-entrants en L1 sur le contrat 2007-2010, plutôt 300 en fin de contrat 2011-15).

Compte tenu de la démographie à venir, la pression à l'entrée en licence risque d'augmenter car les vœux 1 formulés dans APB doivent être satisfaits.

La volonté de ne pas diminuer le niveau d'exigence de nos formations

Les résultats de Lyon 3 sont globalement bons, comparables à la moyenne nationale pour la réussite en 3 ans et sensiblement supérieurs pour la réussite en 3 ou 4 ans (+3 à +4 points selon les années). A noter également, qu'environ 2/3 des titulaires d'une licence à Lyon 3 entrent en master à Lyon 3 l'année suivant l'obtention de leur licence et que les résultats observés en master pour ces étudiants nous confortent dans notre volonté de maintenir notre niveau d'exigence en licence (résultats à l'examen et notre préoccupation majeure : l'insertion professionnelle en fin de cursus).

La cible retenue :

45% de réussite en 3 ans supérieur de près de 3 points au taux national actuel et de plus de 3 points à notre taux actuel.

La réalisation de notre objectif devra être analysée en 2020 en intégrant l'évolution nationale de l'indicateur à cette échéance.

En fait nous préfererions fixer une cible sur la valeur ajoutée, l'objectif étant d'arriver à une valeur ajoutée légèrement positive en 2020 sur la réussite en 3 ans.

L'impact de la mise en place du portail

L'université a mis en place deux portails sur le site de Lyon et un portail sur le campus de Bourg en Bresse pour l'accès en licence à partir de la rentrée 2016. Il est difficile de mesurer aujourd'hui l'impact de cette évolution sur les taux de réussite.

## Précisions apportées par le SIES (mars 2011)

## Définition des indicateurs de réussite

Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiants.

La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.

## Pour un établissement :

## Taux de réussite de la méthode 1 :

La méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en L1.

**Base (dénominateur) :** étudiants du champ inscrit en L1 dans l'établissement l'année  $n / n+1$ .

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiants de la base ayant obtenu la Licence à la session  $n+3$  (ou  $n+2$ ) quelle que soit l'université où le diplôme a été obtenu.

## Taux de réussite de la méthode 2 :

La méthode 2 tient uniquement compte des résultats en L3.

**Base (dénominateur) :** étudiants du champ inscrits en L3 dans l'établissement l'année  $n+2 / n+3$  (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiants de la base ayant obtenu le diplôme à la fin de l'année.

## Taux de réussite de la méthode 3 :

La méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année.

**Base (dénominateur) :** étudiants du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l'établissement (successivement en  $n / n+1$ ,  $n+1 / n+2$ ,  $n+2 / n+3$ ) ou qui se sont inscrits dans l'établissement deux années (en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$ ) et sont sortis du système universitaire l'année  $n+2 / n+3$ .

Sont également inclus les étudiants inscrits dans l'établissement en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$  qui ont obtenu la Licence à la session  $n+2$  (quelle que soit leur situation en  $n+2 / n+3$ ).

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiants de la base ayant réussi la Licence à la fin de la deuxième ou de la troisième année (en  $n+2$  ou  $n+3$ ).

## Au niveau national :

Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :

**Ligne « Inscriptions principales » :** elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un étudiant est compté autant de fois qu'il a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement.

**Ligne « Etudiants » :** sur cette ligne, un étudiant est compté une seule fois dans l'effectif. Il est compté dans la réussite dès l'instant qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris s'il est en échec dans un autre établissement).

## Valeur ajoutée

Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques.

Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiants était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :

- **sexe**
- **âge au baccalauréat** (4 modalités : à l'heure ou en avance, en retard d'un an, en retard de plus d'un an, non bachelier)
- **ancienneté d'obtention du baccalauréat** (4 modalités : baccalauréat obtenu l'année de l'entrée à l'université, obtenu un an avant, obtenu deux ans avant ou plus, non bachelier)
- **série du baccalauréat** (7 modalités : Littéraire, Economique, Scientifique, Technologique STG, Autre technologique, Professionnel, non bachelier)
- **pcs des parents** (5 modalités : très favorisé (cadres, enseignants...), favorisé (professions intermédiaires), assez défavorisé (employés...), défavorisé (ouvriers...), non réponse)
- **discipline d'inscription en L1** (regroupée en 3 modalités : Droit, Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)

L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la **valeur ajoutée**. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.

Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.

IC 2	TAUX DE REUSSITE EN LICENCE EN QUATRE ANS	Lyon 3
------	---	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en L

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2010 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2010

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur public inscrits pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclus les étudiants ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - <u>Méthode 1</u> : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1 <sup>ère</sup> année - <u>Méthode 2</u> : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômés à celui des inscrits en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - <u>Méthode 3</u> : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année. En cas d'échec en troisième année, seule la réussite dans le même établissement est prise en compte.
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP-DGRI SIES

Taux de réussite constaté en %	Périodes	Réussite en 3 ans	Réussite en 4 <sup>e</sup> année	Cumul 3 et 4 ans	Valeur ajoutée (en points) en 3 et 4 ans
Etablissement	cohorte 2010	42.5 %	17.5 %	60.1 %	- 1.7
Cible 2020 (méthode 3)	cohorte 2016	45.0%	17.0 %	62.0%	
Données nationales	cohorte 2010	42.9 %	13.9 %	56.8 %	0.0

## Pour information

Filières d'origine des bacheliers (méthode 3)	Cohorte 2010	Cohorte 2010
	établissement	National
Bac général	88.6 %	78.5 %
Bac technologique	6.9 %	12.3 %
Bac professionnel	1.6 %	3.7 %
Non bacheliers	2.9 %	5.5 %

## Leviers d'action et commentaires de l'établissement

- 1) Voir commentaires Indicateurs réussite en 3 ans

Cible retenue : 45% de réussite en 3 ans + 17% en 4 ans soit un taux de 62% en 3 ou 4 ans supérieur de 5 points au taux national actuel et de 2 points à notre taux actuel. La réalisation de notre objectif devra être analysée en 2020 en intégrant l'évolution nationale de l'indicateur à cette échéance.

En fait nous préfererions fixer une cible sur la valeur ajoutée, l'objectif étant d'arriver à une valeur ajoutée légèrement positive en 2020 sur la réussite en 3 ou 4 ans. Avec une cible à 62% ce devrait être le cas.



IC 3	RÉUSSITE EN MASTER EN 2 ANS	Lyon 3
Action	Améliorer la réussite des étudiants	
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation	
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), r éussite en M	

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Entrées en n, diplômés en n+2
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2011-2012, diplômés en 2013, inscrits en 2012-2013, diplômés en 2014.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Champ : étudiants ayant pris une inscription principale en M1 l'année n / n+1 et qui n'étaient pas inscrits en M1 l'année précédente. Les formations prises en compte en Master sont le master LMD (hors Master enseignement) et le master ingénieur, la Maîtrise et la Maîtrise IUP, le DEA et le DESS. Les ESPE ne sont pas comprises dans l'indicateur.
Mode de collecte des données de base	Données administratives recueillies via le Système d'information sur le suivi de l'étudiant (SISE)
Services ou organismes responsables de la collecte des données de base	SD-SIES
Service responsable de la synthèse des données	DGESIP/SD-SIES
Validation de l'indicateur	DGESIP/SD-SIES
Mode de calcul	<p><b>Définition des indicateurs de réussite</b> Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiants. La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.</p> <p><b>Pour un établissement :</b>  <b>Taux de réussite de la méthode 1</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits dans l'établissement l'année n / n+1.  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2 quel que soit l'établissement où le diplôme a été délivré.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 2</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits en M2 dans l'établissement l'année n+1 / n+2 (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 3</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ qui se sont inscrits deux années de suite dans l'établissement (en n / n+1 et en n+1 / n+2) ou qui se sont inscrits dans l'établissement l'année n / n+1 et qui sont sortis du système universitaire l'année n+1 / n+2.  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Au niveau national :</b>  Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :  <b>Ligne « Inscriptions principales » :</b> elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un étudiant est compté autant de fois qu'il a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement..  <b>Ligne « Etudiants » :</b> sur cette ligne, un étudiant est compté une seule fois dans l'effectif. Il est compté dans la réussite dès l'instant qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris s'il est en échec dans un autre établissement).</p> <p><b>Valeur ajoutée</b>  Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques. Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la</p>

	<p>réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiants était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>âge à l'entrée en M1</b> (3 modalités : 22 ans ou moins ; 23 ans ; plus de 23 ans)</li> <li>- <b>formation suivie l'année précédente</b> (3 modalités : Bac+3, autre niveau, non inscrit). Lorsqu'il y a plusieurs inscriptions l'année précédente avec des niveaux différents, on conserve le cas Bac+3</li> <li>- <b>discipline de l'inscription en M1</b> (regroupées en 4 modalités : Droit ; Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)</li> <li>- <b>voie du diplôme en M1</b> (3 modalités : générale ou indifférenciée, professionnelle, recherche).</li> </ul> <p>L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la <b>valeur ajoutée</b>. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.</p> <p>Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.</p>
--	--

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	<i>Ecart taux observé – taux attendu (M3)</i>
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômés 2013 (cohorte 2011) pour mémoire	64.5 %	90.9 %	65.9 %	+ 10.0
	Diplômés 2014 (cohorte 2012)	62.0 %	88.8 %	63.1 %	+ 5.9
	Moyenne nationale (cohorte 2012) en %	52.2 %	88.2 %	52.5 %	0.0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			65.0 %	

#### Leviers d'action

- 1) Maintenir le niveau d'exigences et de reconnaissance au niveau du marché du travail pour permettre le maintien de l'excellence de l'insertion professionnelle
- Déploiement de la démarche compétences ou approche programme à l'échelle de l'établissement
- Poursuite et développement des relations de l'université avec les milieux économiques et socio-économiques, notamment dans le cadre de la redéfinition du rôle des conseils de perfectionnement

#### Commentaires de l'université

##### 1) Démographie étudiante

L'université est passée de 2 740 primo entrants en master 1 en 2011-12 à 3 700 en 2015-16 soit une hausse proche de 1 000 étudiants. Ces primo-entrants sont pour moitié nouveaux à Lyon 3.

Autre axe d'analyse : 2/3 des diplômés de licence à Lyon 3 poursuivent l'année suivante en master dans l'établissement.

##### De bons résultats en masters

Les masters de l'université Jean Moulin Lyon 3 sont attractifs, la réussite est bonne de même que l'insertion de nos diplômés sur un plan quantitatif et qualitatif, tant après le M1 qu'après un parcours complet.

Cela étant la question de la maîtrise des flux à l'entrée en master sera un élément déterminant.

##### Cible

La réalisation de notre objectif devra être analysée en 2020 en intégrant l'évolution nationale de l'indicateur à cette échéance. En fait nous préférons fixer un objectif sur la valeur ajoutée, l'objectif étant d'arriver à une valeur ajoutée encore positive en 2020.

La cible est fixée à 65% ce qui est un objectif en hausse par rapport aux dernières années, à l'exception de la cohorte 2011 qui avait enregistré un résultat exceptionnellement élevé.

IC 4	REUSSITE EN DOCTORAT	Lyon 3
------	----------------------	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau doctorat
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Les valeurs de réalisation sont disponibles en juillet de l'année n+1 pour les docteurs de l'année civile n.
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Source :	Etablissement
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP-SIES

		Taux de l'établissement		Cible 2020 En %	Soutenances 2014 (données nationales)	Cible 2017 (PAP 2016)
		Soutenances 2014	Soutenances 2015			
<b>Part des doctorats obtenus en moins de 40 mois</b>	DEG	11,9	14,0			
	SHS	5,0	0,0			
	ALL	23,1	27,3			
	<b>Ensemble</b>	<b>12,0</b>	<b>13,0</b>	<b>15,0</b>	<b>41.4 %</b>	<b>46.0%</b>
<i>Part des doctorats obtenus entre 40 et moins de 52 mois (pour information)</i>	DEG	16,9	18,6			
	SHS	15,0	13,3			
	ALL	15,4	9,1			
	Ensemble	16,3	15,9		%	%
<b>Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois</b>	DEG	28,8	32,6			
	SHS	20,0	13,3			
	ALL	38,5	36,4			
	<b>Ensemble</b>	<b>28,3</b>	<b>29,0</b>	<b>33,0</b>	<b>72.8%</b>	<b>80.0%</b>
<i>Part des doctorats obtenus entre 52 et 72 mois (pour information)</i>	DEG	42,4	39,5			
	SHS	30,0	46,7			
	ALL	23,1	18,2			
	Ensemble	37,0	37,7		88.9%	%
<i>Part des doctorats obtenus en plus de 72 mois (6 ans) (pour information)</i>	DEG	28,8	27,9			
	SHS	50,0	40,0			
	ALL	38,5	45,5			
	Ensemble	34,8	33,3		%	%

**Précisions :** la mesure propose une vision partielle de la réussite en D puisqu'elle ne porte que sur les thèses soutenues et donc sur les doctorants ayant abouti sur le parcours en D. L'indicateur ne permet pas de statuer sur la réussite globale de l'ensemble des inscrits en D puisque ne sont pas comptabilisés les doctorants n'ayant pas soutenus pour diverses raisons, qui ne sont d'ailleurs pas toujours significatives d'un échec dans le parcours de formation et relèvent souvent d'une insertion professionnelle anticipée

## Précisions Lyon 3 :

- DEG = Droit Eco Gestion → regroupe 3 ED : Droit + EPIC + Sciences Economiques et de Gestion
- SHS = Sciences Humaines et sociales → regroupe 2 ED : Philosophie + Sciences Sociales
- ALL = Arts Lettres Langues → regroupe 1 ED : 3LA (ED Lettres Langues Linguistique Arts)

## Levers d'action :

La mise en place des comités de suivi de thèses prévue dans le cadre du nouvel arrêté sur la formation doctorale sera sans doute un levier d'action supplémentaire pour travailler dans le sens d'une diminution de la durée et d'une augmentation de la qualité des thèses.

## Commentaires de l'université :

En moyenne sur les 5 dernières années, près de 70% des thèses soutenues à Lyon 3 ont une durée de moins de 72 mois, la majorité se déroulant entre 52 et 72 mois. Lyon 3 est une université de Sciences humaines et Sociales exclusivement, et les durées de thèses correspondent aux données nationales dans ce domaine. La nature des recherches dans certaines disciplines en SHS fait de la durée des thèses plus longue qu'en sciences « dures » un phénomène structurel.

La durée des thèses a cependant déjà diminuée dans notre établissement, une démarche volontariste ayant été entreprise au sein de certaines Ecoles Doctorales :

- les ED s'assurent que les réinscriptions en doctorat au-delà de la 3ème année ont de sérieuses chances de déboucher sur la soutenance de la thèse, les réinscriptions en thèse au-delà de 3 ans se font sur demande de dérogation, après avis du directeur de thèse, du directeur de laboratoire, du directeur de l'école doctorale, et sont validées par l'établissement
- le taux d'encadrement (nombre de doctorants par HDR) a été optimisé.

IC 5	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS	Lyon 3
------	--	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés 2012 au 1er décembre 2014
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Situation professionnelle au 1er décembre 2014 et au 1 <sup>er</sup> décembre 2013 des diplômés 2012 de master et de licence professionnelle, de nationalité française, issus de la formation initiale, âgés de moins de 30 ans et n'ayant pas poursuivi ou repris des études dans les deux années suivant l'obtention du diplôme.
Source :	Données collectées dans le cadre de la sixième enquête nationale sur l'insertion professionnelle des diplômés de Master et de licence professionnelle.
Mode de calcul	<p>Le <b>taux de réponses exploitables</b> est égal au nombre de questionnaires recueillis qui permettent de connaître la situation du diplômé rapporté au nombre total de diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête. Les diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête forment une sous-population de l'ensemble des diplômés.</p> <p>On distingue 4 situations pour les diplômés interrogés : hors champ (poursuites d'études après le diplôme ou interruption d'études supérieures de plus de deux ans), inactivité, en emploi, en recherche d'emploi. Les diplômés hors champ ou inactifs ne sont pas pris en compte dans le calcul des indicateurs d'insertion.</p> <p>Le <b>nombre de réponses prises en compte</b> est égal au nombre de réponses exploitables émanant de diplômés vérifiant les critères de l'enquête et présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p>Le <b>poids de la formation</b> est le pourcentage de diplômés de cette formation dans l'ensemble des diplômés de l'université qui sont dans le champ de l'enquête et présents sur le marché du travail. Les effectifs sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p> <p>Le <b>taux d'insertion</b> est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, quel qu'il soit, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage). Les effectifs portés au numérateur et au dénominateur sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP/DGRI-SIES

## IC 5 INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS (SUITE)

Lyon 3

*Implication dans l'enquête nationale menée en 2014 sur les diplômés 2012*

	Nombre de diplômés université	Nombre de réponses exploitables université	Taux de réponses exploitables université	Moyenne nationale
Master	1 206	855	73.0%	70.1%
LP	634	440	70.9%	66.8%

*Insertion des diplômés 2012 de Master et de Licence professionnelle*

	Master				Licence Pro			
	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)
Ensemble DEG	530	74	92	91	259	89	96	92
Droit	91	13	96	91	37	13	86	93
Economie								
Gestion	395	55	92	93	166	57	98	92
Autres DEG	44	6	77	84	56	19	98	93
Lettres, Langues, Arts	83	11	84	86				
Ensemble SHS	120	14	83	86	23	7	ns	86
Histoire-Géographie	28	3	ns	83	7	2	ns	89
Psychologie								
Information communication	46	6	83	87	16	5	ns	87
Autres SHS	46	6	78	84				
Ensemble STS					9	4	ns	90
Sciences de la vie et de la terre								
Sciences fondamentales								
Sciences de l'ingénieur					9	4	ns	94
Informatique								
Autres STS								

*Éléments de contexte socio-économique*

Taux de chômage au 4ème trimestre 2014	Régional	8.9	% de diplômés boursiers	Master	Université	25	LP	Université	11
	National	10.1			National	29		National	52

**Leviers d'action :**

Les actions menées par l'établissement en faveur de l'aide à l'insertion professionnelle sont déjà nombreuses et feront l'objet d'un renforcement ; parmi celles-ci nous pouvons citer :

- la mise en place depuis 2014 d'une plateforme favorisant la mise en relation entre les étudiants et les acteurs du monde socio-économique pour tout ce qui concerne les stages, les jobs, les emplois ; progressivement sera rajouté un espace spécifique aux diplômés et une réflexion sur un réseau social universitaire est en cours
- la généralisation des modules de Projet Personnel et Professionnel (en début et en fin du cycle licence et au moins une fois dans le cycle master)
- l'aide au pilotage des formations par les équipes pédagogiques avec la mise à disposition d'enquêtes régulières et approfondies sur le devenir des diplômés, les emplois réellement occupés, les compétences sollicitées...

Commentaires de l'université : Voir page suivante

**Commentaires de l'université :**

Les enquêtes d'insertion menées par l'établissement s'inscrivent dans le dispositif national de collecte des données sur l'insertion professionnelle.

Le choix a été fait aussi :

- d'élargir le champ de l'enquête aux étudiants de nationalité étrangère titulaires d'un baccalauréat français
- de prendre en compte dans l'analyse les étudiants qui ont poursuivi des études ou ont interrompu leur études au cours de leur parcours.
- d'enrichir le questionnaire de questions spécifiques permettant d'avoir une vision précise et détaillée des poursuites d'études éventuelles après le Master ou la Licence professionnelle, des conditions d'accès au premier emploi, des caractéristiques des emplois occupés ainsi que l'appréciation de cet emploi.

Chaque année les résultats quantitatifs et qualitatifs de ces enquêtes, sont publiés sous forme de documents de synthèse pluri annuels pour l'université et par composante, mais aussi sous forme de fiches par diplôme. Documents accessibles en ligne sur le site de l'établissement.

L'OFIP ainsi dresse le bilan de l'insertion professionnelle sur 5 ans dégageant les tendances suivantes :

- malgré une augmentation des effectifs des diplômés les taux de réponse sont toujours supérieurs à 70%. Ce niveau est à maintenir pour poursuivre une exploitation de résultats significatifs.
- les taux d'insertion sont confirmés : toujours supérieurs à 90% en licence professionnelle, en moyenne de 89% en master professionnel et de 72% en master recherche.
- une durée moyenne de recherche du 1<sup>er</sup> emploi de 2 mois en licence professionnelle et de 3 mois en master professionnel
- un taux d'emploi à 27 mois élevé :
  - avec 93% en moyenne depuis 2010 en licence professionnelle et 4 diplômés en emploi sur 5 en emploi stable
  - avec 86% en moyenne depuis 2010 en master professionnel et 3 diplômés sur 4 qui exercent des fonctions de niveau cadre et profession intellectuelle supérieure.

IC 6	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS	Lyon 3
------	--	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en L (hors licences professionnelles) en M et dans les autres diplômes

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	% de mentions de L, M et autres diplômes dont les enseignements font l'objet d'une évaluation de la part des étudiants. Par évaluation, il faut entendre un dispositif de mesure de la satisfaction des inscrits dans la mention, en vue de l'amélioration des services rendus. L'évaluation peut concerner chaque enseignement pris séparément, et/ou porter sur le dispositif pédagogique pris globalement. En toute hypothèse, il convient d'indiquer, en commentaire, la périodicité de l'évaluation, son périmètre (tout ou partie des enseignements, tout ou partie du dispositif pédagogique), la démarche d'amélioration continue dans laquelle elle s'inscrit.
Source :	établissement
Mode de calcul	(nombre de mentions de L évaluées / nombre total des mentions) X 100 (nombre de mentions de M évaluées / nombre total des mentions) X 100

Données de l'université		2014-2015	Cible 2020
Niveau L Hors LP	Nombre de mentions de L dans l'établissement	9	
	Effectifs d'étudiants inscrits en L	13 555	
	Part des mentions de L faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation de L évaluée	11 998	
	<i>Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)</i>	27%	40%
Niveau M Hors ingénieurs, IEP	Nombre de mentions de M dans l'établissement	24	
	Effectifs d'étudiants inscrits en M	7 983	
	Part des mentions de M faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation de M évaluée	6 053	
	<i>Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)</i>	32%	40%
Autres diplômes  DUT (3 spécialités)  LP (10 mentions)	Nombre de diplômes concernés	13	
	Effectifs d'étudiants inscrits	1 610	
	Part des diplômes faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation Autres diplômes évaluée	1 364	
	<i>Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)</i>	41%	50%

Cibles 2020 (réponses cumulées au terme du contrat)	
<i>Taux de réponse aux enquêtes</i>	40%
<i>Part des mentions et diplômes faisant l'objet d'au moins une évaluation</i>	100%



IC 6	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS (SUITE)	Lyon 3
------	--	--------

#### Précisions pour la licence

L'article 19 de l'arrêté licence du 1<sup>er</sup> août 2011 fixe les motifs et les conditions générales de l'évaluation des enseignements :

« Au sein des établissements, des dispositifs d'évaluation sont mis en place pour chaque formation ou pour un groupe de formations, notamment à travers la constitution de conseils de perfectionnement réunissant des représentants des enseignants, des étudiants et du monde socio-professionnel.

Une évaluation des formations et des enseignements est également organisée au moyen d'enquêtes régulières auprès des étudiants.

Ces dispositifs favorisent le dialogue entre les équipes de formation, les étudiants et les employeurs potentiels. Ils éclairent les objectifs de chaque formation, contribuent à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et permettent d'en améliorer la qualité.

Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés.

Les résultats des évaluations font l'objet d'un débat au sein du conseil de la composante concernée et du conseil des études et de la vie universitaire ».

#### Leviers d'action

##### 1) Travail d'accompagnement à l'appropriation des résultats

La mise en place de la démarche qualité sur nos formations va se traduire par un cadre plus défini de l'organisation et des missions des comités de perfectionnement qui devront s'approprier les résultats de l'évaluation par parcours, ces résultats comme ceux de l'insertion par exemple devront systématiquement alimenter la réflexion sur le pilotage des mentions.

##### 2) Travail sur l'organisation et la hiérarchisation des différentes enquêtes pour éviter des redondances, des télescopages et l'impact sur les taux de réponses

#### Commentaires de l'université

La démarche qualité sur nos formations doit se généraliser et va s'organiser sous l'impulsion politique du VP CFVU avec les doyens et les directeurs de composantes.

L'évaluation sur les conditions d'enseignement, de la formation et de la vie universitaire à Lyon 3 est un outil au service de la démarche qualité ; elle repose sur une enquête annuelle réalisée auprès des étudiants inscrits en diplômes nationaux, hors formations délocalisées.

L'évaluation porte sur le dispositif pédagogique pris globalement. L'enquête annuelle comporte les rubriques suivantes :

- accès à la formation et conditions d'accueil
- la formation et son déroulement
- les apports de la formation
- l'environnement de travail
- la vie étudiante
- et une rubrique « vous et vos études »

Cette enquête est préparée chaque année par une commission émanant de la CFVU, commission présidée par le VP CFVU et composée d'enseignants, d'étudiants, du directeur du SCUIO-IP, du directeur des études et de la vie universitaire (DEVU) et du responsable du service Statistique et Pilotage. A l'intérieur des rubriques précitées, les questions sont adaptées chaque année.

Le traitement des réponses fait l'objet d'un rapport présenté en CFVU préparé par la commission. Les résultats par composante sont transmis aux doyens et directeurs de composantes. Un traitement par mention est réalisé quand les taux de réponses le permettent ; l'objectif est de pouvoir traiter les résultats par parcours type.

IC 7	DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE	Lyon 3
------	--	--------

Action	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
Objectif	Favoriser l'accroissement de la formation continue
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	- Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie (objectif 1 du programme 150) - Améliorer l'efficacité des opérateurs (objectif 6 du programme 150, évolution des ressources propres)

## Description des indicateurs

Unités de mesure	1 – heures-stagiaires en millions (les heures-stagiaires sont le cumul des heures suivies par chaque personne en formation) 2 – nombre de diplômés en formation continue (dont VAE) 3 – recettes en euros (€)
Date de la mesure	Année civile précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Prestations de formation continue, diplômante ou non, assurées par l'établissement. L'apprentissage, qui relève de la formation initiale, est exclu du champ.
Mode de renseignement de l'indicateur	établissement

	Situation 2014	Situation 2015 (S)	Cible 2020 (C)	Taux de croissance attendu (C-S)/S*100, en %
1-Heures stagiaires	678 430	Nd *		
2- Nombre de diplômés en formation continue	882	1 021		
<i>Dont Validation des acquis de l'expérience (VAE)</i>	35	35		
3- Chiffre d'affaires de la formation continue	6 689 922 + Filiale 221 248 <b>Total = 6 911 170</b>	7 099 481 + Filiale 255 030 <b>Total = 7 354 511</b>	10 000 000	+ 36%

Précisions : cette fiche peut être adaptée en fonction des orientations retenues dans le contrat. Il n'est pas obligatoire de déterminer une cible chiffrée pour tous les items proposés (colonne « Cible ») : seuls ceux qui correspondent aux priorités de l'établissement doivent faire l'objet d'une cible. En revanche, pour une meilleure compréhension de la situation de l'établissement, il est demandé de compléter tous les items de la colonne « Situation ».

## Leviers d'action

L'Université Jean Moulin Lyon 3 met au cœur de ses priorités le développement de la Formation Continue (FC). Pour atteindre les objectifs annoncés, l'établissement devra notamment :

- Création de lieux d'enseignements dédiés à la Formation Continue
- Transformation des logiques e-learning pour la Formation Continue
- Transversalisation des offres FC de l'établissement
- Renforcement de l'équipe de coordination de la Formation Continue Université Jean Moulin
- Travail de développement de la marque et de la réputation en FC de l'Université Jean Moulin
- Mobilisation du marketing digital au service de la Formation Continue
- Traduction de l'offre de formation en blocs de compétences susceptibles de créer des parcours
- Accompagnement à la transformation des métiers et des parcours notamment par l'entrepreneuriat
- Mobilisation de la filiale de valorisation quand cela s'avère possible
- Travail sur les systèmes d'incitation RH (intégration de l'intéressement sur les résultats FC)
- Intensification des collaborations avec les autres établissements de la COMUE Université de Lyon sur des programmes transversaux
- Développement de la FC à l'international, notamment au travers des programmes délocalisés
- Participation aux appels d'offres européens et internationaux

## Commentaires de l'université

- Concernant la situation 2015 : ces données sont celles transmises au ministère pour l'enquête 6 demandée chaque année au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année civile suivant l'année d'observation (4<sup>ème</sup> trimestre 2016 pour les données 2015). Nous travaillons actuellement sur la consolidation de ces informations et ne disposons donc pas encore des données validées sur les heures stagiaires pour 2015. C'est pour cette raison qu'est ajoutée la colonne « Situation 2014 ».
- Pour les cibles, nous avons décidé de n'afficher que celle sur le chiffre d'affaires de la formation continue.

Notre principal vecteur de développement est sur les formations courtes et « sur mesure ». Cela étant nous ambitionnons également de continuer à développer les formations diplômantes et de d'accroître notre rôle sur la VAE avec un accompagnement toujours plus adapté.

IC 8	VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD	Lyon 3
------	--	--------

Action	Bibliothèques et documentation
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche par l'augmentation des horaires d'ouverture
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date et source de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Sont prises en compte dans le calcul de la cible les bibliothèques universitaires et les bibliothèques intégrées du SCD ou du SICD, et répondant également aux deux critères suivants : - ouvertes au moins 45 heures par semaine ; - dotées de plus de 100 places assises. Les bibliothèques non intégrées au SCD ou au SICD sont exclues du champ de la mesure.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Pourcentage d'augmentation globale de l'ouverture hebdomadaire dans l'ensemble des bibliothèques universitaires et intégrées répondant aux critères définis dans la rubrique « Champ de la mesure », entre l'année 2014 et l'année d'échéance du présent contrat. La moyenne est calculée sur la base des horaires en vigueur durant la plus grande partie de l'année pour chaque bibliothèque prise en compte dans le calcul. Les extensions ou réductions ponctuelles ne doivent donc pas être prises en compte dans ce calcul ; elles peuvent en revanche être signalées dans la partie Commentaires comme élément d'appréciation complémentaire.
Mode de calcul	Vd (valeur de départ) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année 2014, en nombre d'heures. Va (valeur d'arrivée) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année de l'échéance du contrat, en nombre d'heures. La cible correspond à la marge de progression réalisée, exprimée en pourcentage, et calculée de la manière suivante : $T = (Va - Vd) / Vd \times 100$

Compte tenu de sa situation propre et des orientations stratégiques définies pour le contrat quinquennal, l'Université se donne les objectifs suivants :

Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (Vd)	61 h par semaine
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées à l'échéance du contrat (Va)	75 h par semaine
Variation (Va-Vd)	14h
<b>Cible 2020 (%)</b>	<b>23%</b>

\* Pour 2014 sont intégrées : Manufacture des Tabacs - Bibliothèque Droit & Philosophie - Bibliothèque Lettres & Langues

## Précisions

L'indicateur est destiné à mesurer l'effort accompli par l'établissement pour améliorer l'accessibilité des ressources documentaires à son public. Le « Plan Renouveau des Bibliothèques » lancé en 2010 par le MENESR a souligné l'importance de l'extension des horaires dans la réalisation de cet objectif.

Pour autant, l'histoire et les spécificités propres à chaque établissement peuvent impliquer des stratégies différenciées en la matière, telles que :

- privilégier une amélioration des services offerts par la bibliothèque à une augmentation des horaires (dans le cas, par exemple, d'une bibliothèque déjà très ouverte)
- maintenir le niveau d'ouverture hebdomadaire mais augmenter le nombre de jours d'ouverture dans l'année (périodes de vacances, notamment)
- concentrer les efforts sur un ou deux sites stratégiques en proposant une extension significative des horaires, ou au contraire, chercher à harmoniser les horaires des différentes sections du SCD.

Le contrat peut également être marqué par des regroupements de bibliothèques ou des fermetures temporaires de sites, voire des constructions de nouvelles bibliothèques, constituant autant d'éléments susceptibles de faire varier la politique poursuivie en matière d'horaires d'ouverture.

L'établissement est donc invité à donner en commentaires toutes les précisions ou compléments d'information qui lui paraîtraient utiles à une juste interprétation de la cible, notamment en ce qui concerne les bibliothèques restant à intégrer.

## Leviers d'action

Dans le cadre de l'appel à projets Plan BU ouvertes lancé par le MESR, projet d'extension à titre expérimental des horaires d'ouverture (fermeture à 22h le soir) à partir de 2016 – 2017.

## Commentaires de l'université

L'établissement a retenu les variations des horaires d'ouverture des BU comme indicateur commun contractualisé, mais suit en interne des indicateurs d'accès aux services et ressources documentaires.

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IC 9	ENDORECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS / BILAN ET PRÉVISION	Lyon 3
------	---	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international et accroître le dynamisme des équipes de recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignants-chercheurs titulaires et stagiaires ; pourcentages
Date de la mesure	Recrutements avec affectation au cours de l'année civile considérée
Champ de la mesure	Toutes disciplines du Conseil national des universités (CNU) hors médecine et odontologie

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	<p>Pour les maîtres de conférences (MCF), le recrutement interne correspond d'abord aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou le titre jugé équivalent dans l'établissement mais ne comprend pas, dans le cas d'une mutation, le MCF titulaire exerçant précédemment dans l'établissement.</p> <p>Pour les professeurs des universités (PR), le recrutement interne recense seulement les personnes qui occupaient précédemment, en qualité de titulaire, un emploi de MCF dans l'établissement (les PR en première affectation après concours d'agrégation ne sont pas comptabilisés).</p>
Mode de calcul	Le numérateur dénombre les recrutements internes. Le dénominateur comprend tous types de concours d'enseignants-chercheurs titulaires.
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGRH

Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endorecrutement		2013	2014	2015	Données cumulées 2013, 2014, 2015	Cible 2020 (données cumulées sur la période contractuelle)
Maîtres de conférences	Effectifs*	12 / 21	8 / 22	4 / 12	24 / 55	
	%**	57%	36%	33%	44%	33%
Professeurs des universités	Effectifs*	2 / 9	0 / 7	2 / 9	4 / 25	
	%**	22%	0%	22%	16%	25%

\* recrutement interne

\*\* recrutement interne / (recrutement total \*100)

## Leviers d'action

Assurer une publication large des postes. Eviter des profilages trop précis dans la définition des profils de postes

## Commentaires de l'université

L'endorecrutement a été bien maîtrisé et suit une pente descendante. Les modifications des procédures de recrutement (suppression de l'agrégation, décontingement des recrutements au titre des articles 46.3 et 4) peuvent cependant freiner cette tendance. La montée en puissance du processus de recrutement au titre de rapprochement de conjoint est un élément possible d'augmentation de l'endorecrutement selon la définition retenue.

La cible à 33% pour les maîtres de conférences semble raisonnable et en évolution par rapport à la cible fixée sur le contrat 2011-15 (pour mémoire 36%).

La cible à 25% pour les professeurs d'université semble également cohérente : elle correspond en valeur absolue à une moyenne de 2 recrutements en interne sur une moyenne de 8 recrutements par an.

A noter : la priorité de l'université Jean moulin reste de recruter les meilleurs candidats indépendamment de leur origine.

IC 10	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public	Lyon 3
-------	--	--------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 17. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 18. les recettes de la formation continue (7065) 19. la taxe d'apprentissage (7481) 20. les contrats et prestations de recherche 21. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 22. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 23. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 24. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 – 70681 – 70688 – 707 – 708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	7 235 101	7 393 366	
Formation continue (2)	6 689 922	7 099 481	
Taxe d'apprentissage (3)	1 078 482	573 045	
Contrats et prestations de recherche (4)	68 412	84 523	
ANR investissements d'avenir (74411)			
ANR hors investissement d'avenir (74412)			
Hors ANR (704 – 705 – 7062 – 751)			
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)	1 148 968	2 226 983	
Régions (7442)	336 093	816 757	
Union européenne (7446)	-11 989	159 537	
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)	824 864	1 250 689	
Dons et legs des fondations (6)	6 172	33 322	
Produits exceptionnels (7)	4 523	10 554	
Autres ressources propres (8)	1 784 036	1 825 092	
Total	18 015 616	19 246 366	23 000 000
			+ 20%
Ressources Filiale Lyon 3 Valorisation Chiffre d'affaires hors refacturation Lyon 3	352 378		
Ressources gérées pour Lyon 3 par la fondation UdL Chiffre d'affaires hors refacturation Lyon 3	124 132		
Valorisation CIFRE et Contrats doctoraux des Labex	1 041 676		

**Précisions** : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

## Précisions Lyon 3 :

Les droits d'inscriptions liés à l'apprentissage réglés par Formasup sont imputés dans la comptabilité sur le compte 7488 mais remontés dans le tableau ci-dessus sur la ligne « droits d'inscription ».

Les 3 dernières lignes du tableau ont été ajoutées au tableau initial de la DGESIP

IC 10	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public (SUITE)	Lyon 3
-------	--	--------

#### Commentaires de l'établissement :

L'établissement travaille pour augmenter ses ressources propres sur différents axes. La diversification de nos sources de financement est une démarche indispensable pour soutenir notre développement que les incertitudes sur la situation économique et en conséquence les financements de l'Etat, ne parvient plus à garantir. Globalement c'est une augmentation de 20% des ressources propres qui est anticipée. Pour être réaliste et prudent, la cible nous semble être à fixer au niveau de la totalité des ressources, il n'en demeure pas moins que l'établissement travaille sur des projections par type de ressources et affiche en regard de ses priorités de développement les actions qu'elle prévoit de développer.

- Droits d'inscriptions : notre établissement a connu une augmentation de 3 327 étudiants pendant le contrat précédent et compte 33% de boursiers au global et même 39% parmi les nouveaux bacheliers. Les contraintes liées à l'espace laissent à penser que l'évolution des effectifs sera sans doute moindre sur le contrat 2016-2020 et donc que ce poste n'augmentera que modérément sauf modification de la réglementation en termes de droits nationaux. Sur le contrat précédent nous avons constaté sur ce poste une hausse des droits d'inscription de 1 000 K€ d'euros et une baisse des redevances diverses de 500 K€ (sport, bibliothèque, accès aux ressources numériques ...) soit un résultat de + 500K€.
- Formation continue : voir indicateur commun numéro 7 qui fixe une cible à 10 millions d'euros en hausse de 36% et qui liste les leviers d'action
- Taxe d'apprentissage : nous n'attendons pas d'évolution compte tenu des nouvelles règles de collecte
- Contrats et prestations de recherche : voir commentaires spécifiques sur la valorisation de notre recherche
- Subventions : une marge d'évolution ne semble pouvoir être envisagée que sur la partie recherche de ces subventions, voir commentaires spécifiques sur la valorisation de notre recherche. L'évolution sur la ligne « région » n'est qu'apparente, les montants étant à lisser sur les deux années.
- Autres ressources propres, notre établissement a déjà optimisé ses possibilités de valorisation de son patrimoine (locations d'espaces et de locaux) compte tenu de la tension sur ses locaux d'enseignement et administratifs. Il n'y a donc plus beaucoup de marge sur ce poste sauf à terme si certaines acquisitions patrimoniales sont réalisées.  
Ce poste regroupe aussi la mise à disposition de personnels qui reste marginale mais devrait se développer.  
Enfin, certaines ressources comme les droits d'inscriptions aux colloques et les chaires sont également sous cette rubrique, pour l'évolution voir également les commentaires spécifiques sur la valorisation de notre recherche.

#### Commentaires spécifiques sur la valorisation de notre recherche

L'établissement a identifié 4 leviers essentiels au développement de la valorisation de sa recherche :

- Faire du service de la recherche une véritable direction de la recherche, projet déjà largement engagé
- Renforcer la professionnalisation et l'ingénierie de projets au service des relations internationales, en lien avec le service de la recherche en interne, mais aussi avec la COMUE
- L'amélioration de l'accompagnement des personnels recherche (Enseignant chercheurs, docteurs et doctorants) dans leurs démarches pour obtenir des financements externes (contrats et prestations, réponses aux appels à projets français et européens.)
- La formation / sensibilisation des personnels recherche aux outils de financement de la recherche.

Le service de la recherche comprend depuis peu 3 personnes dédiées à cet accompagnement, une juriste (rédaction, négociation des contrats de collaboration, montage de projets), une personne plus spécifiquement dédiée au montage de projets européens et une personne chargée de l'accompagnement des doctorants.

Grâce à ces recrutements, l'établissement a vu augmenter rapidement le nombre de dépôts annuels de projets, notamment ANR (9 en 2015, 18 en 2016), et la mobilisation d'instruments à développer à Lyon 3 (INTERREG, ERC, ITN, ...) et financements de la Communauté européenne.

Par ailleurs, des projets de chaires ont émergé, elles n'ont pas toutes abouties mais elles signent une mobilisation des enseignants chercheurs pour l'obtention de financements externes.

Il est à noter que la COMUE gère également directement les fonds attribués à des projets de recherche menés à Lyon 3, il s'agit notamment de deux mobilités entrantes de post doctorants étrangers.

L'augmentation de l'activité des chercheurs en termes de dépôts de dossiers, ou de discussions avec des entreprises est constatée. Par ailleurs, la candidature IDEX lyonnaise, sera très influente à Lyon pour l'obtention de crédits recherche.

Un indicateur spécifique sur le suivi de la valorisation de la recherche est prévu et va être proposé dans le cadre de ce contrat 2016-2020.

IC 11	PILOTAGE FINANCIER	Lyon 3
-------	--------------------	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description des indicateurs

Unité de mesure	<p><b>Objectif I-1 (Sincérité des prévisions budgétaires) : taux d'exécution</b> des prévisions de fonctionnement et d'investissement, exprimé en pourcentage.</p> <p><b>Autres objectifs :</b> réalisation de l'objectif mesurée à l'aide d'une cote.  <b>0</b> = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi  <b>1</b> = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel  <b>2</b> = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels</p>
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

## I - Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
<b>1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires</b> par la mise en place d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/ Budget modifié).	Fonctionnement : 99,3% Investissement : 97,5%	La masse fonctionnement inclut la masse personnel (99,5%) et le fonctionnement hors masse personnel (98,1%).  Concernant l'investissement, la référence 2015 n'est pas pertinente car elle est faussée par notre consignment. Sans cette dernière, comme les années précédentes un taux faible (51% en 2013 et 65% en 2014).	Fonctionnement 99%  Investissement 90%
<b>2- Se doter d'outils permettant un suivi financier infra annuel</b> , pour accompagner son effort de maîtrise des taux d'exécution, l'établissement devra se doter de tableaux de bord permettant le suivi infra annuel des principaux agrégats de gestion : résultat, CAF, variation du fonds de roulement...	<b>Cote : 1</b> Cellule suivi budget + PPF MS et PPI + Suivi mensuel précis de la trésorerie + Tableau de bord automatisé (BO) + Outils d'analyse (BO) + Groupe de pilotage MS et Budget avec réunions mensuelles  Limite : la dimension prospective est encore à améliorer	La mise en place de la GBCP et du SI compatible permettra l'analyse infra-annuelle par un suivi mensuel des autorisations d'engagement et crédits de paiement.  L'analyse de la trésorerie, des restes à payer, des restes à recouvrer et des principaux agrégats financiers pertinents devraient être facilitée par le nouveau SI.  L'analyse infra annuelle du résultat, CAF et FDR est à manier avec précaution, une part importante des écritures comptables étant passées en fin d'année (écritures d'inventaire).	<b>Cote : 2</b>
<b>3- Élaborer les annexes relatives aux opérations pluriannuelles</b> (et notamment plan pluriannuel d'investissement).	<b>Cote : 1</b> PPI existant mais l'outil n'est pas assez fonctionnel	Développement d'un outil amélioré sur le plan de la fiabilisation, de l'historisation et de l'accès à l'information en cours.	<b>Cote : 2</b>
<b>4- Se doter des outils de pilotage et de gestion de la masse salariale</b> , la masse salariale devra faire l'objet d'un suivi particulier : tableaux prévisionnels et plan de suivi infra-annuel adaptés (l'écart entre le budget primitif approuvé et l'exécution finale devrait être comprise entre -0.5 et +0.5%).	<b>Cote : 1</b> Cellule suivi MS + Tableau de bord automatisé (BO) + Outils d'analyse (BO) + Groupe de pilotage MS avec réunions mensuelles L'établissement a déjà une action centralisée de suivi de la masse salariale, complétée par un processus de contrôle interne au sein de la DRH. Les mesures prises par l'Etat dans le cadre de la reprise d'une partie de notre dotation ne favorisent pas une prévision performante de l'exécution de notre budget (prélèvement sur fonds de roulement).	Deux dimensions sont à améliorer : les contrôles et la prospective.  Une réflexion est en cours sur les conditions d'une articulation toujours plus fine du suivi de la masse salariale et du budget : le développement d'une mission d'analyse budgétaire avec les outils techniques requis est à l'étude.  Un travail d'analyse sur les apports de SIHAM PMS est entrepris pour apprécier si cet outil est approprié à notre organisation pour aider à la réalisation de simulations et de projections à court et moyen termes. Si non l'université réfléchira à un outil spécifique.	<b>Cote : 2</b>



IC 11	PILOTAGE FINANCIER (SUITE)	Lyon 3
-------	----------------------------	--------

## II - Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
<b>1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan</b>	<b>Cote : 1</b> L'actif de l'Université a été fiabilisé par l'intégration au bilan des évaluations France Domaine du patrimoine immobilier mis à disposition par l'Etat.	En l'absence d'évaluation, n'ont pu être comptabilisés à ce jour : le campus de Bourg-en-Bresse, les bâtiments du Pôle Universitaire des Quais (IUT, cœur d'ilot). L'opération MILC reste à dénouer comptablement (intégration compte 23-travaux en cours et TVA) et juridiquement (co-affectation Lyon 2). L'établissement instruit l'éventualité d'une candidature à l'obtention de la dévolution du patrimoine.	<b>Cote : 2</b> Valorisation exhaustive du patrimoine immobilier de l'établissement.
<b>2 –Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)</b>	<b>Cote : 1</b> Le CIB n'existe pas à ce jour au sens propre du terme, même si des contrôles existent de manière informelle ici et là. La réflexion débutée en 2015 sur le contrôle interne CIC et CIB ainsi que les premiers audits devraient permettre la mise en place d'un processus de contrôle interne plus impactant à partir de 2016.	La création du Service 3 A (amélioration continue, assurance qualité, accompagnement au changement) opérationnel mi-2016 ainsi que la mission d'audit interne effective depuis 2015 constituent des leviers d'action et de suivi sur l'ensemble des processus de l'Etablissement sans se restreindre à l'aspect comptable. La mise en place de la GBCP et les réponses aux recommandations des audits internes sont également des leviers importants	<b>Cote : 2</b> Référentiel Etablissement CIB et CIC par processus.

IC 12	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGERS	Lyon 3
-------	--	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>18. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>19. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>20. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>21. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>22. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>23. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	3	4
2-Le système d'information et les services numériques	3	5
3-Le numérique au service de la formation des étudiants	3	4
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	3	4
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	2	4
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	4	5

## Leviers d'action

Notre capacité à agir repose sur les forces soulignées par les experts du ministère lors de la restitution de notre visite numérique :

- Une gouvernance numérique bien établie et soutenue par la présidence
- Une cohérence globale des projets de la stratégie numérique
- Un système d'information décisionnel performant et évolutif
- Une direction numérique fédérant de nombreuses compétences métiers
- Des moyens suffisamment dimensionnés et bien optimisés pour le développement du numérique
- Un rôle moteur de Lyon 3 dans le dialogue numérique de site.

## Commentaires de l'établissement

En regard de ces forces, notre stratégie numérique doit intégrer les points de vigilance suivants :

- Une approche mutualisée à renforcer au niveau de la COMUE et à traduire par des projets opérationnels plus nombreux
- Une massification des usages pédagogiques numériques au-delà des approches pilotes actuellement mises en place
- Une forte prise en compte de la dimension conduite du changement :
  - Pour les enseignants, dans le cadre de l'appropriation de nouveaux usages et outils pédagogiques numériques,

- Pour les personnels administratifs et techniques, dans le cadre de la mise en place d'un SI Gestion global reposant sur les nouvelles solutions de l'AMUE (déploiements SIFAC GBCP, SIFAC Démat, SINAPS, SIHAM...)

IC 13	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	Lyon 3
Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs	
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier	
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)	

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U / S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles,  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)</p> <p><i>A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :</i></p> $\frac{(58\,195\,h / 66\,salles)}{1\,120\,h} \text{ soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées}$ <p><i>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ;</i></p> <p><i>Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\,m^2) + (79\% \times 5\,100\,m^2)}{8\,100\,m^2} = 73\%</math>.</i></p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71% en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements. Cible 2017 à 72%. (PLF 2015).

Occupation des locaux	Situation actuelle (2014 2015)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	38 931	33	8 349	105,3%	< 100%
Salles banalisées	185 197	200	11 649	82,7%	85%
Total	224 128	233	19 998	95,1%	

L'enquête immobilière 2016 sera rendue au MESR en juillet. Les chiffres connus ce jour sont ceux de 2015.

## Leviers d'action

- Recherche de nouveaux espaces selon un montage à définir. Au vu de l'augmentation constante des effectifs (+ 1000 étudiants /an), c'est le seul moyen aujourd'hui d'atteindre un objectif raisonnable d'occupation des amphithéâtres.
- Travail sur l'évolution de la pédagogie (transformation des labos de langue ou salles informatiques en salles banalisées ou multifonctions).
- Développement de la pédagogie numérique.

## Commentaires de l'établissement

L'université Jean Moulin a une pression importante sur le taux d'occupation de ces locaux. La tension est maximale sur les locaux d'enseignement de la Manufacture des Tabacs, surtout les amphis. L'Université a déjà des horaires de cours allant de 8h à 21h, et le samedi jusqu'à 17h, sans comptabiliser de pause méridienne. L'effort est important et nous ne pouvons pas contraindre encore la formation.

C'est la raison pour laquelle l'université affiche deux cibles : la première pour les amphithéâtres, où un desserrement est indispensable, la seconde sur les salles banalisées où l'utilisation sera encore accentuée bien que déjà supérieure à la cible du PLF 2015.

IC 14	MESURE DES EVOLUTIONS DE SURFACES IMMOBILIERES (solde en m²)	Lyon 3
-------	--	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Surfaces immobilières recensées dans l'enquête immobilière DGESIP

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Enquête immobilière de la DGESIP
Source	établissement
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

Années	Situation existante			Objectifs		
	Dénomination bâtiment	Situation domaniale	m² existants	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Situation initiale	Tous bâtiments établissement		109 495			
2016	Etablissement	Affectataire	109 495	0	800	110 295
2017				0	0	110 295
2018				500	1 360	111 155
2019					1 600	112 755
2020					10 000	122 755
soldes				500	13 760	13 260
Evolution des m² à l'issue du contrat			122 755			+ 13 260

Précisions :

Par m² libérés on entend les surfaces inutilisées qui ne sont plus occupées par une activité de l'établissement, les surfaces remises aux domaines ou cédés, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou vouées à la démolition.

Les m² nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

**Commentaires de l'établissement**

L'université Jean Moulin Lyon 3 a le ratio de m² par étudiant les plus bas de France. Au-delà des améliorations pouvant être apportées par le développement du numérique, ses besoins actuels sont évalués à environ 13 000 m² pour se situer dans la moyenne.

- 2016 : L'université Jean Moulin se voit affecter une partie du bâtiment Cavenne (site des Quais) pour ses activités.
- 2018 : Création d'un plateau de 500 m² sur le Palais de l'Université (opération campus). En parallèle, fin d'une occupation précaire sous bail commercial 500 m² (Pasteur). Aménagement de l'avant corps de la Manufacture des Tabacs : 860 m²
- 2019 : CPER Bourg en Bresse : réhabilitation de la fin du bâtiment de la Charité (1 000 m²) + réhabilitation de la Maison du directeur de la Manufacture mise à disposition de la Fabrique de l'Innovation (UdL) (600 m²)
- 2020 : L'université met en œuvre un choix issu de différents modèles de développement de l'espace : location ou construction, en réponse à ses besoins actuels.

*Ce comptage ne tient pas compte des fermetures de bâtiment qui se dérouleront chaque année pour l'opération Campus du site des Quais (entre 4 000 et 9 000 m² selon les phases).*

**VOLET SPÉCIFIQUE**  
**UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3**  
**ANNEXE « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## Université Jean Moulin – Lyon 3 – FORMATION

## Annexe de l'arrêté du 24 juin 2016

Université Lyon-III

L'établissement susvisé est accrédité à compter de l'année universitaire 2016-2017 en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

## Diplôme(s) universitaire(s) de technologie « cursus licence »

## IUT de LYON III

<i>Spécialités</i>	<i>implantation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
Carrières juridiques	LYON	2016-2017	5 ans	2020-
Gestion administrative et commerciale des organisations	LYON	2016-2017	5 ans	2020-
Information-Communication <u>Option(s) :</u> Communication des organisations Information numérique dans les organisations (ex Gestion de l'information et du document dans les organisations)	LYON	2016-2017	5 ans	2020-

## Diplôme d'accès aux études universitaires

<i>option</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
19990420 OPTION A		2016-2017	5 ans	2020-2021

## Capacité en droit

	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
970365 CAPACITÉ EN DROIT		2016-2017	5 ans	2020-2021

## Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES

## Licence(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
2016049 Humanités 5	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
2014156 Langues étrangères appliquées 7		2016-2017	5 ans	2020-2021
2014156 Langues, littératures et civilisations étrangères 8 et régionales		2016-2017	5 ans	2020-2021
2014157 Lettres 5		2016-2017	5 ans	2020-2021

## Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION



**Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
2014156 Droit 9		2016-2017	5 ans	2020-2021
2014157 Gestion 0		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
2014157 Géographie et aménagement 1		2016-2017	5 ans	2020-2021
2014157 Histoire 2		2016-2017	5 ans	2020-2021
2014157 Information-communication 3		2016-2017	5 ans	2020-2021
2014157 Philosophie 4		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160496 Assurance, banque, finance : chargé de clientèle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160497 Commerce et distribution		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160498 Commercialisation de produits et services		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160499 Management et gestion des organisations		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160500 Métiers de l'entrepreneuriat		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160501 Métiers de l'immobilier : gestion et administration de biens		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160502 Métiers de l'immobilier : gestion et développement de patrimoine immobilier		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160503 Métiers de l'électricité et de l'énergie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160506 Métiers de la GRH : assistant		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160504 Métiers de la communication : chargé de communication		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160505 Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et paie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160507 Métiers du BTP : bâtiment et construction		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160508 Métiers du commerce international		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160509 Métiers du notariat		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160510 Organisation et gestion des établissements hôteliers et de restauration		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160511 Services à la personne		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160512 E-commerce et marketing numérique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160506 Métiers de la GRH : assistant		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160504 Métiers de la communication : chargé de communication		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160398 Langues étrangères appliquées	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160399 Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	SAINT-ETIENNE, LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160400 Lettres	SAINT-ETIENNE, LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160401 Mondes anciens	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160404 Traduction et interprétation	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160540 Comptabilité - contrôle - audit	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160541 Contrôle de gestion et audit organisationnel	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160542 Droit bancaire et financier		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160543 Droit de la santé		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160407 Droit des affaires	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160544 Droit des assurances		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160545 Droit européen		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160546 Droit fiscal		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160547 Droit international		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160548 Droit notarial		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160408 Droit privé	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160409 Droit public	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160549 Droit pénal et sciences criminelles		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160410 Droit social	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160550 Entrepreneuriat et management de projets		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160551 Finance		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160552 Gestion de patrimoine		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160553 Gestion de production, logistique, achats		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160554 Gestion des ressources humaines		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160555 Histoire du droit et des institutions		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160414 Justice, procès et procédures	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160557 Management des systèmes d'information		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160558 Management et administration des entreprises	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160559 Management et commerce international		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160560 Management sectoriel	VET AGRO SUP LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

20160556 Management	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160561 Marketing, vente		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160562 Relations internationales		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	LYON 1, LYON 2, ENTPE LYON, EC LYON, ENSM ST ETIENNE/ INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160563 Archives		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160564 Audiovisuel, médias interactifs numériques, jeux		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160423 Communication des organisations	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160427 Gestion de l'environnement	LYON 2, SAINT-ETIENNE, ENS LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160428 Gestion des territoires et développement local	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160469 Histoire de la philosophie	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160430 Histoire	SAINT-ETIENNE, LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160433 Humanités numériques	ENSSIB LYON, LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160434 Information, communication	SAINT-ETIENNE, LYON 1, ENSSIB LYON, LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160565 Information, documentation		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160401 Mondes anciens	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160441 Mondes médiévaux	LYON 2, CHAMBERY, EHESS PARIS, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160572 Patrimoine et musées		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160470 Philosophie	LYON 1, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160452 Sciences de l'eau	LYON 1, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160454 Sciences des religions et sociétés	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160458 Ville et environnements urbains	SAINT-ETIENNE, ENS ARCH ST ETIENNE, ENS ARCH LYON, ENTPE LYON, LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160427 Gestion de l'environnement	LYON 2, SAINT-ETIENNE, ENS LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	LYON 1, LYON 2, ENTPE LYON, EC LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018
20160452 Sciences de l'eau	LYON 1, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021

## Université Jean Moulin – Lyon 3 - RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Organismes	Tutelles Établissements	Partenaires
<b>DS 6 Sciences Humaines et Humanités</b>					
EA 1663	CENTRE D'ÉTUDES LINGUISTIQUES (CEL)	Denis JAMET Michela RUSSO		<a href="#">U-Lyon 3</a>	
EA 3712	MARGE	Gilles BONNET		<a href="#">U-Lyon 3</a>	
EA 4147	ÉQUIPE DE RECHERCHE DE LYON EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ELICO)	Isabelle GARCIN-MAROU		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 1 U-Lyon 3 IEP Lyon ENSSIB	
EA 4186	INSTITUT D'ÉTUDES TRANSTEXTUELLES ET TRANSCULTURELLES (IETT)	Gregory LEE		<a href="#">U-Lyon 3</a>	
EA 4187	INSTITUT DE RECHERCHES PHILOSOPHIQUES DE LYON (IRPHIL)	Thierry GONTHIER		<a href="#">U-Lyon 3</a>	
UMR 5600	ENVIRONNEMENT, VILLE, SOCIÉTÉ (EVS)	Jean-Yves TOUSSAINT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne INSA Lyon ENSA Lyon ENS Lyon ENTPE ENSM-SE	
UMR 5189	HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES (HISOMA)	Véronique CHANKOWSKI	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon	
UMR 5190	LABORATOIRE DE RECHERCHE HISTORIQUE RHÔNE-ALPES (MODERNE ET CONTEMPORAINE) (LARHRA)	Bernard HOURS	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Grenoble ENS Lyon	
UMR 5648	HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE, LITTÉRATURE DES MONDES CHRÉTIENS ET MUSULMANS MÉDIÉVAUX (CIHAM)	Jean-Louis GAULIN	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Avignon ENS Lyon EHES U-Lyon 3	
UMR 5317	INSTITUT D'HISTOIRE DES REPRÉSENTATIONS ET DES IDÉES DANS LES MODERNITÉS (IRHIM)	Oliver BARA	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne U-Grenoble U-Clermont-2	
FRE 3768	INSTITUT DES SCIENCES DE L'HOMME (ISH)	Jean-Louis GAULIN (administrateur provisoire)	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon IEP Lyon	

FR 3621	SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES CULTURES ET SOCIÉTÉS NUMÉRIQUES (Agorantic)	Eric TRIQUET Rachid ELAZOUZI	CNRS	<a href="#">U-Avignon</a> U-Lyon 2 U- Lyon 3 U-Aix Marseille (AMU) U-Nice Sophia Antipolis (UNS) EHESS ENS Lyon
NB : sous réserve que la convention soit signée par l'ensemble des parties prenantes.				

DS 7 Sciences Sociales				
EA 666	ÉQUIPE DE DROIT PUBLIC (EDPL)	Philippe BLACHER		<a href="#">U-Lyon 3</a>
EA 669	CENTRE LYONNAIS D'HISTOIRE DU DROIT ET DE LA PENSÉE POLITIQUE (CLHDPP)	Louis Augustin BARRIÈRE		<a href="#">U-Lyon 3</a>
EA 3707	ÉQUIPE DE RECHERCHE LOUIS JOSSERAND (ELJ)	Stéphanie PORCHY SIMON		<a href="#">U-Lyon 3</a>
EA 3713	CENTRE DE RECHERCHE MAGELLAN (MAGELLAN)	Denis TRAVAILLÉ		<a href="#">U-Lyon 3</a>
EA 4185	ÉQUIPE DE DROIT INTERNATIONAL EUROPÉEN ET COMPARÉ (EDIEC)	Frédérique FERRAND		<a href="#">U-Lyon 3</a>
EA 4586	FRANCOPHONIE – MONDIALISATION ET RELATIONS INTERNATIONALES	François DAVID		<a href="#">U-Lyon 3</a>
EA 4588	GROUPE DE RECHERCHE APPLIQUÉE PLURIDISCIPLINAIRE SUR L'HÔPITAL ET LES ORGANISATIONS DE SANTÉ ET LEURS RÉSEAUX (GRAPHOS)	Christophe PASCAL		<a href="#">U-Lyon 3</a>
FED 7273	MANAGEMENT ET ÉCONOMIE LYON SAINT-ETIENNE (MAELYSE)	Peter WIRTZ		<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Lyon 1 U-Saint-Etienne ENS Lyon EM Lyon
FED 4147	INSTITUT SUPÉRIEUR D'ÉTUDE DES RELIGIONS ET DE LA LAÏCITÉ (ISERL)	Philippe MARTIN		U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne

DS 8 Sciences pour l'ingénieur				
FED 4161	OBSERVATOIRE DE TERRAIN EN HYDROLOGIE URBAINE (OTHU)	Sylvie BARRAUD	IRSTEA	<a href="#">INSA Lyon</a> GRAIE ECL U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ENTPE VetAgroSup

DS 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication				
UMR 5205	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE EN IMAGE ET SYSTÈMES D'INFORMATION (LIRIS)	Mohand-Saïd HACID	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ECL



## VOLET SPÉCIFIQUE

### UNIVERSITÉ JEAN-MONNET SAINT-ÉTIENNE (UJM)

<b>Introduction.....</b>	
<b><u>I.</u> Poursuivre une stratégie partenariale forte et d'intégration au sein du site.....</b>	
1.1 Intégration au sein de la ComUE « Université de Lyon » et force identitaire du territoire .....	
1.2 Rapprochements et stratégies partenariales sur le site de Saint-Etienne .....	
1.2.1 Rapprochement avec l'école nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne (ENSA-SE) .....	
1.2.2 Synergies partenariales sur des segments émergents .....	
1.2.3 Projet d'IEP Métropolitain .....	
<b><u>II.</u> Concilier mission de proximité et mission d'excellence en formation et en recherche, en lien avec les partenaires institutionnels et socioéconomiques du site.....</b>	
2.1 Mieux former, mieux réussir : répondre à la mission de proximité par l'innovation pédagogique.....	
2.1.1 Mieux former : offrir une carte des formations reconfigurée, inventive et cohérente, en lien avec le site ..	
2.1.2 Mieux réussir : renforcer la qualité de la vie de l'établissement et faire de la vie étudiante un facteur de réussite, de démocratisation et d'intégration.....	
2.2 Mieux s'insérer : renforcer la formation continue et amplifier la démarche d'insertion professionnelle.....	
2.3 Inscrire le campus Santé au cœur des projets transversaux, en lien avec les nouveaux enjeux du territoire et de la société (design, ingénierie et environnement).....	
2.4 Poursuivre la structuration de la recherche dans une logique d'inter- et de pluridisciplinarité, en synergies avec la stratégie scientifique du site.....	
<b><u>III.</u> Amplifier l'ouverture et la mobilité à l'international pour accroître rayonnement et attractivité .....</b>	
3.1. Amplifier l'internationalisation de la recherche et des formations.....	
3.2. Développer l'attractivité de l'université et l'ouverture à l'international, poursuivre une politique volontariste de développement de la mobilité entrante et sortante .....	
<b><u>IV.</u> Poursuivre la modernisation de la gouvernance et du pilotage de l'établissement dans le cadre d'une démarche qualité performante .....</b>	
4.1 Dégager des marges de manœuvres financières en générant des ressources propres (développement de l'activité marchande, notamment de la formation continue).....	
4.2 Développer l'interopérabilité, l'urbanisation et la sécurisation des systèmes d'information, articulés à la ComUE (une priorité affichée).....	
4.3 Veiller à la soutenabilité de la fonction immobilière par la soutenabilité des grandes opérations de travaux et de maintenance initiées.....	
4.4 Consolider la politique d'autoévaluation amorcée en généralisant une démarche qualité performante soumise à certification .....	
4.5 Améliorer la gestion des ressources humaines et veiller à la qualité de vie au travail (en lien avec les travaux du CHSCT).....	

<b><u>Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'université Jean-Monnet Saint-Etienne</u></b> .....
<b>Annexe financière</b> .....
<b>Indicateurs de performance</b> .....
<b>Annexe formation et recherche</b> .....



L'université Jean Monnet, riche d'un bilan qui la positionne comme un établissement majeur du site métropolitain « Lyon/Saint-Etienne » depuis son accession aux Responsabilités et compétences élargies, se différencie des établissements de la ComUE Université de Lyon (UdL) par son caractère pluridisciplinaire avec Santé qu'elle assume pleinement. Sa taille et ses interconnexions au sein de l'UdL lui confère un rôle de laboratoire naturel et pionnier de la transdisciplinarité des cursus de formation et des projets de recherche, s'appuyant sur ses trois axes stratégiques bien identifiés et reconnus notamment à travers le Programme Investissements d'Avenir (PIA1).

L'UJM, au sein de l'Université de Lyon et plus largement dans le cadre de la nouvelle région Auvergne Rhône-Alpes, a pour ambition de renforcer son identité, son attractivité et son rayonnement en alliant mission de proximité et mission d'excellence dans le cadre « intégratif » de l'UdL. Dans cette perspective, forte d'une solide articulation entre pôles d'excellence et réseaux d'excellence, l'UJM entend s'inscrire pleinement dans une politique combinée de rapprochements, de coopérations, de collaborations et de mutualisations tant en recherche qu'en formation avec l'ensemble des partenaires institutionnels et socio-économiques au niveau du site, tout en conjuguant ses choix stratégiques avec la force identitaire de son territoire pour développer sa visibilité et celle du site à l'échelle nationale, européenne et internationale.

La stratégie développée pour le contrat 2016-2020, à travers la pluridisciplinarité et le renforcement des liens avec nos partenaires socio-économiques, a pour objectif de conduire les étudiants vers la réussite et d'accompagner les équipes de recherche sur la voie de l'excellence.

Dans cette optique, l'UJM développera des actions nouvelles dans le prolongement des axes majeurs qui avaient structuré la précédente période quinquennale : **la qualité des formations, l'amélioration de l'accueil et du cadre de vie des étudiants, la politique des partenariats recherche, les outils de pilotage de la recherche et de la valorisation, les partenariats inter-établissements, la politique de site et de la nouvelle région, le développement du système d'information de l'établissement, l'évolution de la gestion des ressources humaines et des infrastructures.**

L'UJM entend par ailleurs renforcer son processus d'amélioration continue de sa gouvernance, essentielle pour construire son projet sur des bases consolidées. Dans un contexte économique contraignant, l'optimisation encore plus grande des ressources sera recherchée par la diffusion d'une culture de l'évaluation et de la qualité et par la mobilisation des compétences en interne.

## **Poursuivre une stratégie partenariale forte et d'intégration au sein du site**

### **1.1 Intégration au sein de la ComUE « Université de Lyon » et force identitaire du territoire**

La stratégie assumée de participation active à la ComUE a permis à l'UJM de s'engager dans des collaborations fructueuses en saisissant les opportunités des différentes réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il conviendra de poursuivre et d'approfondir cette stratégie : maîtrise, lisibilité et qualité de l'offre de formation à travers le processus d'accréditation porté par l'UdL ; renforcement des dispositifs d'aide à la réussite étudiante ; qualité de vie sur les campus ; resserrement de la recherche autour de thématiques d'excellence contribuant au rayonnement de l'établissement et à la complémentarité au sein de l'UdL ; partenariats avec le monde économique ; réforme de la gouvernance. Grâce à la réciprocité des échanges avec les autres établissements de la ComUE, il s'agira pour l'UJM de maintenir l'équilibre entre, d'une part, son rôle local, d'autre part, son rôle métropolitain dans l'UdL au sein de laquelle l'UJM est devenu un acteur à part entière. Cette double exigence doit concourir au maintien de l'attractivité de l'UJM qui entend limiter la « fuite » des nouveaux bacheliers vers Lyon (à un taux qui n'excède pas 10%).

La construction du projet Initiative d'Excellence « IDEX Lyon 2016 » via la mise en place des collèges académiques et des programmes scientifiques liant étroitement recherche et formation, a recueilli l'adhésion et l'appropriation par la plus grande partie des personnels. Cependant pour limiter tout risque de coupure entre l'équipe présidentielle et les personnels, l'effort pédagogique doit être maintenu en insistant sur les enjeux pour l'avenir de l'UJM.

### **1.2 Rapprochements et stratégies partenariales sur le site de Saint-Etienne**

La synergie partenariale avec les autres établissements du site s'appuie sur des segments émergents d'identité du territoire que l'UJM peut aisément s'approprier grâce à son caractère pluridisciplinaire. La Fondation de l'université Jean-Monnet cultive les liens de proximité indispensables tout en se projetant à l'échelle de la métropole Lyon Saint-Etienne, contribuant ainsi à l'attractivité de l'UJM.

### 1.2.1 Rapprochement avec l'école nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne (ENSA-SE)

Les deux établissements sont en réflexion mutuelle, travaillant depuis plusieurs mois à un rapprochement institutionnel dont la forme reste à préciser et valider. Par leurs parcours parallèles, l'UJM et l'ENSA-SE sont aujourd'hui des partenaires de l'UdL et parties prenantes de la mise en place des (8) collèges académiques sur les Sciences humaines et artistiques, ayant contribué à la candidature à l'IDEX Lyon 2016. Les missions de l'enseignement supérieur s'appuyant sur les trois cycles universitaires (Licence, Master, Doctorat) permettent aux deux établissements d'établir des passerelles tant au niveau formation qu'au niveau recherche.

L'intégration dans les licences UJM d'étudiants en architecture souhaitant infléchir leur orientation est rendue possible dans les disciplines de géographie, d'urbanisme, d'histoire contemporaine, de sociologie mais aussi dans les disciplines proches de l'énergie et des ressources naturelles. En retour, une réflexion sur des intégrations dans le cursus architecture de quelques étudiants issus des licences ou des IUT de l'UJM pourrait également être envisagée sur des modalités prenant en compte la motivation et la qualité des dossiers.

Pour le niveau master, la nouvelle campagne d'accréditation des formations dans le cadre de l'UdL a également permis des synergies entre les deux établissements en partageant des unités d'enseignement au sein de plusieurs masters concernant les réhabilitations des environnements dégradés, notamment ceux concernant les héritages industriels et les réappropriations foncières au sein du département de la Loire.

Enfin, pour le doctorat, l'ENSA-SE et l'UJM poursuivront leurs efforts coordonnés pour réaliser en co-direction des projets permettant de nourrir des recherches conjointes au sein de l'axe stratégique commun « Humanité-Urbanité ». La recherche au sein de l'équipe « Transformations » reconnue par le ministère de la culture avec ses deux volets « Transformation des villes et des territoires marqués par la désindustrialisation » et « La transformation des territoires ruraux » a vocation à s'intégrer à l'UMR CNRS « Environnement villes et sociétés », communes à de nombreux établissements d'enseignement supérieur de l'UdL y compris les écoles d'ingénieurs. Il permet en outre aux architectes stéphanois d'être partie prenante du Groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Pilot » sur le redéploiement industriel dans le département de la Loire ; il est porté par l'UJM, en association avec l'école d'ingénieurs Mines Saint-Etienne (ENSM-SE) et L'ENI-SE.

### **Jalon 2. Etat du rapprochement engagé avec l'école nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne (ENSASE) (2019)**

#### 1.2.2 Synergies partenariales sur des segments émergents

Ces synergies trouvent une forte cohérence dans la structuration des implantations géographiques de l'UJM en campus urbains thématiques. Le schéma directeur immobilier et d'aménagement, en phase avec la stratégie de développement, bénéficie d'un fort soutien dans le cadre du CPER 2015-2020. Ces campus très ouverts sur les établissements partenaires présents sur les sites sont vecteurs de partenariats vers la transdisciplinarité et **porteurs de projets structurants à l'échelle de l'université et du site**.

#### ▪ **Campus Santé Innovations (site Nord)**

Le campus Santé Innovation concentre les synergies et permet le continuum translationnel entre la recherche fondamentale, la recherche clinique et la recherche appliquée orientée vers l'ingénierie de la santé et le sport. Il regroupe sur un même périmètre la Faculté de médecine de l'UJM, l'institut régional de médecine et d'ingénierie du sport (IRMIS) plateforme R&D de l'UJM, le Centre ingénierie et santé de l'école d'ingénieurs Mines Saint-Etienne, le CHU de Saint-Etienne et le CIC-EC, l'institut de cancérologie Lucien-Neuwirth et le centre Hygée, plateforme régionale du Cancéropôle CLARA ainsi que le Pôle des technologies médicales, grappe d'entreprises spécialisées dans les dispositifs médicaux. Deux plateformes régionales y renforceront la dynamique d'ouverture à l'ensemble des établissements de la nouvelle région Auvergne/Rhône-Alpes : l'IRMIS, d'une part, au cœur d'un réseau d'excellence concernant des sujets à très forts enjeux sociétaux tels que le handicap et le vieillissement ; le Centre Hygée, d'autre part, qui joue un rôle fondamental de centre de ressources régional pour l'information, la prévention et l'éducation sur les cancers et d'autres pathologies.

Le monde économique se trouve ainsi placé au cœur de ce campus axé sur l'innovation : par la proximité des enseignants chercheurs et du CHU mais aussi celle du cluster SporAltec pour les technologies du sport, le Pôle des technologies médicales pour les technologies de la santé et des centres techniques. Le Campus Santé Innovations, grâce à la SFR IFRESIS, co-animée par l'UJM et l'ENSM-SE, s'affirme pour l'avenir

comme un lieu performant de formation aux métiers de santé, un lieu de développement de connaissances nouvelles, de qualité des pratiques de soins : il deviendra un lieu central pour le développement économique de la métropole par la création de « start-up » dans le domaine de l'ingénierie médicale.

Connecté au campus Santé-Innovations, le campus de Roanne héberge un laboratoire de recherche dont les activités en matière de recherche sur la logistique hospitalière ont conduit à la création d'une filiale de l'UJM, le CERCLH, avec laquelle de nouveaux programmes de recherche partenariale sont en cours de développement.

▪ **Campus Tréfilerie**

Situé en plein cœur de ville, le campus Tréfilerie transdisciplinaire (organisé notamment autour du design, du numérique ou des urbanités) fait l'objet d'un important plan de rénovation programmé dans le cadre du CPER 2016-20. L'appartenance des équipes de recherche à l'institut des sciences humaines (ISH), qui doit devenir la MSH de l'UdL, est un autre facteur de structuration du campus qui, autour de la bibliothèque universitaire, doit devenir un centre de réalisations pluridisciplinaires.

Le campus Tréfilerie développe une relation étroite avec le campus Manufacture grâce notamment aux liens forts qui ont été tissés entre la plateforme IRAM (International Rhône Alpes Media), le projet IPEM (Images et perceptions embarquées) du Programme Avenir Lyon Saint-Etienne, les formations en information-communication, la cité du Design, l'école supérieure d'arts et design (ESAD-SE) et l'école d'ingénieurs interne de l'UJM, Télécom Saint-Etienne (TSE). Une véritable synergie entre SHS/Sciences expérimentales/Médecine, créée autour de l'image, du design et des Humanités numériques sera soutenue, contribuant significativement à l'un des programmes spécifiques du projet IDEX. Dans le domaine du design, élément fort de l'identité de la ville de Saint-Etienne, l'existence des masters « Erasmus + » (« Image et couleur » ; « Les paysages culturels ») apporte une forte crédibilité pour développer, en collaboration avec l'ENSA-SE, les activités autour de la thématique des réhabilitations post-industrielles des anciennes villes minières.

Le master «Gestion et revalorisation des environnements altérés» qui associe plusieurs composantes de l'UJM ainsi que l'ENISE, l'ENSM-SE et l'ENSA-SE permettra, de même, de créer des ponts entre les deux campus. Le master « Enjeux et politiques de santé », porté par le DEPT et la faculté de médecine en partenariat avec Sciences Po Lyon, le master « Droit des affaires appliquées au monde de la santé » (facultés de médecine et de droit), qui évolue pour intégrer la mention « Ingénierie et santé », sont autant d'éléments concrets venant en appui pour développer la pluridisciplinarité.

Le *microcampus* Patrimoine constitue également un atout majeur pour faire valoir l'excellence de l'UJM à l'international. Relié à la faculté SHS, ce campus tire aujourd'hui parti du site exceptionnel « Le Corbusier » à Firminy. Abrisant les masters concernant le patrimoine (dont un master Erasmus+), il constituera, demain, le lieu de coopérations avec l'ENSA-SE dans le cadre du futur partenariat.

▪ **Campus Manufacture-CSI (site Carnot)**

Le campus Manufacture s'insère dans le *Quartier Créatif* de Saint-Etienne. Il a été spécifiquement construit autour des interactions lumière - matière permettant l'analyse et la structuration des surfaces qui ont conduit aux succès du PIA 1 (Labex et Equipex Manutech). Ce quartier regroupe des acteurs publics et privés (division R&D de l'entreprise HEF) et joue donc un rôle déterminant dans l'ancrage d'une antenne de l'institut d'optique graduate school (IOGS), consolidant ainsi les liens avec la COMUE Université Paris Saclay.

Lieu d'émergence de collaborations avec l'école d'ingénieur TSE, spécialisée dans le numérique et les télécommunications, ce quartier bénéficiant de la proximité de l'école supérieure d'arts et design, de la Cité du design et du Bâtiment des hautes technologies de la métropole stéphanoise, se trouve dynamisé par la création de l'incubateur de l'UJM USE'In et accueille le pôle de compétitivité mondial autour de l'optique et des nanotechnologies, Minalogic.

Marquant la convergence des compétences et la valeur ajoutée de cet écosystème, le campus scientifique et technologique s'enrichira dès 2018 du « Centre des savoirs pour l'innovation » intégrant outre le transfert d'une partie de la Faculté des sciences et techniques, un « learning center » et un pôle « innovation, entrepreneuriat, transfert de technologie » associé à l'antenne stéphanoise de la Fabrique de l'Innovation portée par l'UdL (Fab Lab, Learning lab, ...), faisant de l'entrepreneuriat la priorité de ces projets.

▪ **Une relation partenariale privilégiée avec l'école supérieure d'art et de design de Saint-Etienne (ESAD-SE)**

C'est dans ce contexte que l'UJM construit un partenariat avec l'ESAD-SE qui se trouve renforcé par l'implantation récente de l'école sur le site Manufacture aux côtés de Télécom Saint-Etienne et dans un second temps avec le laboratoire Hubert Curien. Le lien Design & numérique constitue l'un des éléments décisifs de collaboration pour les acteurs de ces différentes composantes : sa labellisation « Frenchtech » avec le label spécifique « Designtech » concrétise la reconnaissance de Saint-Etienne dans le domaine du design numérique et confère à cette coopération une forte visibilité.

Plusieurs acteurs de l'université, de la Cité du design, du monde associatif et de l'entreprise, fédérés autour d'une « Usine ouverte » implantée au cœur du quartier créatif Manufacture, souhaitent permettre un accès large aux outils de conception, de simulation, de maquettage et de fabrication numériques. Les compétences présentes sur le site se trouvent ainsi fédérées autour d'un processus unique, fortement dédié à l'innovation, placé au service du développement de l'économie ligérienne. Cette coopération avec l'ESAD-SE, réaffirmée dans le cadre contractuel 2016-2020, aura pour objectif la définition d'axes scientifiques valorisables au niveau national et international (articles dans des revues internationales, production d'ouvrages).

### 1.2.3 Projet d'IEP Métropolitain

Sciences Po Lyon et l'UJM ont construit dans une logique métropolitaine un partenariat privilégié afin d'ouvrir un cursus complet de l'Institut d'études politiques sur le site stéphanois. Ce projet d'IEP métropolitain s'inscrit pleinement dans une perspective de renforcement de la démocratisation de l'enseignement supérieur et de l'égalité des chances. Il vise à donner la possibilité à un plus grand nombre d'étudiants d'accéder à des formations d'excellence et à promouvoir des formes de mixité des publics étudiants. Il mise sur la complémentarité des formations et l'échange de ressources à l'échelle métropolitaine portée aujourd'hui par l'Université de Lyon. Il permet aux étudiants de bénéficier d'une offre pédagogique élargie s'appuyant sur les atouts de chacun des partenaires, avec un adossement fort à la recherche, portée notamment par le laboratoire Triangle (mais également EVS, le CERCRID, le GATE, etc.), sur les thématiques directement en lien avec le projet.

La construction de cet IEP métropolitain, à l'agenda du contrat 2011-2015 des deux établissements, s'est traduite par l'ouverture, sur le site stéphanois, d'un 2<sup>e</sup> cycle correspondant à un nouveau secteur de formation de l'IEP de Lyon (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année) articulé à une offre de Masters pluridisciplinaires délivrés par l'UJM, qui permet aux étudiants de viser une double diplomation.

A la rentrée 2017, Sciences Po Lyon et l'UJM ouvriront un 1<sup>er</sup> cycle du diplôme de Sciences Po Lyon sur le site stéphanois. Les 150 étudiants (de la 1<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> année) pourront viser une double diplomation par la mise en place de passerelles avec des licences générales de l'UJM. Par ailleurs, une offre de diplômes d'établissement (DE) leur sera proposée.

Au niveau du pilotage, le Département d'études politiques et territoriales (DEPT), composante de l'UJM créée en 2013, assurera avec l'IEP de Lyon, la cogestion administrative et pédagogique de l'ensemble de ces formations. Les étudiants seront accueillis dans de nouveaux locaux UJM dédiés.

***Jalon 1. Mise en place de l'IEP métropolitain sur le campus de l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne. Bilan de la démarche (2018)***

## **Concilier mission de proximité et mission d'excellence en formation et en recherche, en lien avec les partenaires institutionnels et socioéconomiques du site**

### ***2.1 Mieux former, mieux réussir : répondre à la mission de proximité par l'innovation pédagogique***

#### 2.1.1 Mieux former : offrir une carte des formations reconfigurée, inventive et cohérente, en lien avec le site

Le dialogue sur l'accréditation a permis de souligner les résultats remarquables atteints dans le cadre de la politique d'assurance-qualité des formations au niveau de l'université. Les différentes actions engagées constituent un socle très solide et reconnu pour le pilotage de l'offre de formation liée à la phase contractuelle 2016-2020 mais aussi pour l'approfondissement d'une démarche continue d'amélioration de la qualité. L'établissement développera son projet sur des axes bien identifiés.



Attachée à une pluridisciplinarité couvrant tous les domaines, l'UJM se centre sur la promotion d'une politique ambitieuse et réaliste de formations pluridisciplinaires prenant en compte les interrogations, les attentes de la société et la polyvalence recherchée lors de l'accès à l'emploi, amorcée dans le cadre du contrat précédent avec quelques spécialités ou parcours emblématiques. En dehors du fait qu'il faudra tisser les disciplines autour d'un même objet, un autre versant de la pluridisciplinarité consistera à diversifier les profils des étudiants attendus dans nombre de ses formations.

Les relations coopératives entre les établissements de l'UdL ont permis d'opérer des rapprochements et des mises en cohérence, avec un niveau de 42 mentions de master co-accréditées (sur un total de 44). Cette dynamique bénéficie aussi au cycle Licence (deux mentions co-accréditées). Incitées à les développer autour notamment de formations pluridisciplinaires, les composantes pédagogiques de l'UJM mettront en œuvre des projets communs ou dessinant des espaces de coopération inter établissements. Tous les acteurs ont été amenés à se positionner dans un cadre « intégré », avec une vision inclusive visant à structurer l'organisation de l'offre de l'UdL autour de grands pôles renvoyant à des enjeux sociétaux.

Demeurant fidèle à la prise en compte des attentes de la société et des besoins des acteurs socio-économiques, l'université s'inscrit dans une démarche partagée de développement économique de son bassin territorial autour de Saint-Etienne et de Roanne, en complémentarité avec l'agglomération lyonnaise. Pour cela, elle adaptera et enrichira progressivement son offre de licences professionnelles.

L'UJM souhaite en outre poursuivre et approfondir la mise en œuvre de la spécialisation progressive en formation : dès la rentrée 2016, des portails reposant sur des L1 communes à plusieurs mentions seront déployés. L'offre de master influencera nécessairement la conception d'une offre de licence devenue très pluridisciplinaire en L1.

D'un point de vue opérationnel, l'UJM s'engagera dans un projet de règlement des études commun afin de faciliter le fonctionnement des formations réunissant plusieurs composantes. Pour ce faire, elle engagera un travail de grande envergure sur le terrain sur la compatibilité des emplois du temps et la poursuite du déploiement de conseils de perfectionnement pour toutes les formations.

Alimentée par l'évaluation des enseignements et des formations qui sera généralisée à l'échelle de l'établissement, une politique de soutien à la pédagogie a été engagée dans le cadre d'une cellule dédiée et avec l'appui numérique de la plateforme IRAM. L'objectif est d'offrir aux enseignants et enseignants-chercheurs un processus d'acquisition de pratiques pédagogiques nouvelles, voire innovantes et l'usage de technologies éducatives. Un accent particulier est mis sur les nouveaux recrutés qui, depuis la rentrée 2015, sont incités à suivre une formation à la pédagogie et à la pédagogie numérique. Une décharge de service de 20 heures leur sera accordée en contrepartie, pour favoriser leur participation et faciliter leur intégration (voir partie 4.4).

L'UJM s'engage également dans un projet de développement du numérique pour la pédagogie et de la pédagogie numérique, en s'appuyant sur la création d'un fonds pour l'innovation pédagogique, doté de moyens financiers et humains (ingénieur et conseiller pédagogiques). Il financera les projets d'innovations pédagogiques, tant collectifs qu'individuels, sélectionnés par un comité ad hoc d'enseignants.

### ***Jalon 3. Mise en place du Pass'pro (2017)***

### ***Jalon 4. Généralisation de la mise en place de Conseils de perfectionnements et de l'évaluation des formations et des enseignements (2017)***

#### ***IC 1 – Taux de réussite en licence en trois ans***

#### ***IC 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans***

#### ***IC 3 – Réussite en Master en 2 ans / IC 4 - Réussite en doctorat***

#### ***IC 5 – Evaluation des formations et des enseignements***

#### ***IS 1 – Taux d'obtention du DUT en 2 ou 3 ans***

#### ***IS 2 – Flux des entrants dans l'établissement en M et en D***

### **2.1.2 Mieux réussir : renforcer la qualité de la vie de l'établissement et faire de la vie étudiante un facteur de réussite, de démocratisation et d'intégration**

Au regard de la progression constante de ses effectifs (depuis le début des années 2000), l'UJM est confrontée à l'enjeu de la qualité de la vie de l'établissement. L'UJM développe le « mieux vivre ensemble » pour ses étudiants, en tant que facteur de réussite. Le levier de cette approche intégrée repose sur un pilotage assuré par les pôles « Formation » et « Vie de l'établissement » dans l'esprit et la pratique d'une gouvernance collaborative. Différents projets, axés sur le développement de la santé des étudiants, seront mis en œuvre et portés par des élus réunis dans la conférence des élus étudiants des Conseils centraux et des composantes. Ces actions nouvelles se développent dans un contexte où l'université soutient un

dispositif complet de valorisation de l'engagement citoyen des étudiants applicable de manière uniforme dans toutes les formations, co-construit avec les élus étudiants de la CFVU et des conseils de composantes. Il reconnaît tant l'engagement des élus que celui fait au titre du service civique, de même que les engagements associatifs avec responsabilité.

En dernier lieu, l'UJM poursuivra la politique engagée depuis plusieurs années concernant un processus continu d'amélioration de la qualité de ses services, notamment par la création d'un « Centre des savoirs pour l'innovation », avec un « Learning center », qui complètera et transformera l'offre de service de la BU « Sciences » dès 2018. Ces actions nouvelles prolongeront l'agrandissement de la BU « Lettres » et l'ouverture de la nouvelle BU « Santé », le développement de l'offre de service, l'élargissement et l'adaptation des amplitudes horaires d'ouverture.

### **IC 7 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD**

*IS 3 – Accès aux services et ressources documentaires de l'ESR*

## **2.2 Mieux s'insérer : renforcer la formation continue et amplifier la démarche d'insertion professionnelle**

L'UJM poursuivra et intensifiera ses relations avec l'ensemble des acteurs du monde socio-économique et plus particulièrement, les entreprises et les employeurs potentiels de ses étudiants (forums métiers, job dating, matinale de l'alternance...), la Fondation jouant ici un rôle essentiel.

La politique de formation de l'UJM est dictée par les compétences attendues des diplômés, la transversalité, l'innovation et la créativité. Elle est également imprégnée par la conviction que les axes de la politique de recherche et de valorisation amène de nouveaux champs à enseigner et nourrit les perspectives d'insertion professionnelle ou d'évolution professionnelle dans le cadre de la formation continue. L'ambition de contribuer à une réelle insertion professionnelle des étudiants est ainsi un axe fort de la politique de formation et transforme progressivement les cursus de formation. L'offre de modules « préparation à l'insertion professionnelle » sera ainsi renforcée dès la rentrée 2016 pour outiller les étudiants dans leur recherche d'emplois. La préparation à l'insertion professionnelle deviendra obligatoire et valorisée en ECTS dans tous les masters et restera optionnelle pour les seuls masters en alternance ainsi que les L3. Par ailleurs, l'ensemble des masters comporteront un module de sensibilisation à l'entrepreneuriat.

Début 2016, l'UJM a mis en ligne UJM-CONNECT, sa plate-forme numérique d'insertion professionnelle et de relations avec les différents acteurs du milieu socio-économique, ouverte aux étudiants, diplômés, responsables de formation et employeurs potentiels. La plateforme permettra le dépôt et la consultation des offres de stages, de contrats d'alternance et d'emplois, de CV d'étudiants authentifiés par l'université, ainsi que le fonctionnement des annuaires des diplômés, du catalogue de la formation initiale et continue, du guide des métiers. La Fondation de l'UJM et les collectivités territoriales soutiennent cette politique volontariste de professionnalisation des formations.

La nouvelle offre de formation inscrit l'alternance (apprentissage et contrats de professionnalisation) comme mode privilégié d'insertion professionnelle. Les licences professionnelles accéderont toutes à l'alternance d'ici 2018, l'UJM préparant aussi plusieurs projets de parcours de master en alternance.

La politique en matière de formation continue (FC) sera revisitée pour en accélérer le développement, avec la participation au groupe « Pilotes FC » dans le cadre de l'UdL.

Les axes de réflexion et d'action concernent :

- le développement d'une offre de FC qualifiante, modulaire et sur mesure par blocs de compétences mixant formations à distance et présentielles ;
- la construction d'une stratégie de commercialisation s'appuyant sur les compétences distinctives de l'UJM en formation et en recherche ;
- la construction d'une force commerciale adaptée.

Pour y parvenir, l'UJM va s'engager dans la professionnalisation de l'activité de FC vis-à-vis des entreprises en mettant en place une formation des intervenants, en renforçant le guichet unique, en améliorant la qualité de l'accueil des salariés et en homogénéisant les modèles organisationnels. Le but est d'évoluer vers la mise en place d'une certification qualité à l'échéance du contrat.

Enfin, après une première phase démarrée en 2011 en s'appuyant sur le programme INELSE, sur le master « Entrepreneuriat » et sur l'incubateur USE'In, l'UJM poursuivra son investissement dans la sensibilisation à

l'entrepreneuriat auprès des étudiants dans le cadre du PEPITE Beelys et du projet « Fabrique de l'innovation » articulé au futur « Centre des savoirs pour l'innovation ».

**IC 4 – Insertion professionnelle**

**IC 6 – Développement de la formation continue**

### **2.3 Inscrire le campus Santé au cœur des projets transversaux, en lien avec les nouveaux enjeux du territoire et de la société (design, ingénierie et environnement)**

La structuration du Campus Santé met en jeu différents acteurs : la SFR « IFRESIS », les équipes émergentes ou à fort potentiel autour de projets communs pour :

- mieux positionner les forces de recherche du campus sur la réponse aux appels d'offre type PIA et IDEX ;
- dynamiser l'innovation et l'activité de transfert (valorisation ; recherche translationnelle) ;
- encourager le décloisonnement entre thématiques innovantes (l'optique, le design, le traitement des surfaces ; le numérique intégré au suivi des parcours de soins ; le campus-Gérontopôle, projet engagé avec les collectivités territoriales, les acteurs des secteurs design et numérique).

À l'IFRESIS revient de jouer un rôle de catalyseur. Il constitue un vecteur de transdisciplinarité et verra son périmètre scientifique élargi pour associer des laboratoires de recherche en dehors du secteur santé (Laboratoire Hubert Curien et LASPI, pour ne citer que les principaux). En appui sur la convention avec le CHU de Saint-Etienne, l'appropriation d'objectifs stratégiques partagés à l'échelle hospitalo-universitaire se fera en lien avec le CRBSP (Comité de la Recherche Biomédicale et en Santé Publique) et une programmation régulière de réunions semestrielles de réflexion stratégique et de suivi dont l'organisation doit être prise en charge alternativement par l'UJM et le CHU ; celle-ci a pour but de permettre de mieux formaliser des objectifs de court et moyen termes.

Le Campus Santé et innovations sera aussi le lieu d'une politique hospitalo-universitaire décloisonnée fortement impliquée, notamment à travers le projet national d'universitarisation des formations paramédicales (IFSI, manipulateurs électro-radiologistes, masseurs kinésithérapeutes). Ce projet, mené en étroite collaboration avec les composantes de formation hors-santé comme l'institut d'administration des entreprises, la Faculté de droit, le département d'études politiques et territoriales, se voudra exemplaire par sa volonté de couvrir, dans l'esprit de la réforme et de la loi, l'ensemble des volets de l'universitarisation des professions de santé. Il devra par exemple permettre aux étudiant-e-s motivé-e-s d'accéder au cursus recherche à travers une intégration en master, voire en doctorat.

Une expérimentation sera en particulier menée autour des problématiques de recherche sur la question du parcours de soins du patient dans un cadre territorial et mobilisant plusieurs disciplines. L'objectif est de conduire un à deux étudiant-e-s issus de la filière IFSI à la soutenance d'un doctorat d'ici la fin du contrat (2020). Des actions d'initiation à la recherche seront mises en place au cours de la formation initiale en IFSI afin de stimuler les vocations.

### **2.4 Poursuivre la structuration de la recherche dans une logique d'inter- et de pluridisciplinarité, en synergies avec la stratégie scientifique du site**

Dans le cadre de la mise en place d'un bureau élargi aux directeurs de laboratoires, l'information et la stratégie de l'établissement seront mieux partagées. Elles permettront de mieux responsabiliser les directions de laboratoires dans la définition d'axes scientifiques prioritaires, en cohérence avec le projet de l'établissement décliné pour cette période quinquennale autour de trois grands objectifs :

- **Consolider les axes scientifiques d'excellence, marqueurs d'identité pour l'UJM.** Les thématiques fortes portées par l'UJM sont désormais bien identifiées au sein de chacun des trois axes structurants : *Surfaces-Interfaces-Optique*, *Santé-Sport-Ingénierie*, *Humanités-Mutation-Territoires*. La politique d'appui à la recherche servira encore plus efficacement ces thématiques en articulant étroitement les moyens aux priorités de l'établissement et en accompagnant les initiatives individuelles d'excellence (ERC ; IUF). Université agile, l'UJM doit aussi être en capacité de détecter et accompagner les projets embryonnaires à fort potentiel comme elle l'a fait avec *la greffe de cornée* dans le cadre du laboratoire BiGC ou à l'horizon 2020 avec les projets d'*apprentissage automatique appliqué à la détection de fraudes* ou d'*analyse numérique de l'esthétique*.
- **Poursuivre l'effort de labellisation des unités dans un cadre de convergence stratégique avec l'UdL.** Dans un contexte « d'Umérisation » continue de la recherche à l'UJM, la progression

moins marquée de certaines EA invite à réfléchir dès aujourd'hui à des regroupements et/ou à la mise en place d'une démarche de labellisation. C'est le cas par exemple, en médecine (GIMAP déjà associé au Centre international de recherche en infectiologie de Lyon) et dans le domaine ALL (CELEC et CIEREC qui, en se rapprochant de laboratoires lyonnais, pourront former un ensemble original couvrant les champs de l'expression contemporaine : arts numériques ; littérature ; design ; musicologie).

- **Cultiver une recherche pluridisciplinaire de qualité servant des objectifs académiques de haut niveau et d'innovations sociétales.** Les structurations menées à l'échelle de chacun des campus thématiques pluridisciplinaires seront poursuivies. Les enjeux sociétaux identifiés par la SNRI-SI dans lesquels s'inscrivent les thématiques portées par les équipes de recherche concernent les questions du vieillissement, de l'éco-efficience des processus industriels et de la culture industrielle. L'UJM accompagnera les synergies entre ses équipes de recherche et ses composantes, afin de favoriser l'émergence des sujets interdisciplinaires : Environnement/ Développement durable/ Numérique/ Évolutions sociétales/ Design/ Créativité.

Les huit collèges académiques de l'UdL constituent le cadre naturel pour développer ces synergies : l'ensemble des composantes, ED, SFR, GIS, plateforme et équipes de recherche y sont mobilisés. La réussite de leurs projets nécessitera la mise en place d'une animation inter-campus et inter-établissements, en créant les espaces de réflexion (journées scientifiques inter-campus, notamment) propices à la fertilisation croisée et à l'émergence de thèmes communs entre disciplines a priori distantes.

*Jalon 5. Pilotage de la recherche. Mise en place d'outils de pilotage et de suivi de la politique scientifique (2018)*

### **III. Amplifier l'ouverture et la mobilité à l'international pour accroître rayonnement et attractivité**

#### **3.1. Amplifier l'internationalisation de la recherche et des formations**

L'internationalisation des formations imprègne transversalement l'ensemble du projet formation. Le développement d'une offre d'excellence pour les formations pluridisciplinaires à l'international demeure un axe prioritaire et imprègne l'ensemble des projets au-delà des succès déjà remportés dans les deux premiers appels à projet « Erasmus + ».

L'enseignement en anglais à l'UJM est une réalité au niveau master et doctorat parallèlement à la valorisation du Français comme Langue Etrangère à travers deux masters (FLE) qui bénéficient d'un label de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Compte-tenu des succès enregistrés en la matière au cours de ces dernières années, la stratégie de l'UJM s'inscrira dans la ligne tracée lors de la précédente période quinquennale.

L'ouverture sur l'international des formations se traduira par l'intensification des cours en anglais<sup>10</sup> : en premier cycle, ils seront encouragés et introduits systématiquement dans les maquettes de formation, en généralisant les dispositifs d'accompagnement des enseignants volontaires (aide à la traduction de supports ; formation intensive en langues). La nouvelle offre au niveau master augmentera la part des enseignements en langue anglaise et proposera de nouveaux parcours internationaux qui y recourent intégralement. L'implication de professeurs invités bénéficiera à ce développement des cours en langue étrangère. La politique de certification des compétences en langues sera intensifiée. Cette nouvelle offre contribuera à une mobilité accrue des étudiants, la Fondation de l'UJM accordant des bourses d'excellence aux étudiants pour les meilleurs projets à l'international.

#### **3.2. Développer l'attractivité de l'université et l'ouverture à l'international, poursuivre une politique volontariste de développement de la mobilité entrante et sortante**

Les nouvelles priorités s'inscriront dans celles de la Région et dans celles de l'UdL, en particulier dans le cadre de sa candidature à l>IDEX Lyon 2016, l'objectif étant de nourrir l'ambition commune de visibilité internationale de l'UdL au travers d'actions co-construites et opérées avec d'autres établissements de la ComUE de Lyon.

<sup>10</sup> Dans le respect de la circulaire DGESIP du 2 mars 2015 relative aux diplômes nationaux de master dédiés aux étudiants internationaux, qui prévoit un renforcement de la langue et de la culture française.



En parallèle du développement de formations délocalisées, avec une réflexion sur les modèles économiques et pédagogiques par un recours croissant, par exemple, au numérique, l'université souhaite stimuler les mobilités entrantes et sortantes en mettant en œuvre de nouvelles formations en double-diplomation avec des établissements étrangers.

Sous l'impulsion d'un chargé de mission dédié, l'internationalisation de la recherche doit permettre à l'UJM d'aller vers l'excellence en développant des projets européens et internationaux : une aide au montage de projet sera mise en place afin d'augmenter significativement de réponses aux appels d'offres ; une priorité nouvelle sera donnée aux projets de mobilité des enseignants-chercheurs.

**Jalon 6. Bilans des actions internationales (Partenariats de recherche avec des laboratoires étrangers, politique des professeurs invités...) (2017 et 2019)**

#### **IV. Poursuivre la modernisation de la gouvernance et du pilotage de l'établissement dans le cadre d'une démarche qualité performante**

La gouvernance de l'UJM évolue avec un nouveau périmètre d'équipe présidentielle. Il intègre une nouvelle vice-présidence centrale dédiée à la relation avec les entreprises et l'entrepreneuriat et une nouvelle charge de mission dédiée à l'international sur le volet recherche. De plus, certaines missions existantes seront renforcées (numérique, coordination doctorale avec l'UdL, culture, égalité homme-femme, laïcité). La création du bureau élargi aux directeurs de laboratoire a pour objectif de mieux partager et diffuser la stratégie de l'établissement.

##### **4.1 Dégager des marges de manœuvres financières en générant des ressources propres (développement de l'activité marchande, notamment de la formation continue)**

Le pilotage de la masse salariale et des ressources humaines bénéficie depuis début 2016 d'un renforcement des conférences budgétaires et des cycles RH, en lien avec les composantes et les laboratoires. Le principe des contrats d'objectifs et de moyens (COM) seront étendus dès 2016 à toutes les composantes, dont l'IUT. Ces dispositifs donneront davantage d'espace et de cohérence au débat interne d'orientation budgétaire. Ils permettront également d'avoir une meilleure vision de la relation entre les projets de développement de l'établissement et les données économiques. La politique de soutien aux équipes de recherche en termes de postes d'enseignant-chercheur (EC) et de personnel administratif découlera de l'amélioration de la performance budgétaire et constituera un argument de négociation avec les organismes de recherche, notamment en termes d'emploi scientifique. Par ailleurs et compte tenu de l'évolution de certaines missions, plusieurs directions seront réorganisées afin d'optimiser le fonctionnement des services.

S'agissant du secteur de la formation continue et de l'alternance, la relation avec les entreprises sera facilitée par la simplification des circuits d'information et de validation et par la dématérialisation des échanges. Une nouvelle politique tarifaire sera déployée, fondée sur une estimation initiale des coûts complets de chaque formation proposée en alternance ou en formation continue. Enfin, une meilleure répartition des ressources entre le service de formation continue et les composantes sera appliquée, sur la base d'une mutualisation de fonctions identifiées (fonction commerciale) et d'un modèle budgétaire cohérent et lisible. Cette nouvelle répartition des ressources stimulera le développement de la formation continue et devra également contribuer à la soutenabilité du modèle économique.

**IC 9 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public**  
**IC 10 – Pilotage financier**

##### **4.2 Développer l'interopérabilité, l'urbanisation et la sécurisation des systèmes d'information, articulés à la ComUE (une priorité affichée)**

Une des priorités contractuelles sera de sécuriser les réseaux, alors que l'UJM ne dispose que d'un seul point d'accès (réseau AMPLIVIA, réseau de collecte de la Région Rhône-Alpes pour rejoindre RENATER). Avoir un point d'accès supplémentaire permettra de structurer aussi bien un plan de reprise d'activité (PRA) qu'un plan de continuité d'activité (PCA). La multitude d'échanges entre les différents systèmes d'information de l'UdL supposera également un fort degré d'interopérabilité. L'objectif prioritaire est donc d'avoir un référentiel commun pour les étudiants (c'est la priorité) et pour les personnels. Enfin, la coopération inter-

établissements devra tendre vers une convergence de l'offre de logiciels afin de mettre les ressources en commun, en cohérence avec la ligne directrice définie par le bureau de l'UdL.

*Jalon 7. Réactualisation du schéma directeur numérique (2017)*

*Jalon 8. Qualité de service du réseau régional (mutualisation des services numériques entre les partenaires du site) (2018)*

**IC 11 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers**

#### **4.3 Veiller à la soutenabilité de la fonction immobilière par la soutenabilité des grandes opérations de travaux et de maintenance initiées**

Conformément à la circulaire du 19 août 2015, l'établissement adopte une approche globale des opérations immobilières qui inclut non seulement le coût de l'investissement proprement dit et du premier équipement, mais aussi les charges de fonctionnement futures, y compris en termes de ressources humaines. C'est pour cette raison que les projets financés ou non par le CPER prennent en compte cette dimension qui inclut la stratégie immobilière dans la politique financière globale de l'établissement.

**IC 12 – Taux d'occupation des locaux**

**IC 13 – Evolution des surfaces immobilières**

#### **4.4 Consolider la politique d'autoévaluation amorcée en généralisant une démarche qualité performante soumise à certification**

La démarche qualité et d'autoévaluation sera diffusée et généralisée à tous les niveaux afin que composantes et laboratoires s'approprient la mise en place des indicateurs partagés et interagissent efficacement avec le dispositif de contrôle interne. Le plan de formation des personnels (EC et BIATSS) sera enrichi. Les nouveaux EC recrutés bénéficieront d'un plan de formation adaptée à leur expérience et à leurs besoins. Ce plan proposé aux EC déjà en fonction à l'UJM aura pour objectif de former au moins 50% des EC présents dans l'établissement à échéance du contrat. L'évaluation des enseignements permettra d'assurer le suivi de l'efficacité de ce dispositif et d'apporter les évolutions nécessaires (voir partie 2.11).

L'établissement continuera sa politique de contrôle interne comptable et financier dans le but de continuer à obtenir la certification de ses comptes annuels. Afin de monter en compétence sur l'audit interne qui est un élément essentiel dans la démarche qualité, un comité d'audit commun à plusieurs établissements de l'UdL sera être mis en place, avec en appui une équipe d'auditeurs professionnels.

*Jalon 9. Diffusion et généralisation d'une démarche qualité généralisée (2018)*

*IS 4 – Perfectionnement pédagogique des enseignants et des enseignants-chercheurs*

*IS 5 – Certification services de formation continue*

#### **4.5 Améliorer la gestion des ressources humaines et veiller à la qualité de vie au travail (en lien avec les travaux du CHSCT)**

Faisant suite à une enquête qualité de vie au travail de grande ampleur conduite en lien avec le CHSCT en 2015, l'analyse des données recueillies a permis de dégager un plan d'actions destiné à améliorer la qualité de vie au travail et qui sera développé en cinq volets au cours de la période quinquennale : organisation des services ; communication institutionnelle ; « mieux vivre ensemble » ; renforcement des pratiques managériales ; politique RH.

L'UJM restera en outre engagée sur le maintien d'une politique indemnitaire valorisante et attractive pour l'ensemble des personnels.

Enfin, la qualité de vie au travail bénéficiera des actions du nouveau pôle Vie de l'établissement et de la mission culture qui est prise en charge par une vice-présidence déléguée.

*Jalon 10. Résorption de la précarité et politique de formation des personnels (2018)*

*Jalon 11. Qualité de vie au travail (QVT) et prévention des risques psychosociaux (mise en place de dispositifs et de structures adaptées) (2018)*

*Jalon 12. Lutte contre les discriminations (dont parité) (2018)*

**IC 8 – Endo-recrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision**

**Annexe. LISTE DES ABREVIATIONS**

ALL	Art Lettre et Langue
BiiGC	Equipe d'accueil EA 3064 de Biologie, imagerie et ingénierie de la greffe de cornée
CELEC	Centre d'Etude sur les langues et sur les Littératures Etrangères et Comparées
CERCRID	Centre de recherches critiques sur le Droit
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CIREC	Centre Interdisciplinaire d'Etudes et de Recherche sur l'Expression Contemporaine
CLARA	Cancéropole Lyon Auvergne Rhône Alpes
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
ComUE	Communauté d'Universités et Etablissements
CPER	Contrat de Plan Etat Région
CRIS	Confédération de Recherches Interdisciplinaire en Sport
CSI	Centre ds Savoirs pour l'Innovation
DEPT	Département d'Etudes Politiques et territoriales
DYCLAM	Master Erasmus + Dynamics of Cultural Landscape and heritage Management
EC	Enseignant-chercheur
ENISE	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Saint Etienne
ESAD SE	Ecole Supérieure d'Arts et Design Saint Etienne
ENSASE	Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Saint Etienne
EVS	Environnement Ville et Société
GATE LSE	Groupe d'Analyse et de Théorie Economique Lyon Saint Etienne
GIMAP	Groupe Immunité des Muqueuses et Agents Pathogènes
IDEX	Initiative d'Excellence
IEP	Institut d'Etudes Politiques
IFRESIS	Institut Fédératif de Recherche en Sciences et ingénierie de la Santé
Inserm	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
IOGS	Institute Optique Graduate School
IRMIS	Institut Regional de Médecine et dingénierie du Sport
LIBM	Laboratoire Interuniversitaire de Biologie de la Motricité
PIA	Programme Investissement d'Avenir
SFR	Structure Fédérative de Recherche
TSE	Télécom Saint Etienne
UdL	Université de Lyon
UJM	Université Jean Monnet
UMR	Unité Mixte de Recherche
Use'In	Université de Saint-Etienne Incubateur

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'université Jean-Monnet Saint-Etienne**

Opérations	Années d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>STRATEGIE D'INTEGRATION AU SITE ET SYNERGIES PARTENARIALES</b>					
1- Mise en place de l'IEP métropolitain sur le campus de l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne (bilan de la démarche)					
2- Etat du rapprochement engagé avec l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne (ENSASE)					
<b>FORMATION INITIALE ET CONTINUE, INSERTION PROFESSIONNELLE</b>					
3- Mise en place du Pass'pro					
4- Généralisation de la mise en place de Conseils de perfectionnements et de l'évaluation des formations et des enseignements					
<b>RECHERCHE, INNOVATION, VALORISATION SCIENTIFIQUE ET TRANSFERTS TECHNOLOGIQUES</b>					
5- Pilotage de la recherche. Mise en place d'outils de pilotage et de suivi de la politique scientifique					
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>					
6- Bilans des actions internationales (Professeurs invités, partenariats de recherche avec des laboratoires étrangers...)					
<b>MODERNISATION DE LA GOUVERNANCE ET DU PILOTAGE</b>					
7- Réactualisation du schéma directeur numérique					
8- Qualité de service du réseau régional (mutualisation des services numériques entre les partenaires du site)					
9- Diffusion et généralisation d'une démarche qualité généralisée et performante					
<b>Gestion des ressources humaines et qualité de vie au travail (bilan d'étapes)</b>					
10- Résorption de la précarité (des carrières) et politique de formation des personnels					
11- Qualité de vie au travail (QVT) et prévention des risques psychosociaux (mise en place de dispositifs et de structures adaptées)					
12- Lutte contre les discriminations (dont parité)					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### Université Jean Monnet Saint-Etienne

- **L'université Jean-Monnet Saint-Étienne qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site Université de Lyon (UdL)** recevra chaque année, conformément à l'article L 712-9 du code de l'éducation, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat en distinguant les montants affectés à la masse salariale, les autres crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement.
- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.
- L'établissement s'est fixé des objectifs, en matière d'endorecrutement des professeurs et des maîtres de conférences, conformément à l'article L 952-1-1 du code de l'éducation.
- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- **Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
Université Jean Monnet Saint-Etienne	2016
Masse salariale	92 901 313 €
Fonctionnement	7 958 575 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>100 859 888 €</b>

- **Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020** la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.



## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

<i>Indicateurs communs de performance</i>
<b>FORMATION ET DE RECHERCHE</b>
IC 1 – Taux de réussite en licence en trois ans
IC 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans
IC 3 – Réussite en Master en 2 ans
IC 4 – Insertion professionnelle
IC 5 – Évaluation des formations et des enseignements
IC 6 – Développement de la formation continue
IC 7 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD
<b>PILOTAGE</b>
IC 8 – Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision
IC 9 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public
IC 10 – Pilotage financier
IC 11 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers
IC 12 – Taux d'occupation des locaux
IC 13 – Evolution des surfaces immobilières
<i>Indicateurs spécifiques</i>
IS 1 – Taux d'obtention du DUT en 2 ou 3 ans
IS 2 – Flux d'entrants en M et D
IS 3 – Accès aux services et ressources documentaires de l'ESR
IS 4 – Perfectionnement pédagogique des enseignants et des enseignants-chercheurs
IS 5 – Certification services de formation continue

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

IC 1	TAUX DE RÉUSSITE EN LICENCE EN TROIS ANS	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en L

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2011 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2011

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur public inscrits pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclus les étudiants ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - <u>Méthode 1</u> : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1 <sup>ère</sup> année - <u>Méthode 2</u> : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômés à celui des inscrits en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - <u>Méthode 3</u> : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année (voir précisions ci-dessous)
Service responsable de l'indicateur	MESR, DGESIP-DGRI, SIES

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	Écart taux observé – taux attendu (M3)
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômés 2013 (cohorte 2010) pour mémoire	28,8	90,0	45,7	5,1
	Diplômés 2014 (cohorte 2011)	29,9	92,3	47,8	6,2
	Moyenne nationale (cohorte 2011)	27.2%	86.8%	42.3%	0.0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			50 %	

## Leviers d'action :

La stratégie de formation de l'UJM est construite pour répondre, entre autres, à la question de savoir comment mettre en place avant et pendant la formation, les conditions d'une bonne réussite. Aussi proposons-nous à tous les niveaux et à tous les instants une démarche d'accompagnement qui constitue pour chaque étudiant, une aide active et efficace.

Dans le cadre de la préparation des licences nous mettons en place des actions d'accueil, de soutien méthodologique et pédagogique, d'encadrement et d'accompagnement qui ont pour but de favoriser la REUSSITE ETUDIANTE. Cela se traduit aussi par un rôle majeur des enseignants-référents en L1 mais aussi du tutorat étudiant, du soutien, une organisation repensée des parcours de licences, de nouvelles approches pédagogiques...mais aussi une attention particulière au bien être des étudiants.

## Commentaires de l'université :

Notons aussi que le taux de réussite en licence, filière non sélective, dépend fortement du type de bacheliers accueillis.



## Précisions apportées par le SIES (mars 2011)

### Définition des indicateurs de réussite

Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiants.

La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.

#### Pour un établissement :

##### Taux de réussite de la méthode 1 :

La méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en L1.

**Base (dénominateur) :** étudiants du champ inscrit en L1 dans l'établissement l'année  $n / n+1$ .

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiants de la base ayant obtenu la Licence à la session  $n+3$  (ou  $n+2$ ) quelle que soit l'université où le diplôme a été obtenu.

##### Taux de réussite de la méthode 2 :

La méthode 2 tient uniquement compte des résultats en L3.

**Base (dénominateur) :** étudiants du champ inscrits en L3 dans l'établissement l'année  $n+2 / n+3$  (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiants de la base ayant obtenu le diplôme à la fin de l'année.

##### Taux de réussite de la méthode 3 :

La méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année.

**Base (dénominateur) :** étudiants du champ qui se sont inscrits 3 années de suite dans l'établissement (successivement en  $n / n+1$ ,  $n+1 / n+2$ ,  $n+2 / n+3$ ) ou qui se sont inscrits dans l'établissement deux années (en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$ ) et sont sortis du système universitaire l'année  $n+2 / n+3$ .

Sont également inclus les étudiants inscrits dans l'établissement en  $n / n+1$  et  $n+1 / n+2$  qui ont obtenu la Licence à la session  $n+2$  (quelle que soit leur situation en  $n+2 / n+3$ ).

**Réussite en 3 ans (numérateur) :** étudiants de la base ayant réussi la Licence à la fin de la deuxième ou de la troisième année (en  $n+2$  ou  $n+3$ ).

#### Au niveau national :

Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :

**Ligne « Inscriptions principales » :** elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un étudiant est compté autant de fois qu'il a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement.

**Ligne « Étudiants » :** sur cette ligne, un étudiant est compté une seule fois dans l'effectif. Il est compté dans la réussite dès l'instant qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris s'il est en échec dans un autre établissement).

#### Valeur ajoutée

Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques.

Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiants était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :

- **sexe**
- **âge au baccalauréat** (4 modalités : à l'heure ou en avance, en retard d'un an, en retard de plus d'un an, non bachelier)
- **ancienneté d'obtention du baccalauréat** (4 modalités : baccalauréat obtenu l'année de l'entrée à l'université, obtenu un an avant, obtenu deux ans avant ou plus, non bachelier)
- **série du baccalauréat** (7 modalités : Littéraire, Économique, Scientifique, Technologique STG, Autre technologique, Professionnel, non bachelier)
- **CSP des parents** (5 modalités : très favorisé (cadres, enseignants...), favorisé (professions intermédiaires), assez défavorisé (employés...), défavorisé (ouvriers...), non réponse)
- **discipline d'inscription en L1** (regroupée en 3 modalités : Droit, Économie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)

L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la **valeur ajoutée**. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.

Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.

IC 2	TAUX DE REUSSITE EN LICENCE EN QUATRE ANS	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	---	---

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en L

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2010 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2010

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur public inscrits pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclus les étudiants ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - <u>Méthode 1</u> : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1 <sup>ère</sup> année ; - <u>Méthode 2</u> : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 <sup>ème</sup> année (L3), rapportant le nombre de diplômés à celui des inscrits en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - <u>Méthode 3</u> : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiants qui, s'étant inscrits en L1 dans l'établissement, se sont réinscrits dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sortis du système universitaire en troisième année. En cas d'échec en troisième année, seule la réussite dans le même établissement est prise en compte.
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP-DGRI SIES

Taux de réussite constaté en %	Périodes	Réussite en 3 ans	Réussite en 4 <sup>e</sup> année	Cumul 3 et 4 ans	Valeur ajoutée (en points) en 3 et 4 ans
Établissement	cohorte 2010	45,7	10,3	56,1	1,7
<b>Cible 2020 (méthode 3)</b>	<b>cohorte 2016</b>		<b>10</b>	60	
Taux de réussite constaté en % <b>Données nationales</b>	cohorte 2010	42.9 %	13.9 %	56.8 %	0.0

## Pour information

Filières d'origine des bacheliers (méthode 3)	Cohorte 2010	Cohorte 2010
	établissement	National
Bac général	75,5 %	78.5 %
Bac technologique	14,4 %	12.3 %
Bac professionnel	6,3%	3.7 %
Non bacheliers	3,8%	5.5 %

## Commentaires de l'université :

Comme pour l'indicateur précédent la réussite en licence en 3 ou 4 ans mobilise les mêmes leviers

Notons là aussi que le taux de réussite en licence en 4 ans, filière non sélective, dépend fortement du type de bacheliers accueillis

IC 3	RÉUSSITE EN MASTER EN 2 ANS	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	-----------------------------	---

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en M

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Entrées en n, diplômés en n+2
Champ de la mesure	Étudiants inscrits en 2011-2012, diplômés en 2013, inscrits en 2012-2013, diplômés en 2014.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	<p>Champ : étudiants ayant pris une inscription principale en M1 l'année n / n+1 et qui n'étaient pas inscrits en M1 l'année précédente.</p> <p>Les formations prises en compte en Master sont le master LMD (hors Master enseignement) et le master ingénieur, la Maîtrise et la Maîtrise IUP, le DEA et le DESS.</p> <p>Les ESPE ne sont pas comprises dans l'indicateur.</p>
Mode de collecte des données de base	Données administratives recueillies via le Système d'information sur le suivi de l'étudiant (SISE)
Services ou organismes responsables de la collecte des données de base	SD-SIES
Service responsable de la synthèse des données	DGESIP/SD-SIES
Validation de l'indicateur	DGESIP/SD-SIES
Mode de calcul	<p><b>Définition des indicateurs de réussite</b>  Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiants.  La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.</p> <p><b>Pour un établissement :</b>  <b>Taux de réussite de la méthode 1</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits dans l'établissement l'année n / n+1.  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2 quel que soit l'établissement où le diplôme a été délivré.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 2</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits en M2 dans l'établissement l'année n+1 / n+2 (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Taux de réussite de la méthode 3</b>  <b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ qui se sont inscrits deux années de suite dans l'établissement (en n / n+1 et en n+1 / n+2) ou qui se sont inscrits dans l'établissement l'année n / n+1 et qui sont sortis du système universitaire l'année n+1 / n+2.  <b>Réussite en 2 ans (numérateur) :</b> étudiants de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p><b>Au niveau national :</b>  Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :  <b>Ligne « Inscriptions principales » :</b> elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un étudiant est compté autant de fois qu'il a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement.  <b>Ligne « Étudiants » :</b> sur cette ligne, un étudiant est compté une seule fois dans l'effectif. Il est compté dans la réussite dès l'instant qu'il a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris s'il est en échec dans un autre établissement).</p> <p><b>Valeur ajoutée</b>  Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or,</p>

	<p>les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques. Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiants était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>âge à l'entrée en M1</b> (3 modalités : 22 ans ou moins ; 23 ans ; plus de 23 ans)</li> <li>- <b>formation suivie l'année précédente</b> (3 modalités : Bac+3, autre niveau, non inscrit). Lorsqu'il y a plusieurs inscriptions l'année précédente avec des niveaux différents, on conserve le cas Bac+3</li> <li>- <b>discipline de l'inscription en M1</b> (regroupées en 4 modalités : Droit ; Économie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)</li> <li>- <b>voie du diplôme en M1</b> (3 modalités : générale ou indifférenciée, professionnelle, recherche).</li> </ul> <p>L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la <b>valeur ajoutée</b>. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte. Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.</p>
--	--

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	<i>Écart taux observé – taux attendu (M3)</i>
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômés 2013 (cohorte 2011) pour mémoire	57,7	87,8	57,7	6,9
	Diplômés 2014 (cohorte 2012)	57,7	86,6	60,1	7,7
	<b>Moyenne nationale (cohorte 2012) en %</b>	52.2 %	88.2 %	52.5%	0.0
	<b>Cible 2020 (méthode 3 uniquement)</b>			<b>75%</b>	

#### Leviers d'action :

Le travail de redéfinition de l'offre de formation de master, dont une partie fait l'objet de partenariat étroit avec les autres établissements de la COMUE permettra très certainement d'améliorer la visibilité, le recrutement et donc la réussite de nos étudiants de master. En parallèle le renforcement et le caractère obligatoire de l'approche préparation à la vie professionnelle en M1 et en M2 aidera chaque étudiant à mieux cerner ses compétences et à mieux définir son projet professionnel...autant de leviers qui auront un impact sur leur réussite académique.

#### Commentaires de l'université :

La cible 2020 proposée pour la réussite du master en 2 ans est définie par rapport au taux réellement observé que nous pouvons mesurer dans notre établissement et non par rapport au taux attendu qui est un taux simulé tenant compte des résultats des autres établissements nationaux.

IC 4	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés 2012 au 1er décembre 2014
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Situation professionnelle au 1er décembre 2014 et au 1 <sup>er</sup> décembre 2013 des diplômés 2012 de master et de licence professionnelle, de nationalité française, issus de la formation initiale, âgés de moins de 30 ans et n'ayant pas poursuivi ou repris des études dans les deux années suivant l'obtention du diplôme.
Source :	Données collectées dans le cadre de la sixième enquête nationale sur l'insertion professionnelle des diplômés de Master et de licence professionnelle.
Mode de calcul	<p>Le <b>taux de réponses exploitables</b> est égal au nombre de questionnaires recueillis qui permettent de connaître la situation du diplômé rapporté au nombre total de diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête. Les diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête forment une sous-population de l'ensemble des diplômés.</p> <p>On distingue 4 situations pour les diplômés interrogés : hors champ (poursuites d'études après le diplôme ou interruption d'études supérieures de plus de deux ans), inactivité, en emploi, en recherche d'emploi. Les diplômés hors champ ou inactifs ne sont pas pris en compte dans le calcul des indicateurs d'insertion.</p> <p>Le <b>nombre de réponses prises en compte</b> est égal au nombre de réponses exploitables émanant de diplômés vérifiant les critères de l'enquête et présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p>Le <b>poids de la formation</b> est le pourcentage de diplômés de cette formation dans l'ensemble des diplômés de l'université qui sont dans le champ de l'enquête et présents sur le marché du travail. Les effectifs sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p> <p>Le <b>taux d'insertion</b> est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, quel qu'il soit, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage). Les effectifs portés au numérateur et au dénominateur sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP/DGRI-SIES

## Implication dans l'enquête nationale menée en 2014 sur les diplômés 2012

	Nombre de diplômés université	Nombre de réponses exploitables université	Taux de réponses exploitables université	Moyenne nationale
Master	390	304	77,9	70.1%
LP	354	267	75,4	66.8%

*Insertion des diplômés 2012 de Master et de Licence professionnelle*

	Master				Licence Pro			
	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)
Ensemble DEG	147	55	90	91	100	47	87	92
Droit	16	6	Ns	91	1	0	Ns	93
Économie	23	9	Ns	89	8	4	Ns	91
Gestion	43	16	88	93	69	32	84	92
Autres DEG	65	24	86	84	22	10	Ns	93
Lettres, Langues, Arts	44	15	86	86	-	-	-	82
Ensemble SHS	44	16	86	86	3	2	Ns	86
Histoire-Géographie	6	2	Ns	83	-	-	-	89
Psychologie	0			90	-	-	-	92
Information communication	0			87	-	-	-	87
Autres SHS	38	14	84	84	3	2	ns	85
Ensemble STS	38	14	76	90	115	51	95	93
Sciences de la vie et de la terre	13	5	Ns	84	-	-	-	90
Sciences fondamentales	0	0	0	90	8	4	Ns	91
Sciences de l'ingénieur	9	3	Ns	92	72	32	96	94
Informatique	11	4	Ns	95	32	14	91	92
Autres STS	5	2	ns	92	3	1	ns	90

*Éléments de contexte socio-économique*

Taux de chômage au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2014	Régional	8,9	% de diplômés boursiers	Master	Université	31,0	LP	Université	61
	National	10,1			National	29,0		National	52,0

**Leviers d'action :**

Au cours de la formation à l'UJM, dès la première année de DUT et la 2<sup>ème</sup> année de licence nous proposons à nos étudiants un accompagnement vers l'insertion professionnelle. Nous multiplions les actions et dispositifs, mais à l'occasion du contrat 2016-2020 nous souhaitons intensifier notre action. Cette montée en puissance sera déclinée par publics (les étudiants, les composantes et les enseignants, les partenaires publics et privés du monde socio-économiques)

**Commentaires de l'université :**

Par rapport aux enquêtes d'insertion, notre établissement s'inscrit dans les demandes nationales de la DGESIP, mais a aussi fait le choix d'élargir chaque enquête IP à l'ensemble des diplômés de Master, quels que soient leur nationalité, âge, parcours antérieur. Ainsi des questions spécifiques permettent d'avoir une vision claire des poursuites d'études éventuelles après le Master, des conditions d'accès au premier emploi, des caractéristiques des emplois occupés ainsi que l'appréciation de cet emploi. Enfin, l'université est en mesure d'exploiter ces résultats au niveau de chaque spécialité de diplôme.

IC 5	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en L (hors licences professionnelles) en M et dans les autres diplômes

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	% de mentions de L, M et autres diplômes dont les enseignements font l'objet d'une évaluation de la part des étudiants. Par évaluation, il faut entendre un dispositif de mesure de la satisfaction des inscrits dans la mention, en vue de l'amélioration des services rendus. L'évaluation peut concerner chaque enseignement pris séparément, et/ou porter sur le dispositif pédagogique pris globalement. En toute hypothèse, il convient d'indiquer, en commentaire, la périodicité de l'évaluation, son périmètre (tout ou partie des enseignements, tout ou partie du dispositif pédagogique), la démarche d'amélioration continue dans laquelle elle s'inscrit.
Source :	établissement
Mode de calcul	(nombre de mentions de L évaluées / nombre total des mentions) X 100 (nombre de mentions de M évaluées / nombre total des mentions) X 100

Données de l'université		2014-2015	Cible 2020
Niveau L Hors LP	Nombre de mentions de L dans l'établissement		
	Effectifs d'étudiants inscrits en L		
	Part des mentions de L faisant l'objet d'une évaluation	100 %	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation de L évaluée		
	<i>Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)</i>	54 %	60%
Niveau M Hors ingénieurs, IEP	Nombre de mentions de M dans l'établissement		
	Effectifs d'étudiants inscrits en M		
	Part des mentions de M faisant l'objet d'une évaluation	55 %	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation de M évaluée		
	<i>Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)</i>	59 %	60%
Autres diplômes DUT (x spécialités), LP (x mentions), Ingénieurs (x diplômes), Classes préparatoires (x classes) et PACES	Nombre de diplômes concernés		
	Effectifs d'étudiants inscrits		
	Part des diplômes faisant l'objet d'une évaluation	93 %	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation Autres diplômes évaluée		
	<i>Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)</i>	? %	60%

## Cibles 2020 (réponses cumulées au terme du contrat)

Taux de réponse aux enquêtes	55%
Part des mentions et diplômes faisant l'objet d'au moins une évaluation	100%

**Précisions pour la licence**

L'article 19 de l'arrêté licence du 1<sup>er</sup> août 2011 fixe les motifs et les conditions générales de l'évaluation des enseignements : « Au sein des établissements, des dispositifs d'évaluation sont mis en place pour chaque formation ou pour un groupe de formations, notamment à travers la constitution de conseils de perfectionnement réunissant des représentants des enseignants, des étudiants et du monde socio-professionnel. Une évaluation des formations et des enseignements est également organisée au moyen d'enquêtes régulières auprès des étudiants. Ces dispositifs favorisent le dialogue entre les équipes de formation, les étudiants et les employeurs potentiels. Ils éclairent les objectifs de chaque formation, contribuent à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et permettent d'en améliorer la qualité. Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés. Les résultats des évaluations font l'objet d'un débat au sein du conseil de la composante concernée et du conseil des études et de la vie universitaire ».

**Leviers d'action**

L'UJM met en place depuis 2012 un « retour d'image en ligne » par contrat quinquennal des étudiants concernant les formations L. Pour cela une enquête est proposée aux étudiants de L3 au mois de mars de la première année du contrat. Cette même procédure sera mise en œuvre pour les formations M et pour les enseignements. La procédure est centralisée par la Direction du Pilotage, Audit interne et Qualité (DPAIQ).

Les résultats permettront d'activer des offres de perfectionnement pédagogique (TICE et hors TICE) assurées par un Service universitaire d'accompagnement pédagogique mis à disposition du corps enseignant depuis 6 ans. Les résultats de ces retours d'image sont mis à disposition des Conseils de perfectionnement dont la consolidation sera assurée pendant le contrat 2016-2020.

**Commentaires de l'université**

Le taux de réponse obtenu jusqu'à présent est amplement satisfaisant pour une enquête en ligne : 54 %, comparé à une moyenne de 30 % constaté dans des établissements comparables. La procédure en ligne permet de libérer les équipes pédagogiques de cette tâche jadis effectuée sur formulaires papier et laissée aux bons soins des enseignants eux-mêmes avec un faible taux d'application mais un meilleur taux de réponses.



IC 6	DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
Objectif	Favoriser l'accroissement de la formation continue
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	- Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie (objectif 1 du programme 150) - Améliorer l'efficacité des opérateurs (objectif 6 du programme 150, évolution des ressources propres)

## Description des indicateurs

Unités de mesure	1 – heures-stagiaires en millions (les heures-stagiaires sont le cumul des heures suivies par chaque personne en formation) 2 – nombre de diplômés en formation continue (dont VAE) 3 – recettes en euros (€)
Date de la mesure	Année civile précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Prestations de formation continue, diplômante ou non, assurées par l'établissement. L'apprentissage, qui relève de la formation initiale, est exclu du champ.

Mode de renseignement de l'indicateur	établissement
---------------------------------------	---------------

	Situation 2014 (S)	Cible 2020 (C)	Taux de croissance attendu (C-S)/S*100, en %
1-Heures stagiaires	557 564	760 000	37%
2- Nombre de diplômés en formation continue	1862	2360	21%
Dont Validation des acquis de l'expérience (VAE)	29	33	13,8%
3- Chiffre d'affaires de la formation continue	2 706 000	3 706 000	37%

**Précisions :** cette fiche peut être adaptée en fonction des orientations retenues dans le contrat. Il n'est pas obligatoire de déterminer une cible chiffrée pour tous les items proposés (colonne « Cible ») : seuls ceux qui correspondent aux priorités de l'établissement doivent faire l'objet d'une cible. En revanche, pour une meilleure compréhension de la situation de l'établissement, il est demandé de compléter tous les items de la colonne « Situation ».

## Leviers d'action:

- o Embauche de 2 commerciaux en 2016-2017 pour développer la stratégie commerciale de l'établissement.
- o Renforcement du pilotage de la formation continue au sens large par le service central de formation continue.
- o Participation (en tant que membre de la COMUE Université de Lyon) au groupe de travail national piloté par la DGESIP sur la formation Continue.

## Commentaires de l'université :

Si le développement de la Formation Continue est un axe fort de la Stratégie de l'établissement pour 2016-2020, la progression prévue est « seulement » de 22%. Elle comprend en effet des réalités différentes :

- Une augmentation de 50 contrats de professionnalisation (sur les 409 actuels) soit +12%
- Une estimation de 10% d'augmentation du chiffre d'affaires sur les Validations d'Acquis et les Reprises d'études
- Une plus-value de 430 000€ sur la formation continue au sens strict (apportés en très grande partie par le travail de prospection des 2 commerciaux)

Au total, nous nous fixons donc un taux de croissance de 37 %.

Concernant le nombre de diplômés en formation, nous estimons pouvoir ouvrir 10 DU par an d'ici 2020 avec en moyenne 10 stagiaires soit 400 stagiaires supplémentaires. Pour les autres diplômés de formation continue, une progression de 10% est appliquée.

La majeure partie du chiffre d'affaires supplémentaire de 2020 concernera les formations non diplômantes et courtes, s'appuyant sur une approche par blocs de compétences (approche qui l'UJM va s'employer à déployer sur la période, en tant que pilote de ce projet au sein de la COMUE).

## Détail calculs :

Chiffre d'affaires 2020 = CA 2014 + 1 000 K€

Estimation de 10% d'évolution du chiffre d'affaires 2014

50 contrats pro supplémentaires (dont 3-4 formations en alternance supplémentaires) (6 000 € / contrat pro)

+ 430 000€ en formation continue supplémentaire.

Evolution du nombre de diplômés en FC = +10% (hors DU). Pour les DU, nous estimons pouvoir ouvrir 10 DU par an d'ici 2020 avec en moyenne 10 stagiaires soit 400 stagiaires supplémentaires

Diplômés 2014 : 978 diplômés hors DU + 884 diplômés DU

IC 7	VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Bibliothèques et documentation
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche par l'augmentation des horaires d'ouverture
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date et source de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Sont prises en compte dans le calcul de la cible les bibliothèques universitaires et les bibliothèques intégrées du SCD ou du SICD, et répondant également aux deux critères suivants : - ouvertes au moins 45 heures par semaine ; - dotées de plus de 100 places assises. Les bibliothèques non intégrées au SCD ou au SICD sont exclues du champ de la mesure.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Pourcentage d'augmentation globale de l'ouverture hebdomadaire dans l'ensemble des bibliothèques universitaires et intégrées répondant aux critères définis dans la rubrique « Champ de la mesure », entre l'année 2014 et l'année d'échéance du présent contrat. La moyenne est calculée sur la base des horaires en vigueur durant la plus grande partie de l'année pour chaque bibliothèque prise en compte dans le calcul. Les extensions ou réductions ponctuelles ne doivent donc pas être prises en compte dans ce calcul ; elles peuvent en revanche être signalées dans la partie Commentaires comme élément d'appréciation complémentaire.
Mode de calcul	Vd (valeur de départ) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année 2013, en nombre d'heures. Va (valeur d'arrivée) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année de l'échéance du contrat, en nombre d'heures. La cible correspond à la marge de progression réalisée, exprimée en pourcentage, et calculée de la manière suivante : $T = (Va - Vd) / Vd \times 100$

Compte tenu de sa situation propre et des orientations stratégiques définies pour le contrat quinquennal, l'Université se donne les objectifs suivants :

Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (Vd)	58 h
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées à l'échéance du contrat (Va)	61 h 30
Variation (Va-Vd)	3 h 30
<b>Cible 2020 (%)</b>	<b>6%</b>

## Précisions :

L'indicateur est destiné à mesurer l'effort accompli par l'établissement pour améliorer l'accessibilité des ressources documentaires à son public. Le « Plan Renouveau des Bibliothèques » lancé en 2010 par le MENESR a souligné l'importance de l'extension des horaires dans la réalisation de cet objectif.

Pour autant, l'histoire et les spécificités propres à chaque établissement peuvent impliquer des stratégies différenciées en la matière, telles que :

- privilégier une amélioration des services offerts par la bibliothèque à une augmentation des horaires (dans le cas, par exemple, d'une bibliothèque déjà très ouverte)
- maintenir le niveau d'ouverture hebdomadaire mais augmenter le nombre de jours d'ouverture dans l'année (périodes de vacances, notamment)
- concentrer les efforts sur un ou deux sites stratégiques en proposant une extension significative des horaires, ou au contraire, chercher à harmoniser les horaires des différentes sections du SCD.

Le contrat peut également être marqué par des regroupements de bibliothèques ou des fermetures temporaires de sites, voire des constructions de nouvelles bibliothèques, constituant autant d'éléments susceptibles de faire varier la politique poursuivie en matière d'horaires d'ouverture.

L'établissement est donc invité à donner en commentaires toutes les précisions ou compléments d'information qui lui paraîtraient utiles à une juste interprétation de la cible, notamment en ce qui concerne les bibliothèques restant à intégrer.

IC 7	VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD (suite)	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

**Leviers d'action :**

- Les enquêtes de publics : le Service commun de la documentation a réalisé en 2013 une enquête auprès des étudiants pour mesurer le taux de satisfaction des étudiants après l'élargissement des horaires à la rentrée 2012. L'enquête Libqual de mars 2016 corroborent les conclusions de l'enquête 2013.
- Le plan Bibliothèques ouvertes +

**Commentaires de l'université :**

Après une vague d'extension d'horaires, menée lors du précédent contrat, qui a concerné toutes bibliothèques intégrées de Saint-Étienne, les objectifs cibles pour le présent contrat concernent la BU Tréfilerie et la BU Santé. Deux enquêtes aux résultats convergents ont permis d'identifier des demandes récurrentes :

- la première porte sur l'ouverture matinale des deux bibliothèques. Il est donc prévu d'ici 2020 de porter les ouvertures à 8 heures,
- la seconde porte sur un élargissement des horaires le samedi. Il est prévu de passer d'une fermeture actuellement à 17 heures à une fermeture à 19 heures à la BU Tréfilerie.

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IC 8	ENDORECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS / BILAN ET PRÉVISION	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international et accroître le dynamisme des équipes de recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignants-chercheurs titulaires et stagiaires ; pourcentages
Date de la mesure	Recrutements avec affectation au cours de l'année civile considérée
Champ de la mesure	Toutes disciplines du Conseil national des universités (CNU) hors médecine et odontologie

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	<p>Pour les maîtres de conférences (MCF), le recrutement interne correspond d'abord aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou le titre jugé équivalent dans l'établissement mais ne comprend pas, dans le cas d'une mutation, le MCF titulaire exerçant précédemment dans l'établissement.</p> <p>Pour les professeurs des universités (PR), le recrutement interne recense seulement les personnes qui occupaient précédemment, en qualité de titulaire, un emploi de MCF dans l'établissement (les PR en première affectation après concours d'agrégation ne sont pas comptabilisés).</p>
Mode de calcul	Le numérateur dénombre les recrutements internes. Le dénominateur comprend tous types de concours d'enseignants-chercheurs titulaires.
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGRH

Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endorecrutement		2013	2014	2015	Données cumulées 2013, 2014, 2015	Cible 2020 (données cumulées sur la période contractuelle)
Maîtres de conférences	Effectifs*	1	1	2	4	
	%**	4.76 %	5.56 %	13.33 %	7.8 %	15%
Professeurs des universités	Effectifs*	2	1	4	7	
	%**	100 %	33.33%	50 %	61 %	50%

\* recrutement interne

\*\* 'recrutement interne / (recrutement total \*100)

## Leviers d'action :

Sensibilisation des Présidents de Comité de Sélection

Travailler sur la rédaction des fiches de poste afin d'éviter un ciblage trop précis en faveur d'un profil particulier

## Commentaires de l'université :

D'une année sur l'autre, les chiffres peuvent être très différents pour les PR, compte tenu du nombre réduits de recrutements, c'est pourquoi la cible 2020 est difficile à estimer.

IC 9	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 1. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 2. les recettes de la formation continue (7065) 3. la taxe d'apprentissage (7481) 4. les contrats et prestations de recherche 5. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 6. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 7. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 8. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 -70681 – 70688 – 707-708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	3 072	3189	3 500
Formation continue (2)	2 706	3275	3 706
Taxe d'apprentissage (3)	712	718	800
Contrats et prestations de recherche (4)	2 106	2618	2 800
<i>ANR investissements d'avenir (74411)</i>			
<i>ANR hors investissement d'avenir (74412)</i>	1 232	1190	
<i>Hors ANR (704 – 705 – 7062 – 751)</i>	874	1428	
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)	6 784	6620	6 800
<i>Régions (7442)</i>	2 047	1933	1 900
<i>Union européenne (7446)</i>	1 224	1193	1 300
<i>Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)</i>	3 513	3494	3 600
Dons et legs des fondations (6)	171	147	161
Produits exceptionnels (7)	146	207	207
Autres ressources propres (8)	4 728	4888	4 888
Total	20425	21662	22 862

**Précisions** : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

**Leviers d'action** : réorganisation de la formation tout au long de la vie, dispositif de soutien aux équipes de recherche, restructuration des équipes de recherche, réflexion sur la collecte de la taxe (plan communication et sensibilisation via la fondation universitaire)

## Commentaires de l'établissement

L'établissement souhaite poursuivre la dynamique sur les ressources propres. Les cibles sont fondées sur les données 2014 (2015 étant marquée par des retraitements et des comptabilisations exceptionnelles liées à la GBCP) prévoit donc une progression de 11% de nos

ressources propres par rapport à 2014. La dynamique porte surtout sur la formation continue qui devrait connaître une forte restructuration afin de porter de nouveaux axes.

S'agissant des contrats de recherche la base prise en compte est celle de 2014 et l'établissement prévoit une augmentation de 32%. La restructuration des équipes et la mise en place de dispositifs incitatifs en lien avec la COMUE devrait permettre d'atteindre la cible.

Concernant la taxe d'apprentissage, la recomposition du contexte réglementaire nous conduit à être prudent sur la cible, néanmoins une réflexion est en cours sur l'organisation interne de l'établissement afin d'augmenter notre capacité à collecter la taxe.

IC 10	PILOTAGE FINANCIER	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
-------	--------------------	---

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description des indicateurs

Unité de mesure	<b>Objectif I-1</b> (Sincérité des prévisions budgétaires) : <b>taux d'exécution</b> des prévisions de fonctionnement et d'investissement, exprimé en pourcentage.  <b>Autres objectifs</b> : réalisation de l'objectif mesurée à l'aide d'une cote. 0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi 1 = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel 2 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

## I - Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires par la mise en place d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/ Budget modifié).	Fonctionnement : 93% Investissement : 73,5%		Fonctionnement 98 % Investissement 93%
2- Se doter d'outils permettant un suivi financier infra annuel, pour accompagner son effort de maîtrise des taux d'exécution, l'établissement devra se doter de tableaux de bord permettant le suivi infra annuel des principaux agrégats de gestion : résultat, CAF, variation du fonds de roulement...	1		2
3- Élaborer les annexes relatives aux opérations pluriannuelles (et notamment plan pluriannuel d'investissement).	2		2
4- Se doter des outils de pilotage et de gestion de la masse salariale, la masse salariale devra faire l'objet d'un suivi particulier : tableaux prévisionnels et plan de suivi infra-annuel adaptés (l'écart entre le budget primitif approuvé et l'exécution finale devrait être comprise entre - 0.5 et +0.5%).	2		2

## II - Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Cible 2020
1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan	2	2
2 -Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)	1	2

**Leviers d'action :** développement du contrôle interne budgétaire, réforme du calendrier budgétaire, mise en place de la conférence RH (réunion mensuelle sous la direction de la Présidence visant à fixer le cadre budgétaire et les besoins RH pour préparer les arbitrages lors des campagnes d'emplois).

**Commentaires de l'établissement :** l'établissement s'est doté d'outils et de services performants quant au suivi de la masse salariale, par ailleurs la mise en place de la GBCP a conduit l'UJM à revoir l'architecture budgétaire, les modes de préparation budgétaire (dialogue de gestion) et le mode d'attribution des moyens.

S'agissant de la sincérité budgétaire et des taux d'exécution l'établissement renforcera le contrôle interne budgétaire (rédaction de procédures et mise en place d'un calendrier plus adapté) et le suivi de l'exécution via des outils de reporting plus adaptés. La conférence RH vise à centraliser les arbitrages au vu des indicateurs de masse salariale établis par les services.



IC 11	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGERS	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
-------	--	---

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>0 Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>1 Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>2 Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>3 Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>4 Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>5 Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	3	4
2-Le système d'information et les services numériques	4	4
3-Le numérique au service de la formation des étudiants	4	4
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	3	4
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	3	4
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	3	4

## Commentaires de l'établissement :

L'UJM s'emploie à former ses enseignant(e)s/enseignant(e)s-chercheurs à utiliser efficacement les fonctionnalités de la plateforme pédagogique et à faire évoluer leurs pratiques pédagogiques (ateliers pédagogiques, création d'un Service universitaire de pédagogie, formation, dans chaque composante, de référents « Numérique et Pédagogie », formant une commission pour aider les enseignants à développer leurs compétences en e-learning, développement de l'enseignement à distance — de la mise en ligne de cours aux cours pour des diplômes délocalisés ; classes inversées et autres dispositifs hybrides, MOOC...—).

Les étudiants, quant à eux, sont formés dès la L1 à cette méthodologie et sont invités à apprendre à organiser leur espace d'apprentissage personnel, à utiliser, après sélection réfléchie, les ressources en ligne et à se montrer responsables dans cette utilisation (information sur le plagiat, citer ses sources...).

Les usages et attentes autour du numérique sont en cours de recensement dans les composantes d'enseignement et dans les laboratoires. La normalisation et la rationalisation des postes de travail sont en cours et bien avancées, ce qui permet la mise à disposition de tous d'espaces de stockage de grande capacité, sauvegardés et sécurisés

IC 12	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
-------	------------------------------	---

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U / S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles,  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)</p> <p><i>A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :</i></p> $\frac{(58\,195\,h / 66\,salles)}{1\,120\,h} \text{ soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées}$ <p><i>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ;</i></p> <p><i>Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\,m^2) + (79\% \times 5\,100\,m^2)}{8\,100\,m^2} = 73\%</math>.</i></p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71% en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements.  
Cible 2017 à 72%. (PLF 2015).

Occupation des locaux	Situation actuelle (2016)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	24048	30	5828	72 %	75 %
Salles banalisées	231462	283	22038	73 %	73 %
<b>Total</b>	<b>255510</b>	<b>313</b>		<b>73 %</b>	<b>74 %</b>

## Leviers d'action

- restructurations de locaux prévues dans le cadre des travaux de maintenance et du CPER 2015-2020
- amélioration de la saisie systématique des emplois du temps dans ADE

## Commentaires de l'établissement

- Les évolutions de cet indicateur sont à regarder à l'aune de plusieurs paramètres dont les effets peuvent se compenser :
- l'évolution continue à la hausse de nos effectifs étudiants depuis plusieurs années qui mobilisent plus le patrimoine immobilier

- un parc de salles potentiellement suffisant mais devenu partiellement inadapté aux besoins (salles trop grandes ou trop petites) et que nous faisons évoluer par petites touches au gré des travaux annuels de maintenance
- l'évolution rapide des pratiques pédagogiques (déploiement du numérique, plus d'enseignement en petits groupes, travaux en petits groupes d'étudiants non encadrés pour des projets ou des travaux collectifs qui ne se traduisent pas toujours par des réservations formalisées, ...)
- la mise en service à la rentrée 2015 de la nouvelle Faculté de Médecine et du Campus Santé Innovations, avec la rétrocession de l'ancien campus de Bellevue (obsolète et inadapté)
- l'abandon envisagé de sites annexes en lien avec les projets et restructurations du CPER 2015-2020 dont les effets ne seront mesurables que très progressivement (premières livraisons envisagées en 2017 et 2018 au plus tôt).

IC 13	MESURE DES EVOLUTIONS DE SURFACES IMMOBILIERES (solde en m²)	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
-------	--	---

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Surfaces immobilières recensées dans l'enquête immobilière DGESIP

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Enquête immobilière de la DGESIP
Source	établissement
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

Années	Situation existante			Objectifs		
	Dénomination bâtiment	Situation domaniale	m² existants	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Situation initiale	Tous bâtiments établissement					
2016			150 553			
2017			150 553			
2018			150 553	3 200	4 000	151 353
2019			151 353			
2020			151 353	2 600	2 600	151 353
soldes						
Evolution des m² à l'issue du contrat			150 553	-5 800	+6 600	151 353

**Précisions :**

Par m² libérés on entend les surfaces inutiles qui ne sont plus occupées par une activité de l'établissement, les surfaces remises aux domaines ou cédés, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou vouées à la démolition.

Les m² nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

**Commentaires de l'université :**2018 :

m² libérés : Gambon (2 500 m²), Préfas (400 m²) et BHT (300 m²)

m² nouveaux : CSI1 (4 000 m²)

2020 :

m² libérés : Métare K-L-M (2 600 m²)

m² nouveaux : CSI2 (2 600 m²)

## INDICATEURS SPECIFIQUES DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IS 1	TAUX D'OBTENTION DU DUT EN 2 OU 3 ANS	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	---------------------------------------	---

Action	Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2011 diplômée en 2013 ou 2014
Champ de la mesure	Inscriptions en cours, paiement validé, hors statuts auditeurs libres, passagers, visiteurs, et hors formation continue non diplômante.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Champ : Étudiants (bacheliers et non-bacheliers) inscrits administrativement pour la première fois en première année de premier cycle ou de cursus licence à la rentrée universitaire N / N+1 (2011/2012), et inscrits en 1 <sup>ère</sup> année de DUT (inscriptions principales uniquement). Chiffres arrêtés en fin d'année universitaire.
Source	Établissement
Mode de calcul	Taux de réussite en 2 ans = Nombre d'admis en DUT2 à la session N+2 / Nombre d'inscrits en DUT1 en N / N+1 (Cohorte 2011 : Nb admis session 2013 / Inscrits DUT1 en 2011/12) Taux de réussite en 2 ou 3 ans = Nombre d'admis en DUT2 à la session N+2 ou N+3 / Nombre d'inscrits en DUT1 en N / N+1 (Cohorte 2011 : Nb admis session 2013 ou 2014 / Inscrits DUT1 en 2011/12)
Service responsable de l'indicateur	DPAIQ

	Nombre d'inscrits en 1 <sup>ère</sup> année de DUT	Nombre de diplômés en DUT en 2 ans	Taux de réussite en 2 ans	Nombre de diplômés en DUT en 2 ou 3 ans	Taux de réussite en 2 ou 3 ans
Cohorte 2011 (diplômés en 2013 ou en 2014)	1 014	630	62,1%	782	77,1%
Cohorte 2015 (diplômés en 2017 ou en 2018)			Cible : 70 %		Cible : 80 %

## Commentaires de l'université

Les étudiants qui préparent un DUT au sein de l'Université Jean Monnet bénéficient d'un accompagnement pédagogique personnalisé par l'intermédiaire du responsable de semestre qui est leur directeur d'études mais aussi leur enseignant-référent. Ces étudiants bénéficient aussi d'apports méthodologiques spécifiques et d'une réflexion accompagnée en 1<sup>ère</sup> année via le travail sur le projet personnel et professionnel ou du tutorat d'accompagnement peut être proposé.

Comme pour l'ensemble des étudiants de l'établissement, les étudiants de DUT bénéficient d'une attention particulière de la direction des IUT en matière d'accès aux activités sportives et culturelles qui sont autant de facteurs contribuant au bien-être et à la réussite des étudiants.

À noter aussi que depuis la rentrée 2015 l'université Jean Monnet propose un PASS'PRO DUT dédié à l'accueil de bacheliers professionnels à qui est proposé une pédagogie adaptée afin de les conduire à la réussite du DUT en 3 ans.

IS 2	Part des entrants dans l'établissement parmi les étudiants inscrits pour la première fois en M1, M2, D	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
------	--	---

Action	Formation initiale et continue de niveau Master et Doctorat
Objectif	Répondre aux besoins de qualifications supérieures
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants), réussite en M et en D

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires 2013-2014, 2014-2015 et 2018-2019
Champ de la mesure	Inscrits en cursus M et D – Champ SISE universités

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Établissement d'origine des entrants en M1 et M2 - Effectifs d'inscrits en M1 et M2 (inscriptions principales)
Source	Établissement d'origine des entrants en D - Effectifs d'inscrits en D
Mode de calcul	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
	<p><b>Flux d'entrants en M1-M2</b></p> <p><b>Champ de l'indicateur</b></p> <p>Le champ de l'indicateur est constitué des étudiants inscrits pour la première fois en M1 ou M2 l'année n / n+1.</p> <p>Les inscrits pour la première fois en M1 (ou M2) sont définis comme étant ceux qui ne sont pas présents en M1 (ou M2) l'année précédente.</p> <p>Le M1 comprend la première année de Master LMD (hors Master enseignement) et de Master ingénieur. Pour les années antérieures, il inclut également la Maîtrise et la Maîtrise IUP.</p> <p>Le M2 comprend la deuxième année de Master LMD (hors Master enseignement) et de Master ingénieur. Pour les années antérieures, il inclut également le DEA et le DESS.</p> <p><b>Définition de l'indicateur</b></p> <p><b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits dans l'établissement l'année n / n+1.</p> <p><b>Entrants (numérateur) :</b> étudiants de la base qui n'étaient pas inscrits dans l'établissement l'année n-1/n.</p> <p><b>Flux d'entrants en Doctorat</b></p> <p><b>Champ de l'indicateur</b></p> <p>Le champ de l'indicateur est constitué des étudiants inscrits pour la première fois en Doctorat (hors Habilitation à diriger des recherches) l'année n / n+1.</p> <p>Les inscrits pour la première fois Doctorat sont définis comme étant ceux qui n'étaient pas inscrits en Doctorat les deux années précédentes.</p> <p><b>Définition de l'indicateur</b></p> <p><b>Base (dénominateur) :</b> étudiants du champ inscrits dans l'établissement l'année n / n+1.</p> <p><b>Entrants (numérateur) :</b> étudiants de la base qui n'étaient pas inscrits dans l'établissement les deux années précédentes (années n-2 / n-1 et n-1 / n). Si l'établissement est une COMUE : étudiants de la base qui n'étaient pas inscrits dans un des établissements membres de la COMUE les deux années précédentes.</p>

	Années	Total des inscriptions	Effectif de l'année hors redoublants	Étudiants non présents en n-1	Taux
Part des étudiants non-présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M1	2013 - 2014	959	876	408	46,6%
	2014 - 2015	1 018	903	467	51,7%
	Cible 2020				55 %
Toutes universités	2013 - 2014	139 421	115 128	48 197	41,9%
	2014 - 2015	139 807	116 013	49 328	42,5%
Part des étudiants non-présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M2	2013 - 2014	1 144	1 004	431	42,9%
	2014 - 2015	1 035	932	395	42,4%
	Cible 2020				45 %
Toutes universités	2013 - 2014	132 228	112 450	42 906	38,2%
	2014 - 2015	131 649	112 765	42 042	37,3%
Part des étudiants non-présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en D	2013 - 2014	302	81	58	71,6%
	2014 - 2015	297	83	55	66,3%
	Cible 2020				70 %
Toutes universités	2013 - 2014	60 422	15 835	9 942	62,8%
	2014 - 2015	59 429	15 115	9 525	63,0%

#### **Leviers d'action**

- mise en œuvre de la nouvelle offre de formation 2016-2020 co-accréditée (41 mentions de master sur 43) dans le cadre de la COMUE Université de Lyon
- internationalisation des masters pour en accroître visibilité et notoriété

#### **Commentaires de l'université**

La mise en œuvre de la nouvelle offre de formation co-accréditée dans le cadre de la COMUE Université de Lyon en parallèle avec l'adoption de la nouvelle nomenclature nationale des mentions de master est susceptible d'accroître la visibilité et la lisibilité de notre offre de formation en mettant en avant des parcours axés sur nos spécificités dans des mentions plus larges.

L'internationalisation de l'offre de formation est aussi un levier important pour améliorer la notoriété de l'établissement avec deux masters ERASMUS+ comme établissement pilote et deux autres masters ERASMUS + comme établissement partenaire dans des spécialités originales et porteuses.

Du fait de sa pluridisciplinarité, l'établissement dispose de mentions très intégrées sur deux ans et dont le niveau de recrutement se situe donc plutôt en M1 (principalement dans le secteur scientifique) et à l'inverse de mentions pour lesquelles le passage M1/M2 demeure un carrefour d'orientation important (principalement dans les secteurs juridiques, économie et gestion). Le débat actuel et les décisions nationales qui en découleront sur la question de la sélection à l'entrée ou à l'intérieur du cursus de master sont susceptibles d'avoir un impact non prévisible sur l'attractivité et l'image des différentes mentions.

<b>IS 3</b>	<b>ACCES AUX SERVICES ET RESSOURCES DE L'ESR</b>	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
-------------	--	---

Action	Bibliothèques et documentation
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date et source de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	enquête annuelle par voie électronique (formulaire web) réalisée au premier semestre N+1 pour les informations de l'année N MENESR/DGESIP-DGRI A1.3 – département de l'information scientifique et technique et du réseau documentaire

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	La mesure de l'accès aux services et ressources documentaires de l'enseignement supérieur et de la recherche se décline en deux sous-indicateurs. Le premier évalue le nombre d'entrées dans les espaces physiques des bibliothèques par étudiant au cours de l'année ; le second, le nombre de consultations par usager de la documentation électronique acquise et produite par les services documentaires.
Mode de calcul	<b>Pour le premier sous-indicateur</b> , le nombre d'entrées annuelles en bibliothèques est rapporté au nombre d'étudiants inscrits dans les établissements couverts par l'enquête statistique sur les bibliothèques universitaires. Le champ couvre les services communs de documentation et les services inter-établissements des universités, grandes écoles et écoles d'ingénieurs du programme 150. <b>Pour le second sous-indicateur</b> , le numérateur est constitué par le nombre d'unités vues ou téléchargées de la collection éditoriale (documentation acquise), le nombre d'unités vues ou téléchargées de la documentation produite (collection numérisée, documentation pédagogique numérique, thèses, mémoires HDR, mémoires numériques et articles scientifiques). Il est rapporté au dénominateur composé par le nombre total d'utilisateurs (nombre d'étudiants inscrits et enseignants-chercheurs des établissements couverts par l'enquête statistique sur les bibliothèques universitaires).

## Précisions :

Les politiques menées par les services documentaires en faveur d'une amélioration de l'accueil (adaptation des horaires d'ouverture, gestion des places de travail) laissent prévoir une fréquentation stable rapportée aux effectifs étudiants, qui devraient continuer à croître.

En raison du volume croissant de documentation électronique et de l'évolution des pratiques, le nombre de consultations des collections numériques devrait connaître une progression plus rapide que celle du nombre d'utilisateurs.

La cible 2017 est évaluée en tenant compte de cette évolution, mais en raison de la mise en place récente de cet indicateur, la précision de son calcul est appelée à augmenter dans les années qui viennent.

Pour les deux sous-indicateurs, les prévisions et la cible des numérateurs et des dénominateurs ont été dissociées :

- les prévisions des deux numérateurs ont été calculées par régression linéaire, basée sur les valeurs connues pour les années 2011 à 2013.
- les prévisions d'étudiants inscrits à l'université s'appuient sur les projections calculées par le département des études statistiques du ministère.
- le nombre d'enseignants-chercheurs a été laissé à son niveau de 2014 pour le reste de la période.

## Tableau synthèse PAP 2016 données nationales

	unité	2013 réalisé	2014 réalisé	2015 prévisions	2016 prévisions	2017 cibles
Part de la fréquentation physique des bibliothèques dans la population étudiante des universités	%	41.6	41.6	41.9	42.1	42.3
Mesure des usages virtuels des bibliothèques	Nombre/usagers	66	69.8	74.7	79.1	83.5

## Commentaires de l'université

Compte tenu de sa situation propre et des orientations stratégiques définies pour le contrat quinquennal, l'université se donne les objectifs suivants :



**Sous indicateur 1 : « part de la fréquentation physique des bibliothèques dans la population étudiante »**

	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Nombre d'entrées annuelles	643 694	708 239	886 825*
Nombre d'étudiants	17 313	18 150	23 115
Nombre d'entrées par an et par étudiant en %	37,18	39,02	39,02

\* Estimation : augmentation cible étudiants de 4,6%/an entre 2016 et 2020

**PAP 2016 Données nationales**

	2013 réalisé	2014 réalisé	2015 prévisions	2016 prévisions	2017	2018	2019	2020
Nombre d'entrées annuelles	65 311 296	66 354 513	67 763 095	69 141 676				
Nombre d'étudiants	1 570 336	1 599 848	1 616 328	1 642 179				
Nombre d'entrées par an et par étudiant en %	41.6	41.6	41.9	42.1				

**Leviers d'action :**

- Le développement des actions de médiations en direction des publics étudiants (formations des usagers, animations culturelles)
- Les extensions d'horaires d'ouverture

**Commentaires de l'université :**

L'établissement n'envisage pas de projection à la hausse.

A partir de septembre 2016, les modalités des formations des étudiants aux outils documentaires passent du présentiel au distanciel via la plate-forme Claroline, ce qui constitue un manque à gagner de près de 4000 entrées annuelles.

Dans le cadre de la rénovation du campus Tréfilerie, la fermeture du Campus est envisagée. Ce qui pourrait complexifier l'accès à la bibliothèque pour les publics extérieurs qui la fréquente et avoir un impact sur le nombre d'entrées.

**Sous indicateur 2 : « Mesure des usages virtuels des bibliothèques »**

	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Consultation des ressources numériques	304 113	379 669	485 000*
Nombre d'étudiants	17 313	18 150	23 115
Nombre d'enseignants-chercheurs	428	440	505
Nombre de consultation par usager	17,14	20,42	20,50

\* Estimation : augmentation cible annuelle de 5% des consultations des ressources.

**PAP 2016 données nationales**

	2013 réalisé	2014 réalisé	2015 prévisions	2016 prévisions	2017	2018	2019	2020
Consultation des ressources numériques	107 270 092	115 535 256	124 932 725	134 330 195				
Nombre d'étudiants	1 570 336	1 599 848	1 616 328	1 642 179				
Nombre d'enseignants chercheurs	55 382	55 500	55 500	55 500				
Nombre de consultation par usager	66	69.8	74.7	79.1				

**Leviers d'action :**

Le SCD prévoit d'intensifier la valorisation des ressources numériques pour les 5 années du contrat avec :

Au niveau du plan de formation des personnels de bibliothèque

- des actions de formation et de sensibilisation aux problématiques des ressources numériques
- des actions de formation auprès des acquéreurs sur les ressources numériques pour les médiatiser davantage auprès des lecteurs
- un agent de catégorie B est affecté à la coordination et la mise en œuvre du dossier « Valorisation des ressources électroniques »

Au niveau des usagers :

Des actions de formations spécifiques sur des ressources de référence dans chaque discipline, ateliers, formations « flash ».

**Commentaires de l'université :**

Les portefeuilles d'abonnement de ressources électroniques sont en cours de révision en vue de réduire le nombre de ressources compte tenu des tendances de contractions budgétaires.

IS - 4	PERFECTIONNEMENT PÉDAGOGIQUE DES ENSEIGNANTS ET DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS	Université Jean-Monnet Saint-Étienne
--------	--	--------------------------------------

Action	Perfectionnement pédagogique du corps enseignant actif (cf. 1).
Objectif	Accroître le temps consacré à l'innovation pédagogique et l'utilisation des TICE

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	Heures annuelles et pourcentage du corps enseignant actif
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015
Champ de la mesure	Ensemble des enseignants et enseignants-chercheurs de l'établissement

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Champ : Ensemble des enseignants et enseignants-chercheurs de l'établissement ayant exercé une activité pédagogique au cours de la période annuelle concernée.
Source	Données obtenues par enquête centralisée dans les composantes.
Mode de calcul	Recensement des heures et du pourcentage du corps enseignant actif consacrés au perfectionnement pédagogique durant l'année 2014-2015 au moyen de séminaires, conférences, ateliers ou autres activités appropriées, en faisant la distinction entre les heures consacrées aux TICE et les heures consacrées à des formations HORS TICE. Les données sont fournies par les composantes d'affectation.
Service responsable de l'indicateur	Direction du Pilotage, Audit interne et Qualité (DPAIQ) de l'établissement par composante interposée.

Estimations	2014-2015	Cible 2020
Heures annuelles dédiées à des formations pédagogiques HORS TICE en moyenne par enseignant ou enseignant-chercheur actif	1h30	3h
Heures annuelles dédiées à des formations TICE en moyenne par les membres du corps enseignant actif	1h30	3h
Total heures annuelles dédiées à des formations pédagogiques en moyenne par les membres du corps enseignant actif	3h	6h
Pourcentage du corps enseignant actif ayant suivi une formation pédagogique HORS TICE	20 %	30%
Pourcentage du corps enseignant actif ayant suivi une formation pédagogique dans le domaine des TICE	20 %	30%
Pourcentage du corps enseignant actif ayant suivi une formation pédagogique	20 %	30%

**Commentaires de l'université**

**Corps enseignant actif** : ensemble des enseignants ou enseignants-chercheurs ayant exercé une activité pédagogique au cours de la période annuelle concernée.

**Formation pédagogique** : participation à des séminaires, conférences, ateliers, conférencier dans un séminaire, une conférence, un atelier. Activités recensées aux niveaux établissement, territorial, national ou international.

L'indicateur absolu en termes d'heures annuelles dédiées à des formations pédagogiques prétend quantifier le temps qu'un enseignant ou un enseignant-chercheur consacre par année universitaire à se perfectionner en matière d'outils et pratiques pédagogiques (TICE et hors TICE). L'indicateur relatif en termes de pourcentage du corps enseignant ayant suivi ou donné des formations pédagogiques prétend quantifier l'intérêt porté à cet action au sein dudit corps.

Ces indicateurs seront perfectionnés en collaboration avec les vice-présidents délégués à la Réussite et L'insertion professionnelle et aux TICE.

<b>IS 5</b>	<b>CERTIFICATION DE L'ACTIVITÉ DE FORMATION CONTINUE</b>	Université Jean-Monnet de Saint-Étienne
-------------	--	---

Action	Certifier l'activité formation continue de l'établissement
Objectif	Contribuer à l'amélioration de la qualité de la formation tout au long de la vie par certification ISO 9001 de l'activité formation continue.
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Champ : activité de formation continue de l'établissement inscrit dans le périmètre de certification ISO 9001
Source	établissement
Mode de calcul	Activité certifiée oui/non
Service responsable de l'indicateur	DFIP

	2015	2020
Activité de formation continue certifiés ISO 9001	25%	80%

## Commentaires de l'université

La loi de février 2014 met l'accent sur la qualité de la formation professionnelle, en "responsabilisant les financeurs". Ces derniers, Opca, État, régions, devront s'assurer de la qualité des actions de formation qu'ils financent.

On peut penser que les financeurs privilégieront les organismes de formation qui auront une certification ISO.

Compte tenu du développement des formations modulaires, la certification permettra de mettre en avant la qualité des formations dispensées.

**VOLET SPÉCIFIQUE**  
**UNIVERSITÉ JEAN MONNET SAINT-ETIENNE**  
**ANNEXE « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## Université Jean Monnet Saint-Etienne – FORMATION

## Annexe de l'arrêté du 28 juin 2016

Académie de LYON

Université Jean MONNET SAINT-ETIENNE

Diplôme(s) universitaire(s) de technologie « cursus licence »  
IUT de SAINT-ETIENNE

<i>Spécialités</i>	<i>implantation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
Génie biologique <u>Option(s) :</u> Génie de l'environnement Analyse biologiques et biochimiques ( <i>option actuellement inactive</i> )	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie électrique et informatique industrielle	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Génie mécanique et productique	SAINT-ETIENNE	2016-2017	3 ans	2018-2019
Mesures physiques	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Gestion des entreprises et des administrations <u>Option(s) :</u> Gestion comptable et financière Gestion et management des organisations Gestion des ressources humaines	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Techniques de commercialisation	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Gestion administrative et commerciale des organisations	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021

## IUT de ROANNE

<i>Spécialités</i>	<i>implantation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
Génie industriel et maintenance	ROANNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Qualité, logistique industrielle et organisation	ROANNE	2016-2017	3 ans	2018-2019
Réseaux et télécommunications	ROANNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Gestion des entreprises et des administrations <u>Option(s) :</u> Gestion comptable et financière (ex Finances-comptabilité)	ROANNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
Gestion et management des organisations (ex Petites et moyennes organisations)				
Techniques de commercialisation	ROANNE	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Capacité(s) en droit**

	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20005014 CAPACITÉ EN DROIT		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Diplôme(s) d'accès aux études universitaires**

<i>option</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
19990547 OPTION A	2016-2017	5 ans	2020-2021
19990548 OPTION B	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES****Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20141576 Arts du spectacle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141577 Arts plastiques		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160495 Humanités	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20141579 Langues étrangères appliquées		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141580 Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141581 Lettres		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141582 Musicologie		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ÉCONOMIE, GESTION****Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20141583 Administration publique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141584 Administration économique et sociale		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141578 Droit		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141585 Économie et gestion		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20141587 Géographie et aménagement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20141588 Histoire		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140759 Information-communication	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140759 Sciences de l'éducation	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20141590 Sociologie		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160513 Techniques du son et de l'image		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ÉCONOMIE, GESTION****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160514 Assurance, banque, finance : chargé de clientèle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160515 Commerce et distribution		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160516 Commercialisation des produits alimentaires		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160517 E-commerce et marketing numérique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160521 Métiers de la GRH : assistant		2016-2017	2 ans	2017-2018
20160518 Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et paie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160519 Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160520 Métiers de la gestion et de la comptabilité : gestion comptable et financière		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160522 Métiers des administrations et collectivités territoriales		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160523 Métiers du commerce international		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160524 Métiers du notariat		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160525 Technico-commercial		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160528 Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160526 Intervention sociale : accompagnement social		2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ****Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160527 Acoustique et vibrations		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160528 Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160529 Génie des procédés pour l'environnement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160530 Métiers de l'industrie : conception de produits industriels		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160531 Métiers l'industrie : gestion de la production industrielle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160532 Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160533 Métiers des réseaux informatiques et télécommunications		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160534 Métiers du BTP : bâtiment et construction		2016-2017	5 ans	2020-2021



20160535	Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160536	Optique professionnelle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160537	Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160538	Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160539	Techniques du vide et matériaux		2016-2017	5 ans	2020-2021

### Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES Master(s)

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160566	Arts		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160567	Design	ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160396	Didactique des langues	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160398	Langues étrangères appliquées	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160399	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	LYON 2, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160400	Lettres	LYON 2, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160404	Traduction et interprétation	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

### Domaine DROIT, ÉCONOMIE, GESTION Master(s)

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160406	Analyse et politique économique	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160540	Comptabilité - contrôle - audit	LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160541	Contrôle de gestion et audit organisationnel	LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160567	Design	ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160407	Droit des affaires	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160408	Droit privé	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160409	Droit public	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160413	Économie sociale et solidaire	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160467	Études européennes et internationales	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160414	Justice, procès et procédures	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160558	Management et administration des entreprises	LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160556	Management	LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160417	Monnaie, banque, finance, assurance	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

### Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES Master(s)

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160467	Études européennes et internationales	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160427	Gestion de l'environnement	LYON 2, LYON 3, ENS LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160429	Géomatique	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160432	Histoire, civilisations, patrimoine	ENTPE LYON, ENSSIB LYON, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160430	Histoire	LYON 2, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160434	Information, communication	LYON 1, ENSSIB LYON, LYON 2, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

20160435	Intervention et développement social	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160449	Science politique	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160453	Sciences de l'éducation	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160455	Sociologie	LYON 2, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160458	Ville et environnements urbains	ENS ARCH ST ETIENNE, ENS ARCH LYON, LYON 2, LYON 3, ENS LYON, ENTPE LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ**  
**Master(s)**

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160437	Biologie moléculaire et cellulaire	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160445	Chimie et sciences des matériaux	EC LYON, LYON 1, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160461	Électronique, énergie électrique, automatique	EC LYON, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160573	Ethologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160427	Gestion de l'environnement	LYON 2, LYON 3, ENS LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160570	Génie industriel	ENI ST ETIENNE, EC LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160459	Informatique	EC LYON, LYON 1, LYON 2, ENS LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160465	Ingénierie de la santé	EC LYON, LYON 1, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160466	Mathématiques appliquées, statistique	EC LYON, LYON 1, ENS LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160468	Mathématiques et applications	LYON 1, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160571	Optique, image, vision, multimédia	EC LYON, ENSM ST ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM, IOTA	2016-2017	5 ans	2020-2021
20042497	Sciences de la Terre		2012-2013	5 ans	2016-2017
	spécialité(s) : Magmas et volcans	CLERMONT 2, LA RÉUNION	2012-2013	5 ans	2016-2017

**Domaine SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES**  
**Master(s)**

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160493	STAPS : entraînement et optimisation de la performance sportive	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021

## Université Jean Monnet Saint-Etienne– RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Organismes	Tutelles Établissements	Partenaires
<b>DS1 Mathématiques</b>					
UMR 5208	INSTITUT CAMILLE JORDAN (ICJ)	Sylvie BENZONI	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne INSA Lyon ECL	INRIA
<b>DS3 Sciences de la Terre et de l'Univers - Espace</b>					
UMR 6524	LABORATOIRE MAGMAS ET VOLCANS (LMV)	Pierre SCHIANO	CNRS IRD	<a href="#">U-Clermont 2</a> U-Saint-Etienne	
<b>DS4 Chimie</b>					
UMR 5223	INGÉNIERIE DES MATÉRIAUX POLYMÈRES (IMP)	Philippe CASSAGNAU	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne	
FR 3023	INSTITUT DE CHIMIE DE LYON	Bruno ANDRIOLETTI	CNRS IRSTEA	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne ENS de Lyon INSA Lyon CPE Lyon	
<b>DS5 Biologie, Médecine, Santé</b>					
U 1059	SAINBIOSE - SANTE INGÉNIERIE BIOLOGIE ST-ETIENNE	Laurence VICO	INSERM	<a href="#">U-Saint-Etienne</a> ENSM-SE	
UMR 5292 U 1028	CENTRE DE RECHERCHES EN NEUROSCIENCES DE LYON (CRNL)	Olivier BERTRAND	CNRS INSERM	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne	
EA 2521	BIOLOGIE, IMAGERIE ET INGÉNIERIE DE LA GREFFE DE CORNÉE (BIIGC)	Philippe GAIN		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	
EA 3064	GROUPE SUR L'IMMUNITÉ DES MUQUEUSES ET AGENTS PATHOGÈNES (GIMAP)	Thomas BOURLET		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	Établissement Français du Sang (EFS Auvergne-Loire)
EA 4607	SYSTÈME NERVEUX AUTONOME : AUTONOMIE, ÉPIDÉMIOLOGIE, PHYSIOLOGIE, INGÉNIERIE, SANTE (SNA-EPIS)	Frédéric ROCHE		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	
EA 7423	TROUBLE DU COMPORTEMENT ALIMENTAIRE : ADDICTIONS & POIDS EXTRÊMES (TAPE)	Bogdan GALUSCA		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	
EA 7424	LABORATOIRE INTERUNIVERSITAIRE DE BIOLOGIE DE LA MOTRICITÉ (LIBM)	Christian COLLET		<a href="#">U-Saint-Etienne</a> U-Lyon 1 U-Savoie	
UMR 5310	INSTITUT NEUROMYOGÈNE (INMG)	Laurent SCHAEFFER	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne	

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles		Partenaires
			Organismes	Établissements	
UMR 9197	INSTITUT DES NEUROSCIENCES DE PARIS-SACLAY (INPS)	Philippe VERNIER	CNRS INSERM CEA INRA	<a href="#">U-Paris 11</a> U-Saint-Etienne	
EA 3738	CIBLAGE THÉRAPEUTIQUE EN ONCOLOGIE (CTO)	François-Noël GILLY		<a href="#">U-Lyon-1</a> U-Saint-Etienne HCL	
EA 7425	QUALITÉ SÉCURITÉ PERFORMANCE EN SANTÉ (HESPER)	Anne-Marie SCHOTT		<a href="#">U-Lyon-1</a> HCL U-Saint-Etienne	
FR 3553	RÉSEAU FÉDÉRATIF DE RECHERCHE SUR LE HANDICAP	Serge POIRAUDEAU	CNRS INSERM	<a href="#">U-Grenoble</a> U-Saint-Etienne	

<b>DS6 Sciences Humaines et Humanités</b>					
UMR 5189	HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES (HISOMA)	Véronique CHANKOWSKI	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon	
UMR 5317	INSTITUT D'HISTOIRE DES REPRÉSENTATIONS ET DES IDÉES DANS LES MODERNITÉS (IRHIM)	Oliver BARA	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne U-Clermont-2	U-Grenoble
UMR 5600	ENVIRONNEMENT VILLE SOCIÉTÉ (EVS)	Jean-Yves TOUSSAINT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne INSA Lyon ENSA Lyon ENS Lyon ENTPE/ENSM-SE	
UMR 8584	LABORATOIRE D'ÉTUDES SUR LES MONOTHÉISMES (LEM)	Olivier BOULNOIS	CNRS	<a href="#">EPHE</a> U-Paris 4 U-Saint-Etienne	
FRE 3768	INSTITUT DES SCIENCES DE L'HOMME (ISH)	Jean-Louis GAULIN (administrateur provisoire)	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon IEP Lyon	
EA 3068	CENTRE INTERDISCIPLINAIRE D'ÉTUDES ET DES RECHERCHES SUR L'EXPRESSION CONTEMPORAINE (CIREC)	Danièle MEAUX		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	
EA 3069	CENTRE D'ÉTUDES SUR LES LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES ET COMPARÉES (CELEC)	Emmanuel MARIGNO		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	
EA 4571	ÉDUCATION, CULTURES, POLITIQUES (ECP)	Françoise LANTHEAUME		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne ENS Lyon	
FED 4147	INSTITUT SUPÉRIEUR POUR L'ÉTUDE DES RELIGIONS ET DE LA LAÏCITÉ (ISERL)	Philippe MARTIN		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne	
FED 4272	CONFÉDÉRATION DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SPORT (CRIS)	Alain BELLI		<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne U-Chambéry	
FED 4165	SERVICE DES PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-ETIENNE	Elisabetta VIANELLO-FRECENON		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	

Label	Intitulé	Responsable	Organismes	Tutelles Établissements	Partenaires
<b>DS7 Sciences Sociales</b>					
UMR 5137	CENTRE DE RECHERCHES CRITIQUES SUR LE DROIT (CERCRID)	Mathieu DISANT	CNRS	<a href="#">U-Saint-Etienne</a> U-Lyon 2	
UMR 5283	CENTRE MAX WEBER (CMW)	Bruno MILLY	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne ENS Lyon	
UMR 5824	GROUPE D'ANALYSE ET DE THÉORIE ÉCONOMIQUE LYON-SAINT-ETIENNE (GATE L-SE)	Sonia PATY	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne ENS Lyon U-Lyon 1	
UMR 5206	TRIANGLE : ACTION, DISCOURS, PENSÉE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE	Renaud PAYRE	CNRS	<a href="#">ENS LYON</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne IEP Lyon	U-Lyon 3
EA 4161	CONCEPTION DE L'ACTION EN SITUATION (COACTIS)	Martine SEVILLE		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne	
FED 7273	MANAGEMENT ET ÉCONOMIE LYON SAINT-ETIENNE (MAELYSE)	Peter WIRTZ		<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Lyon 1 U-Saint-Etienne ENS Lyon EM Lyon	
<b>DS8 Sciences pour l'Ingénieur</b>					
UMR 5509	LABORATOIRE DE MÉCANIQUE DES FLUIDES ET D'ACOUSTIQUE (LMFA)	Philippe BLANC-BENON	CNRS	<a href="#">ECL</a> Lyon 1 INSA Lyon	U-Saint-Etienne
FR 3411	INGÉNIERIE LYON SAINT-ETIENNE (INGELYSE)	Michel LANCE	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC LYON / ENISE ENSM-SE	
FED 4092	CONSORTIUM LYON - SAINT-ETIENNE DE MICROSCOPIE	Karine MASENELLI-VARLOT		<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC LYON/ ENISE ENSM-SE/ ENS LYON	
<b>DS9 Sciences et technologies de l'information et de la communication</b>					
UMR 5516	LABORATOIRE HUBERT CURIE (LabHC)	Florent PIGEON	CNRS	<a href="#">U-Saint-Etienne</a> IOGS	
UMR 5220 U	CENTRE DE RECHERCHE EN ACQUISITION ET TRAITEMENT D'IMAGES POUR LA SANTE (CREATIS)	Olivier BEUF	CNRS INSERM	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne	
EA 3059	LABORATOIRE D'ANALYSE DES SIGNAUX ET DES PROCESSUS INDUSTRIELS (LASPI)	Mohammed EL BADAOU		<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles		Partenaires
			Organismes	Établissements	
DS10	Agronomie Ecologie Biodiversité				
FRE 3727	LABORATOIRE DES BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES APPLIQUÉES AUX PLANTES AROMATIQUES ET MÉDICINALES (LBVPAM)	Sylvie BAUDINO	CNRS	<a href="#">U-Saint-Etienne</a>	
UMR 5557	ECOLOGIE MICROBIENNE (LEM)	Yvan MOËNNE-LOCCOZ	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a>	U-Saint-Etienne

## **VOLET SPECIFIQUE**

### **ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON**

#### **I - Formation et vie étudiante**

- 1.3 Recrutement d'élèves et d'étudiants*
- 1.4 Politique de formation*
- 1.5 Vie étudiante*

#### **II- Recherche et valorisation**

- 2.1 Recherche*
- 2.2 Valorisation*

#### **III- International**

#### **V- Gouvernance et pilotage**

- 4.2 Pilotage et relations humaines*
- 4.3 Numérique et système d'information*
- 4.4 Mobilisation des ressources financières*
- 4.5 Patrimoine*

#### **Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'ENS de Lyon**

#### **Annexe financière**

#### **Indicateurs de performance**

#### **Annexe formation et recherche**

L'École normale supérieure de Lyon (ENS de Lyon) participe, au sein du réseau des écoles normales supérieures et de son écosystème académique, aux missions que lui confie la nation depuis la création de ces écoles :

- attirer vers le milieu académique les étudiants les plus brillants d'une classe d'âge,
- instruire ses élèves et étudiants au meilleur niveau de la connaissance (avec un parcours académique individualisé où la recherche occupe une place essentielle) et les préparer à être les acteurs académiques de l'espace européen,
- développer l'innovation en recherche et formation pour contribuer à la construction de la norme académique.

L'ENS de Lyon a connu depuis 2010 plusieurs évolutions structurelles, avec l'unification des anciennes écoles lettres et sciences, la création d'un institut interne sur l'éducation (IFÉ : Institut Français de l'Éducation) et la création de la bibliothèque inter-établissements Diderot de Lyon. Les laboratoires de l'ENS de Lyon, associés avec tous les organismes nationaux de recherche, au premier rang desquels le CNRS, sont reconnus internationalement, par l'impact de leur production scientifique, les invitations de leurs membres aux manifestations majeures et par les distinctions régulièrement attribuées à leurs chercheurs.

L'ENS de Lyon est membre de la ComUE de site Lyon - Saint-Etienne. Dans la construction de l'Université de Lyon, elle a vocation à être un partenaire tourné vers l'excellence académique, la formation à et par la recherche.

Les principales actions prévues dans le volet spécifique du contrat de site s'articulent autour des axes stratégiques suivants :

## **I- Formation et vie étudiante**

### **1.1 Recrutement d'élèves et d'étudiants**

- Poursuivre le recrutement d'élèves et étudiants au meilleur niveau (premier et second concours, sélection sur dossier en master). Le diplôme de l'ENS de Lyon distingue des parcours individualisés qui, au-delà de la qualité du seul cursus académique, attestent des compétences relevant de divers domaines : expérience à l'international, formation et certification en langues vivantes, compétences numériques, doubles diplômes, formations complémentaires, acquisition d'expérience professionnelle, productions scientifiques, productions artistiques, diffusion des savoirs, exercice de responsabilités associatives. Le plan d'étude annuel permet à l'étudiant de construire son parcours tout au long de sa scolarité à l'ENS de Lyon, en fonction de son projet professionnel.

- Propager les bonnes pratiques des classes passerelles au sein de l'Université de Lyon, et ainsi préparer un nombre croissant d'étudiants boursiers à réussir dans l'enseignement supérieur.

### **1.2 Politique de formation**

- Privilégier les approches multidisciplinaires et encourager les étudiants à suivre des formations mixtes en sciences exactes, lettres, sciences humaines et sociales.

- Collaborer avec les établissements du Collège des Hautes Études Lyon Sciences (encourager les étudiants en master à suivre un cours par an au sein d'un autre établissement et partager plusieurs MOOCs au sein du CHEL[s]).

- Développer la mise en place de doubles cursus/diplômes : double cursus bio-véto (VetAgro Sup - ENS de Lyon), Médecine-Sciences (Université Lyon 1 - ENS de Lyon), double cursus visant à former des ingénieurs-docteurs (Centrale Lyon - ENS de Lyon).

- Multiplier les interactions innovantes recherche/formation :

- Développer les laboratoires juniors en sciences exactes et expérimentales.
- Favoriser une implication accrue des chercheurs des organismes à l'enseignement.



- Créer un Learning Lab, carrefour de rencontre entre chercheurs, enseignants, formateurs, étudiants, ingénieurs et développeurs où l'échange et l'expérimentation sur les pratiques nouvelles permettent la mise en place de nouvelles politiques et s'investir dans la pédagogie pour l'Enseignement Supérieur (en s'appuyant également sur les compétences de l'IFÉ).
- Renforcer la formation des étudiants aux usages et transformations du numérique au travers des actions de ressources dédiées, dont le Centre d'Ingénierie Documentaire (CID) ou le Pôle Scientifique de Modélisation Numérique (PSMN).
- Améliorer l'appropriation par les enseignants de l'évaluation des enseignements.
- Généraliser les conseils de perfectionnement.

### **1.3 Vie étudiante**

- Créer une base de données et un site web pour constituer, développer et assurer le suivi d'un réseau d'Alumni.
- Ouvrir plus largement les manifestations culturelles au public.

*Jalon 1 Bilan de l'appropriation de l'évaluation des enseignements par les enseignants*

*Jalon 2 Systématisation des conseils de perfectionnement*

*Jalon 3 Point sur la progression de l'interdisciplinarité dans les formations*

*Jalon 4 Création d'un Learning Lab*

*Indicateur de performance I 2 –Evaluation du devenir des étudiants en classes préparatoires à l'enseignement supérieur*

*Indicateur de performance I 3 – Réussite des étudiants en M et en agrégation*

*Indicateur de performance I 4 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD*

## **II- Recherche et valorisation**

### **2.1 Recherche**

- Renforcer la détection et le soutien à de nouveaux sujets de recherche, notamment dans les questionnements multidisciplinaires pour lesquelles le spectre étendu de l'ENS de Lyon peut se révéler particulièrement pertinent :
  - la détermination de bilans globaux concernant les ressources de la Terre ;
  - les sciences de l'éducation, pour lesquelles la France accuse un retard important, et que l'établissement souhaite relancer pour atteindre un niveau international ;
  - les humanités numériques et l'analyse de données ;
  - les études de genre.
- Renforcer les interactions inter et multidisciplinaires, comme par exemple archéologie / sciences de la Terre, biologie / médecine, biologie / mathématiques, médecine / géochimie, mathématiques / sciences sociales, etc.
- Poursuivre dans tous les champs disciplinaires l'implication dans les fédérations de recherche et de formation, ainsi que l'insertion dans les Collèges Académiques de l'Université de Lyon qui coordonnent et structurent le développement académique dans leur domaine.

### **2.2 Valorisation**

- En vue d'accentuer les liens avec le secteur économique, consolider le réseau des anciens élèves en entreprise.
- Suivre les activités de la recherche et de sa valorisation par des indicateurs.

*Jalon 5 Développement de la recherche en éducation*  
*Jalon 6 Bilan du suivi du réseau d' alumni*

**Indicateur de performance I 1 –Articles publiés par les enseignants-chercheurs**

**III- International**

- Développer les séjours et stages à l'étranger des étudiants, l'attractivité de l'ENS de Lyon pour les étudiants étrangers, la mobilité internationale pour les enseignants-chercheurs (élaboration d'une procédure d'attribution de séjours sabbatiques notamment pour les enseignants-chercheurs juniors et pour des projets d'étude, de recherche, ou d'acquisition de compétences à l'étranger, ...) et les séjours à l'étranger pour le personnel administratif et technique.
- Développer des collaborations à un niveau « corporate » : au sein de l'Alliance Internationale de l'Université de Lyon.
- Accroître les liens avec les établissements ou réseaux d'établissements ayant des missions proches (par exemple, les ENS d'Afrique et d'Asie, le réseau RESCIF - Réseau d'Excellence des Sciences de l'Ingénieur de la Francophonie, ...) ou des configurations académiques très similaires (par exemple les Indian Institutes of Science Education and Research (IISER) d'Inde).

**IV Gouvernance et pilotage**

**4.1 Pilotage et relations humaines**

- Organiser des échanges réguliers et approfondis avec les utilisateurs, notamment dans l'évaluation (amont et aval) des procédures.
- Achever l'intégration de l'IFÉ dans l'ENS.
- Elaborer un schéma directeur des relations humaines avec une cartographie des emplois nécessaires à moyen terme à l'exercice des missions et une estimation des coûts afférents.
- Pour les recrutements de personnels enseignants-chercheurs, favoriser les curricula innovants et atypiques.

**4.2 Numérique et système d'information**

- Elaborer un schéma directeur du numérique.
- Arrêter les priorités sur les différents SI, à savoir : dans un premier temps, SI patrimoine, finance / comptabilité et scolarité, et en second lieu, les SI Recherche et RH. Le SI Décisionnel devra se nourrir de l'avancée des autres SI.
- Elaborer une programmation pluriannuelle des investissements en matière de SI.
- Développer la production de ressources, d'outils numériques et la diffusion des informations pour le soutien au développement des sites internet, dans une approche intégrée des enjeux numériques de l'établissement prenant en compte les activités de l'IFÉ.
- Bénéficier au mieux des connexions de site, au niveau de l'Université de Lyon en envisageant notamment comment la coordination, voire la mutualisation de plateformes à l'échelon local, permettront d'optimiser le service rendu.

**4.3 Mobilisation des ressources financières**

- Accroissement des ressources propres de l'établissement pour le développement en vue de contribuer plus efficacement aux missions fondamentales de l'ENS de Lyon, en formation, recherche et diffusion des savoirs.

#### **4.4 Patrimoine**

- Faire aboutir les objectifs en matière de mise à niveau et de rationalisation des surfaces occupées grâce aux opérations campus (le plan Campus aura aussi pour conséquence à terme une réorganisation et une professionnalisation de la direction du patrimoine de l'ENS qui devra être renforcée pour être en mesure de gérer le PPP et d'harmoniser les modalités de suivi des deux sites, Descartes et Monod).

*Jalon 7 Meilleure intégration de l'IFÉ dans l'organisation de l'école*

*Jalon 8 Elaboration et mise en œuvre d'un schéma directeur des relations humaines*

*Jalon 9 Elaboration et mise en œuvre d'un schéma directeur du numérique et constitution d'un SI global*

*Jalon 10 Programmation pluriannuelle des investissements en matière de SI*

*Jalon 11 Réorganisation et professionnalisation de la direction du patrimoine de l'ENS*

*Indicateur de performance I 5 – Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision*

*Indicateur de performance I 6 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public*

*Indicateur de performance I 7 – Pilotage financier*

*Indicateur de performance I 8 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers*

*Indicateur de performance I 9 – Taux d'occupation des locaux*

*Indicateur de performance I 10 – Evolution des surfaces immobilières*

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon**

Opérations	Année d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
FORMATION :					
1 Bilan de l'appropriation de l'évaluation des enseignements par les enseignants					
2 Systématisation des conseils de perfectionnement					
3 Point sur la progression de l'interdisciplinarité dans les formations					
4 Création d'un Learning Lab					
RECHERCHE ET VALORISATION					
5 Développement de la recherche en éducation					
6 Bilan du suivi du réseau d'alumni					
GOUVERNANCE -PILOTAGE :					
7 Meilleure intégration de l'IFÉ dans l'organisation de l'école					
8 Elaboration et mise en œuvre d'un schéma directeur des relations humaines					
9 Elaboration et mise en œuvre d'un schéma directeur du numérique et constitution d'un SI global					
10 Programmation pluriannuelle des investissements en matière de SI					
11 Réorganisation et professionnalisation de la direction du patrimoine de l'ENS					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### École Normale Supérieure de Lyon

- L'École Normale Supérieure de Lyon qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site de la ComUE «Université de Lyon» recevra chaque année, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat en distinguant les montants affectés à la masse salariale, les autres crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement.

- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.

- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- **Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'ENS de Lyon financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
École Normale Supérieure de Lyon	2016
Masse salariale	90 944 545 €
Fonctionnement	12 213 337 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>103 157 882 €</b>

- **Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020**, la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.



## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### FORMATION ET DE RECHERCHE

I 1 –Articles publiés par les enseignants-chercheurs

I 2 –Evaluation du devenir des étudiants en classes préparatoires à l'enseignement supérieur

I 3 – Réussite des étudiants en M et en agrégation

I 4 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD

### PILOTAGE

I 5 – Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision

I 6 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public

I 7 – Pilotage financier

I 8 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

I 9 – Taux d'occupation des locaux

I 10 – Evolution des surfaces immobilières

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

I 1	- ARTICLES PUBLIES PAR LES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS	ENS Lyon
-----	---	----------

Action	Publications de recherche
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international
<b>Description de l'indicateur</b>	
Unité de mesure	Nombre d'articles publiés par les Unités de recherche Nombre de publications citant une production de l'ENS de Lyon
Date de la mesure	31/12/N
<b>Élaboration et qualités de l'indicateur</b>	
Nature précise des données de base	-Nombre d'articles dans des revues à comité de lecture (ACL) de rang A, par an.
Source :	<i>Etablissement</i>

	2014	2015	Cible 2020
Volume global de publications sur l'école - dans les revues à comité de lecture de rang A	865	867	950
Nombre de publications citant une production de l'ENS de Lyon	22 658	22 599	25 000

**A compléter par l'établissement****Leviers d'action****Commentaires de l'établissement**

En matière de recherche, les unités sont mixtes avec les organismes et également partagées avec les établissements du Site. La performance ne peut se limiter à celle des seules enseignant-chercheurs de l'ENS de Lyon, dont la proportion est très variable d'une unité à l'autre. Nous proposons ainsi de compter par unité.



12	- EVALUATION DU DEVENIR DES ETUDIANTS EN CLASSES PREPARATOIRES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	ENS Lyon
----	---	----------

Action	Classe Préparatoire à l'Enseignement Supérieur
Objectif	Augmenter l'ouverture sociale à l'ENSL

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en Classes Préparatoires à l'Enseignement Supérieur

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Mise en place d'une évaluation sur le devenir des étudiants en classes préparatoires à l'enseignement supérieur à la sortie de la scolarité, et 3 ans après.
Source :	établissement
Mode de calcul	Différence entre le nombre d'inscrits et le nombre d'échecs pendant la scolarité (nombre de répondants à l'enquête /effectif contacté ) *100  Nombre de répondants à l'enquête (parmi les anciens étudiants de CPES) en poursuite d'études supérieures 3 ans après leur sortie

	2013-14	2014-15	Cible 2020
Effectifs d'étudiants inscrits en CPES	31	36	40
Effectifs d'étudiants sortant de CPES (différence entre le nombre d'inscrits et le nombre d'échecs pendant la scolarité)	31	36	40
Taux de réponse à l'enquête à leur sortie (nombre de répondants/effectif contacté *100)	68%	Taux de réponse de la promo 2014-15 (A leur sortie)  69 %	70
% de répondants à l'enquête (parmi les anciens étudiants de CPES) en poursuite d'études supérieures à leur sortie	89%	Promo 2013-14 :  94%	95
% de répondants à l'enquête (parmi les anciens étudiants de CPES) en poursuite d'études supérieures 3 ans après leur sortie	90%	Promo 2010-11  80%	90

## Leviers d'action

Augmenter les échanges et collaborations avec les lycées, notamment dans le cadre des parcours de Master FEADéP (Formation à l'Enseignement, l'Agrégation et au Développement Professionnel).

## Commentaires de l'établissement

I 3	REUSSITE DES ETUDIANTS EN M ET EN AGREGATION	ENS Lyon
-----	--	----------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en M et au diplôme de l'ENS

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscrits à l'École Hors master enseignement Taux de réussite aux diplômes de master Taux de réussite à l'agrégation
Source :	Etablissement
Mode de calcul	(nombre de diplômés de M2 / effectifs inscrits en M2 * 100) (nombre de réussites à l'agrégation / effectifs inscrits à la préparation à l'agrégation * 100)

*Demande dgesip : est-il envisageable de distinguer par grandes disciplines, en particulier pour l'agrégation ?*

Réussite des étudiants en Master et en Agrégation	Réalisation 2014-15				Cible 2020
<u>Niveau Master</u>	ALL	SHS	STS	Ensemble	
Nombre d'élèves, étudiants inscrits à un Master 2	105	129	199	433	
Nombre d'élèves, étudiants ayant réussi leur Master 2	97	99	185	381	
Taux de réussite au Master 2	92,4%	76,7%	93,0%	88,0%	90
<u>Agrégation</u>					
Nombre d'élèves, étudiants inscrits à l'agrégation	97	87	102	286	
Nombre d'élèves, étudiants ayant réussi l'agrégation	76	39	85	200	
Taux de réussite à l'agrégation	78,4%	44,8%	83,3%	69,9%	70

## Leviers d'action

Maintenir la qualité de recrutement et le suivi individualisé des étudiants, notamment grâce au plan d'études annuel du diplôme de l'ENS de Lyon.

## Commentaires de l'établissement

I 4	VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD	ENS Lyon
-----	--	----------

Action	Bibliothèques et documentation
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche par l'augmentation des horaires d'ouverture
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date et source de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Sont prises en compte dans le calcul de la cible les bibliothèques universitaires et les bibliothèques intégrées du SCD ou du SICD, et répondant également aux deux critères suivants : - ouvertes au moins 45 heures par semaine ; - dotées de plus de 100 places assises. Les bibliothèques non intégrées au SCD ou au SICD sont exclues du champ de la mesure.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Pourcentage d'augmentation globale de l'ouverture hebdomadaire dans l'ensemble des bibliothèques universitaires et intégrées répondant aux critères définis dans la rubrique « Champ de la mesure », entre l'année 2014 et l'année d'échéance du présent contrat. La moyenne est calculée sur la base des horaires en vigueur durant la plus grande partie de l'année pour chaque bibliothèque prise en compte dans le calcul. Les extensions ou réductions ponctuelles ne doivent donc pas être prises en compte dans ce calcul ; elles peuvent en revanche être signalées dans la partie Commentaires comme élément d'appréciation complémentaire.
Mode de calcul	Vd (valeur de départ) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année 2013, en nombre d'heures. Va (valeur d'arrivée) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année de l'échéance du contrat, en nombre d'heures. La cible correspond à la marge de progression réalisée, exprimée en pourcentage, et calculée de la manière suivante : $T = (Va - Vd) / Vd \times 100$

Compte tenu de sa situation propre et des orientations stratégiques définies pour le contrat quinquennal, l'Université se donne les objectifs suivants :

## A compléter par l'établissement

Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (Vd)	58h
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées à l'échéance du contrat (Va)	66h
Variation (Va-Vd)	+8h
Cible 2020 (%)	13%

## Précisions

L'indicateur est destiné à mesurer l'effort accompli par l'établissement pour améliorer l'accessibilité des ressources documentaires à son public. Le « Plan Renouveau des Bibliothèques » lancé en 2010 par le MENESR a souligné l'importance de l'extension des horaires dans la réalisation de cet objectif. Pour autant, l'histoire et les spécificités propres à chaque établissement peuvent impliquer des stratégies différenciées en la matière, telles que :

- privilégier une amélioration des services offerts par la bibliothèque à une augmentation des horaires (dans le cas, par exemple, d'une bibliothèque déjà très ouverte)
- maintenir le niveau d'ouverture hebdomadaire mais augmenter le nombre de jours d'ouverture dans l'année (périodes de vacances, notamment)
- concentrer les efforts sur un ou deux sites stratégiques en proposant une extension significative des horaires, ou au contraire, chercher à harmoniser les horaires des différentes sections du SCD.

Le contrat peut également être marqué par des regroupements de bibliothèques ou des fermetures temporaires de sites, voire des constructions de nouvelles bibliothèques, constituant autant d'éléments susceptibles de faire varier la politique poursuivie en matière d'horaires d'ouverture.

L'établissement est donc invité à donner en commentaires toutes les précisions ou compléments d'information qui lui paraîtraient utiles à une juste interprétation de la cible, notamment en ce qui concerne les bibliothèques restant à intégrer.

## Leviers d'action

## Commentaires de l'établissement

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

I 5	ENDORECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS / BILAN ET PRÉVISION	ENS Lyon
-----	---	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international et accroître le dynamisme des équipes de recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignants-chercheurs titulaires et stagiaires ; pourcentages
Date de la mesure	Recrutements avec affectation au cours de l'année civile considérée
Champ de la mesure	Toutes disciplines du Conseil national des universités (CNU) hors médecine et odontologie

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	<p>Pour les maîtres de conférences (MCF), le recrutement interne correspond d'abord aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou le titre jugé équivalent dans l'établissement mais ne comprend pas, dans le cas d'une mutation, le MCF titulaire exerçant précédemment dans l'établissement.</p> <p>Pour les professeurs des universités (PR), le recrutement interne recense seulement les personnes qui occupaient précédemment, en qualité de titulaire, un emploi de MCF dans l'établissement (les PR en première affectation après concours d'agrégation ne sont pas comptabilisés).</p>
Mode de calcul	Le numérateur dénombre les recrutements internes. Le dénominateur comprend tous types de concours d'enseignants-chercheurs titulaires.
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGRH

Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endorecrutement		2013	2014	2015	Données cumulées 2013, 2014, 2015	Cible 2020 (données cumulées sur la période contractuelle 2016-2020)
Maîtres de conférences	Effectifs*	0/6	0/1	0/4	0/11	
	%**	0%	0%	0%	0%	< 20%
Professeurs des universités	Effectifs*	0/2	3/4	0/1	3/7	
	%**	0%	75%	0%	43%	< 50 %

\* recrutement interne

\*\* 'recrutement interne / (recrutement total \*100)

## Leviers d'action

Mettre en place des campagnes de recrutement au fil de l'eau qui permettent d'attirer les meilleurs talents, et poursuivre les actions d'accompagnement des jeunes recrutés.

## Commentaires de l'établissement

16	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public	ENS Lyon
----	--	----------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 25. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 26. les recettes de la formation continue (7065) 27. la taxe d'apprentissage (7481) 28. les contrats et prestations de recherche 29. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 30. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 31. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 32. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 – 70681 – 70688 – 707 – 708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

	2014 (€)	2015 (€)	Cible 2020 (k€)
Droits d'inscription (1)	674 065,39	603 240,20	700
Formation continue (2)	95 062,51	135 967,51	250
Taxe d'apprentissage (3)	121 685,69	46 816,20	50
Contrats et prestations de recherche (4)			
ANR investissements d'avenir (74411)	504 779,68	792 519,34	800
ANR hors investissement d'avenir (74412)	2 051 839,70	2 075 530,68	2000
Hors ANR (704 – 705 – 7062 – 751)	376 789,41	311 624,28	400
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)			
Régions (7442)	996 063,93	826 719,89	900
Union européenne (7446)	2 429 628,95	2 110 994,59	2500
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)	4 473 299,77	4 273 691,09	4500
Dons et legs des fondations (6)			
Produits exceptionnels (7)	172 295,37	416 747,64	250
Autres ressources propres (8)	5 450 873,23	5 476 833,97	5500
Total	17 346 383,63	17 070 685,39	17 850

**Précisions** : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

## Leviers d'action

Renforcer l'aide au montage de projet, notamment en SHS.

## Commentaires de l'établissement

Deux parties de ce tableau sont très difficilement maîtrisables : ANR hors investissement d'avenir, et Régions.

Les données de l'Agence Comptable pour le total des dernières années sont : 2012 = 14 139 530 €, 2013 = 19 749 680 €, 2014 = 17 346 383 €; 2015 = 17 067 685 €. Ces chiffres pointent vers une diminution significative au cours des 3 dernières années, et des fluctuations notables de plus 5 M€ à moins 2 M€ sur une seule année. Le calcul d'une moyenne sur les 4 dernières années (si elle a un sens compte tenu des fluctuations très importantes) s'établit à 17,1 M€. La cible proposée est supérieure et table sur une croissance de près de 5% par rapport à 2015, en contraste avec la diminution des 3 dernières années.

I 7	PILOTAGE FINANCIER	ENS Lyon
-----	--------------------	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description des indicateurs

Unité de mesure	<p><b>Objectif I-1</b> (Sincérité des prévisions budgétaires) : <b>taux d'exécution</b> des prévisions de fonctionnement et d'investissement, exprimé en pourcentage.</p> <p><b>Autres objectifs</b> : réalisation de l'objectif mesurée à l'aide d'une cote.  0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi  1 = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel  2 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels</p>
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

## I - Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires par la mise en place d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/ Budget modifié).	Fonctionnement : 98.15% Investissement : 94.2%	Mise en place d'un dialogue de gestion Allocation des ressources au plus près des besoins et des capacités dès le début d'année qui permet une projection des dépenses plus rapide	Fonctionnement : 98% Investissement : 94%
2- Se doter d'outils permettant un suivi financier infra annuel, pour accompagner son effort de maîtrise des taux d'exécution, l'établissement devra se doter de tableaux de bord permettant le suivi infra annuel des principaux agrégats de gestion : résultat, CAF, variation du fonds de roulement...	0	Aucun outil fiable mis à disposition pour le mode transitoire GBCP Tout est fait manuellement sur Excel	1
3- Élaborer les annexes relatives aux opérations pluriannuelles (et notamment plan pluriannuel d'investissement).	1	Dans le cas où GFC Opérations est mis à disposition et permette des sorties automatiques des annexes	2
4- Se doter des outils de pilotage et de gestion de la masse salariale, la masse salariale devra faire l'objet d'un suivi particulier : tableaux prévisionnels et plan de suivi infra-annuel adaptés (l'écart entre le budget primitif approuvé et l'exécution finale devrait être comprise entre - 0.5 et +0.5%).	1		2

## II - Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Cible 2020
- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan à échéance 2020, après la fin des travaux du Plan Campus.	Perfectible – Réserves CAC	Lever les réserves

I 8	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGERS	ENS Lyon
-----	--	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>24. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>25. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>26. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>27. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>28. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>29. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	3	3
2-Le système d'information et les services numériques	3	3
3-Le numérique au service de la formation des étudiants	3	4
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	3	4
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	3	4
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	3	3

19	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	ENS Lyon
----	------------------------------	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U/S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles,  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)</p> <p><i>A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :</i></p> $\frac{(58\,195\,h / 66\,salles)}{1\,120\,h} \text{ soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées}$ <p><i>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ;</i></p> <p><i>Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\,m^2) + (79\% \times 5\,100\,m^2)}{8\,100\,m^2} = 73\%</math>.</i></p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71% en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements.  
Cible 2017 à 72%. (PLF 2015).

Occupation des locaux	Situation actuelle (2015)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	2 021	2	2 086.49	85%	100%
Salles banalisées	100 184	77	6 715.81	109%	109%
Total				103%	107%

## Leviers d'action

## Commentaires de l'établissement :

Les 3 sites sont recensés, le quota horaire de référence en 2015 est de 1190 h – Les amphis indiqués sont Descartes et Mérieux. Le déploiement du SI Patrimoine devrait conduire à une meilleure connaissance des surfaces réelles et du taux d'occupation de l'établissement. L'école a par ailleurs engagé la mise en place d'une gestion centralisée de réservation des salles.



I 10	MESURE DES EVOLUTIONS DE SURFACES IMMOBILIERES (solde en m²)	ENS Lyon
------	--	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Surfaces immobilières recensées dans l'enquête immobilière DGESIP

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Enquête immobilière de la DGESIP
Source	établissement
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

Années	Situation existante			Objectifs		
	Dénomination bâtiment	Situation domaniale	m² existants	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Situation initiale	Tous bâtiments établissement					
2016	Site Monod Site Descartes Buisson IGFL Condorcet Saint Fons IEA	Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Bail commercial Bail Convention d'utilisation en cours	60828 56823 3950 4479 1104 1776 1426  Total : 130386	1776 (fin de bail Saint Fons)	539,3 (construction chambre de culture-soute)	129149,3
2017	Site Monod Site Descartes Buisson IGFL Condorcet IEA	Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Bail commercial Convention d'utilisation	61367,3 56823 3950 4479 1104 1426  Total : 129149,3	433 (déconstruction serre-animalerie)		128716,3
2018	Site Monod Site Descartes Buisson IGFL Condorcet IEA	Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Bail commercial Convention d'utilisation	60934,3 56823 3950 4479 1104 1426  Total : 128716,3			128716,3
2019	Site Monod Site Descartes Buisson IGFL Condorcet IEA	Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Bail commercial Convention d'utilisation	60934,3 56823 3950 4479 1104 1426  Total : 128716,3	1104 (fin de bail Condorcet)	3245 (construction LR8) 315,46 (extension entre LR)	131172,76

2020	Site Monod Site Descartes Buisson IGFL IEA	Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation Convention d'utilisation	64494,76 56823 3950 4479 1426  Total : 131172,76			131172,76
soldes				3313	4099,76	
Evolution des m <sup>2</sup> à l'issue du contrat			131172,76	3313	4099,76	

Précisions :

Par m<sup>2</sup> libérés on entend les surfaces inutiles qui ne sont plus occupées par une activité de l'établissement, les surfaces remises aux domaines ou cédés, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou vouées à la démolition.

Les m<sup>2</sup> nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

Commentaires de l'établissement :

Les opérations immobilières initiées en 2016 dans le cadre de l'opération Campus vont, sur la durée du contrat, amener une rationalisation et une amélioration des conditions de travail dans les espaces administratifs, de formation et de recherche. Ces travaux vont de plus stabiliser les surfaces globales de l'école autour de 131 000 m<sup>2</sup> avec une amélioration de l'accessibilité, de la sécurité et de la performance énergétique sur les espaces administratifs, de formation et de recherche principalement, les résidences étudiantes ainsi que les restaurants n'étant que peu ou pas touchés par les travaux. L'ENS de Lyon a déjà engagé des études dans le cadre de son schéma directeur immobilier pour réhabiliter et restructurer la résidence et le restaurant du site Monod, ces études doivent désormais être relancées pour améliorer sensiblement la qualité de ces espaces.

Sur la durée du contrat l'ENS de Lyon se séparera des locaux pris en location grâce aux opérations immobilières précitées et à une refonte des espaces de stockages sur site ainsi, la fin de location du local Condorcet est calée sur l'achèvement des travaux du contrat de partenariat sur le site Monod soit en 2019 au plus tôt.

Pour mieux piloter son patrimoine immobilier l'ENS de Lyon se dote en 2016 d'un système d'information patrimonial et procède au recrutement d'un personnel dédié qui devra déployer cet outil et l'alimenter à compter de septembre. Cet outil sera de plus mis à disposition du groupement retenu dans le cadre du contrat de partenariat, groupement qui aura la charge de l'alimentation des données sur son périmètre.

Pour suivre au plus près ces grandes mutations immobilières la Direction du Patrimoine devra adapter ses métiers et finaliser une réorganisation entreprise début 2016, un recrutement est déjà en cours pour, dans un premier temps suivre certains travaux en cours et à terme prendre en charge le suivi du contrat de partenariat dans les domaines génie climatique – plomberie, postes sensibles compte tenu des objectifs performanciers fixés.

**VOLET SPÉCIFIQUE  
ENS DE LYON  
ANNEXES « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## Ecole normale supérieure de Lyon – FORMATION

## Annexe de l'arrêté du 23 mai 2016

Académie de LYON

Ecole normale supérieure de Lyon

L'établissement susvisé est accrédité à compter de l'année universitaire 2016-2017 en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

**Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160394 Arts de la scène et du spectacle vivant	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160395 Cinéma et audiovisuel	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160399 Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	SAINT-ETIENNE, LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160400 Lettres	SAINT-ETIENNE, LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160401 Mondes anciens	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160406 Analyse et politique économique	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160467 Etudes européennes et internationales	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160417 Monnaie, banque, finance, assurance	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160420 Sciences économiques et sociales	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021

**Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES****Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160467 Etudes européennes et internationales	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160427 Gestion de l'environnement	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 2, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160428 Gestion des territoires et développement local	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160429 Géomatique	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160469 Histoire de la philosophie	LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160430 Histoire	SAINT-ETIENNE, LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

20160433 Humanités numériques	ENSSIB LYON, LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160434 Information, communication	SAINT-ETIENNE, LYON 1, ENSSIB LYON, LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160401 Mondes anciens	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160441 Mondes médiévaux	LYON 2, LYON 3, CHAMBERY, EHESS PARIS	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160470 Philosophie	LYON 1, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160449 Science politique	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160450 Sciences cognitives	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160454 Sciences des religions et sociétés	LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160471 Sciences sociales	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160420 Sciences économiques et sociales	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160455 Sociologie	SAINT-ETIENNE, LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160458 Ville et environnements urbains	SAINT-ETIENNE, ENS ARCH ST ETIENNE, ENS ARCH LYON, ENTPE LYON, LYON 2, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

#### Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160472 Biologie	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160451 Didactique des sciences	LYON 1, MONTPELLIER	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160427 Gestion de l'environnement	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 2, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160459 Informatique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, LYON 1, LYON 2, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160466 Mathématiques appliquées, statistique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, LYON 1, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160468 Mathématiques et applications	SAINT-ETIENNE, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160474 Sciences de la Terre et des planètes, environnement	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160473 Sciences de la matière	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021

## Ecole normale supérieure de Lyon – RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles Organismes	Établissements	Partenaires
<b>DS1</b>	<b>Mathématiques</b>				
UMR 5669	UNITE DE MATHÉMATIQUES PURES ET APPLIQUÉES DE L'ENS DE LYON	Albert FATHI	CNRS	<a href="#">ENS LYON</a>	
FR 3490	FEDERATION DE RECHERCHE EN MATHÉMATIQUES RHONE-ALPES-AUVERGNE	Arnaud GUILLIN		<a href="#">U-Clermont-Ferrand 2</a> , Lyon 1 U- Saint-Etienne EC Lyon INSA Lyon U-Grenoble-Alpes	
<b>DS2</b>	<b>Physique</b>				
UMR 5672	LABORATOIRE DE PHYSIQUE DE L'ENS DE LYON	Thierry DAUXOIS	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 1	
FR 3127	FEDERATION DE RECHERCHE ANDRE MARIE AMPERE	Alfonso SAN MIGUEL		<a href="#">U-Lyon 1</a> EC Lyon INSA Lyon ENS Lyon	
<b>DS3</b>	<b>Sciences de la Terre et de l'Univers - Espace</b>				
UMR 5574	CENTRE DE RECHERCHE ASTROPHYSIQUE DE LYON (CRAL)	Laurence TRESSE	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> ENS Lyon	
UMR 5276	LABORATOIRE DE GEOLOGIE DE LYON : TERRE, PLANETES ET ENVIRONNEMENT (LGL-TPE)	Emanuela MATTIOLI	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> ENS Lyon	
<b>DS4</b>	<b>Chimie</b>				
UMR 5182	LABORATOIRE DE CHIMIE (LCH)	Chantal ANDRAUD	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 1	
UMR 5280	INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES (ISA)	Nathalie SCHILDKNECHT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , ENS Lyon	
FR 3023	INSTITUT DE CHIMIE DE LYON (ICL)	Bruno ANDRIOLETTI	CNRS IRSTEA	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne ENS Lyon INSA Lyon CPE Lyon	
<b>DS5</b>	<b>Biologie, Médecine, Santé</b>				
UM 148 UMR 5239 UMR_S 1210	LABORATOIRE DE BIOLOGIE ET MODELISATION DE LA CELLULE	Pierre JALINOT	CNRS INSERM	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 1	<i>Hospices Civils de Lyon</i> U Grenoble-Alpes
UMR 5242	INSTITUT DE GENOMIQUE FONCTIONNELLE DE LYON (IGFL)	Florence RUGGIERO	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 1	INRA

UM 144 UMR 5308 UMR_S 1111	CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN INFECTIOLOGIE (CIRI)	François-Loïc COSSET	CNRS INSERM Institut Pasteur	<a href="#">U-Lyon 1</a> ENS Lyon	
UMS 3444	BIOSCIENCES	Jacqueline MARVEL	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 1	INSERM

DS6 Sciences Humaines et Humanités					
UMR 5600	ENVIRONNEMENT VILLE SOCIÉTÉ (EVS)	Jean-Yves TOUSSAINT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne INSA Lyon ENSA Lyon ENS Lyon ENTPE ENSM-SE	
UMR 5062	INSTITUT D'ASIE ORIENTALE (IAO)	Béatrice JALUZOT	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 IEP LYON	
UMR 5189	HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES (HISOMA)	Véronique CHANKOWSKI	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon	
UMR 5317	INSTITUT D'HISTOIRE DES REPRÉSENTATIONS ET DES IDÉES DANS LES MODERNITÉS (IRHIM)	Oliver BARA	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne U-Clermont-2	
UMR 5190	LABORATOIRE DE RECHERCHE HISTORIQUE RHÔNE-ALPES (MODERNE ET CONTEMPORAINE) (LARHRA)	Bernard HOURS	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Grenoble ENS Lyon	
UMR 5648	HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE, LITTÉRATURE DES MONDES CHRÉTIENS ET MUSULMANS MÉDIÉVAUX (CIHAM)	Jean-Louis GAULIN	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Avignon ENS Lyon EHESS U-Lyon 3	
FRE 3768	INSTITUT DES SCIENCES DE L'HOMME (ISH)	Jean-Louis GAULIN (administrateur provisoire)	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon IEP Lyon	
UMR 5191	INTERACTIONS, CORPUS, APPRENTISSAGE, REPRÉSENTATIONS (ICAR)	Sandra TESTON- BONNARD	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> ENS Lyon	
EA 4634	CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES COMPAREES SUR LA CREATION	Eric DAYRE		<a href="#">ENS Lyon</a>	
FR 3621	SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES CULTURES ET SOCIÉTÉS NUMÉRIQUES (Agorantic) NB : sous réserve que la convention soit signée par l'ensemble des parties prenantes.	Eric TRIQUET Rachid ELAZOUZI	CNRS	<a href="#">U-Avignon</a> U-Lyon 2 U- Lyon 3 U-Aix Marseille (AMU) U-Nice Sofia Antipolis (UNS) EHESS ENS Lyon	

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles	Partenaires
			Organismes	Établissements
DS7 Sciences Sociales				
UMR 5206	TRIANGLE : ACTION, DISCOURS, PENSÉE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE	Renaud PAYRE	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne IEP Lyon
UMR 5283	CENTRE MAX WEBER (CMW)	Bruno MILLY	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> ENS Lyon U-Saint-Etienne
UMR 5824	GROUPE D'ANALYSE ET DE THÉORIE ÉCONOMIQUE LYON-SAINT-ETIENNE (GATE L-SE)	Sonia PATY	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Saint-Etienne ENS Lyon U-Lyon 1
FED 7273	MANAGEMENT ET ÉCONOMIE LYON SAINT-ETIENNE (MAELYSE)	Peter WIRTZ		<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2 U-Lyon 1 U-Saint-Etienne ENS Lyon EM Lyon
DS8 Sciences pour l'Ingénieur				
FED 4092	CONSORTIUM LYON-ST ETIENNE DE MICROSCOPIE (CLYM)	Karine MASENELLI-VARLOT		<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC LYON / ENISE ENSM-SE ENS LYON
DS9 Sciences et technologies de l'information et de la communication				
UMR 5668	LABORATOIRE DE L'INFORMATIQUE DU PARALLELISME (LIP)	Guillaume HANROT	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 1
FR 3403	FEDERATION LYONNAISE DE MODELISATION ET SCIENCES NUMERIQUES (FLMSN)	Marc BUFFAT		<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Lyon 2 ENS Lyon INSA Lyon ECL
DS10 Agronomie Ecologie Biodiversité				
UMR 5667	REPRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES PLANTES (RDP)	Teva VERNOUX	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 1
				INRA



## VOLET SPÉCIFIQUE

### ÉCOLE CENTRALE DE LYON (ECL)

#### **I- Renforcer l'excellence de l'offre, la diversification et l'attractivité des formations dans la compétition internationale**

##### ***I-1- Assurer une offre de formation sélective et compétitive adaptée au marché de l'emploi au plus haut niveau national et international***

- 1) Partager les formations, diversifier les publics étudiants et les recrutements sélectifs
- 2) Développer l'ouverture sociale et l'égalité des chances
- 3) Renforcer les relations internationales - Accentuer les flux entrants et sortants
- 4) Développer des projets d'innovation pédagogique, en lien avec les partenaires du site

##### ***I-2- Etoffer et intensifier les liens avec l'entreprise et la placer au cœur de la politique de formation et de recherche de l'école***

- 1) Développer la formation tout au long de la vie et la VAE
- 2) Assurer la promotion de l'entrepreneuriat
- 3) Amplifier la démarche d'insertion professionnelle

#### **II- Renforcer la recherche de haut niveau et l'identité de l'école dans la stratégie de site et la politique partenariale d'innovation, de valorisation et de transfert**

##### ***II-1- Consolider par la recherche le rayonnement et l'identité de l'école dans le cadre partenarial de l'Université de Lyon***

- 1) Renforcer l'incitation à la préparation du doctorat
- 2) Renforcer la politique scientifique et le pilotage de la recherche en lien avec les enjeux sociétaux actuels – Développer les émergences et accueillir les talents

##### ***II-2- Aider à la maturation de projets communs et au développement de services***

#### **III- Inscrire le projet de l'école dans une stratégie cohérente de rapprochements inter-établissements locaux et nationaux**

##### ***III-1- Favoriser les rapprochements au sein de la ComUE « Université de Lyon »***

- 1) Projet Centrale Lyon Technologies (CLT) ECL-ENISE : création d'une école de spécialité au sein de l'école centrale de Lyon
- 2) Collège des Hautes Etudes Lyon Science[s] (CHEL[S]) : ouverture scientifique et culturelle
- 3) Alliance Science & Business avec EMLYON

##### ***III-2- Favoriser les partenariats au sein de réseaux***

#### **IV- Renforcer l'ouverture, la mobilité et la visibilité à l'international / Faire du campus Lyon ouest un espace d'échanges, de coopération et de rencontres multiculturelles**

##### ***IV-1- Développer les potentialités d'accueil, d'intégration et de valorisation de la présence des étudiants et visiteurs étrangers***

*IV-2- Favoriser la communication, la démarche participative et créative autour des grands projets de formation de recherche et de valorisation de l'école*

*IV-3- Faire évoluer l'architecture de l'école et les ressources du numérique en vue d'une adaptation aux nouveaux usages*

**V- Engager la modernisation du management de l'établissement et intégrer les nouveaux enjeux économiques**

*V-1- Gestion financière et comptable : développer les ressources propres et optimiser leur utilisation, faire évoluer le modèle économique*

*V-2- Généralisation d'une démarche qualité formalisée et performante à tous les niveaux*

*V-3- Dispositifs d'accompagnement : patrimoine et schéma immobilier, système d'information, communication, politique documentaire*

*V-4- Management et ressources humaines*

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'Ecole centrale de Lyon**

**Annexe financière**

**Indicateurs de performance**

**Annexe formation et recherche**

Le volet spécifique de l'école centrale de Lyon (ECL) du contrat de site « Université de Lyon » 2016-2020 a pour objectif d'engager une politique volontariste autour des constats majeurs de mutations mondiales. Ces mutations induisent des changements profonds et rapides dans la plupart des grands secteurs de l'enseignement et de la recherche. L'ECL devra ainsi s'adapter à un nouveau contexte évolutif de compétition et de concurrence entre les établissements qui dépasse très largement le cadre national.

L'école devra, en premier lieu, trouver de nouvelles capacités de déploiement de son offre, compte tenu des possibilités accrues qui sont données aux étudiants de construire leur parcours à l'échelle internationale. Plus largement, l'ECL entend développer ses multiples atouts pour être attractive, par son modèle, par les nouvelles formes de pédagogie et d'échanges qu'elle promeut, par l'ouverture aux nouveaux métiers et aux connaissances qu'elle apporte, par ses capacités à s'impliquer dans les grands enjeux actuels, dans le cadre des politiques régionales, nationales et européennes, que viendra renforcer sa participation forte à la Communauté d'universités et établissements (ComUE) du site « Université de Lyon », en sa qualité d'établissement membre.

Le projet s'inscrit résolument dans une vision stratégique d'attractivité et de rayonnement international qui devrait à terme donner à l'école **une place de premier plan en Europe, dans les sciences, l'innovation et l'entrepreneuriat, au cœur de la compétition mondiale.**

L'ECL, à travers ses axes stratégiques, a la ferme volonté d'affirmer son identité, ses valeurs et sa marque et d'inscrire pleinement ses partenariats privilégiés nationaux et internationaux dans le cadre collaboratif de la ComUE Université de Lyon. Le projet s'attachera en particulier à déployer tous ses atouts pour faire de l'école un modèle universitaire européen ouvert et propre à hausser l'employabilité de ses diplômés et à attirer les talents autour de ses pôles d'excellence, dans les sciences fondamentales et les sciences de l'ingénierie, avec l'objectif d'une meilleure attractivité et d'un meilleur rayonnement.

## **I. Renforcer l'excellence de l'offre, la diversification et l'attractivité des formations dans la compétition internationale**

### ***I-1- Assurer une offre de formation sélective et compétitive adaptée au marché de l'emploi au plus haut niveau national et international***

Pour l'école, la mission première est d'assurer une politique de diversification cohérente de l'offre de formation. L'ECL a déjà en ce domaine l'expérience de la diversification : formation d'ingénieurs généralistes autour de filières et de métiers, cursus d'ingénieur en alternance, implication dans des masters et des écoles doctorales au sein de la ComUE, Programme IDEA avec EMLYON... Il s'agit ici d'accentuer cette diversification et de donner à l'offre de l'école sa pleine cohérence dans le système européen. Les prévisions de croissance des effectifs d'étudiants de l'école relèveront de la mise en œuvre de cette stratégie.

**1) Partager les formations, diversifier les publics étudiants et les recrutements sélectifs.** Il s'agit encore de d'ouvrir davantage les formations pour les rendre accessibles à divers publics d'étudiants. Cette stratégie devrait offrir à l'établissement de meilleures possibilités de construction de parcours partagés avec d'autres établissements universitaires (*voir partie III. 1*). Il s'agit essentiellement d'établir une plus visible adéquation entre les trois années de formation d'ingénieur et les années correspondantes du cursus universitaire. Des perspectives supplémentaires d'accroissement des flux d'étudiants entrants dans les formations diplômantes de l'école sont planifiées dans ce contexte. Des possibilités d'optimisation des coûts sont également attendues.

Au niveau du second cycle, l'objectif prioritaire est de mettre en cohérence la formation d'ingénieur et les formations de niveau Master, en instaurant des parcours conjugués.

**2) Développer l'ouverture sociale et l'égalité des chances.** L'école entend élever son niveau d'implication pour accroître en son sein l'égalité des chances et l'ouverture sociale, notamment par l'intensification de l'information sur les accès aux études supérieures et leur gratuité, en particulier à destination de l'enseignement secondaire. Différents instruments seront activés : actions de l'association « Ose les sciences », programme passeport d'avenir, parcours d'excellence, forum Métiers, actions de l'association « Elles bougent », journées Centrale pour l'égalité des droits des femmes, ateliers des « Cafés Ethiques » de l'ECL...

**Indicateur commun 1. Diversification de l'accès (boursiers et parité)**

**Indicateur spécifique 1. Diversification des voies de recrutement**

**3) Renforcer les relations internationales - Accentuer les flux entrants et sortants.** L'école souhaite en particulier rééquilibrer les flux d'étudiants, entrants et sortants, et les échanges à l'international, en général. L'accent sera mis sur la diversification des recrutements et l'augmentation en nombre des étudiants issus de pays anglophones et des pays tels que le Japon, le Brésil, l'Inde, la Chine, et certains pays d'Afrique et d'Europe de l'Est... Bon nombre d'initiatives : développement de cours en anglais, mobilités sortantes vers des destinations bien identifiées, etc. seront à replacer dans le cadre de réflexions de la ComUE, de politiques régionales, voire au niveau du Groupe des écoles centrales pour ce qui concerne l'implantation d'antennes ou d'écoles d'ingénieurs à l'étranger. Des perspectives de recrutements d'enseignants chercheurs étrangers de haut niveau sont aussi à attendre. Les politiques de conventionnement bilatéral entre l'école et les universités étrangères seront redéployées dans ce sens, avec l'objectif de créer de nouvelles formations partagées.

**Indicateur commun 2. Mobilité internationale (entrante et sortante)**

**Indicateur spécifique 3. Rayonnement international**

**4) Développer des projets d'innovation pédagogique, en lien avec les partenaires du site.** L'école dispose d'un acquis dans l'expérimentation de nouvelles méthodes pédagogiques, notamment via la plateforme IDEA. L'objectif sera de jouer un rôle de premier plan dans le développement de ces instruments, en particulier au sein du projet d'« Université du numérique » porté par la ComUE. Il s'agira de capitaliser l'expérience de l'école et d'installer des pratiques pédagogiques communes au sein de différents « LearningLabs » en réseau ainsi que d'apporter des solutions de soutien pédagogique et technique aux enseignants. Le projet vise aussi à concevoir des modules d'enseignement ouverts à l'extérieur. Il devrait enfin aboutir à la mise à disposition des étudiants d'espaces pour le travail collaboratif.

**Jalon 5 : Partage et diversification de l'offre, des publics étudiants et des recrutements sélectifs (2017)**

**Jalon 6 : Construction de la maquette du dispositif de formation, de l'offre pédagogique dans les trois spécialités : génie mécanique, génie civil, génie sensoriel (ECL-ENISE) (2017)**

**Jalon 9 : Développement et cohérence des accords internationaux en relations avec les partenaires locaux et nationaux (ComUE, GEC) (2017)**

## ***1-2- Étoffer et intensifier les liens avec l'entreprise et la placer au cœur de la politique de formation et de recherche de l'école***

L'objectif est aujourd'hui d'optimiser les relations de l'ECL avec l'entreprise et les acteurs socioéconomiques sur différents plans : enrichissement de l'offre de formation par l'intervention de personnalités qualifiées extérieures, développement de la culture entrepreneuriale, ouverture sur de nouveaux sujets de recherche, accroissement de la valorisation des résultats et du potentiel d'expertise, implication de personnalités dans les instances de l'établissement, etc.

**1) Développer la formation tout au long de la vie et la VAE.** Par son implication dans le projet stratégique de site de la ComUE, l'école aura la possibilité d'apporter son expérience et de s'impliquer dans le développement commun d'offres de formation continue et dans la VAE du site, en phase avec les grands enjeux socio-économiques. L'offre de la ComUE pourra ainsi s'appuyer sur des partenariats privilégiés de l'école qui permettront de déployer une offre concentrée sur des secteurs spécialisés et des secteurs de croissance. L'école prévoit aussi d'engager une réflexion en direction des PME et des sociétés de service. Le suivi des diplômés seniors en place dans les entreprises devrait contribuer au développement d'initiatives. L'ENISE sera associée à l'ECL pour le déploiement du projet de site de la ComUE et pour le déploiement des actions en directions des PME du bassin de Saint-Etienne.

**2) Assurer la promotion de l'entrepreneuriat.** Au-delà d'opérations-pilotes déjà engagées, l'école a la volonté d'ouvrir plus largement les étudiants à l'initiative et à l'épanouissement personnel dans l'environnement professionnel, qu'il s'agisse de perspectives de création-transmission d'entreprise ou de méthodes d'expression créative au sein d'une entreprise existante. Les premières expériences de l'école seront revisitées. L'école refonde en particulier son offre de parcours métier « ingénieur entrepreneur » de 3<sup>e</sup> année et accentue son effort de sensibilisation à la démarche d'entreprendre lors des projets d'étude de 1<sup>ère</sup> année. Elle stimulera le développement de projets en pré incubation et en incubation dans la scolarité des élèves ingénieurs. Elle assurera aussi un soutien à l'inscription des élèves sous statut d'élève entrepreneur et favorisera les projets de stage de 3<sup>e</sup> année ouvrant des perspectives de création de start-up.

**Indicateur spécifique 2. Promotion de l'entrepreneuriat**

**3) Amplifier la démarche d'insertion professionnelle.** L'école s'appuie sur une enquête d'insertion de ses diplômés. L'objectif est d'améliorer le regard des étudiants sur l'entreprise, petite ou grande. Des initiatives seront prises : développement de la culture de projet dans les cursus, organisation d'échanges et de séminaires avec des représentants d'entreprise, interventions du réseau des alumni pour mettre en valeur les perspectives de carrière en entreprise des ingénieurs et docteurs... L'expérience de l'école sera ouverte à tous les étudiants, du niveau master au doctorat, afin qu'ils se familiarisent davantage aux problématiques de l'entreprise, accentuent leurs possibilités de contact et améliorent ainsi leur niveau d'employabilité et leurs capacités d'insertion professionnelle.

*Jalon 7 : Développement de la formation continue et de l'apprentissage et refondation de la formation tout au long de la vie (au sein de la ComUE) (2018)*

*Indicateur commun 3. Insertion professionnelle*

## **II- Renforcer la recherche de haut niveau et l'identité de l'école dans la stratégie de site et la politique partenariale d'innovation, de valorisation et de transfert**

### ***II-1- Consolider par la recherche le rayonnement et l'identité de l'école dans le cadre partenarial de l'Université de Lyon***

L'ECL s'attachera à promouvoir l'excellence conjuguant la formation et de la recherche dans le cadre de la politique partenariale menée au niveau de la ComUE. Par la promotion de la production scientifique d'excellence, l'école prévoit de poursuivre son effort de publication de haut niveau dans les sciences fondamentales, dans les sciences de l'ingénierie et dans certaines disciplines des sciences de l'information et des sciences humaines et sociales.

La recherche restera l'instrument essentiel du développement de l'offre de formation de l'école (diplômes d'ingénieurs, masters, diplômes de spécialités, etc.) et de la politique de poursuite en doctorat promue par la ComUE.

**1) Renforcer l'incitation à la préparation du doctorat.** L'objectif de l'école est de porter le taux de poursuite en doctorat de ses ingénieurs à plus de 20% par promotion. Au regard de la mondialisation de l'emploi, le projet est d'ouvrir aux diplômés de plus grandes perspectives de carrière de haut niveau dans de nombreux pays en Europe ou à l'international. En complément, l'école a la volonté d'impliquer le doctorant dans les missions générales et dans les structures de formation et de recherche de l'école, ce qui fera des doctorants des acteurs responsables à part entière du développement de l'école. Un plan d'actions spécifique au doctorat mettra en œuvre les priorités inscrites pour la nouvelle période quinquennale.

*Indicateur commun 4. Part des étudiants poursuivant leurs études en doctorat*

**2) Renforcer la politique scientifique et le pilotage de la recherche en lien avec les enjeux sociétaux actuels – Développer les émergences et accueillir les talents.** L'école maintiendra son ouverture sur les grands défis sociétaux actuels : énergie propre, sûre et efficace, société de l'information et de la communication, aéronautique et espace, mobilité et systèmes urbains durables, nuisances et risques industriels, ingénierie de la santé, société innovante...

Les résultats de l'école dans sa participation aux Programmes Investissements d'Avenir (PIA), notamment le projet d>IDEX et son implication dans la ComUE replacent la stratégie de recherche sur de nouvelles bases. L'école a la ferme volonté de pérenniser ses engagements au-delà de 2020, au sein de la ComUE, et sur le Campus Lyon-Ouest.

Dans ce contexte, une nouvelle dynamique et une nouvelle expérience dans la conduite de grands projets devraient ainsi se faire jour, au-delà des contours actuels des unités de recherche. Ces élans devraient être porteurs d'attractivité de talents, d'émergences et de recompositions d'équipes autour de nouveaux enjeux scientifiques et technologiques.

**3) Renforcer les coopérations et les participations dans les implantations internationales.** L'école mettra en œuvre des moyens pour placer ses grands projets et équipements au cœur de sa stratégie de développement international. Elle continuera de s'appuyer sur ses partenaires et sur le CNRS pour alimenter ses relations : développement de laboratoires internationaux associés (LIA) ou d'unités mixtes

internationales (UMI), implantations d'établissements à l'étranger (dans le cadre du Groupe des Écoles Centrales, en particulier), implication dans les projets européens ERC et autres, activation de conventions avec des universités étrangères.

### *Indicateur spécifique 3. Rayonnement international*

#### **II-2- Aider à la maturation de projets communs et au développement de services**

L'école poursuivra son effort de développement de la recherche en direction des entreprises, en particulier, dans l'institut Carnot Ingénierie@Lyon et à travers ses structures de gestion. Elle ouvrira de nouvelles voies de transfert de compétences et de services afin de répondre à la demande de secteurs industriels. L'école devrait ainsi jouer un rôle moteur de structuration des sciences de l'ingénierie sur le site de Lyon-Saint-Etienne. Par ailleurs l'ECL confortera son portefeuille de brevets (107 aujourd'hui) et sa politique de création d'entreprises, en relation avec la SATT de Lyon.

#### *Jalon 8 : Renforcement du pilotage - Organisation et développement des activités de recherche et de valorisation au sein d'une direction unique (ECL-ENISE) (2018 et 2019)*

#### *Indicateur commun 5. Contrats de recherche passés avec les entreprises*

#### *Indicateur spécifique 4. Performance de la recherche*

### **III- Inscrire le projet de l'école dans une stratégie cohérente de rapprochements inter-établissements locaux et nationaux**

#### **III-1- Favoriser les rapprochements au sein de la ComUE « Université de Lyon »**

L'engagement très volontariste de l'école dans la ComUE conforte les partenariats naturels déjà établis avec les universités et au sein d'une alliance des écoles d'ingénieurs du site (AEILyS). L'ECL s'investira dans les grands projets structurants et les opérations indispensables de mutualisation. Elle attend en particulier une progression dans l'harmonisation et le partage d'offres de formation ainsi qu'un soutien dans la réalisation de projets très stratégiques déjà bien engagés. Les signatures de doubles diplômes et les co-accréditations de masters devraient s'intensifier.

**1) Projet Centrale Lyon Technologies (CLT) ECL-ENISE : création d'une école de spécialité au sein de l'école centrale de Lyon.** Le projet de rapprochement marque un engagement fort de l'école centrale de Lyon aux côtés de l'école nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne (ENISE). Il s'agit de construire ensemble un nouveau modèle de formation d'ingénieurs technologues spécialisés, portant des ambitions d'excellence en termes de recrutement des élèves, de consolidation des parcours et des débouchés, mais aussi de capacités de recherche et d'innovation technologique au service des entreprises. L'ambition est d'ouvrir davantage l'ECL généraliste aux formations spécialisées. Le projet sera focalisé sur les sciences et technologies du génie mécanique, du génie civil et du génie sensoriel. L'évolution des statuts des établissements devrait faire de l'ENISE, à terme, une école interne de « Centrale Lyon »<sup>11</sup>.

**2) Collège des Hautes Etudes Lyon Science[s] (CHEL[S]) : ouverture scientifique et culturelle.** Le collège a été créé à l'initiative de cinq établissements : l'ENS Lyon, VetAgro Sup, Sciences Po Lyon, le CNSMD Lyon et l'EC Lyon. L'ambition est de favoriser l'ouverture des étudiants à d'autres cultures et donc à d'autres parcours professionnels. Les perspectives de croisement des cultures et des cursus sont immenses. De nombreux chantiers ont déjà été ouverts et préfigurent de nouvelles approches pluriculturelles de l'enseignement et de la recherche. Le développement du collège devrait être à même de donner aux étudiants de nouvelles capacités d'adaptation et d'ouverture aux environnements complexes et aux besoins de créativité et de décision dans de nouveaux secteurs d'emploi. Les chantiers prioritaires concernent notamment le partage de modules d'enseignement, la création en commun de modules ouverts, la création de laboratoires juniors, le soutien à des initiatives communes des associations d'étudiants, l'ouverture de doubles diplômes ENS Lyon-ECL.

**3) Alliance Science & Business avec EMLYON.** Elle vise le rapprochement de deux cultures par diverses initiatives : développement de parcours de doubles diplômes, installation de formations sur l'entrepreneuriat et l'innovation, mise en place de nouveaux instruments pédagogiques (FabLab, LearningLab) fondés sur le

<sup>11</sup> Le projet CLT est décrit en détail dans le volet spécifique 2016–2020 de l'ENISE.



numérique et les techniques de communication, développement de voies communes de financement notamment à l'international. Les retours d'expérience sur les actions déjà engagées (Programme IDEA notamment) devraient contribuer à élargir la stratégie des deux Écoles et à donner au Campus Lyon Ouest une visibilité nouvelle.

### **III-2- Favoriser les partenariats au sein de réseaux**

L'école réaffirme son attachement profond au groupe des Écoles centrales et à sa marque. Les cinq écoles ont déjà montré leurs capacités de capitalisation autour des mêmes valeurs, d'une même marque, d'un même modèle de formation généraliste. De nombreuses actions de coordination et de mutualisation de moyens sont déjà bien en place. Le groupe a la volonté forte d'installer les écoles centrales dans une nouvelle alliance disposant notamment de capacités renforcées en matière d'ouverture internationale, d'implantations à l'étranger sur des zones-cibles bien identifiées (Pékin, Casablanca, Hyderabad, Ile Maurice, Brésil...), de perspectives d'ouverture sur les formations technologiques spécialisées et de développement de nouvelles méthodes pédagogiques.

*Jalon 1 : Trajectoire d'intégration de l'ENISE à l'ECL dans le cadre d'un établissement unique (CTL). Bilan de la démarche (2019)*

*Jalon 2 : Stratégie de développement des formations technologiques et du réseau associé au Groupe des écoles Centrales (GEC) – Application de la charte pédagogique commune du GEC (2017)*

*Jalon 3 : Synergies avec EMLYON (Alliance Science & Business) (2019)*

*Jalon 4 : Bilan des réalisations des Alliances AEILyS (écoles d'ingénieurs du site) et CHELS (2018)*

## **IV- Renforcer l'ouverture, la mobilité et la visibilité à l'international / Faire du campus Lyon-ouest un espace d'échanges, de coopération et de rencontres multiculturelles**

En appui à sa stratégie internationale, l'école favorisera le développement du projet ARCHIPEL visant à faire du site un espace d'échanges, de coopération et de rencontres multiculturelles entre les acteurs de l'école et avec l'extérieur.

ARCHIPEL contribuera notamment aux actions internationales déjà décrites précédemment :

- soutenir la mobilité entrante et sortante des étudiants, des doctorants et des personnels,
- développer des formations et doubles diplômes en lien avec d'autres universités européennes – élargir l'offre d'enseignement en anglais,
- encourager les cotutelles de thèse,
- favoriser l'accueil de professeurs et chercheurs étrangers.

De façon générale, ARCHIPEL devra contribuer à l'expression de la dynamique collective des populations de l'école.

### **IV-1- Développer les potentialités d'accueil, d'intégration et de valorisation de la présence des étudiants et visiteurs étrangers.**

Il s'agit de créer les conditions favorables d'accueil, d'intégration des visiteurs étrangers (étudiants et professionnels) et de valorisation de leur présence au sein de l'établissement, d'organisation d'événements et de conférences à rayonnement international, d'apprentissage collectif. Chacun devrait ainsi trouver des possibilités nouvelles d'expression, de partage de cultures et de connaissances, de vie associative, de responsabilité éthique et sociale, d'esprit d'entreprendre, en s'appuyant notamment sur les nouvelles technologies du numérique.

#### **Indicateur spécifique 3. Rayonnement international**

### **IV-2- Favoriser la communication, la démarche participative et créative autour des grands projets de formation de recherche et de valorisation de l'école.**

ARCHIPEL aura vocation à s'ouvrir à d'autres établissements de l'Ouest lyonnais pour favoriser les interactions et en particulier contribuer au déploiement et à la dissémination des résultats des travaux en communs. Il facilitera le développement des projets partenariaux déjà évoqués : CHEL[s], Centrale Lyon Technologies (CLT), projets du PIA, Alliance AEILyS, Institut Carnot... Cet espace, véritable vitrine en matière d'innovations technologiques et de services, permettra de promouvoir les réalisations de l'école dans tous ses domaines d'activité.

### **IV-3- Faire évoluer l'architecture de l'école et les ressources du numérique en vue d'une adaptation aux nouveaux usages.**

Sans étendre sa surface bâtie, l'école souhaite à travers ce projet adapter son architecture des années 1960 à l'esprit des campus actuels, ouverts et conviviaux, avec des lieux de rencontres, d'échanges, de soutien au travail en groupe et à la créativité. ARCHIPEL sera un levier pour moderniser l'ensemble du campus et renouveler les usages en matière de pédagogie et de recherche.

*Jalon 10 : Mise en place du projet ARCHIPEL (Campus Lyon Ouest). Mobilité entrante et sortante, accueil des étudiants et visiteurs étrangers (2018)*

## **V- Engager la modernisation du management de l'établissement et intégrer les nouveaux enjeux économiques**

Les enjeux futurs de la compétition internationale et les contraintes économiques incitent aussi l'école à accentuer l'adaptation de son modèle institutionnel de management et de financement.

### **V-1- Gestion financière et comptable : développer les ressources propres et optimiser leur utilisation, faire évoluer le modèle économique.**

La politique engagée de diversification des ressources sera poursuivie et intensifiée, y compris par le biais de ses fonds de dotation en France et à l'étranger. Des instruments susceptibles de soutenir la dynamique de l'école dans toutes ses composantes de formation et de recherche seront développés. La nouvelle séquence quinquennale sera à cet égard décisive. Afin de préparer et préfigurer les évolutions à engager sur le long terme, dans une perspective de gestion et de maîtrise des risques en regard des grands projets en cours, l'établissement développera des outils de prévision et d'aide à la décision afin de maintenir les équilibres et la soutenabilité de son modèle économique.

*Indicateur commun 6. Développement des ressources propres (Hors subventions pour charges de service public)*

### **V-2- Généralisation d'une démarche qualité formalisée et performante à tous les niveaux.**

Des actions sont déjà en cours. Il conviendra de trouver les voies de la mobilisation collective des personnels et des services sur différents plans : pilotage de la maîtrise des risques, management des formations, garantie de la performance scientifique, information du public... L'école continuera à progresser dans la mise en œuvre des dispositifs d'autoévaluation et dans la sensibilisation des personnels aux impératifs de mutualisation et de minimisation des coûts. Il s'agira aussi d'assurer la professionnalisation des personnels et l'efficacité des processus. L'évaluation de ces processus par les usagers sera mise en place dans un but d'amélioration continue. La diffusion régulière des tableaux de bord et des indicateurs de mesure de la performance permettra de mobiliser davantage les acteurs.

*Jalon 15 : Diffusion et généralisation d'une démarche qualité généralisée et performante (développement d'outils d'aide au pilotage) (2018)*

*Indicateur spécifique 5. Qualité du pilotage*

### **V-3- Dispositifs d'accompagnement : patrimoine et schéma immobilier, système d'information, communication, politique documentaire.**

Les grands projets de l'école dans un contexte fort d'ouverture partenariale et d'implication dans la COMUE donneront lieu à un suivi continu des mesures de préservation et d'amélioration du patrimoine immobilier. Par ailleurs l'école revisitera le pilotage de ses systèmes d'information (SI). L'augmentation des performances des SI sera mise à profit pour le renforcement des nouveaux usages du numérique et de la sécurité de la propriété intellectuelle. Les schémas directeurs relatifs à ces sujets seront revisités et formalisés en conséquence. L'école renforcera le rôle central de l'information et de la communication, tant interne qu'externe, pour une meilleure visibilité de ses pôles d'excellence et de ses capacités d'accueil. La politique documentaire sera développée en concertation avec les partenaires.

*Jalon 11 : Mise en place de politiques communes au sein de directions uniques pour la communication et l'international (ECL-ENISE) (2017)*



*Jalon 12 : Compatibilité des systèmes d'information pour une mutualisation des services numériques (ECL-ENISE) (2018)*

*Jalon 13 : Renforcement de la gouvernance (pilotage de la politique documentaire, gestion de la scolarité, pilotage de la stratégie numérique) (2018)*

*Jalon 14 : Renforcement de la sécurité de la propriété intellectuelle (mise en place d'une politique de sécurité des infrastructures réseau) (2018)*

*Jalon 17 : Programme pluriannuel d'investissement immobilier (état des réalisations) (2018)*

**Indicateur commun 7. Taux d'occupation des locaux**

**Indicateur spécifique 6. Qualité de la gestion immobilière**

#### **V-4- Management et ressources humaines.**

L'école prévoit de conduire une politique forte de ressources humaines et d'optimisation de l'environnement de travail, dans une préoccupation de pleine adhésion des personnels et étudiants. Le projet s'accompagne de la mise en place d'un dispositif d'aide à la gestion prévisionnelle des ressources humaines.

L'école entend rester attractive pour ses personnels. Le niveau d'attractivité pourra se mesurer au nombre de candidatures reçues par poste publié, que ce soit pour les enseignants-chercheurs ou pour les personnels BIATSS et par le taux de mobilité qui repose essentiellement sur le nombre de départs à la retraite.

Par ailleurs, l'école accentuera son effort en faveur de la formation des personnels. Le plan de formation continuera à privilégier la professionnalisation des personnels, avec des formations concentrées sur cinq grands thèmes : langues étrangères, hygiène et sécurité, bureautique et applications informatiques, formations métiers, préparation aux examens et concours.

L'établissement veillera en outre à appliquer la charte sur la mixité dans laquelle elle s'engage à promouvoir l'égalité professionnelle.

*Jalon 16 : Qualité de vie au travail et prévention des risques psychosociaux (politique d'optimisation de l'environnement de travail) (2017)*

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'Ecole centrale de Lyon (ECL)**

Opérations	Année d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>STRATEGIE DE RAPPROCHEMENT ET SYNERGIES PARTENARIALES</b>					
1- Trajectoire d'intégration de l'ENISE à l'ECL dans le cadre de la création d'un établissement unique (Centrale Lyon Technologies). Bilan de la démarche					
2- Stratégie de développement des formations technologiques et du réseau associé au Groupe des Ecoles Centrales (GEC) – Application de la charte pédagogique commune du GEC					
3- Synergies avec EMLYON (Alliance Science & Business)					
4- Bilan des réalisations des Alliances AEILyS (écoles d'ingénieurs du site) et CHELS					
<b>FORMATION INITIALE ET CONTINUE, INSERTION PROFESSIONNELLE</b>					
5- Partage et diversification de l'offre, des publics étudiants et des recrutements sélectifs					
6- Construction de la maquette du dispositif de formation et de l'offre pédagogique dans les trois spécialités : génie mécanique, génie civil, génie sensoriel (ECL-ENISE)					
7- Développement de la formation continue et de l'apprentissage et refondation de la formation tout au long de la vie (au sein de la ComUE)					
<b>RECHERCHE, INNOVATION, VALORISATION SCIENTIFIQUE ET TRANSFERTS TECHNOLOGIQUES</b>					
8- Renforcement du pilotage - Organisation et développement des activités de recherche et de valorisation au sein d'une direction unique (ECL-ENISE)					
<b>RELATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES</b>					
9- Développement et cohérence des accords internationaux en relation avec les partenaires locaux et nationaux (ComUE, GEC)					
10- Mise en place du projet ARCHIPEL (Campus Lyon Ouest). Mobilité entrante et sortante, accueil des étudiants et visiteurs étrangers					
<b>GOVERNANCE ET PILOTAGE</b>					
11- Mise en place de politiques communes au sein de directions uniques, en particulier pour l'international et la communication (ECL-ENISE)					
12- Compatibilité des systèmes d'information pour une mutualisation des services numériques (ECL-ENISE)					
13- Renforcement de la gouvernance (pilotage de la politique documentaire, gestion de la scolarité, pilotage de la stratégie numérique)					
14- Renforcement de la sécurité de la propriété intellectuelle (mise en place d'une politique de sécurité des infrastructures réseau)					
15- Diffusion et généralisation d'une démarche qualité généralisée et performante (développement d'outils d'aide au pilotage)					
16- Qualité de vie au travail et prévention des risques psychosociaux (politique d'optimisation de l'environnement de travail)					
17- Programme pluriannuel d'investissement immobilier (état des réalisations)					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### Ecole centrale de Lyon

- **L'École centrale de Lyon (ECL) qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site Université de Lyon (UdL)** recevra chaque année, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat en distinguant les montants affectés à la masse salariale, les autres crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement.

- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.

- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- **Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'ECL financée par le programme 150 "Formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «Vie étudiante», est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
Ecole centrale de Lyon	2016
Masse salariale	21 725 251 €
Fonctionnement	2 935 491 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>24 660 742 €</b>

- **Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020**, la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.



## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### *Indicateurs communs*

FORMATION ET DE RECHERCHE
IC 1 – Diversification de l'accès (boursiers et parité)
IC 2 – Mobilité internationale (entrante et sortante)
IC 3 – Insertion Professionnelle
IC 4 – Part des étudiants diplômés poursuivant leurs études en doctorat
IC 5 – Contrats de recherche passés avec les entreprises
PILOTAGE
IC 6 - Développement des ressources propres (hors subventions pour charges de service public)
IC 7 -Taux d'occupation des locaux

### *Indicateurs spécifiques*

IS 1 – Diversification des voies de recrutement
IS 2 – Promotion de l'entrepreneuriat
IS 3 - Rayonnement international
IS 4 – Performance de la recherche
IS 5 – Qualité du pilotage
IS 6 - Qualité du pilotage en matière de gestion immobilière

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

IC1	DIVERSIFICATION DE L'ACCES : POIDS RELATIF DES BOURSIERS SUR CRITÈRES SOCIAUX ET PROMOTION DE LA PARITÉ FEMME / HOMME	Ecole centrale de Lyon
-----	---	------------------------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## 1-1 Poids relatif des boursiers sur critères sociaux

Action	Formation initiale et continue de niveaux licence et master (P150, 1 et 2) ; aides directes (P231, 1)
Objectif	Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales (programme 231)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires précédant la première année du contrat (2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015)
Champ de la mesure	Élèves inscrits en filière ingénieur uniquement, quelle que soit la durée du cursus dans la filière, hors apprentissage. Sont donc exclus du champ les étudiants des classes préparatoires non intégrées au cursus, des masters et autres diplômes.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscriptions principales dans les écoles sous tutelle du MENESR, hors apprentissage. Les étudiants inscrits en école, exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire, sont exclus du champ. La notion de boursiers sur critères sociaux trouve son origine dans l'article L 821-1 du code de l'éducation et est définie conformément à la circulaire n° 2012-0012 du 22-6-2012 fixant les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite et à la mobilité internationale pour l'année 2012-2013. Ce texte établit les conditions de ressources, d'âge, de diplôme, de nationalité et d'inscription dans l'enseignement supérieur requises pour l'attribution d'une bourse.
Source	MENESR - SIES
Mode de calcul	Nombre d'étudiants de la filière ingénieur boursiers sur critères sociaux / effectif total en filière ingénieur (hors apprentissage)*100.

## Données de l'établissement

	Nombre de boursiers sur critères sociaux (BCS)	Nombre total d'inscrits (hors apprentissage)	% de boursiers
2012-2013	253	1293	19,5%
2013-2014	231	1348	17,1%
2014-2015	202	1388	17,8%
<b>Cible 2020</b>			<b>25</b>

**Leviers d'action :** L'école s'attachera à participer à la démocratisation des accès aux études supérieures en intensifiant ses actions à destination de l'enseignement secondaire (association Ose les Sciences avec le collège Schoelcher de Lyon Duchère, Programme Passeport Avenir, promotion des parcours d'excellence,...). La promotion de l'enseignement supérieur n'aura pas forcément de retombées directes pour l'ECL mais profitera à la collectivité. Le projet de l'établissement s'attachera à diversifier ses recrutements, notamment au niveau master, ce qui fera progresser le taux de boursiers accueillis au sein de l'école.

## Commentaires de l'établissement

L'ECL recrute ses élèves ingénieurs principalement après les CPGE. L'école n'a donc pas de leviers d'action directs sur ce vivier en ce qui concerne la filière ingénieur sous statut d'étudiant. Le projet de l'ECL « Centrale Lyon Technologies » construit avec l'ENISE contribuera à la démocratisation de l'enseignement supérieur à travers un nouveau modèle de formation d'ingénieurs spécialisés à recrutement post Bac.

## 1-2 Promotion de la parité hommes et des femmes en % sur l'effectif total

Action	Formation initiale et continue
Objectif	Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales (programme 231)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires précédant la première année du contrat (2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015)
Champ de la mesure	Élèves inscrits en filière ingénieur uniquement.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscriptions principales dans les 39 écoles sous tutelle du MENESR. Les étudiants inscrits en école, exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire, sont exclus du champ.
Source :	MENESR - SIES
Mode de calcul	Part d'hommes et de femmes, en pourcentage de l'effectif total

## Données de l'établissement

Taux	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Hommes (%)	75,6	76,0	76,7	70%
Femmes (%)	24,4	24,0	23,3	30%
Total	100%			

## Données nationales (écoles sous tutelle MENESR)

Taux	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Hommes (%)	74,4	74,2	73,0
Femmes (%)	25,6	25,8	27,0
Total	100%		

**Leviers d'action :** actions d'information dans les collèges et les lycées, participation à des forums Métiers, relais des actions de l'association « Elles bougent », Journée Centrale pour l'égalité des droits des femmes et des hommes (ateliers, débats, conférences), conférences dans le cadre des Cafés Ethiques sur le thème.

**Commentaires de l'établissement :** L'ECL recrute ses élèves ingénieurs principalement après les CPGE. L'école n'a donc pas de leviers d'action directs sur ce vivier en ce qui concerne la filière ingénieur sous statut d'étudiant pour faire progresser le ratio. Les actions de promotion de la mixité dans les filières ingénieurs bénéficieront à l'ensemble de la collectivité.

IC2	MOBILITÉ INTERNATIONALE	Ecole centrale de Lyon
-----	-------------------------	------------------------

Action	Formation initiale et continue de niveau master
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements (P150, objectif 5)

### 2-1 Mobilité entrante en filière ingénieurs, part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger

#### Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Tout inscrit (inscriptions principales) en filière ingénieur uniquement. Les étudiants inscrits en école exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire sont exclus du champ.

#### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Les étudiants étrangers concernés sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires étranger ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les étrangers titulaires d'un baccalauréat français sont exclus du champ.
Source	MENESR - SIES
Mode de calcul	Nombre d'étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger / nombre total d'inscrits*100

	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Nombre d'inscrits étrangers titulaires d'un diplôme étranger	141		
<i>Dont Union européenne</i>	37	47	
Nombre total d'inscrits	1 293	1 348	1550
Taux	10,9%	11,7%	15%

Leviers d'action : internationalisation des enseignements (voir IS rayonnement international),

Commentaires de l'établissement : L'attractivité internationale est au cœur du projet quinquennal de l'ECL. Les indicateurs spécifiques élargissent le champ de la mesure car les actions viseront tous les cursus et également le recrutement des enseignants-chercheurs et chercheurs.

### 2-2 Mobilité sortante, part des diplômés ayant suivi au moins 6 mois de stage ou de formation universitaire dans un pays étranger pendant leur cursus

#### Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés de l'année n
Champ de la mesure	Tout diplômé de filières ingénieurs

#### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	La durée de référence est de 6 mois, consécutifs ou non
Source	MENESR - SIES
Mode de calcul	Nombre de diplômés de la filière ingénieur ayant suivi au moins 6 mois de stage ou de formation dans un pays étranger pendant leur cursus / nombre total de diplômés de la filière ingénieur *100

Précision : Les sources sont encore fragiles sur les questions de mobilité sortante (collecte des informations nécessaires très récente). La situation devrait toutefois se normaliser au cours des prochaines années.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante (%)			40%	40%
Pour mémoire : part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante d'au moins 3 mois (%)			90%	

Leviers d'action : Dans un premier temps, l'indicateur sera construit pour répondre à l'indicateur préconisé par la DGESIP car les données disponibles ne comptabilisent que la durée la plus importante et non le cumul des mobilités sortantes (modèle SISE). Une réflexion globale sera engagée sur l'allongement de la durée obligatoire de mobilité sortante car il aurait un impact sur l'organisation actuelle du cursus mais aussi des incidences structurelles sur la vie du campus.

Commentaires de l'établissement : la mobilité sortante est obligatoire dans le cursus ingénieur, elle est fixée à au moins 3 mois. On constate que cette mobilité est généralement plus longue (40% supérieure ou égale à 6 mois). Les diplômés étrangers sont exclus du périmètre, considérant que leur mobilité est de fait, effectuée.

En cas de décision d'allongement de la durée obligatoire de mobilité sortante, les premiers effets ne pourraient être mesurés qu'à partir de 2020 (mobilité de la promo 2018), l'ECL devant obtenir un avis favorable de la CTI avant toute mise en place de réforme du contenu ou de la structure de ses formations d'ingénieur.



IC 3	INSERTION PROFESSIONNELLE	Ecole centrale de Lyon
------	---------------------------	------------------------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Résultats diplômés à 2 et 6 mois après le diplôme obtenu
Champ de la mesure	Élèves du cycle ingénieur inscrits dans l'école
Source :	établissement
Mode de calcul	<p><b>Nombre de diplômés</b> : nombre total de diplômés de la filière ingénieur</p> <p><b>Nombre de diplômés</b> répondant au champ de l'indicateur = nombre total de diplômés de la filière ingénieur – (nombre de diplômés étrangers + nombre de diplômés poursuivant des études)</p> <p><b>Taux de réponse</b> : nombre de questionnaires respectant le champ de l'enquête qui permettent de connaître la situation du diplômé rapporté au nombre total de diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête exploitables émanant de diplômés vérifiant les critères de l'enquête et présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p><b>Taux d'insertion</b> est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p>

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Effectifs de diplômés répondant à l'enquête
Mode de calcul	effectifs des diplômés insérés à la sortie de l'établissement / effectif des diplômés enquêtés

Résultat position à 2 mois	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Cible 2020
Nombre de diplômés	300	275	321	
Nombre de diplômés répondant aux critères	253	235	269	
Taux de réponse	56.5%	58.7%	75.8%	
Taux d'insertion (CDD+CDI) à 2 mois	77.1%	75.6%	74.3%	75%
Part des diplômés insérés en CDD	9.1	15.6	11	
Part des diplômés insérés en CDI	83	75.3	85.7	
Salaires moyen (€)	38 009	37 514	38 957	

Résultat position à 6 mois	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Cible 2020
Nombre de diplômés	300	275	321	
Nombre de diplômés répondant aux critères	253	235	269	
Taux de réponse	56.5%	58.7%	75.8%	
Taux d'insertion à 6 mois	97.99	97.8	96	98 %
Part des diplômés insérés en CDD	9.1	15.6	11	
Part des diplômés insérés en CDI	83	75.3	85.7	
Salaires moyen (€)	38 009	37 514	38 957	

**Leviers d'action** : l'ambition de l'ECL sera de maintenir le bon taux d'insertion professionnelle de ses diplômés à la sortie de l'école. L'attention portera principalement sur la nouvelle population que représente les ingénieurs de la filière en apprentissage, diplômés depuis 2015 seulement (formation accréditée en 2012).

## Commentaires de l'établissement

Le développement de la filière en apprentissage est par ailleurs dans les priorités du projet « Centrale Lyon Technologies » avec l'ENISE.

IC 4	PART DES ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS POURSUIVANT LEURS ÉTUDES EN DOCTORAT	Ecole centrale de Lyon
------	--	------------------------

Action	Formation initiale et continue
Objectifs	Répondre aux besoins de qualifications supérieures ; développer le dynamisme et la réactivité de la recherche universitaire ; contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale par le transfert et la valorisation des résultats de la recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date et source de la mesure	Année universitaire n+1, pour les diplômés de l'année universitaire n. Source : établissement
Champ de la mesure	Diplômés de l'année n de la filière ingénieur

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Tout diplômé de l'année universitaire n inscrit en doctorat pour l'année universitaire n+1, quel que soit son statut (en contrat doctoral, en CIFRE, salarié CDI ou CDD, sans emploi rémunéré, etc.) et l'établissement de son inscription doctorale.  L'expression n+1 désigne des années universitaires. (Par exemple, si n est l'année 2012, 2011-2012 est l'année universitaire n-1/n et 2012-2013 l'année universitaire n/n+1)
Mode de calcul	Nombre d'ingénieurs diplômés de l'année n inscrits en doctorat pour l'année universitaire n+1 / nombre total d'ingénieurs diplômés de l'année n*100
Source	MENESR - SIES

	2012-2013 (diplômés 2012)	2013-2014 (diplômés 2013)	2014-2015 (diplômés 2014)	Cible 2020 (diplômés 2019)
Nombre d'ingénieurs diplômés inscrits en doctorat	42	39	45	
Nombre total de diplômés	300	275	321	
Taux	14%	14%	14%	20 %

**Leviers d'action :** L'ECL s'est engagée dans la promotion du doctorat auprès de ses élèves depuis 2011. Les actions engagées seront poursuivies et intensifiées (Projet Recherche, Journée des doctorants,...). Le réseau des Alumni sera un outil pour mettre en valeur les carrières des ingénieurs-docteurs notamment à l'international.

**Commentaires de l'établissement :**

Des enquêtes sur le devenir des promotions 1991 et 2001 ont montré un taux plus élevé de docteurs parmi les diplômés, ceux-ci s'étant décidé plus d'un an après leur sortie d'école à faire une thèse. Les témoignages précisent les motivations de ces nouveaux docteurs-ingénieurs :

- Nécessité de faire mûrir le projet pendant une année sabbatique ;
- Volonté d'accéder au marché international de l'emploi après une première expérience professionnelle ;
- Recherche d'une expertise et d'une méthode d'analyse avérée, qui pourra être valorisée dans l'entreprise actuelle (dispositif d'« executive doctorate » proposé par l'ECL en formation continue)

Forte de ce constat, l'ECL poursuivra son action de promotion du doctorat et regardera ses effets sur la promotion 2011 notamment.

IC5	CONTRATS DE RECHERCHE PASSES AVEC LES ENTREPRISES	Ecole centrale de Lyon
-----	---	------------------------

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	K€
Date de la mesure	Année n

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	L'indicateur observe en lecture immédiate du montant en valeur absolue des ressources apportées par les contrats de recherche
Source	établissement
Mode de calcul	Cet indicateur est calculé à partir d'enquêtes auprès des institutions concernées, car il impose de séparer précisément, dans les comptes des opérateurs, les ressources de recherche des ressources d'enseignement.
Date de disponibilité de l'indicateur	Les délais de collecte et de traitement par le service statistique national compétent font que la valeur de l'année n n'est disponible qu'en juillet n+2

## Données établissement

	2015 Réalisation	2016 Prévision	2017 Prévision	2018 Prévision	2019 Prévision	Cible 2020
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	4 608	4 600	4 700	4 800	4 900	5 000

## Données nationales (PAP 2016)

	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015 actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	-	-	217 160	229 600	240 000

**Leviers d'action :** l'ECL veillera à conserver le dynamisme actuel de sa recherche partenariale et prévoit une légère progression cependant exposée au contexte économique global.

## Commentaires de l'établissement

Les contrats industriels sont gérés par la filiale CINNOV' et ne sont pas inclus dans le budget de l'établissement. Ils ne représentent donc pas à ce titre des ressources directes pour l'ECL. Néanmoins, l'ECL tient à valoriser ses relations contractuelles avec les entreprises.

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IC 6	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES Hors subventions pour charges de service public	Ecole centrale de Lyon
------	--	------------------------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux dernières années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 33. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 34. les recettes de la formation continue (7065) 35. la taxe d'apprentissage (7481) 36. les contrats et prestations de recherche 37. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 38. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 39. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 40. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 -70681 – 70688 – 707-708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Source	établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	735 045	766 392	800 K€
Formation continue (2)	176 386	198 938	350 K€
Taxe d'apprentissage (3)	1 012 129	632 441	700 K€
Contrats et prestations de recherche (4)			
ANR investissements d'avenir (74411)	8 609	489 383	
ANR hors investissement d'avenir (74412)	1 678 439	1 530 994	1 900 k€
Autres (704 – 705 – 7062 – 751)	144 258	49 325	
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)			
Régions (7442)	429 293	665 026	400 K€
Union européenne (7446)	640 073	765 070	900 K€
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)	905 500	1 335 892	1 400 k€
Dons et legs des fondations (6)	0	0	400 K€
Produits exceptionnels (7)	324 390	114 855	0
Autres ressources propres (8)	3 269 973	3 598 572	3 700 k€
Total			

**Précisions :** cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

## Leviers d'action

Un groupe de travail a été missionné par le CA pour proposer des leviers d'action propres à augmenter les ressources de l'ECL, hors dotation ministérielle.

## Commentaires de l'établissement :

Au-delà des actions de développement des ressources propres dans la continuité des efforts des années antérieures, l'école prévoit d'explorer de nouvelles pistes de diversification des ressources en direction des PME et des sociétés de services.

IC 7	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	Ecole centrale de Lyon
------	------------------------------	------------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U / S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)  A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de : <math>\frac{(58\,195\text{ h} / 66\text{ salles})}{1\,120\text{ h}}</math> soit 79 % pour les salles banalisées</p> <p>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ; Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\text{ m}^2) + (79\% \times 5\,100\text{ m}^2)}{8\,100\text{ m}^2} = 73\%</math>.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71 % en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements. Cible 2017 (PLF 2015) à 72%.

Occupation des locaux	Situation actuelle (2016)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	2 568	7	1 211 m <sup>2</sup>	33 %	50%
Salles banalisées	13 766	16	2 260 m <sup>2</sup>	76 %	85%
<b>Sous-total</b>	<b>16 334</b>	<b>23</b>	<b>3 471 m<sup>2</sup></b>	<b>60 %</b>	
Salles dédiées	16 141	20	2 823 m <sup>2</sup>	72 %	85%
<b>Total</b>	<b>32 475</b>	<b>43</b>	<b>6 294 m<sup>2</sup></b>	<b>67 %</b>	<b>80%</b>

**Leviers d'action :** le taux d'occupation des salles est extrait du système d'information qui permet de réserver les salles en précisant la nature de l'occupation. Il apparaît que bon nombre de cours ont lieu sans réservation préalable (cours de langues par exemple) et donc ne sont pas traçables dans le système d'information. Une amélioration du processus de réservation des salles permettra d'avoir une vision plus réaliste du taux d'occupation. La location de salles pour le public extérieur (séminaires d'entreprises, écoles d'été, etc.) permettra d'optimiser également le taux d'occupation. Le projet ARCHIPEL (création d'un campus Lyon Ouest ouvert aux échanges et à l'accueil) devrait faire évoluer davantage les taux d'occupation attendus.

**Commentaires de l'établissement**

L'objectif sera réalisé en augmentant le nombre d'heures d'utilisation (environ 6000 heures) des locaux existants.

## INDICATEURS SPÉCIFIQUES DE PERFORMANCE

IS 1	DIVERSIFICATION DES VOIES DE RECRUTEMENT	Ecole centrale de Lyon
------	--	------------------------

Action	Écoles d'ingénieurs
Objectif	Répondre aux besoins de qualifications supérieures

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs étudiants inscrits
Date de la mesure	Rentrée universitaire
Champ de la mesure	Tous les étudiants inscrits en formation initiale sous statut d'étudiant ou d'apprenti étudiant des métiers
Source	établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Effectifs étudiants primo-entrants inscrits en formation initiale sous statut d'étudiant ou d'apprenti étudiant des métiers - Données chiffrées brutes agréant l'ensemble des formations (hors doctorat)
Mode de calcul	Répartition des inscrits par année selon le type d'admission

FLUX D'ÉTUDIANTS PRIMO-ENTRANTS	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs
Post bac	0	0	0	0
CPGE	295	297	301	310
IUT – BTS - autres Bac+2	19	22	24	24
Licence	22	18	40	80
Niveau M1	41	47	76	100
Double diplômes avec établissements français	6	7	15	25
Double diplômes avec établissements étrangers	47	49	50	80

**Leviers d'action :** nouvelles formations, élargissement de l'offre de master, doubles diplômes,... L'ouverture à de nouveaux publics demandera un accompagnement pédagogique plus appuyé. Le taux de réussite et d'insertion des nouveaux publics recrutés sera suivi avec attention.

**Commentaire de l'établissement**

Les initiatives communes à développer dans le cadre du projet « Centrale Lyon technologies » devraient à terme avoir un impact sur la cible 2020.

IS 2	ENTREPRENARIAT	Ecole centrale de Lyon
------	----------------	------------------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes diplômés
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Projets de Création d'entreprises par des étudiants
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	Cible 2020
Nombre d'élèves sous statut entrepreneur	5				10
Nombre d'entreprises incubées et/ou créées dans l'année	4				5
Nombre d'élèves inscrits au métier Ingénieur Entrepreneur (sur 48 places)	Non ouvert				30

## Leviers d'action :

Création d'un métier Ingénieur-Entrepreneur en 3<sup>e</sup> année à la rentrée 2016/2017. Installation d'un incubateur à l'ECL.

## Commentaires de l'établissement :

L'indicateur doit permettre d'évaluer les effets des actions de promotion de l'entrepreneuriat auprès des élèves au cours de leur scolarité.

IS 3	RAYONNEMENT INTERNATIONAL	Ecole centrale de Lyon
------	---------------------------	------------------------

**Sous-indicateur 3.1 - Accueil des professeurs étrangers**

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignants-chercheurs titulaires
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Enseignants étrangers invités et permanents

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Effectifs physiques d'enseignants étrangers payés sur contrat temporaire ou poste permanent
Source	établissement
Mode de calcul	

	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Nombre de professeurs étrangers invités (moins 6 mois)	15	15	15
Nombre d'EC et chercheurs étrangers (plus 6 mois)	10	10	13
Nombre total d'intervenants étrangers dans tous cursus (au moins 16heqTD/an)	NC	NC	20 (dont 13)

**Commentaires de l'établissement :**

La nationalité des intervenants dans les cursus n'est pas suivie actuellement. L'indicateur sera mis en place à la rentrée 2016.

**Sous-indicateur 3.2 - Accueil des étudiants étrangers**

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Zones d'origine des étudiants étrangers

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Effectifs étudiants étrangers dans les formations initiales
Source	établissement
Mode de calcul	

	2014-2015	Cible 2020
Pays francophones	33%	25%
Pays anglo-saxons (USA, Canada, Australie)	2%	5%
Europe	27%	33%
BRICS	30%	30%
Autres	8%	7%

**Leviers d'action :** Augmentation du nombre de cours dispensés en anglais, enseignement du FLE poursuivi.

**Commentaires de l'établissement**

La politique internationale de l'ECL est mise en œuvre en cohérence avec la stratégie internationale de la COMUE, notamment ses pays cibles.



**Sous-indicateur 3.3 - Cours en anglais**

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Cursus en langue anglaise

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Nombre de cours dispensés en langue anglaise
Source	établissement

	2015-2016	Cible 2020
NB cours magistraux en anglais	0	50%

Précisions : des enseignements en anglais seront ouverts pour les étudiants étrangers, dans le respect de la circulaire DGESIP du 2 mars 2015 relative aux diplômes nationaux de master dédiés aux étudiants internationaux, qui prévoit un renforcement de la langue et de la culture française. Dans ce cadre, il serait souhaitable qu'à l'issue de la formation une certification de pratique de la langue française puisse être délivrée aux étudiants.

**Commentaires de l'établissement**

Aujourd'hui, quelques rares enseignants d'origine anglo-saxonne dispensent des cours en anglais. Un master est quant à lui dispensé totalement en langue anglaise. Durant la prochaine période quinquennale, l'ECL souhaite proposer dans son offre de formation 50% des cours magistraux dispensés en anglais aux étudiants qui le souhaiteront (100% des cours magistraux restent accessibles en français).

Des parcours spécifiques en anglais seront également proposés dans le cursus ingénieur.

IS 4	PERFORMANCE DE LA RECHERCHE	Ecole centrale de Lyon
------	-----------------------------	------------------------

## Sous-indicateur 4.1 - Dynamisme de la recherche

Action	Recherche et valorisation
Objectif	Evaluer les résultats de la recherche

## Description de l'indicateur

Date de la mesure	Année civile n
Champ de la mesure	Taux de succès des projets européens - Publications : à partir du WoS et en périmètre strict (nom de l'Ecole figurant dans l'adresse, code postal de l'Ecole,...) (à distinguer du périmètre plus large adopté par l'OST et qui prend en compte tous les articles des unités de recherche dont l'Ecole est tutelle).

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Nombre de projets déposés et retenus dans les programmes européens – productions des enseignants-chercheurs et chercheurs.
Source	établissement

	2014	2015	Cible 2020
NB projets retenus/dépôtés dans H2020	4/10 (40%)	4/17 (24%)	25%
NB ERC retenus/dépôtés	1/1	0	4 (cumul sur la période)
NB publications dans des revues à comité de lecture (WoS)	229	281	300

**Leviers d'action :** Accompagnement des enseignants-chercheurs et chercheurs dans le montage des projets, formations selon le modèle mis en oeuvre au CNRS..

**Commentaires :** Taux moyen de réussite sur les deux premières années d'Horizon 2020: 13,39 % (*Horizon 2020 Monitoring Report 2014 - European Commission - ISBN 978-92-79-57749-9 - Publication April 2016 - page 10*)

## Sous-indicateur 4.2 - Liens avec l'entreprise

Action	Développer les partenariats avec les entreprises
Objectif	diversifier les ressources propres de la recherche, élargir le périmètre des collaborations

## Description de l'indicateur

Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	productions des unités de recherche de l'ECL

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	
Source	établissement

	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
NB Publications communes avec industriels	29	37	42
NB Labos communs avec industriels	2	4	6

## Leviers d'action :

Les projets PHARE (Equipex), SUPERGRID (IRT) et l'OpenLab PSA devraient contribuer à augmenter les publications scientifiques, notamment avec SNECMA, PSA et ALSTOM.

## Commentaires :

Le nombre de publications avec les industriels a doublé en 10 ans (16 en 2006). Les laboratoires communs avec des industriels (5 en 2016) étant récents, leurs résultats pourront être mesurés dans les prochaines années. Il convient de rapporter ces chiffres aux effectifs de l'établissement (145 enseignants-chercheurs et chercheurs).

**Sous-indicateur 4.3 - relations internationales de la recherche**

Action	Développer les partenariats à l'international
Objectif	élargir le périmètre des collaborations

**Description de l'indicateur**

Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	productions des enseignants-chercheurs et chercheurs de l'ECL à l'international

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	
Source	établissement
Mode de calcul	

	2014	2015	Cible 2020
NB et/ou montants des contrats impliquant des industriels étrangers	Non suivi	Non suivi	10
NB structures de type LIA/UMI	6	7	8

**Leviers d'action :**

Le développement des LIA/ UMI devrait permettre une ouverture vers les industriels des pays concernés pour obtenir des contrats de recherche bilatéraux.

**Commentaires :**

Les contrats industriels sont gérés par la filiale de l'ECL, C-Innov. La portée des orientations stratégiques d'ouverture internationale de la recherche pourra se mesurer grâce aux contrats conclus entre les équipes de recherche et des industriels. L'indicateur se restreint aux contrats bilatéraux conclus avec des industriels étrangers.

A noter que les dispositifs fiscaux français (type CIR) peuvent avoir une incidence sur la localisation des centres de recherche des entreprises étrangères, tentées de les installer en France pour profiter de ces dispositifs.

IS 5	QUALITE DU PILOTAGE	Ecole centrale de Lyon
------	---------------------	------------------------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Indice de satisfaction défini entre 0 et 5
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	La qualification du dispositif d'auto-évaluation est réalisée pour les trois secteurs suivants : politique de formation, politique scientifique, pilotage et modernisation de l'établissement.

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	<p>Cote 0 : Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>Cote 1 : Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs.</p> <p>Cote 2 : un plan d'action a été défini et est mis en œuvre. Son suivi est formalisé.</p> <p>Cote 3 : des résultats partiels sont quantifiables. Le suivi du plan d'action s'intègre dans un cycle permanent. Des moyens sont mobilisés partiellement.</p> <p>Cote 4 : formalisation des dispositifs, stratégies définies et diffusées, dispositif d'évaluation des résultats</p> <p>Cote 5 : adhésion pleine et entière des usagers, le dispositif global peut être validé par une instance externe reconnue.</p>
Mode de renseignement de l'indicateur	Cocher les cases correspondant à la situation de l'établissement

Cotation	Politique de Formation			Politique scientifique			Pilotage de l'établissement		
	2016	2018	Cible 2020	2016	2018	Cible 2020	2016	2018	Cible 2020
0									
1	x			x			x		
2					x				
3		x						x	
4						x			x
5			x						

**Commentaires :**

Cette auto-évaluation des grands pôles d'activité de l'ECL s'inscrit dans une politique de démarche qualité engagée lors du précédent contrat. Elle sera alimentée en interne par des tableaux de bord, des indicateurs qualitatifs et tout autre outil de pilotage.

IS 6	QUALITE DU PILOTAGE EN MATIERE DE GESTION IMMOBILIERE	Ecole centrale de Lyon
------	---	------------------------

## Sous-indicateur 6.1 - performance de la gestion immobilière

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Notation à partir d'une échelle de 0 à 3
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Schéma directeur immobilier

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Evaluation de l'état des programmes immobiliers en cours, en attente et à programmer
Mode de renseignement de l'indicateur	Autoévaluation par la Direction du Patrimoine

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Cible 2020
Projets en cours : respect du calendrier et du budget	3				3
Projets en attente de lancement : définition des besoins et bouclage budgétaire	1,5				3
Projets à programmer : capacité à avoir des projets	3				3
Total	7,5				9

## Commentaires :

Le Schéma directeur immobilier est divisé en trois parties : programmes immobiliers en cours, programmes en attente de lancement pour diverses raisons (disponibilités des équipes, financements recherchés,...), projets en cours de maturation. L'ECL veut évaluer la performance de sa gestion immobilière en observant le suivi du schéma directeur immobilier selon ses trois parties.

L'indicateur doit mettre en évidence les capacités de l'ECL à conduire des projets, à respecter ses engagements et à conserver une dynamique de projets en matière de gestion immobilière.

## Sous-indicateur 6.2- état qualitatif du bâti

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Indice d'appréciation défini entre A et E
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Appréciation de l'état qualitatif du bâti

## Elaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Cote A : Bâtiment construit ou réhabilité depuis moins de 10 ans ; bâtiment sous garantie décennale ; Coût des interventions de remise à neuf estimé entre 0 et 20 % du prix du neuf. Cote B : Interventions lourdes à prévoir exclusivement sur le clos et le couvert ; bâtiment de 10 à 20 ans dont l'utilisation reste adaptée aux activités d'enseignement et de recherche ; coût des interventions de remise à neuf estimé entre 20 et 40% du prix du neuf. Cote C : Interventions lourdes à prévoir sur le clos et le couvert ainsi que sur les installations
--	---

	<p>techniques ; bâtiment dont l'utilisation reste adaptée aux activités d'enseignement et de recherche mais au caractère vétuste ; bâtiment de plus de 20 ans ; coût des interventions de remise à neuf estimé entre 40 à 60% du prix du neuf.</p> <p>Cote D : Interventions lourdes à prévoir sur le clos et le couvert, sur les installations techniques ainsi que sur le second œuvre ; bâtiment dont l'utilisation est inadaptée aux activités d'enseignement et de recherche ; coût des interventions de remise à neuf estimé entre 60 et 80% du prix du neuf.</p> <p>Cote E : Bâtiment à démolir ou à restructurer en totalité dans le cadre d'une opération d'investissement de type CPER ; coût des interventions de remise à neuf estimé entre 80 et 100% du prix du neuf.</p>
Mode de renseignement de l'indicateur	renseigner les cases correspondant à la situation des surfaces bâties.

Années	2016		CIBLE 2020	
Cotes	M² SHON	Répartition des surfaces	M² SHON	Répartition des surfaces
A	15 931	32,34%	18 831	36,48%
B	10 290	20,89%	10 290	19,93%
C	7 361	14,94%	7 038	13,63%
D	2 877	5,84%	2 877	5,57%
E	12 798	25,98%	12 590	24,39%
<b>TOTAUX</b>	<b>49 257</b>	<b>100%</b>	<b>51 626</b>	<b>100%</b>

**Commentaires :**

L'ensemble des bâtiments datent de 1967. L'évolution prévisible est réalisée uniquement en fonction des crédits déjà alloués (CPER). La recherche de nouvelles ressources pour assurer l'entretien et la maintenance des bâtiments est essentielle pour la préservation du campus.

**VOLET SPÉCIFIQUE  
ÉCOLE CENTRALE DE LYON  
ANNEXE « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## Ecole centrale de Lyon – FORMATION

## Annexe de l'arrêté du 7 juin 2016

Académie de LYON

Ecole centrale de Lyon

L'établissement susvisé est accrédité à compter de l'année universitaire 2016-2017 en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

## Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION

## Master(s)

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160418	Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, ENTPE LYON, LYON 1, LYON 2, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018

## Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

## Master(s)

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160447	Psychologie sociale, du travail et des organisations	LYON 2	2016-2017	5 ans	2020-2021

## Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ

## Master(s)

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160486	Acoustique	ENTPE LYON, INSA LYON, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160485	Aéronautique et espace		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160445	Chimie et sciences des matériaux	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 1, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160460	Econométrie, statistiques	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160461	Electronique, énergie électrique, automatique	SAINT-ETIENNE, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160463	Génie civil	ENI ST ETIENNE, ENTPE LYON, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160570	Génie industriel	ENI ST ETIENNE, ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160459	Informatique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 1, LYON 2, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160465	Ingénierie de la santé	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 1, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160466	Mathématiques appliquées, statistique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 1, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160476	Mécanique	ENI ST ETIENNE, ENSM ST ETIENNE, LYON 1, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160478	Nanosciences et nanotechnologies	INSA LYON, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160571	Optique, image, vision, multimédia	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418	Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, ENTPE LYON, LYON 1, LYON 2, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018
20160482	Santé publique	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160483	Sciences de l'océan, de l'atmosphère et du climat	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021



## Ecole centrale de Lyon – RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles		Partenaires
			Organismes	Établissements	
DS 1 Mathématiques					
UMR 5208	INSTITUT CAMILLE JORDAN (ICJ)	BENZONI Sylvie	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne EC Lyon INSA Lyon	INRIA
FR 3490	FEDERATION DE RECHERCHE EN MATHÉMATIQUES RHONE-ALPES AUVERGNE	GUILLIN Arnaud	CNRS	<a href="#">U- Clermont</a> <a href="#">Ferrand 2</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC Lyon INSA Lyon ENS Lyon UGA USMB	
DS2 Physique					
FR 3127	FEDERATION DE RECHERCHE ANDRE MARIE AMPERE	SAN MIGUEL Alfonso	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> , EC Lyon INSA Lyon ENS Lyon	
DS8 Sciences pour l’Ingénieur					
UMR 5513	LABORATOIRE DE TRIBOLOGIE ET DYNAMIQUE DES SYSTÈMES	THOUVEREZ Fabrice	CNRS	<a href="#">EC Lyon</a> ENISE ENTPE	
UMR 5509	LABORATOIRE DE MÉCANIQUE DES FLUIDES ET D'ACOUSTIQUE (LMFA)	BLANC-BENON Philippe	CNRS	<a href="#">EC Lyon</a> U-Lyon 1 INSA Lyon	U-Saint-Etienne
UMR 5005	LABORATOIRE AMPÈRE	ALLARD Bruno	CNRS	<a href="#">EC Lyon</a> U-Lyon 1 INSA Lyon	
FR 3411	INGÉNIERIE LYON SAINT-ETIENNE (INGELYSE)	LANCE Michel	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC Lyon / ENISE ENSM-SE CPE ECAM ENTPE	
FED 4092	CENTRE LYONNAIS DE MICROSCOPIE (CLYM)	MASENELLI-VARLOT Karine		<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC Lyon / ENISE ENSM-SE ENS Lyon	

FED 4161	OBSERVATOIRE DE TERRAIN EN HYDROLOGIE URBAINE (OTHU)	BARRAUD Sylvie	IRSTEA	<a href="#">INSA Lyon</a> ECL U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ENTPE VETAGRO SUP Lyon	GRAIE
FED 4274	METACOMPOSITES : PROGRAMMER LA MATIÈRE POUR LE CONTRÔLE DES PROPRIÉTÉS VIBROACOUSTIQUES : METAVIBRO	COLLET Manuel		<a href="#">EC Lyon</a> INSA Lyon U-Le Mans ENSMM Besançon	

DS9 Sciences et technologies de l'information et de la communication					
UMR 5205	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE EN IMAGES ET SYSTEMES D'INFORMATION (LIRIS)	HACID Mohan- Saïd	CNRS INSERM	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Lyon 2 EC Lyon	U-Lyon 3
UMR 5270	INSTITUT DES NANOTECHNOLOGIES DE LYON (INL)	BRU- CHEVALLIER Catherine	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 EC Lyon CPE Lyon	
FR 3403	FEDERATION LYONNAISE DE MODELISATION ET SCIENCES NUMERIQUES (FLMSN)	BUFFAT Marc	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Lyon 2 ENS Lyon INSA Lyon EC Lyon	U-Lyon 3

## **VOLET SPECIFIQUE**

### **INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE LYON (INSA DE LYON)**

#### **I- Maintenir le niveau d'attractivité de l'INSA de Lyon par le biais d'une formation ouverte à la diversité des publics étudiants**

##### **1.1 Conforter le modèle de l'INSA de Lyon**

1.1.1 Cultiver la diversité des publics étudiants à travers l'Institut Gaston Berger

1.1.2 Diversité, créativité, Innovation

1.1.3 Promouvoir le modèle de vie étudiante prôné à l'INSA Lyon

##### **1.2 Faire évoluer l'offre et les modalités de formation**

1.2.1 Parcours interdisciplinaires et démarche « compétences »

1.2.2 Evaluation des enseignements

1.2.3 Faire progresser l'intégration des TICE

1.2.4 Repenser l'orientation des étudiants en les confrontant à des méthodes pédagogiques innovantes

1.2.5 Augmenter l'attractivité de l'INSA de Lyon au niveau international et notamment anglophone

##### **1.3 Maintenir un excellent taux d'insertion des diplômés**

##### **1.4 Renforcer les liens entre formation d'ingénieur et formation à et par la recherche**

##### **1.5 Mettre l'accent sur les doctorants, en poursuivant l'amélioration de leur recrutement (y compris parmi les élèves ingénieurs)**

##### **1.6 Mettre en cohérence les dispositifs de Formation tout au long de la vie (FTLV)**

1.6.1 Développement de l'offre de Mastères spécialisés

1.6.2 Elargissement de l'offre actuelle en apprentissage à la majorité des spécialités

#### **II- Positionner l'INSA de Lyon comme un acteur incontournable de la recherche au niveau du site**

##### **2.1 Simplifier le pilotage de la recherche tout en instaurant une démarche qualité spécifique au domaine de la recherche**

##### **2.2 Assumer un rôle de pilote dans la structuration du domaine de l'ingénierie sur le campus scientifique de La Doua**

##### **2.3 Développer la protection de la propriété intellectuelle, faisant participer les chercheurs à une réelle culture d'entreprise**

2.3.1 Relations Recherche INSA de Lyon / entreprises

2.3.2 Propriété intellectuelle

2.3.3 Culture de l'entrepreneuriat et recherche de l'INSA de Lyon

##### **2.4 Poursuivre une politique internationale proactive en direction des sites d'excellence**

2.4.1 Alliances stratégiques, européennes et internationales et animation de réseaux internationaux de recherche

2.4.2 Coordination et participation à des projets de recherche européens

2.4.3 Chaires

### **III- Poursuivre la professionnalisation de la gouvernance**

**3.1 Professionnaliser la gouvernance dans une logique d'efficacité et de productivité au service des missions d'enseignement et de recherche**

**3.2 Nécessité de maîtriser les enjeux financiers de manière pérenne**

**3.3 Mettre en œuvre un système d'information intégré**

**3.4 Poursuivre la mise en œuvre de la GPEC**

3.4.1 Gestion des compétences

3.4.2 Risques psycho-sociaux et bien-être au travail

**3.5 Réaliser la réhabilitation immobilière du campus de l'ISA de Lyon d'ici 2020**

**3.6 Réussir la transformation de l'INSA de Lyon liée à la prise en compte de nouveaux domaines de formation (management, design, architecture)**

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'INSA de Lyon**

**Annexe financière**

**Indicateurs de performance**

**Annexe formation et recherche**

## **I- Maintenir le niveau d'attractivité de l'INSA de Lyon par le biais d'une formation ouverte à la diversité des publics étudiants**

### **1.1 Conforter le modèle de l'INSA de Lyon**

#### **1.1.1 Cultiver la diversité des publics étudiants à travers l'Institut Gaston Berger**

Au sein de l'Institut Gaston Berger, nouvellement créé, et en lien avec la CA2I (Commission des Admissions Inter-INSA du Groupe INSA), une importante réflexion sur le sujet du recrutement des bacheliers boursiers est menée. Cette réflexion porte sur l'attractivité, l'insertion, la réussite et l'accompagnement de ces bacheliers. L'Institut Gaston Berger est au croisement de ces questionnements et doit développer des réflexions, des analyses et des programmes d'actions, afin de conforter le modèle d'ascenseur social et le creuset de diversité des INSA en France. Il porte également une action sur l'insertion en troisième année d'élèves issus de classes préparatoires TSI ou ATS (donc de baccalauréats technologiques) dans le cadre d'une convention passée avec un lycée.

La diversité prend différentes formes : sociale, culturelle, mixité femmes-hommes, accueil d'étudiants en situation de handicap. L'INSA de Lyon participe à de nombreuses conventions de partenariat avec les lycées et collèges soutenus financièrement par le rectorat.

**Indicateur commun de performance IC2 : Diversification de l'accès**

**Indicateur spécifique de performance IS2 : Accueil des personnes en situation de handicap**

#### **1.1.2 Diversité, créativité, Innovation**

Grâce à la création d'une direction adjointe en charge de l'innovation, l'établissement s'engage résolument dans la formation et la recherche autour du thème de l'innovation.

L'INSA souhaite démontrer que, de la diversité, naissent créativité et innovation : diversité des étudiants, comme illustré dans la section précédente, mais aussi diversité des disciplines.

A travers les sections Arts-Etudes (Musique-Etudes, Arts Plastiques-Etudes, Théâtre-Etudes, et Danse-Etudes), par la connaissance progressive d'une discipline artistique, l'étudiant-ingénieur est confronté à la création et a accès à différents niveaux de créativité, et donc d'innovation. Il est par ailleurs envisagé de formaliser l'acquisition de compétences propres par un diplôme d'établissement "Ingénieur-Artiste".

Le travail en commun entre des étudiants-ingénieurs et d'autres publics étudiants (architecture, design, management, sciences politiques, ...), à travers des projets, peut être source d'enrichissements mutuels à l'échelle de l'Université de Lyon. Le projet "Fabrique de l'Innovation", à l'échelle du site, sera un lieu où se rencontreront étudiants, enseignants-chercheurs et industriels, sur des projets de formation/recherche ou de création d'entreprise, ou de services aux entreprises.

Enfin, l'innovation scientifique intervient souvent à l'interface entre différentes disciplines des sciences de l'ingénieur. La spécialisation dans un domaine, puis l'ouverture sur d'autres domaines, à savoir des parcours pluridisciplinaires, seront mis en place, tout au long de la formation des ingénieurs, mais aussi de la formation doctorale.

### **Jalons**

#### **1 - Mise en place de la politique de formation en Humanités - 2018**

#### **1.1.3 Promouvoir le modèle de vie étudiante prôné à l'INSA Lyon**

Faire adhérer les étudiants au modèle de vie collective couplant résidence et restauration : dès son ouverture en 1957, l'INSA de Lyon a mis en place sur le campus le principe de l'hébergement-restauration pour faciliter la réussite de ses étudiants, notamment ceux issus des classes populaires. Leur présence sur le campus (3.100 lits disponibles) reste l'une des forces du développement de la vie étudiante, avec une tradition ancrée dans les pratiques associatives (130 associations recensées). Aussi, la direction de l'INSA a engagé une réflexion afin de mieux répondre à leurs attentes, en s'adaptant à leurs modes de vie. En parallèle, la définition de cette nouvelle offre de services, en logement et restauration, doit correspondre à un modèle économique viable pour l'établissement.

Favoriser la participation des étudiants aux élections dans les conseils centraux ou dans les conseils de département : cette participation reste dans la moyenne constatée dans de nombreux établissements similaires, en l'absence de listes concurrentes ces dernières années. Compte tenu du volume horaire important en école d'ingénieurs, de l'engagement fort dans la vie associative, les étudiants désireux de

s'engager dans la promotion des élections, en faisant notamment acte de candidature, sont peu nombreux. Un effort sur les supports de communication préparés par la Direction de la Communication a été réalisé ces dernières années (affiches, flyers, ...). La proposition figurant dans le « Plan National de Vie Etudiante » de mettre en place un statut de l'élus étudiant favorisera les engagements (dispenses d'assiduité, aménagements des emplois du temps, ...).

Valoriser l'engagement associatif : l'engagement associatif est actuellement reconnu dans le règlement des études comme pouvant faire l'objet d'aménagement de scolarité au même titre que les sportifs de haut-niveau. Cet engagement associatif renforce les compétences portées par une politique de formation en humanités réaffirmée.

## **1.2 Faire évoluer l'offre et les modalités de formation**

### **1.2.1 Parcours interdisciplinaires et démarche compétence**

L'INSA Lyon est naturellement pluridisciplinaire par le fait qu'il porte neuf spécialités de diplôme d'ingénieur couvrant quasiment tous les champs disciplinaires des sciences de l'ingénieur. La mise en place de parcours interdisciplinaires (P2I) vient de commencer par la création de huit parcours de 200h en deuxième année du premier cycle. La nécessaire évolution de la formation sur les cinq années de la formation doit se poursuivre en 2017 et au-delà. La démarche compétences mise en place pour la conception et la structuration de l'offre de formation, avec un premier rendu sur l'avancement de ce chantier auprès de la CTI en 2017, est aussi un vecteur important des réflexions sur l'interdisciplinarité car les compétences sont rarement mono disciplinaires. Dans le cas où un rapprochement avec l'école voisine ESCPE serait concrétisé, une réflexion sur l'ensemble des spécialités sera entreprise à l'horizon 2018-2019.

#### **Jalons**

### **2 - Mise en place d'outils pour le suivi de la démarche compétences – 2017**

#### **1.2.2 Evaluation des enseignements**

Concernant l'évaluation des enseignements, une approche centralisée définie par le conseil des études est en cours de finalisation. La mise en œuvre en sera faite par une structure administrative externe afin de respecter la réglementation tout en permettant une réelle boucle d'amélioration avec l'intervention d'une cellule d'appui à la pédagogie si nécessaire et un pilotage global du processus. La mise en œuvre devrait se faire, au plus tard, à partir de la rentrée 2017, et si possible dès 2016.

#### **Jalons**

### **3 - Mise en place de l'évaluation systématique des enseignements – 2017**

#### **1.2.3 Faire progresser l'intégration des TICE**

Une cellule pédagogique rassemblant 4 personnes, et intégrant l'actuelle cellule TICE, sera mise en place sous la responsabilité d'un enseignant dès la rentrée 2016. Sa mission est de faire évoluer les pratiques pédagogiques dans les enseignements, en particulier en accompagnant la démarche « compétences », tout en promouvant les nouvelles pratiques pédagogiques, avec l'appui des outils numériques (plateforme pédagogique Moodle, vidéos pédagogiques enrichies, outils d'autoévaluation, documentation numérique, ...). Des projets centrés sur les outils numériques dans la formation sont actuellement en cours dans le cadre d'un appel à projet (NUMERINSA) commun au groupe INSA, et dans le cadre de la création de MOOC/SPOOC sur les objets connectés (IDEFI CONNECT-IO). Des salles de créativité équipées de dispositifs spécifiques ont été mises en place en 2015-2016 et commencent à être utilisées pour la mise en place de nouvelles pratiques pédagogiques. L'usage de ces salles sera piloté par la cellule pédagogique qui fera l'observation et l'analyse des pratiques afin de développer et promouvoir les nouvelles pédagogies (utilisant des TICE ou non).

#### **Jalons**

### **4 - Bilan sur l'intégration des TICE dans la formation (mise en place de la cellule pédagogique intégrant les TICE, usage des salles de créativité, usage des MOOC et SPOOC du projet IDEFI Connect IO, projet NUMERINSA...) – 2019**

#### **1.2.4 Repenser l'orientation des étudiants en les confrontant à des méthodes pédagogiques innovantes**

Le passage de la deuxième année du premier cycle vers la première année du cycle ingénieur avec le choix du diplôme de spécialité visé est basé sur un choix personnel de l'étudiant et ses résultats au premier cycle. Afin de mieux préparer ce choix, en plus des campagnes d'information habituelles (portes ouvertes, forum des départements), une pédagogie centrée sur des projets a été mise en place (P2I). Ces parcours ont été déployés en 2015-16 et un bilan sera effectué afin d'évaluer leur impact sur le choix des étudiants.

**Indicateur commun de performance IS1 : Démocratisation de l'accès et taux de passage en année supérieure**

#### **1.2.5 Augmenter l'attractivité de l'INSA de Lyon au niveau international et notamment anglophone**

L'INSA Lyon renforcera les cours délivrés en langue anglaise (conformément à la réglementation en vigueur) et mettra en place un suivi spécifique des cohortes des filières internationales de 1<sup>er</sup> cycle.

Une étude est réalisée actuellement sur les différents éléments de l'accueil des étudiants étrangers afin de déterminer les actions prioritaires à mettre en place pour améliorer leur accueil, la lisibilité de l'offre de formation et de faciliter la constitution des contrats pédagogiques des étudiants d'échange. Afin de renforcer l'offre en anglais, la mise en place expérimentale d'un Bachelor en anglais à vocation internationale et à destination des étudiants étrangers est en cours, en sus de l'offre actuelle (filière SCAN en anglais au premier cycle).

Dans le cadre de l'observatoire de l'institut Gaston Berger, les parcours dans les différents départements des étudiants, tant français qu'étrangers, issus des filières internationales seront examinés. Dans le cadre des enquêtes +3 et +5 demandées par la CTI, l'INSA de Lyon collectera des éléments relatifs au parcours suivi en début de carrière afin de déterminer s'il y a des corrélations avec le passage par une des filières internationales.

#### **Jalons**

**5 - Mise en place d'un suivi spécifique des cohortes des filières internationales de 1<sup>er</sup> cycle (mise en place d'indicateurs de suivi, d'outils web pour faciliter la constitution des contrats pédagogiques des étudiants d'échange, d'éléments relatifs aux filières internationales dans les enquêtes d'insertion +1, +2 et +3) – 2017**

**Indicateur commun de performance IC2 : Mobilité internationale entrante et sortante, double diplôme**

**Indicateur spécifique de performance IS3 : Nombre de cours dispensés en langue anglaise**

#### **1.3 Maintenir un excellent taux d'insertion des diplômés**

La qualité de l'insertion professionnelle repose sur l'articulation de trois éléments clés : le projet professionnel de l'élève, l'appétence des employeurs pour le diplôme et l'accès optimum aux offres d'emploi. Assurer une insertion professionnelle de qualité impose d'agir de manière coordonnée et permanente sur ces trois leviers.

Si la politique partenariale de l'INSA Lyon avec le monde socio-économique est jugée performante, si l'accès au marché en est facilité pour accéder aux meilleures offres, le dispositif global d'accompagnement des élèves à leur Projet Personnel et Professionnel est perfectible et un programme d'action sera lancé sur le sujet.

**Indicateur commun de performance IC3 : Insertion professionnelle**

#### **1.4 Renforcer les liens entre formation d'ingénieur et formation à et par la recherche**

Il a été décidé de généraliser dans chacune des neuf spécialités des parcours spécifiques qui permettront à la fois à l'ensemble des ingénieurs formés d'avoir une connaissance minimale des problématiques de la recherche et de son rôle dans les entreprises en lien en particulier avec l'innovation, mais aussi pour une partie d'entre eux de suivre sur certaines thématiques scientifiques une formation avancée afin de mieux les préparer à un doctorat ou à des métiers proches de la recherche en entreprise. Ces parcours avancés pourraient constituer la base de la mise en place de parcours à vocation recherche dans des mentions de masters de la COMUE, ou pour des masters à vocation internationale en langue anglaise sur des thématiques spécifiques. Un master en acoustique devrait ouvrir en 2016 avec la nouvelle habilitation.



## Jalons

## 6 - Mise en place des parcours recherche dans les départements - 2018

**1.5 Mettre l'accent sur les doctorants en poursuivant l'amélioration de leur recrutement, y compris parmi les élèves ingénieurs**

L'INSA de Lyon renforcera sa politique d'incitation à obtenir le grade de docteur pour ses diplômés ingénieurs. La pratique de la recherche permet en effet aux ingénieurs d'acquérir des compétences complémentaires et nécessaires à l'innovation technologique en entreprise.

La politique incitative de l'INSA de Lyon s'appuiera sur :

- La mise en place de Parcours Recherche dans le cycle ingénieur (voir 1.4)
- Des pratiques de la professionnalisation du doctorat en termes de lisibilité des compétences de « l'Ingénieur Docteur » pour les employeurs. L'INSA de Lyon est d'ailleurs pilote d'un projet européen Erasmus +, PEP UP (2 partenaires industriels et 8 partenaires académiques européens) dont l'objectif est la mise en place d'un programme de formation pour les doctorants qui envisagent une carrière dans une entreprise.

**Indicateur commun de performance IC4 : Part des étudiants diplômés poursuivant leurs études en doctorat****1.6 Mettre en cohérence les dispositifs de FTLV****1.6.1 Développement de l'offre de Mastères spécialisés (MS)**

L'INSA dispose actuellement d'une offre de dix mastères spécialisés accrédités par la Conférence des Grandes Ecoles, dont certains à vocation internationale ou exportés à l'étranger. L'institut renforce depuis 2 ans la qualité de cette offre en particulier par la recherche de l'inscription systématique à la CNCP (commission nationale de certification professionnelle) et tente de valoriser cette offre de haut niveau par une modularisation afin de pouvoir l'ouvrir à des auditeurs dont l'emploi du temps ne permet pas un suivi à temps plein. Enfin, le développement d'un nouveau mastère est en projet dans le domaine de la science des Données (« Big Data » en anglais).

**1.6.2 Elargissement de l'offre actuelle en apprentissage à la majorité des spécialités**

La volonté de l'INSA de Lyon de développer des formations d'ingénieur en apprentissage demeure. Elle dépend cependant fortement de la politique de la Région qui décide de l'ouverture des formations. L'INSA Lyon porte actuellement 4 quatre filières en apprentissage pour trois des spécialités. Un dossier en informatique pour une cinquième filière est prêt depuis plusieurs années. Il a été évalué positivement par la CTI et est dans l'attente d'un accord de la Région pour une ouverture.

**II- Positionner l'INSA de Lyon comme un acteur incontournable de la recherche au niveau du site**

L'INSA de Lyon développe ses activités de recherche en étroite collaboration avec les principaux établissements de l'Université de Lyon et les organismes (CNRS, INRA, INSERM, INRIA) avec lesquels il partage le pilotage de la majorité de ses entités de recherche. L'INSA Lyon revendique une politique scientifique d'établissement qu'il a organisée autour de cinq enjeux sociétaux majeurs qui permettent de compléter une déclinaison scientifique disciplinaire avec une coordination pluridisciplinaire et aux interfaces. Cette politique s'articule avec celle de l'Université de Lyon précisée notamment dans le cadre du projet IDEX.

**2.1 Simplifier le pilotage de la recherche tout en instaurant une démarche qualité spécifique au domaine de la recherche**

L'INSA de Lyon a mis en place au cours du dernier contrat un suivi des activités contractuelles des laboratoires en collaboration avec sa filiale INSAVALOR. Les données de suivi RH sont partagées avec les conseils (CA, CE, CS) dans le cadre des campagnes-emplois. Ce partage sera poursuivi en consolidant toutes les données laboratoires, afin que les divers conseils et notamment le Conseil Scientifique puissent s'approprier ces indicateurs.

Le dialogue de gestion avec les entités de recherche a été mis en place avec les unités de recherche liées aux organismes (CNRS notamment) en réunissant l'ensemble des tutelles pour partager les questions



relatives à l'avancement, à la stratégie et aux moyens/dotations. Pour certaines unités, un comité de pilotage plus resserré a même été mis en œuvre par une convention liant l'ensemble des partenaires. Ce dialogue de gestion annuel sera étendu à l'ensemble des entités. Certaines unités ont également mis en place un « *International Advisory Board* » qui devra être étendu à tous les laboratoires.

La Direction de la Recherche a mis en place une Commission Documentaire Recherche qui travaille en permanence sur l'adéquation des ressources documentaires de l'établissement et des établissements de l'Université de Lyon avec les besoins des laboratoires. Ceux-ci étant des entités pluri-établissements, cette coordination est assurée et sera poursuivie au sein de la Commission Documentaire de l'Université de Lyon.

#### **Jalons**

**7 - Elaboration d'un plan de démarche qualité spécifique au domaine de la recherche (système d'information dédié aux unités de recherche, indicateurs, tableaux de bord...) - 2018**

### **2.2 Assumer un rôle de pilote dans la structuration du domaine de l'ingénierie sur le campus scientifique de La Doua**

De manière concomitante à la prise en compte des enjeux sociétaux au sein de l'INSA, l'établissement a proposé une structuration de la recherche du campus LyonTech La Doua autour de 6 enjeux sociétaux et d'une démarche « Science & Ingénierie pour une Société Durable » qui ont été retenues dans le Schéma de Développement Universitaire LyonTech La Doua. L'INSA souhaite assumer un rôle de pilote dans le domaine de l'ingénierie, rôle confirmé par les projets de rapprochement et/ou d'association (ENSAL, CPE Lyon). Par ailleurs, l'INSA de Lyon a joué un rôle majeur dans la construction du projet IDEX 2016 LSE à travers les programmes où l'ingénierie joue un rôle majeur et au sein du collège académique « Ingénierie & Technologie ».

#### **Jalons**

**8 - Bilan de la démarche d'animation scientifique – 2019**

### **2.3 Développer la protection de la propriété intellectuelle, faisant participer les chercheurs à une réelle culture d'entreprise**

#### **2.3.1 Relations Recherche INSA Lyon/Entreprises**

L'INSA Lyon revendique une recherche d'excellence conduite en partenariat très étroit avec les entreprises, les problèmes et innovations technologiques étant sources de questions scientifiques originales. L'établissement a mis en place des outils (cellule ingénierie de projets collaboratifs, filiale, fondation) en harmonie avec les structures de site pour professionnaliser cette relation avec les entreprises et assurer une grande réactivité.

**Indicateur spécifique de performance IS4 : Revenus consolidés de la valorisation de la recherche**

#### **2.3.2 Propriété intellectuelle**

L'INSA de Lyon a historiquement confié à sa filiale INSAVALOR la gestion de ses relations industrielles dans le domaine de la R&D ainsi que ses intérêts en matière de propriété industrielle (P.I.) au sens le plus large confiés depuis 2015 à la SATT Pulsalys. Filiale et SATT participent conjointement à la sensibilisation des enseignants - chercheurs sur les bonnes pratiques en termes de contrats et de propriété industrielle, ainsi qu'à la détection d'innovations pouvant être potentiellement mûries puis incubées par PULSALYS.

#### **2.3.3 Culture de l'entrepreneuriat et Recherche INSA Lyon**

L'INSA de Lyon, qui porte la vice-présidence de l'Université de Lyon pour l'Innovation et l'Entrepreneuriat, impulse cette culture au sein même de ses laboratoires de recherche. Pour cela, l'INSA de Lyon mettra en place un programme de formation continue "sensibilisation à l'entrepreneuriat" pour développer l'esprit d'entreprendre chez les personnels. Une première formation est prévue en 2017 avec des flux d'une quinzaine de personnes par an.

### **2.4 Poursuivre une politique internationale proactive en direction des sites d'excellence**

#### **2.4.1 Alliances stratégiques, européennes et internationales et animation de réseaux internationaux de recherche**

L'INSA compte près de 200 partenaires sur les cinq continents mais une cinquantaine sont identifiés comme prioritaires, dont une vingtaine de rang mondial. La stratégie internationale est intégrée à la politique de

l'établissement et affichée tant en recherche qu'en formation, en synergie avec le monde économique. Cette stratégie d'alliances internationales, en lien avec celle de l'Université de Lyon, vise à renforcer la structuration de partenariats stratégiques et l'attractivité de l'INSA Lyon.

Les dispositifs proposés par le CNRS à l'international constituent un cadre privilégié pour la mobilité des étudiants et des chercheurs.

#### **2.4.2 Coordination et participation à des projets de recherche européens**

L'INSA de Lyon sensibilise les acteurs de la recherche à la nécessaire implication dans des projets collaboratifs européens, notamment de coordination. Cette politique volontariste en faveur des projets européens sera poursuivie avec la mise en place de mesures incitatives pour les chercheurs et leurs laboratoires d'appartenance.

#### **Jalons**

**9 - Mise en place d'une incitation à l'implication des chercheurs dans des structures et projets européens – 2017**

#### **2.4.3 Chaires**

L'INSA de Lyon porte une politique de rayonnement scientifique ambitieuse dont le programme de Chaires d'Enseignement et de Recherche constitue un élément structurant. Déployé depuis 2010, ce programme, porté dans le cadre du mécénat par la Fondation partenariale, a permis la création de 8 chaires dont 7 sont actives. L'INSA estime qu'à l'horizon 2020 ce nombre doit être porté à 12. Par l'activité et la taille des laboratoires et des entreprises engagés dans ce programme, les Chaires INSA de Lyon ont nécessairement une portée internationale. Une attention particulière sera portée au montage de Chaires avec des industriels étrangers, à l'instar de celles créées avec SKF et VOLVO.

**Indicateur spécifique de performance IS5 : Relations Entreprises – Fondation**

### **III- Poursuivre la professionnalisation de la gouvernance**

#### **3.1 Professionnaliser la gouvernance dans une logique d'efficience et de productivité au service des missions d'enseignement et de recherche**

Les fondations d'une politique qualité sont en construction, le périmètre de chacun des services de l'INSA et ses interactions avec les autres services sont en cours de définition, afin de bâtir une cartographie réaliste du fonctionnement de l'INSA. Des indicateurs locaux pourront alors, en accord avec les services, être mis en place afin d'initier une démarche d'amélioration continue. En parallèle, des procédures décrivant les principales actions des services sont en cours de rédaction.

Les actions seront développées dans les domaines et autour des thèmes suivants :

- Mutualisation et professionnalisation des tâches (services partagés, place du numérique)
- Contrôle interne sur les processus à enjeu
- Mise en place d'une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC)
- Elaboration de tableaux de bord de pilotage
- Nécessité de bâtir un système de pilotage performant au service de la stratégie.

#### **Jalons**

**10 - Demande de passage aux RCE - 2017**

**Indicateur spécifique de performance IS6 : Qualification du dispositif d'autoévaluation mis en œuvre par l'établissement**

#### **3.2 Nécessité de maîtriser les enjeux financiers de manière pérenne**

L'INSA de Lyon mettra en place des outils permettant d'améliorer la programmation budgétaire et de renforcer le suivi de l'exécution (outils de connaissance des coûts, fiabilisation de la qualité des données saisies dans le système d'information - refonte et documentation des référentiels budgétaires et comptables -, stabilisation de la masse salariale dans une vision RCE).

Les actions seront développées dans les domaines et autour des thèmes suivants :

- Dialogues budgétaires infra- annuels
- Pilotage de la masse salariale
- Capacité d'investissement

- Vision pluriannuelle de la programmation financière en matière immobilière

#### **Jalons**

##### **11 - Mise en œuvre d'outils de calcul des coûts hébergement/restauration - 2017**

**Indicateur commun de performance IC6 : Développement des ressources propres**

**Indicateur spécifique de performance IS7 : Qualité du pilotage financier**

### **3.3 Mettre en œuvre un système d'information intégré**

L'INSA a fait le choix, en 2008, d'adhérer au consortium COCKTAIL. Aujourd'hui la suite est déployée sur les périmètres suivants : scolarité, services financiers, ressources humaines, restauration, hébergement.

L'enjeu pour la consolidation du système d'information est la livraison d'une version compatible GBCP (objectif 2017) et d'une nouvelle version fonctionnelle de la gestion de la scolarité (objectif 2018).

Une formation de sensibilisation à destination des utilisateurs à la sécurité des systèmes d'information est mise en place.

#### **Jalons**

##### **12 - Elaboration d'un système d'information global et intégré - 2018**

**Indicateur spécifique de performance IS8 : Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers**

### **3.4 Poursuivre la mise en œuvre de la GPEC**

#### **3.4.1 Gestion des compétences**

L'objectif à court terme sera non seulement de s'orienter vers la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi (GPE) - une projection dans l'avenir de l'état des emplois - mais également de produire une véritable analyse qualitative, en d'autres termes de développer une Gestion des Compétences. Il s'agira d'abord d'inventorier les métiers existants et par là même les compétences disponibles, puis de projeter ces compétences vers l'avenir en fonction de la stratégie de l'INSA. Ces données fiabilisées passent par la réalisation effective des entretiens professionnels.

#### **Jalons**

##### **13 - Plan de mise en œuvre de la GPEC (cartographie des compétences,...) - 2017**

**Indicateur spécifique de performance IS9 : Endorecrutement des enseignants-chercheurs**

#### **3.4.2 Risques psycho-sociaux et bien-être au travail**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord-cadre du 22/10/2013 relatif à la prévention des RPS dans la fonction publique, l'INSA de Lyon souhaite mettre en place une démarche d'évaluation et de prévention des risques psychosociaux (RPS) sur l'ensemble de sa structure. Cette démarche s'inscrit dans un plan d'amélioration global des conditions de travail. L'INSA de Lyon vient de mettre en place une équipe chargée de préserver et restaurer le mieux être au travail de ses personnels. Il s'agit avant tout d'un lieu ressources chargé d'analyser les situations d'agents en difficulté au travail et de proposer des solutions concrètes visant à protéger l'intégrité, la santé physique et mentale des personnes concernées. Il est proposé d'aller plus loin dans ce domaine en mettant en place une commission d'observation des conditions de travail qui pourrait s'appuyer à la fois sur le comité technique, le comité hygiène et sécurité, ainsi que sur les acteurs du dialogue social et de la santé au travail (service médico-social, assistants de prévention, ressources humaines et représentants du personnel). L'objectif de cette commission serait de diagnostiquer les conséquences d'une détérioration d'une situation de travail relative à la santé ou à la sécurité et de proposer des solutions de remédiation pour réduire ces situations individuelles de déséquilibre dans les relations de travail.

#### **Jalons**

##### **14 - Elaboration d'un plan d'actions RPS (diagnostic des facteurs de RPS auprès des agents, élaboration d'indicateurs mesurant le bien-être des personnels au travail...) - 2018**

### 3.5 Réaliser la réhabilitation immobilière du campus de l'INSA Lyon d'ici 2020

L'INSA de Lyon souhaite, pour la période 2015-2020, regrouper ses services, ses départements et ses laboratoires de recherche dans des bâtiments thermiquement performants et offrant des conditions d'accessibilité, de sécurité et de confort améliorées. De même, des efforts sont menés pour réhabiliter, sur budget propre notamment, les bâtiments d'enseignement et les amphithéâtres. Les actions sur le bâti et le non-bâti seront le reflet de l'engagement pour un développement durable. Les interactions avec les laboratoires, les élèves et l'environnement métropolitain (Université de Lyon, autres établissements, Métropole, Ville, etc...) permettront à l'ensemble des projets de participer à l'éco-campus expérimental Lyon Tech-la Doua.

Les opérations de réhabilitation ainsi que celles d'aménagement du site sont menées sous une maîtrise d'ouvrage INSA ou Université de Lyon (COMUE). Dans ce dernier cas, l'établissement sera un acteur impliqué, influant dans les comités techniques et de pilotage. Les leviers d'actions utilisés seront le plan campus, le Contrat de Plan Etat Région et le budget de l'établissement. Ces projets seront en cohérence avec le schéma directeur que l'établissement souhaite actualiser afin qu'il intègre également les nouvelles orientations en termes de pédagogie et de recherche.

L'INSA de Lyon devra :

- assurer, de par sa compétence, la maîtrise d'ouvrage des opérations prévues au Plan campus ou au CPER,
- disposer d'une validation financière pluriannuelle de la programmation immobilière (collaboration étroite entre la direction des affaires financières et la direction du patrimoine),
- définir les priorités en matière d'utilisation des crédits de sécurité,
- intégrer la thématique du développement durable dans la stratégie et la gouvernance de l'établissement.

#### Jalons

**15 - Schéma directeur immobilier global, établi au vu du Plan campus et du CPER 2015-2020, accompagné d'un plan pluriannuel de programmation financière en matière immobilière - 2017**

**Indicateur commun de performance IC7 : Taux d'occupation des locaux**

**Indicateur spécifique de performance IS10 : Qualité du pilotage en matière de gestion immobilière**

**Indicateur spécifique de performance IS11 : Evolution des surfaces immobilières**

**Indicateur spécifique de performance IS12: Développement durable / Plan vert**

### 3.6 Réussir la transformation de l'INSA de Lyon liée à la prise en compte de nouveaux domaines de formation/recherche (management, design, architecture)

Fort d'un réseau de plus de 40 000 diplômés, de 23 laboratoires d'excellence, de partenariats solides avec les entreprises, l'INSA Lyon se fixe un nouveau défi : renforcer son positionnement parmi les meilleurs établissements d'enseignement supérieurs européens dans les sciences de l'Ingénieur, avec la perspective d'une évolution sur le modèle d'un « Polytechnicum » alliant ingénierie et disciplines connexes telles qu'architecture, management et design. L'institut souhaite former des profils plus polyvalents dans une approche intégrée et synergique de la Formation et de la Recherche, en confortant l'excellence de l'INSA tant sur le plan du recrutement des élèves que sur celui de leur réussite, quelles que soient leurs origines sociales et culturelles.

Le modèle INSA est encouragé par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et imprime son empreinte au sein de l'Université de Lyon. Ce modèle soutenu par la marque INSA commune aux établissements du Groupe INSA est en croissance et permet de disposer de la taille critique nécessaire pour être visible et attractif auprès des étudiants potentiels et des employeurs, et d'une réelle visibilité à l'International.

#### Jalons

**16 - Point d'étape concernant l'évolution de la structuration institutionnelle de l'INSA en lien avec l'intégration de nouveaux domaines de formation – 2018**

### Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'INSA de Lyon

Opérations	Années d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION ET VIE ETUDIANTE</b>					
1 – Mise en place de la politique de formation en Humanités					
2 – Mise en place d'outils pour le suivi de la démarche compétence					
3- Mise en place de l'évaluation systématique des enseignements					
4 - Bilan sur l'intégration des TICE dans la formation					
5 - Mise en place d'un suivi spécifique des cohortes des filières internationales de 1 <sup>er</sup> cycle					
<b>RECHERCHE</b>					
6 – Mise en place des parcours recherche dans les départements					
7 - Elaboration d'un plan de démarche qualité spécifique au domaine de la recherche					
8 – Bilan de la démarche d'animation scientifique					
9 – Mise en place d'une incitation à l'implication des chercheurs dans des structures et projets européens					
<b>PILOTAGE</b>					
10 – Demande de passage aux RCE					
11 - Mise en œuvre d'outils de calcul des coûts hébergement / restauration					
12 - Elaboration d'un système d'information global et intégré					
13 - Plan de mise en œuvre de la GPEC					
14 – Elaboration d'un plan d'action relatif aux risques psycho-sociaux					
15 – Etablissement d'un schéma directeur immobilier, accompagné d'un plan pluriannuel de programmation financière en matière immobilière					
16 - Point d'étape concernant l'évolution de la structuration institutionnelle de l'INSA en lien avec l'intégration de nouveaux domaines de formation					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### INSA de Lyon

- **L'INSA de Lyon qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site Université de Lyon** recevra chaque année, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat.

- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- **Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'INSA de Lyon financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
INSA de Lyon	2016
Masse salariale (non RCE)	8 217 532 €
Fonctionnement	9 781 983 €
<b>Dotation prévisionnelle</b>	<b>17 999 515 €</b>

- **Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020**, les dotations prévisionnelles de cet établissement feront l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.

## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### Indicateurs communs

#### FORMATION ET DE RECHERCHE

IC 1 – Diversification de l'accès

IC 2 – Mobilité internationale (entrante et sortante)

IC 3 – Insertion Professionnelle

IC 4 – Part des étudiants diplômés poursuivant leurs études en doctorat

IC 5 – Contrats de recherche passés avec les entreprises

#### PILOTAGE

IC 6 – Développement des ressources propres (hors subventions pour charges de service public)

IC 7 – Taux d'occupation des locaux

### Indicateurs spécifiques

#### FORMATION ET DE RECHERCHE

IS 1 – Démocratisation de l'accès et taux de passage en année supérieure

IS 2 – Accueil des personnes en situation de handicap

IS 3 – Nombre de cours dispensés en langue anglaise

IS 4 – Revenus consolidés de la valorisation de la recherche

IS 5 – Relations avec Entreprises-Fondation

#### PILOTAGE

IS 6 – Qualification du dispositif d'autoévaluation mis en œuvre par l'établissement

IS 7 – Qualité du pilotage financier

IS 8 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

IS 9 – Endorecrutement des enseignants chercheurs

IS 10 – Qualité du pilotage en matière de gestion immobilière

IS 11 – Evolution des surfaces immobilières

IS 12 – Développement durable / plan vert



## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

IC1	DIVERSIFICATION DE L'ACCES : POIDS RELATIF DES BOURSIERS SUR CRITÈRES SOCIAUX ET PROMOTION DE LA PARITÉ FEMME / HOMME	INSA de Lyon
-----	---	--------------

## 1-3 Poids relatif des boursiers sur critères sociaux

Action	Formation initiale et continue de niveaux licence et master (P150, 1 et 2) ; aides directes (P231, 1)
Objectif	Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales (programme 231)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires précédant la première année du contrat (2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015)
Champ de la mesure	Élèves inscrits en filière ingénieur uniquement, quelle que soit la durée du cursus dans la filière, hors apprentissage. Sont donc exclus du champ les étudiants des classes préparatoires non intégrées au cursus, des masters et autres diplômes.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscriptions principales dans les écoles sous tutelle du MENESR, hors apprentissage. Les étudiants inscrits en école, exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire, sont exclus du champ. La notion de boursiers sur critères sociaux trouve son origine dans l'article L 821-1 du code de l'éducation et est définie conformément à la circulaire n° 2012-0012 du 22-6-2012 fixant les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite et à la mobilité internationale pour l'année 2012-2013. Ce texte établit les conditions de ressources, d'âge, de diplôme, de nationalité et d'inscription dans l'enseignement supérieur requises pour l'attribution d'une bourse.
Source	Etablissement
Mode de calcul	Nombre d'étudiants de la filière ingénieur boursiers sur critères sociaux / effectif total en filière ingénieur (hors apprentissage et hors étrangers non éligibles)*100.

## Données de l'établissement

	Nombre de boursiers sur critères sociaux (BCS)	Nombre total d'étudiants éligibles (hors étrangers et apprentis)	% de boursiers
2012-2013	1 245	3 603	35%
2013-2014	1 250	3 642	34%
2014-2015	1 159	3 615	32%
Cible 2020			33%

**Commentaires de l'établissement :** Meilleure communication au niveau du groupe INSA. Mise en place d'actions spécifiques d'accompagnement pour les étudiants boursiers.

Le taux de boursiers sur critères sociaux ne prend en compte que les étudiants éligibles, c'est-à-dire hors étudiants non-communautaires et apprentis.



## 1-2 Promotion de la parité hommes et des femmes en % sur l'effectif total

Action	Formation initiale et continue
Objectif	Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales (programme 231)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires précédant la première année du contrat (2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015)
Champ de la mesure	Élèves inscrits en filière ingénieur uniquement.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscriptions principales dans les 39 écoles sous tutelle du MENESR. Les étudiants inscrits en école, exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire, sont exclus du champ.
Source :	MENESR - SIES
Mode de calcul	Part d'hommes et de femmes, en pourcentage de l'effectif total

## Données de l'établissement

Taux	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Hommes (%)	68,5	68,8	67,3	65%
Femmes (%)	31,5	31,2	32,7	35%
Total	100%			

## Données nationales (écoles sous tutelle MENESR)

Taux	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Hommes (%)	74,4	74,2	73,0
Femmes (%)	25,6	25,8	27,0
Total	100%		

**Commentaires de l'établissement :** sensibilisation accrue des lycéennes aux métiers d'ingénieurs. Politique volontariste avec affichage d'une cible à 50% à 10 ans. 50% en première année visés en 2020.

IC2	MOBILITÉ INTERNATIONALE	INSA de Lyon
-----	-------------------------	--------------

Action	Formation initiale et continue de niveau master
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements (P150, objectif 5)

## 2-1 Mobilité entrante en filière ingénieurs, part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger

### Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Tout inscrit (inscriptions principales) en filière ingénieur uniquement. Les étudiants inscrits en école exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire sont exclus du champ.

### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Les étudiants étrangers concernés sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires étranger ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les étrangers titulaires d'un baccalauréat français sont exclus du champ.
Source	MENESR - SIES
Mode de calcul	Nombre d'étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger / nombre total d'inscrits*100

	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Nombre d'inscrits étrangers titulaires d'un diplôme étranger	1 023	1 118	
<i>Dont Union européenne</i>	<i>294</i>	<i>327</i>	
Nombre total d'inscrits	4 934	4 996	
<b>Taux</b>	<b>20,7%</b>	<b>22,4%</b>	<b>25%</b>

**Leviers d'action :** En sus du parcours classique, les 4 filières internationales de 1<sup>er</sup> cycle sont conçues pour accueillir des publics étrangers et assurer leur réussite. Les bureaux de représentation locaux et les équipes associées assurent des actions de prospection et de recrutement ciblées auprès de lycées partenaires pour assurer un recrutement de qualité. Le lancement d'un Bachelor en anglais à la rentrée 2016 constitue une autre opportunité pour attirer et accueillir des jeunes issus de systèmes éducatifs étrangers

**Commentaires de l'établissement :** 20% pour les élèves-ingénieurs et 30% pour tous les étudiants (ingénieurs, doctorants, diplômés d'établissement).

**2-2 Mobilité sortante, part des diplômés ayant suivi au moins 6 mois de stage ou de formation universitaire dans un pays étranger pendant leur cursus****Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés de l'année n
Champ de la mesure	Tout diplômé de filières ingénieurs

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	La durée de référence est de 6 mois, consécutifs ou non
Source	établissement
Mode de calcul	Nombre de diplômés de la filière ingénieur ayant suivi au moins 6 mois de stage ou de formation dans un pays étranger pendant leur cursus / nombre total de diplômés de la filière ingénieur *100

**Précision :** Les sources sont encore fragiles sur les questions de mobilité sortante (collecte des informations nécessaires très récente). La situation devrait toutefois se normaliser au cours des prochaines années.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante (%)	59%	59%	63%	100%
Pour mémoire : part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante d'au moins 3 mois (%)	62%	64%	66%	

IC3	INSERTION PROFESSIONNELLE	INSA de Lyon
-----	---------------------------	--------------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Résultats diplômés à 2 et 6 mois après le diplôme obtenu
Champ de la mesure	Élèves du cycle ingénieur inscrits dans l'école
Source	établissement
Mode de calcul	<p><b>Nombre de diplômés</b> : nombre total de diplômés de la filière ingénieur</p> <p><b>Nombre de diplômés</b> répondant au champ de l'indicateur = nombre total de diplômés de la filière ingénieur – (nombre de diplômés étrangers + nombre de diplômés poursuivant des études)</p> <p><b>Taux de réponse</b> : nombre de questionnaires respectant le champ de l'enquête qui permettent de connaître la situation du diplômé rapporté au nombre total de diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête exploitables émanant de diplômés vérifiant les critères de l'enquête et présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p><b>Taux d'insertion</b> est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p>

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Effectifs de diplômés répondant à l'enquête
Mode de calcul	effectifs des diplômés insérés à la sortie de l'établissement / effectif des diplômés enquêtés

Résultat position à 2 mois	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Nombre de diplômés	958	955	1 003	
Nombre de diplômés répondant aux critères				
Taux de réponse	85,1%	85,2%	81,2%	
Taux d'insertion (CDD+CDI) à 2 mois	70,8%	66,6%	68,7%	68%
Part des diplômés insérés en CDD				
Part des diplômés insérés en CDI				
Salaire moyen (€)				

Résultat position à 6 mois	2012-2013	2012-2013	2013-2014	Cible 2020
Nombre de diplômés	958	955	1 003	
Nombre de diplômés répondant aux critères				
Taux de réponse	85,1%	85,2%	81,2%	
Taux d'insertion à 6 mois	90,7%	83,7%	89,2%	90%
Part des diplômés insérés en CDD		15,3%	14,9%	
Part des diplômés insérés en CDI	82,6%	79,7%	81,9%	
Salaire moyen (€)	37 935 €	38 153 €	38 540 €	

**Commentaires de l'établissement** : les indicateurs sont directement corrélés au marché de l'emploi, seule leur dérivée est interprétable en termes d'adéquation de la formation.

IC4	PART DES ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS POURSUIVANT LEURS ÉTUDES EN DOCTORAT	INSA de Lyon
-----	--	--------------

Action	Formation initiale et continue
Objectifs	Répondre aux besoins de qualifications supérieures ; développer le dynamisme et la réactivité de la recherche universitaire ; contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale par le transfert et la valorisation des résultats de la recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date	Année universitaire n+1, pour les diplômés de l'année universitaire n.
Champ de la mesure	Diplômés de l'année n de la filière ingénieur

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	<p>Tout diplômé de l'année universitaire n inscrit en doctorat pour l'année universitaire n+1, quel que soit son statut (en contrat doctoral, en CIFRE, salarié CDI ou CDD, sans emploi rémunéré, etc.) et l'établissement de son inscription doctorale.</p> <p>L'expression n+1 désigne des années universitaires. (Par exemple, si n est l'année 2012, 2011-2012 est l'année universitaire n-1/n et 2012-2013 l'année universitaire n/n+1)</p>
------------------------------------	--

Mode de calcul	Nombre d'ingénieurs diplômés de l'année n inscrits en doctorat pour l'année universitaire n+1 / nombre total d'ingénieurs diplômés de l'année n*100
Source	MENESR - SIES

	2012-2013 (diplômés 2012)	2013-2014 (diplômés 2013)	2014-2015 (diplômés 2014)	Cible 2020 (diplômés 2019)
Nombre d'ingénieurs diplômés inscrits en doctorat	108	86	78	
Nombre total de diplômés	958	955	1 003	
Taux	11,3%	9%	7,8%	20%

**Leviers d'action :** mise en place de parcours Recherche et Développement à partir de la rentrée universitaire 2016-2017 pendant le cursus ingénieur (L3, M1 et M2) : partie tronc commun centrée sur des compétences transverses et disciplinaires pour tous les étudiants et une partie optionnelle centrée sur des recherches disciplinaires avec obtention d'un label Recherche et développement.

Jalons : Date de départ : rentrée 2016-2017

Généralisation sur les 3 années concernées en 2018-2019

IC5	CONTRATS DE RECHERCHE PASSES AVEC LES ENTREPRISES	INSA de Lyon
-----	---	--------------

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	K€
Date de la mesure	Année n

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	L'indicateur observe en lecture immédiate du montant en valeur absolue des ressources apportées par les contrats de recherche
Source	établissement
Mode de calcul	Cet indicateur est calculé à partir d'enquêtes auprès des institutions concernées, car il impose de séparer précisément, dans les comptes des opérateurs, les ressources de recherche des ressources d'enseignement.
Date de disponibilité de l'indicateur	Les délais de collecte et de traitement par le service statistique national compétent font que la valeur de l'année n n'est disponible qu'en juillet n+2

**Données établissement**

	2015 Réalisation	2016 Prévision	2017 Prévision	2018 Prévision	2019 Prévision	Cible 2020
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	12 274 k€	12 500 k€	12 750 k€	13 000 k€	13 250 k€	13 500 k€

**Données nationales (PAP 2016)**

	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision PAP 2015 actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	-	-	217 160	217 160	229 600	240 000

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IC6	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES Hors subventions pour charges de service public	INSA de Lyon
-----	--	--------------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Milliers d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux dernières années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 41. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 42. les recettes de la formation continue (7065) 43. la taxe d'apprentissage (7481) 44. les contrats et prestations de recherche 45. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 46. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 47. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 48. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 -70681 – 70688 – 707- 708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Source	établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	4 482 512	4 447 977	5 000 000
Formation continue (2)	797 992	1 624 966	2 000 000
Taxe d'apprentissage (3)	2 740 832	1 824 050	1 800 000
Contrats et prestations de recherche (4)	7 123 468	4 555 644	5 000 000
ANR investissements d'avenir (74411)	56 400	150 217	
ANR hors investissement d'avenir (74412)	2 318 643	1 952 374	
Autres (704 – 705 – 7062 – 751)	4 748 425	2 453 053	
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)	1 872 328	1 796 465	2 000 000
Régions (7442)	546 529	306 141	500 000
Union européenne (7446)	545 452	843 959	1 000 000
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)	780 347	646 365	500 000
Dons et legs des fondations (6)			2 000 000
Produits exceptionnels (7)	1 321 275	831 723	1 000 000
Autres ressources propres (8)	16 304 703	16 466 362	18 000 000
Total	34 643 110	31 547 187	36 800 000

**Précisions** : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

**Leviers d'action** : pour la formation continue, une insertion dans la stratégie de l'université de Lyon devrait permettre à l'établissement d'étoffer son offre et ses services.

La Fondation INSA Lyon a pour objectif de lever 20 millions d'euros supplémentaires dans les 5 prochaines années.

Pour les autres ressources propres (8) :

- l'apprentissage sera doublé (objectif de 2,1 millions d'euros),
- l'outil hébergement-restauration sera optimisé (+ 1 million),
- les frais d'infrastructure seront mieux pris en charge (+0,5 millions d'euros)

**Commentaires de l'établissement** : les droits d'inscription incluent en 2014 et 2015 environ 1,6 million d'euros de frais d'admission gérés par le service admission du groupe INSA (SAGI).

IC7	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	INSA de Lyon
-----	------------------------------	--------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p>
	$T = \frac{(U / S)}{H}$
	<p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)  A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de : <math>\frac{58\,195\text{ h}}{66\text{ salles}}</math> soit 79 % pour les salles banalisées</p> <p>1 120 h</p> <p>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ; Son taux d'occupation est de : <math>\frac{62\% \times 3\,000\text{ m}^2}{8\,100\text{ m}^2} + \frac{79\% \times 5\,100\text{ m}^2}{8\,100\text{ m}^2} = 73\%</math>.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

**Précisions** : Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ».

Ce taux est estimé à 71 % en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements.

Cible 2017 (PLF 2015) à 72%.



Occupation des locaux	Situation actuelle (2015)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	17 418	17	3 528	95	97
Salles banalisées	94 338	192	47 816	45,5	52
<b>Sous-total</b>	111 756	209	51 344	49	55
Salles dédiées	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	111 756	209	51 344	49	55

**Commentaires de l'établissement :** la mise en place d'un logiciel permettant le calcul du taux d'occupation est une priorité de l'établissement dans le cadre de contrat.

Pour information, les taux d'occupation estimés par la direction de la formation (après dépouillement de l'ensemble des plannings d'occupation) pour l'année 2012 étaient de 94% pour les amphithéâtres et de 73% pour les salles banalisées.

Le taux reste sensiblement le même sur le patrimoine qui n'est pas mis hors service pour cause de réhabilitation (il est même légèrement augmenté par le report des activités dans ces locaux). Cette problématique sera accentuée au cours du contrat en raison de la poursuite de travaux important de réhabilitation (opération campus, rénovation des amphithéâtres)

## INDICATEURS SPECIFIQUES

IS1	DEMOCRATISATION DE L'ACCES ET TAUX DE PASSAGE EN ANNÉE SUPÉRIEURE	INSA de Lyon
-----	---	--------------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## 1-1 Flux d'étudiants entrants

Action	Écoles d'ingénieurs
Objectif	Répondre aux besoins de qualifications supérieures

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs étudiants inscrits
Date de la mesure	Rentrées
Champ de la mesure	Tous les étudiants inscrits en formation initiale sous statut d'étudiant
Source	établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Effectifs étudiants inscrits en formation initiale sous statut d'étudiant - Données chiffrées brutes agréant l'ensemble des spécialités d'ingénieur en formation initiale sous statut d'étudiant (si l'école délivre plusieurs diplômes)
Mode de calcul	Répartition des inscrits par année selon le type d'admission

FLUX D'ÉTUDIANTS ENTRANTS	2012-2013		2013-2014		2014-2015		Cible 2020	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Nombre total	1 249	100	1226	100	1230	100	1330	100
Post bac	841	63,3	819	66,8	843	68,5	900	67,6
CPGE Bac+1							30	2,2
CPGE Bac+2	125	10	114	9,3	93	7,6	100	7,5
Bac +2	185	14,8	213	17,4	198	16,1	200	15,03
Bac +3	90	7,2	75	6,1	89	7,2	90	6,7
Bac +4	8	0,6	5	0,4	7	0,6	10	0,7
FA	61		81		72		100	7,5
FC	5		8		7		10	0,7
Double diplôme	72		86		112		200	15,03

CPGE Bac+1 : élèves ingénieurs entrés après une année de CPGE.

CPGE Bac+2 : élèves des classes préparatoires entrés sur concours d'entrée établissement XXX.

Bac+2 : autres diplômes Bac+ 2 que CPGE.

FA : formation en alternance

FC : formation continue

## Leviers d'action

Commentaire de l'établissement : date d'observation au 31 décembre

## 1-2 Taux de passage en année supérieure

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

Unité de mesure	Ratio en % et effectifs concernés
Date de la mesure	Années universitaires 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015
Champ de la mesure	Élèves inscrits en cycle ingénieur de l'année universitaire inscrits en première année et en années suivantes
Source :	établissement

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Nombre d'élèves inscrits en année n * (1 <sup>ère</sup> année)	903	881	880	900
Taux de passage en n+1	82%	82%	85%	88%
Redoublants	47	50	18	20
Nombre d'élèves inscrits en année n + 1 (2 <sup>ème</sup> année)	719	758	774	820
Taux de passage en n+2	93%	92%	92%	96%
Redoublants	25	34	37	30
Nombre d'élèves inscrits en année n + 2 (3 <sup>ème</sup> année)	960	974	1000	1 100
Taux de passage en n+3	94%	93%	91%	96%
Redoublants	32	53	63	40
Nombre d'élèves inscrits en année n + 3 (4 <sup>ème</sup> année)	980	967	1005	1 100
Taux de passage en n+4	98%	97%	95%	98%
Redoublants	17	22	39	20
Nombre d'élèves inscrits en année n + 4 (5 <sup>ème</sup> année)	1 038	1 070	1 020	1 100
Taux de réussite	92%	89%	87%	98%
Redoublants	80	116	117	120

\*NB : - Les expressions n-1 / n et n/ n+1 désignent des années universitaires. Par exemple, si n est l'année 2013, 2012-2013 est l'année universitaire n-1/n et 2013-2014 l'année universitaire n/n+1

**Leviers d'action : Actions fortes d'accompagnement de tous nos étudiants, surtout au premier cycle.**

**Commentaires de l'établissement :** les chiffres sont hors effectif en apprentissage, les règles de passages redoublement / exclusion étant différentes. Les étudiants français en double diplôme sont inscrits comme redoublants car le diplôme INSA est délivré en même temps que le diplôme étranger.

Date d'observation au 31 décembre.

IS2	ACCUEIL DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	INSA de Lyon
-----	--	--------------

Action	Accueil des étudiants et des personnels en situation de handicap
Objectifs	Améliorer l'accès aux études et à l'emploi des personnes en situation de handicap

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Augmentation du nombre de personnes
Date et source de la mesure	Année universitaire précédant la première année du contrat quinquennal
Champ de la mesure	Etudiants inscrits en filière ingénieur et personnels employés dans l'établissement

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Service de la scolarité et DRH de l'établissement
------------------------------------	---

Mode de calcul	Nombre de personnes
----------------	---------------------

Personnes en situation de handicap	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2019-2020
Tous les Etudiants	64	67		70
Personnels	41	42	44	50

**Leviers d'action** : rédaction du schéma directeur handicap.

**Commentaires de l'établissement** : grâce au schéma directeur handicap, l'INSA se positionne comme plus attractif pour les étudiants et les personnels.

IS3	NOMBRE DE COURS DISPENSES EN LANGUE ANGLAISE	INSA de Lyon
-----	--	--------------

Action	Evolution et développement de l'offre de formation
Objectifs	Ouvrir la formation à l'international

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Nombres de modules
Date et source de la mesure	Cet indicateur est observé chaque année au niveau de l'offre de formation proposée par les départements et centres, et dans la liste des diplômés gérée par le Service de la Scolarité de l'établissement.
Champ de la mesure	Offre de formation, diplomation

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Nombre de module (UE) de formation réalisés pour tout ou partie en anglais
Mode de calcul	Extraction des données de la scolarité et des maquettes pédagogiques des départements et centres de formation

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2019-2020
Nombre de modules en anglais	108	113	126	150

Précision : des masters en anglais seront ouverts pour les étudiants étrangers, dans le respect de la circulaire DGESIP du 2 mars 2015 relative aux diplômes nationaux de master dédiés aux étudiants internationaux, qui prévoit un renforcement de la langue et de la culture française. Dans ce cadre, il serait souhaitable qu'à l'issue de la formation une certification de pratique de la langue française puisse être délivrée aux étudiants.

**Leviers d'action** : Masters en anglais, diplôme d'établissement en anglais.

IS4	REVENUS CONSOLIDES DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE	INSA de Lyon
-----	---	--------------

Action	6 à 12 (programme 150)
Objectif	Améliorer les transferts et la valorisation des résultats de la recherche (P150, 8.1 et 8.2)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	K€
Date de la mesure	31/12/N
Champ de la mesure	Etablissements d'enseignement supérieur et structures externes chargées de la valorisation de leurs activités recherche

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	<p><b>Etablissement</b> : établissement d'enseignement supérieur ayant qualité d'opérateur et participant à l'exécution du programme 150 dans le cadre d'une contractualisation avec le MESR.</p> <p><b>Structure externe</b> : structure (établissement public, association, dispositif mutualisé ou filiale) chargée par l'établissement public ou un groupe d'établissements des activités de valorisation (COMUE)</p> <p><b>Organisme</b> : EPST partenaires des établissements au sein des unités mixtes et gérant potentiellement une part des ressources de valorisation</p> <p><b>Données financières</b> au 31/12/N de chaque année considérée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- recettes générées par les contrats de recherche (hors financement public sur projet - FPP)</li> <li>- recettes générées par les prestations de service (études et prestations recherche hors contrats)</li> <li>- recettes générées par les revenus de la propriété intellectuelle</li> </ul>
Source :	Comptes financiers des établissements d'enseignement supérieurs Bilans financiers annuels des structures externes et des organismes
Mode de calcul	Montants déclarés par catégories de ressources citées plus haut, issus du compte financier de l'établissement, augmentés des ressources globales des structures externes concernées et des ressources éventuellement gérées par les organismes pour le compte d'unités mixtes de l'établissement. Les ressources des structures externes mutualisées ne sont pas ventilées par établissement faute de pouvoir déterminer a priori la bonne clé de répartition. Cependant, les établissements sont invités à commenter les résultats et le cas échéant à expliciter leur niveau de participation au dispositif mutualisé, y compris si la valorisation est gérée au niveau de la COMUE.
Responsable de l'indicateur	DGRI – DGESIP
Date de disponibilité de l'indicateur	Mars de chaque année N pour N-1

	Ressources en K€ (2015)				Cible 2020 : évolution en %
	Contrats hors FPP	Prestations	Redevances PI	Total	
1- Périmètre établissement					
2- Périmètre structure(s) externe(s) propre(s) à l'établissement : INSAVALOR	6 934 k€	5 234 k€	106 k€	12 274 k€	+ 20%
3- Périmètre structure(s) externe(s) mutualisées					
4- Périmètre « organismes »					
<b>TOTAL</b>					

**Précisions – Remarques importantes :**

Les financements publics sur projet (FPP), par exemple en provenance de l'ANR, du FUI, de l'UE (PCRD), ou des collectivités territoriales sont exclus du périmètre de l'indicateur.

*Cet indicateur financier ne rend compte que partiellement de la mission de valorisation de la recherche confiée aux établissements et de la dynamique en place.* Un tableau de bord de suivi des résultats construit conformément à la volonté de la CPU, devra permettre de faire évoluer cet indicateur de même que la diffusion des analyses conduites sur la base de l'enquête Curie. En outre les établissements sont invités à compléter cet indicateur d'éventuels commentaires ou compléments d'information.

IS5	RELATIONS ENTREPRISES-FONDATION	INSA de Lyon
-----	---------------------------------	--------------

## Sous-indicateur 1 : Collecte de fonds par le mécénat

Action	Collecte de fonds par mécénat
Objectifs	Mesurer l'apport de la Fondation à l'INSA de Lyon

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	k€
Date et source de la mesure	Début de chaque année ; Rapport d'activité de la Fondation
Champ de la mesure	Du 1/1/2010 (création de la Fondation) à l'année n (cible 2015)

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Cumul de tous les fonds affectés par la Fondation à des projets de l'INSA depuis sa création jusqu'à l'année n (cible 2015)
------------------------------------	---

Mode de calcul	Extraction du rapport d'activité de la fondation pour l'année n
----------------	---

	2013	2014	2015	Cible 2020
Montant collecté (k€)	1 284	1 448	1 349	2 000

**Commentaires de l'établissement :** les éventuels fonds propres de la Fondation devront être pris en compte pour l'interprétation de ces résultats, la Fondation pouvant décider une politique de capitalisation associée au financement de programmes pour l'INSA et par là-même modifier ou différer son concours financier.

## Sous-indicateur 2 : chaires d'entreprises

Action	Créations de chaires d'entreprises
Objectifs	Développer des actions de recherche et/ou de formation dans un domaine prioritaire pour l'INSA

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	nombre
Date et source de la mesure	Début de chaque année ; Rapport d'activité de la Fondation
Champ de la mesure	Du 1/1/2010 (création de la Fondation) à l'année n (cible 2020)

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Nombre de chaires d'entreprises actives l'année n
------------------------------------	---

Mode de calcul	Extraction du rapport d'activité de la fondation pour l'année n
----------------	---

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Nombre de chaires	6	7	6	12
Dont chaires internationales	1	1	1	3



## Sous-indicateur 3 : Partenariats de recherche avec le monde socio-économique

Action	Recherche Universitaire et Valorisation
Objectifs	Soutenir une recherche d'excellence par et pour la demande sociétale
<b>Description de l'indicateur</b>	
Unité de mesure	Nombre
Date et source de la mesure	En mai de l'année universitaire n. Source : données de la direction de la recherche INSA-Lyon, de sa filiale INSAVALOR et de sa fondation INSA-Lyon, pour l'année n-1
Champ de la mesure	Accords et conventions cadres signés par l'établissement, sa filiale de valorisation et sa fondation, dans le domaine de la recherche pour le monde socio-économique

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Accords et conventions cadres de partenariat, couvrant le domaine de la recherche, avec des entreprises, des collectivités ou des EPIC, signés de la direction de l'INSA, de sa filiale INSAVALOR ou de sa fondation
------------------------------------	--

Mode de calcul	Nombre total d'accords en cours de validité l'année n
----------------	---

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Nombre total d'accords et de conventions cadres, actifs l'année n	14	15	15	20

IS6	QUALIFICATION DU DISPOSITIF D'AUTOEVALUATION MIS EN ŒUVRE PAR L'ETABLISSEMENT	INSA de Lyon
-----	---	--------------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la gestion des établissements de l'enseignement supérieur et l'évolution du patrimoine immobilier

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Qualification en 6 niveaux, de 0 à 5, du dispositif mis en œuvre par l'établissement pour l'autoévaluation de sa performance
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Etablissement

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	<p>La situation de l'établissement relève des cotations suivantes :</p> <p>0 : il n'y a pas d'action ou de projet significatif contribuant à ce but</p> <p>1 : quelques actions isolées, amorce de plan d'actions</p> <p>2 : un plan d'action a été défini et mis en œuvre</p> <p>3 : plan d'action mis en œuvre partiellement, suivi et adaptation insuffisamment formalisés</p> <p>4 : suivi et l'adaptation de la réalisation s'intègrent dans un cycle permanent (processus d'amélioration continue)</p> <p>5 : le dispositif d'assurance qualité est validé par une instance externe reconnue.</p> <p>La qualification du dispositif d'auto-évaluation est réalisée pour les trois secteurs suivants : Politique de formation, Politique scientifique, Management de l'établissement au service de ses missions</p>
--	--

Cotation	Politique de formation		Politique scientifique		Management de l'établissement au service de ses missions	
	2016	2020	2016	2020	2016	2020
0						
1			1		1	
2	2					
3				3		3
4		4				
5						

**Précisions :**

Les cotations de 0 à 3 sont inspirées du "Common Assessment Framework" pour l'évaluation des moyens mis en œuvre par les organismes dans le cadre du développement de l'auto-évaluation dans les fonctions publiques européennes. L'interprétation est réalisée lors du dialogue contractuel quadriennal entre chaque établissement et le ministère.

IS7	QUALITE DU PILOTAGE FINANCIER	INSA de Lyon
-----	-------------------------------	--------------

Action	Pilotage financier de l'établissement
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Réalisation de l'objectif
Date de la mesure	A l'issue du contrat – 2015
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement

Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement
---------------------------------------	---

## Mesure du résultat par l'indicateur

	0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi. 1 = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel 2 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels
	Cocher les cases correspondant à la situation de l'établissement

**- Restaurer la sécurité financière de l'établissement et développer le pilotage par les coûts**

Types d'actions prévues	Situation actuelle (2016)	2017	2018	2019	Cible 2020
1- Maintenir un niveau de fonds de roulement disponible assurant une sécurité financière à l'établissement, l'INSA ne devra pas descendre au-dessous d'un niveau de fonds de roulement correspondant à moins de 60 jours de dépenses de fonctionnement décaissables	Budget prévisionnel 2016 : 37 jours au 31/12/2016	1	1	2	2
2 – Le niveau de trésorerie de l'INSA devra permettre d'assurer en permanence deux mois de décaissement	Niveau Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 (17,4 millions). Budget prévisionnel 2016, prévision décaissement : 73,8 millions. Trésorerie = 86 jours	2	2	2	2
3- L'INSA devra communiquer un plan de trésorerie mis à jour lors de chaque présentation d'un acte budgétaire au Conseil d'Administration et le transmettre aux services du Rectorat chargés du contrôle budgétaire	1	1	2	2	2
4 – Développer un outil interne de connaissance des coûts, l'établissement devra se doter d'un outil de comptabilité analytique permettant de retracer le coût complet des actions	0	1	2	2	2
5 – Maîtriser le pilotage à partir des coûts complets des actions, l'établissement devra être en capacité de fonder ses choix de gestion sur une approche par coût complet	0	1	2	2	2

**- Inscrire l'école dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :**

Types d'actions prévues	Situation actuelle (2016)	2017	2018	2019	Cible 2020
1- Améliorer la sincérité des prévisions, inscrire au budget des dépenses et des recettes au caractère probable, maîtriser la politique des reports	1	1	2	2	2
2 - Renforcer la fiabilité de la procédure budgétaire par un suivi régulier des droits constatés et du rattachement des charges et des produits à l'exercice (mise à jour de la comptabilisation des subventions et des reports)	1	1	1	2	2
3- Elaborer des tableaux des opérations pluriannuelles (plan pluriannuel d'investissement et contrats de recherche) qui permettent une assurance sur la soutenabilité budgétaire pluriannuelle des opérations d'investissement	1	1	1	2	2

**- Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :**

Type d'actions prévues	Situation actuelle (2016)	2017	2018	2019	Cible 2020
1- fiabiliser l'inscription de l'actif, par : - la construction d'un inventaire physique des stocks et des biens mobiliers suivi d'une mise à jour au bilan - provisionner les risques inhérents à l'activité	0	1	1	2	2
2- Mettre en place une politique d'amortissements (augmenter la part d'amortissements dans le développement de la CAF)	1	1	1	1	2
3- Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable (cartographie des risques)	1	1	1	2	2

IS8	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGERS	INSA de Lyon
Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs	
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur	
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)	
Description de l'indicateur		
Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>30. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>31. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>32. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>33. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>34. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>35. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>	
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>	
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement	
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.	

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	2	4
2-Le système d'information et les services numériques	2	4
3-Le numérique au service de la formation des étudiants	2	4
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	2	3
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	1	2
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	1	3

**Leviers d'action**

- Un VP en charge du numérique est en cours de nomination, qui aura pour mission première d'élaborer un schéma directeur du numérique.
- Le CAPI (Comité d'Arbitrage des Projets Informatiques) et le COSSI (Comité d'Orientation Stratégique du Système d'Information) ont été créés.
- Une cellule pédago-TICE (ATENA) a été créée.
- Une GED (Gestion Electronique des Documents) est en cours de déploiement.

**Commentaires de l'établissement :** démarche naissante. Compétences et outils non appropriés à ce jour, chantier prioritaire pour l'INSA.

IS9	ENDORECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS	INSA de Lyon
-----	--	--------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international et accroître le dynamisme des équipes de recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignants-chercheurs titulaires et stagiaires ; pourcentages
Date de la mesure	Recrutements avec affectation au cours de l'année civile considérée
Champ de la mesure	Toutes disciplines du Conseil national des universités (CNU) hors médecine et odontologie

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	Pour les maîtres de conférences (MCF), le recrutement interne correspond d'abord aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou le titre jugé équivalent dans l'établissement mais ne comprend pas, dans le cas d'une mutation, le MCF titulaire exerçant précédemment dans l'établissement. Pour les professeurs des universités (PR), le recrutement interne recense seulement les personnes qui occupaient précédemment, en qualité de titulaire, un emploi de MCF dans l'établissement (les PR en première affectation après concours d'agrégation ne sont pas comptabilisés).
Mode de calcul	Le numérateur dénombre les recrutements internes. Le dénominateur comprend tous types de concours d'enseignants-chercheurs titulaires.
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGRH

Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endorecrutement		2013	2014	2015	Données cumulées 2013, 2014, 2015	Cible 2020 (données cumulées sur la période contractuelle)
Maîtres de conférences	Effectifs*	3	4	6	13	
	%**	17,7%	28,6%	54,6%	31%	25%
Professeurs des universités	Effectifs*	3	6	4	13	
	%**	60%	66,7%	57,2%	62%	57%

\* recrutement interne

\*\* recrutement interne / (recrutement total \*100)

**Leviers d'action :** consignes contraignantes données aux comités de sélection et votées en conseil d'administration.

**Commentaires de l'établissement :** les présidents de COS sont systématiquement alertés par la direction de l'INSA sur la maîtrise du taux d'endo-recrutement.

L'INSA développe une politique de communication ciblée en vue de recruter les meilleurs candidats. Objectifs d'augmenter les candidatures étrangères aux postes de MCF et de PU.

IS10	QUALITE DU PILOTAGE EN MATIERE DE GESTION IMMOBILIERE	INSA de Lyon
------	---	--------------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Indice de satisfaction défini entre 0 et 5
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Ensemble des dispositifs au sein de l'établissement

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	<p>0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de gestion immobilière et fait preuve d'une connaissance insatisfaisante de son patrimoine immobilier, tant en terme quantitatif (ex. difficulté à renseigner l'enquête surfaces pour l'ensemble de ses implantations) que qualitatif (difficulté à qualifier l'état du bâti de l'ensemble de ses bâtiments).</p> <p>1= l'établissement dispose d'au moins un outil opérationnel de gestion immobilière (schéma directeur ou logiciel de gestion) et fait preuve d'une bonne connaissance de son patrimoine immobilier, tant en terme quantitatif (ex. enquête surfaces correctement renseignée) que qualitatif (ex. état du bâti suffisamment précis et cohérent avec l'enquête surfaces).</p> <p>2= schéma directeur immobilier défini mis en œuvre</p> <p>3 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels de gestion immobilière (schéma directeur et logiciel de gestion) et fait preuve d'une bonne connaissance de son patrimoine immobilier, tant en terme quantitatif que qualitatif.</p> <p>4 = l'établissement assure un pilotage cohérent et structuré de sa politique immobilière en articulant l'intervention de ses services avec l'utilisation de ses outils de gestion immobilière.</p> <p>5 =dispositif de pilotage validé par une instance externe reconnue</p>
Mode de renseignement de l'indicateur	Cocher les cases correspondant à la situation de l'établissement

Qualité du pilotage de la politique immobilière		
Indice de satisfaction	Situation actuelle 2016	2020
0		
1		
2	2	
3		
4		4
5		

**Leviers d'action :** nouveau logiciel et réorganisation de la direction du patrimoine et du développement durable facilitant la vision prospective.

**Commentaires de l'établissement :** le logiciel de gestion des données patrimoniales a été abandonné par son fabricant. Il convient de transférer l'ensemble des données sur le nouvel outil (acheté en groupement d'achat avec les universités Lyon1,2,3 ) et de mettre à jour les données (ce qui n'est plus possible depuis 3 ans environ.). Nous en profitons en 2016 pour acquérir un nouvel outil de GMAO (l'ancien outil a également été abandonné par son fabricant).



IS11	EVOLUTION DES SURFACES IMMOBILIERES	INSA de Lyon
------	-------------------------------------	--------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

*Description de l'indicateur*

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Surfaces immobilières recensées dans l'enquête immobilière DGESIP

*Élaboration et qualités de l'indicateur*

Nature précise des données de base	Enquête immobilière de la DGESIP
Source	établissement
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

Années	Situation existante			Objectifs		
	Dénomination bâtiment	Situation domaniale	m² existants	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Situation initiale	Tous bâtiments établissement		230 316 (1)			
2016				0	3 873	+ 3 873
2017				0	0	0
2018				0	3 433	+ 3 433
2019				0	0	0
2020				-6 319	1 464	- 4 855
soldes				-6 319	8 770	+ 2 451
Evolution des m² à l'issue du contrat			230 316	-6 319	8 770	232 767

*Précisions :*

Par m² libérés on entend les surfaces inutiles qui ne sont plus occupées par une activité de l'établissement, les surfaces remises aux domaines ou cédés, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou vouées à la démolition.

Les m² nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

**Commentaires de l'établissement :** (1) la superficie (230 316 m²) correspond à l'ensemble des surfaces de l'INSA dont une partie (65 011 m²) n'est pas contrôlée par l'INSA (AOT et conventions).

Les surfaces créées et déconstruites correspondent à :

2016 – construction de la Tour A – MECAMAT

2018 – construction de la Tour D

2020 – déconstruction des bâtiments 109 à 112 du 1<sup>er</sup> cycle (6 062 m²) et EEDEMS (257 m²) et construction de PROVADEMS (1 464 m² calculées à partir de la SU du dossier d'expertise). Il est à noter que des surfaces de la Halle Jacquard ont été déconstruites pendant le contrat précédent (extrémité Est et Ouest de la Halle) permettant sur la même emprise de réaliser les tours A et D

IS12	DEVELOPPEMENT DURABLE / PLAN VERT	INSA de Lyon
------	-----------------------------------	--------------

Action	Démarche développement durable
Objectifs	Allier formation et exemplarité en matière de responsabilité sociétale

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Nombre d'actions engagées évaluées de niveau supérieur ou égal à 3 (sur une échelle de 1 à 4) par rapport au nombre total d'action par grand domaine exprimé en pourcentage
Date et source de la mesure	Dans le cadre du Plan Vert, l'établissement bâtit son Agenda 21 à partir du référentiel CGE/CPU, outil d'aide à la décision et de pilotage de la démarche L'évaluation se fait chaque année en juillet, à partir du référentiel CGE/CPU
Champ de la mesure	Cet indicateur s'applique à tout l'établissement et évalue le niveau de maturité et l'engagement dans la démarche

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Le référentiel se décline en 5 grands domaines d'activité. Dans chacun d'eux, différents champs d'actions sont évalués en niveaux de 1 à 4 (1 correspond à un investissement faible ou inexistant et 4 à un investissement importants et des résultats mesurés). Le nombre de champs dont le niveau est évalué supérieur ou égal à 3 correspond à la mesure.
------------------------------------	--

Mode de calcul	Nombre de champs évalués de niveau supérieur ou égal à 3 / Nombre de champs total (%) du grand domaine considéré
----------------	--

Grand Domaine (%)	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Stratégie et Gouvernance	10	20	30	60%
Politique sociale et ancrage territorial	93	93	95	100%
Gestion environnementale	81	86	90	100%
Enseignement et Formation	23	31	40	50%
Activités de Recherche	75	88	92	100%

**Leviers d'action**

Commentaires de l'établissement : indicateurs 2015 en cours de mesure.

**Précisions :**

Chaque établissement appliquant ce référentiel fait son auto-évaluation. Il estime le niveau de chaque champ d'action en précisant ses objectifs à court et moyen terme.

Par exemple, le grand domaine Stratégie et Gouvernance comprend 14 champs d'actions définis par la CGE et la CPU. Un des champs est présenté avec les niveaux lui correspondant dans le tableau suivant :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Institution d'une structure dédiée DD-RSE (nomination de chargés de mission, d'un responsable, d'un vice-président, création d'un comité, rattachement d'un conseiller HSE au président,...).	Aucune responsabilité n'est clairement attribuée	Quelques personnes ont pris le sujet en charge, plus par engagement personnel que par attribution de fonctions, pas d'action coordonnée	Un responsable existe mais ses actions ne sont pas directement rattachées à la Direction	Un comité organisé existe et s'attache au déploiement et au suivi de la stratégie DD-RSE : il rapporte à la Direction générale et transmet à un réseau d'animateurs. Un membre de la direction est en charge du développement durable.



**VOLET SPÉCIFIQUE  
INSA DE LYON  
ANNEXE « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## INSA de Lyon – FORMATION

## Annexe de l'arrêté du 7 juin 2016

Académie de LYON

Institut national des sciences appliquées de Lyon

L'établissement susvisé est accrédité à compter de l'année universitaire 2016-2017 en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

## Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ

## Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160486 Acoustique	EC LYON, ENTPE LYON, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160478 Nanosciences et nanotechnologies	EC LYON, LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021

## INSA de Lyon – RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles Organismes	Établissements	Partenaires
<b>DS 1 Mathématiques</b>					
UMR 5208	INSTITUT CAMILLE JORDAN (ICJ)	BENZONI Sylvie	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Saint-Etienne EC Lyon INSA Lyon	INRIA
FR 3490	FEDERATION DE RECHERCHE EN MATHÉMATIQUES RHONE-ALPES AUVERGNE	GUILIN Arnaud	CNRS	<a href="#">U- Clermont</a> <a href="#">Ferrand 2</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC Lyon INSA Lyon ENS Lyon UGA USMB	
<b>DS2 Physique</b>					
FR 3127	FEDERATION DE RECHERCHE ANDRE MARIE AMPERE	SAN MIGUEL Alfonso		<a href="#">U-Lyon 1</a> , EC Lyon INSA Lyon ENS Lyon	
<b>DS4 Chimie</b>					
UMR 5223	INGENIERIE DES MATERIAUX POLYMERES (IMP)	CASSAGNAU Philippe	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-ST Etienne	
UMR 5246	INSTITUT DE CHIMIE ET BIOCHIMIE MOLECULAIRES ET SUPRAMOLECULAIRES (ICBMS)	PIVA Olivier	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> INSA Lyon CPE Lyon	
FR 3023	INSTITUT DE CHIMIE DE LYON (ICL)	ANDRIOLETTI Bruno	IRSTEA, CNES	<a href="#">U-Lyon 1</a> INSA Lyon CPE Lyon ENS Lyon U-St Etienne	
<b>DS5 Biologie, Médecine, Santé</b>					
UM 92 UMR-S 1060 UMR-A 1235	LABORATOIRE DE RECHERCHE CARDIOVASCULAIRE, MÉTABOLISME, DIABÉTOLOGIE ET NUTRITION (CARMEN)	VIDAL Hubert	INSERM, INRA	<a href="#">U-Lyon 1</a> INSA Lyon	
UMR 5240	MICROBIOLOGIE, ADAPTATION ET PATHOGENIE (MAP)	NASSER William	CNRS	<a href="#">U-Lyon 1</a> INSA Lyon	
<b>DS6 Sciences Humaines et Humanités</b>					
UMR 5600	ENVIRONNEMENT VILLE SOCIÉTÉ (EVS)	Jean-Yves TOUSSAINT	CNRS	<a href="#">U-Lyon 3</a> U-Lyon 2	

U-Saint-Etienne  
INSA Lyon  
ENSA Lyon  
ENS Lyon  
ENTPE  
ENSM-SE

DS8 Sciences pour l'Ingénieur					
UMR 5509	LABORATOIRE DE MÉCANIQUE DES FLUIDES ET D'ACOUSTIQUE (LMFA)	BLANC-BENON Philippe	CNRS	<a href="#">EC Lyon</a> U-Lyon 1 INSA Lyon	U-Saint-Etienne
UMR 5005	LABORATOIRE AMPÈRE	ALLARD Bruno	CNRS	<a href="#">EC Lyon</a> U-Lyon 1 INSA Lyon	
UMR 5008	CENTRE D'ENERGETIQUE ET DE THERMIQUE DE LYON (CETHIL)	BONJOUR Jocelyn	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1	
UMR 5510	MATÉRIAUX : INGÉNIERIE ET SCIENCE (MATEIS)	CHEVALIER Jérôme	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1	
UMR 5259	LAMCOS - LABORATOIRE DE MECANIQUE DES CONTACTS ET DES STRUCTURES	NELIAS Daniel	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a>	
EA 677	LABORATOIRE VIBRATIONS ACOUSTIQUES (LVA)	PARIZET Etienne		<a href="#">INSA Lyon</a>	
EA 682	LABORATOIRE DE GENIE ELECTRIQUE ET FERROELECTRICITE	LEBRUN Laurent		<a href="#">INSA Lyon</a>	
EA 7429	DEEP - DÉCHETS, EAU, ENVIRONNEMENT, POLLUTIONS	BERTRAND-KRAJEWSKI Jean-Luc		<a href="#">INSA Lyon</a>	
FR 3411	INGÉNIERIE LYON SAINT-ETIENNE (INGELYSE)	LANCE Michel	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC Lyon / ENISE ENSM-SE CPE ECAM ENTPE	
FED 4092	CONSORTIUM LYON - SAINT-ETIENNE DE MICROSCOPIE (CLYM)	MASENELLI-VARLOT Karine		<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Saint-Etienne EC Lyon / ENISE ENSM-SE ENS LYON	
FED 4161	OBSERVATOIRE DE TERRAIN EN HYDROLOGIE URBAINE (OTHU)	BARRAUD Sylvie	IRSTEA	<a href="#">INSA Lyon</a> ECL U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ENTPE VETAGRO SUP Lyon	GRAIE
FED 4274	METACOMPOSITES : PROGRAMMER LA MATIÈRE POUR LE CONTRÔLE DES PROPRIÉTÉS VIBROACOUSTIQUES : METAVIBRO	COLLET Manuel		<a href="#">EC Lyon</a> INSA Lyon U-Le Mans ENSMM Besançon	



DS9 Sciences et technologies de l'information et de la communication				
EA 3720	CITI - CENTRE D'INNOVATION EN TELECOMMUNICATIONS ET INTEGRATION DE SERVICES	VALOIS Fabrice	INRIA	<a href="#">INSA Lyon</a>
EA 4570	DECISION, INFORMATION POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION (DISP)	BOTTA-GENOULAZ Valérie		<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Lyon 2
UMR 5205	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE EN IMAGES ET SYSTEMES D'INFORMATION (LIRIS)	HACID Mohan-Saïd	CNRS INSERM	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 EC Lyon
UM 147 UMR 5220 UMR-S 1206	CENTRE DE RECHERCHE EN ACQUISITION ET TRAITEMENT D'IMAGES POUR LA SANTE (CREATIS)	BEUF Olivier	CNRS INSERM	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 U-St Etienne
UMR 5270	INSTITUT DES NANOTECHNOLOGIES DE LYON (INL)	BRU-CHEVALLIER Catherine	CNRS	<a href="#">INSA Lyon</a> U-Lyon 1 EC Lyon CPE Lyon
FR 3403	FEDERATION LYONNAISE DE MODELISATION ET SCIENCES NUMERIQUES (FLMSN)	BUFFAT Marc		<a href="#">U-Lyon 1</a> U-Lyon 2 U-Lyon 3 ENS Lyon INSA Lyon EC Lyon

DS10 Agronomie				
UMR_A 230	BIOLOGIE FONCTIONNELLE, INSECTES ET INTERACTIONS	HEDDI Abdelaziz	INRA	<a href="#">INSA Lyon</a>
FR 3728	BIO-ENVIRONNEMENT ET SANTE	MOUCHIROUD Dominique		<a href="#">U-Lyon 1</a> VETAGRO SUP Lyon INSA Lyon ENTPE Lyon



## **VOLET SPECIFIQUE**

### **INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE LYON**

#### **I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE UdL**

- I-1- Finaliser l'IEP métropolitain de la ComUE UdL en développant le 1<sup>er</sup> cycle à St Etienne
- I-2- Développer des partenariats équilibrés avec les universités SHS du site (Lyon 2, Lyon 3, Saint-Etienne) et les établissements du CHEL[s]

#### **II- La formation**

- II-1- Renforcer le socle commun de connaissances et la cohérence du diplôme de l'IEP de Lyon
- II-2- Améliorer le suivi des étudiants et des diplômés
- II-3- Articuler formation initiale et continue, développer la certification des compétences
- II-4- Mieux prendre en compte l'évaluation des enseignements
- II-5- Développer des partenariats avec les collectivités locales, les acteurs socio-économiques et culturels

#### **III- La recherche**

- III-1- Orienter la recherche autour de deux thématiques prioritaires
- III-2- Accroître la valorisation de la recherche, renforcer les liens avec le monde socio-économique

#### **IV- La gouvernance**

- IV-1- Améliorer la gouvernance de l'établissement
- IV-2- Développer le pilotage prospectif
- IV-3- Veiller à la situation et aux conditions de travail des personnels

#### **Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'IEP de Lyon**

#### **Annexe financière**

#### **Indicateurs de performance**

#### **Annexe formation et recherche**

## I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE UdL

### I-1- Finaliser l'IEP métropolitain de la ComUE UdL en développant le 1<sup>er</sup> cycle à St Etienne (accueil de 235 étudiants à terme)

C'est dans une logique métropolitaine que Sciences Po Lyon et l'Université Jean Monnet (UJM) ont construit un partenariat privilégié afin d'ouvrir un cursus complet de l'Institut d'Etudes Politiques sur le site stéphanois. Ce projet d'IEP métropolitain s'inscrit pleinement dans une perspective de renforcement de la démocratisation de l'enseignement supérieur et de l'égalité des chances. Il vise à donner la possibilité à un plus grand nombre d'étudiants d'accéder à des formations d'excellence et à promouvoir des formes de mixité des publics étudiants. Il mise sur la complémentarité des formations et l'échange de ressources à l'échelle métropolitaine portée aujourd'hui par l'Université de Lyon. Il permet aux étudiants de bénéficier d'une offre pédagogique élargie s'appuyant sur les atouts de chacun des partenaires, avec un adossement fort à la recherche, portée notamment par le laboratoire Triangle (mais également EVS<sup>12</sup>, le CERCRID, le GATE, etc.), sur les thématiques directement en lien avec le projet. La construction de cet IEP métropolitain, déjà inscrite à l'agenda du contrat 2011-2015 des deux établissements, s'est traduite par l'ouverture, sur le site stéphanois, d'un 2<sup>ème</sup> cycle correspondant à un nouveau secteur de formation de l'IEP de Lyon (4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> années) articulé à une offre de masters pluridisciplinaires délivrés par l'Université Jean Monnet (UJM), qui permet aux étudiants de viser une double diplômentation.

A la rentrée 2017, Sciences Po Lyon et l'Université Jean Monnet ouvriront un 1<sup>er</sup> cycle du diplôme de Sciences Po Lyon sur le site stéphanois. Les 150 étudiants (de la 1<sup>ère</sup> à la 3<sup>ème</sup> année) pourront viser une double diplômentation par la mise en place de passerelles avec des licences générales de l'Université Jean Monnet. Par ailleurs, une offre de Diplômes d'Etablissement leur sera proposée. Le Département d'Etudes Politiques et Territoriales (DEPT), composante de l'Université Jean Monnet créée en 2013, assurera avec l'IEP de Lyon, la cogestion administrative et pédagogique de l'ensemble de ces formations, dont les étudiants seront accueillis dans de nouveaux locaux dédiés de l'Université Jean Monnet.

Cinquante places supplémentaires seront mises au concours commun de 1<sup>ère</sup> année des IEP, en 2017, passant ainsi d'une promotion de 185 étudiants à environ 235. Les cinquante lauréats du concours qui auront choisi Lyon/Saint-Étienne seront affectés, en fonction de leurs vœux et de leur rang de classement, sur le site rénové de la Tréfilerie de l'UJM.

Sur le site de Saint-Etienne, deux diplômes d'établissement (DE) seront ouverts pour que l'attrait que représentent ces diplômes centrés sur des aires culturelles soit fort sur les deux sites. Le premier, qui sera offert aux étudiants de tout le site stéphanois sous forme expérimentale dès 2017, portera sur le Brésil et le développement économique et urbain en Amérique latine. Le second, ouvert également à la rentrée 2017, portera sur les politiques de voisinage de l'Europe. Ces deux DE seront complémentaires de l'offre pédagogique déjà proposée à Sciences Po Lyon. Par ailleurs, leur enjeu est de permettre aux lauréats du concours admis à l'IEP métropolitain de faire un choix positif basé sur l'attractivité du site stéphanois, ainsi que sur un projet de formation spécifique. Ce choix peut en effet les mener jusqu'à la 5<sup>ème</sup> année, sans leur interdire une « mutation » sur Lyon en année 4, déplacements qui seront équilibrés en rendant l'offre de second cycle à Jean Monnet plus attirante encore. Il s'agit, en effet, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, de permettre aux étudiants du site lyonnais qui le souhaitent d'effectuer également leurs 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> années sur le site stéphanois.

L'ambition est ici de consolider le lien déjà fort avec le département de sociologie et la faculté de médecine de l'UJM, pour se positionner sur la formation dans le domaine des politiques de santé humaine et l'interaction entre les acteurs publics, privés et associatifs du domaine.

La finalisation de l'IEP métropolitain implique une coordination au niveau de l'encadrement administratif, notamment pour le service de la scolarité qui devra être renforcé. Il est également nécessaire d'affiner la lisibilité financière du projet pour prendre en charge les déplacements de personnels enseignants et administratifs, ainsi que des étudiants, dans un sens comme dans l'autre.

<sup>12</sup> Noms des laboratoires

Les équipes de l'établissement veilleront à ce que se maintienne un esprit de promotion par-delà les deux sites. Cela sous-entend un travail en profondeur pour assurer cohésion et égalité dans la vie associative et sportive, dans les élections aux différentes instances de gouvernance de l'IEP, dans l'animation culturelle avec une offre de conférences et de manifestations aussi attractive sur un site que sur l'autre.

Cette finalisation de l'IEP métropolitain se fait dans un espace territorial en pleine mutation administrative avec la constitution d'une Région Rhône-Alpes Auvergne et d'une Métropole qui reprend à Lyon une partie des compétences du département, notamment en matière d'enseignement supérieur. Saint-Étienne Métropole devient aussi un partenaire majeur de Sciences Po Lyon.

## **I-2- Développer des partenariats équilibrés avec les universités SHS du site (Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne) et les établissements du CHEL[s]**

Sciences Po Lyon se situe dans une approche pluridisciplinaire en SHS, avec une place importante dévolue à la science politique et plus généralement aux études politiques. Dans ce cadre général, les liens et partenariats institutionnels forts noués avec les différents établissements SHS du site (universités Lyon 2, Lyon 3, UJM, ENS Lyon) et les autres partenaires du CHEL[s] (VetAgro Sup, Ecole Centrale, CNSMD) seront renforcés. En plus des liens déjà évoqués avec l'UJM, l'IEP est partenaire avec Lyon 2 pour l'ensemble de la mention science politique et pour le master MaPP, ainsi qu'en sciences économiques avec le master RISE. Sciences-Po Lyon est également partenaires de l'ENS de Lyon pour deux masters, AlterEurope à Saint-Étienne et Administrateur des institutions de recherche et de diffusion des connaissances (Admire) à Lyon. Ces collaborations seront prolongées et accentuées, comme dans le cadre de l'accréditation du master « Asie Orientale Contemporaine » avec l'ENS. Enfin, une réflexion partenariale élargie, concernant les métiers de la fonction publique, ainsi que l'interaction entre sciences sociales et sciences de gouvernement d'un côté, sciences dures et sciences de l'ingénieur de l'autre, sera menée. Parmi les axes de travail privilégiés, la coordination dans le domaine des formations en journalisme, notamment avec l'université Lyon 2, devra également être conduite de manière collective afin de consolider une offre de formation solide et cohérente dans ce domaine.

Une réflexion sur les enseignements en langue sera menée à plusieurs niveaux : la pertinence du traitement de l'anglais comme une « langue étrangère » dans un diplôme à fort contenu international ; le maintien sur toute la durée du diplôme de la pratique de deux langues vivantes ; la réponse à la chute des effectifs de langues comme l'allemand ou l'italien... Des éléments de mutualisation concernant l'enseignement des langues doivent également être recherchés à travers notamment les partenariats noués avec les établissements du CHEL[s].

## **II La Formation**

### **II-1-Renforcer le socle commun de connaissances et la cohérence du diplôme de l'IEP de Lyon**

L'IEP de Lyon entend réinterroger la progression des enseignements, tout au long du diplôme, dans chacune des disciplines phares. Il s'agira notamment de renforcer l'orientation prise à travers la réforme de la 2<sup>ème</sup> année qui a visé à consolider un socle commun de connaissances en veillant à la progressivité et à l'équilibre des disciplines. Cela passe également et principalement par une réforme du second cycle. S'agissant de la 4<sup>ème</sup> année, un rééquilibrage entre des enseignements théoriques (notamment dans le tronc commun) et des enseignements opérationnels sera une des voies à suivre afin de renforcer la spécialisation et la professionnalisation. Enfin, le travail de mutualisation entre les spécialités de 5<sup>ème</sup> année devra être poursuivi dans un souci de mise en cohérence des formations et de meilleure mobilisation des moyens. Des recompositions pourront être envisagées de même que la création d'une ou deux nouvelles spécialités en fonction des moyens et besoins identifiés.

### **II-2- Améliorer le suivi des étudiants et des diplômés**

L'ambition est de renforcer la prise en charge des étudiants en difficultés, que ce soit sur le plan scolaire ou personnel. Sachant que beaucoup d'étudiants réussissent le concours très jeunes (l'IEP compte un nombre important d'étudiants qui entrent à Sciences Po Lyon à l'âge de 17 ans), avec des perspectives professionnelles très vagues, il est important d'offrir des possibilités de réorientation à l'intérieur des formations. Par ailleurs, l'année de mobilité est souvent un moment révélateur de difficultés, que ce soit avant le départ ou, surtout, à l'occasion du retour. Il apparaît indispensable de renforcer l'accompagnement de cette année charnière située au milieu du cursus, d'autant qu'elle est un facteur de maturation et

qu'elle est concomitante avec des choix d'orientation majeurs. D'une manière générale, il s'agira de mieux prévenir et de mieux accompagner les fragilités comme les comportements à risque en mettant en place des outils et des partenariats renforcés (CROUS, médecine préventive, praticiens, associations spécialisées....).

Il est indispensable de développer les dispositifs visant à mieux intégrer dans le cursus des étudiants en entrée directe, notamment en 4<sup>e</sup> année. Outre le maintien, voire l'enrichissement, des enseignements de pré-rentree, l'IEP de Lyon souhaite mettre en place un suivi plus personnalisé (parrainage systématique par d'autres étudiants, tutorat obligatoire, rendez-vous d'évaluation,...) pour faire émerger les éventuels problèmes rencontrés dès le 1<sup>er</sup> semestre de leur intégration. Les IEP du concours commun travaillent par ailleurs à la suppression du concours d'entrée directe en 2<sup>e</sup> année et à la mise en place de procédures communes d'intégration en 4<sup>e</sup> année.

L'ambition est également de renforcer le dispositif du programme Égalité des chances, afin de permettre un meilleur suivi et tutorat des lycéens engagés dans les préparations Programme Égalité des Chances Et Démocratisation (PECED). Par ailleurs, la mobilisation du fonds social étudiant devra être développée pour être plus efficace, en repensant la procédure d'accès, en mettant en place des bourses spécifiques pour la mobilité, etc.

Enfin, la fiabilité et la finesse des enquêtes auprès des diplômés seront renforcées, en améliorant le taux de réponses avec un objectif de 80% de retours. Il s'agit non seulement de faciliter l'insertion professionnelle mais aussi et surtout de renforcer le lien avec les diplômés les plus récents qui ont souvent tendance, à l'heure actuelle, à ne se rapprocher de leur *alma mater* qu'au bout de 15 à 20 ans de vie professionnelle.

### **II-3- Articuler formation initiale et continue, développer la certification des compétences**

Un effort tout particulier sera consacré à la formation continue. Fort d'un partenariat avec le CNAM, armé par une analyse fine déjà bien entamée de la demande dans certains secteurs d'activité, l'IEP de Lyon entend s'appuyer sur la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. L'IEP de Lyon souhaite ainsi obtenir une certification professionnelle (RNCP<sup>13</sup>) en réservant un certain nombre de places à un public de formation continue. Cela passe par la stabilisation des maquettes des spécialités pour accueillir dans les meilleures conditions possibles un public de formation continue mais aussi par le développement d'un programme de formations courtes, la mise en ligne de modules de formations des années 1, 2 et 4, et la création de formations en *blended learning* (formation mêlant des cours en présentiel et à distance). Enfin, à terme, Sciences Po Lyon devra offrir un diplôme spécifique pour la formation continue.

Par ailleurs, cette certification des compétences professionnelles est un préalable indispensable à une insertion professionnelle nationale et internationale facilitée des diplômés. Elle doit en effet permettre aux étudiants de rendre visible et de mieux valoriser leurs savoirs et leurs savoir-faire auprès de leurs employeurs. Pour cela, un effort d'explication doit être conduit tant auprès des enseignants que des étudiants eux-mêmes, afin de permettre sa mise en place rapide, dans le cadre des procédures RNCP évoquées plus haut, et en liaison avec les autres IEP de France.

### **II-4- Mieux prendre en compte l'évaluation des enseignements**

Les enseignements sont évalués à l'aide de questionnaires gérés directement par les enseignants et par le biais des commissions pédagogiques d'années qui réunissent à la fin de chaque semestre et pour chacune des années (à l'exception de la 3<sup>ème</sup> année) représentants étudiants, enseignants et services administratifs sous la présidence de la direction des études. Si ce dispositif permet d'avoir une vision globale assez précise des enseignements, il s'agira de veiller à améliorer la réactivité par rapport aux constats. Un des axes pourra être une analyse plus régulière et plus rapide de la part de la commission des études, des évaluations portant notamment sur la progressivité des enseignements. En outre, il s'agira de multiplier les temps de concertation entre les enseignants d'une même discipline pour pallier les difficultés soulevées en matière de redite, de manque... Enfin, un temps de réflexion collectif pourra être envisagé annuellement sur des thématiques transversales (outils pédagogiques, documentation...).

<sup>13</sup> RNCP : Registre National des Certifications Professionnelles

## II-5- Développer des partenariats avec les collectivités locales, les acteurs socio-économiques et culturels

Des partenariats existent déjà avec les institutions culturelles, les collectivités locales et des acteurs socio-économiques que ce soit au niveau des masters et spécialités de 5<sup>e</sup> année, de la formation continue, des enseignements du module « d'insertion professionnelle », mais aussi d'événements tels que les conférences, le Forum des masters, ou encore l'implication dans le Conseil d'Administration. Ce contrat doit être l'occasion de poursuivre cette orientation et de la renforcer, en signant notamment des conventions qui institutionnalisent et pérennisent ces partenariats. Pour cela, Sciences Po Lyon ambitionne de créer un ou deux événements annuels mobilisant l'ensemble des acteurs en s'appuyant sur ses compétences en matière d'expertise.

### Jalons

- 1 - Renforcement du dispositif d'enquête sur le devenir des diplômés – 2017
- 2 - Développement significatif de la formation continue et des ressources associées : bilan - 2019
- 3 - Installation d'un cursus complet à Saint-Étienne (projet d'IEP métropolitain) - 2019
- 4 - Meilleure prise en compte des attentes des étudiants internationaux, via l'enquête de satisfaction - 2017
- 5 - Suivi de la démarche d'évaluation des enseignements - 2018
- 6 - Mise en place d'une coordination des études journalistiques au niveau du site Lyonnais (décloisonnement des formations IEP / universités) - 2017

**Indicateur commun de performance IC1 : Démocratisation et diversification de l'accès**

**Indicateur commun de performance IC2 : relations internationales**

**Indicateur commun de performance IC3 : évaluation des formations et des enseignements**

**Indicateur commun de performance IC4 : développement de la formation continue**

**Indicateur spécifique IS7 : Insertion professionnelle**

**Indicateur spécifique IS10 : politique d'égalité des chances**

**Indicateur spécifique IS11 : politique sociale en faveur des étudiants**

**Indicateur spécifique IS12 : Evolution du nombre d'accords internationaux**

**Indicateur spécifique IS13 : évolution du nombre de doubles diplômes**

**Indicateur spécifique IS14 : réussite aux concours de la fonction publique A/A+ et agrégation SES**

## III La recherche

### III-1- Orienter la recherche autour de deux thématiques prioritaires

#### 1. Villes : gouvernement, société, représentation

En lien avec le Labex *Intelligences des Mondes Urbains* dont Sciences Po Lyon est un des établissements porteurs, cet axe permet de proposer des recherches interdisciplinaires mobilisant la science politique, les sciences de l'information et de la communication, l'histoire, l'économie et le droit sur des questions majeures des sociétés urbaines contemporaines. Les enjeux liés aux nouvelles formes d'économie urbaine, à la redéfinition des services urbains et des métiers de la Ville (en lien avec les villes intelligentes), aux différentes dimensions de la métropolisation et de la régionalisation,

à la mémoire et au patrimoine urbain, pourront être traités et ce dans une perspective comparée. Cet axe peut permettre de développer des recherches en liens avec les collectivités et agences des territoires (Métropole de Lyon, Saint Etienne métropole, agences d'urbanisme, etc.) ainsi qu'avec des établissements culturels (Musée Gadagne, Rize, etc.).

#### 2. Risques : discours, décisions, sociétés, sciences et techniques

Dans le cadre du renforcement des liens avec des établissements composant le CHEL[S] et en lien avec les dynamiques de recherche du site Lyon-Saint-Etienne, cet axe permet de questionner les logiques de décision en contexte d'incertitude. Il s'agit de croiser différents regards sur les risques industriels et sanitaires qui pèsent sur les sociétés contemporaines. Les sciences humaines et sociales présentes à Sciences Po Lyon peuvent – à partir de terrains proches ou éloignés – analyser la polysémie de la notion de risque et la diversité des discours et des représentations le concernant.



L'axe permet de mener une réflexion plus large sur les approches de la décision mais aussi sur les apports des sciences sociales quant à la place de la technique dans les sociétés contemporaines ainsi que sur les traitements des catastrophes et des scandales qui peuvent leur être liés.

### **III-2- Accroître la valorisation de la recherche, renforcer les liens avec le monde socio-économique**

La valorisation de la recherche, qui était précédemment diffuse et continue, fera l'objet d'une véritable stratégie d'établissement, pilotée notamment par les services de la bibliothèque et de la communication. L'objectif visé consiste non seulement à assurer une plus grande visibilité aux activités des enseignants-chercheurs (publications, colloques, conférences, manifestations scientifiques, prestations médiatiques), mais également à favoriser le transfert des connaissances vers les milieux socio-économiques (expertises, prestations de service, valorisation médiatique, vulgarisation, etc.). Il s'agit également de diffuser et de valoriser de manière régulière, en interne auprès des enseignants-chercheurs, des personnels et des étudiants de Sciences Po, les savoirs produits par les acteurs de l'IEP. Le projet de refonte du site web de la bibliothèque s'inscrit tout à fait dans cette logique de valorisation.

En externe, l'IEP s'engage à développer une activité à la fois de partenariat avec les principaux établissements culturels du ou des territoires (Lyon et Saint-Etienne) autour de la co-organisation d'événements récurrents (comme cela a pu être entrepris avec le festival Mode d'Emplois de la Villa Gillet). L'IEP devra travailler à la mise en place d'une véritable expertise au service de la société, des collectivités locales voire des entreprises non seulement *via* la formation continue mais également à partir d'une cellule de valorisation connectée aux autres dispositifs mis en place par les établissements de la COMUE. L'ouverture de l'IEP au monde socio-économique est clairement renforcée par le choix des deux axes prioritaires de recherche. En outre, l'IEP pourrait se présenter comme un lieu de maturation de projets portés par des acteurs de la société civile.

#### *Jalons*

*7 - Bilan des partenariats socio-économiques - 2018*

*8 - Organisation de colloques, (notamment en lien avec les formations aux élus) - 2018*

## **IV La gouvernance**

Le souci d'amélioration constante de la gouvernance et des dispositifs de pilotage de l'établissement incite à proposer trois objectifs principaux dans le cadre de ce quatrième et dernier axe stratégique : améliorer la gouvernance de l'établissement ; développer le pilotage prospectif ; veiller à la situation des personnels.

### **IV-1- Améliorer la gouvernance de l'établissement**

La gouvernance et le pilotage efficaces de l'IEP impliquent une véritable politique de formation des personnels, une stratégie de recrutement, une amélioration constante des outils informatiques et du système d'Information (SI), ainsi qu'un travail de clarification des procédures. La politique de formation, déjà amorcée pour les personnels du service des Ressources Humaines (RH), pourra

quant à elle s'appuyer sur la mise en place de formations mutualisées au niveau des établissements de la COMUE, avec des attentes fortes notamment pour des sujets comme la gestion des retraites.

L'effort de formation qui a également été amorcé au service financier se poursuivra, notamment en ce qui concerne les procédures de contrôle interne.

Les recrutements sur postes vacants font et feront dans l'avenir, l'objet d'une attention toute particulière quant à la définition des profils et des choix des personnes. Le recrutement d'un secrétaire général adjoint en septembre 2016 devrait faciliter le suivi des services impliqués.

Un schéma de stratégie numérique doit être élaboré, intégrant un travail de consolidation de l'usage du numérique par la communauté IEP, en particulier des outils numériques pour la pédagogie (Moocs et Spocs), la constitution d'un véritable service numérique/Tice, la création d'une version anglaise du site internet, l'amélioration de l'intranet, l'adaptation enfin de la plateforme « IEP en Ligne » pour dynamiser la formation continue. Le service informatique devra aussi poursuivre ses efforts afin de rendre opérationnels et développer les modules de la suite « cocktail » qui sont encore en attente : PECHE en RH pour le suivi



des heures complémentaires et des vacataires, MANGUE de manière générale en fiabilisant et automatisant les requêtes, KAKI pour le suivi de la masse salariale, BIBASSE, COCOLIGHT, CAREMBOLE pour les finances.

Enfin, l'IEP s'attèlera à la poursuite du travail de rédaction et de lisibilité (mise en ligne) des diverses procédures. Cette démarche, déjà bien engagée au niveau RH, devra également être réalisée en particulier au niveau du service financier.

#### **IV-2- Développer le pilotage prospectif**

L'IEP doit mettre l'accent sur le pilotage prospectif dans trois domaines essentiels : les Ressources Humaines (RH), les finances et le patrimoine.

Le développement d'une démarche prospective en RH doit s'appuyer sur quatre éléments centraux. Il faut tout d'abord mettre en place une politique RH avec des objectifs affichés qui puisse donner une ligne de conduite et permettre de faire des projections fiables de la masse salariale. Lorsque des vacances de postes les rendent possibles, l'IEP de Lyon devra procéder à des redéploiements et repyramidages afin de rééquilibrer les moyens vers les services de gestion et de pilotage. Il est aussi nécessaire d'initier une démarche de GPEC. Il s'agit enfin de mieux cerner les coûts des heures complémentaires (via le module PECHE) et en impliquant tous les services concernés.

Le même type de démarche prospective en matière de finances peut compter sur cinq leviers d'inégale importance. Tout d'abord, il s'agit de réactiver la « Commission Finances ». Par ailleurs, le développement du dialogue de gestion doit se traduire, très en amont de l'élaboration budgétaire, par l'envoi d'une lettre de cadrage budgétaire puis des entretiens budgétaires avec les différents acteurs de la dépense au sein de l'IEP, comme cela a été initié en 2015. Ensuite, un travail très précis doit être entrepris sur les ressources, et notamment les ressources propres, avec une identification fine de ces ressources et une logique de prospection. Il faut également insister sur le développement de la culture des coûts en chiffrant mieux les actions pour orienter les choix. Enfin, la mise en place d'une politique d'achat est nécessaire, de même qu'un recours plus systématique aux marchés publics mutualisés, chaque fois que cela est possible.

Dans le domaine patrimonial, le Plan Campus, projet majeur de restructuration et de modernisation du patrimoine immobilier de l'Université de Lyon, a permis à Sciences Po Lyon d'être l'un des premiers établissements du site à réhabiliter son bâti, en répondant aux enjeux de réduction de la consommation d'énergie. Notre pilotage prospectif sera désormais structuré autour de l'adoption d'un Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI), dans ce cadre, un SPSI actualisé permettra d'aménager et d'entretenir les locaux actuels, de prévoir les aménagements d'éventuelles extensions et à la promotion d'une démarche de développement durable dans toutes les actions liées au patrimoine immobilier. Dans le cadre de ce PPI, il visera aussi à l'amélioration de la signalétique (interne et externe). Une attention toute particulière sera également portée à l'amélioration du suivi des investissements et donc du taux d'exécution des dépenses d'investissement. Dans tous ces domaines, l'amélioration de la prospective passe nécessairement par un travail plus étroit et collaboratif entre les services.

#### **IV-3- Veiller à la situation et aux conditions de travail des personnels**

L'attention portée aux conditions de travail et au déroulement de carrière des personnels sera facilitée par la mise en place du CHSCT et la tenue de réunions régulières, par l'institutionnalisation d'un plan dynamique d'action sociale, ainsi que par l'adoption d'un plan de formation des personnels, en s'appuyant notamment sur les formations mutualisées dans le cadre de la COMUE. Il s'agira également d'accompagner les restructurations de services qui seront rendues nécessaires par le projet d'IEP métropolitain, avec notamment la restructuration du service de la scolarité et la montée en puissance du service informatique.

##### *Jalons*

*9 - Elaboration d'un Plan Pluriannuel d'Investissement - 2017*

*10 - Mise à jour du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière - 2017*

*11 - Elaboration d'un schéma de stratégie numérique (dont la création d'une version anglaise du site Internet de l'IEP...) - 2017*

*12 - Renforcement du pilotage du service RH (poste de cadre responsable...) - 2018*

*Indicateur commun IC5 : pilotage financier*

*Indicateur commun IC6 : taux d'occupation des locaux*

*Indicateur spécifique IS8 : développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public*

*Indicateur spécifique IS9 : pilotage des systèmes d'information et des services numériques aux usagers*

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'IEP de Lyon**

Opérations	Année d'observation				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION</b>					
1 –Renforcement du dispositif d'enquête sur le devenir des diplômés					
2 – Bilan du développement de la formation continue et des ressources associées					
3 - Installation d'un cursus complet à Saint-Étienne (projet d'IEP métropolitain)					
4 - Meilleure prise en compte des attentes des étudiants internationaux (via l'enquête de satisfaction)					
5 - Suivi de la démarche d'évaluation des enseignements					
6 - Mise en place d'une coordination des études journalistiques au niveau du site Lyonnais (décloisonnement des formations IEP / universités)					
<b>RECHERCHE ET VALORISATION :</b>					
7 - Bilan des partenariats socio-économiques					
8 - Organisation de colloques (notamment en lien avec les formations aux élus)					
<b>GOUVERNANCE ET PILOTAGE :</b>					
9 - Elaboration d'un Plan Pluriannuel d'Investissement					
10 - Mise à jour du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière					
11 - Elaboration d'un schéma de stratégie numérique (dont la création d'une version anglaise du site Internet de l'IEP...)					
12 - Renforcement du pilotage du service RH (poste de cadre responsable...)					

## Annexe financière pour la période 2016-2020 Institut d'études politiques de Lyon

- L'IEP de Lyon qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site Université de Lyon recevra chaque année, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat.

- Pour l'année 2016, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'IEP de Lyon financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
IEP de Lyon	2016
Masse salariale (non RCE)	-
Fonctionnement	1 587 807 €
Dotation prévisionnelle initiale	1 587 807 €

- Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020, la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.

## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### INDICATEURS COMMUNS

IC 1 – Diversification et démocratisation de l'accès

IC 2 – Relations internationales

IC 3 – Evaluation des formations et des enseignements

IC 4 – Développement de la formation continue

IC 5 – Pilotage financier

IC 6 – Taux d'occupation des locaux

### INDICATEURS SPECIFIQUES

IS 7 – Insertion professionnelle

IS 8 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public

IS 9 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

IS 10 – Politique d'égalité des chances

IS 11 – Politique sociale en faveur des étudiants

IS 12 – Accompagnement de la mobilité internationale

IS 13 – Evolution du nombre de doubles diplômes

IS 14 – Réussite aux concours de la fonction publique A/A+ et agrégation SES - efficacité

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE

IC 1	DIVERSIFICATION ET DEMOCRATISATION DE L'ACCES : FLUX D'ÉTUDIANTS ENTRANTS, POIDS RELATIF DES BOURSIERS SUR CRITÈRES SOCIAUX	IEP Lyon
------	---	----------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## 1-1 Flux d'étudiants entrants

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Répondre aux besoins de qualifications supérieures

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs étudiants inscrits
Date de la mesure	Rentrées
Champ de la mesure	Tous les étudiants inscrits en formation initiale sous statut d'étudiant
Source	Établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Effectifs étudiants inscrits en formation initiale sous statut d'étudiant -
Mode de calcul	Répartition des inscrits par année selon le type d'admission

FLUX D'ÉTUDIANTS ENTRANTS	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		Cible 2020	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Nombre total	291	100	284	100	302	100	308	100	371	100
Post bac	82	28	74	26	103	34	104	34	140	38
Bac+1 (dont CPGE)	132	45.5	110	39	103	34	98	32	100	27
Bac+2 (dont CPGE)	23	8	34	12	25	8.25	38	12	45	12
Bac +3	36	12.5	49	17	49	16.25	45	14.5	60	16
Bac +4 (et plus)	6	2	7	2.5	3	1	6	2	5	1.5
FA										
Lauréats de l'Institut de l'engagement	3	1	4	1.5	4	1.5	4	1.25	5	1.5
Double diplôme (EM Lyon et IUL)	9	3	6	2	15	5	13	4.25	16	4

FA : formation en alternance

FA : formation en alternance

## Leviers d'action

- Augmenter le nombre d'étudiants : ouvertures de places supplémentaires au CC1 sur le site lyonnais, ouverture du cycle 1 sur le site de St Etienne (50 places)
- Poursuivre les actions de communication dans les lycées pour encourager les lycéens à présenter leur candidature l'année du BAC
- Poursuivre les réflexions et actions communes au sein du réseau des IEP du concours communs afin que les épreuves et sujets du test d'entrée soient adaptés aux élèves de Terminales
- Renforcer le concours de 4A et poursuivre la réflexion sur le maintien ou non du concours 2A

## Commentaire de l'établissement

L'ouverture de places supplémentaires sur le campus de Lyon suppose une optimisation dans l'usage des locaux, voire l'acquisition à termes de nouvelles salles de cours dans les bâtiments proches de l'IEP. L'ouverture du 1<sup>er</sup> cycle sur le campus de St Etienne est prévue en septembre 2017 sous réserve d'un vote favorable du CA fin 2016.

Le réseau des IEP du concours communs a déjà entamé des réflexions sur la nature des épreuves du concours, le maintien ou non du concours de 2A et la mise en place d'un concours commun de 4A.

## 1-2 Poids relatif des boursiers sur critères sociaux

Action	Formation initiale et continue de niveaux licence et master (P150, 1 et 2) ; aides directes (P231, 1)
Objectif	Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales (programme 231)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires précédant la première année du contrat (2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014)
Champ de la mesure	Élèves inscrits en IEP

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscriptions principales dans les IEP. La notion de boursiers sur critères sociaux trouve son origine dans l'article L 821-1 du code de l'éducation et est définie conformément à la circulaire n° 2012-0012 du 22-6-2012 fixant les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite et à la mobilité internationale pour l'année 2012-2013. Ce texte établit les conditions de ressources, d'âge, de diplôme, de nationalité et d'inscription dans l'enseignement supérieur requises pour l'attribution d'une bourse.
Source	Etablissement
Mode de calcul	Nombre d'étudiants boursiers sur critères sociaux / effectif total *100.

## Données de l'établissement

	Nombre de boursiers sur critères sociaux (BCS)	Nombre total d'inscrits	% de boursiers
2012-2013	400	1315	30,41
2013-2014	409	1304	31,36
2015-2016	391	1364	28,66
<b>Cible 2020</b>	420	1400	<b>30</b>

## Leviers d'action

- Poursuivre le recrutement des boursiers issus des lycées partenaires via les 10% d'admission hors concours.
- Poursuivre les informations dans les lycées et sur les salons
- Renforcer les moyens de soutien afin de conforter notre politique de mixité et de réussite des étudiants rencontrant des difficultés sociales (fonds social, bourse aux mérites)

## Commentaires de l'établissement

L'objectif n'est pas d'augmenter la part des étudiants boursiers, puisque l'IEP accueille déjà près de 30% d'étudiants boursiers, mais de la stabiliser. L'augmentation des effectifs étant un objectif, cela se traduira mécaniquement par une augmentation du nombre de boursiers. Une attention toute particulière sera apportée dans ce contrat à l'accompagnement des étudiants rencontrant des difficultés sociales. Pour cela il s'agira de renforcer notre lien avec le CROUS. Par ailleurs, le programme PECED fera l'objet d'une attention toute particulière (Cf IS 10)

IC 2	RELATIONS INTERNATIONALES	IEP Lyon
------	---------------------------	----------

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

#### Mobilité entrante, part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger

##### Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Tout inscrit (inscription principale) de l'établissement

##### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Les étudiants étrangers concernés sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires étranger ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les étrangers titulaires d'un baccalauréat français sont exclus du champ.
Source	SIES
Mode de calcul	Nombre d'étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger / nombre total d'inscrits *100

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Nombre d'inscrits étrangers titulaires d'un diplôme étranger		255	260	286	270
Nombre total d'inscrits		1748	1181	1203	1400
Part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger		14.5%	22%	23.7%	19.3%

Leviers d'action : - Equilibrer les échanges par rapport à la mobilité obligatoire de 3<sup>ème</sup> année et l'importance des différents partenariats.

- Réaliser une enquête de satisfaction auprès des étudiants internationaux

Commentaires de l'établissement : Le taux d'occupation des locaux ne permet pas de continuer à augmenter le nombre d'étudiants internationaux. Les coûts de formation pour les étudiants internationaux (environ 300 € par étudiant) sont aussi à prendre en considération par rapport à l'évolution budgétaire de Sciences Po Lyon.

Il convient donc pour l'avenir de mettre l'accent sur des aspects qualitatifs plus que quantitatifs en améliorant l'intégration des étudiants grâce au stage d'accueil PRUNE, à la mise à disposition d'une plate-forme pour faciliter leur logement à Lyon, un meilleur suivi de leur scolarité.



IC 3	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS	IEP Lyon
------	--	----------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2013-2014 ; cible 2018-2019
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en L (hors licences professionnelles) en M et dans les autres diplômes

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	
Source :	établissement
Mode de calcul	Tous les enseignements sont susceptibles d'être évalués. Les chiffres indiquent tous les enseignements assurés, sauf pour les spécialités ou masters identifiés ensuite comme un tout.

Année du diplôme	Nb d'unités d'enseignement à évaluer		% d'unités d'enseignement évaluées	
	2014-2015	2019-2020	2014-2015	Cible 2020
1	80	80	Non connus	100%
2	115	115	Non connus	100%
3	0	0	Non connus	100%
4	135	135	Non connus	100%
5	13 *	14	Non connus	100%
DE	57		Non connus	100%

\*11 Spécialités et 2 DNM gérés par l'IEP

Année du diplôme	Nb d'inscrits dans les unités d'enseignement évaluées		% de répondants dans les unités d'enseignement évaluées	
	2014-2015	2019-2020	2014-2015	Cible 2020
1	189	240	Non connus	70%
2	220	270	Non connus	70%
3	/	/	Non connus	70%
4	300	360	Non connus	70%
5	335	390	Non connus	70%
DE	371		Non connus	70%

**Leviers d'action**

- Développer un outil d'évaluation en ligne en appui de l'existant
- Poursuivre les évaluations qualitatives en concertation avec les enseignants et les étudiants
- Remobiliser les enseignants sur la nécessité et l'utilité d'une démarche d'évaluation

**Commentaires de l'IEP**

L'IEP avait développé un outil d'évaluation en ligne centralisé en début du précédent contrat. Les enseignants ont contesté cette démarche en s'appuyant sur des textes réglementaires. Des outils d'évaluations ont donc été développés et mis à disposition de tous les enseignants incités à les utiliser, mais sur lesquels la direction des études n'a plus une vision globale des taux de réalisation. La tenue à l'issue de chaque semestre de commissions pédagogiques auxquelles participent enseignants et étudiants, permet toutefois une évaluation concertée de tous les enseignements.

IC 4	DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE	IEP Lyon
------	--	----------

Action	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
Objectif	Favoriser l'accroissement de la formation continue
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	- Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie (objectif 1 du programme 150) - Améliorer l'efficacité des opérateurs (objectif 6 du programme 150, évolution des ressources propres)

## Description des indicateurs

Unités de mesure	1 – heures-stagiaires (les heures-stagiaires sont le cumul des heures suivies par chaque personne en formation) 2 – nombre d'inscrits en formation continue 3 – nombre de diplômés en formation continue (dont VAE) 4 – en euros (€)
Date de la mesure	Année civile précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Prestations de formation continue, diplômante ou non, assurées par l'établissement. L'apprentissage, qui relève de la formation initiale, est exclu du champ.

Mode de renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement
---------------------------------------	--------------------------------------

	Situation 2014 (S)	Cible 2020 (C)	Taux de croissance attendu (C-S)/S*100, en %
1- Volume d'heures stagiaires	101 618	126 000	+24%
2- Nombre d'inscrits en formation continue	502	630	+ 25%
3- Nombre de diplômés en formation continue	5	6	+ 20%
<i>Dont Validation des Acquis de l'Expérience</i>			
4- Recettes de la formation continue	281 969	350 000	+ 24%

**Précisions :** cette fiche peut être adaptée en fonction des orientations retenues dans le contrat. Il n'est pas obligatoire de déterminer une cible chiffrée pour tous les items proposés (colonne « Cible ») : seuls ceux qui correspondent aux priorités de l'établissement doivent faire l'objet d'une cible. En revanche, pour une meilleure compréhension de la situation de l'établissement, il est demandé de compléter tous les items de la colonne « Situation ».

\* : la notion certification est ici entendue dans un sens large : un diplôme, un titre ou un certificat inscrit ou non au RNCP (répertoire national des certifications professionnelles) accréditant qu'une personne est capable d'appliquer des connaissances, des habilités, des attitudes et comportements nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle donnée.

## Leviers d'action :

- Partenariat avec le CNAM
- Obtention d'une certification professionnelle (RNCP)
- Stabilisation des maquettes pour favoriser l'accueil d'un public de Formation continue
- Offrir un diplôme spécifique pour la formation continue

## Commentaires de l'IEP :

IC 5	PILOTAGE FINANCIER	IEP Lyon
------	--------------------	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description des indicateurs

Unité de mesure	<p><b>Objectif I-1 (Sincérité des prévisions budgétaires) : taux d'exécution</b> des prévisions de fonctionnement et d'investissement, exprimé en pourcentage.</p> <p><b>Autres objectifs :</b> réalisation de l'objectif mesurée à l'aide d'une cote.  <b>0</b> = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi  <b>1</b> = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel  <b>2</b> = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels</p>
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

## I - Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires par la mise en place d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/ Budget modifié).	Fonctionnement : 97% Investissement : 47%		Fonctionnement 98 % Investissement 70 %
2- Se doter d'outils permettant un suivi financier infra annuel, pour accompagner son effort de maîtrise des taux d'exécution, l'établissement devra se doter de tableaux de bord permettant le suivi infra annuel des principaux agrégats de gestion : résultat, CAF, variation du fonds de roulement...	0		1
3- Élaborer les annexes relatives aux opérations pluriannuelles (et notamment plan pluriannuel d'investissement).	0		2
4- Se doter des outils de pilotage et de gestion de la masse salariale, la masse salariale devra faire l'objet d'un suivi particulier : tableaux prévisionnels et plan de suivi infra-annuel adaptés (l'écart entre le budget primitif approuvé et l'exécution finale devrait être comprise entre - 0.5 et +0.5%).	1		2

## II - Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Cible 2020
1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan	Utilisation de l'application « Neptune »	2
2 -Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)	Cartographie des risques formalisée dans le cadre du CICF	2

**Leviers d'action :** prévoir des formations (contrôle interne, masse salariale ...) et accompagnement des équipes des services financiers et RH.

**Commentaires de l'établissement :** Le taux d'exécution budgétaire a régulièrement progressé ces dernières années, notamment pour les dépenses de fonctionnement, la marge de progression sera donc faible. Elle sera plus importante pour les dépenses d'investissement et la mise en place des outils devrait nous y aider (PPI).

Le plan pluriannuel d'investissement a déjà fait l'objet d'une ébauche qui pourra être complétée assez vite. Les investissements seront limités notamment en matière immobilière pour nos locaux actuels du fait des travaux d'envergure du plan campus.

Le pilotage de la masse salariale est à améliorer mais dès cette année des outils et procédures ont été mis en place afin d'avoir un suivi plus précis de la masse salariale. L'élaboration du DPGECP (document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnels) et le suivi trimestriel assuré par le rectorat nous y aident.

La responsable du service RH a suivi une formation sur le suivi de la masse salariale à l'ESEN très récemment.

La fiabilisation de l'inventaire a également été impulsée à travers deux actions, la mise en place d'un logiciel de gestion des locaux et la commande passée à un prestataire qui doit effectuer un inventaire physique des biens immobilisés et opérer le rapprochement comptable.

La responsable du service financier va suivre en juin prochain une formation sur le contrôle interne, préalable indispensable à sa mise en place.

IC 6	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	IEP Lyon
------	------------------------------	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U / S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)  A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de : <math>\frac{(58\,195\text{ h} / 66\text{ salles})}{1\,120\text{ h}}</math> soit 79 % pour les salles banalisées  Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ; Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\text{ m}^2) + (79\% \times 5\,100\text{ m}^2)}{8\,100\text{ m}^2} = 73\%</math>.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ».

Ce taux est estimé à 71 % en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements.

Cible 2017 (PLF 2015) à 72%.

Occupation des locaux	Situation actuelle (2016) 2015				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	3 400.5	3	720.6	101.21	102
Salles banalisées	19 766.5	22	1254	80.22	85
<b>Sous-total</b>	23 167	25	1974.6	87.88	
Salles dédiées	-	-	-	-	
<b>Total</b>	23 167	25	1974.6	87.88	91.20

**Leviers d'action :**

1/ formaliser les règles de réservation des salles afin que les données saisies soient conformes à la réalité (annuler réservation si cours n'a pas lieu)

2/envisager l'acquisition d'un logiciel plus performant de gestion des salles, l'outil actuel ne permettant pas d'optimiser notre gestion

**Commentaires de l'établissement :**

données 2016 non connues, l'année universitaire n'étant pas encore achevée. Une petite marge de progression est possible dans la mesure où la norme des 1120h ne correspond pas tout à fait à notre réalité, (cours certains samedis, cours jusqu' à 20h).

**INDICATEURS SPECIFIQUES DE PERFORMANCE**

IS 7	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS	IEP Lyon
------	--	----------

Action	Formation initiale et continue de niveau master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés 2012 au 1er décembre 2014
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM et Université de Lorraine, hors Paris-Dauphine

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Situation professionnelle au 1er décembre 2014 des diplômés 2012 de master de nationalité française, issus de la formation initiale, et n'ayant pas poursuivi ou repris des études dans les deux années suivant l'obtention du diplôme.
Source :	Etablissement
Mode de calcul	% d'étudiants en activité
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP/DGRI-SIES

**Taux d'insertion des diplômés**

Taux d'insertion professionnelle	Promo 2011	Promo 2012	Promo 2013	Promo 2014	Enquête réalisée en ... 2016 (promotion 2015)	Enquête réalisée en mai 2017 (promotion 2016)	Enquête réalisée en sept 2017 (promotion 2012)	Cible 2020
6 mois après obtention du diplôme	61% (tx de réponse 60%)	72% (tx de réponse 49%)	67% (tx de réponse 53.25%)	57% (tx de réponse 49.59%)				70%
18 mois après obtention du diplôme	85% (tx de réponse 48%)	73% (tx de réponse 41.24%)	78% (tx de réponse 51.79%)					80%
5 ans après obtention du diplôme								60%

## Délai d'accès à l'emploi

Délai d'accès	Promo 2011	Promo 2012	Promo 2013	Promo 2014	Promo 2015	Promo 2016	Promo 2017	Cible 2020
Avant obtention du diplôme	A la fin du master 43%	A la fin du master 45%	A la fin du master 54%	A la fin du master 51%	Enquête en cours			60%
0> 3 mois	32%	36%	22%	34%				20%
3> 6 mois	+ de 3 mois 25%	+ de 3 mois 19%	+ de 3 mois 24%	+ de 3 mois 16%				20%
>6 mois								

## Eléments de contexte socio-économique

Taux de chômage au 4ème trimestre 2014	Régional	8.9%	% de diplômés boursiers	Master	IEP	30%
	National	10.4 %			National	%

## Leviers d'action

## Commentaires de l'IEP

IS 8	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES hors subventions pour charges de service public	IEP Lyon
------	---	----------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières hors subvention pour charges de service public, à savoir : 49. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 50. les recettes de la formation continue (7065) 51. la taxe d'apprentissage (7481) 52. les contrats et prestations de recherche 53. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 54. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 55. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 56. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 -70681 – 70688 – 707- 708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	970 980.30 €	1 002 245.32 €	1 300 000.00 €
Formation continue (2)	281 969.97 €	260 608.83 €	350 000,00 €
Taxe d'apprentissage (3)	34 486,21 €	14 976.00 €	40 000,00 €
Contrats et prestations de recherche (4)			
ANR investissements d'avenir (74411)	0€	0€	
ANR hors investissement d'avenir (74412)	0€	0€	
Autres (704 – 705 – 7062 – 751)	0€	0€	
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)			
Régions (7442)	189 279.51€	247 783.80€	250 000,00 €
Union européenne (7446)	171 239.45€	176 415.00€	180 000,00 €
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)	121 507.00€	153 607.00€	155 000,00 €
Dons et legs des fondations (6)			
Produits exceptionnels (7)	28 430.93€	373.59€	
Autres ressources propres (8)	387 160.34€	331 572.14€	350 000,00 €
Total	2 185 053.71€	2 187 581.68€	2 625 000,00 €

**Précisions** : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

## Leviers d'action :

L'Institut a voté lors de son dernier Conseil d'Administration en date du 21 mars 2016 l'actualisation des frais d'inscription, c'est pourquoi aujourd'hui les axes majeurs dans la politique de l'établissement concernant le développement des ressources propres sont la formation continue, la taxe d'apprentissage et l'éventuelle cogestion avec les laboratoires de projets de recherche, type région, ANR, ERC, etc.

**Commentaires de l'établissement** : Tout d'abord l'établissement doit se concentrer sur les formations dites professionnalisantes, il s'agit du meilleur moyen pour jouer l'effet marque de l'établissement et ce serait un réel relais de croissance pour les revenus provenant de la formation continue. On peut également jouer sur le développement de la formation continue du CPAG et de l'IEPL avec d'autres vecteurs comme le développement des classes préparatoires intégrées.



L'accroissement des ressources propres grâce à la taxe d'apprentissage est également primordiale afin de tenir les engagements vis-à-vis des étudiants. Cette ressource renforce en effet le renouvellement du parc informatique, l'achat de livres et permet d'assurer la campagne de communication et de recrutement auprès des lycées et salons étudiants. Ce soutien est indispensable pour garantir un enseignement de qualité et accessible au plus grand nombre. C'est pourquoi il faut parvenir à mobiliser les acteurs sollicités pour le versement de la taxe d'apprentissage via notamment l'association des anciens ou nos différents partenaires.

Enfin, on peut espérer que la mise en place d'une cellule mutualisée d'ingénierie de projets via l'UDL (et notamment la MSH pour les SHS) permettra de développer le nombre de projets retenus et financés pour lesquels l'IEP pourrait jouer un rôle de (co) gestionnaire quand nos enseignants chercheurs y sont impliqués.

IS 9	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGERS	IEP Lyon
------	--	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>36. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>37. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>38. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>39. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>40. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>41. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	1	3
2-Le système d'information et les services numériques	1	3
3-Le numérique au service de la formation des étudiants	2	3
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	2	3
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	1	2
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	2	3

## Leviers d'action et commentaires de l'établissement :

Bien que plusieurs outils existent déjà (PGI Cocktail finance et RH homogénéisé, plateformes de cours en ligne, abonnements à des ressources numériques en ligne spécifiques, formation des enseignants aux outils documentaires et de recherche...), l'IEP doit impérativement se doter d'un schéma directeur du système d'information afin de pouvoir définir les investissements nécessaires sur tous les processus de gestion de l'établissement en lien avec la stratégie de la gouvernance et des besoins des usagers.

Ce schéma permettra de définir les chantiers numériques prioritaires qui devront donner, entre autres, sa totale autonomie à l'établissement en matière de scolarité à l'horizon de la rentrée 2019, autonomie nécessaire à la montée en puissance du campus de Saint Etienne.

La mise en place de ce système de scolarité interne permettra une mise en cohérence totale du PGI Cocktail et pourra fournir ainsi tous les outils de pilotage nécessaires à la gestion de l'établissement en particulier en termes de prévisionnel des heures d'enseignement, de la masse salariale, etc.

Parallèlement, ce schéma permettra d'avoir une vision d'ensemble des services numériques fournis aux usagers, services encore très hétérogènes aujourd'hui. Il devra fournir une politique claire des actions à mener en termes de renouvellement et d'amélioration des services numériques aux usagers comme la refonte des plateformes de cours en ligne, l'ouverture de ces plateformes à l'ensemble de la formation continue, l'accompagnement et la formation au numérique des enseignants-chercheurs, etc...

IS 10	POLITIQUE D'EGALITE DES CHANCES	IEP Lyon
-------	---------------------------------	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Admission dans le cadre du programme PECED
Date de la mesure	Situation actuelle : année précédant la première année du contrat Cible : dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Bilan du programme PECED

Les politiques d'égalités de l'IEP	Situation 2015	Cible 2020
Nombre de lycées partenaires	48	Entre 45 et 48
Nombre de lycéens concernés (élèves de 1ère et de Terminales)	497	500
dont lycéens boursiers	242 (48%)	300 (60%)
Inscrits au concours 2015	140	150
Admis au concours (un des IEP du concours commun) 2015	10 (7,3%)	20 (13%)

## Leviers d'action

- Evaluer les lycées partenaires en vue d'améliorer l'efficacité d'action
- Renforcer le dispositif PECED avec le recrutement d'un volontaire en service civique chargé notamment d'animer et de renforcer le tutorat

## Commentaires de l'établissement

Il ne s'agit pas d'augmenter le nombre de lycées partenaires mais de consolider le travail engagé en finalisant un bilan de l'implication des lycées. Une attention sera portée en direction des élèves boursiers afin d'augmenter leur part. Par ailleurs, le renforcement du programme PECED, notamment dans une amélioration du système du tutorat coordonné par un volontaire du service civique, visera à augmenter le nombre d'élèves se présentant au concours et à favoriser leur réussite, même si l'objectif du programme est également de valoriser l'accès à l'enseignement supérieur dans son ensemble en levant des stratégies d'évitement et d'auto-censure.

IS 11	POLITIQUE SOCIALE EN FAVEUR DES ETUDIANTS	IEP Lyon
-------	---	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre d'étudiants concernés / montant des aides accordées
Date de la mesure	Situation actuelle : année précédant la première année du contrat Cible : dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Budget / Compte financier / bilan des inscriptions

Les aides proposées par l'IEP	Situation 2015	Cible 2020
Montant prévue au budget	9 000.00 €	10 000.00€
Aides exceptionnelles	5 étudiants / 2 600.00€	15
Aides à la mobilité monde Arabe (paiement des droits d'inscription tranche inférieur )	13 étudiants / 3 440.00€ (manque à gagner sur droits d'inscription)	Tous les boursiers
Droits d'inscription à 0€ pour étudiants RBG < 12000€	378	Maintenir ce principe
Réduction sur droits d'inscription aux étudiants en difficultés qui en font la demande	10	Maintenir cette souplesse

## Leviers d'action : Améliorer la communication sur les possibilités d'aides exceptionnelles

Améliorer le mode d'instruction des demandes, actuellement recours à l'assistante sociale du CROUS – prévoir permanence à l'IEP – mettre en place une commission propre à l'IEP pour les aides urgentes ou de faibles montants.

Mettre en place une plateforme logement pour les étudiants (à Lyon – st Etienne et lors de la mobilité – offre Studapart)

- Créer quelques bourses de mobilité internationale spécifiques et complémentaires à l'existant.

**Commentaires de l'établissement :** les étudiants de l'IEP ne font pas les démarches pour solliciter des aides – il faut mettre en œuvre des moyens afin de leur faciliter les démarches. L'objectif 2020 n'est pas d'augmenter l'enveloppe de manière importante mais de dépenser réellement et efficacement la somme inscrite au budget.

Il conviendrait également de mettre en place un accompagnement des étudiants en souffrance grâce à des permanences d'un psychologue.

IS 12	ACCOMPAGNEMENT DE LA MOBILITE INTERNATIONALE	IEP Lyon
-------	--	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	A définir par l'établissement
Date de la mesure	Situation actuelle : année précédant la première année du contrat Cible : dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Données établissement

	Situation 2015	Cible 2020
Nombre d'accords internationaux	157	160

**Leviers d'action :** Réaliser une cartographie des accords permettant d'identifier des partenariats stratégiques et de réduire le nombre de places pour les autres accords.

**Commentaires de l'établissement :** Nos accords étant fondés en grande majorité sur le principe de la réciprocité, il convient toutefois à veiller à ce qu'il y ait un nombre de places suffisant et une diversité appropriée pour la mobilité obligatoire de 3<sup>ème</sup> année (environ 215 étudiants par an).

N.B. : La mise en place de l'IEP métropolitain à St. Etienne (50 étudiants) impactera en 2019/20 la mobilité obligatoire de 3<sup>ème</sup> année. Par conséquent, la cible 2020 est susceptible d'évoluer en lien avec les accords existants à l'Université Jean Monnet et dont l'IEP pourrait devenir partie-prenante.

IS 13	EVOLUTION DU NOMBRE DE DOUBLES DIPLOMES	IEP Lyon
-------	---	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	A définir par l'établissement
Date de la mesure	Situation actuelle : année précédant la première année du contrat Cible : dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les double-diplômes et les DMN en partenariat donnant lieu à une double diplomation impliquant l'IEP et un ou plusieurs autres établissements.

	Situation 2015	Cible 2020
Nombre de double diplôme intégré *	2	2
Nombre de double diplôme de master **	6	10

\* Il s'agit de double-diplômes co-construits avec des partenaires impliquant des reconnaissances d'équivalence et impliquant l'intégration d'étudiants issus des deux établissements : en 2015, cela concerne l'EM Lyon et l'Institut d'urbanisme de Lyon (IUL). Les étudiants qui intègrent ces double-diplômes sont alors diplômés de l'IEP et le cas échéant de l'EM Lyon ou du Master Urbanisme et aménagement de l'IUL – Université Lyon 2.

\*\* Il s'agit des diplômes nationaux de masters dans lequel l'IEP est partenaire. Les étudiants du diplôme de l'IEP qui les intègrent sont alors double diplômés (du master et de l'IEP)

## Leviers d'action

- Garantir la pérennité des double-diplômes intégrés
- Poursuivre le travail en réseau avec les Universités et Ecoles du site, et plus particulièrement, l'Université Lumière Lyon 2 ; l'Université Jean-Monnet de Saint Etienne, les écoles du CHELS (ENS, VetAgro Sup, CNSMD, et Centrale Lyon)

## Commentaires de l'établissement

L'IEP va poursuivre ses actions de partenariat dans la lignée de ce qui a été conduit jusque-là notamment avec VetAgro Sup, Lyon 2 et l'ENTPE pour le master Mapp, l'UJM et l'ENS pour les Masters AlterEurope et AlterVille, l'ENS encore avec le master ADMIRE, et plus récemment en 2015-2016 avec la création d'un Master « Enjeux et politiques de santé » délivré par l'UJM.

IS 14	REUSSITE AUX CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE A/A+ ET AGREGATION SES - EFFICACITE	IEP Lyon
-------	---	----------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	A définir par l'établissement
Date de la mesure	Situation actuelle : année précédant la première année du contrat Cible : dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	En nombre d'étudiants

Concours	Nombre d'inscrits 2015	Nombre d'étudiants ayant réussi un concours en 2015	Cible 2020
A (IRA, douanes...)	521	108	120
A+ (ENA INET...)		27	
Agrégation en SES			

**Leviers d'action :**

Sur le modèle de la collaboration exclusive que notre CPAG a avec l'IRA de Lyon, pour sa CPI, et pour répondre aux demandes que nous avons reçues de plusieurs écoles d'application à ce sujet, nous allons développer notre participation à des programmes d'accès à la diversité à la fonction publique, dans le cadre d'autres CPI, comme celle de l'EN3S par exemple.

Nous allons de façon plus générale, développer nos partenariats institutionnels, sur le mode de celui que nous avons par exemple avec la DGFIP, qui permet l'intervention de ses praticiens dans des entraînements à l'oral que nous organisons pour les candidats admissibles au concours d'inspecteur des finances publiques. Les contacts sont d'ores et déjà établis pour cela avec l'institut national du travail, pour le concours d'inspecteur du travail, ainsi qu'avec l'école Nationale de la Magistrature, ou le CNFPT pour le concours d'administrateur territorial.

Il s'agit de faire progresser le taux de réussite de nos étudiant(e) admissibles lors des oraux d'admission de la vingtaine de concours qu'ils réussissent chaque année. Ainsi, le taux d'admissibles réussissant les épreuves orales d'admission au concours des IRA, actuellement d'environ 50%, doit pouvoir atteindre au moins 60 à 70%, en renforçant nos séances d'entraînement à l'oral, en particulier par leur enregistrement filmé.

**Commentaires de l'établissement :**

Tous les étudiants inscrits au CPAG ne présentent pas forcément leur(s) concours dans l'année de la préparation et l'inscription effective au(x) concours est une démarche personnelle qui ne peut donc pas être prise en compte pour un calcul en % du nombre d'admis par rapport au nombre d'inscrits.

Les admissions aux concours de catégorie B ne sont pas comptabilisées.

Tous les concours ne sont pas ouverts chaque année (ex : attaché territorial)

La cible 2020 est estimée par rapport à la moyenne des admis sur les trois dernières années (moyenne = 113)



**VOLET SPÉCIFIQUE  
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE LYON  
ANNEXE « RECHERCHE »**

## IEP de Lyon – RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles	
			Organismes	Établissements
DS 6 Sciences Humaines et Humanités				
EA 4147	ÉQUIPE DE RECHERCHE DE LYON EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ELICO)	Isabelle GARCIN-MAROU		<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 1 U-Lyon 3 IEP Lyon ENSSIB
UMR 5062	INSTITUT D'ASIE ORIENTALE (IAO)	Béatrice JALUZOT	CNRS	<a href="#">ENS Lyon</a> U-Lyon 2 IEP LYON
FRE 3768	INSTITUT DES SCIENCES DE L'HOMME (ISH)	Jean-Louis GAULIN (administrateur provisoire)	CNRS	<a href="#">U-Lyon 2</a> U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon IEP Lyon
DS 7 Sciences Sociales				
UMR 5206	TRIANGLE : ACTION, DISCOURS, PENSÉE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE	Renaud PAYRE	CNRS	<a href="#">ENS LYON</a> U-Lyon 2 U-Saint-Etienne IEP Lyon

## **VOLET SPECIFIQUE**

### **ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS DE SAINT-ETIENNE (ENISE)**

#### **I. « ADN » DE L'ENISE**

- I -1 Un modèle alternatif aux classes préparatoires*
- I -2 Un ancrage fort sur un territoire*
- I -3 Une technologie « vecteur d'excellence »*

#### **II. AXES STRATEGIQUES**

- II -1 Devenir une école de spécialité de « Centrale Lyon »*
- II -2 Former des cadres dirigeants pour l'entreprise de demain*
- II -3 Contribuer au développement de St-Etienne « ville campus »*

#### **Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'ENISE**

##### **Annexe financière**

##### **Indicateurs et cibles de performance de l'ENISE**

##### **Annexe « Formation » et « Recherche »**

L'ENISE est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche dont les missions statutaires sont la formation, la recherche et le transfert de technologie. Le projet de l'ENISE s'inscrit dans la continuité de l'effort d'optimisation et de stabilisation entrepris depuis maintenant cinq ans. Il sur base sur les valeurs fondamentales de l'ENISE, sur son ADN, avant de développer les lignes directrices de son volet spécifique pour les années 2016-2020.

## **I. « ADN » DE L'ENISE**

Le projet stratégique de l'ENISE, membre de l'université de Lyon (UdL) et associé par décret<sup>14</sup> à l'Ecole centrale de Lyon (ECL) au sein de cette université, s'inscrit en cohérence avec le projet de site, tout en respectant les valeurs issues de son histoire et de son implantation, pour lui offrir toute la dynamique et la visibilité qu'elle mérite. Dans son projet stratégique, l'ENISE revendique trois valeurs fondamentales :

### ***I - 1 Un modèle alternatif aux classes préparatoires***

L'ENISE affiche des spécialités dès le recrutement post-bac. Ce positionnement conduit à un recrutement différencié selon les spécialités, recrutement qui a pour but d'attirer de bons candidats motivés par une des spécialités offertes dès le baccalauréat. Ce positionnement permet également d'intégrer facilement en troisième année les meilleurs élèves titulaires d'un DUT ou d'un BTS, sous statut étudiant ou dans le cadre de contrats d'apprentissage. L'ENISE apparaît donc comme un modèle alternatif aux classes préparatoires.

### ***I - 2 Un ancrage fort sur un territoire***

L'ENISE a tissé des liens forts avec son territoire, en participant à de nombreux groupes de réflexion (création du pôle de compétitivité VIAMECA, conseil de développement de St-Etienne Métropole, ...) et à des conseils d'administration (agence locale de l'énergie, agence de développement économique, ...). La ville, la métropole et le département contribuent aussi beaucoup au développement de l'Ecole. L'ENISE travaille de plus activement avec l'UIMM et la CGPME Loire, participe à des alliances régionales comme l'AGERA et le cluster INDURA,...

### ***I - 3 Une technologie « vecteur d'excellence »***

Depuis sa création, l'ENISE affiche la technologie comme une valeur fondamentale et s'est fixé, en 2011, un cap: « devenir la référence en Rhône-Alpes pour la formation d'ingénieurs technologues et innovants, futurs cadres dirigeants du monde économique ». Ainsi, l'ENISE affiche la technologie comme vecteur d'excellence, c'est-à-dire comme méthode utilisée pour « fabriquer l'excellence ». La formation comporte tout au long des cinq années de nombreux travaux pratiques et de nombreuses mises en situation. Le modèle pédagogique de l'ENISE repose sur une alternance entre des périodes académiques et des périodes longues (5 ou 6 mois) de mise en situation professionnelle, dans une entreprise ou dans un laboratoire de recherche. En interne, la structuration des matériels et des compétences autour d'une plateforme unique au service de l'enseignement et de la recherche a permis de valoriser des actions et de développer des projets majeurs.

<sup>14</sup> Décret n° 2016-180 du 23 février 2016.

## II. AXES STRATEGIQUES

Initié en 2013, le projet « Centrale Lyon Technologies (CLT) », commun avec l'Ecole centrale de Lyon, a conduit à une convention, puis à un décret d'association de l'ENISE à l'ECL. Ce projet sera l'ossature de la stratégie de l'ENISE, qui se place dans une perspective d'intégration de son offre de formation dans le catalogue d'un établissement unique avec l'ECL, sous une marque à définir. Il sera décliné en trois actions principales :

- Devenir une école de spécialité de « Centrale Lyon » ;
- Former des cadres dirigeants pour l'entreprise de demain ;
- Contribuer au développement de St-Etienne « ville campus ».

### **II – 1 Devenir une école de spécialité de « Centrale Lyon »**

La prochaine période contractuelle sera consacrée à la formalisation et à la mise en œuvre de coopérations sur les plans pédagogique, scientifique et institutionnel, afin de faire à terme de l'ENISE une école de spécialité, au sein d'un futur établissement avec l'Ecole centrale de Lyon. Ce nouvel établissement prendra toute sa place au sein de la ComUE Université de Lyon (UdL) et dans son Collège Académique «Ingénierie et technologie », ainsi que dans l'écosystème des écoles d'ingénieurs avec, notamment, le lancement de l'Alliance des Écoles d'Ingénieurs de Lyon Saint-Étienne (AEILyS). Les statuts de l'établissement devront donc être adaptés afin de permettre à un **Etablissement unique** de voir le jour.

L'ENISE pourra ainsi se concentrer sur la formation d'ingénieurs en génie mécanique, génie civil et génie physique. Avec une direction de la recherche unique et une gestion des actions de transfert par une filiale commune, « Centrale Innovation », le pôle recherche est aujourd'hui mutualisé avec l'ECL. L'ENISE adaptera progressivement ses pôles développement et administratif, dans le même esprit que le pôle recherche. Conformément aux engagements pris dans la convention d'association, toutes les évolutions de personnels seront basées sur le volontariat, notamment à l'occasion de postes rendus vacants par des départs.

**Au niveau institutionnel**, l'ENISE et l'ECL prévoient donc de mettre en place des directions communes, par exemple dans les domaines de l'international et de la communication. Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique déjà enclenchée dans le domaine des ressources humaines, qui permettra de mutualiser la gestion des recrutements, les plans de formation et l'action sociale. Par ailleurs, des coopérations seront établies au niveau de la gestion financière, en particulier dans les domaines des achats publics et du service facturier. Plus largement, l'objectif de l'établissement sera de mettre en place une véritable **démarche qualité**, en formalisant des actions et des missions sur la base de priorités validées par les instances, et en instaurant une gestion dynamique d'indicateurs internes au service de la stratégie de l'Ecole. Par ailleurs, les deux établissements s'engagent dans un processus d'unification des services de documentation, s'inscrivant dans la **stratégie de politique documentaire** de l'UdL.

Le **système d'information** de l'école devra également s'adapter à l'évolution institutionnelle, la compatibilité des environnements comptables en particulier étant une condition sine qua non à l'établissement d'une agence comptable unique à terme. Une **feuille de route des services numériques** sera élaborée avec l'ECL afin de préciser les actions qui seront entreprises (pédagogie numérique, création d'un référentiel partagé des étudiants ...).

*Jalon 1 - Application de la Charte pédagogique et obtention d'un label d'école de spécialité au sein du Groupe des Ecoles Centrales (2017)*

*Jalon 2 - Mise en place de politiques communes au sein de directions uniques, en particulier pour l'international et la communication (2017)*

*Jalon 3 - Compatibilité des systèmes d'information pour une mutualisation des services numériques (2018)*

*Jalon 4 - Bilan de la démarche pour un EPSCP unique (2019)*

*Jalon 5 - Mise en place d'une démarche qualité (2018)*

**Indicateurs :**

**IC 2 – Mobilité internationale (entrante et sortante)**

**IS 1 – Taux de passage en année supérieure**

**IS 3 – Démarche Qualité**

## II – 2 Former des cadres dirigeants pour l'entreprise de demain

Dans le cadre de leur modèle alternatif aux classes préparatoires, les ENI de St-Etienne, Brest et Metz utilisent le « concours ENI », géré par l' ENI de Metz, pour recruter des élèves issus de terminale et de « bac+2 ». En cinq ans, le nombre de candidats à ce concours est resté relativement stable, et le rang du dernier recruté à l'ENISE a progressé de 300 places. Malgré cela, dans un souci de visibilité, les ENI ont sollicité un retour vers le concours post-bac « GEIPI – Polytech » qu'elles avaient quitté. Avec l'ENI de Tarbes, restée dans ce concours, les ENI ainsi regroupées devront faire évoluer le « groupe ENI », par exemple vers une « fédération » d'écoles partageant les mêmes valeurs, au cours du prochain quinquennal.

Les compétences de l'ingénieur ENISE sont définies en amont par des groupes **Ingénieur 2030**, dans lesquels les partenaires du monde économique, assistés d'enseignants et d'élèves, se positionneront pour prendre en compte :

- l'évolution des technologies et des organisations, pour rester force de proposition pour l'accès à l'innovation des entreprises ;
- l'évolution des populations, pour lui permettre d'appréhender des publics différents ;
- l'évolution de la société, pour inscrire les formations de spécialité dans une dynamique positive et durable.

Le **projet pédagogique** de l'ENISE, construit à partir des compétences définies en amont, doit également bénéficier de sa complémentarité avec l'offre généraliste de l'ECL pour placer l'école parmi les meilleures formations technologiques françaises dans ses spécialités. Dans cette perspective, un certain nombre d'actions seront engagées, certaines découlant directement des engagements pris par les deux écoles dans la convention d'association :

- la construction de la maquette du dispositif de formation d'ingénieur de spécialité de l'ENISE, avec une attention particulière portée à la troisième année, charnière entre le cycle initial (années 1 et 2) et le cycle master (années 4 et 5), et l'application de la charte pédagogique commune du GEC,
- la présentation intégrée de cette offre de formation, avec la mise en commun des services d'enseignement statutaire et complémentaire des personnels enseignants,
- l'harmonisation des modalités d'accès aux formations d'ingénieurs sous statut étudiant et des dispositifs de gestion et de suivi des apprentis ;
- l'organisation de passerelles de formation, de projets, de diplômes communs ;
- le développement de l'apprentissage et de la formation continue ;
- l'élaboration d'une stratégie de développement des formations de spécialité et du réseau associé au sein du groupe des écoles centrales (GEC) ;

Les axes majeurs de la **politique scientifique** de l'ENISE s'inscrivent déjà dans une coopération étroite avec l'ECL, avec notamment le partage de la tutelle de l'UMR LTDS (Laboratoire de Tribologie et Dynamique des Systèmes), la participation à une même école doctorale (ED SIS – Sciences, Ingénierie, Santé) et la mise en commun de la direction de la recherche et des activités de valorisation. Les actions d'approfondissement suivantes seront menées :

- le développement d'un axe de recherche en « ingénierie de la perception », complétant les axes thématiques du LTDS fédérant les enseignants-chercheurs de l'école,
- l'harmonisation des modalités de préparation du doctorat,
- le conventionnement avec la SATT Pulsalys, selon les mêmes modalités que l'ECL.

**Jalon 6 - Evolution du concours de recrutement (2017-2018)**

**Jalon 7 - Construction de la maquette de formation, de l'offre pédagogique dans les trois spécialités, de passerelles et de diplômes communs (2017-2018-2019)**

**Jalon 8 - Développement de la formation continue et de l'apprentissage et refondation de la Formation tout au long de la vie (2018)**

**Jalon 9 - Organisation et développement des activités de recherche et de valorisation au sein d'une direction unique (2018-2019)**

**Indicateurs :**

**IC 1 – Diversification de l'accès**

**IC 3 – Insertion Professionnelle**

**IC 4 – Part des étudiants diplômés poursuivant leurs études en doctorat**

**IC 5 – Contrats de recherche passés avec les entreprises****IS 2 – Diversification des types de formation****II – 3 Contribuer au développement de St-Etienne « ville campus »**

Dans le cadre de la politique de site mise en place par la COMUE « Université de Lyon », St-Etienne s'affiche comme un des sept campus. Au sein de cette « ville campus », l'ENISE est implantée depuis plusieurs dizaines d'années rue Jean Parot. Pour faire face au développement de l'Ecole, un second site a été installé au Technopole. La gestion durable de deux implantations étant difficile, il faut les regrouper. Ainsi, dans le cadre de la construction de son **schéma directeur immobilier**, l'école prendra une décision concernant son implantation future, avec un rassemblement sur un site unique.

Dans le cadre de son implantation sur le territoire, des actions seront menées dans chacune des trois spécialités offertes par l'Ecole. Un bilan de ces actions sera réalisé au cours du contrat :

- dans le domaine du génie mécanique, le **laboratoire commun** LUPPIAM entre le CETIM et l'ENISE a été étendu récemment à l'Ecole des Mines de St-Etienne. Ce laboratoire a pour objectif de mutualiser des ressources et des compétences autour de l'usinage, des procédés à base de poudres, et des interfaces dans les assemblages mécaniques. Ce laboratoire permettra par exemple à l'ENISE de participer au projet stéphanois « manufacture du futur », porté par l'Ecole des Mines dans le cadre de l'alliance pour l'industrie du futur.
- Dans le domaine du génie civil, un **campus des métiers et des qualifications** sur le design et l'habitat a été labellisé au niveau national. Centré sur St-Etienne et animé par l'ENISE, il regroupe toutes les compétences du domaine situées dans le département de la Loire. L'objectif de ce campus est de proposer une filière complète de formation pour favoriser l'innovation et le développement des métiers du design et de l'habitat dans ce département.
- Dans le domaine du génie physique (génie sensoriel), une **maison de la perception** sera installée sur les campus de St-Etienne (ENISE) et de Lyon ouest (ECL). Cette maison sera destinée au public désireux de mieux appréhender les notions de génie sensoriel. Le lien entre les deux campus sera réalisé à l'aide d'outils de réalité virtuelle et de réalité augmentée.

L'école a lancé en 2015 une fondation sous l'égide de la fondation de l'UdL. Cette structure porte un projet ambitieux d'« **Ingénierie pour le développement humain** », volet à part entière de l'action CLT. Il comporte des objectifs en formation et en recherche, associant de manière transversale les acteurs économiques locaux, impliqués dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie. Il se décline en **trois piliers** :

- accès à l'innovation, en renforçant le lien formation-recherche-innovation ;
- accès à la formation, avec des actions en direction de publics isolés géographiquement ou provenant de filières plus diversifiées (BTS notamment) ;
- accès au bien-être, basé sur le développement du « génie sensoriel » au sein de l'offre de formation de l'école.

Un bilan des actions conduites sera établi à mi-parcours du contrat 2016-2020.

**Jalon 10 - Mise en place d'un schéma directeur immobilier (2018)****Jalon 11 - Bilan du projet « Ingénierie pour le développement humain » (2018)****Indicateurs :****IC 6 – Développement des ressources propres (hors subventions pour charges de service public)****IC 7 – Taux d'occupation des locaux****IS 4 – Mise en œuvre du projet « Ingénierie pour le développement humain »**

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'ENISE**

Opérations	Années d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>ECOLE DE SPECIALITE DE « CENTRALE LYON »</b>					
1 - Application de la Charte pédagogique et obtention d'un label d'école de spécialité au sein du Groupe des Ecoles Centrales					
2 - Mise en place de politiques communes au sein de directions uniques pour l'international et la communication					
3 - Compatibilité des systèmes d'information pour une mutualisation des services numériques					
4 - Bilan de la démarche pour un Etablissement unique					
5 - Mise en place d'une démarche qualité					
<b>FORMER DES CADRES DIRIGEANTS POUR L'ENTREPRISE DE DEMAIN</b>					
6 - Evolution du concours de recrutement					
7 - Construction de la maquette du dispositif de formation et de l'offre pédagogique dans les trois spécialités					
8 - Développement de la formation continue et de l'apprentissage et refondation de la Formation tout au long de la vie					
9 - Organisation et développement des activités de recherche et de valorisation au sein d'une direction unique					
<b>CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT DE ST-ETIENNE « VILLE CAMPUS »</b>					
10 - Mise en place d'un schéma directeur immobilier					
11 - Bilan du projet « Ingénierie pour le Développement Humain »					



## Annexe financière pour la période 2016-2020 Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne

**L'ENISE, qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site de l'Université de Lyon** recevra chaque année, en application de l'article L 712-9 du code de l'éducation, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat, distinguant les moyens respectivement affectés à la masse salariale et aux crédits de fonctionnement.

- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.
- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelles initiale, avant application de la mise en réserve, de l'ENISE financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 « vie étudiante » est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
ENISE	2016
Masse salariale	499 127€
Fonctionnement	1 910 569 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>1 910 569 €</b>

**Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020** la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant.



## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### Indicateurs communs

<b>FORMATION ET RECHERCHE</b>
IC 1 – Diversification de l'accès
IC 2 – Mobilité internationale (entrante et sortante)
IC 3 – Insertion Professionnelle
IC 4 – Part des étudiants diplômés poursuivant leurs études en doctorat
IC 5 – Contrats de recherche passés avec les entreprises
<b>PILOTAGE</b>
IC 6 – Développement des ressources propres (hors subventions pour charges de service public)
IC 7 – Taux d'occupation des locaux

### Indicateurs spécifiques

<b>FORMATION ET RECHERCHE</b>
IS 1 – Taux de passage en année supérieure
IS 2 – Diversification des types de formation
<b>PILOTAGE</b>
IS 3 – Démarche Qualité
IS 4 – Mise en œuvre du projet « Ingénierie pour le développement humain »

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

IC1	DIVERSIFICATION DE L'ACCES : POIDS RELATIF DES BOURSIERS SUR CRITÈRES SOCIAUX ET PROMOTION DE LA PARITÉ FEMME / HOMME	ENISE
-----	---	-------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## 1-1 Poids relatif des boursiers sur critères sociaux

Action	Formation initiale et continue de niveaux licence et master (P150, 1 et 2) ; aides directes (P231, 1)
Objectif	Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales (programme 231)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires précédant la première année du contrat (2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015)
Champ de la mesure	Élèves inscrits en filière ingénieur uniquement, quelle que soit la durée du cursus dans la filière, hors apprentissage. Sont donc exclus du champ les étudiants des classes préparatoires non intégrées au cursus, des masters et autres diplômes.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscriptions principales dans les écoles sous tutelle du MENESR, hors apprentissage. Les étudiants inscrits en école, exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire, sont exclus du champ. La notion de boursiers sur critères sociaux trouve son origine dans l'article L 821-1 du code de l'éducation et est définie conformément à la circulaire n° 2012-0012 du 22-6-2012 fixant les modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux et des aides au mérite et à la mobilité internationale pour l'année 2012-2013. Ce texte établit les conditions de ressources, d'âge, de diplôme, de nationalité et d'inscription dans l'enseignement supérieur requises pour l'attribution d'une bourse.
Source	Etablissement
Mode de calcul	Nombre d'étudiants de la filière ingénieur boursiers sur critères sociaux / effectif total en filière ingénieur (hors apprentissage)*100.

## Données de l'établissement

	Nombre de boursiers sur critères sociaux (BCS)	Nombre total d'inscrits (hors apprentissage)	% de boursiers
2012-2013	296	706	41,9 %
2013-2014	299	709	42,2 %
2014-2015	290	730	39,7 %
Cible 2020			40 %

## Leviers d'action

Développement d'une licence GC avec recrutements complémentaires

## Commentaires de l'établissement

L'ENISE est historiquement reconnue pour son rôle d'ascenseur social.

## 1-2 Promotion de la parité hommes et des femmes en % sur l'effectif total

Action	Formation initiale et continue
Objectif	Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales (programme 231)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Années universitaires précédant la première année du contrat (2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015)
Champ de la mesure	Élèves inscrits en filière ingénieur uniquement (hors apprentissage).

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Inscriptions principales dans les 39 écoles sous tutelle du MENESR. Les étudiants inscrits en école, exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire, sont exclus du champ.
Source :	MENESR - SIES
Mode de calcul	Part d'hommes et de femmes, en pourcentage de l'effectif total

## Données de l'établissement

Taux	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Hommes (%)	85	83.9	82.5	80%
Femmes (%)	15	16.1	17.5	20%
Total	100%			

## Données nationales (écoles sous tutelle MENESR)

Taux	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Hommes (%)	74,4	74,2	73,0
Femmes (%)	25,6	25,8	27,0
Total	100%		

## Leviers d'action

Développement du parcours en génie sensoriel dans la spécialité « génie physique »

## Commentaires de l'établissement

Peu de leviers d'action sur cet indicateur, sauf des actions à long terme de sensibilisation.

IC2	MOBILITÉ INTERNATIONALE	ENISE
-----	-------------------------	-------

Action	Formation initiale et continue de niveau master
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements (P150, objectif 5)

### 2-1 Mobilité entrante en filière ingénieurs, part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger

#### Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Tout inscrit (inscriptions principales) en filière ingénieur uniquement. Les étudiants inscrits en école exclusivement pour préparer un master délivré par une université partenaire sont exclus du champ.

#### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Les étudiants étrangers concernés sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires étranger ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les étrangers titulaires d'un baccalauréat français sont exclus du champ.
Source	MENESR - SIES
Mode de calcul	Nombre d'étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger / nombre total d'inscrits*100

	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Nombre d'inscrits étrangers titulaires d'un diplôme étranger	30	30	
<i>Dont Union européenne</i>	0	0	
Nombre total d'inscrits	709	730	770
Taux	4,2 %	4,1 %	10 %

#### Leviers d'action

Association avec l'Ecole centrale de Lyon, rendant plus visible l'établissement

Commentaires de l'établissement

### 2-2 Mobilité sortante, part des diplômés ayant suivi au moins 6 mois de stage ou de formation universitaire dans un pays étranger pendant leur cursus

#### Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés de l'année n
Champ de la mesure	Tout diplômé de filières ingénieurs

#### Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	La durée de référence est de 6 mois, consécutifs ou non
Source	établissement
Mode de calcul	Nombre de diplômés de la filière ingénieur ayant suivi au moins 6 mois de stage ou de formation dans un pays étranger pendant leur cursus / nombre total de diplômés de la filière ingénieur *100

**Précision :** Les sources sont encore fragiles sur les questions de mobilité sortante (collecte des informations nécessaires très récente). La situation devrait toutefois se normaliser au cours des prochaines années.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante (%)	32 %	36 %	58 %	60 %
Pour mémoire : part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante d'au moins 3 mois (%)	32 %	39 %	60 %	

#### Leviers d'action

L'association avec l'EC Lyon permettra de dynamiser cette action en offrant plus de possibilités aux étudiants.

Commentaires de l'établissement

La mobilité sortante de 3 mois a été rendue obligatoire.

IC3	INSERTION PROFESSIONNELLE	ENISE
-----	---------------------------	-------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Résultats diplômés à 2 et 6 mois après le diplôme obtenu
Champ de la mesure	Élèves du cycle ingénieur inscrits dans l'école
Source	établissement
Mode de calcul	<p><b>Nombre de diplômés</b> : nombre total de diplômés de la filière ingénieur</p> <p><b>Nombre de diplômés</b> répondant au champ de l'indicateur = nombre total de diplômés de la filière ingénieur – (nombre de diplômés étrangers + nombre de diplômés poursuivant des études)</p> <p><b>Taux de réponse</b> : nombre de questionnaires respectant le champ de l'enquête qui permettent de connaître la situation du diplômé rapporté au nombre total de diplômés à interroger dans le cadre de l'enquête exploitables émanant de diplômés vérifiant les critères de l'enquête et présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p><b>Taux d'insertion</b> est défini comme étant le nombre de diplômés dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, rapporté au nombre de diplômés dans le champ de l'enquête présents sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p>

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Effectifs de diplômés répondant à l'enquête
Mode de calcul	effectifs des diplômés insérés à la sortie de l'établissement / effectif des diplômés enquêtés

Résultat position à 2 mois	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Cible 2020
Nombre de diplômés	164	176	161	
Nombre de diplômés répondant aux critères	73	104	95	
Taux de réponse	44,5	59,1	59	
Taux d'insertion (CDD+CDI) à 2 mois	76,2	82,8	69,8	75 %
Part des diplômés insérés en CDD	NC	NC	NC	
Part des diplômés insérés en CDI	NC	NC	NC	
Salaire moyen (€)	NC	NC	NC	

Résultat position à 6 mois	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Cible 2020
Nombre de diplômés	164	176	161	
Nombre de diplômés répondant aux critères	73	104	95	
Taux de réponse	44,5	59,1	59	
Taux d'insertion à 6 mois	88,4	91,4	91,8	95 %
Part des diplômés insérés en CDD	13,6	12,9	13,8	
Part des diplômés insérés en CDI	81,4	83,9	81	
Salaire moyen (€)	30833	33312	32395	

## Leviers d'action

## Commentaires de l'établissement

Une convention avec l'association des diplômés est en cours de négociation, afin de progresser sur ce point (taux de réponse, meilleure connaissance du devenir des diplômés à 0, 3 ans, 6 ans, ...)

IC4	PART DES ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS POURSUIVANT LEURS ÉTUDES EN DOCTORAT	ENISE
-----	--	-------

Action	Formation initiale et continue
Objectifs	Répondre aux besoins de qualifications supérieures ; développer le dynamisme et la réactivité de la recherche universitaire ; contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale par le transfert et la valorisation des résultats de la recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	%
Date	Année universitaire n+1, pour les diplômés de l'année universitaire n.
Champ de la mesure	Diplômés de l'année n de la filière ingénieur

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Tout diplômé de l'année universitaire n inscrit en doctorat pour l'année universitaire n+1, quel que soit son statut (en contrat doctoral, en CIFRE, salarié CDI ou CDD, sans emploi rémunéré, etc.) et l'établissement de son inscription doctorale.  L'expression n+1 désigne des années universitaires. (Par exemple, si n est l'année 2012, 2011-2012 est l'année universitaire n-1/n et 2012-2013 l'année universitaire n/n+1)
Mode de calcul	Nombre d'ingénieurs diplômés de l'année n inscrits en doctorat pour l'année universitaire n+1 / nombre total d'ingénieurs diplômés de l'année n*100
Source	MENESR - SIES

	2012-2013 (diplômés 2012)	2013-2014 (diplômés 2013)	2014-2015 (diplômés 2014)	Cible 2020 (diplômés 2019)
Nombre d'ingénieurs diplômés inscrits en doctorat	1	1	3	
Nombre total de diplômés	150	144	144	
Taux	0.7%	0.7%	2.1%	5 %

**Leviers d'action**

Mise en place en 4<sup>ème</sup> année d'un projet tutoré de recherche et développement, avec la possibilité de poursuivre par une stage d'été en laboratoire à l'étranger (stage facultatif).

**Commentaires de l'établissement**

Une convention avec l'association des diplômés est en cours de négociation, afin de mieux connaître le devenir des diplômés. En particulier, la majorité des diplômés inscrits en doctorat ne répondent pas aux enquêtes.



IC5	CONTRATS DE RECHERCHE PASSES AVEC LES ENTREPRISES	ENISE
-----	---	-------

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	K€
Date de la mesure	Année n

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	L'indicateur observe en lecture immédiate du montant en valeur absolue des ressources apportées par les contrats de recherche
Source	établissement
Mode de calcul	Cet indicateur est calculé à partir d'enquêtes auprès des institutions concernées, car il impose de séparer précisément, dans les comptes des opérateurs, les ressources de recherche des ressources d'enseignement.
Date de disponibilité de l'indicateur	Les délais de collecte et de traitement par le service statistique national compétent font que la valeur de l'année n n'est disponible qu'en juillet n+2

## Données établissement

	2015 Réalisation	2016 Prévision	2017 Prévision	2018 Prévision	2019 Prévision	Cible 2020
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	850	750	800	800	800	800

## Données nationales (PAP 2016)

	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision PAP 2015 actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	-	-	217 160	217 160	229 600	240 000

## Leviers d'action

## Commentaires de l'établissement

De jeunes enseignants-chercheurs ont été recrutés à l'ENISE, suite à des départs à la retraite, à la transformation de postes d'enseignants du second degré, ou à l'affectation de nouveaux postes par le ministère. Nous visons donc une stabilisation des contrats passés avec les entreprises car le niveau actuel est déjà très élevé (30 enseignants-chercheurs à l'ENISE environ, soit 27k€ par enseignant-chercheur par an).

Tous les contrats de recherche passés avec les entreprises sont maintenant gérés par la filiale de valorisation de l'ENISE : Centrale Innovation.

## INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IC6	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES Hors subventions pour charges de service public	ENISE
-----	--	-------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Milliers d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux dernières années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 57. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 58. les recettes de la formation continue (7065) 59. la taxe d'apprentissage (7481) 60. les contrats et prestations de recherche 61. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 62. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 63. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 64. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 -70681 – 70688 – 707-708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Source	établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	243	258	250
Formation continue (2)	71	52	250
Taxe d'apprentissage (3)	380	234	250
Contrats et prestations de recherche (4)	685	478	500
ANR investissements d'avenir (74411)		2	
ANR hors investissement d'avenir (74412)	294	181	200
Autres (704 – 705 – 7062 – 751)	391	295	300
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)	798	827	900
Régions (7442)	146	222	200
Union européenne (7446)	98	160	300
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)	554	445	400
Dons et legs des fondations (6)			
Produits exceptionnels (7)			
Autres ressources propres (8)	997	1 226	1 350
Total	3 174	3 075	3 500

**Précisions :** cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

## Leviers d'action

Mise en place d'une action structurante sur la formation continue (dont contrats de professionnalisation)  
Léger développement de la formation sous statut apprenti et des contrats européens

## Commentaires de l'établissement

Les ressources de l'établissement proviennent aujourd'hui de trois sources principales : la dotation de service public, les contrats de recherche, l'apprentissage. Le volet « formation continue » est actuellement peu développé, malgré une demande importante.

IC7	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	ENISE
Action	Améliorer l'efficience des opérateurs	
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier	
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficience des opérateurs)	
Description de l'indicateur		
Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence	
Date de la mesure	Annuelle	
Champ de la mesure	Établissement	
Élaboration et qualités de l'indicateur		
Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière	
Mode de calcul	Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes : - calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ; - détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.	
	Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :	
	$T = \frac{(U / S)}{H}$	
	T : taux d'occupation d'un type de salles U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles S : nombre de ce même type de salles H : quota horaire de référence (1 120 h) A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m²) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de : $\frac{58\,195\text{ h} / 66\text{ salles}}{1\,120\text{ h}}$ soit 79 % pour les salles banalisées	
	Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m²) de 62 % pour ses amphithéâtres ; Son taux d'occupation est de : $\frac{62\% \times 3\,000\text{ m}^2}{8\,100\text{ m}^2} + \frac{79\% \times 5\,100\text{ m}^2}{8\,100\text{ m}^2} = 73\%$ .	
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP	

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71 % en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements. Cible 2017 (PLF 2015) à 72%.

Occupation des locaux	Situation actuelle (2015)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	727	1	153	65 %	68 %
Salles banalisées	17800	26	900	61 %	65 %
<b>Sous-total</b>	18527	27	1053	62 %	
Salles dédiées	12525	35	1300	32 %	38 %
<b>Total</b>	31052	62	2353	45 %	50 %

#### Leviers d'action

Légère augmentation du nombre d'élèves.

Réaffectation de salles dans le cadre du schéma directeur immobilier en cours d'élaboration

#### Commentaires de l'établissement

## INDICATEURS SPECIFIQUES

IS1	TAUX DE PASSAGE EN ANNÉE SUPÉRIEURE	ENISE
-----	-------------------------------------	-------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

Unité de mesure	Ratio en % et effectifs concernés
Date de la mesure	Années universitaires 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015
Champ de la mesure	Élèves inscrits en cycle ingénieur de l'année universitaire inscrits en première année et en années suivantes
Source :	MENESR - SIES

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
<i>Nombre d'élèves inscrits en année n * (1<sup>ère</sup> année)</i>	121	122	114	
<i>Taux de passage en n+1</i>	81,8 %	86,1 %	81,6 %	85 %
<i>Redoublants</i>	2	0	1	
<i>Nombre d'élèves inscrits en année n + 1 (2<sup>ème</sup> année)</i>	106	102	107	
<i>Taux de passage en n+2</i>	93,4 %	92,1 %	93,5 %	95 %
<i>Redoublants</i>	4	2	2	
<i>Nombre d'élèves inscrits en année n + 2 (3<sup>ème</sup> année)</i>	147	175	178	
<i>Taux de passage en n+3</i>	91,8 %	94,8 %	91,6 %	95 %
<i>Redoublants</i>	8	7	9	
<i>Nombre d'élèves inscrits en année n + 3 (4<sup>ème</sup> année)</i>	152	156	192	
<i>Taux de passage en n+4</i>	100 %	96,8 %	88,5 %	90 %
<i>Redoublants</i>	0	3	6	
<i>Nombre d'élèves inscrits en année n + 4 (5<sup>ème</sup> année)</i>	180	188	169	
<i>Taux de réussite</i>	98,9 %	93,1 %	95,3 %	95 %
<i>Redoublants</i>	2	7	1	

\*NB : - Les expressions n-1 / n et n/ n+1 désignent des années universitaires. Par exemple, si n est l'année 2013, 2012-2013 est l'année universitaire n-1/n et 2013-2014 l'année universitaire n/n+1

## Commentaires de l'établissement

Les taux de passage visés sont de 95% en général, sauf dans les années de recrutement : 85% en fin de première année (recrutement post-bac), 90% en fin de troisième année (recrutement complémentaire de bac+2). Pour cela, l'établissement jouera à terme sur le mode et le niveau de recrutement (changement de concours, affichage d'une marque du réseau des écoles centrales)

IS2	DIVERSIFICATION DES TYPES DE FORMATION	ENISE
-----	--	-------

Action	Diversifier les types de formation
Objectif	Développer la formation continue et la formation par l'alternance

**Sous-indicateur - Mobilité entrante, part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger**

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Volume d'inscrits
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Inscrits en formations non diplômantes

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Nature précise des données de base	Inscriptions
Source	Etablissement

	2014-2015	Cible 2019-2020
Inscrits formations non diplômantes	24	50
<i>Autres formations</i>		

**Commentaires de l'établissement :**

L'établissement affiche ici un objectif ambitieux, en lien avec la mobilité sortante rendue obligatoire. Il s'agit d'accueillir plus d'étudiants étrangers venant effectuer un semestre de formation à St-Etienne. Pour cela, l'aide de la ville (image, soutien pour l'accueil) et de l'Ecole centrale de Lyon seront sollicitées.

IS3	DEMARCHE QUALITE	ENISE
-----	------------------	-------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la gestion des établissements de l'enseignement supérieur

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Qualification en 4 niveaux, de 0 à 3, de la mise en œuvre de la démarche qualité par l'établissement
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	La situation de l'établissement relève des cotations suivantes : Cote 0 : il n'y a pas d'action ou de projet significatif contribuant à ce but Cote 1 : un plan d'action a été défini et mis en œuvre Cote 2 : la définition d'un plan d'action, sa mise en œuvre, le suivi et l'adaptation de sa réalisation s'intègrent dans un cycle permanent (processus d'amélioration continue) Cote 3 : le dispositif d'assurance qualité est validé par une instance externe reconnue.
Précisions	La qualification du dispositif d'auto-évaluation est réalisée pour les trois pôles suivants : administration, formation et recherche.
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

Année	Administration	Formation	Recherche	Développement
2015	1	1	0	1
2016	2		1	2
2017		2		
2018	3		2	3
2019		3		
2020			3	

## Commentaires de l'établissement :

Le fonctionnement de l'établissement repose sur quatre pôles :

- L'administration regroupe l'ensemble des services et fonctions supports (RH, Finances, Patrimoine, Documentation, DSI, ...)
- La formation regroupe les études, la vie étudiante et l'internationale
- La recherche regroupe la R&D et les activités de valorisation
- Le développement regroupe les relations extérieures et la communication

Il est choisi pour ce quinquennal de mener une démarche qualité par pôle, avec une coordination globale, sachant que les pôles administration et développement seront moteurs dans cette action, avec une atteinte plus rapide de l'objectif 3 de validation par une instance externe.

IS 4	PROJET INGENIERIE POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN	ENISE
------	--	-------

Action	Mettre en œuvre le projet de la fondation de l'Enise
Objectif	Obtenir des dons pour soutenir le projet Ingénieur 2030

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Cumul des sommes récoltées (€)
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Montant en €
Précisions	Cumul des sommes récoltées
Renseignement de l'indicateur	

	2015	Cible 2020
Cumul des sommes récoltées	714 000 €	1 000 000 €

## Commentaires de l'établissement

La fondation ENISE a pour objectif le soutien du projet « Ingénierie pour le développement humain ». Le cumul des sommes récoltées rendra donc compte du dynamisme de ce projet. Ces sommes seront affectées à des projets tels que des chaires de formation et de recherche dans les trois domaines suivants :

- Accès à l'innovation (essentiellement les PME)
- Accès à la formation (ascenseur social et formation tout au long de la vie)
- Accès au bien-être (actions humanitaires et génie sensoriel)

Les sommes récoltées incluent celles obtenues par ailleurs dans le cadre de partenariats pédagogiques, tels que celui en cours avec Vinci Construction France qui entre dans la partie « accès à la formation ».





**VOLET SPÉCIFIQUE  
ENI SAINT-ETIENNE  
ANNEXE « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## ENI SAINT-ETIENNE - FORMATION

Accréditation : annexe de l'arrêté du 4 mai 2016

Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE

Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160463 <b>Génie civil</b>	EC Lyon, ENTPE Lyon, U-Lyon1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160570 <b>Génie industriel</b>	ENSM St Etienne, U-Saint-Etienne, EC Lyon, Institut Mines Telecom	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160476 <b>Mécanique</b>	ENSM St Etienne, U-Lyon 1, EC Lyon, Institut Mines Telecom	2016-2017	5 ans	2020-2021

## ENI SAINT-ETIENNE - RECHERCHE

### Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles Organismes	Établissements	Partenaires
<b>DS 8</b>	<b>Sciences pour l'ingénieur</b>				
<b>UMR 5513</b>	Laboratoire de tribologie et dynamique des systèmes (LTDS)	Fabrice THOUVEREZ	CNRS	EC Lyon <b>ENISE</b> ENTPE	
<b>FR 3411</b>	Fédération d'ingénierie Lyon Saint-Etienne (IngeLySE)	Michel LANCE	CNRS	U-Lyon 1, U-St Etienne, EC Lyon, INSA Lyon, <b>ENISE</b> , ENTPE, CPE Lyon	

## **VOLET SPECIFIQUE**

### **ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET TECHNIQUES DU THEATRE (ENSATT)**

#### **I. Formation**

*I - 1 Ouverture des concours à de nouveaux publics*

*I - 2 Evaluation des étudiants et des enseignements:*

*I - 3 Inscription des diplômes de l'ENSATT au Répertoire national des certifications professionnelles (RCNP), nécessaire au développement de la formation continue :*

*I - 4 Mise en place de la VAE :*

*I - 5 Insertion professionnelle des étudiants*

#### **II. Une recherche au croisement de la pratique théâtrale et de sa mise en perspective théorique**

#### **III. Améliorer le bien-être des étudiants et affirmer la dimension culturelle de la ComUE**

*III - 1 Amélioration de la vie étudiante :*

*III - 2 Dimension culturelle de l'UdL :*

#### **IV. Gouvernance/pilotage**

*IV - 1 L'insertion au sein de la ComUE*

*IV - 2 Révision des statuts de l'Ecole :*

*IV - 3 Amélioration de la gouvernance et du fonctionnement :*

#### **V. Création, diffusion et action culturelle**

#### **VI. Rayonnement international**

#### **Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'ENSATT**

#### **Annexe financière**

#### **Indicateurs et cibles de performance de l'ENSATT**

Pour la période à venir, l'ENSATT poursuivra sa « refondation » en renforçant sa double identité d' « Ecole Théâtre », c'est-à-dire :

- d'établissement d'enseignement supérieur, associé par convention à la ComUE Université de Lyon (UdL), pleinement inscrit dans le processus de Bologne pour la délivrance de ses diplômes (licences avec Lyon 2, grade master, mastère avec l'Insa, doctorat à venir). L'école est ainsi associée à toutes les réflexions sur la recherche en art et ses corrélations avec les autres disciplines scientifiques et correspondant naturel des universités et grandes écoles pour tous les sujets ayant trait à la culture.
- de fabrique théâtrale installée au cœur du réseau culturel local, national et international pour l'insertion professionnelle de ses étudiants, pour le soutien aux équipes artistiques qui s'attachent à renouveler les langages de la scène, pour la diffusion de spectacles créés in situ, conçus par ses anciens étudiants ou produits par des festivals, théâtres, opéras, centres chorégraphiques, centres de création musicale ou grandes écoles d'art.

Elle affirmera aussi son souci constant de l'amélioration de son outil de travail (bâtiment et équipements), son exigence dans sa gestion administrative, budgétaire et comptable et des ressources humaines et son attention à la qualité de vie de ses étudiants, assortie d'une connaissance aussi fine que possible de leur origine comme de leur devenir.

## **I. Formation**

### ***I - 1 Ouverture des concours à de nouveaux publics :***

L'école mettra en œuvre une série d'actions favorisant une meilleure connaissance de son activité et de ses cursus auprès de populations éloignées d'elle.

Ainsi, elle renforcera ses liens avec l'éducation nationale (participation à des projets d'éducation artistique et culturelle dans des collèges et lycées de Lyon et de Rhône-Alpes Auvergne) et avec des équipes amateurs (contribution à des projets de théâtre montés dans les quartiers sensibles, en relation avec le préfet à l'égalité des chances). Elle contribuera à la formation de personnes en situation de handicap. Elle participera au programme pédagogique de formations de niveau BTS ou DMA. Elle co-organisera des formations artistiques ou techniques dans des zones géographiques qui en sont dépourvues (Dom-Tom), dans des pays francophones susceptibles de créer des ponts avec elle (Bénin, Maroc, Tunisie...) ainsi que dans des pays non francophones en recherche de coopération.

Elle poursuivra également sa politique d'acceptation de candidats dérogeant aux diplômes Bac ou Bac + 2 exigés par ses concours.

Enfin, elle renforcera sa présence au sein des salons spécialisés dans les formations artistiques, amplifiera l'ouverture de sa journée « portes ouvertes » à de futurs candidats mieux et plus largement informés de son existence et étudiera la possibilité de décentraliser en plusieurs points du territoire le premier tour de tout ou partie de ses concours.

### ***IS1 : Diversification du public***

### ***I – 2 Evaluation des étudiants et des enseignements :***

L'ENSATT se donne pour mission de mettre en place de nouvelles modalités d'évaluation de ses étudiants et de ses enseignements et de les harmoniser dans les différents parcours de formation. Pour cela, la construction d'un référentiel de compétences métier qui comprend des compétences dites générales, transversales à tous les parcours de formation de l'Ecole, et des compétences dites spécifiques à chaque métier préparé est engagée. Ce référentiel, conjugué à un référentiel des enseignements révisé, doit permettre d'indiquer aux candidats, aux étudiants et aux futurs employeurs quels sont précisément les savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis au cours d'une scolarité à l'ENSATT. Il permettra également de mieux formaliser les objectifs des enseignements par parcours et facilitera la lisibilité du processus d'évaluation au sein de l'école.

## **Jalon 1 - Elaboration d'un référentiel de compétences métier par formation préparée (2017)**

### **IS 2 : Evaluation des enseignements**

#### **I – 3 Inscription des diplômes de l'ENSATT au Répertoire national des certifications professionnelles (RCNP), nécessaire au développement de la formation continue :**

L'enjeu est de lever les obstacles aux conditions d'enregistrement des deux diplômes que dispense l'Ecole : celui d'Arts et Techniques du Théâtre (ATT- conférant grade master) pour sept de ses parcours de formation et le diplôme ENSATT (de niveau bac+3) pour deux autres parcours de formation.

Trois objectifs essentiels à la stratégie de développement de l'établissement sont recherchés par la voie de l'enregistrement des diplômes au RNCP :

- une meilleure connaissance par le grand public des formations proposées à l'ENSATT et corrélativement, l'élargissement du volume des candidatures étudiantes lors des inscriptions aux concours d'entrée ;
- une possibilité accrue de prise en charge financière du coût pédagogique des formations longues et certifiantes et, par conséquent, la venue facilitée des stagiaires en formation continue ;
- la possibilité de proposer à la commission paritaire nationale du spectacle vivant des modules extraits de ces enseignements diplômants en tant que stages à inscrire sur la liste des formations entrant dans le dispositif de Compte Personnel de Formation (CPF) pour le public en formation continue.

Aussi, de cet enregistrement au répertoire national dépendent l'attractivité de l'ENSATT auprès de nouveaux publics ainsi que le développement de ses ressources propres.

## **Jalon 2 - Inscription effective au RNCP des 9 parcours diplômants délivrés par l'ENSATT (2017)**

### **IS 3 : Développement de la Formation continue**

#### **I – 4 Mise en place de la VAE :**

La première promotion d'étudiants «LMD » sera diplômée en juin 2017. Aussitôt, le dispositif éprouvé par la voie de la formation initiale et un premier bilan opéré sur le déroulement des trois années du parcours Master, le chantier d'impulsion de la VAE s'ouvrira. L'ouverture de la VAE exige en amont un chantier d'ingénierie d'accompagnement des candidats, une organisation sur la logistique d'accueil ainsi qu'un temps de formation des jurys dans la mesure où les enseignants devront apprendre à observer les conséquences d'un parcours professionnel et non à contribuer au processus d'apprentissage.

Le premier objectif prévu en 2018 est de soumettre aux instances internes de l'école l'adoption d'un processus pédagogique et financier pour mettre en œuvre ce nouveau service.

La deuxième étape sera l'ouverture échelonnée de ce nouveau service selon les métiers préparés à l'ENSATT, à partir de 2019. L'ENSATT ouvrira vraisemblablement à la VAE, dans un premier temps, les filières les plus habituées à accompagner les professionnels en retour en formation. Les diplômes artistiques, les plus demandés par les personnes intéressées par la VAE, seront aussi les plus délicats à mettre en œuvre.

## **Jalon 3 - Mise en place de la VAE (2020)**

#### **I – 5 Insertion professionnelle des étudiants :**

Au plus près de la réalité de leurs futurs métiers, l'ENSATT continuera de mettre en relation ses diplômés avec le milieu professionnel, facilitant leur engagement durant trois saisons après leur sortie de l'école et établissant un suivi statistique de leurs carrières à échéances régulières.

Elle contribuera aussi à la structuration de l'association "La rue Blanche - ENSATT", ouverte à tous les anciens étudiants, enseignants, personnels de l'école depuis sa création en 1941.

### **IS 4 : Insertion professionnelle**

## II. Une recherche au croisement de la pratique théâtrale et de sa mise en perspective théorique

L'ENSATT développera les activités de son groupe de recherche (le LabATT) selon deux grands axes de travail.

**Le développement de projets de « recherche-crédation »**, fondés sur des recherches menées au sein des pratiques, en étroit dialogue avec les recherches académiques, et abordant des thématiques permettant d'interroger le théâtre en lien avec des domaines scientifiques connexes, favorise l'interdisciplinarité. Le LabATT sera, à ce titre, conçu comme une interface de travail entre le monde académique et le monde du théâtre.

Concernant le monde académique, l'ENSATT poursuivra et renforcera ses collaborations avec les membres de l'UdL (Lyon2, ENS de Lyon, UJM de Saint-Etienne...) et s'inscrira dans son Collège académique « Art, culture, architecture et design ».

Certains artistes engagés dans des démarches de recherche seront invités à travailler sur des projets et à y être ponctuellement associés.

Comme dans toute recherche-crédation, les activités et productions des recherches auront une double destination et bénéficieront d'une double valorisation :

- académique : elles alimenteront des activités de séminaire (notamment sur la formation artistique) et nourriront des problématiques de journées d'études et de colloques qui permettront au LabATT de développer sa politique de publication ;
- artistique, en lien avec des lieux de création et de culture, notamment au sein du Grand Lyon : les travaux de recherche-crédation, en partie destinés au spectacle vivant et à ses professionnels, alimenteront l'élaboration de formes qui pourront être présentées au public.

**La participation au travail de création d'une mention « Théâtre : recherche pratique et théorique » du doctorat « Arts »** au sein de l'école doctorale 3LA de la ComUE. Par la suite, l'école projette d'inscrire un doctorant dans cette mention.

*Jalon 4 - Création d'une mention « « Théâtre : recherche pratique et théorique » (2018)*

*Jalon 5 - Bilan à mi-parcours des activités de recherche*

**IS 5 : Valorisation de la recherche en arts du spectacle**

**En appui à la recherche, la mission de la bibliothèque sera renforcée** par son implication dans les réseaux documentaires au niveau local (Université de Lyon) et national afin de valoriser ses collections spécialisées et favoriser son accès à des étudiants et des enseignants-chercheurs des écoles d'art. Sa ré-informatisation sera également mise en place avec un changement de SIGB (système intégré de gestion de bibliothèque) afin de proposer des services élargis à ses utilisateurs.

**IS 6 : Valoriser les collections de la bibliothèque**

## III. Améliorer le bien-être des étudiants et affirmer la dimension culturelle de la ComUE

### III – 1 Amélioration de la vie étudiante :

D'ores et déjà, l'ENSATT participe aux différentes réunions et commissions de la vie étudiante organisées par l'Université de Lyon. Sa convention d'association avec l'UdL prévoit une action de mutualisation de la médecine préventive des étudiants

Dans son schéma directeur de la vie étudiante 2016-2020, l'UdL s'engage à développer une politique sportive du site en améliorant la visibilité et la lisibilité de l'offre ainsi qu'à mettre en place un plan d'amélioration d'accès aux équipements sportifs. L'ENSATT prendra une part active dans l'évolution des pratiques et la mise en place de ce schéma directeur en son sein.

De plus, des aménagements importants seront réalisés dans les locaux existants, nécessitant un investissement en matériel et en fonctionnement afin que soit garantie une qualité de vie à tous les usagers

de l'ENSATT et en particulier à sa population étudiante soumise à des horaires de travail denses et constants. C'est à ce titre notamment qu'un espace de restauration sera créé in situ, consécutif à la fermeture définitive du restaurant du CROUS, voisin de l'école.

Enfin, l'ENSATT poursuivra son soutien à l'ADAEE, l'association des étudiants, qui propose de nombreuses activités aux étudiants dont notamment des cours de danse dans les locaux de l'école.

#### ***Jalon 6 - Bilan des actions d'amélioration de la vie étudiante, dont mise en place de la médecine préventive (2018)***

##### ***III – 2 Dimension culturelle de l'UdL :***

En concertation avec les établissements d'enseignement supérieur à vocation culturelle et les services culturels des écoles et universités, l'ENSATT mettra en place des actions culturelles au sein de la ComUE, à destination de l'ensemble de ses étudiants. Elle pourrait, pour ce faire, s'appuyer sur ses étudiants, membres de l'Association francophone des futurs usagers du théâtre (AFFUT) qui fédère les élèves de onze écoles nationales supérieures de théâtre

#### ***Jalon 7 - Mise en place d'actions culturelles au sein de l'UdL (2017)***

### **IV. Gouvernance et pilotage**

##### ***IV – 1 L'insertion au sein de la ComUE :***

L'ENSATT souhaite parvenir à **formaliser et à étendre les coopérations au sein de l'UdL** notamment via sa participation aux instances de concertation touchant à ses préoccupations (mutualisation de la formation des personnels ; marchés publics communs et service mutualisé « PETREL » pour la prise en charge des dossiers retraite)

#### ***Jalon 8 - Bilan de la mutualisation de fonctions support avec d'autres établissements du site lyonnais (2018)***

##### ***IV – 2 Révision des statuts de l'Ecole :***

Désireuse de renforcer ses liens avec le Ministère de la Culture et de la Communication (MCC), l'Ecole prévoit:

- d'inscrire dans ses statuts son appartenance au Réseau Enseignement Supérieur Culture en visant notamment la délivrance du diplôme national supérieur (DNSP) de comédien ;
- de confirmer son rôle de fabrique théâtrale soit un lieu d'expérimentations scéniques, un lieu d'accueil et de résidences artistiques et un lieu de représentation, fondements de la professionnalisation des étudiants ;
- de faire évoluer la composition des instances délibérantes, notamment en diminuant le nombre de membres ;
- de prolonger le mandat du directeur pour le passer de trois à cinq ans.

#### ***Jalon 9 - Publication du nouveau décret de l'ENSATT (2018)***

##### ***IV – 3 Amélioration de la gouvernance et du fonctionnement :***

Professionnalisation de la **gestion budgétaire et comptable** :

La prochaine étape pour l'école sera de mettre en place la comptabilité analytique grâce à la mise en oeuvre de la GBCP ainsi que d'un nouvel outil de gestion, et d'améliorer le suivi de la trésorerie.

#### ***Jalon 10 - Mise en place de la comptabilité analytique (2016)***

Définition et formalisation d'un **schéma directeur numérique** :

L'ENSATT s'est dotée de nouveaux logiciels : gestion des ressources humaines ; gestion du stock costumes ; évaluation des enseignements ; comptabilité (nécessaire à la mise en place du GBCP) ; planification des enseignements. La prochaine étape est l'élaboration d'un système d'information du service des études qui englobe la scolarité, les concours, l'informatisation de la bibliothèque et le suivi des heures d'enseignement.

Le Plan pluriannuel d'investissement sur trois ans présenté au budget 2016 a budgétisé ce schéma directeur sur trois ans.

***Jalon 11 - Création d'un schéma directeur numérique prévoyant le déploiement d'une architecture informatique intégrée (2018)***

Au vu de la nécessité de renouveler les personnels (notamment les enseignants contractuels et vacataires) et d'une cartographie des emplois en partie inadaptée aux missions, l'accent sera mis sur l'instauration d'une **vision pluriannuelle des ressources humaines**. L'ENSATT pourra ainsi redéployer ou transformer les emplois devenus vacants pour assurer une meilleure adéquation de ses ressources à ses besoins.

***Jalon 12 - Mise en place d'un plan pluriannuel de gestion des ressources humaines (2018)***

Enfin, la faisabilité de la **création d'une filiale** destinée à recueillir des fonds issus du mécénat ainsi que des subventions publiques sera étudiée.

***Jalon 13 - Création d'une filiale (2020)***

***IS7 : Mise en place d'outils de gouvernance***

## **V. Création, diffusion et action culturelle**

En plus d'être une école supérieure formant conjointement à dix métiers du théâtre, l'ENSATT est également une fabrique théâtrale. Cette double identité est au fondement de la professionnalisation des étudiants.

L'ENSATT affirmera ainsi sa volonté et sa capacité à collaborer avec des structures locales, nationales ou internationales pour la réalisation de projets artistiques concourant à l'inscription de l'école, et donc de ses étudiants, dans le réseau culturel. Dans cette optique, l'utilisation du Théâtre Laurent Terzieff comme celle des Studios Jean-Jacques Lerrant sera optimisée, en lien avec des compagnies en recherche de lieu d'invention et de représentation.

***Jalon 14 : Bilan des activités conduites au Théâtre Laurent Terzieff et dans les Studios Jean-Jacques Lerrant (2018)***

***IS 8 : Création, diffusion et action culturelle***

## **VI. Rayonnement international**

La signature de la charte ERASMUS engage l'ENSATT dans une politique de mobilité étudiante et enseignante d'une dimension nouvelle. Ce réseau d'échanges va également permettre à l'Ecole de s'interroger sur sa capacité à participer plus activement à des programmes culturels initiés par l'Europe, voire à en piloter un.

Par ailleurs, l'ENSATT doit poursuivre et amplifier sa politique de coopération pédagogique, artistique et technique avec des écoles ou des établissements culturels non rattachés au programme ERASMUS mais susceptibles de créer des collaborations fructueuses avec ses étudiants, ses enseignants ou ses anciens étudiants en situation d'insertion professionnelle.

***IS9 : Relations internationales***



### Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'ENSATT

Opérations	Années d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION</b>					
1 - Elaboration d'un référentiel de compétences métier par formation préparée					
2 - Inscription des parcours diplômants au RNCP					
3 - Mise en place de la VAE					
<b>RECHERCHE</b>					
4 - Doctorat : création d'une mention « « Théâtre : recherche pratique et théorique » »					
5 - Bilan à mi-parcours des activités de recherche					
<b>VIE ETUDIANTE</b>					
6 - Bilan des actions d'amélioration de la vie étudiante (dont mise en place de la médecine préventive).					
7- Mise en place d'actions culturelles au sein de la ComUE					
<b>GOUVERNANCE ET PILOTAGE</b>					
8 - Bilan de la mutualisation de fonctions support avec d'autres établissements du site lyonnais					
9 - Publication du décret relatif à l'ENSATT réactualisé					
10 - Mise en place de la comptabilité analytique (architecture informatique intégrée)					
11 - Création d'un schéma directeur numérique					
12 - Plan pluriannuel de gestion des ressources humaines					
13 - Création d'une filiale					
14 - Bilan des activités conduites au théâtre Laurent Terzieff et dans les studios Jean-Jacques Lerrant					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre

**L'ENSATT, qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site de l'Université de Lyon** recevra chaque année, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat.

L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelles initiale, avant application de la mise en réserve, de l'ENSATT financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 « vie étudiante » est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
ENSATT	2016
Fonctionnement	1 242 147 €
<b>Dotation prévisionnelle initiale</b>	<b>1 242 147 €</b>

**Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020** la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.

## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### Indicateurs spécifiques

<b>FORMATION ET RECHERCHE</b>
IS 1 – Diversification du public
IS 2 – Evaluation des enseignements
IS 3 – Renforcement de l'attractivité en matière de formation continue
IS 4 – Insertion Professionnelle
IS 5 – Valorisation pour le développement de la recherche en arts du spectacle
IS 6 – Valorisation des collections spécialisées de la bibliothèque
<b>PILOTAGE</b>
IS 7 – Outils de gouvernance
IS 8 – Création, action et diffusion culturelle
IS 9 – Relations internationales
IS 10 – Développement des ressources propres (hors subventions pour charges de service public)

**INDICATEURS SPECIFIQUES DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE**

IS 1	DIVERSIFICATION DU PUBLIC	ENSATT
------	---------------------------	--------

Action	Formation initiale et continue
Objectif	Diversifier le public cible de l'établissement – Diversifier les accès à la formation

**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Nombre
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Dossiers d'inscription ; Etudiants ; Actions de sensibilisation/formation

**Élaboration et qualités de l'indicateur**

Précisions	L'indicateur permettra de mesurer la réussite de l'élargissement des concours et des mesures de sensibilisation engagées auprès de nouveaux publics.
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

	Situation 2015-2016	Cible 2019- 2020
Nombre de dossiers d'inscription reçus (formation initiale)	975*	950
Nombre de dossiers d'inscription reçus (formation continue)	33	50
Nombre d'étudiants boursiers*	51	60
Nombre de candidats admis à concourir sur dérogation	200	250
Nombre d'actions de sensibilisation ou de formation menées hors les murs	12**	15

**Commentaires de l'établissement :**

\*L'année 2015 était une année pleine pour les concours de l'ENSATT avec l'organisation des dix concours. Les concours pour les écrivains/dramaturges et les metteurs en scène n'ayant lieu qu'une année sur deux, l'année 2019-20 ne verra que 8 concours sur 10 ouverts.

\*\*Les actions de sensibilisation se répartissent à ce jour entre diverses catégories : journée portes ouvertes et visites de l'établissement dans l'année par des groupes scolaires ou des amateurs de théâtre : participation à des salons spécialisés ; ateliers théâtre dans les collèges ou lycées ; organisation de spectacles itinérants à la rencontre de nouveaux publics ; formation d'acteurs en Guyane

*\*cf. volet spécifique : « [l'école] poursuivra également sa politique d'acceptation de candidats dérogeant aux diplômes Bac ou Bac + 2 exigés par ses concours. »*

IS 2	EVALUATION DES ENSEIGNEMENTS	ENSATT
------	------------------------------	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiants
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiants)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en formation initiale (FI) et continue (FC)

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	% d'enseignements faisant l'objet d'une évaluation de la part des étudiants. Par évaluation, il faut entendre un dispositif de mesure de la satisfaction des inscrits dans la mention, en vue de l'amélioration des services rendus. En toute hypothèse, il convient d'indiquer, en commentaire, la périodicité de l'évaluation, son périmètre (tout ou partie des enseignements, tout ou partie du dispositif pédagogique), la démarche d'amélioration continue dans laquelle elle s'inscrit.
Source :	établissement
Mode de calcul	(nombre d'enseignements évalué / nombre total d'enseignements) X 100

	Données de l'université	2014-2015	Cible 2020
Niveau L Hors LP	Effectifs d'étudiants inscrits	12	36
	Part d'enseignements faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans les enseignements évalués	12	36
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	58%	80%
Niveau M	Effectifs d'étudiants inscrits en M	51	101
	Part des enseignements de M faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation de M évaluée	44	101
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	68%	80%
Autres diplômes (LP, Mastère)	Effectifs d'étudiants inscrits	89	23
	Part des enseignements faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiants inscrits dans une formation Autres diplômes évaluée	22	23
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	72%	80%

## Commentaires de l'établissement :

Les effectifs d'étudiants inscrits dans les données de l'université prennent en compte le passage en LMD de l'établissement. Ainsi, en 2014-2015, sont comptabilisés sous appellation « autres diplômes » non seulement les étudiants en licence professionnelle et les étudiants en master spécialisé, mais aussi les étudiants de tous les autres départements qui achèvent leur scolarité en dehors du système LMD. Ce n'est qu'à la rentrée 2016-2017 que les trois promotions inscrites fonctionneront sous le régime LMD, d'où une répartition différente des effectifs en 2020.

Depuis trois ans, en fin de cursus, l'ENSATT mène une enquête d'évaluation de l'établissement et de ses formations auprès des étudiants sortants. Cette enquête comporte deux volets : un volet général portant sur l'établissement et un volet pour chaque département portant sur les enseignements. Les résultats de ces enquêtes sont présentés devant les instances de l'établissement et servent comme l'outil de travail pour une amélioration du service rendu aux étudiants et ainsi qu'à la réflexion sur l'évolution des contenus pédagogiques.

IS 3	DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE	ENSATT
------	--	--------

Action	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
Objectif	Favoriser l'accroissement de la formation continue
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	- Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie (objectif 1 du programme 150) - Améliorer l'efficacité des opérateurs (objectif 6 du programme 150, évolution des ressources propres)

## Description des indicateurs

Unités de mesure	1 – heures-stagiaires en milliers (les heures-stagiaires sont le cumul des heures suivies par chaque personne en formation) 2 – nombre de diplômés en formation continue (dont VAE) 3 – recettes en euros (€)
Date de la mesure	Année civile précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Prestations de formation continue, diplômante ou non, assurées par l'établissement. L'apprentissage, qui relève de la formation initiale, est exclu du champ.

Mode de renseignement de l'indicateur	établissement
---------------------------------------	---------------

	Situation 2014 (S)	Cible 2020 (C)	Taux de croissance attendu (C-S)/S*100, en %
1-Heures stagiaires	16 322	12 000	-25%
2- Nombre de diplômés en formation continue	15	17	1%
<i>Dont Validation des acquis de l'expérience (VAE)</i>	0	3	
3- Chiffre d'affaires de la formation continue	211 200	160 000	-24%

**Précisions :** cette fiche peut être adaptée en fonction des orientations retenues dans le contrat. Il n'est pas obligatoire de déterminer une cible chiffrée pour tous les items proposés (colonne « Cible ») : seuls ceux qui correspondent aux priorités de l'établissement doivent faire l'objet d'une cible. En revanche, pour une meilleure compréhension de la situation de l'établissement, il est demandé de compléter tous les items de la colonne « Situation ».

## Commentaires de l'établissement :

L'année 2014 est peu représentative du chiffre d'affaires moyen annuel et fait partie des années exceptionnelles depuis 2001, année où le service de formation continue a été ouvert. Par ailleurs, depuis la loi du 5 mars 2014, les possibilités de financement des stagiaires sur les formations qui retiennent leur intérêt se sont réduites très sensiblement. Retrouver un niveau de développement et une croissance du nombre d'heures stagiaires est conditionné à l'inscription des formations diplômantes de l'ENSATT au RNCP et par voie de conséquence à celle de ses modules courts sur les listes CPF. D'où cette cible en chute sensible, qui peut paraître sous-estimée mais elle est évaluée à la lumière du chiffre d'affaires de 2015 et du premier semestre 2016.

IS 4	INSERTION PROFESSIONNELLE	ENSATT
------	---------------------------	--------

Action	Formation initiale
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Etudiants inscrits dans un diplôme de niveau L-M

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Précisions	Pourcentage
Mode de calcul	(nombre de répondants) <i>divisé par</i> (effectif total des élèves évalués)*100
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

% des diplômés ayant obtenu un emploi en moins de 6 mois après l'obtention du diplôme	Situation actuelle diplômés 2015	Cible 2020 diplômés 2018
Niveau Licence	67%	69%
Niveau Licence pro	56%	58%
Niveau Master 2	78%	80%
Niveau Mastère spécialisé	71%	73%
Moyenne	68%	70%
% des diplômés exerçant un emploi à 30 mois après l'obtention du diplôme	Situation actuelle diplômés 2011	Cible 2020 diplômés 2015
Niveau Licence	50%	50%
Niveau Licence pro	57%	60%
Niveau Master 2	48%	50%
Niveau Mastère spécialisé	40%	60%
Moyenne	49%	55%

## Commentaires de l'établissement :

Pour réaliser un suivi dans le temps, nous nous proposons d'observer la situation d'emploi de la promotion 2015, d'une part à moins de 6 mois et d'autre part à 30 mois.

Pour la promotion 2011, sur les 50 répondants à l'enquête de 2014 soit 33 mois après l'obtention du diplôme, il est important de noter que 29 (= 58%) exercent un emploi comme intermittents à la date du 31 mars. Parmi eux, 17 (= 59%) bénéficient d'indemnités de chômage, 9 (= 31%) ne sont pas encore indemnisés et 3 (=10%) ne le sont plus.

IS 5	VALORISATION DE LA RECHERCHE EN ARTS DU SPECTACLE	ENSATT
------	---	--------

Action	Recherche et valorisation
Objectif	Développer la recherche en arts du spectacle et sa diffusion

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Manifestations et publications scientifiques

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement
-------------------------------	--------------------------------------

	Situation 2015-2016	Cible 2019-2020
Nombre de séminaires organisés	2	2
Nombre de journées d'études organisées	0	2
Nombre de colloques organisés	0	2
Nombre de publications en ligne réalisées	0	1
Nombre de publications sur papier réalisées	0	2

## Commentaires de l'établissement :

Au 30 juin 2016, l'ENSATT ne dispose que de deux enseignants-chercheurs, une professeure des universités et un maître de conférences. Un séminaire sur la recherche création et un autre sur la formation des artistes et des enseignants ont été lancés. Par ailleurs, en tant qu'école d'art, l'ENSATT produit aussi des actes de recherche sous forme de créations artistiques qui ne se traduisent pas par des publications en ligne ou sur papier.



IS 6	VALORISATION DES COLLECTIONS DE LA BIBLIOTHEQUE	ENSATT
------	---	--------

Action	Recherche universitaire et diffusion
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires spécialisées dans le domaine des arts du spectacle

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage des collections indexées
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Part des collections signalée indexées dans le portail documentaire
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

	2014-2015	Cible 2020
Part des collections signalée indexées dans le portail documentaire	0%	100%

## Commentaires de l'établissement :

La bibliothèque doit effectuer une réinformatisation (changement de SIGB, système intégré de gestion de bibliothèque : soit un catalogue en ligne intégré au sein d'un portail documentaire en solution open-source avec *Koha* et *Bokeh*). C'est à l'aune de ce changement qu'une candidature auprès de l'Abes sera possible. Aussi la mise en œuvre de l'intégration de l'ensemble des collections (depuis 2009, seuls les états de collections de l'ensemble des périodiques sont localisés dans le Sudoc) sera d'autant différée.

## INDICATEURS SPECIFIQUES DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IS 7	OUTILS DE GOUVERNANCE	ENSATT
------	-----------------------	--------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la gestion des établissements de l'enseignement supérieur

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Qualification en quatre niveaux, de 0 à 3, du dispositif mis en œuvre par l'établissement pour l'autoévaluation de sa performance
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Mode de renseignement de l'indicateur	La situation de l'établissement relève des cotations suivantes :  0 : l'établissement ne dispose d'aucun outil 1 : l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose au moins d'un outil centralisé opérationnel 2 : l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

Secteur concerné	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Mettre en place une comptabilité analytique	0	2				
Mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	1			2		
Schéma directeur numérique	1		2			

## Commentaires de l'établissement :

Une comptabilité analytique sera mise en place pour faciliter la décision budgétaire dans un cadre pluriannuel et améliorer le suivi de la trésorerie grâce à la mise en œuvre d'un nouvel outil comptable.  
La vision pluriannuelle des ressources humaines passe par une meilleure adéquation poste emploi.

IS 8	CREATION, DIFFUSION ET ACTION CULTURELLE	ENSATT
------	--	--------

Action	Création et diffusion culturelle
Objectif	Améliorer le rayonnement artistique de l'établissement ainsi que la professionnalisation des étudiants

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Domaine culturel

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement
-------------------------------	--------------------------------------

Secteur concerné	2015	Cible 2020
Nombre de compagnies accueillies en résidence de création	46	50
Nombre de spectacles créés dans les lieux de représentation de l'école	8	10
Nombre de spectacles reçus dans les lieux de représentation de l'école	5	10
Nombre de spectateurs, gratuits ou payants, reçus pour les diverses manifestations de l'ENSATT	4000	7000

## Commentaires de l'établissement :

L'augmentation de l'activité d'accueil de compagnies ou de présentation de spectacles est l'un des objectifs de la demande de cotutelle ou de convention plus étroite de l'ENSATT avec le ministère de la culture et de la communication.

IS 9	RELATIONS INTERNATIONALES	ENSATT
------	---------------------------	--------

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

Sous-indicateur - Mobilité entrante, part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger

Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Tout inscrit (inscription principale) de l'établissement (hors Masters enseignement)

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Les étudiants étrangers concernés sont titulaires d'un baccalauréat à l'étranger ou d'un titre admis nationalement en équivalence
Source	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant (SISE)
Mode de calcul	Nombre d'étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger / nombre total d'inscrits *100

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2019
Nombre d'inscrits étrangers non titulaire d'un baccalauréat français	1	2	4	10
Nombre total d'inscrits	145	143	152	160
Part des étudiants étrangers issus d'un système éducatif étranger	0.7%	1.4%	2.6%	6,25%

Commentaires de l'établissement : l'entrée de l'ENSATT dans le dispositif ERASMUS est acquise depuis le mois de mai 2016. Elle va favoriser et renforcer les mobilités internationales, dans les deux sens.

Sous-indicateur - Mobilité sortante, part des diplômés ayant suivi au moins deux mois de stage ou de formation universitaire dans un pays étranger pendant leur cursus

Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés de l'année n
Champ de la mesure	Tout diplômé de l'établissement

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	La durée de référence est de deux à six mois consécutifs ou non
Source	Établissement
Mode de calcul	Nombre de diplômés ayant suivi au moins deux à six mois de stage ou de formation dans un pays étranger pendant leur cursus / nombre total de diplômés *100

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Cible 2020
Part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante (%)	12/145	9/143	13/152	20/160
Pour mémoire : part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante d'au moins deux mois (%)	8.2%	6.2%	8.5%	12,5%

IS 10	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public	ENSATT
-------	--	--------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

## Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 <sup>ère</sup> année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 65. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 66. les recettes de la formation continue (7065) 67. la taxe d'apprentissage (7481) 68. les contrats et prestations de recherche 69. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 70. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 71. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 72. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 -70681 – 70688 – 707-708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777.
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	88 149	116 489	110 000
Formation continue (2)	203 653	142 253	160 000
Taxe d'apprentissage (3)	99 406	72 348	80 000
Contrats et prestations de recherche (4)			
ANR investissements d'avenir (74411)			
ANR hors investissement d'avenir (74412)			
Hors ANR (704 – 705 – 7062 – 751)			
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)			
Régions (7442)	136 358	132 000	150 000
Union européenne (7446)			30 000
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)			
Dons et legs des fondations (6)			10 000
Produits exceptionnels (7)		5 385	
Autres ressources propres (8)	24 606	19 598	25 000
Total	552 172	488 073	565 000

**Précisions :** cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

## Commentaires de l'établissement

L'ENSATT doit se doter de personnels capables de mobiliser des financements autres que les subventions de charge de service public. "2014 est une année peu significative sur le chiffre d'affaires de la formation continue car elle avait été dopée par une commande de stage exceptionnelle en costume. Par ailleurs, depuis 2015, l'offre de stages subit la contrepartie financière des effets de la loi dite de sécurisation sur l'emploi du 5 mars 2014 mettant fin au Dif et lui substituant le compte personnel de formation (CPF); l'attraction des stagiaires demeure inchangée mais faute de prise en charge, nombre d'inscriptions sont annulées et les stages supprimés faisant chuter les recettes de la formation continue. D'où une baisse significative des recettes sur cette année. L'inversion de cette tendance espérée pour la période 2016/20 est conditionnée par l'inscription des diplômes de l'ENSATT au RNCP puis par le classement des stages par la commission professionnelle dans les listes CPF."



## **VOLET SPECIFIQUE**

### **ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHEQUES (ENSSIB)**

- I. Développer, enrichir et renouveler l'offre de formation**
- II. Donner une nouvelle impulsion à la recherche:**
- III. Projeter l'école à l'international**
- IV. Accompagner les élèves et étudiants et favoriser l'insertion professionnelle**
- V. Valoriser et diffuser la production scientifique des savoirs**
- VI. Améliorer le pilotage, optimiser les moyens**

**Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'ENSSIB**

**Annexe financière**

**Indicateurs et cibles de performance de l'ENSSIB**

**Annexe « Formation » et « Recherche »**

Pour les cinq prochaines années, l'Ensib se fixe trois orientations stratégiques :

*A – Inscrire le projet de l'école dans la stratégie du site lyonnais en cohérence avec ses missions nationales d'école d'application et sa position d'établissement universitaire de référence pour la communauté professionnelle des bibliothèques.*

*B – Développer et formaliser une politique volontariste et ambitieuse de partenariats.*

*C- Mettre en œuvre une démarche qualité, incluant le déploiement d'outils de pilotage stratégique et opérationnels performants, une politique systématique d'évaluation et l'élaboration de référentiels partagés.*

Ces orientations structurent de manière opérationnelle les six grands axes suivants.

## **I. Développer, enrichir et renouveler l'offre de formation**

Après la refonte de l'offre de masters en quatre mentions, pleinement inscrites dans la stratégie de formation du site lyonnais, l'Ensib continuera à s'adapter à l'évolution constante des métiers des bibliothèques en **développant l'innovation pédagogique ainsi qu'en élargissant son offre de formation continue** à destination des professionnels des bibliothèques et de la documentation des secteurs public, para-public et privé. Le conseil scientifique sera associé à la définition et à la mise en œuvre des projets, dont notamment :

- la refonte et l'adaptation des formations initiales, notamment les formations d'application ; ce chantier débutera par la réforme du diplôme des conservateurs des bibliothèques (DCB) qui se déploiera sur deux promotions.
- le déploiement, la diversification et l'élargissement de l'offre de **formation tout au long de la vie**, en particulier autour de parcours certifiants, de la validation des acquis de l'expérience, en privilégiant une approche partenariale ;
- le développement d'une **ingénierie de formation** performante, autour de l'innovation pédagogique, particulièrement pour les formations d'élèves-fonctionnaires. Cela passera par la mise en place de passerelles entre formations, de formations mixtes, la généralisation de la formation à distance (cours en ligne...) et la rationalisation des recours aux intervenants extérieurs et aux experts professionnels (constitution d'un « Réseau Expert ») ;
- la mise en place **d'outils d'évaluation et de suivi de la qualité** des formations et des enseignements : conseils de perfectionnement, référentiels de métiers et de compétences.

*Jalon 1 - Refonte des formations d'application (2018)*

*Jalon 2 - Mise en place de la formation à distance pour des formations diplômantes (2018)*

*Jalon 3 - Création de conseils de perfectionnement (2018)*

*Jalon 4 - Généralisation des référentiels de métiers et de compétences (2018)*

*IS 1 – Attractivité de l'offre de master*

*IS 2 – Evaluation des enseignements*

*IS 3 – Diversification du public cible*

## **II. Donner une nouvelle impulsion à la recherche**

L'école **définira et formalisera une politique scientifique** en donnant toute sa place au conseil scientifique dans la définition de la stratégie. Cette politique s'inscrira dans la stratégie de recherche du site lyonnais et dans une logique partenariale (au niveau national et international), en particulier autour du document et des éditions numériques, et s'appuiera sur les objectifs opérationnels suivants :

- **inscrire les axes et les projets de recherche de l'Ensib dans la stratégie de recherche du site lyonnais**, en particulier autour des axes présents dans la proposition IDEX2 de la COMUE de Lyon ;



- donner une **nouvelle impulsion aux travaux de recherche** inscrits dans les problématiques professionnelles des champs couverts par les formations de l'école ;
- soutenir la production scientifique en identifiant et valorisant, à destination des publics de l'école, les travaux de recherche, les appels à communications ou à projets relevant des thématiques scientifiques de l'Enssib ;
- **impliquer le conseil scientifique**, ou l'instance en tenant lieu, dans la formalisation de la politique scientifique et la procédure de recrutement des enseignants-chercheurs.

*Jalon 6 - Définition et formalisation d'une politique scientifique autour du conseil scientifique ou de l'instance en tenant lieu (ex : campagne d'emplois) (2017)*

*IS 6 - Recherche et valorisation*

### III. Projeter l'école à l'international

Prenant acte de la nécessité de clarifier sa politique internationale, l'école développera la dimension internationale de la stratégie globale de l'établissement. Il est ainsi prévu de :

- **définir une stratégie de partenariats internationaux** en direction des étudiants, des enseignants et chercheurs et des professionnels, avec de grands établissements de formations autour des sciences de l'information et des bibliothèques ;
- définir une stratégie **d'internationalisation des études et de la recherche**, appuyée ou non sur la mobilité ;
- **faciliter les échanges** (élèves et étudiants, formations, chercheurs, actions de valorisation) ;
- **promouvoir et valoriser** les formations, services, productions et personnels de l'Enssib à l'international.

*Jalon 7 - Développement d'une stratégie de partenariats internationaux en formation et recherche (2018)*

*IS 7 - Relations internationales*

### IV. Accompagner les élèves et étudiants et favoriser l'insertion professionnelle

L'Enssib poursuivra ses enquêtes relatives à **l'insertion des étudiants** et déploiera, pour toutes les formations (élèves fonctionnaires et étudiants de masters, étudiants en formation continue certifiante) **des dispositifs innovants de mentorat et de tutorat** personnalisés afin d'améliorer notamment le taux d'insertion.

Par ailleurs, il est prévu de **développer les services autour de la vie étudiante**, en partenariat étroit avec les acteurs proches (Lyon 1) et l'ensemble du site de l'UdL, notamment dans le cadre des aides aux logements ou dans le domaine de la santé des étudiants et autour de la vie culturelle.

Enfin, l'école s'emploiera à créer et animer un réseau des anciens élèves et étudiants, en s'appuyant notamment sur les associations déjà existantes (« 2a2e ») et les associations professionnelles nationales.

*Jalon 5 - Bilan des dispositifs de mentorat et de tutorat personnalisé (2019)*

*IS 4 - Insertion professionnelle des étudiants de master*

### V. Valoriser et diffuser la production scientifique des savoirs

Acteur reconnu par les professionnels des bibliothèques, l'Enssib a pour objectif d'inscrire sa politique de valorisation dans une cartographie nationale. Elle ambitionne ainsi de :

- faire du **site web** de l'école une véritable plateforme nationale et internationale de ressources, pour stimuler la recherche professionnelle et les échanges ;
- développer et rendre encore plus visible sa **bibliothèque numérique** et ses ressources en ligne ;

- développer fortement les partenariats en termes de publications et de manifestations (coédition en particulier, inscription dans les grands projets de valorisation des publications numériques)

- être force de proposition dans la mise en place de la politique documentaire de l'UdL

#### IS 5 - Diffusion des savoirs

### VI. Améliorer le pilotage, optimiser les moyens

Après une période marquée par un certain cloisonnement entre les services, l'établissement souhaite **réformer sa gouvernance interne** en adoptant un modèle fondé sur l'ouverture, la transparence, la responsabilisation et le fonctionnement en mode projet. Cette refondation s'appuiera sur une évolution statutaire (mise à jour du décret de 1992), **une amélioration du fonctionnement des instances** et un élargissement de leurs compétences permettant à l'Enssib d'intégrer les évolutions récentes en matière de gestion administrative. Elle souhaite également développer des outils de communication interne partagés et généraliser les pratiques de reporting.

De manière connexe, l'établissement mettra en œuvre une **démarche qualité**, incluant le déploiement d'un système d'information décisionnel (SID), d'une mission évaluation et prospective et d'outils de pilotage.

En matière de **gestion budgétaire et comptable**, l'école achèvera la mise en place de la comptabilité analytique, installera un contrôle interne comptable (CIC) et améliorera le pilotage du plan pluriannuel d'investissement.

Par ailleurs, le **développement des ressources propres** sera poursuivi, en mettant en place une stratégie marketing de recherche de nouveaux débouchés de formation (formations intra, formations coproduites, échanges de formations, labellisation de formation extérieures...) et de valorisation (accueil de manifestations, coproductions, développement de l'activité d'édition, etc.).

L'ensemble de ces progrès permettra d'étudier la faisabilité d'un **passage aux RCE** au cours de la période quinquennale.

Dans le cadre des évolutions programmées sur la durée du contrat, l'école engagera un dialogue avec l'Institut National du Patrimoine (INP), école d'application au profil et aux missions proches de l'enssib, ainsi qu'avec d'autres écoles de formation initiale d'application. Elle poursuivra le dialogue avec les acteurs de la formation professionnelle (Centres régionaux de formation aux carrières des bibliothèques - Crfcb) afin d'approfondir les coopérations et reprendra contact avec le Centre national de la fonction publique territoriale (Cnfpt).

*Jalon 9 - Refonte du cadre statutaire (2017)*

*Jalon 10 - Déploiement de la démarche qualité, dont PPI (2018)*

*Jalon 11 - Mise en place d'un SID (2017)*

*Jalon 12 - Mise en place d'une comptabilité analytique opérationnelle (2017)*

*Jalon 13 - Mise en place du contrôle interne comptable (2018)*

*Jalon 14 - Point sur la question du passage aux RCE (2018)*

*Jalon 8 - Etat du dialogue et de la coordination avec l'INP(2018)*

*IS 8 - Qualification du dispositif d'autoévaluation*

*IS 9 - Qualité du pilotage financier*

*IS 10 - Augmentation des ressources propres*

*IS 11 - Taux d'occupation des locaux*

### **Récapitulatif des jalons de la trajectoire de l'ENSSIB**

Opérations	Années d'observation des réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION ET VIE ETUDIANTE</b>					
1 - Refonte des formations d'application					
2 - Mise en place de la formation à distance pour des formations diplômantes					
3 - Création de conseils de perfectionnement					
4 - Généralisation des référentiels de métiers et de compétences					
5 - Bilan des dispositifs de mentorat et de tutorat personnalisé					
<b>RECHERCHE</b>					
6 - Définition et formalisation d'une politique scientifique autour du conseil scientifique (ou l'instance en tenant lieu)					
<b>POLITIQUE INTERNATIONALE ET PARTENARIATS</b>					
7 - Développement d'une stratégie de partenariats internationaux (formation et recherche)					
8 - Etat du dialogue et de la coordination avec l'INP					
<b>GOUVERNANCE ET PILOTAGE</b>					
9 - Refonte du cadre statutaire					
10 - Déploiement de la démarche qualité (dont PPI)					
11 - Mise en place d'un SID					
12 - Mise en place d'une comptabilité analytique opérationnelle					
13 - Mise en place du contrôle interne comptable					
14 - Point sur la question du passage aux RCE					

## Annexe financière pour la période 2016-2020

### Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques

**L'Enssib, qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site de l'Université de Lyon** recevra chaque année une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat.

L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Pour l'année 2016**, la dotation prévisionnelles initiale, avant application de la mise en réserve, de l'Enssib financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 « vie étudiante » est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
Enssib	2016
Fonctionnement	2 168 461 €
Dotation prévisionnelle initiale	2 168 461 €

**Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020** la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.

## INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE

### Indicateurs spécifiques

<b>FORMATION ET RECHERCHE</b>
IS 1 – Attractivité de l'offre de master
IS 2 – Evaluation des enseignements
IS 3 – Diversification du public cible
IS 4 – Insertion Professionnelle des étudiants de master
IS 5 – Diffusion des savoirs
IS 6 – Recherche et valorisation
IS 7 – Relations internationales
<b>PILOTAGE</b>
IS 8 – Qualification du dispositif d'autoévaluation
IS 9 – Qualité du pilotage financier
IS 10 – Développement des ressources propres (hors subventions pour charges de service public)
IS 11 – Taux d'occupation des locaux

## INDICATEURS SPECIFIQUES DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

IS 1	ATTRACTIVITE DE L'OFFRE DE MASTER	ENSSIB
------	-----------------------------------	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau master
Objectif	Répondre aux besoins de qualifications supérieures

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre de candidatures
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Dossiers d'inscription en M1 et M2 reçus par l'ENSSIB

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Précisions	L'indicateur est destiné à mesurer l'impact de la refonte de l'offre de masters.
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

	Situation 2015-2016	Cible 2019-2020
Nombre de dossiers d'inscription en M1 reçus	239	300
Nombre de dossiers d'inscription en M2 reçus	80	100

## Commentaires de l'établissement :

Cet objectif permet à l'Enssib de mesurer l'évolution de son offre de formation en raison de son attractivité tant auprès des étudiants titulaires d'une licence, que des étudiants ayant validé une première année de master.

Les dossiers sont sélectionnés en fonction de la qualité de la candidature.

IS 2	EVALUATION DES ENSEIGNEMENTS	ENSSIB
------	------------------------------	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Taux de réponse des élèves conservateurs, des élèves bibliothécaires et des étudiants de master ; modules de la formation continue et à distance

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Précisions	L'ensemble des enseignements étant évalués, l'objectif est d'améliorer le dispositif de suivi mis en place par l'école.
Mode de calcul	(nombre de répondants) <i>divisé par</i> (effectif total des élèves évalués)*100
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

Catégorie d'enquêtés	Dernières données disponibles (2015)	Cible 2019-2020
Taux de réponse à l'enquête - Conservateurs	15%	75%
Taux de réponse à l'enquête - Bibliothécaires	36%	75%
Taux de réponse à l'enquête - Masters	16%	75%
Taux de réponse à l'enquête - Formation continue et à distance	89%	90%

## Commentaires de l'établissement :

Les formations de conservateurs, de bibliothécaires ainsi que les actions de formation continue sont évaluées « à chaud » à l'issue de la formation, par un bilan qualitatif effectué en présence du responsable de formation.

De plus, toutes les formations, y compris les masters, sont évaluées par les apprenants à travers un questionnaire d'évaluation en ligne. L'Enssib envisage de revoir certaines modalités mises en œuvre afin de recueillir un meilleur taux de réponse aux enquêtes. Le présent indicateur permettra de mesurer l'amélioration du dispositif et des moyens mis en œuvre.

IS 3	DIVERSIFICATION DU PUBLIC CIBLE	ENSSIB
------	---------------------------------	--------

Action	Formation initiale et continue
Objectif	Diversifier le public cible de l'établissement – Diversifier les accès à la formation

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Part des professionnels du secteur privé et parapublic dans l'ensemble des publics de la formation continue. Evolution de la FAD à destination de ces publics « cibles ».

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Précisions	L'indicateur permettra de mesurer la réussite de l'élargissement d'une offre de formation continue à destination des professionnels.
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

	Situation 2015-2016	Cible 2019-2020
Professionnels du secteur privé suivant les modules de formation continue et à distance / public de la formation continue et à distance (%)	4,5%	10%
Professionnels du secteur para-public suivant les modules de formation continue et à distance / public de la formation continue et à distance (%)	NC	10%
Nombre de modules de formation à distance proposés à ces publics	9	>10

## Commentaires de l'établissement :

L'Enssib souhaite diversifier les publics de son offre de formation tout au long de la vie aux secteurs privé et parapublic par le développement d'une offre spécifique en direction de ces professionnels.

En parallèle, elle développera des modules de formation à distance, également proposés à ces publics.



IS 4	INSERTION PROFESSIONNELLE DES ETUDIANTS DE MASTER	ENSSIB
------	---	--------

Action	Formation initiale et continue
Objectif	Répondre aux besoins de qualifications supérieures

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Taux de réponses à l'enquête de suivi. Taux d'insertion des étudiants à un an (nombre d'étudiants déclarant être titulaires d'un emploi au moment de l'enquête). Pour une bonne compréhension de l'indicateur, l'école rappellera l'effectif de diplômés de master chaque année.

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Précisions	L'indicateur, en mesurant le taux de réponse aux enquêtes, est destiné à évaluer la performance du dispositif de suivi mis en place par l'école, étant entendu que l'ensemble des étudiants est interrogé. <b>Le protocole arrêté pour qualifier la pertinence de l'enquête est fixé à 70% du taux de réponse. Un taux de réponse inférieur ne rendrait pas représentatif les résultats.</b>
Mode de calcul	<b>Taux d'étudiants interrogés</b> : (nombre d'étudiants de master interrogés <i>multiplié par 100</i> ) <i>divisé par</i> (nombre total d'étudiants de master). <b>Taux de réponse à l'enquête</b> : (nombre d'étudiants de master ayant répondu à l'enquête <i>multiplié par 100</i> ) <i>divisé par</i> (nombre total d'étudiants de master interrogés).
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

	Situation actuelle (diplômés 2014)	Cible 2020 (diplômés 2019)
<i>Nombre d'étudiants diplômés d'un master de l'ENSSIB</i>	52	60
Taux d'étudiants interrogés (%)	100%	100%
Taux de réponse	71%	75%
Taux d'insertion à un an (%)	80% (SIB) 69% (CEI)	80%

## Commentaires de l'établissement :

Les enquêtes sur le devenir des diplômés inscrits en master concernent tous les étudiants inscrits à l'Enssib. Les résultats actuels mesurant l'insertion sont déjà très satisfaisants, l'Ecole s'efforcera de maintenir ces taux.

IS 5	DIFFUSION DES SAVOIRS	ENSSIB
------	-----------------------	--------

Action	Diffusion de l'information scientifique
Objectif	Développer les partenariats (publications et manifestations scientifiques)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre de manifestations scientifiques coproduites et fréquentation Nombre de consultations des ressources numériques Nombre de publications (imprimées et numériques) et volumes des ventes (ou téléchargements)
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement
-------------------------------	--------------------------------------

	Situation 2015	Cible 2020
Nombre de manifestations scientifiques coproduites dans le cadre de partenariats	10	13
Evolution globale des ressources numériques produites par l'Enssib	45 595	> 55 000
Evolution du nombre total des ventes numériques des publications des Presses de l'enssib	104	115
Evolution du nombre de publications numériques des Presses de l'Enssib accessibles gratuitement	16	>30

## Commentaires de l'établissement :

L'Enssib veut renforcer sa politique de valorisation en s'appuyant sur des partenariats formalisés. Le 1<sup>er</sup> indicateur vise à mesurer le nombre d'actions menées dans cette direction notamment au travers du nombre de coproductions de manifestations scientifiques.

Le second indicateur permet de mesurer l'évolution de la production numérique de l'Enssib (nombre de documents contenus dans la bibliothèque numérique, de notices de dictionnaire, de billets d'EnssibLab, de questions archivées etc.) Les pages contenues dans les pôles thématiques seront comptabilisées à part.

Le troisième indicateur tend à mesurer l'attractivité des ressources numériques de l'Enssib et le dernier la productivité des presses de l'Ecole.

IS 6	RECHERCHE ET VALORISATION	ENSSIB
------	---------------------------	--------

Action	Recherche et valorisation
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international

## Description de l'indicateur

Unités de mesure	Euros %
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	L'indicateur est destiné à mesurer les moyens alloués aux projets de recherche notamment grâce à des financements obtenus par appels à projets. Le nombre de publications produites par les personnels scientifiques de l'Enssib
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

	2015	Cible 2020
Nombre de publications scientifiques produites par les personnels scientifiques de l'Enssib	15	19
Montant des financements obtenus par appels à projets	10 000	+ 15%
Evolution des ressources de l'établissement destinées à la recherche	185 000	+ 15%

## Commentaires de l'établissement :

L'Enssib souhaite valoriser les travaux publiés par les personnels scientifiques affectés à l'Ecole (enseignants-chercheurs, chercheurs et conservateurs). Ces travaux seront publiés soit dans des revues qualifiantes, conformément la nomenclature arrêtée par le HCERES, ou feront l'objet d'ouvrages ou de chapitres d'ouvrages scientifiques.

IS 7	RELATIONS INTERNATIONALES	ENSSIB
------	---------------------------	--------

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs physiques de personnels étrangers Part d'étudiants étrangers inscrits en master Part de diplômés ayant suivi un stage ou un semestre de formation dans un pays étranger pendant leur cursus, ou ayant pris part à un voyage d'étude organisé par l'Enssib, ou ayant participé activement à un événement scientifique international à l'étranger. Conventions signées et actives avec des établissements étrangers « homologues » de formation
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Effectifs physiques de collègues étrangers (enseignants-chercheurs, professionnels ou agents des universités partenaires) invités ou accueillis, Est rapporté le nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits dans des diplômes équivalents au cursus master à l'ensemble des étudiants de ces mêmes formations de diplômés ayant suivi un stage ou un semestre de formation dans un pays étranger pendant leur cursus, ou ayant pris part à un voyage d'étude organisé par l'Enssib, ou ayant participé activement à un événement scientifique international à l'étranger / nombre total de diplômés *100 Nombre de conventions signées et actives avec des établissements étrangers « homologues » de formation
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

	2014-2015	Cible 2020
Proportion d'étudiants étrangers parmi l'ensemble des inscrits en Master (%)	7.5%	7.5%
Nombre de mobilités <u>entrantes</u> hors étudiants inscrits à l'Enssib	20	+ 25%
Nombre de mobilités <u>sortantes</u> des personnels	15	+ 25%
Part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante (%)	13.6%	+ 25%
Nombre de conventions de partenariats signées et actives avec des établissements étrangers « homologues » de formation.	10	+ 25%

## Commentaires de l'établissement :

Les mobilités entrantes, hors étudiants inscrits à l'Enssib, visent à mesurer la visibilité et la renommée de l'Enssib à l'étranger, ainsi que sa capacité à mobiliser son réseau. Ces mobilités couvrent les invitations et les accueils d'enseignants-chercheurs ainsi que l'accueil de professionnels étrangers en stage dans le cadre d'Erasmus.

La mobilité sortante de son personnel permet de mesurer la capacité de l'Enssib de s'appuyer sur ses partenariats internationaux pour susciter des innovations en termes de recherche, de pédagogie ou de service. Ces mobilités, d'une durée minimale de 3 mois, concernent tous les personnels de l'Enssib (scientifiques, enseignants-chercheurs et personnels administratifs).

La part des diplômés ayant effectué une mobilité sortante vise à mesurer les dispositifs incitatifs à la mobilité sortante mis en place à l'Enssib. Cet indicateur intègre tous les diplômés de l'Ecole, y compris les élèves-conservateurs, ayant effectué soit un stage, soit un semestre à l'étranger, ou ayant contribué activement à un événement international à l'étranger, ou participé à un voyage d'étude à l'étranger pour une durée minimale de 3 mois.

**INDICATEURS SPECIFIQUES DE PERFORMANCE DU PILOTAGE**

IS 8	QUALIFICATION DU DISPOSITIF D'AUTO-EVALUATION	ENSSIB
------	---	--------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser la gestion des établissements de l'enseignement supérieur

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Qualification en quatre niveaux, de 0 à 3, du dispositif mis en œuvre par l'établissement pour l'autoévaluation de sa performance
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	La situation de l'établissement relève des cotations suivantes :  0 : il n'y a pas d'action ou de projet significatif contribuant à ce but 1 : un plan d'action a été défini et mis en œuvre 2 : la définition d'un plan d'action, sa mise en œuvre, le suivi et l'adaptation de sa réalisation s'intègrent dans un cycle permanent (processus d'amélioration continue) 3 : le dispositif d'assurance qualité est validé par une instance externe reconnue. La qualification du dispositif d'auto-évaluation est réalisée pour les trois secteurs suivants : politique de formation ; politique scientifique ; management de l'établissement au service de ses missions
Précisions	Les cotations de 0 à 3 sont inspirées du "Common Assessment Framework" pour l'évaluation des moyens mis en œuvre par les organismes dans le cadre du développement de l'auto-évaluation dans les fonctions publiques européennes. L'interprétation est réalisée lors du dialogue contractuel quinquennal entre chaque établissement et le ministère.
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

Secteur concerné	2015	Cible 2020
Politique de formation	1	2
Politique scientifique	1	2
Management de l'établissement au service de ses missions	1	2

## Commentaires de l'établissement :

L'auto-évaluation de la politique de formation, scientifique et managériale de l'Enssib sera accompagnée par la mise en place du système d'information décisionnel. L'outil de pilotage déjà créé lors du précédent contrat quinquennal permettra d'en définir le cahier des charges. Celui-ci sera complété par les objectifs stratégiques, opérationnels et actions du contrat 2016-2020 afin de suivre le déploiement du projet et de prendre les décisions stratégiques qui s'imposent.

IS 9	QUALITE DU PILOTAGE FINANCIER	ENSSIB
------	-------------------------------	--------

Action	Pilotage financier de l'établissement
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Qualification en trois niveaux, de 0 à 2, du niveau de développement des dispositifs de pilotage financier de l'établissement.
Date de la mesure	A l'issue du contrat pluriannuel
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	La situation de l'établissement relève des cotations suivantes :  0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi. 1 = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel 2 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement

## 1- Inscrire l'établissement dans une démarche de performance dans le pilotage budgétaire :

	2015	Cible 2020
<b>Améliorer la qualité des prévisions budgétaires</b> par le biais d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats <u>Cible</u> : maintenir un taux d'exécution supérieur à 90 % en dépenses de fonctionnement général hors personnel	91%	>90%
<b>Elaborer des tableaux opérationnels de suivi des opérations pluriannuelles</b> dans le but de maîtriser le pilotage et les reports de crédits <u>Cible</u> : doter l'établissement de plans pluriannuels d'investissement dont le suivi des contrats de recherche	1	2

## 2- Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :

	2015	Cible 2020
<b>Mettre en place une comptabilité analytique</b>	1	2
<b>Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable</b> <u>Cible</u> : se doter d'un document de cartographie des risques	0	1

## Commentaires de l'établissement :

L'Enssib dispose d'un suivi des opérations pluriannuelles et d'un PPI. Elle a pour objectif de sécuriser les outils existants afin de permettre un meilleur suivi des CP, AE et du PPI.

IS 10	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	ENSSIB
-------	--------------------------------------	--------

Action	Pilotage financier de l'établissement
Objectif	Augmenter les ressources propres et se donner des marges de manœuvre

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date de la mesure	Année universitaire n
Champ de la mesure	Etablissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Ressources propres de l'école à l'exclusion des prestations de formation des bibliothécaires et conservateurs
Précisions	L'établissement souhaite développer de nouvelles sources de financement, notamment les prestations d'expertise.
Mode de calcul	(Ressources propres telles que définies ci-dessus, <i>multiplié par 100</i> ), <i>divisé par</i> (recettes globales de l'établissement)
Renseignement de l'indicateur	Données fournies par l'établissement (compte financier)

	2015	Cible 2020
<i>Recettes globales de l'établissement (K€)</i>	3 494 (*)	3 513
<i>Ressources propres (K€)</i>	388	+ 5%
Part des ressources propres dans les recettes de l'établissement (%)	11%	+ 11%

(\*) Ce chiffre est basé sur le compte financier 2014 considérant qu'en 2015 les recettes globales de l'établissement ont été amputées de la baisse exceptionnelle de la DGF (- 1 469 k€)

## Commentaires de l'établissement :

Cet indicateur mesure la capacité de l'Enssib à mobiliser et développer de nouvelles formes de partenariats et à valoriser son expertise. Les ressources propres de l'établissement proviennent essentiellement des prestations de formation de bibliothécaires et conservateurs auprès des partenaires de l'Enssib (Ville de Paris, Ministère de la culture, Bibliothèque nationale de France...). Ils proviennent également des actions de formation continue et de la vente des publications de l'Ecole.

Les ressources propres qui seront prises en compte dans le cadre des indicateurs contractuels n'intègrent pas les subventions publiques.

IS 11	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	ENSSIB
-------	------------------------------	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

## Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

## Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ;</li> <li>- détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.</li> </ul> <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U/S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles  U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles,  S : nombre de ce même type de salles  H : quota horaire de référence (1 120 h)  <i>A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m<sup>2</sup>) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :</i></p> $\frac{(58\,195\,h / 66\,salles)}{1\,120\,h} \text{ soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées}$ <p><i>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m<sup>2</sup>) de 62 % pour ses amphithéâtres ;</i>  <i>Son taux d'occupation est de : <math>\frac{(62\% \times 3\,000\,m^2) + (79\% \times 5\,100\,m^2)}{8\,100\,m^2} = 73\%</math>.</i></p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGESIP

**Précisions :** Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71% en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements. Cible 2017 à 72%. (PLF 2015).

Occupation des locaux	Situation actuelle (2016)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	341	1	207,60	30%	50%
Salles banalisées	12 136	16	836,5	68%	75%
Total				63 %	70%

Commentaires de l'établissement :



**VOLET SPÉCIFIQUE  
DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES SCIENCES DE  
L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHÈQUES  
ANNEXE « FORMATION » ET « RECHERCHE »**

## ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHÈQUES - FORMATION

Accréditation : annexe de l'arrêté du 6 juin 2016

Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Master(s)

	<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160491	<b>Sciences de l'information et des bibliothèques</b>	Lyon 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160432	<b>Histoire, civilisations, patrimoine</b>	Lyon 2, Saint-Etienne, ENTPE Lyon	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160433	<b>Humanités numériques</b>	Lyon 2, Lyon 3, ENS Lyon	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160434	<b>Information, communication</b>	Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, Saint-Etienne, ENS Lyon	2016-2017	5 ans	2020-2021

## ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHÈQUES - RECHERCHE

## Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles Organismes    Établissements	Partenaires
<b>DS 6</b>	<b>Sciences Humaines et Humanités</b>			
<b>EA 4147</b>	ÉQUIPE DE RECHERCHE DE LYON EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ELICO)	Isabelle GARCIN-MAROU	<u><b>U-Lyon 2</b></u> ENSSIB U-Lyon 1 U-Lyon 3 IEP Lyon	
<b>EA 7286</b>	CENTRE GABRIEL NAUDÉ	Dominique VARRY	<b>ENSSIB</b>	





# **Plan d'amélioration de la qualité de vie étudiante et de promotion sociale**

**2016-2020**

# SOMMAIRE

<b>LE SITE DE L'UNIVERSITE DE LYON ET LA VIE ETUDIANTE</b>	<b>2</b>
<b>I. La démarche de l'Université de Lyon</b>	<b>3</b>
Du bilan du contrat 2011-2015 au projet de site	4
Le CROUS, co- rédacteur du projet d'amélioration de la vie étudiante	7
<b>II. Les caractéristiques du territoire</b>	<b>9</b>
Une dynamique de mise en réseau des campus et des établissements au niveau métropolitain	9
Les caractéristiques de la population étudiante du site	12
<b>III. Les acteurs de la vie étudiante</b>	<b>15</b>
1. Les étudiants	15
2. Les services Vie Etudiante des établissements	16
3. Les collectivités	17
<b>IV. La gouvernance et l'organisation du site en matière de vie étudiante</b>	<b>20</b>
<b>LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMELIORATION DE LA VIE ETUDIANTE</b>	<b>22</b>
<b>Axe 1 : Améliorer l'accès aux services</b>	<b>24</b>
1. Logement	24
2. Santé	29
3. Transport/mobilité	33
4. Restauration sociale	36
5. Politique sociale	39
6. Politique d'accueil ciblée	41
<b>Axe 2 : Améliorer la qualité de vie étudiante et favoriser une citoyenneté active</b>	<b>46</b>
1. Sport	46
2. Culture	49
3. Engagement associatif	51
<b>La mise en œuvre du schéma directeur vie étudiante</b>	<b>56</b>
Le dispositif de gouvernance du schéma directeur vie étudiante	56
<b>LE PLAN D' ACTIONS</b>	<b>57</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>62</b>

# **LE SITE DE L'UNIVERSITE DE LYON ET LA VIE ETUDIANTE**

## I. LA DEMARCHE DE L'UNIVERSITE DE LYON

Depuis la création du PRES en 2007, l'Université de Lyon (UdL) s'est affirmée comme un espace de travail en commun qui a consolidé la notion de « site universitaire » sur Lyon-Saint-Étienne. Ce site est riche de 130 000 étudiants (2/3 de Rhône-Alpes) dans un alliage unique en France d'Universités et Grandes Écoles rassemblant près de 5 500 doctorants, 200 laboratoires de recherche pour un total de 12 000 chercheurs et enseignants-chercheurs.

Au cours de ces six dernières années, prenant appui sur les actions des établissements, le développement de l'Université de Lyon a permis d'instaurer une dynamique de coopération solide entre les établissements membres et de construire une ambition partagée d'attractivité et de rayonnement, qui s'est concrétisée par le succès des grands projets du site (Opération campus, Investissements d'Avenir) et par la mise en place des opérateurs communs que sont la SATT et la Fondation pour l'Université de Lyon (FPUL). Cette dynamique de coopération a également concerné le CROUS pour les questions relatives à la vie étudiante et les collectivités.

Forts du potentiel du site et de ces acquis, les établissements se sont engagés dans le cadre de la loi du 22 juillet 2013 dans la création d'une Communauté d'Universités et d'Établissements, qui permettra de :

- mettre en œuvre un projet cohérent, prenant pleinement appui tant sur la richesse et la diversité des formations que sur le potentiel d'innovations porté par des équipes de recherche de premier plan au niveau international ;
- renforcer l'attractivité, au plan national et international, en accroissant la dynamique impulsée par le Programme Avenir Lyon Saint-Étienne (appel à projet IDEX) ;
- contribuer au développement intellectuel, économique, social et culturel d'un site qui est, selon l'Insee, le "moteur de la création d'emploi en Rhône-Alpes".

Chacun de ces objectifs se déclinera en actions, ayant pour beaucoup d'entre elles une dimension et un impact sur la vie étudiante.

La communauté d'universités et établissements (COMUE) Université de Lyon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) créée suite au vote des statuts en juillet 2014 comprend 11 établissements d'enseignement supérieur et de recherche et le CNRS auxquels sont associés une quinzaine d'établissements.

L'Université de Lyon met en œuvre les compétences qui lui sont confiées par la loi – coordonner l'offre de formation et la stratégie de recherche et de transfert de ses membres sur la base d'un projet partagé et élaborer un projet d'amélioration de la qualité de vie étudiante – et les missions confiées par les statuts.



## **DU BILAN DU CONTRAT 2011-2015 AU PROJET DE SITE**

Le contrat de site 2011-2015 prévoyait d'intégrer la vie étudiante comme un élément stratégique complémentaire du plan Lyon Cité Campus. : « Il s'agit d'assurer à tous les étudiants, quel que soit le campus fréquenté, une égale qualité de vie qui se décline dans un accès à des services de proximité (logement, restauration, santé, compensation des handicaps, sport, culture, documentation, ...) ».

Il fixe plusieurs objectifs : la mise en place d'un comité de pilotage vie étudiante associant tous les acteurs du site, et notamment le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires ainsi que le déploiement de plusieurs dispositifs au service de l'attractivité du site.

### **Les principales réalisations sur la vie étudiante**

#### **→ La mise en place de la commission vie étudiante**

La commission « vie étudiante » (CVE) a été installée en janvier 2014, après un semestre de travail et de concertation des acteurs. Sa composition de 35 personnes répond aux exigences de représentation de tous les acteurs de la vie étudiante sur le territoire : services des établissements, représentants étudiants, collectivités, CROUS... Elle a permis la mise en place d'ateliers avec les acteurs volontaires et les étudiants sur un certain nombre de thèmes identifiés comme prioritaires dans le cadre de l'élaboration d'une politique de site en matière de vie étudiante : santé, sports, culture, engagement citoyen, transports.

#### **→ La réalisation d'un état des lieux sur l'accès des étudiants aux services sur les différents campus**

##### **Le logement**

Dès 2011, pour les besoins du volet vie des campus de l'Opération campus, des études ont été conduites donnant les éléments de diagnostic sur les besoins en logement sur le site de Lyon, permettant d'élaborer avec les collectivités et le CROUS un plan de déploiement précisant le nombre, les préconisations d'implantations et de nature de logement à construire pour juguler l'important déficit de logements sociaux du site .

##### **La santé**

Une étude a été conduite en 2013 et 2014 avec le soutien financier de la Région Rhône-Alpes sur cette thématique identifiée comme importante par tous les acteurs. Le plan d'actions établi à partir des préconisations formulées par l'étude porte sur ces différents points et sera mis en œuvre en 2015 avec l'ensemble des acteurs du territoire.

##### **Le sport**

Un état des lieux sur les équipements universitaires a été réalisé sur le second semestre 2014 comprenant une cartographie des équipements par campus et leur taux d'utilisation. Il fait apparaître une saturation forte de la majorité de ces équipements, et l'inégalité d'accès à ces installations. Plusieurs pistes d'amélioration sont en cours d'études, en particulier avec les collectivités.

## **Les services sur le campus LyonTech-la Doua**

L'Université de Lyon a mené, avec les établissements concernés et en partenariat avec la ville de Villeurbanne et la Métropole de Lyon, une étude portant sur les pratiques et besoins des usagers du campus LyonTech-la Doua en matière de développement des services. Sur la base d'un état des lieux et d'une vaste enquête en ligne (près de 2200 réponses), les principaux défis du campus ont pu être identifiés : développement des services de proximité, amélioration de l'accueil, développement et promotion de l'offre de loisirs, développement d'une mobilité durable. Les conclusions de cette étude viennent enrichir le plan d'actions du projet stratégique du campus LyonTech-la Doua et permettront d'améliorer l'offre à disposition des usagers.

## **L'action de la « cellule handicap »**

La cellule handicap a poursuivi sur la période 2011-2014 les actions d'animation, de sensibilisation, de formation et d'accompagnement du réseau des établissements membres du PRES, d'information en direction du second degré et de production de supports d'information : guide de la mobilité internationale, livret d'accompagnement vers l'Enseignement supérieur, etc. Elle a également initié un travail sur « Dys et Enseignement Supérieur » en lien avec le labex ASLAN.

## **Le dispositif d'accueil des étudiants étrangers Espace Multi services Etudiants**

Ce dispositif multi partenarial (CROUS, préfecture, Ville de Lyon, Université de Lyon) existant sur le site de Lyon depuis 2000 est désormais accueilli dans les « nouveaux locaux » de l'université de Lyon

→ Le déploiement des actions en matière de vie étudiante dans le cadre du contrat 2011-2015 a conduit à la structuration d'une équipe de 4 personnes (3,4 ETP), intégrant la cellule handicap.

## **La démarche d'élaboration du projet de site 2016-2020**

Dès 2014 un travail de concertation est mis en œuvre dans le cadre de la rédaction du volet vie étudiante du pré-projet de site. Celui-ci s'est structuré autour d'un calendrier cadencé composé de différents formats d'échanges :

### **1<sup>er</sup> semestre 2014**

- Mise en place de trois ateliers (1 à Saint Etienne et 2 à Lyon) en vue de formuler des propositions d'amélioration en matière de vie étudiante. Ces ateliers ont réuni 38 participants : des étudiants (élus, responsables associatifs) et des acteurs de la vie étudiante (établissements, collectivités, associations...).
- Concertation avec le Crous pour l'écriture collective du « Projet d'amélioration de vie étudiante ».
- Présentation des premiers éléments du volet vie étudiante du pré-projet de site aux élus étudiants et en séance plénière de la Commission Vie Etudiante

Ce travail d'échanges et de collecte d'informations a été nourri par le travail de différentes commissions telles que celle du schéma de développement universitaire<sup>1</sup>, des comités logements, de la commission AURA (Alliance Universitaire Rhône Alpes) et la réalisation parallèle d'études et d'enquêtes spécifiques construites collégialement avec les interlocuteurs concernés au sein des établissements de l'Université de Lyon.

Le travail de concertation menant à la rédaction du présent document a quant à lui été approfondi en 2015 avec le CROUS, sur la base des données pré-collectées, avec des temps de rencontres pluri-acteurs permettant le croisement des approches, des besoins et des attentes :

### **Phase 1 : préparation du travail de concertation**

Mars 2015 :

- dialogue avec le ministère.
- travail avec le CROUS et les collectivités sur les axes stratégiques du projet d'amélioration

Avril 2015 :

- groupe de travail composé des services de vie étudiante des établissements membres pour réaliser un diagnostic des politiques existantes, prendre en compte les besoins identifiés et s'accorder sur les axes relevant d'une politique et d'une coordination de site.
- présentation de la démarche d'élaboration aux élus étudiants des établissements de l'Université de Lyon.

### **Phase 2 : travail de concertation, via des réunions de travail thématiques avec tous les acteurs, les étudiants et les établissements**

Juin 2015 :

- participation au séminaire opérationnel "Développer le service civique dans les établissements d'enseignement supérieur" organisé par le CNOUS et la CPU.
- séminaire attractivité (accueil – communication – intégration) organisé en collaboration avec le Grand Lyon.
- réunion sur le thème du FSDIE avec les services vie étudiante des établissements et en présence de Benjamin LEGRAND, *Chargé de mission Commission Vie de l'Etudiant et des Questions Sociales* à la Conférence des Présidents d'Université.
- Participation aux 2èmes rencontres sur l'action culturelle dans l'enseignement supérieur, organisé par le MENESR, la CPU, le CNOUS et A+U+C.

### **Phase 3 : rédaction de la première version du projet**

Juillet 2015 :

- réunion avec le CROUS. Harmonisation des premiers éléments rédigés.

---

<sup>1</sup> voir p 22

- Travail sur la première version du projet, avec le CROUS et les collectivités.
- Travail sur la première version du projet, avec les élus étudiants de la COMUE Université de Lyon (élus au 04/06/2015)

Septembre 2015 :

- présentation de l'état d'avancement à Stéphane CARTON du département de l'orientation et de la vie des campus à la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.
- réunion avec le Crous. Harmonisation des nouveaux éléments rédigés.

#### **Phase 4 : passage dans les différentes instances (CROUS/ Collectivités) pour validation du projet d'amélioration**

- 24 Novembre 2015 : Commission Vie Etudiante (avis)
- 14 Décembre 2015 : Conseil d'Administration du CROUS de Lyon (adoption)
- 15 Décembre 2015 : Conseil d'Administration de l'Université de Lyon (adoption)

### **LE CROUS, CO- REDACTEUR DU PROJET D'AMELIORATION DE LA VIE ETUDIANTE**

Membre d'un réseau de 28 établissements avec à sa tête le CNOUS, le CROUS de Lyon est un établissement public administratif au service des 178 000 étudiants de l'Académie, ce qui recouvre les étudiants des établissements de l'Université de Lyon d'une part et également les étudiants post bac inscrits dans les établissements du second degré en particulier. Il s'adresse aux étudiants des départements du Rhône, de la Loire (où il est relayé par un CLOUS) et de l'Ain. Cette mission de service public d'aide aux étudiants s'appuie sur la loi du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et le décret n° 87-155 du 5 mars 1987 qui régissent l'amélioration des conditions de vie et de travail des étudiants.

Les missions du CROUS fixées par le législateur sont très ouvertes puisqu'il lui est demandé « d'améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants ». Le CROUS de Lyon, au-delà de ses missions traditionnelles (bourses, logements, restauration), intervient dans des domaines aussi variés que la santé physique et mentale, les transports, etc.

**1 - Les missions du CROUS** s'exercent aujourd'hui dans un contexte de mutations profondes de l'enseignement supérieur avec un objectif de modernisation des services rendus aux étudiants, un accompagnement social et matériel de qualité mettant en avant la réussite individuelle dans le parcours de formation, l'accueil et la mobilité internationale, le tout en relation étroite avec les universités et les établissements d'enseignement supérieur.

Sa mission de service public confère ainsi au CROUS la prise en charge de nombreux aspects de la vie étudiante autour de la restauration à prix social, du logement social, de la gestion et de l'attribution des bourses des différents ministères, de l'action sociale avec ses assistantes sociales, des actions culturelles (concours, animations, dispositif culture actions), de l'accueil des étudiants étrangers, des

étudiants handicapés, et de tout un ensemble de services pour l'amélioration de la vie quotidienne étudiante.

**2 - L'implantation des structures** gérées par le CROUS de Lyon permet d'offrir aux étudiants un réseau de services de proximité très dense sur 71 sites : présence sur tous les sites universitaires et dans les centres villes (Lyon, Saint-Etienne, Roanne et Bourg-en-Bresse). Enfin, le CROUS assure un service de restauration au tarif social dans des secteurs délocalisés à travers dix-huit conventions passées avec des établissements publics.

**3 - Les principales orientations et actions du CROUS de Lyon pour les prochaines années** sont fixées dans le projet d'établissement 2012-2016, adopté par le CA de mars 2012, qui s'inscrit dans le cadre du projet du Réseau National des Œuvres Universitaires et Scolaires 2020.

Enfin, le CROUS est pleinement associé à la réflexion sur la vie étudiante dans l'agglomération lyonnaise. Tous les partenaires, Etat, Région, Grand-Lyon, Département, Villes, Universités, établissements et COMUE, accompagnent la démarche du CROUS dans les opérations de rénovation et de construction de logements étudiants, ainsi que dans la création de nouveaux équipements de restauration.

**4 - Des exemples récents d'actions fortes mises en place par le CROUS** à destination des 178 000 étudiants de l'académie, et cela dans une préfiguration du Plan d'Amélioration de la Vie Etudiante :

- Un dispositif d'accueil multi-sites et multifonctions sur les mois de septembre et octobre. Plus de 1000 étudiants par jour accueillis sur trois sites ; un pour les bourses et le logement, un pour le service social et un sur l'espace Students Welcome Desk pour le logement en ville et la caution locative.
- Mise en place d'un formulaire en ligne pour les mails concernant les bourses. Formulaire avec réponses intuitives pouvant conduire, si besoin, à un formulaire de contact.
- Une plateforme téléphonique mutualisée avec les CROUS de Grenoble et Clermont-Ferrand recevant plus de 300 000 appels sur les trois mois de rentrée.
- La mise en paiement de plus de 70% des 44 000 bourses avant le 30 septembre et en s'engageant à ce que tous les dossiers saisis dans les délais soient mis en paiement à cette date.
- En restauration, après deux années de test, un système de paiement par points sur l'ensemble de ses sites afin d'offrir une totale liberté de choix aux étudiants.

**5 - Quelques chiffres clés :**

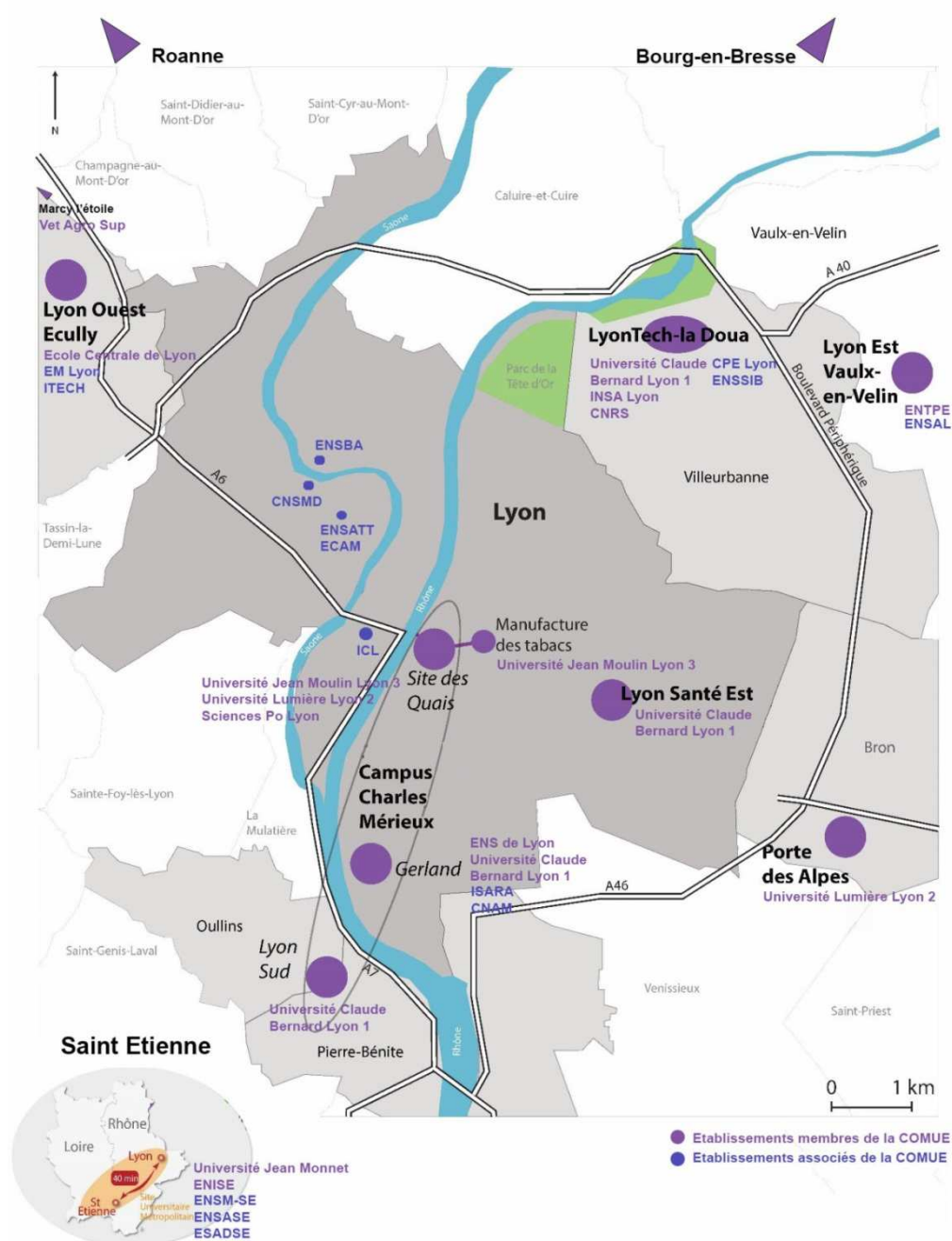
- Budget 2015 : 65,7 millions d'euros dont 13 millions d'euros d'investissement ;
- 673 personnels titulaires : 125 personnels administratifs et 548 personnels ouvriers (plafond d'emplois 2015) ;
- 11 295 places de restauration ainsi réparties : 8 650 dans 15 restaurants et 2 605 dans 20 cafétérias ;
- 18 restaurants agréés servant plus de 353 479 repas en 2013 ;
- 8539 lits répartis dans 10 résidences traditionnelles et 23 résidences conventionnées.
- 44 779 bourses d'enseignement supérieur pour 2014/2015
- Nombre d'entretiens par le service social en 2014/2015 : 9 572 pour un montant en aide ponctuelle de 1 065 071,77 € pour 2006 bénéficiaires.

## II. LES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE

### UNE DYNAMIQUE DE MISE EN RESEAU DES CAMPUS ET DES ETABLISSEMENTS AU NIVEAU METROPOLITAIN

L'Université de Lyon compte aujourd'hui 12 établissements membres et une dizaine d'établissements associés représentant 132 021 étudiants sur les 173 181 que compte l'académie de Lyon, contribuant chacun à la diversité et à l'attractivité des offres de formation de l'aire métropolitaine. Ces établissements se constituent en campus géographiquement identifiables.

#### Les établissements du site Lyon Saint-Etienne



Au sein de la métropole lyonnaise, l'Université de Lyon et ses établissements sont principalement implantés sur 6 campus :

Le **campus de Lyon Tech-La Doua** situé sur la commune de Villeurbanne constitue un campus d'excellence en matière de « Sciences et technologies pour une société durable » tant à travers les formations des grands établissements implantés sur le site qu'à travers des équipes de recherches reconnues. Constitué de la Faculté des sciences et technologies, d'un IUT et de l'UFR STAPS de l'Université Claude Bernard Lyon 1, ainsi que de l'INSA de Lyon, le campus compte environ 25 000 étudiants, 1 500 doctorants et 2 000 chercheurs. Il revêt ainsi une importance internationale à l'échelle de la métropole.

Le **campus Charles Mérieux** est, quant à lui, un campus tripolaire qui s'étend entre les quais du Rhône-Berthelot (Universités Lumière Lyon 2 et Jean Moulin Lyon 3), le quartier de Gerland avec l'ENS de Lyon et des formations de l'UCBL1, et le site Lyon Sud où est implantée l'une des deux facultés de médecine de Lyon 1. Il combine des formations de pointe en biosciences confortées par la présence de centres de recherche et d'entreprises de ce même domaine ainsi que des formations d'excellence en sciences humaines et sociales. En termes d'amélioration d'une politique de vie étudiante, la difficulté de ce campus réside dans son caractère multi sites.

Le **campus Lyon Santé Est** accueille la deuxième faculté de médecine de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ; il est spécialisé dans la formation et la recherche biomédicales grâce à une concentration d'hôpitaux majeurs de l'agglomération et d'équipements de recherche de haut niveau. Comptant plus de 11 000 étudiants, le campus s'affirme comme pôle d'excellence en cancérologie, neurosciences et maladies cardio-vasculaires.

Le **campus Porte des Alpes** accueille les étudiants de l'Université Lumière Lyon 2. Parmi les sites les plus importants de l'Université de Lyon en termes d'étudiants (environ 15 000), le campus offre des formations axées autour des sciences de l'homme et du territoire. La situation du campus au cœur d'un territoire d'avenir pour la métropole et à proximité de parcs d'activités importants fait de ce site le lieu d'un projet ambitieux de développement urbain universitaire qui prendra en compte les besoins des étudiants..

Le **campus Lyon Ouest-Ecully** porte le projet de construire un campus « sciences-business-innovation-entrepreneuriat » insufflé par l'Ecole Centrale de Lyon et l'EM Business School. Les 5 700 étudiants du campus verront se traduire spatialement et logistiquement une dynamique de campus à travers des mutualisations d'équipement, des aménagements piétons et la mise en place d'une fabrique entrepreneuriale.

Le **campus de Vaulx-en-Velin** est un campus centré sur la conception et la gestion de la ville à la fois comme objet technique et comme territoire, au travers de l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE) et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon. Ce campus lie des partenariats forts avec les autres campus de la métropole. Le projet de réhabilitation du centre-ville de Vaulx-en-Velin va apporter au campus des capacités de développement.



Le pôle universitaire pluridisciplinaire de Saint Etienne accueille quant à lui plus de 16 750 étudiants et est principalement constitué de l'Université Jean Monnet, de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Saint-Etienne (ENISE) et de l'école des mines de Saint Etienne ; s'y ajoutent l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Etienne (ENSASE) et l'Ecole Nationale Supérieure de Design de Saint-Etienne, ainsi que des formations post-baccalauréat.

Le site de Saint-Etienne s'inscrit essentiellement sur trois campus universitaires (Tréfilerie, Carnot et le campus Nord) ainsi qu'un espace sud-est multipolaire avec les campus Fauriel et Métare.

Comme le montre la carte, d'autres établissements de l'Université de Lyon sont répartis sur le territoire :

- Vetagro Sup,
- Le Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse de Lyon,
- L'Institut Catholique de Lyon,
- L'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre,
- L'Ecole Catholique d'arts et Métiers.

Enfin, les établissements membres de l'Université de Lyon ont des implantations dans des sites de proximité :

- Le site de Bourg-en-Bresse accueille un IUT de l'UCBL1 et des formations licences (Droit, histoire, AES) et masters de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ;

- La ville de Roanne accueille quant à elle l'établissement Polytech Lyon, rattaché à l'Université Lyon Claude Bernard Lyon 1 et un IUT de l'Université Jean Monnet.

Contribuant à la visibilité et au maillage régional de l'Université de Lyon, ces sites représentent néanmoins un défi en matière de vie étudiante et de développement d'un accès aux services et aux droits qui soit égal à celui offert par les métropoles de Lyon et de Saint Etienne.

Retenus par la Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche dans le cadre de l'appel à projets Opération Campus en 2008, les campus LyonTech-la Doua et Charles Mérieux bénéficient de moyens exceptionnels de l'Etat et des collectivités territoriales en vue d'améliorer les conditions d'accueil, de vie sur ces campus des étudiants , des enseignants chercheurs, chercheurs et des entreprises.

Cette ambition s'étend aujourd'hui avec les projets financés dans le cadre du CPER 2015-2020 aux autres campus et en particulier les campus Santé, Porte des Alpes et stéphanois. Les campus lyonnais et stéphanois constituent ainsi les territoires d'une politique ambitieuse à la croisée du développement urbain et universitaire.

L'ensemble des établissements de l'Université de Lyon adhère aujourd'hui à la dynamique d'une stratégie universitaire globale à l'échelle métropolitaine. En plus de lier développement universitaire et développement urbain, cette stratégie vise à augmenter l'attractivité universitaire de l'aire métropolitaine de Lyon comme de Saint Etienne.



C'est dans ce but que l'ensemble des établissements et le Crous engagent aujourd'hui des réflexions sur la vie étudiante dans toutes ses composantes et portent au travers du présent Plan d'Amélioration de la vie étudiante une ambition commune.

## LES CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION ETUDIANTE DU SITE

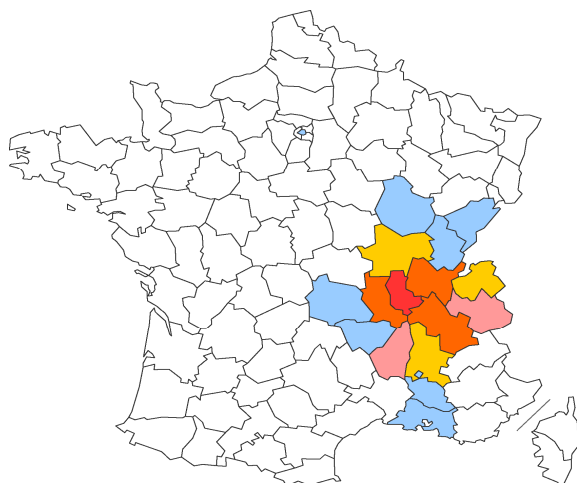
### **Une attractivité et un développement démographique du site qui se confirment**

L'académie de Lyon représente 7,3% du nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine alors que son poids démographique est de 4,9%.

A la rentrée 2013, 173 181 étudiants sont inscrits dans les 188 établissements d'enseignement supérieur que compte l'académie de Lyon. Cet effectif est en augmentation par rapport à la rentrée 2012 (+1,8%). L'académie se positionne à la 3<sup>ème</sup> place des pôles d'enseignement supérieur français. La plus grande partie de ces étudiants est inscrite dans les universités (61,4%). Les autres étudiants se répartissent entre les écoles d'enseignement supérieur (24,0%) les formations post-baccalauréat en lycées (11,4%) et l'institut catholique de Lyon (3,2%).

L'Université de Lyon et ses établissements membres comptent 132 021 étudiants (inscriptions principales) qui suivent un enseignement dans l'un des 19 établissements d'enseignement supérieur de l'académie (Ain, Loire, Rhône).

**Ces effectifs étudiants sont en constante augmentation**, notamment les 3 universités lyonnaises comptabilisaient, à la rentrée 2013/2014, 5 200 étudiants de plus qu'en 2009/2010. La provenance géographique des étudiants de l'Université de Lyon inscrits dans les établissements lyonnais est majoritairement de la Région Rhône-Alpes, avec une tendance à l'élargissement progressif du bassin de recrutement :



Répartition des effectifs		
Département parents	2005	2012
Rhône (69)	51,29%	48,28%
Ain (01)	7,89%	6,81%
Isère (38)	6,67%	6,23%
Loire (42)	4,44%	3,56%
Haute Savoie (74)	2,91%	3,31%
Drôme (26)	2,09%	2,33%
Saône et Loire (71)	2,43%	2,10%
Ardèche (07)	1,54%	1,56%
Savoie (73)	1,08%	1,24%
Bouches du Rhône (13)	0,59%	0,86%
Jura (39)	0,74%	0,67%
Côte d'Or (21)	0,48%	0,52%
Haute Loire (43)	0,64%	0,59%
Puy de Dôme (63)	0,58%	0,64%
Paris (75)	0,57%	0,69%
Vaucluse (84)	0,38%	0,64%
Doubs (25)	0,46%	0,52%
Etranger (99)	4 791	7,58%
Autres départements	7 246	11,33%

Répartition géographique des étudiants par département de résidence des parents en 2012

Rhône et départements limitrophes :

- 75,6% en 2005
- 70.3% en 2012

En termes de prospective, le MESR projette les tendances nationales suivantes pour 2022 (+ 8 % à l'université, + 12,3 % en classe prépa et + 4,1 % en IUT) qui, rapportées à la situation locale, permettent d'estimer que l'enseignement supérieur lyonnais pourrait rassembler près de 155.000 étudiants, soit plus de 10.000 étudiants supplémentaires.

Cette attractivité, traduite par une progression des effectifs, masque cependant certaines difficultés régulièrement citées par les étudiants :

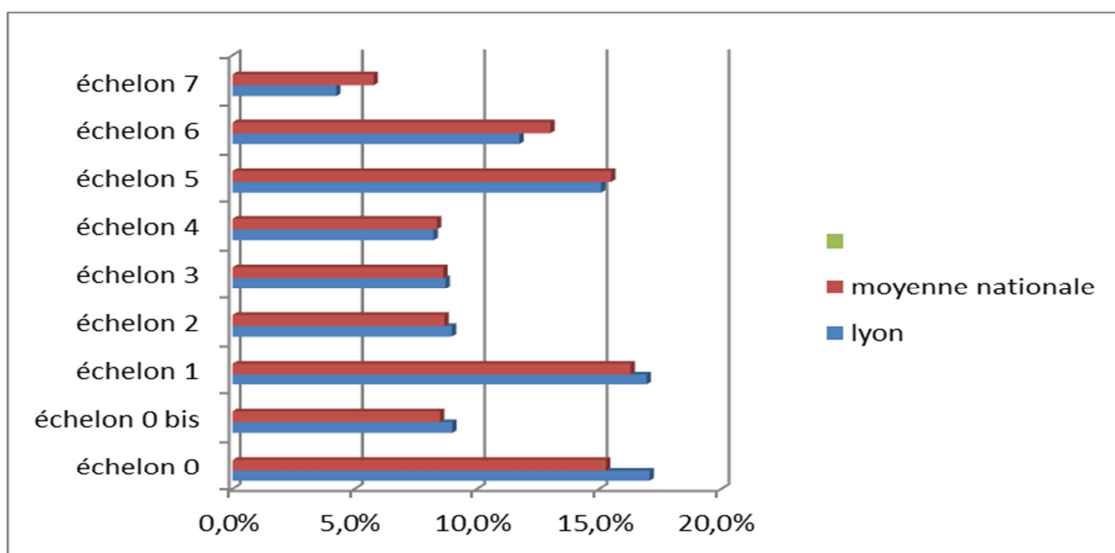
- le manque important de logements sociaux étudiants, notamment CROUS
- le coût élevé des transports pour les étudiants.
- l'accès aux installations sportives

A contrario, l'agglomération stéphanoise peut mettre en avant des logements dans le secteur privé peu chers (30 à 40 % en dessous de l'agglomération lyonnaise) et une offre de transport très attractive.

## Caractéristiques sociales

Plus de 44 000 boursiers sont soutenus chaque année par le CROUS de Lyon.

Le CROUS de Lyon a une proportion de boursiers d'échelons faibles supérieur à la moyenne nationale ; par ailleurs, dans l'académie, environ 30% des boursiers le sont à un taux très élevé (5, 6 et 7).



On peut ainsi en déduire que si les familles très défavorisées sont moins nombreuses sur l'académie de Lyon, les familles dites « moyennes/modestes » sont plus représentées et ont aussi de grandes difficultés à accompagner leurs enfants étudiants, en particulier à cause d'un immobilier particulièrement coûteux sur l'agglomération lyonnaise. Dans ce contexte, le CROUS de Lyon s'efforce de mettre en paiement plus de 70% des bourses à fin septembre pour aider l'étudiant dans ses frais d'installation.

En ce qui concerne le mode d'habitation, on constate qu'aujourd'hui le taux de décohabitation est à près de 60% sur l'agglomération lyonnaise. Cette tendance, associée à l'augmentation des effectifs, permet ainsi d'estimer qu'à un horizon 2020-2022, davantage d'étudiants devront acquérir et accéder de façon autonome à leurs droits, aux soins, seront usagers des transports en communs...parmi eux, **93 000 étudiants devront se loger par leurs propres moyens.**

Enfin les 15 assistantes sociales du CROUS qui ont reçu en 2014 plus de 9 572 étudiants en entretien ont pu recenser les principales difficultés exprimées par les étudiants de l'académie de Lyon et qui serviront à nourrir les actions proposées dans le Plan d'Amélioration de la Vie Etudiante :

- Aides financières (financement des études, difficultés à trouver un emploi), ces difficultés étant accrues pour les étudiants étrangers.
- Problèmes liés au logement : coût des loyers sur l'agglomération lyonnaise et insuffisance de l'offre sociale sur l'agglomération lyonnaise, état du parc diffus sur Saint-Etienne.
- Problèmes familiaux, dont des cas pouvant aller jusqu'à des situations de rupture familiale.
- Mal-être et la santé : difficultés d'adaptation à la vie étudiante (primo arrivants), isolement, difficulté d'accès aux soins (méconnaissance, manque de moyens).

Concernant les bénéficiaires du fonds national d'aide d'urgence d'aide aux étudiants, du 1<sup>er</sup> septembre 2014 au 31 août 2015 :

- 3752 dossiers ont été étudiés au titre de l'allocation spécifique d'aide d'urgence ponctuelle pour 2006 bénéficiaires,
- 210 dossiers ont été étudiés au titre de l'allocation spécifique d'aide d'urgence annuelle pour 207 bénéficiaires.

Le montant total des aides accordées s'élève à 2 017 771,77 €

### III. LES ACTEURS DE LA VIE ETUDIANTE

#### 1. LES ETUDIANTS

##### **Les étudiants élus au sein de leur établissement**

Si l'ensemble des établissements de l'Université de Lyon désigne un ou plusieurs représentants étudiants, les modalités de désignation, la durée des mandats et les missions qui leur sont confiés varient fortement d'un établissement à l'autre.

Les quatre universités du site fonctionnent avec des vice-présidents étudiants. Au sein des écoles, la représentation se structure plus autour d'une association fédératrice de type bureau des élèves qui assure ce rôle de représentation.

Parmi les missions confiées aux élus étudiants par les établissements du site, il convient de citer :

- la promotion de la citoyenneté étudiante,
- rôle de représentation de leur établissement auprès des partenaires de la vie étudiante
- en charge des relations avec le CROUS,
- rôle d'intermédiaire entre les services de l'université, les collectivités territoriales et le monde étudiant
- force de proposition, notamment dans la gestion des fonds dédiés aux étudiants (type FSDIE)
- le garant des droits étudiants,
- s'assurer de l'efficacité des services de la vie étudiante et de la qualité de formation
- rôle d'information et de porte-parole entre l'Institution et les étudiants

La plupart des établissements, pour accompagner ces étudiants, proposent des formations et des aménagements d'emploi du temps, initiatives intéressantes qu'il est nécessaire de conforter.

##### **Les étudiants élus au sein de la COMUE**

Les étudiants, élus au suffrage indirect sont au nombre de 4 au sein du conseil d'administration et de 19 au sein du conseil académique dont 7 doctorants, issus des CAC ou instances équivalentes des établissements membres.

Deux vice-présidents étudiants, élus respectivement au sein du conseil d'administration et au sein du conseil académique (CAC) se répartissent les différents domaines d'intervention en matière de vie étudiante.

##### **Les étudiants élus au conseil d'administration du Crous**

Les étudiants élus au conseil d'administration du Crous portent pendant 2 ans la voix des 174 000 étudiants de l'académie, quelles que soient les études poursuivies ou l'école fréquentée pourvu qu'elle soit affiliée à la sécurité sociale étudiante. Leurs interventions sont nombreuses en matière d'aide sociale, de logement, de restauration, de culture.

Ils s'impliquent directement dans les décisions relatives aux services du CROUS : montant des loyers en résidences universitaires, prix des produits en cafétérias universitaires, aides sociales, subventions culturelles. Ils interviennent dans l'élaboration des projets, participent aux prises de décisions et font des propositions pour la Vie Etudiante.

Les 7 représentants étudiants élus en novembre 2014 sont issus des cinq listes candidates : *Games of Crous – Vos assos étudiantes, Résidétudiants, Bouge ton Crous (GAELIS-FASEE), UNI, UNEF*

## **Les associations**

On compte plus de 500 associations étudiantes à l'échelle du site. Les associations contribuent fortement au dynamisme du territoire et au dialogue avec le tissu local (collectivités, entreprises, associations...). Elles ont la capacité de répondre à des besoins qu'elles ont identifiés au niveau local (accueil des primo-arrivants, socialisation à travers l'organisation d'évènement, sensibilisation et prévention, services...). Elles s'organisent de plus en plus au sein de fédérations et autour de valeurs communes conférant une portée plus importante à leurs actions et aux messages qu'elles souhaitent diffuser.

On notera l'action remarquable des villes comme celle de Lyon mettant à disposition au sein de la maison des étudiants des locaux spécifiques pour les associations étudiantes.

On distingue plusieurs associations, organisations représentatives, fédérations et réseaux qui ont pour but de défendre les intérêts des étudiants, d'exprimer leurs opinions sur la gestion des infrastructures universitaires, que ce soit la recherche scientifique, la restauration universitaire, les logements étudiants.

## **2. LES SERVICES VIE ÉTUDIANTE DES ÉTABLISSEMENTS**

La diversité des établissements aboutit à une organisation et des ressources relatives à la vie étudiante variables d'un établissement à l'autre. La majorité des établissements disposent d'un service dédié. Pour quelques écoles c'est le service scolarité qui intègre cette dimension. Les services vie étudiante veillent à la qualité et à la facilité de vie de l'étudiant, à l'inciter à plus d'autonomie et surtout lui donner les moyens de s'épanouir.

Ainsi, les services vie étudiante sont un lieu :

- d'information, un centre-ressources, un relais où se renseigner sur la vie associative de l'établissement (accompagnement de projets, aide à la création des associations et à l'organisation d'événements associatifs, information sur les demandes de subventions...),
- de contact avec les représentants étudiants,
- d'information à caractère social (démarches concernant le remboursement des frais d'inscription et mise en lien avec les services du Crous)
- d'accompagnement des initiatives d'animation du campus à travers la gestion des locaux associatifs et la mise à disposition de salles pour diverses activités de pratiques artistiques et culturelles (répétitions, musique, atelier théâtre, danse...), la participation aux journées d'accueil.

La dimension hébergement est également traitée par certains services vie étudiante, principalement dans les écoles qui disposent de résidences. D'autres établissements peuvent également proposer des services autour du logement, visant à mettre en relation des étudiants souhaitant s'installer en colocation.

Dans plusieurs établissements, la mission handicap est parfois rattachée au service vie étudiante (dans d'autre cas, elle est rattachée au service de médecine préventive) ; elle accompagne les élèves en situation de handicap et prévoit leur accueil, la mise en place des aménagements pédagogiques, le lien avec les composantes...

### **3. LES COLLECTIVITES**

Les collectivités sont des acteurs essentiels dans l'amélioration de la vie étudiante, la qualité de vie étant un critère d'attractivité des territoires pour les étudiants, comme pour les entreprises.

La région Rhône Alpes et les deux métropoles de Lyon et Saint Etienne, par leurs compétences et volumes d'investissements, sont particulièrement impliquées dans le projet d'amélioration de la vie étudiante.

Il convient de citer également les communes sur lesquelles se situent les campus et qui se mobilisent. C'est notamment le cas des villes de Villeurbanne, Bron, Ecully, Vaulx-en-Velin, Saint Etienne, Roanne et Bourg en Bresse.

#### **La Région Rhône-Alpes**

Avec plus de 260 000 étudiants, effectif en constante augmentation depuis plusieurs années, la Région Rhône-Alpes est la deuxième région universitaire de France.

Forte de ce potentiel considérable, Rhône-Alpes a été la première région française à se doter, dès 2004, d'un schéma régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Depuis 2011, elle a adopté sa Stratégie Régionale de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation dans laquelle elle affirme sa volonté d'améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants, facteur de réussite des étudiants.

Ainsi, au travers d'une démarche partenariale, elle accompagne les établissements d'enseignement supérieur, et au premier chef, les Communautés d'Universités et Etablissements, dans la mise en œuvre d'actions dont l'objectif est d'une part de garantir les conditions de la réussite des étudiants et d'autre part de favoriser leur intégration dans les campus, quels que soient le cursus et le lieu d'études.

Dans ce cadre, la Région Rhône-Alpes soutient les actions destinées à :

- favoriser l'accès aux pratiques sportives des étudiants,
- améliorer l'accès aux soins des étudiants ainsi que le développement de dispositifs de prévention et de promotion de la santé,
- permettre l'accès à la culture et aux pratiques culturelles des étudiants,
- développer les services aux étudiants en matière d'information et de communication, et notamment les étudiants étrangers
- participer à l'animation et à la vie de campus

Par ailleurs, la Région, dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région et dans le cadre de sa politique volontariste de soutien aux campus de Rhône-Alpes, s'engage dans les programmes de construction

et de réhabilitation de logements étudiants et de restauration universitaire menés principalement par les Centres régionaux des œuvres scolaires et universitaires (CROUS).

Enfin, la Région Rhône-Alpes, au titre de la loi du 22 juillet 2013, est partie prenante dans l'élaboration du Plan de développement de la vie étudiante.

## **La Métropole de Lyon**

La Métropole de Lyon mène une politique de développement économique et d'innovation qui vise à positionner Lyon dans le cercle des métropoles européennes innovantes en développant son attractivité. La qualité de vie étudiante en est l'un des facteurs.

Elaboré en 2009, le Schéma de Développement Universitaire (SDU) est un document novateur qui formalise, dans un schéma prospectif, une stratégie partagée de développement territorial (ou urbain) universitaire entre le Grand Lyon et l'Université de Lyon pour transformer l'agglomération lyonnaise en métropole des savoirs de rayonnement international.

Le SDU a permis aux acteurs de l'ESR de partager la même vision de la cartographie du territoire en caractérisant les campus de la métropole, et de s'inscrire dans une démarche de thématisation et de mise en réseau des sites universitaires.

Il définit trois orientations stratégiques qui doivent guider l'action de l'ensemble des partenaires impliqués dans sa mise en œuvre :

- Renforcer l'attractivité et la visibilité internationale de l'Université de Lyon,
- Développer des synergies Universités/Territoires notamment en réorganisant territorialement l'Université,
- Faire de Lyon une métropole universitaire accueillante.

Pour concrétiser et incarner ces trois orientations stratégiques, les partenaires du SDU ont privilégié l'activation de trois leviers prioritaires qui eux-mêmes vont se décliner en un programme d'actions et de projets :

- Réalisation d'équipements phares,
- Organisation du territoire et développement universitaire concerté,
- Optimisation et qualité de l'offre de services

## **Saint-Etienne Métropole**

Pour les territoires, l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat, constituent des leviers importants, pour développer une notoriété, préparer les emplois de demain ou contribuer à l'émergence de projets créateurs de richesses. Par ailleurs, ils doivent assurer une fonction de passerelle entre le monde académique et le monde économique.

A ce titre, à l'image de nombreux lieux d'innovation dans le monde, le territoire et ses campus doivent être de réels lieux de vie et d'interactions entre étudiants, enseignants, chercheurs, entreprises et citoyens, en offrant des infrastructures et des services de qualité aux usagers.

Dans ce contexte, Saint-Etienne Métropole souhaite doter l'agglomération stéphanoise d'un plan de développement pour « l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat »

2015-2020, pour accompagner la mutation de son écosystème en lien avec ses filières d'excellence telles, les « procédés avancés de fabrication », « l'ingénierie santé » et le « numérique ».

**En matière de vie étudiante et scientifique deux axes vont guider le mandat :**

→ **Modernisation des campus**

Il s'agira de la mise en œuvre en partenariat avec l'Etat, la Région et le Département de la Loire du volet « Enseignement supérieur Recherche Innovation » du Contrat de Programmation Etat Région (CPER) 2015-2020 qui portera sur les opérations suivantes :

- Ouverture du campus santé et innovations
- Poursuite du déménagement de la Faculté des Sciences sur le campus Manufacture avec le projet de Centre pour les Savoirs et l'Innovation ;
- Réaménagement du campus Tréfilerie avec l'installation de l'Institut d'Etudes Politiques Métropolitain Lyon Saint-Etienne ;
- Soutien aux projets scientifiques dans les domaines des procédés avancés de fabrication et l'ingénierie santé (Manutech et Vitale) ;

→ **Vie étudiante**

- Offre d'accueil : guichet unique d'accueil des étudiants et chercheurs étrangers, Sainté accueille ses étudiants, site Internet [www.saintepass.fr](http://www.saintepass.fr), bourse aux projets ID'Jeunes...
- Offre d'orientation : Co-organisation du Salon de l'Etudiant, soutien à l'organisation du Forum de l'Enseignement Supérieur,...



## IV. LA GOUVERNANCE ET L'ORGANISATION DU SITE EN MATIERE DE VIE ETUDIANTE

### La Commission Vie Etudiante de l'Université de Lyon

La création de la Commission Vie Etudiante, instance qui vise à faciliter le dialogue entre le monde étudiant, les représentants des établissements et les collectivités territoriales, était inscrite dans le contrat de site 2011-2015.

Installée en janvier 2014, cette instance comprend 35 membres et offre une forte représentativité des étudiants. Elle s'est réunie trois fois en plénière et a travaillé en sous commissions pour alimenter la réflexion sur la politique de site répondant aux différents enjeux de la vie étudiante et prenant en compte les nombreux acquis du site. La commission a vocation à travailler sur les questions de vie étudiante et plus spécifiquement sur les conditions d'accueil, transport et mobilité, logement, santé, sport, culture, orientation de la stratégie étudiante (observatoire), engagement associatif, information communication auprès des étudiants, services sur les campus.

Sa constitution permet de remplir l'obligation de la **loi du 22 juillet 2013** d'élaborer avec tous les partenaires, le projet d'amélioration de la qualité de vie des étudiants.

Elle a permis de recueillir les avis des étudiants et de tous les acteurs territoriaux de la vie étudiante à l'échelle de Lyon Saint-Etienne et d'élaborer avec eux des propositions et des projets visant à renforcer la qualité de vie étudiante et l'attractivité du territoire.

Le périmètre de la commission vie étudiante est amené à être adapté pour devenir la commission vie étudiante du conseil académique installé en novembre 2015.

### Le comité technique Schéma de Développement Universitaire du Grand Lyon (SDU)

Le SDU adopté en octobre 2010 par le Grand Lyon et l'Université de Lyon prévoit un cadre pour l'action de l'ensemble des partenaires.

Concernant la vie étudiante, un premier comité technique s'est tenu à l'initiative du Grand Lyon en décembre 2013. Il a été défini avec les partenaires :

- 6 axes de travail à approfondir : culture, sport, santé, accompagnement social, restauration, accueil, vie associative.
- 2 entrées stratégiques sur chacun des axes de travail : attractivité /lisibilité du site de Lyon et intégration des étudiants / qualité de vie.

D'autres rencontres ont été organisées à fréquence soutenue dans un premier temps dans l'objectif de réaliser un tableau de bord (cf annexe 1). Cet outil offre une vision synthétique de l'avancement des actions de l'agglomération lyonnaise et des priorités de décision.

## **Le PUSE**

Les établissements d'enseignement supérieur de Saint Etienne ont créé le Pôle universitaire de Saint Etienne qui met en œuvre des actions collectives relatives à la vie étudiante.

## **Les instances du CROUS**

Le Conseil d'Administration du CROUS de Lyon composé de 27 membres est présidé par la Rectrice de l'académie de Lyon, Chancelière de l'Université. La vice-présidence est confiée à un des représentants élus des étudiants.

Le Conseil d'administration du CROUS est caractérisé par une forte représentation des élus étudiants (7 élus, désignant deux personnalités qualifiées, soit 1/3 du CA). Il s'agit d'un lieu central de débat sur les questions de vie étudiante, visant à représenter tous les étudiants de l'académie.

### ► Les commissions d'aide spécifique – allocations annuelles et ponctuelles

Dans le souci de répondre au mieux aux situations particulières de certains étudiants, des aides spécifiques peuvent être allouées soit sous forme d'allocation annuelle soit une aide ponctuelle en faveur de l'étudiant qui rencontre momentanément de graves difficultés.

Pour l'année universitaire 2014/2015, 2164 étudiants ont ainsi été aidés au titre de l'ASA pour un montant de 2 022 771,87 €.

### ► La commission Culture Actions

Elle permet de soutenir financièrement les projets étudiants dans des domaines divers comme la culture, l'humanitaire.

C'est aussi un lieu ressource pour aider les étudiants à construire leur projet. Elle est présidée par le Vice-Président Etudiant du CROUS et est composée de représentants de l'agglomération, de cinq établissements d'enseignement supérieur ainsi que de tous les élus étudiants au CA du CROUS.

### ► La commission restauration

C'est un lieu d'échange avec les utilisateurs de la restauration universitaire, les étudiants et les établissements d'enseignement. Les grands changements au niveau de la politique de restauration du CROUS doivent y être débattus.

Elle est composée du directeur du CROUS, de la directrice de la restauration, de représentants des personnels, d'un représentant des établissements d'enseignement supérieur et des élus étudiants titulaires ou suppléants.

# **LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMELIORATION DE LA VIE ETUDIANTE**

Le champ de la vie étudiante recouvre une réalité multiforme, à la croisée des champs sociaux, culturels, financiers et économiques : logement, modes de vie (vie sociale, culturelle, associative, sportive, familiale...), modes de consommation, ressources financières, accès aux services, rapport aux études et au rapport au monde du travail. Tous ces thèmes sont pourtant fortement liés les uns aux autres et nous amène à penser l'étudiant dans sa globalité.

Le travail de concertation que nous avons réalisé collectivement avec les nombreux acteurs du site nous a permis d'identifier 2 axes de travail principaux. Cependant nous ne devons pas négliger les thèmes transversaux ci-dessous, facteurs incontournables de réussite des objectifs fixés.

La prise en compte de ces thèmes transversaux dans nos travaux apparaît comme fondamentale, tant elle conditionne l'ensemble des activités, des services liés à la vie étudiante. En ce sens, il convient d'agir sur :

- **L'accès à l'information** : parce que l'information existe mais qu'elle ne parvient pas toujours à l'étudiant au moment où il en a besoin, il convient de ne pas démultiplier l'information à diffuser et de mieux cibler les supports et les canaux de communication.
- **La connaissance des étudiants** et de leurs usages : l'accès à une information complète, détaillée et objective sur les conditions de vie des étudiants au niveau local et leur rapport aux études est nécessaire pour éclairer la réflexion politique et aider à la prise de décision. A l'échelle locale, il existe plusieurs ressources qu'il convient de réunir au premier rang desquelles, les services statistiques des établissements, permettant d'alimenter les travaux d'un observatoire local de la vie étudiante qui devra être mis en place.
- **La gestion des temps étudiants et du rythme universitaire** : les évolutions temporelles et la complexité des modes de vie se heurtent aux rythmes des territoires. Il s'agit d'envisager les solutions permettant d'améliorer la qualité de vie quotidienne des étudiants et le développement d'une véritable vie de campus en réduisant les contraintes liées aux rythmes urbains, notamment en termes de services et de mobilité.
- **La participation des étudiants à la concertation** et à la mise en œuvre d'une politique de site en matière de vie étudiante : afin que les étudiants puissent contribuer activement à la stratégie vie étudiante du site, il convient de proposer des cadres de consultations adaptés et innovants qui permettront d'impliquer les étudiants, de favoriser la transmission par les pairs et les interactions entre les étudiants et la multiplicité d'acteurs de la vie étudiante.
- **L'amélioration de la démocratie étudiante** en agissant pour augmenter la participation aux élections étudiantes et en formant ensuite les élus étudiants.

## AXE 1 : AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES

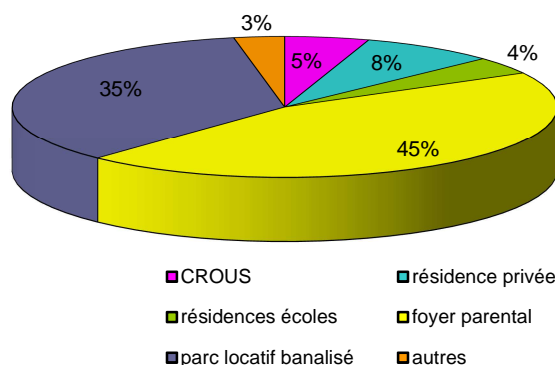
### 1. LOGEMENT

En préambule, on indiquera que l'action du schéma directeur d'amélioration de la vie étudiante en matière de logement se concentrera sur l'agglomération lyonnaise là où il y a un manque important de logements sociaux étudiants, plus particulièrement CROUS.

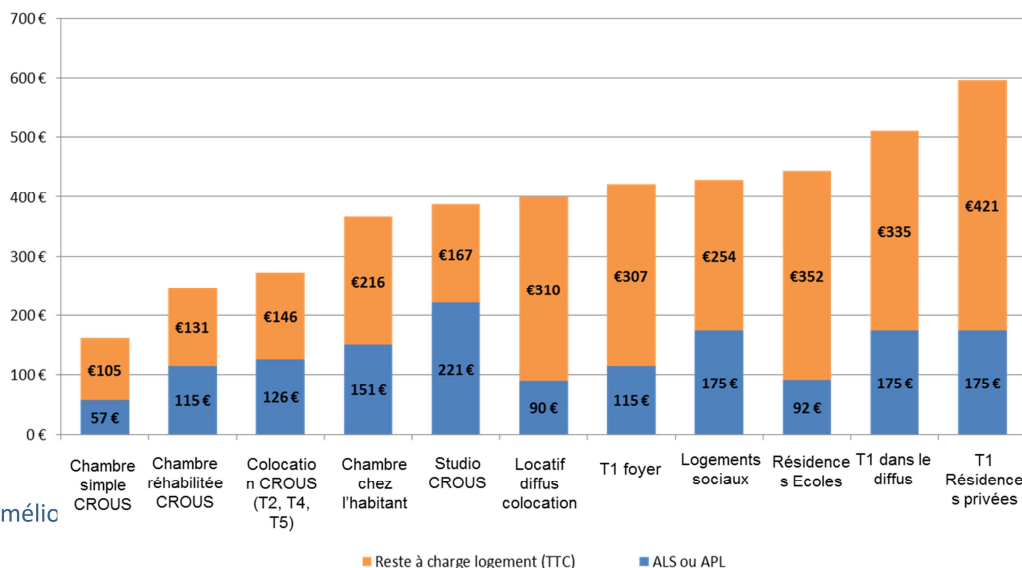
Les autres agglomérations, comme St-Etienne, Roanne ou Bourg en Bresse ne subissent pas de tension sur le logement étudiant. Même si des opérations de faible importance peuvent y être menées pour accompagner des déplacements de lieux d'enseignement comme à St-Etienne avec le nouveau Campus de la faculté de médecine.

En complément des données relatives à l'évolution des effectifs étudiants présentées en introduction, deux études, respectivement conduites en 2010 et 2014, ont permis de dresser un état exhaustif de l'offre et de la demande en matière de logement étudiant sur le territoire.

Concernant la segmentation du parc immobilier vers lequel se tournent les étudiants afin de se loger, la répartition en 2010 faisait ressortir le rôle majoritaire joué par le parc locatif banalisé (35% des étudiants), ainsi que le parc dédié logeant 18% des étudiants :



Le parc de logements étudiants dédié recouvre néanmoins des réalités contrastées en termes d'effort financier pour les étudiants :



Concernant le parc dédié privé, celui-ci se trouve très fortement représenté au sein de l'agglomération lyonnaise, avec un marché de plus en plus éclaté, composé d'acteurs de plus en plus nombreux et divers, puisque 18 opérateurs ont été recensés en 2014. En 5 ans, 1720 lits ont ainsi été créés sur ce segment.

Concernant le parc social dédié, l'offre est quant à elle largement dominée à 80 % par le CROUS de Lyon et a elle-aussi nettement progressé en 5 ans (+ 1021 lits).

Plus précisément, le parc du CROUS de Lyon s'élève à 8 520 places sur l'académie de Lyon à la rentrée 2015 et positionne ainsi l'académie de Lyon parmi les sites où l'offre en logements sociaux étudiants est la plus faiblement représentée en France avec seulement 18,1% des étudiants boursiers logés. Même si ce chiffre est très largement insuffisant, on peut mesurer le chemin parcouru par le CROUS et ses partenaires financeurs (Région Rhône-Alpes, Métropole de Lyon, Etat, CNOUS...) ces trois dernières années avec la construction de près de 1 600 logements.

	Grand Lyon/ Rhône	Saint-Etienne	Roanne	Bourg-en-Bresse	TOTAL
Effectifs étudiants rentrée 2013*	145 169	23 667	1 564	2 781	173 181
Nombre de logements CROUS	6 727	824	86	59	7 696
Taux de couverture parc CROUS/étudiants	4,6%	3,5%	5,5%	2,1%	4,4%
Effectifs étudiants boursiers rentrée 2013	32 793	7 262	724	689	41 468
Taux de couverture parc CROUS/étudiants boursiers	20,5%	11,3%	11,9%	8,6%	18,6%
Nombre d'étudiants boursiers logés en résidence universitaire	3 038	334	32	16	3 420

\* Source : Académie de Lyon - Service prospective et statistiques "Enseignement supérieur : effectifs étudiants et diplômes délivrés" livret 2013-2014

Devant ces constats, les acteurs locaux se sont accordés autour de trois actions majeures visant à faciliter l'accès des étudiants au logement :

- Construire une gouvernance locale pour conduire la politique à mener en matière de logement étudiant, et plus particulièrement l'offre sociale,
- Renforcer, par divers moyens, l'offre disponible pour les étudiants,
- Renforcer sa visibilité et son accessibilité.

## La construction d'une gouvernance locale partenariale du logement social étudiant

A l'issue de l'étude réalisée en 2010 concernant la situation en matière de logement étudiant au sein de l'agglomération lyonnaise, ont été constituées, à l'initiative du Préfet de Région, des instances de suivi et de pilotage de la politique locale du logement social étudiant :

- Un Comité de pilotage du logement social étudiant co-présidé par la Préfecture et le Grand Lyon mis en place depuis 2011
  - Membres : Préfecture, DDT, Rectorat, Grand Lyon, Région, CROUS, ABC-HLM, Caisse des Dépôts et Université de Lyon
  - Fréquence : annuelle

- Missions : orienter la politique d'agglomération en matière de logement social étudiant
  - Suivi et orientation locale de la mise en œuvre du Plan 40 000
- Un Comité technique du logement social étudiant depuis 2011
- Membres : DDT, Rectorat, Grand Lyon, Région, CROUS, ABC-HLM et Université de Lyon
  - Fréquence : trimestrielle
  - Missions : a élaboré un cahier des charges du logement social étudiant
  - Suivi de l'avancement et du financement des opérations, dont Plan 40 000
  - Proposer les orientations politiques au comité de pilotage
  - Mener un dialogue constant entre les partenaires afin de densifier les sites existants et/ou trouver de nouvelles opportunités foncières

Le travail de ces comités a permis de déboucher sur une convention cadre précisant les engagements des partenaires (cf. convention en annexe 2).

## Renforcer et accélérer la production de logement social étudiant

Les études réalisées en 2010 et 2014 ont permis d'établir des éléments de prospective afin de définir les segments de l'offre dont il était nécessaire d'encourager la production, et dans quelles proportions :

	Estimation évolution à 6 ans - 2020 En nombre de lits	Évolution de la demande par structure	Commentaires
CROUS	10 203 6,8%	Car augmentation régulière du nombre de boursiers	Production prévue de 4 000 logements environ mais insuffisant pour atteindre l'objectif de 10% en 2020
Bailleurs sociaux	2 373 1,6%	Car offre bien placée, parc attractif dans un contexte de tension sur demande sociale	
Foyers	1 510 1%	Car demande très spécifique et relativement marginale	Légère augmentation de l'offre en valeur absolue mais pas de changement en termes de part
Résidences d'écoles	4 958 3,3%	Suivra l'évolution de l'offre car demande "captive"	Pas de projets recensés mais possibilité de développement pour suivre l'augmentation des effectifs attendus
Résidences Privées	13 285 8,8%	Car marché équilibré et développement d'offres alternatives souvent moins onéreuses	Marché très concurrentiel et offre déjà importante et variée
Domicile parental <i>estimation</i>	38%	Car offre existante et à venir diversifiée et tendance de plus en plus lourde à la décohabitation	-
Parc privé diffus <i>estimation</i>	39,5%	Car solution très demandée notamment pour les chambres chez l'habitant et la colocation	Le parc diffus absorbe la demande servie absorbée par le parc dédié (colocation, chambre chez l'habitant)
Autres solutions d'hébergement	1%	Car marginalité de l'offre et de la demande	Solutions d'hébergement très spécifiques (étranger sans caution ou garant, demande très sociale, hébergement d'urgence, etc.)
Effectifs étudiants et prospective	151 000	Hypothèse basse	

Source : Etude sur le logement étudiant dans l'agglomération lyonnaise – Latitude conseil/Université de Lyon - 2014

Ces données confirment ainsi les objectifs locaux fixés par le Plan gouvernemental « 40 000 logements », à savoir la nécessité de créer, à l'horizon fin 2017, 4 000 nouvelles places à tarif social

au sein de l'agglomération lyonnaise. Ces éléments de prospective illustrent par ailleurs le besoin d'atteindre, à terme, un total de 6000 lits supplémentaires à un horizon 2020.

Un ensemble d'opérations ont d'ores et déjà été réalisées ou engagées par le CROUS de Lyon Saint-Etienne dans le cadre du Plan 40 000, réalisées au travers du CPER 2007-2013, du soutien régional dans le cadre de l'Opération Campus et de la contractualisation CNOUS/CROUS. Ainsi, 513 places ont été créées par le CROUS depuis 2013 et 420 nouveaux lits verront le jour durant l'année 2015.

Aujourd'hui, un ensemble d'opportunités d'opérations sont identifiées afin d'atteindre les objectifs du Plan gouvernemental, l'enjeu étant de confirmer ces opportunités et d'accompagner leur mise en œuvre opérationnelle.

A ce titre, trois leviers d'actions sont proposés :

1. La mise en place de dispositifs de pilotage spécifiques pour la mise en œuvre des opérations complexes :
  - Un fonctionnement partenarial en groupe projet
  - Un pilotage resserré autour du Grand Lyon pour les opérations relevant de projets urbains
2. La mutualisation de compétences avec le CROUS pour accélérer la sortie des opérations :
  - Cette action concerne majoritairement des opérations sur des fonciers propriétés de l'Etat sur ou à proximité des campus : LyonTech-la Doua, Porte des Alpes, Lyon Santé Est...
  - Elle consiste en un appui en ingénierie auprès des équipes du CROUS de Lyon afin de décupler leur capacité de portage des opérations
  - Cette action est conduite par un comité de pilotage restreint CROUS Rectorat-Université de Lyon, en charge du suivi des opérations concernées et jouant le rôle d'instance de décision.
3. La poursuite de l'amélioration de la qualité des logements et de la diversification de l'offre :
  - Développer le logement intergénérationnel par une recherche d'autres partenariats
  - Développer la colocation
  - Diversifier l'offre par le développement des résidences pour la réussite et l'accueil d'apprentis au sein des résidences universitaires
  - Faire des résidences universitaires de véritables lieux de vie et d'échanges, facteurs de réussite universitaire : à ce titre, chaque projet de construction ou de réhabilitation comportera des propositions d'offres de services à proposer au sein des résidences, propositions élaborées en partenariat avec les collectivités territoriales et/ou les établissements d'enseignement supérieur situés en proximité des opérations.

En complément de la nécessaire augmentation de l'offre disponible de logements sociaux dédiés aux étudiants, le Plan d'Amélioration de la Vie Etudiante vise également à accroître la visibilité de cette offre, ainsi qu'à en faciliter l'accès aux étudiants.



## Renforcer la visibilité et l'accessibilité de l'offre

Le CROUS de Lyon et ses partenaires attachent une forte importance à développer la visibilité et l'accessibilité de son offre en matière d'hébergement, que ce soit dans le parc du CROUS, en résidence de personnes âgées ou bien chez les particuliers.

En effet, en raison du déficit de logement social dans la métropole lyonnaise, et en raison du développement de la mobilité étudiante, inter et intra nationale, il est nécessaire, tout au long de l'année, de porter à la connaissance des publics concernés les différentes possibilités existantes en matière de logement (parc CROUS, offre des particuliers), quelle que soit la durée du séjour.

Une action forte sera conduite par le CROUS pour renforcer la communication autour de son parc de logement tout au long de l'année, afin d'être à même de proposer des solutions adaptées en court, moyen ou long séjour :

1. Par des vecteurs de communication dédiée, le site INTERNET du CROUS, Facebook et, surtout, le Portail de la Vie Etudiante (PVE) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 qui rassemble en un même site les offres du parc CROUS et les offres dites « chez les particuliers » à travers l'application LOKAVIZ.
2. Par une valorisation continue et un renforcement de l'outil LOKAVIZ :
  - campagnes de communication tout au long de l'année auprès des propriétaires, qui ont permis entre 2013 et 2014 une augmentation de 14% des offres (4200 propositions) pour atteindre 4979 en septembre 2015
  - ouverture de l'outil LOKAVIZ, base unique pour le logement étudiant dans le parc diffus, à d'autres partenaires et notamment bailleurs sociaux, associations, et les services habitat des Villes, pour leur permettre d'avoir une plus forte visibilité de leur offre dédiée aux étudiants.
3. Par une communication ciblée et en partenariat avec les établissements autour des dispositifs CLE et la labellisation : très actif sur la Caution Locative Etudiante (CLE) et la labellisation, le CROUS de Lyon a traité en 2014/2015 plus de 800 dossiers de demande de CLE et a actuellement 957 logements labellisés répondant à des critères précis (salubrité, prix, distance des lieux d'études).
4. Par la mise en place d'un service au CROUS d'accompagnement spécifique de la mobilité étudiante visant également à renforcer la communication par les « pairs » (jeunes en services civiques) et ainsi contribuer à limiter l'isolement du primo arrivant dans la métropole.

## Plan d'actions

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Renforcer et accélérer la production de logement</b>	Création de 6000 places de logement social étudiant en priorité CROUS, dont 4000 à horizon 2018	2013-2020
	Poursuivre l'amélioration de la qualité des logements et diversifier l'offre (colocation, inter-génération, apprentis, résidences pour la réussite)	2016-2020
	Poursuivre l'animation de la gouvernance locale et partenariale	2016-2020
<b>Renforcer la visibilité et l'accessibilité de l'offre</b>	Valorisation et renforcement de l'outil LOKAVIZ dans le Portail National de la Vie Etudiante	2017
	Communication ciblée et en partenariat avec les établissements autour des dispositifs CLE et la labellisation (Objectifs 3000 CLE et 1 500 logements labellisés en 3 ans)	2016-2019
	Suivi spécifique de la mobilité étudiante	

## 2. SANTE

Entre 2013 et 2014, l'Université de Lyon a mené différents travaux et études sur la thématique de la santé des étudiants. Ces travaux ont permis de disposer d'un diagnostic précis quant à l'accès aux soins des étudiants et aux services de santé des établissements et leur mission de prévention.

### L'accès aux soins : caractéristiques locales

L'analyse des études de l'Observatoire de la Vie Etudiante ou des mutuelles étudiantes démontre que les étudiants constituent une population globalement en bonne santé. Les étudiants considèrent d'ailleurs que leur santé est bonne ou très bonne (OVE 2013, 63%). Mais c'est une population qui présente aussi des risques spécifiques (pratiques sportives intenses, alcoolisation, audition malmenée, addictions, états anxio-dépressifs) qui supposeraient une attention particulière et un accès aux soins de premiers recours facilité.

Or on constate une augmentation régulière du taux de renoncement aux soins. L'étude portant sur l'accès aux soins des étudiants à l'échelle de l'Université de Lyon, réalisée entre 2013 et 2014 a fait apparaître que ce phénomène croissant de renoncement aux soins résulte d'une conjugaison de paramètres, parmi lesquels : une évolution structurelle et défavorable de l'offre et une auto-restriction de la demande de soins par les étudiants :

- Une **procédure "parcours de soins" avec médecin traitant particulièrement complexe** et assez mal maîtrisé par les étudiants ;
- Un **effritement de l'accessibilité au système de soins de premiers recours** :
  - pénurie de praticiens sur certaines spécialités conduisant à des dépassements d'honoraires systématiques ;
  - médecins généralistes moins disponibles pour la population étudiante
  - centres de santé confrontés à des contraintes économiques croissantes

- Une **carence de structure de prise en charge du mal-être étudiant** et de la santé mentale au sens large ; les dispositifs existants étant saturés et en mal de financement.

L'étude réalisée en 2013-2014 montre en premier lieu que les habitudes des étudiants en matière de santé semblent relativement homogènes, même si les étudiants cohabitant sont davantage privilégiés dans leur accès aux soins en raison du soutien familial et à la présence d'un médecin de famille.

Quelle qu'en soit l'origine, il apparaît que le taux de renoncement aux soins est le plus élevé pour les étudiants vivant des situations de rupture, c'est-à-dire lors de **toutes les étapes qui ponctuent l'autonomisation progressive de ces jeunes vers le statut d'adulte** à part entière. Les principaux facteurs de renoncement aux soins cités par les étudiants sont : le manque de temps, l'absence de soignants connus ou de référents aisément accessibles (pour les étudiants venus d'ailleurs), et plus marginalement des contraintes budgétaires.

L'étude nous a également permis d'identifier que les étudiants ont une forte tendance à l'automédication et une grande méconnaissance des dispositifs (caractéristique de l'ensemble des jeunes en France).

Or **ces quelques périodes de renoncement peuvent avoir des conséquences durables**, d'une part sur le plan médical, et d'autre part sur le plan académique puis de l'insertion professionnelle, dès lors que des difficultés de santé non soignées lorsqu'elles sont bénignes prennent des proportions invalidantes lors de concours, d'examens, entretiens de recrutement, etc.

Enfin des travaux spécifiques ont été menés sur les questions de mal être et santé mentale en 2012-2013 par l'association Apsytube en association avec le Crous de Lyon pour évaluer un programme de prévention de la détresse psychologique des étudiants vivant en résidence universitaire.

Ce travail a permis de mettre en lumière que de nombreux étudiants (20% des étudiants concernés par le dispositif) connaissent un sentiment de détresse psychologique (anxiété, stress, problèmes relationnel, estime de soi, orientation). Il ressort de ce travail deux principaux moyens de lutter contre le mal être étudiant et les problématiques de santé mentale : renforcer les points écoute tout en travaillant sur les représentations des étudiants, former les personnels qui travaillent auprès des étudiants pour mieux détecter les situations de détresse.

Au-delà de cette initiative riche en apprentissage, les services de santé relèvent également la prégnance de ce mal-être étudiant et propose de plus en plus souvent aux étudiants des permanences de psychologue.

## **Les services de santé des établissements et la mission de prévention**

L'état des lieux des services de santé des établissements, réalisé en 2013 montre de grandes disparités au sein de l'Université de Lyon.

Au sein des établissements disposant d'un service de santé (SUMPPS pour les universités, infirmerie ou service de santé pour les écoles) il existe une grande hétérogénéité quant à l'organisation des

services, des moyens (humains, matériels et financiers), des outils utilisés, de l'exploitation des données.

On constate :

- L'expertise des professionnels de ces services en matière de « santé des étudiants et des conditions de vie étudiante » et l'insuffisance des outils pour harmoniser les données (notamment épidémiologiques) et ainsi disposer d'une vision d'ensemble de la santé des étudiants,
- La lourdeur de l'organisation de la visite obligatoire de médecine préventive au niveau administratif pour un taux de participation moyen. Chaque établissement organise cette visite selon des modalités différentes,
- de nombreuses initiatives de prévention répondant aux besoins des étudiants : développement d'ateliers thématiques autour du bien-être, de l'alimentation, de la gestion du stress, des formations PSC1, et des modules de sensibilisation destinés aux organisateurs de soirée,
- des établissements qui disposent de consultations de médecins spécialistes.

Par ailleurs, certains établissements ne disposent d'aucun service de santé. Ils assurent une visite de médecine préventive à leurs étudiants par le biais d'une convention passée avec le service de médecine préventive d'un autre établissement.

Fort de ces constats, les actions ou dispositifs envisagés tendent à répondre à trois enjeux principaux :

- Conserver un équilibre entre préventif et curatif
- Adapter les solutions aux spécificités des territoires
- Améliorer la connaissance des étudiants pour les rendre acteurs de leur propre santé

## **La santé des étudiants au cœur d'un plan d'actions ambitieux**

### **→ Améliorer l'accès aux soins des étudiants**

Les difficultés d'accès aux soins que rencontrent les étudiants résultent de nombreux facteurs qui parfois se cumulent. C'est pourquoi il est envisagé d'intervenir à différents niveaux :

- Réalisation et diffusion d'une campagne d'information massive, pédagogique, ludique et interactive pour faire connaître et comprendre les dispositifs de santé, les solutions, et les acteurs.
- Constitution d'un réseau coordonné de points d'écoute existants et renforcement des actions spécifiques sur le mal-être étudiant et la santé mentale.
- des solutions complémentaires sont à envisager en matière d'accès aux soins et à développer en fonction des besoins et potentialités du territoire :
  - La constitution d'un réseau d'omnipraticiens plutôt envisagé sur les territoires où la démographie médicale est satisfaisante (notamment présence de médecins généralistes conventionnés secteur 1...) tel que Saint Etienne...
  - La création de centres de santé sur les campus souffrant d'une faible démographie médicale. Le campus Portes des Alpes à Bron a notamment été identifié comme un site

privilegié pour accueillir un centre de santé (le campus LyonTech - La Doua à Villeurbanne constitue une autre piste de travail) ;

- La contractualisation avec des centres de santé existants (DGL et MGEN pour Lyon, dans la perspective d'organiser des consultations délocalisées, de proposer une réponse adaptée et concertée aux problèmes de mal être étudiant.

### → Renforcer la mission de prévention

En matière de prévention, il apparaît essentiel de développer une politique de prévention commune, avec des enjeux partagés et en lien avec les territoires. En ce sens, différentes pistes de travail complémentaires sont envisagées et à approfondir:

- A partir des conclusions du groupe de travail national tel que décrit dans la mesure 20 du Plan National Vie Etudiante, renforcer et harmoniser les modalités de la visite obligatoire de médecine préventive, et étudier l'opportunité d'inclure la prévention dentaire, d'améliorer le suivi vaccinal...
- Définir une politique partagée de prévention en direction des étudiants (en ciblant par exemple, une thématique prioritaire annuelle et commune à tous les services de santé et acteurs de la vie étudiante pour rendre les messages plus visibles), et intensifier les politiques de prévention dans plusieurs domaines prioritaires : santé sexuelle, conduites addictives, obésité et troubles du comportement alimentaires...
- Renforcer et mettre en commun les initiatives autour de l'organisation d'événements festifs, des conduites addictives,
- Renforcer les partenariats structurants avec les acteurs de la santé du territoire,
- Créer un dispositif d'étudiants relais en matière de prévention et d'information sur la santé,
- Renforcer le soutien et l'accompagnement des actions de prévention des associations étudiantes.

### → Améliorer la connaissance en matière de santé étudiante

De plus, afin de piloter au mieux une politique de santé étudiante au plus près des besoins des étudiants, il apparaît nécessaire d'harmoniser les données produites par les services de santé des établissements, à travers :

- la réalisation ou la participation à une enquête commune
- la création ou l'utilisation d'un outil commun permettant d'harmoniser les données issues des dossiers médicaux et paramédicaux. Il est envisagé notamment d'étudier la faisabilité de développer le logiciel calcium au sein des services de santé.

## Plan d'actions

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Améliorer l'accès aux soins des étudiants</b>	Constitution d'un réseau de médecins généralistes	2017
	Création 1 <sup>er</sup> centre de santé	2019
	Contractualisation avec les centres de santé existants	2016
	Création d'un réseau coordonné de points d'écoute sur le mal être étudiant	2017
	Lancement d'une campagne d'information	2018
<b>Renforcer la</b>	Définition d'une politique de prévention partagée	2017

<b>mission de prévention</b>		
<b>Améliorer la connaissance en matière de santé étudiante</b>	Enquête commune ou déploiement d'un outil commun d'harmonisation des données	2018

### 3. TRANSPORT/MOBILITE

Les implantations universitaires dans les agglomérations lyonnaises et stéphanoises sont relativement dispersées et révèlent des typologies urbaines variées : du campus très identifié (mais parfois éloigné) aux bâtiments implantés en centre-urbain.

De la même façon, les sites universitaires possèdent des caractéristiques variables en matière de desserte TC :

- Des sites avec une desserte TC extrêmement performante, en cœur de ville
- Des campus avec une ou des lignes de Transport en Commun en Site Propre (tramway)
- Des campus éloignés, desservis par des lignes de bus (à haut niveau de service ou non)

Il en résulte, notamment au sein de l'agglomération lyonnaise, des temps de trajet entre sites très contrastés selon les campus concernés :

	Campus LyonTech -la Doua	Campus C. Mérieux /Quais Berthelot	Campus C. Mérieux /Gerland	Campus C. Mérieux /Lyon Sud	Campus Porte des Alpes	Campus Lyon Santé Est	Campus Lyon Ouest Ecully	Campus Vaulx en Velin	Manufacture des Tabacs
Gare Part-Dieu	19 min	15 min	14 min	33 min	36 min	17 min	42 min	35 min	10 min
Gare Perrache	33 min	7 min	14 min	32 min	32 min	19 min	34 min	37 min	20 min
Gare Jean Macé	27 min	9 min	10 min	28 min	27 min	14 min	43 min	46 min	14 min
Centre-ville/Bellecour	22 min	13 min	22 min	35 min	33 min	13 min	33 min	34 min	13 min
Campus LyonTech -la Doua		29 min	44 min	52 min	57 min	35 min	57 min	39 min	22 min
Campus C. Mérieux/Quais Berthelot	29 min		18 min	37 min	33 min	22 min	46 min	42 min	16 min
Campus C. Mérieux/Gerland	44 min	17 min		25 min	37 min	21 min	53 min	49 min	22 min
Campus C. Mérieux/Lyon Sud	52 min	35 min	24 min		56 min	38 min	66 min	67 min	42 min
Campus Porte des Alpes	57 min	42 min	37 min	56 min		15 min	61 min	50 min	30 min
Campus Lyon Santé Est	35 min	22 min	21 min	38 min	15 min		41 min	47 min	10 min
Campus Lyon Ouest Ecully	57 min	46 min	53 min	66 min	61 min	41 min		80 min	43 min
Campus Vaulx en Velin	39 min	42 min	49 min	67 min	50 min	47 min	80 min		43 min
Manufacture des Tabacs	22 min	16 min	22 min	42 min	30 min	10 min	43 min	43 min	
		Légende :							
			< 15 min			41 à 50 min			
			16-20 min			51 à 60 min			
<b>Temps de trajet inter campus TC</b>			21 à 30 min			> 60 min			
			31 à 40 min						

Source : [www.onlymoov.com](http://www.onlymoov.com)

Le tableau ci-dessus montre ainsi que la desserte de certains campus de la métropole lyonnaise (Lyon Sud, Porte des Alpes, Lyon Ouest Ecully, Vaulx-en-Velin) ne permet pas d'accéder en transports en communs à un autre site universitaire ou à une centralité de l'agglomération (centre-ville/presqu'île, gares TGV et TER) en moins de 30 minutes ; à l'inverse, certains sites bénéficient d'une qualité d'accès satisfaisante (LyonTech-la Doua), voire de très grande qualité (Site des Quais-Berthelot, Gerland, Manufacture des Tabacs, Lyon Santé Est).

En termes de pratiques, les modes de déplacements du public universitaire, notamment étudiant, sont très spécifiques et sont en grande partie liés aux configurations même des sites :

- Certains campus regroupent un nombre important d'usagers, mais sont relativement « monofonctionnels » (assez rarement de logements sur les campus). Il en résulte des sollicitations massives et asymétriques des TC : des véhicules pleins (voire saturés) à l'aller et vides au retour (et inversement en fin de journée),
- Une utilisation des transports en commun non lissée sur l'année civile, rendant difficile un renforcement des certaines lignes de TC sans mener un diagnostic fin et sans prévoir une très grande adaptabilité de fonctionnement.

De plus, il devient de plus en plus impératif de mener en matière de transports une réflexion multi scalaire en matière de déplacements :

- inter-sites (liaisons Lyon-Saint Etienne-Bourg-Roanne) avec le développement de formations bi-sites et l'existence d'antennes universitaires hors de l'agglomération
- inter-campus au sein des agglomérations lyonnaises et stéphanoises, notamment afin de renforcer l'équité des sites en matière d'accessibilité modes doux
- internes aux campus (LyonTech-la Doua, Porte des Alpes) notamment afin d'encourager une transition vers les mobilités alternatives

## **Un diagnostic de l'offre, des besoins et des usages à réaliser**

La métropole de Lyon et l'université de Lyon pour aboutir à une mise en réseau satisfaisante des campus entre lesquels les mobilités étudiantes seront amenés à se développer, un diagnostic s'avère nécessaire sur l'ensemble des campus, afin d'obtenir une visibilité sur :

- l'offre de chaque site en matière de solutions de déplacements Les pratiques et usages par mode de déplacements, ainsi que les effectifs concernés par type d'usage
- les profils des différents usagers des transports en communs de façon à évaluer la pertinence de mener avec les acteurs compétents une réflexion sur la politique tarifaire
- les dysfonctionnements constatés et les solutions envisageables.

Du côté de l'agglomération stéphanoise, la connaissance de l'offre, des pratiques et des besoins, ainsi que les réflexions en matière d'actions à engager sont plus avancées : en effet, depuis 2011, Saint-Etienne Métropole a initié, en partenariat avec le Pôle Universitaire Stéphanois (PUSE) et la Ville, une démarche de Plan de Déplacements Inter Campus qui a permis de préciser, notamment au travers de questionnaires distribué auprès des usagers et d'une étude spécifique confiée à un bureau d'études, les différents cas de figure rencontrés selon les sites, et les solutions appropriées susceptibles d'être mises en œuvre.

## **Des initiatives novatrices à conforter ou à développer**

Des initiatives portées par le monde associatif ou les établissements :

- dispositif de concertation avec les usagers et exploitants et plan d'action proposé par l'association Fac Verte sur le campus Porte des Alpes
- dispositif Petite rustine (location de vélos et atelier de réparation) sur Porte des Alpes
- PDE sur certains campus

Des projets d'aménagement ou immobiliers pouvant avoir un impact sur les déplacements :

- Projets de construction de résidences sociales étudiantes sur les campus : Porte des Alpes, LyonTech-la Doua, Lyon Santé Est...susceptibles de réduire la pression TC
- Réduction (et optimisation) de l'offre de stationnement sur certains campus
- Egalement des projets de développement pouvant impliquer l'arrivée de nouveaux usagers (Porte des Alpes)

Une volonté de mise en œuvre d'une transition vers les mobilités douces et alternatives :

- Charte de transition énergétique en cours d'élaboration
- Réflexions (idées de faire ou « dispositifs tests ») sur l'auto partage

## **Mettre en place un dispositif de gouvernance et une stratégie en matière de déplacements partagée entre les acteurs du territoire**

La démarche stéphanoise de Plan de Déplacements Inter Campus a permis de mener, sur la base d'un diagnostic complet, des réflexions partenariales à propos de la mobilité des étudiants et des salariés des établissements, et de définir un plan d'actions global, relevant des transports collectifs mais aussi des modes alternatifs comme le covoiturage.

Pour ce qui concerne l'agglomération lyonnaise, le Sytral, Autorité Organisatrice des Transports Urbains, mène actuellement la révision du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole. A ce titre, il a réalisé une vaste Enquête déplacements afin de définir des diagnostics partagés, les enjeux et les objectifs à inscrire dans le prochain Plan de Déplacements Urbains. L'Université de Lyon est associée à l'ensemble de cette démarche.

Aussi, ce partenariat en cours de développement entre le Sytral et les services de la Métropole et de l'Université de Lyon serait à conforter et à pérenniser dans le cadre du Schéma de Développement Universitaire ; à ce titre, le Plan d'Amélioration de la Vie Etudiante propose :

- de développer sur l'agglomération lyonnaise la mise en œuvre d'un dispositif spécifique et partenarial de gouvernance et de réflexion en matière de déplacements et mobilités associant la Métropole de Lyon, l'Université de Lyon, les établissements, les communes et le Sytral, ainsi que tout autre acteur compétent en matière de transports et mobilités,
- l'élaboration d'un Plan de Déplacements Inter Campus sur l'agglomération,
- à terme, la mise en place d'une démarche de mise en cohérence des dispositifs et des plans d'action entre agglomérations, de type « inter-PDIC », pourrait être envisagée.



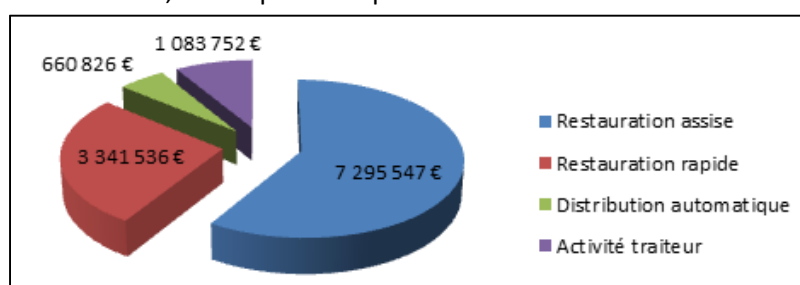
## Plan d'actions

Objectif	Actions	Calendrier
<b>Définir une stratégie en matière de déplacements partagée entre les acteurs du territoire</b>	Réalisation d'un diagnostic fin de l'état de l'offre et des besoins, ainsi que des pratiques	2016-2020
	Identification et accompagnement d'initiatives novatrices	
	Mise en place d'un dispositif de gouvernance et une stratégie en matière de déplacements partagée entre les acteurs du territoire	2016-2020
	Elaboration d'un plan de déplacements inter campus	

### 4. RESTAURATION SOCIALE

La restauration au CROUS de Lyon, ce sont par an, 4 millions de repas et 11 255 places de restauration réparties sur 15 restaurants, 24 cafétérias et 146 distributeurs automatiques. La restauration agréée représente près de 350 000 repas.

En termes de chiffre d'affaires, cela représente pour 2014 :



En moyenne, un étudiant sur deux fréquente la restauration du CROUS ce qui est un score relativement positif, car le principal concurrent, et de très loin, reste l'habitation de l'étudiant.

Bien entendu, la fréquentation est d'abord corrélée à la proximité et ensuite au rythme de la journée de cours ; ainsi des structures du CROUS sont mieux fréquentées par les étudiants en IUT ou sur les campus où des structures de restauration sont très proches comme sur le campus de Bron – Porte des Alpes.

Enfin, les structures CROUS sont victimes d'un défaut d'information car on constate une fréquentation supérieure en master par rapport à la licence de près de 4 points, alors que selon toute logique, c'est l'étudiant en licence, moins indépendant, qui devrait être majoritaire.

On ne doit pas sous-estimer l'importance de la restauration universitaire sur la santé des étudiants. En effet, dans les enquêtes réalisées par le CROUS, 75% des étudiants interrogés déclarent que la restauration universitaire les aide à manger équilibré et, mieux encore, 65% de ceux qui fréquentent les restaurants universitaires au moins trois fois par semaine ont une alimentation conforme au Plan National Nutrition Santé.

Les derniers résultats de l'OVE montrent que la restauration sur les campus est une préoccupation des étudiants au quotidien. La fréquentation des restaurants universitaires est corrélée au type

d'études suivies qui détermine le temps de présence sur le lieu d'enseignement. De plus, le temps de pause méridienne dont disposent les étudiants est l'un des déterminants essentiels de la fréquentation des restaurants universitaires.

Parallèlement, on observe l'émergence de nombreuses initiatives étudiantes autour des questions d'alimentation : succès des ateliers cuisine, dynamisme associatif autour des projets de type AMAP, développement de deux Agoraé à Lyon et Saint-Etienne qui proposent un accès à une épicerie solidaire aux étudiants en difficulté... autant de démarches qui cherchent à concilier qualité alimentaire, budget serré et lutte contre le gaspillage.

## **Un schéma directeur de la restauration universitaire sociale pour une meilleure réponse aux besoins**

Le CROUS a lancé la réalisation d'un schéma directeur de la restauration sur les 10 prochaines années. Les étapes de cette réflexion seront disponibles à l'automne 2016, le plan stratégique finalisé à l'été 2017. Ce schéma directeur de la restauration permettra de consolider un diagnostic exhaustif de la restauration universitaire, définir une stratégie en matière de restauration universitaire avec des scénarii d'évolution, et de définir un plan d'actions pour les 10 années à venir.

En complément, des études spécifiques sur certains campus traitent également des actions à entreprendre en matière de restauration (sandwicherie centrale, Puvis de Chavannes, Tréfilerie). Ce schéma directeur et ces études viendront compléter une démarche d'évolution déjà amorcée puisque 2015 fera l'objet de plusieurs fermetures au profit d'ouvertures de structures implantées dans des sites stratégiques.

## **Adapter la restauration sociale aux nouveaux usages, notamment en matière d'alimentation et de rythmes de vie**

Outre les préconisations qui seront formulées dans le cadre du Schéma directeur de la restauration, les actions menées par les acteurs de la restauration universitaire viseront à atteindre trois grands objectifs :

- rendre la restauration universitaire plus attractive et en phase avec tous les usagers dont les étudiants (étudiants, enseignants, administratifs, etc...)
- faire des restaurants universitaires de véritables lieux de vie étudiants et de socialisation
- Utiliser les sites de la restauration comme des lieux éducatifs ; pour apprendre à manger équilibré, facteur de bonne santé, et pour découvrir une consommation citoyenne : manger des produits de saison, des produits de proximité et découvrir l'agriculture biologique.

A ce titre, différentes actions sont proposées :

- étudier et mieux connaître, avec le Schéma directeur de la restauration, les usages du public étudiant en matière d'alimentation : temps de pause méridienne, type de restauration utilisé, possibilités ou non de repas pris dans des locaux mis à disposition sur les sites universitaires...

- renforcer et diversifier l'offre de restauration de proximité sur l'ensemble des lieux d'études en partenariat avec les établissements ;
- Développer la communication en particulier auprès des étudiants primo-arrivants pour leur présenter tous les avantages de la restauration universitaire (prix, qualité des produits, repas équilibrés...)
- Animer une réflexion autour de la mise en place d'une charte avec l'ensemble des établissements, instituant une pause méridienne permettant à tous les étudiants et pendant toute l'année universitaire, de consommer un repas équilibré entre 12h et 14h.
- en partenariat avec le(s) établissement(s) concerné(s), créer (ou faire évoluer les équipements existants lors de leur rénovation) des lieux mixtes : «restauration/travail/détente », modulables selon les temps de la journée ;
- développer les petits lieux de restauration centraux et conviviaux, propices aux échanges ou travaux en commun ;
- harmoniser la signalétique dans les structures de restauration du CROUS et poursuivre la campagne de relooking des cafétérias entamée en 2015.
- Développer les actions sur le bien manger :
  - l'équilibre alimentaire
  - la sensibilisation aux produits cultivés en proximité et à l'agriculture biologique
  - la rencontre avec les producteurs locaux.
- Faire du CROUS, un partenaire privilégié des établissements pour la restauration sur les campus.

## Plan d'actions

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Rendre la restauration universitaire plus attractive</b>	Construire un diagnostic partagé et exhaustif de la restauration universitaire et des usages et définir un plan d'actions	Fin 2016
	Renforcer la qualité des produits proposés et valoriser les filières courtes	A partir de 2016
	Mener une campagne de relooking des cafeterias	2015-2018
	Développer la communication en particulier auprès des étudiants primo-arrivants	A partir de 2016
	Animer une réflexion autour de la mise en place d'une charte, instituant une pause méridienne	2017
<b>Faire des lieux de restauration du Crous des lieux éducatifs</b>	Faire du restaurant universitaire un lieu de prévention auprès des étudiants.	2015-2018
	Développer les actions sur le bien manger : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'équilibre alimentaire</li> <li>- la sensibilisation aux produits cultivés en proximité et à l'agriculture biologique</li> <li>- la rencontre avec les producteurs locaux.</li> </ul>	2016
	Faire des restaurants de vecteurs culturels (expositions, photos, peinture, sculptures...) mais aussi par toutes les formes de spectacles vivants (théâtre, danse, arts du cirque...)	A partir de 2016

<b>Faire des lieux de restauration du Crous de véritables lieux de vie</b>	Créer (ou faire évoluer) des lieux mixtes modulables
	Développer les petits lieux de restauration centraux et conviviaux

## 5. POLITIQUE SOCIALE

Les grandes missions de l'Université de Lyon et du CROUS sont bien de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de tous les publics étudiants et particulièrement des étudiants les moins favorisés.

L'accès à une bourse sur critères sociaux qui concerne près de 28% des étudiants de l'académie de Lyon améliore l'égalité des chances et la démocratisation de l'enseignement supérieur.

### → Un acteur majeur : le CROUS

La politique sociale est tout d'abord celle portée par le CROUS à travers les dotations de l'Etat tant pour les bourses sur critères sociaux que pour les aides d'urgences annuelles ou ponctuelles. Mais plus globalement, la politique sociale fait partie intégrante de toutes les missions du CROUS à travers les logements en résidence universitaire et la question du lien social dans ces lieux, la restauration universitaire ou l'accès à la culture, le soutien apporté par les assistantes sociales du CROUS. Par ailleurs, les personnels du CROUS sont spécifiquement formés et sont à l'écoute des étudiants pour faciliter leur quotidien tant en matière d'accueil, d'hébergement ou de restauration.

### → Les établissements

Parallèlement, les établissements d'enseignement supérieurs mènent des politiques sociales en direction de leurs étudiants et en complémentarité des actions du Crous. Les montants ainsi que les actions elles-mêmes sont variables selon les établissements et se traduisent par des dispenses (totales ou partielles) des frais d'inscription, des aides financières directes, la prise en charge de ticket repas ou de nuitées d'urgence...

### → Les initiatives étudiantes

Enfin, il convient de noter les initiatives remarquables mises en œuvre par les associations étudiantes qui contribuent également à renforcer la politique sociale. Entre autres initiatives, la création de deux Agoraé à l'échelle du site ; l'une créée en 2011 à Lyon par l'association Gaelis et l'autre créée à Saint-Etienne, en 2014, par la FASEE. Ces espaces d'échanges et de solidarité qui se composent d'un lieu de vie ouvert à tous et d'une épicerie solidaire accessible sur critères sociaux sont gérés par des étudiants afin d'encourager la solidarité par les pairs.

## Une politique sociale et locale

La politique sociale se fait et se pense avec les étudiants et pour les étudiants. En effet, le CROUS de Lyon s'emploie à associer au maximum les étudiants, élus ou volontaires, à participer à des actions communes visant à l'amélioration des conditions de vie, au vivre ensemble et au bien-être.

Ainsi, au-delà de leurs fonctions institutionnelles (vice-présidence CA du CROUS, participation aux commissions) les étudiants élus ou volontaires sont des relais de la politique sociale de l'établissement auprès des étudiants et également des acteurs de la vie étudiante.

De même, dans les résidences du CROUS, les étudiants ont un rôle actif à jouer de par leur implication au sein des conseils de résidence et sont invités à être force de proposition en matière d'animation, de partage des cultures (atelier cuisine, danse, ...).

Ainsi, en 2014/2015, environ 1000 animations ont été mises en place au sein des résidences, notamment grâce à des animateurs et au recrutement de 6 volontaires en mission de service civique en charge de l'animation en résidence. Pour la période 2015/2016, le Crous prévoit de recruter 10 volontaires avec pour objectif de doubler le nombre d'animation.

D'autres actions et dispositifs concourent au développement de l'action sociale. Ainsi, dans sa volonté de rompre l'isolement, le CROUS est lié par convention avec l'association APSYTUDE et mène avec elle l'action *PORTE T'APPORTE* au sein des résidences. Cette action financée et soutenue par la Région Rhône Alpes et l'Agence Régionale de Santé, permet en premier lieu de disposer d'une « photographie » en temps réel du mal-être et de la santé mentale des résidents (elle est menée deux fois dans l'année par des étudiants en psychologie), et de mettre en place des points écoutes dans les résidences et de former les personnels du CROUS à la prévention du suicide.

Concernant l'emploi étudiant, les enquêtes récentes de l'OVE montrent qu'environ 45% des étudiants déclarent une activité rémunérée pendant l'année universitaire. Or, certains étudiants n'arrivent pas à trouver facilement de « job » étudiant. C'est pourquoi, le service social du CROUS, en s'appuyant sur des partenaires extérieurs (CRIJ/BIJ) a mené une action pour favoriser la recherche de job au moyen d'ateliers co animés par des étudiants et des professionnels.

En matière d'aide financière, le CROUS et les établissements soutiennent de nombreux projets visant à développer la citoyenneté étudiante à travers le programme Culture Actions et les volets sociaux et culturels du FSDIE.

## **Améliorer l'accès aux droits de tous les étudiants à travers une communication renforcée**

La politique sociale doit avoir un fort volet communication pour soutenir les étudiants qui sont dans des situations particulières, lutter contre les situations de non-recours et mieux informer les publics spécifiques que peuvent être les étudiants internationaux venant à titre individuel, les étudiants en situation de handicap (renforcement de la convention déjà existante avec l'APF), les étudiants venant pour un semestre, un stage, les apprentis, etc.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le Portail de la Vie de l'Etudiant propose un lieu unique pour informer les étudiants sur leurs droits et les guider dans leurs démarches : logement, service social, culture, mais aussi pour les informations locales pour faciliter la vie quotidienne de l'étudiant. Au-delà de cet outil, il est prévu de renforcer la communication commune (établissements, COMUE, collectivités, CROUS) en matière de vie étudiante en s'appuyant sur le Portail Vie Etudiante national où seront développées les informations locales afin que cet outil soit la référence unique pour tous les

étudiants. Il s'agira également d'identifier le système le plus opportun (espace multiservices ou réseau labellisé) pour informer et faciliter la réalisation des démarches administratives des étudiants internationaux et des primo-arrivants.

## Améliorer l'accueil et assurer un niveau de service identique

1. Maintenir un accueil physique de qualité en complément du PVE et un même niveau de service quel que soit le lieu
2. Renforcer l'accueil des publics étudiants spécifiques (étudiants en situation de handicap, étudiants internationaux, ...)
3. Mener une politique sociale de qualité et un traitement identique des situations par la création d'un service social unique au CROUS/favoriser l'accès aux services sociaux des petites villes.

## Plan d'actions

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Améliorer l'accès aux droits et l'accueil de tous les étudiants</b>	Renforcer la communication commune (établissement, COMUE, collectivités, CROUS) en matière de vie étudiante en s'appuyant sur le Portail Vie Etudiante national ou seront développées les informations locales afin que cet outil soit la référence unique pour tous les étudiants	2016
	Maintenir un accueil physique de qualité en complément du PVE et un même niveau de service quel que soit le lieu	2018
	Mener une politique sociale de qualité et un traitement identique des situations par la création d'un service social unique au CROUS/favoriser l'accès aux services sociaux des petites villes.	2018
	Travailler à une gestion unifiée du FSDIE social	2020

## 6. POLITIQUE D'ACCUEIL CIBLEE

La mise en place d'une politique volontariste réunissant tous les acteurs concernés aura pour objet d'identifier des dispositifs particuliers pour les étudiants identifiés en situation de fragilité.

### 6.1. Etudiants salariés

La concertation conduite dans le cadre de la commission vie étudiante a révélé des attentes en matière de salariat étudiants. Les établissements d'enseignement supérieur développent des politiques traitant de ce sujet. Ainsi, il est envisagé de réaliser un état des lieux et d'identifier les marges de progression à l'échelle du site, notamment en termes de propositions d'offres d'emplois étudiants sur les campus.

## Plan d'actions

Objectif	Actions	Calendrier
<b>Améliorer la connaissance du salariat étudiant à l'échelle du site</b>	Réalisation d'un état des lieux et plan d'actions	2018

### 6.2. Etudiants en situation de handicap

En 2013/2014, 1 141 étudiants en situation de handicap se sont déclarés au sein des établissements membres de l'Université de Lyon, dont pour les plus situations les plus représentées : 37% d'étudiants présentant des troubles du langage (DYS-), 16% d'étudiants présentant un handicap moteur, 14,5% des troubles de santé, 11,7% une déficience visuelle.

L'augmentation du nombre d'étudiants en situation de handicap dans l'enseignement supérieur est constante. Les troubles DYS- étant le handicap le plus représenté depuis plusieurs années, avec un taux plus important en école qu'en université.

Face à cette augmentation, il est apparu nécessaire de construire une réflexion collective concertée, appuyée par une action de coordination, la mise en place d'outils et de formations adaptés, la structuration de partenariats et de conventionnements spécifiques et la mise en lien des besoins du terrain avec les projets de recherche réalisés.

#### **Poursuivre la qualité de l'engagement en faveur des étudiants en situation de handicap**

L'Université de Lyon travaille directement en lien avec les référents handicap des établissements. Elle leur offre des formations et sensibilisation ciblées sur leurs besoins, leur permet un échange de pratiques régulier, valorise leurs actions, rassemble et communique toutes les informations utiles destinées aux étudiants et futurs étudiants en situation de handicap. En lien avec les référents des établissements, de multiples outils ont été créés afin de faciliter l'accès à l'information des étudiants et futurs étudiants.

Le travail entrepris depuis plusieurs années se poursuit en termes de continuité des parcours secondaire/supérieur, d'information et d'accompagnement des élèves aux études supérieures et se traduit désormais par des rencontres avec des professionnels du secondaire, en s'appuyant sur des supports de communication dédiés.

Dans cette optique, il s'agira d'œuvrer pour faciliter le travail des équipes des services handicap des établissements et des équipes des services de médecine préventive, en maintenant et renforçant les actions structurantes engagées et en répondant aux besoins des établissements de manière mutualisée en matière de formation et de sensibilisation .

En parallèle, il s'agira également de faciliter l'inclusion des étudiants en situation de handicap en améliorant leur accès aux services par plusieurs actions comme la mise en place d'une commission d'attribution pour les logements adaptés du CROUS ou un accompagnement commun renforcé sur les aspects méthodologiques et d'acculturation aux spécificités d'apprentissage dans l'enseignement supérieur.

## Plan d'actions

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Faciliter le travail des missions handicap et des services de médecine préventive</b>	Echanges d'informations et de matériel adapté facilités	2017
	Traitement des dossiers facilité	2019
	Modules de formation mutualisés	2016
	Actions de sensibilisation renforcées	2016
	Soutien des établissements dans la rédaction de leurs schémas directeurs	2016
<b>Faciliter l'inclusion des étudiants en situation de handicap en améliorant leur accès aux services</b>	Commission d'attribution pour les logements adaptés	2016
	Accompagnement commun renforcé	2017

### 6.3. Etudiants internationaux

L'accueil des étudiants sur le territoire est un enjeu fort en matière d'attractivité, partagé par de nombreux acteurs. Au niveau des établissements d'enseignement supérieur du site, sont accueillis :

Au sein des établissements l'enjeu en matière d'accueil est de faciliter l'intégration des étudiants dans leur établissement en leur permettant d'identifier aisément et rapidement l'ensemble des outils et services mis à leur disposition. Concrètement, chaque établissement propose différentes modalités d'accueil, parmi lesquelles il convient de citer :

- les journées d'accueil de la rentrée,
- les programmes d'intégration,
- les systèmes de parrainage permettant un échange linguistique et culturel avec un étudiant,
- les visites touristiques et culturelles visant à faire découvrir le patrimoine local,
- les services liés à l'installation, par exemple les dispositifs de mise en relation d'étudiants pour faciliter les recherches de colocation.

De nombreux établissements proposent également un guide d'accueil, souvent disponible en version papier et numérique.

Le CROUS de Lyon propose également des dispositifs spéciaux sur les problématiques d'accueil:

- en matière de logement dans et hors CROUS : par un accompagnement personnalisé



- et en matière d'intégration : par des actions d'animation et de soutiens psychologiques spécifiquement dédiés aux étudiants étrangers.

Les associations étudiantes, qu'elles soient communautaires ou œuvrant dans le champ de l'accueil, proposent par ailleurs de nombreuses soirées et activités d'accueil, de découverte et d'intégration.

## **Des dispositifs d'accueil complémentaires**

En plus des actions d'accueil des établissements, deux dispositifs d'accueil mutualisés des étudiants internationaux sont organisés en début d'année universitaire à Lyon ainsi qu'à Saint-Etienne. Ces dispositifs, bien que présentant chacun leur spécificités, s'adressent principalement aux étudiants internationaux et visent à simplifier leurs démarches administratives en particulier les démarches de renouvellement du titre de séjour. Cette mission prioritaire est l'occasion de proposer une offre de services plus larges (logement, transport, santé, loisirs...) dans des configurations de partenariats uniques autour de l'Université de Lyon et ses établissements membres, la Préfecture, les municipalités, les métropoles, le Crous, le Rectorat et d'autres acteurs.

- Le dispositif lyonnais, *Students Welcome Desk*, accueille plusieurs guichets de la Préfecture au sein d'un espace dédié qui est accueilli depuis 2015 dans les locaux de l'Université de Lyon.
- Le dispositif stéphanois appelé *Sesam* (Saint-Etienne Espace d'Accueil Mutualisé) prévoit l'instruction du dossier de renouvellement de titre de séjour. Il est porté par les établissements d'enseignement supérieur, en lien étroit avec la ville de Saint-Etienne et le Crous,

Autour de ces dispositifs qui se déroulent sur plusieurs semaines entre septembre et octobre se déclinent d'autres manifestations plus festives souvent proposées par les villes et visant à faire découvrir le territoire et à faciliter l'intégration. A titre d'exemple, il convient de citer :

- A Saint Etienne : *Sainté Accueille ses étudiants* est un évènement d'accueil se déroulant sur une quinzaine de jours et proposant de nombreuses animations pour découvrir toutes les richesses de Saint-Etienne.
- A Lyon : La Nuit des Etudiants du Monde, une grande soirée d'accueil pour les étudiants du Monde venus étudier en France

## **Une démarche commune autour de la question de l'accueil des étudiants internationaux**

En juin 2015, la Ville de Lyon, le Grand Lyon, le Crous et l'Université de Lyon ont organisé un séminaire portant sur l'accueil, la communication et l'intégration. L'objectif de ce séminaire était de réunir les acteurs de l'attractivité universitaire (direction des relations internationales des établissements, élus étudiants, personnalités extérieures...) afin d'identifier des pistes de travail communes sur une politique global d'accueil à partir de l'état des lieux de l'existant.

## Définir une politique globale d'accueil

Plusieurs pistes de travail donnent actuellement lieu à des rencontres et à des groupes de travail :

- Se doter d'une culture commune de l'accueil : élaboration d'une charte, référentiel et label « accueil » ;
- Construire une communication commune et partagée : cibler des actions, des messages communs et les canaux de communication appropriés ;
- Identifier et mettre en œuvre quelques événements collectifs phares au bénéfice des étudiants internationaux ;
- Renforcer les partenariats structurants pour une meilleure articulation de la chaîne d'accueil ; pour ce faire, il est envisagé de :
  - Réaliser une cartographie et renforcer la mise en réseau des acteurs de l'accueil et de la communication,
  - Optimiser les actions, les dispositifs et les outils existants en matière d'accueil.

### Plan d'actions

Objectif	Actions	Calendrier
<b>Renforcer la qualité de l'accueil des étudiants internationaux</b>	Définition d'une politique globale d'accueil	2016-2020

## AXE 2 : AMELIORER LA QUALITE DE VIE ETUDIANTE ET FAVORISER UNE CITOYENNETE ACTIVE

### 1. SPORT

#### L'accès aux équipements et à la pratique sportive des étudiants

##### → Un déficit en équipements sportifs significatif à l'échelle de Lyon et Saint-Etienne

D'après le RES 2015, l'agglomération lyonnaise compte un taux d'équipements sportifs deux fois inférieur à la moyenne nationale (25 équipements pour 10000 habitants contre 50 en France Métropolitaine). De plus, les communes de Lyon Métropole les moins équipées sont celles se situant le plus au centre du territoire (dont Lyon et Villeurbanne).

Les agglomérations de Saint-Etienne, Roanne et Bourg en Bresse quant à elles enregistrent de meilleurs taux d'équipements mais ceux-ci restent inférieurs à la moyenne nationale.

Actuellement, le développement du sport universitaire repose principalement sur deux acteurs :

- Les communes qui de façon majoritaire gèrent le parc d'équipements sportifs et son accès,
- La Région Rhône alpes qui intervient sur les projets de développement de la vie étudiante sur les campus.

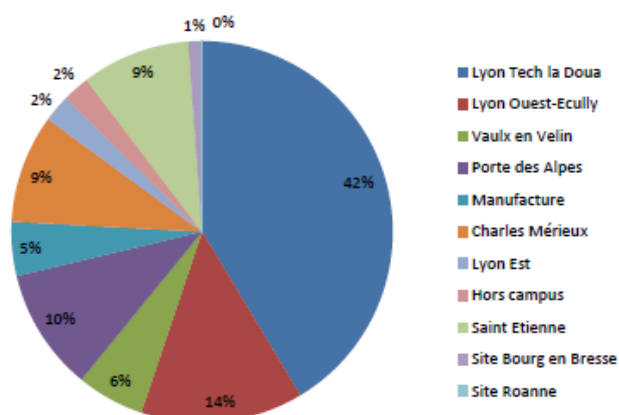
##### → Les établissements : une pratique sportive généralisée à l'échelle de l'UdL...mais un accès qui reste inégalitaire

A l'échelle du site, la très grande majorité des établissements d'enseignement supérieur mettent en œuvre un politique en faveur de la pratique sportive des étudiants. Différents moyens d'accès à la pratique sportive existent : enseignement faisant l'objet d'une notation, enseignement facultatif, pratique avec une association sportive universitaire, pratique libre ou autonome. On constate toutefois, une grande disparité d'un établissement à l'autre.

Cependant, malgré une pratique généralisée au sein de l'Université de Lyon, les étudiants ne bénéficient pas des mêmes conditions d'accès à la pratique sportive. Deux principaux facteurs conditionnent cet accès : le taux d'équipement de l'établissement et la politique sportive.

L'Université de Lyon enregistre une moyenne de 0.67 équipements sportifs universitaires pour 1000 étudiants, mais ce taux n'est pas également réparti entre les différents sites. En effet, si certains sites enregistrent un taux d'équipement satisfaisant (le site de Lyon Ouest Ecully, le campus de la Doua, le site de l'ENS...) d'autres sites ne possèdent que peu voire aucun équipement sportif propre (le site de la Manufacture des Tabacs, les sites de Saint Etienne, de Roanne, Bourg en Bresse...).

Répartition géographique des équipements sportifs universitaires



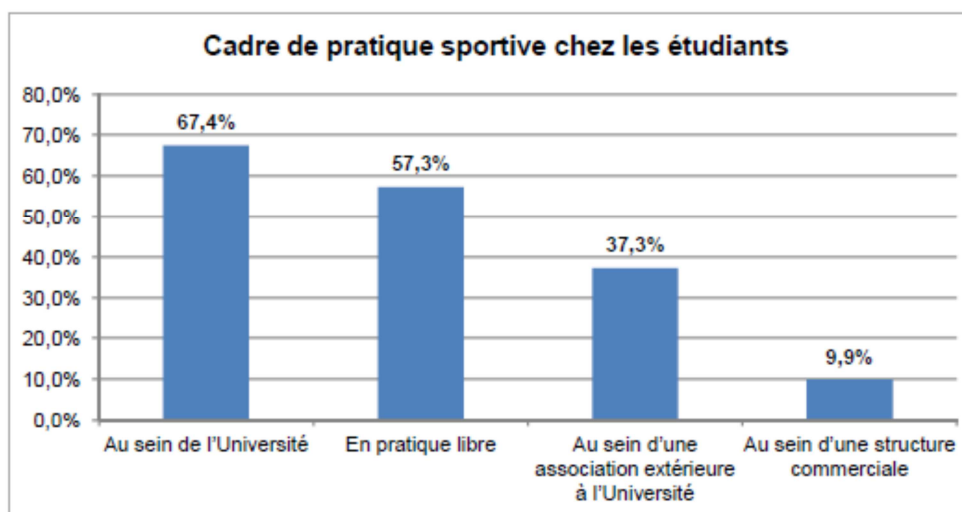
*C'est le campus LyonTech-la Doua qui accueille le plus d'équipements sportifs. Ces équipements bénéficient aux étudiants de plusieurs établissements : l'Université Claude Bernard, l'INSA, CPE, l'ENSSIB, l'Université Lumière et l'Université Jean Moulin.*

Certains établissements cumulent de nombreuses modalités d'accès à la pratique sportive (enseignement noté, facultatif, pratique avec une association sportive, pratique libre...). Dans d'autres, la pratique repose bien souvent sur l'association sportive étudiante ou à travers la mise en place de collaborations entre établissements (qui restent cependant limités compte tenu de la tension...)

En matière d'activités proposées, une grande variété existe au sein de l'Université de Lyon. A l'échelle du site, 15 familles d'activités sont présentes soit via les équipements du site, soit via des équipements extérieurs. Au total c'est une quarantaine d'activités sportives qui sont proposées sur l'ensemble du site. Cependant, dans ce domaine également il existe une profonde disparité d'un site à l'autre.

### → La pratique sportive des étudiants

L'enquête réalisée en 2014 montre que 86% des étudiants pratiquent une activité physique et sportive (toutes modalités de pratique confondues). Parmi ces étudiants, 67% déclarent pratiquer une activité sportive au sein de leur établissement (association sportive, créneaux d'encadrement proposé par l'établissement, cours obligatoire/bonifié) et 20% des étudiants ne pratiquent que dans le cadre universitaire.



*(Sens de lecture : 67,4% des étudiants pratiquants, pratiquent au sein de l'université)*

De manière très majoritaire, les étudiants pratiquent une activité sportive à des fins de « santé/bien être » et de « loisirs »

Le principal motif de non-pratique évoqué est le manque de temps (59% des réponses). Près d'un tiers des répondants déclarent « avoir d'autres centres d'intérêt que l'activité sportive » ou « ne pas disposer de créneaux d'encadrement à leur convenance ».

Au cours de cette enquête, les étudiants ont fait ressortir de fortes attentes en matière d'encadrement de pratique, de disponibilité d'équipement et de lisibilité de l'offre (localisation des infrastructures sportives et accès à l'information liée à l'offre sportive universitaire).

## Développer une politique sportive de site

Si le diagnostic met en avant des problématiques propres à chaque site, il n'en demeure pas moins que les enjeux à travers les différentes pratiques restent les mêmes.

Les pistes de travail pour définir une politique de site pourraient porter sur :

- l'amélioration de la lisibilité de l'offre à l'échelle du site
- la définition d'une offre sportive de base
- l'élaboration d'une Charte du sport dans les établissements d'enseignement supérieur (dont l'accompagnement des sportifs de haut niveau)

En priorité, un plan d'amélioration de l'accès aux équipements sportifs sur le territoire à construire avec les différents acteurs et financeurs du territoire permettrait d'explorer les pistes suivantes pour développer les créneaux de l'offre :

- création de nouveaux équipements (stratégie de co-financement et de co-gestion des équipements, modularité des espaces) ;
- mutualisations internes aux établissements de l'Université de Lyon;
- développement de conventions pour l'accès aux équipements des collectivités ;
- entretien et rénovation du parc universitaire.

## Plan d'actions

Objectif	Actions	Calendrier
<b>Développer une politique sportive de site</b>	Pistes de travail à explorer avec les acteurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'amélioration de la lisibilité de l'offre à l'échelle du site</li><li>- la définition d'une offre sportive de base</li><li>- plan d'amélioration d'accès aux équipements sportifs</li></ul>	2016-2020

## 2. CULTURE

Le site Lyon Saint-Etienne est particulièrement atypique en matière de culture. C'est le seul site en France où cohabitent un nombre important d'établissements d'enseignement supérieur dans le domaine de la culture, dont certains sont uniques à l'échelle nationale : l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre (ENSATT), le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse (CNSMD), l'Ecole Supérieure des Arts et Design de Saint-Etienne (ESADSE), l'Ecole des Beaux-Arts de Lyon (ENSBA), l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon (ENSAL) et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Etienne (ENSASE). Ces établissements associés de l'Université de Lyon constituent un atout important aux côtés des autres établissements d'enseignement supérieur et du CROUS pour le dynamisme artistique et culturel du site qui se caractérise par :

- une offre ambitieuse et foisonnante des établissements s'appuyant sur les missions culture, les initiatives des enseignants chercheurs et sur un réseau dense de partenaires culturels locaux et nationaux, qui vise à favoriser principalement l'éveil artistique, les pratiques amateurs et le soutien aux initiatives des associations étudiantes ;
- une programmation riche et variée : expositions, festivals, concerts, spectacles vivants, cycles de conférences ;
- une variété de dispositifs facilitant l'accès des étudiants à la culture (carnet culture, bon plans, etc.) sont proposés par les établissements et le CROUS, en plus et parfois en complémentarité des offres des communes ;
- un fort dynamisme associatif avec de nombreux projets culturels (financés notamment à travers les dispositifs FSDIE et Culture Actions du CROUS) qui témoignent d'une grande vitalité en matière artistique et culturelle ;
- des équipements à vocation ouverte qui sont pour certains d'entre eux à la fois lieu d'exercice, d'apprentissage et de création: théâtre, galerie, salle de spectacle, salle de musique, auditorium, amphithéâtre ;
- une offre culturelle et d'animation proposée par le CROUS dans toutes ses résidences) ;
- une orientation du projet artistique, pour certains établissements, vers le dialogue entre Arts et Sciences ;
- un patrimoine scientifique et des collections remarquables au sein des établissements.

Cette activité culturelle des établissements se développe dans un terreau déjà fertile, riche de créativité et d'ambition portée par les municipalités et les métropoles. Tout comme les

établissements et bien que chaque collectivité aient sa spécificité, elles se retrouvent dans un projet commun qui vise la création, l'accès de tous à la culture, la valorisation du patrimoine.

Toutefois, il convient de conforter et renforcer ces démarches, de leur donner plus de lisibilité et de développer des synergies.

## **Poursuivre la co-construction d'un écosystème d'acteurs de la culture**

Pour ce faire trois leviers d'action sont identifiés :

- développer un projet culturel de territoire en renforçant la coordination des actions culturelles entre équipements culturels, artistes, établissements d'enseignement supérieur, étudiants, Crous, et collectivités territoriales,
- encourager la participation de la Comue aux grands événements culturels du territoire,
- identifier ou créer des espaces de production, de création ou de répétition dans une logique de modularité.

## **Encourager l'accès à la culture, valoriser et stimuler la création**

→ Faciliter l'accès à la culture en simplifiant l'accès aux établissements culturels et encourager les pratiques culturelles et artistiques des étudiants

Les pistes de travail suivantes, dont certaines sont déjà à l'étude, seront concertées avec les acteurs du territoire :

- optimisation des dispositifs existants de type pass culture et étude de la faisabilité d'une carte unique de territoire,
- améliorer la reconnaissance :
  - o expérimenter la mise en place d'un passeport culturel pour les étudiants,
  - o étudier l'opportunité de créer un événement de type « festival des arts étudiants » à Lyon en lien avec la Métropole et le Fest'U stéphanois dont l'ampleur se confirme d'année en année.
- intégrer les nouveaux usages numériques,
- création d'un agenda culturel des établissements,
- développement des appels à projets.

## **Renforcer la visibilité du patrimoine culturel, artistique des établissements et des campus**

Les établissements d'enseignement supérieur sont riches d'un patrimoine artistique et culturel bien souvent méconnu qu'il convient de rendre plus visible :

- Réalisation d'un état des lieux du patrimoine des établissements et participation au projet "Atlas Muséum" pour la valorisation du patrimoine artistique et culturel universitaire<sup>2</sup>,
- Création de balades et de parcours au sein des campus, visant notamment à faire connaître le patrimoine des sites et des établissements aux étudiants de l'ensemble de l'agglomération

---

<sup>2</sup> Atlasmuseum est un site contributif permettant d'inventorier, de documenter et de géo-localiser les œuvres d'art public : <http://publicartmuseum.net/wiki/Accueil>

## Plan d'actions

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Poursuivre la co-construction d'un écosystème d'acteurs de la culture</b>	Pistes de travail à conforter avec les acteurs du territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- développer un projet culturel de territoire,</li> <li>- encourager la participation de la Comue aux grands événements culturels du territoire,</li> <li>- identifier/créer des espaces de production/création/répétition; lieux dédiés multimodaux.</li> </ul>	2016-2020
<b>Encourager l'accès à la culture, valoriser et stimuler la création</b>	Faciliter l'accès à la culture et encourager les pratiques culturelles et artistiques des étudiants. Pistes de travail à conforter avec les acteurs du territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Optimisation des dispositifs existants de type <i>pass culture</i></li> <li>- Améliorer la reconnaissance en matière artistique et culturelle à travers notamment l'expérimentation d'un passeport culturel</li> <li>- Intégrer les nouveaux usages numériques</li> <li>- Amélioration de la lisibilité de l'offre</li> <li>- Développement des appels à projets</li> </ul>	2016-2020
	Renforcer la visibilité du patrimoine culturel, artistique des établissements et des campus	2018

## 3. ENGAGEMENT ASSOCIATIF

### Un site riche en initiatives étudiantes

265 associations sont recensées sur la rentrée 2015/2016 pour les 4 universités de l'Université de Lyon. Parmi celles-ci, 148 sont des associations disciplinaires ou de filières et 117 sont des associations transversales, dont les thématiques traitées se répartissent comme suit :

- 23% : accueil, services, représentation
- 29.8% : culture (dont 6.8% d'associations également de culture scientifique et technique)
- 6.8% : sport
- 8.3% : solidarité
- 1.1% : développement durable/environnement
- 7.9% : citoyenneté
- 23% : autres thématiques (juniors entreprises, transport, social, alumni, urbanisme, archéologie, management, média, politique, tourisme...)

Au total, en incluant les chiffres des principales grandes écoles, ce sont plus de 550 associations étudiantes qui composent la vie associative des établissements de l'Université de Lyon.

#### → Types de projet financés par le FSDIE

Le nombre de commissions FSDIE diverge selon les établissements ainsi que les taux d'utilisation du fonds. On constate que de fortes évolutions ont été opérées depuis le dernier bilan ministériel, les établissements étant préoccupés par une optimisation de leurs procédures et souhaitant réfléchir



collectivement aux procédures de communication, de sélection, d'accompagnement et de suivis des différents projets. Réflexions qui vont de pair avec des demandes de financement de plus en plus nombreuses sur des projets menés par des étudiants issus de plusieurs établissements différents.

En 2012-2013, la répartition des financements globaux du FSDIE, pour les 4 universités de l'UdL (chiffres MENESR) se faisait comme suit : 27% de projets culture ; 15 % sport, 11% citoyenneté, 5 % solidarité, 4% santé, 2% culture scientifique et technique, 1% handicap et 34% de projets « autres ».

### → Modalités d'accompagnement

Le format de l'accompagnement peut varier d'un établissement à un autre. Il est essentiellement focalisé sur du conseil par manque de personnel dédié à davantage d'accompagnement et d'appui méthodologique. Aussi, certains établissements s'appuient-ils sur des associations comme AnimaFac, Gaelis ou la FASEE pour proposer des formations aux associations de leur structure.

Les établissements s'engagent de plus en plus dans une reconnaissance de l'engagement de leurs étudiants en mettant en place des systèmes de bonification ou de crédits ECTS. Beaucoup de systèmes différents sont proposés directement par les composantes des universités. Les modèles les plus anciens sont cependant parfois remis en question lors des mises à jour des maquettes de formations, ce qui laisse à penser que tout n'est pas acquis en matière de dispositif de valorisation.

Ces compensations ne concernent encore qu'une minorité des étudiants, soit car les aménagements requis pour y accéder ne sont pas compatibles avec leurs formations, soit par méconnaissance des dispositifs existants.

## **Un engagement fort du Crous sur différents dispositifs en faveur des initiatives étudiantes**

### → Dispositif culture-actions

Le dispositif Culture Actions permet au Crous de financer chaque année environ 60 projets, souvent inter-établissements, d'importances variables, mais qui ont tous un impact important sur la vie étudiante et culturelle des campus. Des projets « actions » (humanitaires, sportifs ...) sont également retenus chaque année par la commission Culture Actions du Crous lors de laquelle les représentants étudiants élus au CA du Crous sont majoritaires.

### → Initiatives étudiantes

Des concours culturels sont aussi organisés annuellement dans le cadre du réseau des CROUS, dans les domaines de la Nouvelle, de la bande dessinée, de la photographie, du film court, du théâtre et de la danse. En 2015, le Crous de Lyon a organisé, en partenariat avec la ville de Saint-Etienne, la remise du prix nationale de la nouvelle des Crous lors de 30<sup>ème</sup> fête du livre de Saint-Etienne. Cet événement a permis de mettre en valeur les œuvres des trois étudiants lauréats nominés pour ce prix au niveau national. Il s'agira de poursuivre cette dynamique, sur les éditions futures, afin de développer les initiatives et susciter des vocations parmi les étudiants au titre des concours culturels du Crous.

Le CROUS soutient aussi fortement les « initiatives étudiantes en résidences qui ont été décidées en conseils de résidence, par les étudiants élus dans ces conseils.

### → Soutien aux projets d'animation dans les restaurants et les campus

En complément du dispositif Culture Actions et des initiatives étudiantes actées en conseil de résidences, il s'agit d'actions menées par les étudiants sous forme de projets directement sur le terrain (semaine du goût en restaurants, cours artistiques donnés en résidences, projets d'animation sous forme de bénévolat, découverte de la gastronomie...).

Le recrutement de 10 services civiques sur l'année 2015/2016 permet au service animation de porter en résidence universitaire l'ambition d'une vie culturelle très riche. Enfin, il faut également souligner que les structures de restauration accueillent régulièrement des manifestations culturelles : expositions, concerts etc. Près de 1000 animations ont été réalisées en 2015 et le Crous souhaite doubler ces prestations offertes aux étudiants dès l'année 2016.

## **Des collectivités engagées dans la valorisation des projets associatifs étudiants**

Dans le cadre de la démarche du Schéma de Développement Universitaire (SDU) de l'agglomération lyonnaise engagée par l'Université de Lyon, le Grand Lyon, le CROUS, la Région Rhône-Alpes et les villes accueillant des campus sur leurs territoires, il a semblé à tous les acteurs qu'il était nécessaire de donner une meilleure reconnaissance institutionnelle à l'engagement citoyen étudiant.

Deux initiatives ont été mises en place par les collectivités :

- un **forum des initiatives étudiantes** : la 1<sup>ère</sup> édition s'est déroulée sur 5 jours en octobre 2014, la 2<sup>ème</sup> sur 10 jours, en octobre 2015.
- un **annuaire des associations** permettant de valoriser toute la richesse associative étudiante et de reconnaître l'importance de l'implication des étudiants dans la vie citoyenne, comme vecteur de réussite dans le parcours de formation.

La Mairie de Lyon a développé un lieu dédié aux initiatives étudiantes : la Maison des Étudiants. Elle est ouverte à tous les étudiants, de toutes les formations (universités, écoles, BTS, IUT, classes prépa...) et héberge près d'une quarantaine d'associations.

A cela s'ajoutent les nombreux dispositifs de financement auxquels peuvent prétendre les étudiants : APCJ (Aide aux projets citoyens des jeunes) et passeport solidaire - Région Rhône-Alpes, PRODIJ (Programme de développement des initiatives des jeunes) - Ville de Lyon, Bourse ID'jeunes (Ville de Saint-Etienne), s'ajoutent les aides aux associations diverses proposées par les départements et métropoles.

## Vers une démarche d'harmonisation et de valorisation des pratiques

La responsabilité sociale et la citoyenneté étudiante visant à rendre l'étudiant acteur de son territoire est un des volets essentiels de la politique de vie étudiante du site.

Dans cette perspective, l'ambition du Schéma Directeur d'Amélioration de Vie Etudiante portera sur une harmonisation et une amélioration des pratiques, en s'appuyant fortement sur les initiatives déjà existantes auprès des métropoles et des établissements.

- **Action 1 : harmonisation des critères de sélection des FSDIE et Culture Actions du CROUS** : il paraît nécessaire de faire se rencontrer les différents financeurs de projets étudiants afin de s'entendre sur les périmètres d'actions de chacun, tel que cela a été décrit dans la mesure 35 du Plan National de la Vie Etudiante ;
- **Action 2 : rédaction d'une charte commune aux établissements** précisant les valeurs et les principes cadrant les activités et projets financés par les FSDIE et Culture Actions du CROUS (sélection, accompagnement, évaluation et valorisation des projets).
- **Action 3 : élaboration d'une charte de la reconnaissance de l'engagement étudiant** dédiée aux établissements d'enseignement supérieur favorisant une démarche d'Université citoyenne reconnue pour la valorisation de l'engagement de ses étudiants (qui pourra prendre des formes diverses selon les fonctionnements internes) ;
- **Action 4 : développement d'une offre de mission citoyenne** en collaboration avec le CROUS, les établissements, les collectivités locales et les associations afin de favoriser le recours aux étudiants pour les missions d'intérêt public et général. La diversité des formations du territoire permet en effet de bénéficier d'une pluralité de ressources et de compétences pour répondre à des besoins fondamentaux des services publics.

## Encourager la créativité des étudiants

- **Action 1 : mise en place par l'Université de Lyon d'un fonds pour les initiatives étudiantes géré directement par les étudiants.** Ce fonds encouragera une dynamisation de la vie associative, en permettant le développement des talents, la création et l'innovation.
- **Action 2 : identification d'un réseau de personnes et de dispositifs ressources et mise en place d'un outil de communication dédié** (informations, contacts et conseils) permettant de :
  - recenser et faire connaître les différents dispositifs de valorisation de l'engagement associatif au sein des établissements et des institutions ;
  - recenser et faire connaître les différents dispositifs de financement et d'accompagnement à destination des étudiants et des associations étudiantes ;
  - identifier les lieux d'expression, les espaces de coworking et les ateliers ouverts.
- **Action 3 : s'appuyer sur le réseau social [www.beelys.camp](http://www.beelys.camp)** , réseau social de création collaborative, pour faire le lien entre les besoins et les compétences existantes localement, qu'ils soient individuels, associatifs ou institutionnels ;

- **Action 4 : création de modules de formation** organisés et labellisés par l'UdL dans une démarche de valorisation d'un parcours d'étudiant engagé, permettant aux étudiants qui le souhaitent d'avoir accès à un catalogue complet de formations dédiées au montage de projets associatifs, en s'appuyant sur les ressources existantes et éprouvées localement (notamment la gestion d'événements festifs en partenariat avec les collectivités, les associations et les établissements);
- **Action 5 : valoriser les projets des étudiants et des associations étudiantes**, en s'appuyant sur :
- des campagnes de communication et des relais d'informations dédiés,
  - la création et l'identification d'espaces d'expression durables, mais également éphémères,
  - l'organisation de temps de débats, d'échanges et de co-construction permettant les rencontres inter-filières, inter-établissements et inter-campus autour de sujets communs,
  - réflexion autour d'une labellisation des associations étudiantes dans un esprit de valorisation des services rendus aux étudiants, personnels, établissements et campus.
- **Action 6 : renforcer la démarche d'agrément**, de gestion et d'accompagnement **des services civiques** dans les établissements.

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Démarche d'harmonisation et de valorisation des pratiques</b>	Harmonisation des critères de sélection du FSDIE et du dispositif Culture actions du CROUS et rédaction d'une charte commune	2018
	Développement d'une offre de mission citoyenne	2016
	Elaboration d'une charte de la reconnaissance de l'engagement étudiant	2017
<b>Encourager la créativité et la capacité d'engagement des étudiants</b>	Mise en place d'un fonds d'initiatives étudiantes	2016
	Modules de formation	2018
	Identification un réseau de personnes ressources et création d'un outil de communication dédié	2017
	Valorisation des projets étudiants	2016
	Renforcement de la démarche d'agrément, de gestion et d'accompagnement des services civiques dans les établissements ;	2016

## LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR VIE ETUDIANTE

Le schéma directeur vie étudiante, élaboré en collaboration avec les acteurs vie étudiante du territoire, présente une vision consolidée des besoins du site. Ce projet d'amélioration qui se décline à travers plusieurs actions a vocation à être mis en œuvre collectivement par tous les acteurs vie étudiante du site. Après le vote par les deux principales assemblées délibérantes concernées : le Conseil d'Administration de la COMUE et le Conseil d'Administration du CROUS de Lyon, les premières actions seront mises en place selon le calendrier fixé. Pour atteindre les objectifs, le SDVE doit être étroitement piloté.

La mise en œuvre sera conduite via un tableau de bord en fonction du niveau de maturité et des conditions de faisabilité de chaque action.

### LE DISPOSITIF DE GOUVERNANCE DU SCHEMA DIRECTEUR VIE ETUDIANTE

Afin de ne pas démultiplier les instances, il est envisagé de mettre en place une gouvernance souple qui s'articule avec les instances déjà existantes.

#### Mise en place opérationnelle

Chaque action aura sa propre organisation et un responsable chargé de la mise en œuvre du projet et de son évaluation (indicateurs de suivi et de réussite) identifié parmi les acteurs vie étudiante : les établissements de l'Université de Lyon, les collectivités territoriales et le CROUS de Lyon. Le responsable de la mise en œuvre sera chargé de la revue de projets.

Des instances rassemblant les services de la vie étudiante de la COMUE, du CROUS et des collectivités se réuniront une à deux fois par an pour suivre la réalisation des objectifs du schéma directeur, faire des propositions d'amélioration, de modifications, ou définir de nouveaux objectifs en fonction de l'évolution de l'enseignement supérieur sur la base des revues de projets fournis par les responsables de projets.

- Au niveau de l'agglomération lyonnaise, le comité technique SDU actuel sur la vie étudiante pourra jouer ce rôle.
- Au niveau de l'agglomération stéphanoise un comité technique vie étudiante sera organisé.

#### Le Pilotage par les instances

Composé du vice-président en charge de la vie étudiante de l'Université de Lyon, des vice-présidents étudiants de l'Université de Lyon et du directeur du CROUS de Lyon, un comité de pilotage du schéma directeur vie étudiante sera organisé au moins une fois par an pour produire un bilan et proposer des modifications et de nouveaux objectifs à la commission vie étudiante du conseil académique, et aux Conseils d'administration de la COMUE et du CROUS de Lyon.

## **LE PLAN D' ACTIONS**

## LOGEMENT

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Renforcer et accélérer la production de logement</b>	Création de 6000 places de logement social étudiant en priorité CROUS, dont 4000 à horizon 2018	2013-2020
	Poursuivre l'amélioration de la qualité des logements et diversifier l'offre (colocation, inter-génération, apprentis, résidences pour la réussite)	2016-2020
	Poursuivre l'animation de la gouvernance locale et partenariale	2016-2020
<b>Renforcer la visibilité et l'accessibilité de l'offre</b>	Valorisation et renforcement de l'outil LOKAVIZ dans le Portail National de la Vie Etudiante	2017
	Communication ciblée et en partenariat avec les établissements autour des dispositifs CLE et la labellisation (Objectifs 3000 CLE et 1 500 logements labellisés en 3 ans)	2016-2019
	Suivi spécifique de la mobilité étudiante	

## SANTE

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Améliorer l'accès aux soins des étudiants</b>	Constitution d'un réseau de médecins généralistes	2017
	Création 1 <sup>er</sup> centre de santé	2019
	Contractualisation avec les centres de santé existants	2016
	Création d'un réseau coordonné de points d'écoute sur le mal être étudiant	2017
	Lancement d'une campagne d'information	2018
<b>Renforcer la mission de prévention</b>	Définition d'une politique de prévention partagée	2017
<b>Améliorer la connaissance en matière de santé étudiante</b>	Enquête commune ou déploiement d'un outil commun d'harmonisation des données	2018

## TRANSPORT MOBILITE

Objectif	Actions	Calendrier
<b>Définir une stratégie en matière de déplacements partagée entre les acteurs du territoire</b>	Réalisation d'un diagnostic fin de l'état de l'offre et des besoins, ainsi que des pratiques	2016-2020
	Identification et accompagnement d'initiatives novatrices	
	Mise en place un dispositif de gouvernance et une stratégie en matière de déplacements partagée entre les acteurs du territoire	2016-2020
	Elaboration d'un plan de déplacements inter campus	

## RESTAURATION SOCIALE

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Rendre la restauration universitaire plus attractive</b>	Construire un diagnostic partagé et exhaustif de la restauration universitaire et des usages et définir un plan d'actions	Fin 2016
	Renforcer la qualité des produits proposés et valoriser les filières courtes	A partir de 2016
	Mener une campagne de relooking des cafeterias	2015-2018
	Développer la communication en particulier auprès des étudiants primo-arrivants	A partir de 2016
	Animer une réflexion autour de la mise en place d'une charte, instituant une pause méridienne	2017
<b>Faire des lieux de restauration du Crous des lieux éducatifs</b>	Faire du restaurant universitaire un lieu de prévention auprès des étudiants.	2015-2018
	Développer les actions sur le bien manger	2016
	Faire des restaurants de véritables vecteurs culturels (expositions, photos, peinture, sculptures...) mais aussi par toutes les formes de spectacles vivants (théâtre, danse, arts du cirque...)	A partir de 2016
<b>Faire des lieux de restauration du Crous de véritables lieux de vie</b>	Créer (ou faire évoluer) des lieux mixtes modulables	
	Développer les petits lieux de restauration centraux et conviviaux	

## POLITIQUE SOCIALE

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Améliorer l'accès au droit et l'accueil de tous les étudiants</b>	Renforcer la communication commune (établissement, COMUE, collectivités, CROUS) en matière de vie étudiante en s'appuyant sur le Portail Vie Etudiante national ou seront développées les informations locales afin que cet outil soit la référence unique pour tous les étudiants	2016
	Maintenir un accueil physique de qualité en complément du PVE et un même niveau de service quel que soit le lieu	2018
	Mener une politique sociale de qualité et un traitement identique des situations par la création d'un service social unique au CROUS/favoriser l'accès aux services sociaux des petites villes.	2018
	Travailler à une gestion unifiée du FSDIE social	2020



## POLITIQUE D'ACCUEIL CIBLÉE

Etudiants salariés

Objectif	Actions	Calendrier
<b>Améliorer la connaissance du salariat étudiant à l'échelle du site</b>	Etat des lieux et plan d'actions	2018

Etudiants en situation de handicap

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Faciliter le travail des missions handicap et des services de médecine préventive</b>	Echanges d'informations et de matériel adapté facilités	2017
	Traitement des dossiers facilité	2019
	Modules de formation mutualisés	2016
	Actions de sensibilisation renforcées	2016
	Soutien des établissements dans la rédaction de leurs schémas directeurs	2016
<b>Faciliter l'inclusion des étudiants en situation de handicap en améliorant leur accès aux services</b>	Commission d'attribution pour les logements adaptés	2016
	Accompagnement commun renforcé	2017

Etudiants internationaux

Objectifs	Actions	Calendrier
Renforcer la qualité de l'accueil des étudiants internationaux	Définition d'une politique globale d'accueil	2016-2020

## SPORT

Objectif	Actions	Calendrier
<b>Développer une politique sportive de site</b>	Pistes de travail à explorer avec les acteurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'amélioration de la lisibilité de l'offre à l'échelle du site</li><li>- la définition d'une offre sportive de base</li><li>- plan d'amélioration d'accès aux équipements sportifs</li></ul>	2016-2020

## CULTURE

Objectifs	Actions	Calendrier
<b>Poursuivre la co-construction d'un écosystème d'acteurs de la culture</b>	Pistes de travail à conforter avec les acteurs du territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- développer un projet culturel de territoire,</li> <li>- encourager la participation de la Comue aux grands événements culturels du territoire,</li> <li>- identifier/créer des espaces de production/création/répétition; lieux dédiés multimodaux.</li> </ul>	2016-2020
<b>Encourager l'accès à la culture, valoriser et stimuler la création</b>	Faciliter l'accès à la culture et encourager les pratiques culturelles et artistiques des étudiants. Pistes de travail à conforter avec les acteurs du territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Optimisation des dispositifs existants de type <i>pass culture</i></li> <li>- Améliorer la reconnaissance en matière artistique et culturelle à travers notamment l'expérimentation d'un passeport culturel</li> <li>- Intégrer les nouveaux usages numériques</li> <li>- Amélioration de la lisibilité de l'offre</li> <li>- Développement des appels à projets</li> </ul>	2016-2020
	Renforcer la visibilité du patrimoine culturel, artistique des établissements et des campus	2018

## ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Objectifs	Actions	Calendrier
Démarche d'harmonisation et de valorisation des pratiques	Harmonisation des critères de sélection du FSDIE et du dispositif Culture actions du CROUS et rédaction d'une charte commune	2018
	Développement d'une offre de mission citoyenne	2016
	Elaboration d'une charte de la reconnaissance de l'engagement étudiant	2017
<b>Encourager la créativité et la capacité d'engagement des étudiants</b>	Mise en place d'un fonds d'initiatives étudiantes	2016
	Modules de formation	2018
	Identification un réseau de personnes ressources et création d'un outil de communication dédié	2017
	Valorisation des projets étudiants	2016
	Renforcement de la démarche d'agrément, de gestion et d'accompagnement des services civiques dans les établissements ;	2016

PLAN D'AMELIORATION VIE ETUDIANTE

Objectifs		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Améliorer l'accès aux services									
Logement social étudiant	Accélérer et augmenter la production de l'offre Diversifier l'offre	Mise en place d'une gouvernance locale partenariale							
		+ 164 places	+ 623 places	+ 773 places	+ 289 places	+ 1599 places	4 000 places créées + 1370 places	+ 238 places	6 000 places créées + 650 places
	Renforcer la visibilité et l'accessibilité de l'offre				Etat des lieux	Plan d'actions	Mise en œuvre		
Santé	Améliorer l'accès aux soins					Mobilisation acteurs/ressources	Création réseau d'omnipraticiens		
						Etude de faisabilité		Création 1 <sup>er</sup> centre de santé	
						Mobilisation acteurs/ressources		Contractualisation centres de santé existants	
						Mobilisation acteurs/ressources		Création d'un réseau coordonné de points d'écoute	
						Mobilisation acteurs/ressources		Lancement d'une 1 <sup>ère</sup> campagne d'information	
	Renforcer la mission de prévention	Etat des lieux			Plan d'actions	Mise en œuvre			
	Améliorer la connaissance en matière de santé étudiante					Concertation	Enquête commune ou déploiement d'un outil commun d'harmonisation des données		
Transports	Mettre en place une stratégie de déplacements inter campus					Etat des lieux	Plan d'actions	Plan de déplacements inter campus Mise en œuvre du PDIC	
Restauration sociale	Rendre la restauration universitaire plus attractive Faire des RU des lieux éducatifs et de véritables lieux de vie					Etude	Schéma directeur de la restauration Adaptation de l'offre aux nouveaux usages		
Améliorer la qualité de vie étudiante/favoriser l'épanouissement de chaque étudiant									
Sport	Améliorer l'accès aux équipements et à la pratique sportive	Etat des lieux				Plan d'actions	Plan d'amélioration et politique commune de site Mise en œuvre du plan de développement		
Culture	Co-construire d'un éco-système d'acteurs de la culture Encourager l'accès à la culture, valoriser et stimuler la création					Concertation	Expérimentation passeport culturel		
Politique sociale	Améliorer l'accès aux droits et l'accueil de tous les étudiants					Concertation	Communication commune à travers le Portail vie étudiante		
Politique d'accueil	Améliorer la connaissance du salariat étudiant					Concertation	Etude	Résultats de l'étude et plan d'actions	
	Faciliter le travail des missions handicap et des services de médecine préventive					Formations, actions de sensibilisation Schémas directeurs		Traitement des dossiers de demandes d'aménagements via les centres de santé	
	Faciliter l'inclusion des étudiants en situation de handicap en améliorant leur accès aux services					Commission d'attribution des logements adaptés Complément financier, accompagnement commun renforcé, intervention d'experts			
	Renforcer la qualité de l'accueil des étudiants internationaux					Concertation		Réseau coordonné d'accueil	
Favoriser une citoyenneté active des étudiants									
Vie associative	Mener une politique commune de la vie associative					Concertation	Charte commune de la vie associative Dossier commun FSDIE		
	Valoriser l'engagement étudiant					Concertation	Charte Université citoyenne Réflexion sur des formations étudiants engagés		
	Dynamiser la vie associative					Démarche d'agrément de services civiques Fonds d'initiatives étudiantes Réseau social Missions		Outils de valorisation (labellisation, rencontres, communication) Réseau de personnes ressources et outils de communication	